

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

HISTOIRE DES RAPPORTS DE L'ÉGYPTÉ
AVEC LA SUBLIME PORTE
(DU XVIII^e SIÈCLE A 1841)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le samedi 31 mai 1919, à 3 heures

PAR

Joseph-Edmond CATTAUI

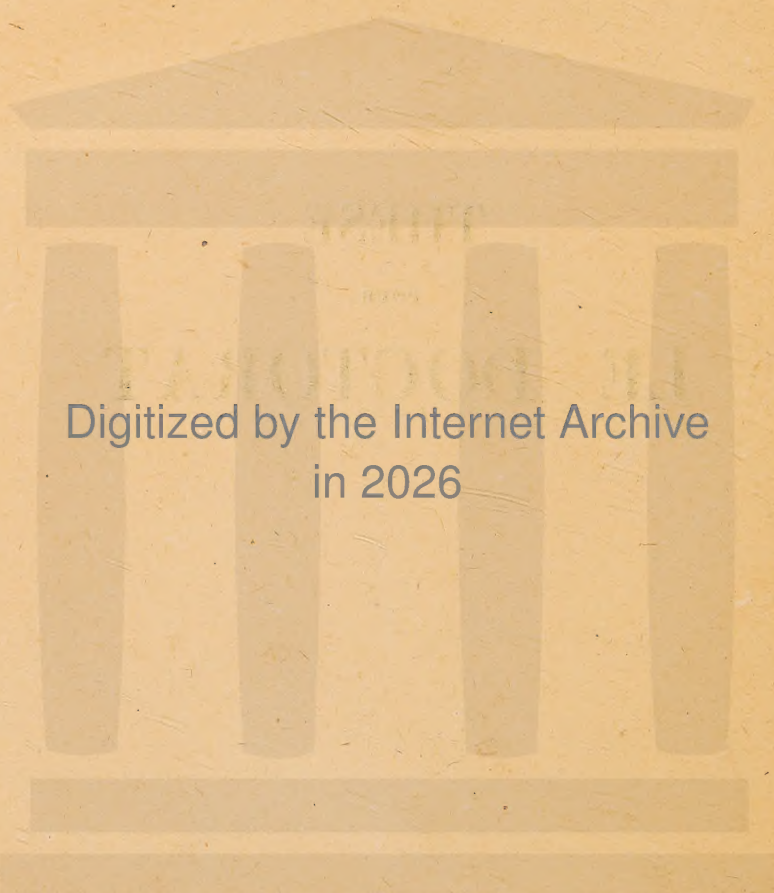
Président : M. GEOUFFRE DE LAPRADELLE, profes.

Suffragants : { MM. LESEUR, professeur
BASDEVANT, agrégé

PARIS
JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS
15, RUE RACINE, VI^e

1919

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

HISTOIRE DES RAPPORTS DE L'ÉGYPTE AVEC LA SUBLIME PORTE (DU XVIII^e SIÈCLE A 1841)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le samedi 31 mai 1919, à 3 heures

PAR

Joseph-Edmond CATTAUI



Président : M. GEOUFFRE DE LAPRADELLE, profes.

Suffragants : { MM. LESEUR, *professeur*
BASDEVANT, *agrégé*

PARIS
JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS
15, RUE RACINE, VI^e

1919

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

Dédié à mon père.

J.-E. C.

HISTOIRE DES RAPPORTS DE L'ÉGYPTÉ AVEC LA SUBLIME PORTE DU XVIII^e SIÈCLE A 1841

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

L'ÉGYPTÉ CONQUÊTE TURQUE PROVINCE OU ÉTAT (L'ÉGYPTÉ SOUS LES BEYS MAMELOUKS)

L'Égypte n'est pas de ces pays heureux qui n'ont pas d'histoire. Elle en a une longue, et à travers les siècles elle se répète toujours semblable à elle-même. Cette terre, bénie entre toutes par la richesse facile qu'elle donne à ses habitants, est aussi une terre maudite, car cette richesse, attirant sur elle les convoitises de tous, sera possédée à travers les âges par ceux qui sauront être les plus forts.

Tous les maîtres du monde ont voulu que l'Égypte figurât parmi leurs conquêtes : les Perses, les Macédoniens, les Romains, les Arabes, Les Turcomans,

les Ottomans, la France et l'Angleterre, sont venus à tour de rôle gruger les habitants de la vallée du Nil, des richesses qu'ils ne doivent qu'à leur labeur et au limon du fleuve.

Pour comble de malheur, quand même ce pays ne serait pas l'objet directement convoité par le conquérant, celui-ci le trouvera sur sa route où qu'il aille, d'où qu'il vienne, de l'Est à l'Ouest ou de l'Ouest à l'Est. Et il devra, avant de pousser plus loin, s'assurer la maîtrise de cette contrée.

Alexandre, en route pour l'Inde s'arrêtera pour fonder une ville qui portera son nom. Les Arabes chevauchant vers le Maghreb, l'Espagne et Poitiers brûleront la bibliothèque d'Alexandrie. Bonaparte, cherchant encore sa voie, se dirigea d'instinct pour ainsi dire, vers les bords du Nil. Enfin, tant que le roi d'Angleterre sera Empereur des Indes, et que Suez sera la route de l'Occident à l'Orient, l'Egypte devra se résigner à être le plus beau pays du monde mais non le plus heureux. Car même un bon maître n'en est pas moins un maître.

L'Egypte ne fut pas toujours l'apanage des seuls conquérants, elle fut aussi pendant plusieurs siècles « le fief taillable à merci » de dynasties d'esclaves. Celles-ci, encore et toujours, d'origine étrangère.

Avant l'arrivée des Ottomans, les maîtres de l'Egypte étaient les Sultans Mamelouks originaires de Circassie, dont la dynastie est connue sous le nom

de Burgui (1), pour la distinguer de la dynastie précédente, également mamelouck, connue sous le nom de Bahari (2). Les Burgui avaient succédé aux Bahari (3) à la suite d'une révolution de palais (1382). Ils se maintinrent au pouvoir jusqu'en 1517, époque à laquelle Selim I ben Bayazid envahit la Syrie et l'Egypte.

Il anéantit entièrement les forces du Sultan Quayat-bey et s'empara du Caire.

Le premier soin du conquérant après avoir fait mettre à mort le défenseur de la ville, Touman-bey, neveu du Sultan Mamelouck, fut de se saisir de la personne du Kalife (4), chef suprême de l'Islam, qui y résidait.

Sélim garda ce dernier prisonnier jusqu'à ce qu'il eut renoncé à toute autorité spirituelle et qu'il eut subrogé solennellement et authentiquement ses droits et prérogatives en faveur des Sultans de Constantinople.

1. et 2. Burgue veut dire fort, et Bahr veut dire fleuve.

3. Ceux-ci avaient usurpé eux-mêmes (entre 1250 et 1260) le pouvoir à la dynastie ayoubite fondée par le célèbre Saladin (Saleh-el-Din). Lui-même avait détrôné (en 1174) le dernier kalife Fatimite au profit des kalifes Abassides, dont il reconnaissait la suzeraineté et l'autorité spirituelle.

4. Le Kalife El-Motawak. Il était le dix-huitième, de la branche des Abassides d'Egypte.

En 858, les hordes mongoles avaient ravagé la Mésopotamie, pillé Bagdad et assassiné le Khalife. Les survivants de la famille Abasside cherchèrent refuge en Egypte où ils furent accueillis

C'est en vertu de cette cession forcée que ceux-ci sont devenus depuis les « Kalifes légaux de l'Islam » et chefs spirituels de tous les musulmans.

On comprendra l'importance qu'avait pour Sélim la cession à lui et à ses descendants des prérogatives attachées au Khalifat, quand on saura qu'en plus du pouvoir spirituel, la dignité de chef de l'Islam comportait des attributions qui font du Khalife le suzerain de tous les souverains musulmans.

Les Khalifes avaient seuls, en effet, pouvoir d'investir les souverains de leur autorité temporelle, et de ce pouvoir d'investiture ils tiraient certains droits de suzeraineté.

Cette attribution était une survivance du pouvoir temporel, qu'ils avaient détenu durant les premiers siècles du Khalifat, à laquelle ils ne renoncèrent à aucun moment et qu'on leur reconnut toujours sans conteste. Et ils ne cessèrent jamais de manifester leur suprématie sur ceux-là mêmes qui les avaient dépouillés de leurs droits, « par l'investiture des « provinces, qu'ils étaient forcés de donner comme « suprême pontife de la religion quand on la leur « demandait : usage qui, dans l'esprit des musul-

par Beybars, premier Sultan des Mamelouks Bahari. Ce dernier reconnut à l'un d'eux la dignité de Khalife, c'est-à-dire de chef suprême de l'Islam. Depuis cette époque, le Caire fut la résidence des Khalifes, détenteurs du pouvoir spirituel, à côté des Sultans, détenteurs du pouvoir temporel.

« mans, était devenu nécessaire pour maintenir les
« peuples dans l'obéissance du souverain » (1).

Beybars, le premier sultan des Mamelouks Bahari, ayant usurpé le pouvoir, vit légitimer sa souveraineté sur l'Egypte par le Khalife à qui il avait donné refuge après le sac de Bagdad par les Mongols.

Cette investiture demeurait une chose si importante, que même quand les Khalifes ne furent plus considérés « que comme des pontifes qui n'étaient
« consultés que sur les affaires de religion » (2), les souverains venaient la leur demander.

C'est ainsi que vers 1391, Byazid, Sultan des Othomanlys, envoya une ambassade en Egypte pour demander au Kalife l'investiture du Sultanat d'Anatolie.

Sélim premier se faisant conférer par le Kalife tous les droits spirituels rattachés au Kalifat, rendra à cette fonction l'appui d'un pouvoir temporel, tout en acquérant pour lui et ses descendants le prestige d'une suzeraineté sur l'univers musulman.

Sélim mourut deux ans après la conquête de l'Egypte : il eut néanmoins le temps de jeter les bases de l'organisation politique de sa nouvelle province.

Tenant compte de l'éloignement de l'Egypte, il y

1. J.-J. Marcel. *Histoire d'Egypte jusqu'à l'époque des Français.*

2. *Idem*, p. 180.

appliqua une organisation dans laquelle le pouvoir se trouvait divisé entre plusieurs organes, en sorte que les diverses forces du pays s'équilibrent et qu'aucune ne puisse se développer au point de porter ombrage à la puissance souveraine.

Quand Sélim mourut, son fils Soleyman compléta le système politique de son père et le développa dans le même sens de la division des forces.

Le système répondit au but proposé par ses promoteurs pendant plus d'un siècle.

Mais cette méthode de gouverner en divisant ne pouvait conduire à une administration paisible du pays. En effet, les forces, pour se contrebalancer, devaient être nécessairement antagonistes et, par suite, chacune d'elles aspirant à dominer était dans la nécessité de recourir à la force et à la guerre civile, ce qui ne pouvait mener qu'à l'anarchie.

Et c'est bien ce qui arriva presque aussitôt que l'autorité directe du Sultan commença à fléchir.

Les organes de gouvernement étaient au nombre de trois : le Pacha, le Divan et les Beys.

Le Pacha était le représentant direct du Sultan ; il était nommé par lui et venait de Constantinople.

La durée de ses fonctions n'était jamais très longue, afin qu'il ne pût acquérir aucune influence dans le pays. La durée moyenne était d'une année. Souvent même le Pacha était déchu avant pour con-

cussion et sévèrement puni à son retour à Constantinople.

Il avait pour mission de transmettre au Divan les ordres du Sultan, il convoquait cette assemblée et lui soumettait toutes les mesures du gouvernement.

Le Divan était un organe de délibération qui discutait les ordres du Pacha, les ratifiait ou en appelait au Divan de Constantinople en cas de difficultés. Il était chargé d'exécuter les ordres venus de la S.-P. Il avait aussi pouvoir de demander la déposition du Pacha si celui-ci attentait aux droits du Sultan.

Le Divan était au début présidé par le Pacha, mais plus tard on lui en interdisit même l'accès, de peur de l'y voir prendre trop d'influence. Son lieutenant y transmettait ses ordres et lui rendait compte des séances.

Il y avait en réalité deux Divans, le grand et le petit. Le premier ne siégeait que pour les affaires d'importance ; il était composé par les chefs des sept corps militaires, le Destirdar (Chancelier), l'Emir el-Hag (prince du pèlerinage), le grand Cadi (juge), les 4 mouftis, les cheiks et les ulémas.

Le petit Divan, qui avait pour mission l'expédition des affaires courantes et qui siégeait tous les jours, était composé, du Kiaya du Pacha, c'est-à-dire son lieutenant, du Chancelier et du Trésorier des deux principaux corps militaires ; les autres corps n'étaient représentés que par un seul député chacun.

Ces corps militaires, qui étaient au nombre de sept, constituaient l'armée en Egypte. Chaque corps, ou ondjak, avait une organisation autonome, des biens lui étaient concédés pour l'entretien de ses membres (ondjaklys). Un divan s'occupait des affaires du corps et nommait aux postes subalternes. Les grades supérieurs étaient réservés au choix du pacha sur la proposition du Divan. Les officiers des ondjaks étaient un agha (1) (colonel) et son lieutenant (Kiayah), un trésorier (kazandar), un chancelier (defterdar) et un archiviste (rousnamgy).

On comprend que ces corps, du fait même de leur indépendance et de l'étroite participation aux affaires du pays, ne pouvaient qu'avoir une grande influence sur ses destinées.

Le troisième organe de gouvernement, qui avait pour rôle de maintenir l'équilibre entre les deux premiers, était constitué par les beys ou sandjaks ; ceux ci furent créés au nombre de 24 et pour la plupart pris parmi les émirs mamelouks, anciens mattres du pays et adversaires naturels tant du pacha que des ondjaklys.

Trois de ces beys avaient accès au Divan : le premier était le Kiaya du Pacha, et que la Porte elle-même choisissait ; le second était le chancelier (def-

1. L'agha ne restait qu'un an en fonctions, puis, avec le titre de doyen, continuait à participer aux délibérations du Divan.

terdar), le troisième l'Emir-el-Hag (le prince du pèlerinage).

Trois autres étaient nommés aussi par la S.-P. et ne recevaient d'ordres que d'elle ; ils n'étaient d'ailleurs pas pris parmi les émirs mameloucks, mais étaient envoyées de Constantinople : c'étaient les capitain-beys d'Alexandrie, de Suez et de Damiette. La Porte voulait avoir entre ses mains les clefs de l'Egypte.

Il y avait encore parmi les beys l'Emir el-Hazaneh qui avait pour mission de porter à Constantinople les revenus du pays ; cinq gouverneurs de province avaient aussi le titre de beys. Puis enfin il y avait 12 beys ayant des missions extraordinaires à remplir, et prêts à prendre la place des beys en fonction.

Tous étaient désignés par le Divan, nommés par le Pacha, confirmés par le Sultan. La durée de leurs fonctions était d'un an, mais ils conservaient toujours leur titre de bey.

L'Egypte était divisée en 12 provinces ; 3 étaient gouvernées par des Kapoudan-beys, 5 par des beys mameloucks. Les 4 autres étaient confiées à des Kachefs, qui n'avaient pas titre de beys, mais étaient de même origine mamelouck qu'eux et avaient même autorité territoriale.

Parmi les beys, mamelouck, il y en avait un qui avait un rang supérieur aux autres, et qui deviendra

le vrai maître du pays, c'est le Cheik-el-beled, bey du Caire.

Ainsi était organisé le Gouvernement politique de l'Egypte : d'un côté, le Pacha et le Divan, ayant le pouvoir central entre leurs mains, et pour mission de maintenir les mameloucks dans l'obéissance ; et de l'autre, le gouvernement des provinces entre les mains de ces mêmes mameloucks, avec pour mission de contrebalancer le pouvoir des ondjacks et du Pacha.

On remarquera que s'il y avait trois organes de gouvernement, tous trois représentaient le pouvoir exécutif, ou pour mieux dire chacun était dépositaire d'une partie du pouvoir absolu et détenait à la fois les deux pouvoirs : législatif et exécutif.

Le peuple n'avait aucun moyen de manifester ses sentiments. Ses nouveaux et ses anciens maîtres ne lui laissaient d'autre rôle que celui de payer les impôts, et, trop souvent, celui de recevoir des coups.

Si pourtant, nous identifions l'indépendance de l'Egypte par rapport à la Porte avec l'indépendance des mameloucks, nous voyons que ceux-ci conservent une certaine autonomie dans le gouvernement des provinces et qu'ils participent au gouvernement central. Par suite, on peut dire que l'Egypte, province turque, dès les premiers temps de son annexion à l'Empire Ottoman, jouit vis-à-vis de la Porte d'une certaine autonomie de gouvernement.

L'équilibre établi entre les trois forces allait être bientôt rompu par l'alliance de deux d'entre elles.

Les Pachas envoyés par Constantinople ne pouvaient acquérir aucune autorité durant leur éphémère passage au pouvoir. Ils n'avaient qu'une préoccupation, celle d'amasser le plus gros pécule possible avant d'avoir à se démettre. Leur pouvoir passait au Divan.

Par contre, les chefs des ondjaklys, membres de ce Divan, devenaient de plus en plus puissants. Au début, ils ne pouvaient posséder d'autres biens que les biens communs ; bientôt ils furent autorisés à avoir des propriétés foncières.

Ce fut parmi eux qu'on choisit aussi certains beys, mais ils étaient alors obligés de cesser de faire partie de leur ondjak.

Volney nous dit que les ondjaklys, pour se faire dégrever d'un impôt, s'allièrent aux beysmameloucks gouverneurs des provinces qui avaient pour mission de faire rentrer l'impôt.

Ce qui est sûr, c'est que si, d'un côté, les ondjaklys devenaient puissants et s'élevaient aux plus hautes fonctions beylicales, de leur côté les beys poussaient des hommes à eux dans toutes les places, tant civiles que militaires. Il devint bientôt malaisé de distinguer exactement les beys mameloucks des chefs de corps.

Durant près d'un siècle, le système institué par

Sélim fonctionna aussi bien que peut fonctionner un système despotique. Les Pachas succédèrent aux Pachas, et les habitants furent tantôt heureux, tantôt malheureux, suivant le degré d'honnêteté du représentant du Sultan.

Le pays était aussi troublé par de fréquentes mutineries de la part des ondjaklys turbulents à l'excès, au plus grand dam du peuple, qui était toujours la première victime de toute espèce d'agitation.

Une fois pourtant (vers 1624) l'agitation eut un motif plausible. Le Sultan changeait le Pacha tous les trois mois, aussi les ondjaklys, les émirs et les ulémas s'opposèrent-ils au départ de Moustapha-Pacha qui venait d'être installé. Ils refusèrent de recevoir son successeur, la S.-P. céda et confirma Moustapha dans ses fonctions. Celui-ci, par la suite s'étant rendu indigne de la confiance des habitants, le Divan se rappela fort à propos le rôle qu'il avait joué pour son maintien, et le destitua.

« Depuis, les émirs et ondjaks du Caire ne se firent
« pas faute de suivre cet antécédent. »

Et « ainsi s'établit après un siècle écoulé la modification la plus importante dans les rapports fondés par la constitution du Sultan Sélim I^{er} entre les
« pouvoirs indigènes de l'Égypte et les Pachas Turks
« envoyés de Constantinople. Les premiers, établis
« par le conquérant législateur pour contrebalancer
« les seconds, semblèrent dès leur origine suivre un

« système arrêté et légué de génération en génération,
« système d'empiètements successifs qui parvinrent
« à neutraliser entièrement l'action gouvernementale
« des Pachas » (1).

Aux destitutions provenant du fait du Sultan viennent donc s'ajouter celles exigées par les émirs. Et nous voyons le procédé inauguré en 1624 se renouveler en 1631 et en 1644. Le Sultan n'osait pas contrecarrer la volonté des beys ; il rappelait le Pacha qui ne plaisait pas, et lui faisait payer de sa tête de n'avoir pas su maîtriser ses redoutables adversaires.

Jusqu'à la fin du xvii^e siècle, les Pachas se succédèrent perdant chaque jour de leur autorité, qui passa lentement aux mains du Cheick-el-beled et des émirs ; ceux-ci vers 1756 seront les vrais mattres.

Pour comprendre par quels moyens les beys mamelouks arrivèrent à reprendre l'autorité dont Sélim les avait dépouillés, il convient de rappeler comment cette race étrangère continuait à recruter ses membres et à accroître son pouvoir.

D'après Volney, les Mameloucks, bien qu'esclaves à l'origine, se considérant comme conquérants, refusaient de s'unir avec les Egyptiens. Ils continuaient donc à importer du Caucase des femmes esclaves, de même origine que la leur ; ils se mariaient avec elles. Mais, également pour accroître leur puissance

1. J.-J. Marcel, *De l'Ind. Egypt.* « L'Egypte Moderne ».

ils achetaient des hommes. Ces hommes ils les affranchissaient et les poussaient dans tous les postes. Plus un bey avait d'affranchis en place, plus il était puissant (1).

C'est par ce moyen d'infiltration qu'ils finirent par redevenir, non seulement les maîtres dans les provinces, mais au Divan et dans les ondjaks.

D'autre part, ils prirent soin d'affaiblir les corps même des ondjaks en ne payant la solde que très irrégulièrement, en sorte que ces corps ne tardèrent pas à n'être qu'un ramassis de vagabonds et va-nu-pieds.

Toute la force militaire du pays se trouva dès lors entre les mains des Mamelouks que les beys achetaient pour se constituer une garde, et dont les favoris à leur tour devenaient des beys ; ces nouveaux beys fortifiaient la puissance de leurs premiers maîtres jusqu'au jour où, l'ambition l'emportant, en faisait les pires adversaires.

Ainsi l'esclave de Mingrélie arrivant en Egypte

1. D'ailleurs, l'affranchissement était une nécessité pour continuer une maison, car le fils d'un bey ne succédait pas au titre ni aux droits de son père. Il recevait une donation et demeurait attaché à sa maison, mais un Kachef affranchi succédait à son père. Le fils d'un bey était désigné sous le nom d'ebn-el-beled (du fils du pays). On cite, comme fait exceptionnel, l'élévation d'Ibrahim-bey au titre beylical. Cet usage avait sa raison d'être dans la dégénérescence rapide de la race circassienne en Egypte. Pour être digne du commandement il fallait être né en Circassie et pas en Egypte. L'enfant né en Egypte étant présumé débile, à la troisième génération aucune procréation n'était plus possible.

pouvait aspirer à tout ; « il ne voit au pouvoir que
« des soldats comme lui parvenus à la puissance par
« les décrets du fort, et s'il plaît au sort de le favoriser
« il parviendra de même ; et il ne sera pas moins
« habile dans l'art de gouverner puisque cet art ne
« consiste qu'à prendre de l'argent et à donner des
« coups de sabre ». Toutes les ambitions lui sont per-
mises, à condition qu'il n'ait peur d'aucune violence.

Il y avait ainsi près de 9.000 mameloucks dont les
chefs détenaient tout le pouvoir. De ces 9.000, 100 à
peine étaient dans les provinces pour faire entrer les
impôts ; les autres résidaient au Caire.

A partir du milieu du XVIII^e siècle, la déchéance des
Pachas est complète, ils ne jouent plus aucun rôle
dans les affaires du pays. La souveraineté de Constanti-
nople est purement nominale. Tout le pouvoir est aux
mains des beys et de celui qu'ils choisissent comme
chef : le Cheik-el-beled. C'est presque une disgrâce de
recevoir le pachalyk d'Egypte comme gouvernement.
Les Pachas étaient espionnés dès leur arrivée à
Alexandrie.

Si les renseignements sur eux n'étaient pas satis-
faisants, les beys ne les laissaient pas parvenir jus-
qu'au Caire. Ils demandaient à Constantinople leur
rappel.

S'ils arrivaient jusqu'au Caire, ils étaient reçus
avec de grands honneurs par les beys, qui renouve-
laient entre leurs mains leur serment de fidélité au

Sultan. Ils n'en restaient pas moins durant tout leur séjour prisonniers à la Citadelle.

Ils y restaient jusqu'à leur rappel par la Porte ou jusqu'à ce que les beys, réunis en Divan, eussent prononcé leur déchéance.

Un des beys avait pour mission spéciale de signifier au Pacha qu'il avait cessé de plaire. Il se rendait à âne à la citadelle, se prosternait devant lui, puis en se relevant repliait un coin du tapis en criant : « Enzel ! Pacha ! » (descends Pacha).

L'arrêt était définitif.

Durant tout le xviii^e siècle « les premiers acteurs « de ce drame politique et sanglant vont être les « cheiks-el-beled, se disputant entre eux le pouvoir « qu'ils avaient irrévocablement arraché au manda- « taire de la Sublime-Porte » (1).

Les beys, en effet, se livraient entre eux à des luttes pour la puissance suprême ; et seul celui qui savait se faire craindre et tenir en respect les autres beys devenait cheik-el-beled, du choix plus ou moins libre de ses pairs réunis en Divan ; sa nomination était toujours agréée par la S.-P.

Le cheik-el-beled détenait tout le pouvoir sur le pays et avait le pas sur les autres beys ; il conservait son pouvoir tant qu'il était le plus fort, et jusqu'au jour où un assassinat le supprimait ou une coalition le renversait.

1. J.-J. Marcel.

Non seulement les mamelouks de deux maisons rivales en arrivaient fréquemment aux mains, mais on voyait souvent ceux d'une même maison se battre entre eux pour la dignité suprême, et l'affranchi en déposséder le maître.

L'organisation du Gouvernement beylical était si fortement établie vers la fin du XVIII^e siècle qu'un négociant anglais attaché à la personne d'un cheick-el-balad, dont nous parlerons plus loin, crut que cette organisation avait été établie par Sélim I^{er} lui même, dans un firman de 1517, fixant les obligations des beys et leurs droits.

Un pareil acte n'a sans doute jamais existé, du moins aucun historien, soit turc, soit égyptien, n'a cru, nous parlant de la conquête de Sélim, devoir le mentionner.

Néanmoins, cette soi-disant charte, même si elle fut rédigée uniquement par l'étranger, est intéressante, car elle nous fait connaître de façon précise les rapports des beys avec la Sublime-Porte.

Le gouvernement beylical est qualifié de République en raison de l'élection du Cheik-el-beled par le Divan composé exclusivement de beys. Une république aristocratique d'esclaves serait une dénomination plus exacte.

Quoi qu'il en soit, en résumant le pseudo-firman de 1517, nous nous rendrons compte exactement du Gouvernement de l'Égypte tel qu'il était en fait vers 1780.

L'article 1^{er} affirmait la suzeraineté du Sultan et l'obligation pour les beys de recevoir son lieutenant, et leur faculté d'en demander le renvoi.

L'article 2 stipulait l'obligation aux beys de fournir à l'Empire ottoman 12.000 hommes équipés.

Les articles 3, 4 et 6 fixaient le tribut pour la S.-P. à une somme de 560.000 corsh, exigeaient l'envoi d'un tribut en nature à la Mecque, et l'obligation de fournir au Sultan des grains.

Par contre, l'article 5 disait qu'il ne serait maintenu en Egypte que 14.000 janissaires.

L'article 7, le plus important, accordait à la République le libre gouvernement sur tous les habitants de l'Egypte, indépendamment du Pacha, c'est-à-dire que les beys jouissaient à l'intérieur d'une pleine et entière autonomie de gouvernement.

La frappe de la monnaie était faite par les beys (art. 8), les pièces portaient le nom du Sultan, et le mot « Masr » (Egypte).

Enfin, le représentant de la République était le cheik-el-balad, élu par ses pairs et exerçant le pouvoir central.

Il devait seulement être confirmé par le Pacha.

Sur son commandement, le Molah (grand prêtre) édictait les lois du pays et les appliquait. Le cheik-el-balad devait également adresser à la S.-P. les griefs des beys contre le Pacha.

Ainsi peut se résumer l'organisation du gouverne-

ment des beys et leurs rapports avec la Sublime-Porte.

Parmi les cheiks-el-beled qui se sont succédés au pouvoir, il convient de rappeler l'histoire de l'un d'eux, Ali-bey-el-Kebir (Aly-bey le Grand), qui ressemble par certains traits à l'histoire de Mohamed-Ali-el-Kebir.

Cette histoire, suggestive à beaucoup d'égards, met en lumière non seulement la faiblesse des liens unissant l'Egypte à l'Empire Ottoman, mais aussi le peu d'importance que la Sublime-Porte attachait aujourd'hui à la possession de cette province où elle n'exerçait qu'un pouvoir nominal.

Aly-bey était un mamelouk d'origine circassienne; il avait été la propriété d'un cheik-el-beled surnommé Ibrahim-Kiaya, parce qu'il avait été Kiaya des Janissaires.

Ibrahim-Kiaya s'était allié avec Rodonan, le Kiaya de l'ondjak des Azab, et à eux deux ils s'étaient rendus maîtres du pouvoir en renversant, suivant l'usage, le cheik-el-beled et en supprimant tous les beys qui ne leur étaient pas favorables.

A tour de rôle, Ibrahim et Rodoman occupaient annuellement les fonctions de cheik-el-beled et d'émir-el-Hag (1).

1. L'émir-el-Hag était le bey du Saïd, comme le cheik-el-beled était le bey du Caire.

Ibrahim fut assassiné (1754) par un bey ennemi de sa maison. Ali jura de venger son maître, auquel il était attaché et qui l'avait rapidement élevé au rang de bey.

Mais Ali, suspecté par les beys de vouloir s'emparer du pouvoir, dut d'abord chercher refuge en Syrie chez le cheik Daher, prince d'Acre qui devint par la suite son meilleur allié. Il parvint néanmoins à rentrer en Egypte, à battre les mamelouks envoyés contre lui, lesquels avaient à leur tête le cheick-el-beled au pouvoir.

Celui-ci fut tué à la bataille de Tantah livrée par Ali et qui s'empara de son titre et de sa fonction (1763) devenue vacante, et commença par mettre à mort le bey qui avait assassiné Ibrahim-Kiaya. Mais il dut encore une fois fuir en Syrie; finalement il reprit le pouvoir en 1766.

Il exila alors 4 beys ennemis et, pour plus de sûreté, nomma 18 mamelouks de sa maison aux différentes fonctions avec le grade beylical. Parmi ces nouveaux beys de la maison d'Ali, il faut mentionner Ibrahim et Mourad, qui furent les derniers des cheiks-el-beled, ceux contre qui Bonaparte, quelque trente ans plus tard aura à lutter.

Ali concentra toute la puissance militaire entre ses mains.

Il continua à affaiblir les ondjaks en leur payant une solde en monnaie dépréciée (80 o/o), ce qui fit

que les ondjaklys allèrent chercher ailleurs un métier plus lucratif.

Par contre, il acheta un grand nombre de mame-louks, près de 6.000. Mais il interdit aux autres beys d'en posséder deux ou trois.

Ali était ainsi devenu maître absolu de l'Egypte : l'armée et le Divan étaient composés de ses créatures à lui ; quant à ses ennemis, il avait pris la précaution de les supprimer.

La Porte prit ombrage de la puissance du cheick-el-beled, elle pensa que le meilleur moyen d'avoir raison de ce dernier était de le supprimer.

En 1768, elle envoya un messenger portant l'ordre au Pacha d'exécuter Aly-bey.

Ce dernier s'empara du message, et, le lisant au Divan, persuada les beys que la Porte voulait frapper en lui le corps entier et enlever aux mamelouks le pouvoir. « Il les invita à défendre leur vie, leurs « droits et leur puissance, ajoutant que l'Egypte « gouvernée avant eux par d'autres dynasties de « mamelouks leur appartenait légitimement et que « jamais occasion plus favorable ne se présentait « pour secouer le joug que la politique criminelle des « Sultans avait fait peser sur ce beau royaume » (1).

Ali rêvait de se débarrasser de la suzeraineté de la Porte, et surtout des intrigues que les Pachas

1. J.-J. Marcel.

fomentaient incessamment pour miner le pouvoir des cheicks-el-beled ; il profita de l'occasion que la Porte lui fournissait pour mettre en exécution ses projets.

Il lui suffisait pour que l'Egypte fut indépendante de la proclamer telle, et de renvoyer le Pacha une fois de plus, ce qui n'était qu'une formalité. Tous les pouvoirs étaient entre ses mains.

L'indépendance de l'Egypte était accomplie depuis longtemps en fait. Ali ne faisait que proclamer cette indépendance.

Il s'allia étroitement avec Daher, qui s'était soulevé aussi contre la Porte. Mais celle-ci attachait si peu d'importance à la possession de l'Egypte qu'elle se contenta d'ordonner au Pacha de Damas de reprendre le pays avec ses seules forces. Quand il se fit battre, elle ne lui envoya pas un seul homme de renfort et ne renouvela plus sa tentative. Elle paraissait renoncer à l'Egypte.

Ali profita de la tranquillité que lui laissait le Sultan pour pacifier l'intérieur de ses provinces et y affermir son autorité. Ensuite, en 1780, il envoya son favori Mohamed-bey-Abou-Dahab conquérir l'Arabie ; il s'en empara en six mois et prit la Mecque. Ali y destitua le shérif et en nomma un autre à sa place. Le shérif de la Mecque descendant du prophète, est le plus haut personnage de la hiérarchie religieuse après le Khalife.

Le nouveau shérif donna à Ali, en vertu de ses pouvoirs spirituels, l'investiture de l'Egypte, avec le titre de Sultan, roi d'Egypte et dominateur des deux mers.

Ali, ainsi régulièrement investi, fit dire au Caire les prières en son nom, et sur les pièces de monnaies au coin du Sultan il ajouta le sien (1770-1771).

En cette même année 1771, il envoya de nouveau Abou-Dahab conquérir la Syrie et en chasser les Turcs, voisins gênants.

Abou-Dahab marcha triomphalement, enlevant toutes les villes sur son passage ; il allait emporter Damas quand il donna ordre à son armée de plier bagage et retourna en Egypte aussi vivement que s'il eut été poursuivi par des ennemis.

Abou-Dahab n'avait pu résister à l'ambition de supplanter son bienfaiteur et, gagné sans doute par les Turcs, il retournait en Egypte enlever le pouvoir à Ali (1772).

Ali, surpris par le retour inattendu de Mohamed-bey, fut battu et obligé de se réfugier chez Daher. De là il essaya de reconstituer une armée, et en 1773 il marcha sur l'Egypte avec l'appui de la Russie, alors en lutte contre la Turquie. Des défections se produisirent dans ses rangs. Ibrahim et Mourad passèrent à Mohamed (Mourad recevant comme prix de sa trahison les biens d'Ali et sa femme Sitte Nefisseh). Ali fut battu et mourut des suites de ses blessures

reçues à la dernière bataille qu'il livra à Abou-Dahab.

Mohamed-abou-Dahab s'étant emparé du pouvoir, se posa en vengeur des droits de la S.-P. En récompense, il reçut à la fois le titre de cheik-el-beled et de Pacha d'Egypte. Ç'en était fait de l'indépendance de ce pays.

C'est ainsi que l'Egypte retomba nominalement sous la suzeraineté de la Sublime-Porte, sans que celle-ci ait eu à faire le moindre effort pour cela. A juste raison, elle estimait que l'Egypte n'était pour elle une province que de nom, et le pouvoir purement nominal qu'elle y exerçait ne valait pas qu'elle fit le moindre sacrifice pour la ressaisir.

Il suffira qu'un homme sache profiter de la leçon à tirer de l'histoire d'Ali-bey ; qu'il l'imite en évitant ses erreurs et il sera le maître de l'Egypte. La Porte est celle qui opposera le moins de résistance à l'exécution de ses projets ambitieux.

Ali s'était rendu maître du pouvoir en concentrant dans ses mains toute la force militaire du pays ; il s'était ensuite affermi en se débarrassant de ceux qui pouvaient prétendre à sa succession, et il avait assuré le gouvernement en nommant des hommes à lui dans toutes les fonctions.

Il s'était ensuite déclaré indépendant de la suzeraineté de la Porte en renvoyant le Pacha à son maître. La Porte n'avait pas, ou si peu, protesté contre

sa dépossession de forme, celle-ci venant achever sa dépossession de fait, qu'Ali avait trouvé cette partie de sa tâche la plus aisée à accomplir.

Pour se maintenir au pouvoir, il lui aurait suffi de continuer à suivre sa politique, de tenir étroitement l'armée sous son autorité directe, d'exécuter ceux qui auraient pu prétendre au pouvoir, et surtout à ne pas forger de ses propres mains l'instrument de sa chute en éveillant l'ambition de ses favoris, leur confiant un pouvoir démesuré.

La marche à suivre pour se rendre maître du pays était ainsi tracée d'avance à l'esprit énergique et patient qui saurait à la fois employer la force pour atteindre au pouvoir, la ruse et l'adresse pour en écarter les prétendants, et enfin la prudence pour s'y maintenir.

Cet homme ne devait pas tarder à faire son apparition en Egypte ; le début du xix^e siècle devait l'amener dans la vallée du Nil. Mohamed-Ali, avec moins d'atouts dans son jeu que Ali-bey, étant tout à fait étranger au pays et en dehors des rouages qui conduisaient au pouvoir, n'en arriva pas moins à se rendre seul et unique maître de l'Egypte et à en assurer la possession à ses enfants, en suivant la même voie qu'avait suivie l'affranchi d'Ibrahim-Kiaya. En le faisant, il allait se rendre l'héritier direct des droits et prérogatives des beys mamelouks ; droits et prérogatives lentement usurpés à la Porte,

mais qu'elle finit par reconnaître et tacitement accepter ; droits et prérogatives qui donnaient à l'Egypte un gouvernement autonome, sous l'autorité du cheik-el-beled, avec la suzeraineté purement nominale de la S.-P.

Si Mehemed-Ali, avec des qualités personnelles d'intelligence et de finesse supérieures à celles d'Ali-bey, n'arriva pas à se rendre indépendant, c'est qu'un obstacle inconnu d'Ali allait se dresser sur son chemin, et cet obstacle a nom « les Grandes Puissances ».

La Porte avait donc par la mort d'Ali-bey repris le gouvernement nominal qu'elle exerçait sur l'Egypte, mais ce qui ne lui avait rien coûté n'allait rien lui rapporter.

Le vrai maître allait encore être le cheik-el-beled, et si les beys allaient continuer à recevoir le Pacha envoyé par Constantinople, ils allaient également continuer à s'abstenir d'y envoyer les revenus de l'Egypte, à résister aux ordres de la S.-P. et à gouverner à leur guise.

La Porte devait, tous les ans, recevoir du Divan du Caire l'excédent des recettes sur les dépenses, avec, à l'appui, des pièces justifiant celles-ci. Or, tous les ans, le bey chargé d'accompagner le Trésor à Constantinople s'y rendait, et régulièrement il remettait au Divan un portefeuille bourré de pièces justificatives rendant le Divan du Caire créancier de celui de

Constantinople par l'excédent des dépenses sur les recettes.

Le budget de l'Egypte était déjà à l'instar des budgets modernes un budget déficitaire.

Si la Porte ne gagna rien pour ainsi dire par la dépossession d'Ali, l'Egypte perdit un administrateur aussi juste et consciencieux qu'il est possible de demander de l'être à un esclave arrivé au faite de la puissance. Le pays sera désormais livré à « des brigands dévastateurs et bourreaux impitoyables. » Les cheiks-el-balad vont continuer à se succéder, et les beys à se battre pour la succession, cela sous les yeux des divers Pachas que la Porte envoie, beaucoup moins dans le but de rétablir un semblant d'autorité, que pour entretenir des dissensions entre les beys ; par ce moyen seul elle peut espérer continuer à conserver la situation nominale qu'elle occupe et éviter le retour au pouvoir d'un cheik-el-balad qui renouvellerait l'aventure d'Ali-bey.

Sur tous les abus elle ferme les yeux, et, de plus, elle abdique en fait entre les mains des mamelouks toute l'autorité gouvernementale. « Elle laisse aux circonstances le soin de rétablir son pouvoir dans les provinces éloignées » nous dira Volney.

Ces circonstances ne sont pas encore aujourd'hui venues; jamais plus il n'y aura en Egypte réellement un Gouvernement obéissant à la Sublime-Porte.

On continuera plus ou moins volontairement à

reconnaître la suzeraineté de Constantinople, mais le pouvoir, abdiqué entre les mains des cheiks-el-balad, ne lui fera plus retour.

L'héritier direct de ce pouvoir qui confère le gouvernement autonome de fait de l'Egypte sera, comme nous le verrons, Mohamed Ali.

Mahmoud-bey ne put jouir longtemps du fruit de sa trahison. Deux ans après la mort d'Ali, il fut assassiné alors qu'il était en route pour combattre en Syrie le cheik Daher (1775).

Le cheik-el-balad fut alors Ismayl-bey, issu de la même maison qu'Ali, de la maison d'Ibrahim-Kiaya. Le pouvoir lui fut disputé, enlevé par Ibrahim et Mourad, beys de Ali, qui avaient trahi leur maître.

A eux deux ils se partagèrent le pouvoir pendant de longues années. Certes il y eut des tiraillements entre eux, et ils étaient pleins de méfiance à l'égard l'un de l'autre ; néanmoins, ils avaient trop d'intérêts communs pour ne pas se réconciler et s'unir étroitement chaque fois que les autres beys leur paraissaient dangereux. Ils avaient aussi, et cela avec les autres beys, une haine commune pour Constantinople, à qui de plus en plus ils déniaient toute autorité.

Ibrahim et Mourad, maîtres de l'Egypte, ne connaissaient qu'une seule loi : leur bon plaisir. A tour de rôle, ils occupaient les fonctions de cheik-el-beled et d'émir-el-hag, écartant des approches du pouvoir les autres beys.

Sous leur gouvernement, si cela peut s'appeler un gouvernement, les impôts les plus lourds étaient supportés par les fellahs. La misère du peuple, qui toujours avait été grande, n'avait jamais atteint un pareil degré. C'était le régime de la spoliation complète.

Les marchands européens n'étaient pas eux-mêmes exempts d'impôts. Les « avanies » qu'ils avaient à payer étaient de plus en plus lourdes ; elles s'élevaient à 63.000 livres tournois ; leurs vies étaient en danger ; si bien que sur quinze maisons françaises qui étaient établies au Caire en 1770, il n'en restait plus que trois en 1785. Le consul avait même dû renoncer à demeurer au Caire depuis 1777, qu'il quitta pour Alexandrie (1).

Les représentants de la France et de l'Angleterre à Constantinople recevaient des instructions pour protester auprès de la Sublime Porte contre les vexations subies par leurs nationaux en Egypte, vexations en violation flagrante des Capitulations (2).

La Porte promettait toujours d'intervenir auprès des beys, mais que pouvait-elle faire ? Elle, qui ne parvenait pas à faire respecter les plus élémentaires de ses droits, à plus forte raison était-elle incapable de faire respecter les droits des étrangers.

1. Message du Directoire sur l'Expédition d'Egypte (*Le Moniteur* du 17 septembre 1798).

2. *Idem.*

Ainsi donc, dix ans avant l'arrivée des Français en Egypte, le pays est soumis au gouvernement tyrannique, mais entièrement autonome, des beys mamelouks.

La Porte essaya bien en 1785 de réduire les beys, de les rendre impuissants et de ressaisir le pouvoir qu'elle avait cessé de détenir.

Une armée débarqua à Alexandrie, munie d'artillerie, et ayant à sa tête Hassan le Capitan-Pacha.

Les beys, surpris par la nouvelle de ce débarquement, songèrent d'abord à négocier. Mais Mourad reprenant son sang-froid se porta à la tête des beys contre l'armée ottomane qui venait pour une deuxième fois enlever l'Egypte aux mamelouks, dont le Gouvernement, tout en tolérant la présence du Pacha ture, n'en était pas moins devenu aussi indépendant qu'avant l'arrivée de Sélim.

Grâce à son artillerie, le Capitan-Pacha défit Mourad et les siens qui allèrent se réfugier dans le Saïd, tandis que l'armée turque, dévastant tout devant elle, avança jusqu'au Caire.

Hassan put rétablir dans les diverses fonctions des hommes dévoués à la Sublime-Porte. Le cheik-el-beled fut Ismayl bey de Ali, qui avait été dépossédé par Mourad et Ibrahim.

Mais là s'arrêtèrent les succès de l'expédition turque. Jamais le Capitan-Pacha ne put atteindre les beys qui tenaient le Saïd. Leurs forces restaient

intactes et ils n'attendaient qu'une occasion favorable pour ressaisir le pouvoir.

L'occasion ne se fit pas attendre longtemps. Ismayl put se maintenir jusqu'en 1790, mais à cette date une peste violente s'abattit sur l'Egypte, et l'épidémie enleva le cheik-el-beled.

Ibrahim et Mourad descendirent alors de la Haute-Egypte et de nouveau s'emparèrent du pouvoir. Ainsi se trouva annihilé dans ses moindres effets la seule tentative faite par la Porte de se rendre de nouveau maîtresse de l'Egypte. L'expédition turque avait entièrement manqué son but, la puissance mamelouk gouvernait le pays, dans l'indépendance la plus absolue vis-à-vis de la Sublime Porte.

En fait donc à l'arrivée des Français le pouvoir en Egypte était entre les mains des cheiks-el-beled, leur indépendance est absolue. Mais quelle situation de droit répondait à cette situation de fait ? Quelle était la situation de l'Egypte par rapport à l'Empire ottoman à la fin du XVIII^e siècle ?

La question n'est pas de celles dont la réponse saute aux yeux.

L'Egypte n'était d'ailleurs pas la seule contrée de l'Empire Ottoman se trouvant dans une situation aussi peu déterminée.

La position des Etats barbaresques vis-à-vis de Constantinople avait beaucoup d'analogie avec la situation de l'Egypte, et l'histoire des rapports des

deux pays avec la S. P. présente une grande similitude.

L'Algérie fut disputée aux Espagnols par deux pirates turcs, Kaïr-eldin, dit Barberousse, et son frère, qui s'étaient installés dans une île de la côte de l'Afrique de l'Ouest.

En 1516, l'un d'eux s'empara d'Alger, et fit hommage de sa conquête au Sultan de Constantinople, qui lui donna le gouvernement de cette nouvelle province avec le titre de beylerbey.

Le pays était divisé en trois gouvernements à la tête de chacun desquels était un bey, sous l'autorité du beylerbey.

Le beylerbey fut remplacé en 1587 par un Pacha envoyé de Constantinople pour une durée de 3 ans.

Mais pas plus qu'en Egypte, le Pacha ne détenait le pouvoir ; son autorité était contrebalancée par celle du corps des janissaires et par les taïffe-el-raïs, c'est-à-dire la corporation des maîtres pirates. La piraterie était l'industrie nationale, et le Trésor recevait sa part dans le butin.

Vers le milieu du xvii^e siècle (1659), la corporation des raïs imposant sa volonté, comme les beys au Caire, chassa le Pacha et nomma l'un de ses membres au pouvoir suprême avec le titre de dey.

La Turquie dut renoncer dès lors à envoyer un Pacha pour la représenter, car il ne recevait même pas l'autorisation de débarquer.

Quant aux deys, ils n'étaient pas plus sûrs de leur pouvoir que les cheiks-el-beled, et le pays était dans un état aussi anarchique que la vallée du Nil.

La Porte n'avait pas plus d'autorité à Alger qu'au Caire, et l'Algérie se trouvait dans une indépendance de fait semblable à celle de l'Egypte, tout en n'ayant jamais répudié la suprématie nominale de la Sublime Porte, continuant à lui payer un tribut et à demander aux Sultans l'investiture de ses deys.

En 1827, le dey d'Alger envoya même, tout comme l'Egypte, des navires grossir la flotte ottomane pour réprimer l'insurrection grecque.

Quelle est la situation de l'Algérie, quelle est la situation de l'Egypte ?

Nous ne croyons pouvoir donner de meilleure formule que celle que nous donne Molloy parlant des Etats Barbaresques ; « ce sont, dit-il, des gouvernements ou des états auxquels toute l'autorité de la Porte ottomane, quoiqu'ils en reconnussent la suprématie, ne pouvait imposer que ce à quoi ils « voulaient bien consentir » (1).

Mais si cette définition répond très exactement à la situation de fait de ces pays vis-à-vis du Sultan, elle est très peu juridique. Nous ne croyons pourtant pas impossible de donner une définition plus précise des liens rattachant l'Egypte à l'Empire Ottoman.

1. Travers Twiss, *Droits des gens ou des nations considérés comme communautés politiques indépendantes*, p. 91.

L'Égypte fut conquise en 1517 par Sélim, annexée au reste de l'Empire Ottoman et soumise par l'intermédiaire du Pacha au gouvernement direct de la Sublime-Porte. Mais, par suite d'une évolution lente et continue, que nous avons rapidement esquissée, le gouvernement de cette province finit par échapper complètement à l'autorité et à la surveillance du Divan de Constantinople, et il fait entier retour aux anciens maîtres du pays, aux mamelouks premiers détenteurs du pouvoir, que Sélim avait relégués au second plan dans le gouvernement.

Pourtant il n'y eut pas de la part des beys conquête proprement dite, ni usurpation brutale des droits de la S.-P. Ils ne rendirent pas le pays indépendant par une désannexion. L'Égypte continua donc à faire partie de l'Empire Ottoman, auquel d'ailleurs elle restait attachée par certains liens.

Ce qu'il nous faut savoir, c'est si en l'état, sous le gouvernement des beys, l'Égypte est une province de l'Empire, ou au contraire si elle constitue un Etat distinct ; et, dans ce cas, quelle serait sa nature ?

Ainsi que nous l'avons vu, à la fin du XVIII^e siècle, l'Égypte a des organes de gouvernement différents des autres provinces de l'Empire, et ces organes échappent entièrement à l'autorité souveraine de la Sublime-Porte.

Cette dernière considération est de la plus haute importance, car il ne faut pas oublier que la Turquie,

à la fin du XVIII^e siècle, n'est régie que par une seule loi de droit public, le bon plaisir du souverain.

L'Empire Ottoman est soumis au régime despotique où « un seul sans loi et sans règle entraîne tout « par sa volonté et par ses caprices » (1).

En droit public, il n'existe même pas de loi successorale, ce qui a fait dire en pensant à la Turquie, comme type de régime despotique. « Le successeur est déclaré par le prince lui-même ou par ses ministres, ou par la guerre civile » (2).

A plus forte raison, il n'existe même pas l'ombre du principe élémentaire de droit public connu sous le nom de la séparation des pouvoirs. Le Divan de Constantinople détient le pouvoir législatif aussi bien que le pouvoir exécutif.

Tant que les Pachas avaient une autorité réelle en Egypte et que le Divan du Caire n'était pas aux mains des beys, l'Egypte était gouvernée par le Divan de Constantinople représenté par les Pachas, et le Divan du Caire, détenteur par délégation du pouvoir absolu et despotique du gouvernement de Constantinople.

Quand, par suite de l'affaiblissement des Pachas, le gouvernement en Egypte passa aux mains des cheiks-el-beled et des beys du Divan, ceux-ci devin-

1. Montesquieu, *Esprit des Lois*, l. II, chap. I.

2. *Id.* *Esprit des Lois*, l. V, chap. XIV.

rent détenteurs du pouvoir absolu qui échappait aux mains impuissantes des représentants du Sultan.

Et ce pouvoir absolu était lui illimité, car, s'étant affranchi de toute ingérence de la part de la Sublime-Porte, le despotisme des beys n'avait même pas pour limite, comme le despotisme des Pachas, la volonté capricieuse du Sultan. Celui-ci n'avait plus qu'une fonction passive, celle de confirmer le cheik-el-beled choisi par les beys, ou qui s'était imposé à eux (1).

Les beys, maîtres en Egypte du pouvoir absolu entièrement indépendant, étaient donc nécessairement détenteurs des deux pouvoirs, exécutif et législatif, confondus en un seul, le pouvoir despotique et illimité.

Le gouvernement régulier de l'Egypte, reconnu par la Sublime-Porte, constitué par les beys et leur élu le cheik-el-beled, concentrant entre leurs mains l'ensemble des deux pouvoirs, ne nous permet pas de regarder l'Egypte comme une province de la Turquie.

En effet, une province n'a généralement pas des organes législatifs différents de ceux de la province métropolitaine. Celle-ci et les provinces les plus éloignées sont soumises au même pouvoir législatif.

Pourtant il arrivé, exceptionnellement, qu'une

1. La confirmation du cheik-el-beled n'impliquait pas une délégation de pouvoir de la part du Sultan. Le délégué du Sultan est le Pacha. Le cheik-el-beled exerce un pouvoir propre résultant du choix des beys. Cette confirmation était au contraire une reconnaissance de ses droits par la S.-P.

province (ou une colonie) (1) jouisse pour diverses raisons d'organes législatifs différents de ceux de la Métropole, et entièrement indépendants et distincts de ces derniers.

Mais ce qui est possible pour le pouvoir législatif ne l'est pas pour le pouvoir exécutif. Celui-ci doit nécessairement être commun à toutes les provinces d'un même Etat. Il pourra être exercé dans une province favorisée par une autorité différente des autorités qui l'exercent dans les autres provinces, mais elle l'exercera en vertu d'une délégation et non d'un pouvoir propre. Quel que soit l'organe, toutes les provinces d'un même Etat sont soumises à un pouvoir exécutif unique.

Quand deux provinces se trouvent ne plus avoir de commun, ni les organes législatifs, ni un pouvoir exécutif unique, c'est qu'elles ont cessé de faire partie d'un même Etat, quels que soient les liens accessoires qui continuent à les unir.

Un exemple topique à ce sujet nous est donné de par le traité de Berlin de juin-juillet 1878 (2).

Entre autres choses, ce traité s'occupe de fixer la situation de certaines provinces de l'Empire ottoman, dans le but de les soustraire à l'action vexatoire et tyrannique de la Sublime-Porte.

1. Les colonies sont de nos jours de plus en plus des provinces d'outre-mer, quand la majorité des habitants y est de même race que ceux de la Métropole.

2. Sommer Hopf, *N. R. G.*, 2^e sem., t. III, p. 449 et suiv.

Dans ce but, l'article 1^{er} déclare que la Bulgarie
« est constituée en principauté autonome et tribu-
« taire sous la suzeraineté de S. M. I. le Sultan ».

Quant à l'article 13, il s'exprime ainsi : « Il est
« formé au sud des Balkans une province qui prendra
« le nom de Roumélie Orientale, et qui restera placée
« sous l'autorité politique et militaire de S. M. I. le
« Sultan dans les conditions d'autonomie administra-
« tive.

Il est donc fait un sort différent à la Bulgarie et à la Roumélie Orientale, l'une devient Etat autonome et l'autre ne devient que province jouissant d'une autonomie administrative.

Si nous examinons de près, au point de vue de la souveraineté intérieure, les deux situations, nous verrons que la différence réside surtout dans le fait que le prince de Bulgarie, détenteur du pouvoir exécutif, est élu par une Assemblée constituante (art. 3) et est confirmé seulement par le Sultan. Qu'il exerce donc un pouvoir propre; tandis qu'en Roumélie Orientale le Sultan nomme lui-même un gouverneur qui exerce donc par délégation le pouvoir exécutif (art. 17).

En ce qui concerne le pouvoir législatif et le pouvoir judiciaire au contraire, la différence entre la Roumélie et la Bulgarie est de peu d'importance au point de vue de l'indépendance dans laquelle ces pouvoirs s'exercent.

Sauf que le statut organique de la Bulgarie est fixé par une Assemblée élue, alors que le statut organique de la Roumélie est confié à une commission européenne, l'étendue du pouvoir législatif et l'indépendance du pouvoir judiciaire sont les mêmes.

Le statut organique de la Roumélie Orientale, élaboré par la Commission Internationale (26 avril 1879) (1), institue une assemblée provinciale jouissant au point de vue législatif de la compétence la plus étendue puisqu'elle peut non seulement voter toutes sortes de lois, entre autres voter le budget, modifier les impôts (art. 13), mais encore (art. 11) elle peut modifier les lois de l'Empire Ottoman qui sont applicables à la Roumélie afin de les rendre plus appropriées. Ce qui revient à dire qu'elle peut faire des lois spéciales, même à l'encontre des lois générales de l'Empire turc.

Quant au pouvoir judiciaire, il jouit d'une indépendance absolue, les juges devant être inamovibles.

On ne peut donc concevoir une autonomie plus grande au point de vue législatif et judiciaire que celle dont jouit la Roumélie Orientale.

Néanmoins, par le fait que le pouvoir exécutif y est exercé par délégation du pouvoir exécutif métro-

1. Somfner Hopf., *N. R. G.*, t. V, 2^e série, p. 72-251.

politain, la Roumélie ne peut être considérée que comme une province de l'Empire Ottoman.

Tandis que la Bulgarie jouissant non seulement d'un organe exécutif distinct du reste de l'Empire, mais encore d'un pouvoir exécutif propre, qu'elle possède directement sans délégation, ne peut être considérée comme une province de l'Empire Ottoman, mais bien comme un Etat distinct.

Ainsi que nous l'avons vu, l'Egypte ayant un pouvoir absolu propre et entièrement indépendant de l'autorité de la Sublime-Porte, ayant en conséquence les deux pouvoirs : législatif et exécutif, distincts des pouvoirs législatif et exécutif du reste des provinces Turques, nous ne pouvons la considérer comme province de l'Empire Ottoman (1).

Toutefois, l'Egypte reste rattachée à la Turquie par certains liens que nous allons examiner.

Si nous ne pouvons considérer l'Egypte comme une province, nous nous trouvons amenés à nous demander si elle ne constitue pas un Etat sous le gouvernement du cheik-el-beled et des beys :

1. Si le fait d'avoir un pouvoir exécutif propre ou non peut nous servir de critérium pour reconnaître une province d'une partie détachée d'un Etat, cela ne doit pas nous servir de critérium pour mesurer le degré d'indépendance d'un pays.

Tel pays qualifié de colonie n'ayant pas l'exercice d'un pouvoir exécutif propre, est beaucoup plus indépendant que tel autre pays de l'Etat possédant en propre ce pouvoir exécutif. La colonie du Canada est beaucoup plus indépendante dans ses rapports avec l'Angleterre que ne l'est, dans ses rapports avec la France, la Tunisie dite Etat.

Un Etat rattaché à l'Empire Ottoman par certains liens, grâce auxquels nous pourrions déterminer la nature des rapports de la Porte avec l'Egypte.

Le droit international divise les Etats, au point de vue de leur souveraineté, en deux grandes catégories : les Etats souverains, et ceux dont certains attributs de la souveraineté sont détenus par un autre Etat.

La souveraineté d'un Etat est, en effet, constituée par un ensemble de pouvoirs, qui peuvent se classer en deux catégories, suivant qu'il s'agit des pouvoirs réglant les rapports entre eux des individus à l'intérieur de l'Etat, par exemple de faire et d'appliquer les lois, ou qu'il s'agit des pouvoirs réglant les rapports de l'Etat en dehors de lui-même avec les autres Etats, tels que les droits de guerre et de paix, ou les droits de traiter, par exemple.

Le faisceau des premiers de ces droits forme la souveraineté intérieure ou autonome d'un pays. L'ensemble des autres pouvoirs constitue la souveraineté extérieure ou l'indépendance (1).

Les Etats détenant à la fois tous les pouvoirs de la souveraineté et les exerçant directement et indépendamment de tout autre Etat, sont des Etats souverains (2).

1. Bonfils et Fauchille, *Manuel de dr. intern. pub.*, p. 90.

2. Vattel donne la définition suivante : « Toute nation qui se gouverne elle-même, sous quelque forme que ce soit, sans dépendance d'aucun étranger, est un Etat souverain ».

A côté de ces Etats, il en est d'autres qui ne détiennent et ne peuvent exercer librement que certains pouvoirs de souveraineté.

Pour les autres pouvoirs, dont ils n'ont pas le libre exercice, ils sont soumis à la surveillance d'un autre Etat jouissant de la plénitude de sa souveraineté. Ou bien même cet Etat exerce entièrement pour eux les droits de souveraineté dont ils ne sont pas investis (1).

Ces Etats n'ayant que l'exercice d'une portion des droits inhérents à la souveraineté sont qualifiés de mi-souverains (2).

Généralement les Etats mi-souverains ont le libre exercice de tous les droits attachés à la souveraineté intérieure (3). Ce sont des Etats autonomes.

1. Twiss, *le Droit des gens et des nations*, p. 25.

2. Pradier Fodéré en note du Vattel, édit. 1863, p. 125. Cette dénomination est loin de réunir le suffrage de l'unanimité des auteurs. Twiss trouve qu'elle répond à l'idée de suzeraineté plutôt qu'à celle de dépendance. D'autres trouvent qu'il y a solécisme dans le mot même de mi-souveraineté (Wheaton). Heffter écrit : « Il faut convenir que l'idée d'une mi-souveraineté est très vague et présente même une espèce de contre-sens, le mot de souveraineté excluant toute dépendance d'une puissance étrangère. Néanmoins, comme la souveraineté a une signification double : souveraineté extérieure par rapport aux puissances étrangères, souveraineté intérieure par rapport au régime intérieur de l'Etat, il est permis de parler d'un Etat mi-souverain pour indiquer la nature bâtarde d'un corps soumis dans ses rapports extérieurs à une puissance supérieure ». Sans entrer dans la discussion, nous nous servirons du terme de mi-souverain par commodité pour désigner tout Etat ne jouissant pas du libre exercice de tous les droits de souveraineté.

3. Klüber, *Dr. des gens moderne de l'Europe*, 1874, p. 37. — Pradier-Fodéré, p. 176, *Traité de dr. international public*, 1885.

Mais ils n'ont pas l'exercice des droits attachés à la souveraineté extérieure, ils sont pour ceux-là sous la dépendance d'un autre Etat. L'indépendance leur fait défaut. Mais ceci n'a rien d'absolu. Bien souvent l'Etat mi-souverain ne jouit pas d'une autonomie entière, l'Etat dont il dépend se réserve certains droits, par exemple de nommer aux grades supérieurs de l'armée, de régler la distribution de la justice (1), empiétant ainsi sur la souveraineté intérieure, à condition toutefois que ces empiètements soient limités, car s'ils paralysent l'action de l'un des deux pouvoirs, mais surtout celle du pouvoir exécutif, nous ne nous trouverons plus en face d'un Etat mi-souverain (2), mais d'une province.

D'autres fois, l'Etat mi-souverain reçoit certains attributs de la souveraineté extérieure; il peut passer des traités de commerce, faire des arrangements douaniers, directement avec d'autres Etats souverains. « En réalité, il y a autant d'espèces d'Etats mi-souverains qu'il y a de traités réglant leur situation » (3).

Pour l'Egypte, après avoir écarté l'hypothèse de

1. Pradier Fodéré, *Traité de dr. intern. public.*, p. 176.

2. Sirmagieff, *De la situation des Etats mi-souverains*.

3. Sirmagieff, 1889, *De la situation des Etats mi-souverains*, p. 159.

Laurence va même jusqu'à contester aux Etats neutralisés la souveraineté entière, en raison du droit de guerre qui leur manque.

la regarder comme une province, la question que nous avons à résoudre est celle de savoir si c'est un Etat souverain, ou si les liens qui, à la fin du xviii^e siècle l'unissent à la Turquie, en font un Etat mi-souverain.

Car la question préliminaire, de savoir si l'Egypte est susceptible de former un Etat ne se pose pas ; l'Egypte avant 1516 était incontestablement un Etat souverain sous le gouvernement de ses Sultans mamelouks. D'ailleurs, nous pouvons appliquer à l'Egypte la définition que donne Laurence d'un Etat. L'Etat pour Laurence est « une communauté politique dont les membres sont liés entre eux par un assujettissement à une autorité centrale, aux commandements de laquelle la masse obéit habituellement » (1).

Il est évident que la conquête de Sélim n'a pu enlever à l'Egypte, des éléments constitutifs d'un Etat (2) que ceux de souveraineté.

Il suffit donc que l'Egypte puisse recouvrer la totalité ou partie de sa souveraineté pour que nous nous retrouvions en face d'un Etat : Etat souverain ou mi-souverain.

1. « A political community the members of which are bound together by the tie of common subjection to some central authority whose commands the bulk of them habitually obey. » Laurence.

2. Bonfils et Fauchille, 6^e *Traité de droit international public*, p. 89.

Ainsi que nous l'avons vu plus haut, les beys sont, à la fin du xviii^e siècle, détenteurs de tout le pouvoir gouvernemental, qu'ils exercent indépendamment de toute autorité et de toute surveillance et délégation de la Sublime-Porte.

Les cheiks-el-beled et les beys constituent donc pour l'Egypte un gouvernement autonome jouissant de la plénitude de sa souveraineté intérieure ; dès lors il est difficile de ne pas considérer l'Egypte comme un Etat distinct de l'Etat turc. Cet Etat est-il souverain ou n'exerce-t-il qu'une partie de sa souveraineté ? c'est la seule question qui paraît se poser pour nous. Pour la résoudre, il nous suffira d'examiner la nature des liens rattachant l'Egypte à la Sublime-Porte.

A l'origine, le Sultan fut représenté en Egypte par un Pacha, qui personnifiait l'autorité de Constantinople.

Si, dans les premiers temps de l'occupation turque, ce Pacha représentait en Egypte l'autorité souveraine du Sultan, au xviii^e siècle, il n'était plus qu'un mannequin dénué de tout pouvoir, prisonnier des beys dès son arrivée au Caire ; il ne pouvait rester que tant qu'il se faisait tolérer par eux. Le Sultan, n'ayant pu donner à son représentant les moyens nécessaires pour faire respecter ses droits, ceux-ci avaient passé entièrement aux mains des beys, lui échappant complètement.

Le Pacha n'était plus qu'un vestige de l'organisation établie par Sélim.

Les beys auraient pu tout aussi bien ne pas laisser débarquer le représentant de Constantinople, sans qu'il y eut eu la moindre modification dans leurs rapports avec la Sublime-Porte ; pas plus qu'il n'y eut de modification à Alger quand les beys refusèrent de recevoir les Pachas.

La présence du Pacha au Caire ne porte aucune atteinte au Gouvernement des beys et n'amointrit en rien leur souveraineté sur l'intérieur du pays. Elle s'explique par une raison historique.

En second lieu, l'Egypte avait avec la Porte certains rapports financiers. A celle-ci aurait dû revenir tout l'excédent des revenus du pays.

Depuis fort longtemps, le paiement de ce tribut n'était plus qu'une formalité ne répondant à rien de réel (1). Le voyage qu'accomplissait annuellement le bey du Trésor (Kazender) n'était qu'un reste de l'ancienne organisation. Tous les ans le bey, à son arrivée à Constantinople, remettait au Divan les pièces justificatives des dépenses de l'Egypte, établissant que les revenus avaient été entièrement absorbés par les dépenses.

La Porte n'avait aucun moyen de vérifier les comptes, et en eut-elle eu, elle n'avait aucun moyen de faire rendre gorge aux beys. Cette formalité du

1. V. *le Moniteur* du 17 septembre 1798.

tribut n'avait donc aucun effet sur l'autonomie de l'administration beylicale, qui demeurait souveraine, même financièrement.

D'ailleurs, même y eut-il eu paiement d'un tribut de la part de l'Egypte à la Porte, cela n'aurait en aucune façon diminué la souveraineté de l'Egypte.

Vattel écrit à ce sujet : « Bien qu'un tribut payé
! « à une puissance étrangère diminue quelque chose
« de la dignité de ces Etats, étant un aveu de leur
« faiblesse, il laisse subsister entièrement leur sou-
« veraineté. »

La souveraineté reste donc entière, malgré le tribut ; quant à la dignité des Etats le payant, elle ne se trouve diminuée, selon nous, que si la cause du paiement est un signe de faiblesse.

On ne peut pas dire que les puissances maritimes, telles que la France et l'Angleterre, étaient diminuées du fait de payer un tribut aux Etats barbaresques pour la sauvegarde des vaisseaux battant leur pavillon.

Pour les Etats musulmans démembrés de l'Empire Ottoman, le tribut n'était pas non plus dû en raison d'une cause pouvant amoindrir la dignité de ceux qui le payaient.

En effet, ils payaient le tribut au Sultan en sa qualité de souverain spirituel, en dehors de toute considération de puissance. Ils le lui payaient aussi pour compenser en quelque sorte la perte des revenus

qu'il avait cessé de percevoir depuis qu'on refusait de reconnaître la souveraineté temporelle. Le tribut était alors une marque d'émancipation, et non un signe de faiblesse, ne diminuant donc en rien, pas plus le prestige que l'autonomie des beys en Egypte et des deys à Alger.

La souveraineté de Constantinople se manifestait encore par le serment que les beys prêtaient au Sultan et par la confirmation qu'obtenait du Padichah l'élection du cheik-el-beled.

Mais ces manifestations, pas plus que le paiement du tribut, n'ôtent rien au pouvoir souverain du gouvernement intérieur de l'Egypte. Au contraire, la confirmation des cheiks-el-beled légitimait la possession de leur autorité et l'exercice de leurs pouvoirs souverains. Ces manifestations indiquent tout au plus l'origine de la souveraineté de ce pays.

Par le tribut, l'Egypte peut recevoir la qualification d'Etat tributaire ; par le serment des beys et la confirmation des cheiks-el-beled il recevra celle d'Etat vassal, c'est-à-dire « dont la souveraineté dérive d'un autre Etat » (1) et qui, « comme témoignage de sa « filiation reste vis-à-vis de cet Etat dans un certain « rapport de subordination. »

La vassalité peut être le fait d'un Etat souverain aussi bien que d'un Etat mi-souverain.

C'est ainsi, qu'après le traité de Westphalie, les

1. Pradier Fodéré, *idem*, p. 195.

Etats constituant l'Empire romain d'Allemagne, étaient des Etats vassaux de l'Empereur d'Allemagne, tout en étant entièrement indépendants et jouissant de la plénitude de la souveraineté extérieure, pouvant traiter librement avec les autres Etats souverains et entre eux.

Nous pouvons donc dire qu'aucune des manifestations de souveraineté du pouvoir suzerain énumérées jusqu'ici, ne porte atteinte à la souveraineté intérieure de l'Egypte.

Le Sultan avait encore en Egypte la frappe des monnaies faite à son coin, et les prières publiques étaient dites en son nom. Mais ces marques, outre qu'elles ne sont que de pure forme, s'adressent aussi, il ne faut pas l'oublier, au Khalife souverain spirituel de l'Islam.

Ainsi la souveraineté intérieure de l'Egypte reste entière et inaltérée. Mais cela n'est pas suffisant pour déterminer entièrement la souveraineté du pays. Jouit-il de sa souveraineté extérieure avec la même plénitude que de sa souveraineté intérieure ?

Or, il faut constater que l'Egypte n'entretenait aucune relation avec les autres puissances indépendantes. Le Sultan négociant pour lui, négociait aussi pour l'Egypte (1). Les conventions qu'il concluait,

1. Les beys avaient néanmoins la prétention de négocier des conventions directement. Dans le message publié par le Directeur sur l'Expédition d'Egypte (*Moniteur*, 17 sept. 1798) la France

les Capitulations entre autres, étaient applicables en Egypte, sinon appliquées.

Par un traité passé en 1675 entre la Porte et l'Angleterre, confirmant les anciens traités passés entre ces deux puissances, il résulte que les ambassadeurs à Constantinople pouvaient envoyer des consuls dans les ports de l'Empire Ottoman, y compris Tunis, Alger, Tripoli Alexandrie, et dans certains quartiers du Caire.

Ces consuls étaient sous la protection directe du Sultan, qui s'engageait à les faire respecter par ses gouverneurs et ses représentants.

Ainsi donc si l'Egypte jouit d'une autonomie complète, elle est entièrement dénuée de l'exercice des droits de souveraineté extérieure : elle est complètement entre les mains de la Sublime-Porte quant à ses relations avec les Puissances européennes souveraines.

En cela, d'ailleurs, l'Egypte diffère d'avec les Etats Barbaresques ; ceux-ci jouissaient en plus d'une autonomie complète, de l'exercice, en fait, de la souveraineté extérieure (1).

a vu tous ses traités avec la Porte, toutes ses capitulations « méprisés par les beys sous prétexte qu'eux n'y avaient pas concouru. »

1. Le traité de Koutchouk-Kaïnardji (1774), entre la Turquie et la Russie (Martens R. I. 507) nous fait apparaître les relations entre la Porte et les Etats Barbaresques sous un jour spécial dans son art. 12.

Aux termes de cet article, il est dit : « qu'au cas que la Cour

En effet, alors, qu'à notre connaissance, il n'existe aucun Traité entre l'Egypte et les grandes puissances européennes, on voit, tantôt la France, tantôt l'Angleterre, négocier et passer des traités directement avec Alger. En 1619, Louis XIII signait avec le Pacha d'Alger un traité par lequel ce dernier s'engageait à observer plus scrupuleusement les traités passés entre la France et la Sublime-Porte.

En 1669, Charles II passait aussi une convention avec le dey pour la sauvegarde des navires et du commerce britanniques.

Si nous ne trouvons pas des conventions similaires avec l'Egypte, la raison n'est pas que la Porte pou-

« de Russie voulût conclure des traités de commerce avec les « Régences d'Afrique, comme Tripoli, Tunis, Alger, la Sublime-Porte s'oblige à interposer son crédit et son autorité pour l'accomplissement de ces vues de la Russie et à garantir, à l'égard « de ces Etats, les points qui auraient été stipulés ».

Ainsi donc les Etats Barbaresques jouissaient du droit de traiter avec les puissances souveraines ; mais la Sublime-Porte ayant sur ces Etats un certain pouvoir devait, non seulement garantir l'exécution des clauses stipulées, ce qui pourrait se comprendre, mais encore user de son autorité pour leur faire consentir la conclusion de certains traités, ce qui est bizarre. Si la Porte elle-même passait des conventions pour les Etats Barbaresques, ils ne les auraient pas reconnues, ce qui est conforme à leur droit de souveraineté extérieure.

Mais on comprend mal comment la Porte pouvait s'interposer pour obtenir directement de ces Etats la conclusion des traités, à moins que leur souveraineté extérieure fût limitée, ce qui ne nous paraît pas être le cas.

Nous signalerons cet article 12 du traité de Koutchouk — Kaïnardji comme constituant une curiosité de plus dans les relations de la Porte avec ses vassaux.

vait y faire mieux respecter que sur les côtes de Barbarie les traités qu'elle passait, mais seulement que le besoin de pareilles conventions ne se faisait pas sentir aussi fortement.

Les désordres et les déprédations de mamelouks ne s'étendaient pas sur mer et n'entravaient pas le commerce des Puissances européennes, comme l'action des deys d'Alger.

Cette différence entre l'Egypte et les Etats Barbaresques n'a pas moins une importance capitale, car alors que nous pouvons qualifier ces derniers d'Etats souverains, vassaux et tributaires de la Porte, nous ne pouvons donc accorder à l'Egypte qu'une mi-souveraineté ; puisqu'elle constitue un Etat autonome, elle ne peut exercer aucun droit inhérent à la souveraineté extérieure.

Pour être complet, à cette mi-souveraineté, il faut ajouter les caractères d'Etat tributaire et feudataire vis-à-vis du Sultan.

En dehors de l'Egypte et des Etats de l'Afrique du Nord, d'autres parties de l'Empire Ottoman n'étaient plus, vers la fin du XVIII^e siècle, unis à la Sublime-Porte que par des liens qui faisaient d'eux des Etats vassaux et tributaires, ne jouissant pas de la plénitude de leur souveraineté extérieure, tout en étant autonomes sous le gouvernement d'un prince élu, et seulement confirmé par le Sultan.

Mais, à la différence de l'Egypte, la situation de ces

pays avait reçu une sanction dérivant de traités conclus entre la Porte et une autre puissance souveraine.

La Moldavie et la Valachie, ayant une population chrétienne, avaient trouvé dans la Russie un défenseur de leur autonomie, que la Turquie fut obligée de reconnaître par les traités de Koutchouk-Kaïnardji (1774), et de Jassy (1792).

Peut-on exciper, pour contester à l'Egypte sa qualité d'Etat mi-souverain, de ce qu'aucun traité n'ait reconnu sa souveraineté intérieure, et qu'elle l'ait acquise sans aucun secours étranger.

Nous ne le croyons pas, d'abord parce que la situation autonome de l'Egypte était reconnue par la Porte, si non dans une déclaration solennelle, du moins tacitement, chaque fois qu'elle confirmait l'élection d'un cheik-el-beled.

Par cette confirmation, elle reconnaissait en même temps implicitement toute l'étendue de la souveraineté intérieure des beys.

D'ailleurs, il ne faut pas oublier que l'Egypte et la Porte sont des Etats musulmans, que, par suite, leurs relations peuvent différer, au point de vue du droit des gens, des relations existantes entre deux nations chrétiennes.

Stowell et Wheaton (1) sont d'accord pour déclara-

1. *History of the laws of nations*. Part. IV, § 21.

rer que le droit des gens, fondé sur une communauté de principes entre nations chrétiennes, ne peut recevoir sa pleine application dans les rapports entre un Etat chrétien et un Etat musulman. A plus forte raison, il n'est pas possible d'appliquer aux relations entre deux Etats musulmans les stricts principes du droit des gens européen.

Les traités étaient inconnus entre musulmans ; « dans les pays mahométans où la religion regarde la victoire et le succès comme un jugement de Dieu, personne n'y est souverain de droit, mais seulement de fait » nous dit Montesquieu (1). Aucune convention n'était donc nécessaire pour légitimer l'exercice par les beys de la souveraineté intérieure de l'Egypte. L'absence d'une pareille convention ne peut par suite en rien être invoquée pour contester à ce pays sa qualité d'Etat.

Au point de vue purement théorique, d'ailleurs, une grande partie de la doctrine pense que la souveraineté de fait est suffisante pour constituer la vitalité d'un Etat.

La souveraineté intérieure de droit, c'est l'action des pouvoirs agissant conformément aux lois du pays (2) ; « la souveraineté intérieure de fait suppose au contraire un établissement et un exercice de l'autorité souveraine en dehors des lois et des traditions

1. *Esprit des Loix*, l. V, Chap. XV.

2. Pradier-Fodéré.

particulières de l'Etat » (1). Elle est suffisante à l'existence d'un Etat, et la souveraineté intérieure de droit n'est pas nécessaire.

Les autres Etats peuvent ne pas reconnaître un Etat nouveau, mais si ce dernier jouit d'une autonomie de fait, rien ne pourra empêcher de le considérer en fait comme un Etat.

C'est un Etat, parce qu'il exerce des droits souverains, et non parce qu'il a reçu la reconnaissance d'autres Etats.

L'Egypte n'entretenant pas de relations avec les autres puissances, ne pouvait naturellement faire l'objet d'une reconnaissance de leur part. Mais jouissant en fait de la plénitude de sa souveraineté intérieure, il nous paraît exact d'avoir à la considérer comme un Etat, dont nous avons déterminé plus haut le caractère.

Et maintenant, à la question que nous nous sommes posée, à savoir : quelle est la situation internationale de l'Egypte à la fin du xvme., nous croyons pouvoir répondre que l'Egypte est, au point de vue de sa souveraineté, un Etat mi-souverain sous le gouvernement autonome des beys, mais dénué des droits de souveraineté extérieure qu'exerce pour elle la Sublime-Porte. De plus, cet Etat est lié à l'Empire Ottoman par des liens de vassalité et par le paiement d'une obligation tributaire.

1. *Idem.*, p. 233.

Nous arrivons ainsi à une conclusion qui peut trouver sa confirmation dans l'opinion de Weaton, lequel a écrit : « L'Egypte fut possédée par la Porte ottomane pendant la domination des mamelouks « plutôt comme un Etat vassal que comme une province » (1).

Si nous avons insisté un peu longuement sur la nature des relations entre l'Egypte et la Sublime-Porte, ainsi que sur la nature de la souveraineté de l'Etat Egyptien sous le gouvernement des beys, c'est que nous estimons que, pour pouvoir établir solidement une situation de droit international, il faut connaître, non seulement les faits qui étayent cette situation, mais encore les situations antérieures qui permettent d'éclairer et de comprendre le régime dont elles dérivent et dont elles sont l'aboutissant.

Pour être à même de juger la portée des firmans de 1841, et de déterminer sciemment la position internationale qu'ils font à l'Egypte, il est aussi nécessaire de connaître la nature des rapports entre la Sublime-Porte et Mohamed-Ali, qu'entre la Sublime-Porte et les prédécesseurs du Pacha-el-Kébir.

1. *Eléments de droit international*. Leipsig 1874, p. 48.

CHAPITRE II

L'EGYPTE CONQUÊTE FRANÇAISE

LA POLITIQUE DE BONAPARTE

Depuis 1790, après que l'expédition turque envoyée contre les mamelouks eut manqué son but, les maîtres de l'Égypte étaient les deux beys de la maison de Ali-el-Kébir, Ibrahim et Mourad.

Ils auraient sans doute continué à jouir tranquillement des douceurs du pouvoir si la France et l'Angleterre étaient arrivées à s'entendre pour mettre fin à la guerre entre elles. Mais les négociations de Lille, en 1791, n'avaient pas donné de résultat plus tangible que celles de l'année précédente à Paris. L'Angleterre refusait de restituer aux alliés de la France les colonies dont elle s'était emparée, Ceylan à la Hollande, et Trinité à l'Espagne.

La France devait donc frapper un grand coup pour contraindre l'Angleterre à accepter la paix.

Se rendant bien compte de l'impossibilité de l'atteindre chez elle, Bonaparte proposa au Directoire

de se charger du soin d'une expédition qui, pour si lointaine qu'elle soit, n'en serait pas moins d'un grand profit pour la France, en même temps qu'une atteinte sérieuse à l'Angleterre. Ne pouvant débarquer sur les côtes de l'Angleterre, il propose de débarquer en Egypte.

Par sa situation, l'occupation de ce pays, ainsi que des Iles Ionniennes, assurera à la France la maîtrise de la Méditerranée, qui sera complétée par Malte dont on s'emparera en passant.

La France y gagnera une colonie merveilleuse, proche de la Métropole.

Cette colonie, placée sur la route d'Orient, constituera en outre une menace des plus sérieuses pour les colonies anglaises de l'Inde. C'est par là qu'il veut tenir l'ennemi irréductible.

Le projet est grandiose et séduisant. Bonaparte en prépare minutieusement l'exécution et dans le plus grand secret.

Il a réponse à toutes les objections opposées. Aux membres du Directoire qui manifestent la crainte de s'attirer l'inimitié de la Porte, il donne une réponse tranquillisante. La Porte, dit-il, « a depuis longtemps perdu l'Egypte par l'usurpation des mamelouks, elle nous verra avec plaisir les châtier et nous pourrons nous entendre avec elle ».

Par mesure de sûreté, et afin d'éviter des complications du côté de Constantinople, il demande

qu'on y envoie Talleyrand, pour y négocier éventuellement.

La réussite de l'opération exige le plus grand secret, et jusqu'au dernier moment personne ne pourra en deviner le but. Pitt s'attend à voir la flotte française réunie à Brest passer Gibraltar et déboucher à Cadix. Des navires anglais sous les ordres de Nelson croisent en Méditerranée dans tous les sens.

Bonaparte, déjouant toute surveillance, s'embarque en mai 1798. Le 1^{er} juillet, il arrive en vue d'Alexandrie, après avoir occupé Malte. La veille, Nelson avait passé devant Alexandrie, et avait donné avis aux autorités qu'un débarquement se préparait et leur offrait assistance. Par méfiance, sa proposition fut repoussée.

Bonaparte débarqua immédiatement à la baie de Marabout. Et aussitôt il donna l'ordre d'attaquer Alexandrie même, qui ne présenta pas une grande résistance ; une brèche fut bientôt ouverte et les troupes françaises occupèrent la ville sans rencontrer trop d'hostilité de la part des habitants.

Bonaparte connaissait admirablement la situation politique du pays qu'il venait conquérir. Il savait que le pouvoir était aux mains des mamelouks et que la Porte et son Pacha n'y jouissaient d'aucune autorité. Il savait aussi que le peuple ne faisait pas cause commune avec ses gouvernants, qui étaient en même temps ses oppresseurs.

Politiquement son plan était donc de gagner à lui les populations, sans s'aliéner les sympathies de la Porte : il ne voulait avoir d'autres adversaires à combattre que les beys et leur milice mamelouk.

Son plan était de détruire leur puissance et de mettre à leur place une organisation gouvernementale dépendant effectivement de la République Française, mais qui, pour se concilier la Porte, continuerait à reconnaître la souveraineté du Sultan sur l'Égypte, pour l'instant du moins.

Ce qu'il voulait, c'était tout simplement hériter de la souveraineté intérieure des beys, ce qui suffirait pour rendre le Gouvernement de la République vrai maître du pays (1).

Dès son arrivée à Alexandrie, Bonaparte s'empressa d'envoyer un message au Pacha pour l'engager à s'unir à lui au nom de la Sublime-Porte en vue de combattre les Mamelouks.

« La République française s'est décidée à envoyer une armée puissante vers le Nil, s'écrie-t-il, afin de mettre un terme au brigandage des beys d'Égypte... Toi qui devrais être le maître des beys, que cependant ils tiennent au Caire sans autorité et sans pouvoir, tu dois voir mon arrivée avec

1. Le Directoire dans son message sur l'expédition d'Égypte (*Moniteur* 7 sept. 1798) écrit : « L'autorité de la Porte étant entièrement méconnue, elle recueillera par les mains triomphantes des Français d'immenses avantages dont elle était privée depuis longtemps ».

« plaisir... Tu sais que la nation française est la
« seule et unique alliée que le Sultan ait en Europe.
« Viens donc à ma rencontre et maudis avec moi la
« race impie des beys ».

Il ne vient donc pas pour enlever à la Sublime-Porte sa souveraineté sur l'Egypte, il vient au contraire pour combattre ceux qui se sont emparé de son autorité souveraine et gouverner en toute indépendance.

Mais il ne suffisait pas à Bonaparte de tranquilliser le Pacha, dont l'appui ne serait que précaire puisqu'il était dénué de toute autorité. Ce que voulait le général, c'était gagner les populations, se présenter à elles comme un libérateur de l'oppression des beys, et aussi se montrer fervent admirateur du Coran, car il connaissait la susceptibilité extrême des musulmans en tout ce qui touche leur religion.

Dans ce but, il fit lancer des proclamations conçues en ces termes : « Peuples d'Egypte, depuis trop
« longtemps les beys qui vous gouvernent en vous
« opprimant insultent la nation française et couvrent
« ses négociants d'avanies. L'heure de leur châti-
« ment est arrivée. Depuis trop longtemps ce ramas-
« sis d'esclaves achetés dans le Caucase et la Geor-
« gie tyrannise la plus belle partie du monde, mais
« Dieu, de qui tout dépend, a ordonné que leur Em-
« pire finisse ».

Les soldats français recevront des instructions très strictes les engageant à respecter les biens et les personnes des indigènes, et par-dessus tout à être déferents à l'égard des pratiques religieuses et des mosquées.

En s'attachant le Pacha, Bonaparte voulait éviter toute complication avec la Porte et voulait paraître respecter sa souveraineté, se contentant de s'emparer du pouvoir effectif des beys.

En s'attachant les habitants, Bonaparte voulait s'assurer le concours de la population dans sa lutte contre les Mamelouks, concours qui lui permettrait de concentrer toutes ses forces contre eux.

Telle est la double base de la politique qu'il va suivre durant tout son séjour en Egypte.

On peut voir que cette politique est, en ce qui concerne les relations avec la Porte, en pleine conformité avec les conclusions que nous avons tirées dans le chapitre précédent sur l'examen des rapports de l'Egypte avec l'empire turc.

En effet, on ne concevrait pas, si l'Egypte était une province turque, qu'une armée française put y débarquer sans se considérer en guerre contre le Sultan.

Tandis que Bonaparte pouvait fort bien prétendre agir en allié du Sultan dans le but de rétablir dans l'Etat mi-souverain et vassal le respect des droits de

suzeraineté que le Gouvernement autonome du pays avait cessé de prendre en considération.

Le 7 juillet, Bonaparte commença sa marche sur le Caire, non sans avoir préalablement institué à Alexandrie une organisation gouvernementale comprenant les chefs religieux, les cadis et les principaux personnages.

Cette marche à ses débuts fut pénible car, prenant par le plus court, l'armée ne longea pas le Nil. Le découragement se mit dans les rangs, surtout quand les hommes virent Damanhour, qu'on leur avait annoncée comme une ville, qui, en réalité, n'était composée que de maisons basses en boue, et où on ne trouva même pas de quoi pouvoir faire du pain.

Mais le courage revint aussitôt que les troupes eurent à suivre le cours du fleuve.

Le 15 juillet eut lieu le premier engagement entre les Mamelouks et l'armée française à Cherbin. C'est là que fut créée la fameuse tactique des troupes manœuvrant en carré, qui devait par la suite donner de si merveilleux résultats.

Le 21 juillet, l'armée française arrive en vue du Caire, prend ses dispositions pour le combat. Les Mamelouks sont retranchés dans une sorte de camp d'où ils sortiront pour la bataille.

Mourad et les siens firent preuve d'héroïsme surhumain, mais ils ne parvinrent pas à entamer les carrés de fer de l'armée française, et après avoir

subi les pertes les plus lourdes ils se virent obligés d'abandonner le champ de bataille, et même leurs retranchements.

Ce fut la journée des Pyramides, si fameusement connue.

Mais cette bataille, bien que décisive puisqu'elle allait livrer le Caire et l'Égypte aux Français, n'avait fait qu'entamer la puissance des beys sans la détruire.

Le but que Bonaparte s'était proposé n'était donc pas atteint, et bientôt même la puissance mamelouck trouvera une alliée inattendue dans son ancienne antagoniste, la Porte ottomane elle-même.

Après la défaite de Mourad, Bonaparte négocia avec le Cadi, les imans et le Kiaya du Pacha, l'occupation du Caire, qui se fit sans encombre.

Ibrahim-bey, s'était retiré dans la direction de la Syrie, où il chercherait refuge en cas de désastre. Il ne s'était pas trop éloigné pourtant de la capitale. Il emmenait avec lui Abou-Bekre, le Pacha turc. Ceci ne faisait pas l'affaire de Bonaparte, qui aurait voulu négocier avec ce dernier, et faire reconnaître par le représentant de la Porte l'occupation française, voulant bien lui donner acte que cette occupation ne portait aucune atteinte à la souveraineté du Sultan.

Espérant rejoindre Ibrahim, et surtout Abou-bekre, Bonaparte ne s'attarda pas au Caire : le 3 août, il se lançait à leur poursuite. Mais Ibrahim

ne se laissa pas atteindre ; après quelques combats avec les troupes françaises, il se décida à passer en Syrie. Bonaparte, le voyant s'enfoncer dans le désert, désespérant de mettre la main sur le Pacha, usa d'un stratagème suprême ; il écrivit une lettre à Ibrahim lui offrant généreusement la paix. Et cette lettre se termine, par ces mots : « le Pacha du grand seigneur « est avec vous, envoyez-le moi, porteur de votre « réponse, je l'accepterai volontiers comme média-
« teur ».

Ibrahim ne reçut peut-être pas le message ; en tous cas, il n'y fit aucune réponse et continua à se diriger vers la Syrie, déjouant, sans le savoir, le plan politique des Français.

Bonaparte revint au Caire, où il continua à vouloir gagner les bonnes grâces du peuple, se montrant plein de prévenances pour tout ce qui touchait à la religion. Il s'occupa de nommer un émir-ol-hag, il écrivit au shérif de la Mecque pour protester de sa fidélité aux principes du Coran. Il assista à la fête solennelle du Haligue (1).

Entre temps était arrivée au Caire la nouvelle du désastre d'Aboukir (1798) ; la flotte française avait été anéantie par les Anglais, il ne fallait plus compter dessus pour retourner en France, recevoir des renforts ou se faire ravitailler.

1. Fête de la crue du Nil, où l'on coupe le barrage pour permettre l'écoulement des eaux.

Bonaparte reçut la nouvelle froidement. Pour parer à cette catastrophe, il va organiser l'Égypte et lui faire produire tout ce dont on aura besoin pour l'armée et, grâce aux ressources du pays, la situation des Français ne sera pas, malgré tout, défavorable. Des moulins, des fours sont installés : des filatures pour fournir le tissu à l'armée ; des arsenaux, des poudrières, des salpêtrières sont créés. Un hôtel des Monnaies, l'Institut Egyptien, et jusqu'à un théâtre, sont fondés. On organise des hôpitaux, des lazarets. On publie des journaux en français. En somme rien ne manquera pour assurer, non seulement le ravitaillement de l'armée, mais son bien-être physique et moral. L'armée même sera renforcée par les hommes pris des équipages de la flotte détruite et par des nègres de Durfour.

La puissance militaire des Mamelouks était grandement affaiblie, et en tout cas hors d'état de nuire. Mourad, en effet, après la bataille des Pyramides, s'était retiré dans le Fayoum (Moyenne-Egypte). Et le 23 août, Desaix, à la tête de 3.000 hommes, quitta Guizeh à la poursuite de Mourad. Mais celui-ci, bien qu'ayant rassemblé plus de 12.000 hommes, refusait le combat et se retirait vers le désert. Le 4 octobre, finalement, les hommes de Desaix purent venir aux prises avec les éclaireurs mamelouks, et, le 8 octobre, devant Sédiman, Mourad dut accepter la bataille et fut de nouveau battu. Ne pouvant plus tenir la

Moyenne-Egypte, il alla chercher refuge dans la Haute-Egypte, où Desaix le poursuivra bientôt mais sans pouvoir l'anéantir.

Bonaparte n'avait donc réussi, ni à se concilier l'autorité turque en Egypte — elle lui avait échappé — ni à annihiler la force mamelouk qui pouvait toujours descendre du Saïd sur le Caire.

Etait-il parvenu au moins à se concilier la population indigène, sur laquelle il comptait surtout pour asseoir son occupation ?

Malgré tous les efforts qu'il avait faits pour amadouer les pieux musulmans, il n'était pas arrivé à réduire leur fanatisme intransigeant et à gagner leurs bonnes grâces.

Les chefs religieux demeuraient le foyer incandescent d'une forte activité anti-française. Leur influence était grande surtout sur le peuple, qui goûtait aussi peu la tyrannie mamelouk que les contributions que leur réclamaient les Français. Le résultat effectif pour lui était le même : il payait ; plus ou moins de légalité ne le touchait pas.

L'agitation était quasi continue en province ; mais le Caire était assez tranquille.

Bonaparte avait su, par ses bonnes manières, gagner provisoirement la caste riche, qui le soutenait, se croyant à l'abri des avanies arbitraires coutumières des beys.

Néanmoins, le 21 octobre, éclata au Caire une

insurrection terrible, qui menaça à certains moments de devenir fatale pour les Français. Mais Bonaparte usa de moyens de répression si énergiques que, le 23 août, tout rentra dans l'ordre, et les coupables furent châtiés.

Le divan qui avait été créé pour gouverner, et qui comprenait les chefs et notables indigènes civils et religieux, fut dissout, ses membres n'ayant pas soutenu les Français. Bonaparte venait en effet de s'aliéner la classe riche, en voulant faire entrer de l'argent dont le Trésor avait besoin. Il avait ordonné que, moyennant finances, on enregistrât, pour les authentifier, toutes les concessions qui avaient été accordées par le gouvernement précédent. Cette mesure parut être une avanie arbitraire, et valut aux Français de telles inimitiés que l'insurrection du Caire ne trouva aucun contrepoids même dans les membres du Divan.

Le 24, le calme revenu, on afficha par toute la ville des proclamations dictées par le général en chef.

Dans l'une d'elles, adressée par les cheiks au peuple, on lit cette phrase : «... les méchants viennent d'exciter les plus graves désordres dans la ville du Caire ; ils ont mis la désunion entre les troupes françaises et les sujets de la Sublime-Porte ».

Ainsi donc rien n'est changé par la présence des Français, la suzeraineté de la Porte ottomane sur les habitants de l'Egypte est intacte.

Bonaparte poursuivait donc toujours sa politique, il ne voulait pas rompre avec la Sublime-Porte, il ne voulait que remplacer les Mamelouks et hériter de leur souveraineté effective.

L'autre protestation, adressée par les gens de la loi au peuple, explique que les Français sont « les seuls amis des musulmans et de l'Islam », qu'ils sont les alliés « de notre seigneur et maître » ; ils aiment ceux qui l'aiment et sont les ennemis de ses ennemis ».

C'est pour cela qu'ils ont la haine des Russes, qui veulent envahir les pays de l'Islam et s'emparer de Constantinople, « mais les Français aideront le Sultan à conquérir la Russie et à exterminer les Russes ».

Toutes ces promesses ne faisaient pas gagner confiance au peuple ; il restait méfiant, sans cesse travaillé par les émissaires des beys.

Ainsi donc, malgré toute l'adresse mise en jeu pour exécuter un plan politique habilement conçu, Bonaparte n'arrivait pas à obtenir un résultat favorable.

Sa conquête restait bâtie sur du sable, et au moindre revers il trouverait contre lui les beys encore puissants, et le peuple qui lui refusait tout appui.

Du côté de la Porte, sa politique ne devait pas non plus être couronnée de succès ; si en Egypte le

Pacha lui avait échappé, à Constantinople le Directoire avait négligé d'agir.

Talleyrand, qui devait soutenir près de la Sublime-Porte l'expédition française ; qui devait négocier avec elle et écarter les influences russe et anglaise, Talleyrand n'avait pas quitté Paris ; cette mission si délicate de conserver la Porte pour alliée, restait confiée à un simple chargé d'affaires sans prestige.

Les ennemis de la France avaient trop beau jeu pour qu'ils ne tirassent pas profit de la situation. Aussi, le 3 septembre 1798, amenaient-ils le Sultan à proclamer la guerre à la France, sous forme d'un firman appelant ses peuples au combat.

Et successivement, en décembre 1798 et en janvier 1799, la Porte passa deux traités d'alliance avec la Russie et l'Angleterre, par lesquels sont garantis « toutes les possessions de l'Empire Ottoman, sans exception, telles qu'elles étaient immédiatement avant l'invasion des Français en Egypte (1) », et pour repousser « toutes attaques contre les Etats et provinces de l'Empire Ottoman » (2).

Ainsi, si l'expédition avait militairement réussi, politiquement, tant en Egypte qu'à Constantinople, elle avait échoué.

La Porte voyait une occasion se présenter à elle pour reprendre les droits de souveraineté qui lui

1. Martens R., t. VII, p. 314.

2. Martens R. t. VII, p. 330.

avaient échappé. Et jamais elle ne pourrait retrouver de si brillants alliés pour reconquérir l'Egypte, et réduire à nouveau ce pays à l'état de province en y rétablissant son autorité. Cette considération, beaucoup plus que l'envie de nuire à la France, poussait sans doute la Porte à la guerre.

Bonaparte fut entièrement surpris par l'attitude prise par la Turquie ; il ignorait l'abandon diplomatique dans lequel l'avait laissé le Directoire ; le 15 janvier il envoyait à Constantinople un consul français, Beauchamp, porteur d'un message amical.

Le 20, Bonaparte eut connaissance du firman de la Porte proclamant l'état de guerre qu'on distribuait à profusion pour exciter les populations. Il ne put plus douter de la véracité des bruits qui avaient couru au sujet des préparatifs de guerre de la Turquie. On annonçait, avec force détails, que celle-ci concentrait deux armées, l'une qui, de Syrie, envahirait l'Egypte par El-Arish, et l'autre, concentrée à Rhodes, devait débarquer sur un point de la côte. Le plan du général en chef fut vite conçu ; il fallait envahir la Palestine, y battre l'armée qui s'y concentrait. Cette défaite amènerait l'armée de Rhodes à la rescousse, et on lui ferait subir le sort de la première armée.

Bonaparte rassembla donc toutes les forces disponibles, ne laissant en Egypte que le nombre d'hommes strictement nécessaire.

Le 18 février 1799, tout le corps expéditionnaire de Syrie était concentré à El-Arish.

L'avancée française se fit sous les plus brillantes auspices. Ibrahim-bey, avec un corps de Mamelouks et des troupes du pacha d'Acre, avait été mis en fuite dès le 15 par l'avant-garde française.

La traversée du désert fut pénible ; mais, arrivant à Gaza, et voyant la fertilité relative du pays, les troupes reprirent courage.

L'occupation de Gaza se fit sans combat. Le 7 mars, les troupes étaient à Jaffa ; le 15 à Caïffa, et le 18 elles s'arrêtaient devant Saint-Jean-d'Acre. Cette avancée foudroyante, qui légitimait tous les espoirs, allait se briser là.

Bonaparte, tout en prenant ses mesures pour le siège, voulut négocier avec le fameux Ali-el-Djazar, pacha de la ville. Déjà par deux fois il avait essayé de négocier en lui envoyant d'Egypte des émissaires porteurs de messages. Ali avait refusé de les recevoir. Maintenant il lui écrivait encore : « Vous n'avez point de raison réelle d'être mon ennemi, « puisque vous l'étiez des Mamelouks... redevenez « mon ami, soyez l'ennemi des Mamelouks et des « Anglais... je vous ferai tout le bien possible ».

Mais El-Djazar ne voulait que se battre, et repoussa dédaigneusement les offres de paix. D'ailleurs, il se sentait soutenu par les Ottomans, qui lui promettaient des secours, par les Anglais qui croisaient

le long des côtes empêchant le libre ravitaillement des Français.

Vers les premiers jours d'avril, Bonaparte apprit que les Pachas de Syrie, ayant réuni une grande armée, marchaient au secours de la ville. Il donna ordre à Kléber de se porter à leur rencontre en avant-garde, se proposant de le rejoindre avec une forte armée.

Kléber livra combat le 8 avril et repoussa les Turcs. Le 15, il livrait de nouveau bataille, mais le résultat était indécis. Quand Bonaparte survint avec les renforts, ce fut pour les Français une victoire complète que cette journée de Nazareth. Ali n'avait plus à compter sur l'armée turque, elle avait été taillée en pièces.

Mais le siège traînait en longueur car les Français n'avaient pas d'artillerie de siège : venant par mer, elle avait été perdue à la suite d'une rencontre avec les Anglais. La lutte autour de la ville était acharnée, les Français montaient à l'assaut presque journellement, et El-Djazar faisait continuellement des sorties.

Finalement, le 8 mai, Bonaparte aperçut des vaisseaux turcs et anglais se dirigeant vers Acre et amenant de puissants renforts. Une seule chance restait aux Français, emporter la place avant le débarquement. Un assaut terrible fut donné portant certains éléments français jusqu'au centre de la

ville. Mais le gros des forces ne pouvant les suivre, ils seront faits prisonniers. La ville ne sera pas prise et recevra les renforts qui débarquent déjà.

Désormais, il faudra renoncer à continuer le siège. D'ailleurs, Bonaparte devait songer à retourner en Egypte. Ne pouvant avancer, il devait revenir avant l'été pour que la traversée du désert fût possible et éviter la peste qui pouvait éclater en cette saison.

Et il y avait toujours la menace d'une armée turque concentrée à Rhodes.

Le siège fut donc levé le 21 mai. Le 2 juin, les troupes étaient de retour à El-Arish, et le 14 juin Bonaparte faisait une entrée triomphale au Caire.

L'expédition de Syrie qui devait ouvrir au conquérant la route d'Orient avait échoué ; néanmoins pour quelque temps le danger d'une armée turque arrivant par la Syrie pouvait être écarté.

Durant l'absence de Bonaparte, les beys avaient essayé un retour offensif.

Profitant d'une révolte dans la province de Charkieh, et d'un mouvement populaire dans la province Baharieh, Mourad d'un côté, Elfi-bey et Osman-bey d'un autre, tentèrent de se rapprocher du littoral et de la frontière syrienne pour se joindre à Ibrahim et marcher au-devant de l'armée turque de Rhodes dont on annonçait la venue.

Mais les Français veillaient si bien qu'Ibrahim n'osa pas s'évanter plus loin que Gaza, Osman

fut tué et Elfi dut chercher refuge en Nubie ; quant à Mourad, il se vit contraint de regagner la Haute-Egypte.

Bonaparte était revenu juste à temps. Un mois après son retour, il recevait la nouvelle du débarquement de l'armée de Rhodes.

Le 15 juin, la nouvelle lui parvint du débarquement effectué le 13 par les Turcs sur la plage d'Aboukir ; il s'y porta aussitôt ; le 19, il avait opéré la concentration du gros de ses forces à Rahamieh. Le 24, il se porta au-devant des retranchements de l'ennemi ; dans la nuit du 24 au 25 il reconnaît ses positions. Les Turcs ont débarqué 20.000 hommes avec une artillerie confiée à des officiers anglais. Ceux-ci étaient nombreux dans le camp turc. Ils avaient à leur tête Sidney Smith, commandant des forces navales anglaises.

Le 25 juin, Bonaparte, sans attendre d'avoir son armée au complet, attaqua l'armée ennemie. Cette journée fut pour lui une nouvelle victoire. L'armée turque fut entièrement anéantie et jetée à la mer. Moustapha-Pacha, son chef, fut fait prisonnier par Murat. Seul Sidney Smith parvient avec beaucoup de peine à regagner son bord.

Cette bataille d'Aboukir sera la dernière victoire que remportera le grand général sur la terre égyptienne. Dès ce moment, il songe à quitter cette nouvelle conquête pour retourner en France. Les

nouvelles qu'il a de la Métropole sont mauvaises ; les armées de la République ont subi des défaites ; lui-même a reçu du Directoire une dépêche datée du 21 mai 1799, l'autorisant, s'il le désirait, à quitter l'Egypte pour venir se mettre à la tête des armées.

Néanmoins, il veut prendre les dernières mesures de précaution avant de quitter l'Egypte ; aussi, après avoir visité Alexandrie, le 5 août il regagne le Caire. Auparavant, il avait donné ordre au contre-amiral Ganteaume de tenir prêtes deux frégates, *la Carrère* et *la Muiron* et de les faire sortir et ancrer à la baie du Marabout, dès que les deux vaisseaux anglais qui croisent le long des côtes se seront éloignés.

Le 17 août, Bonaparte recevait une dépêche lui annonçant que les vaisseaux anglais s'étaient éloignés. Aussitôt il se dirigea sur Alexandrie avec quelques compagnons qu'il voulait ramener avec lui, donnant rendez-vous à Kléber le 25 à Alexandrie, dans l'intention de lui remettre les pouvoirs de général en chef de l'armée d'Egypte.

Aussitôt son arrivée sur le littoral, Bonaparte, sans même attendre l'arrivée de Kléber, s'embarqua le 22, et le 23 à l'aube *la Carrère* et *la Muiron* levaient l'ancre.

Le secret le plus grand avait été gardé ; Kléber même ignorait tout ; il reçut seulement le 24 les lettres de Bonaparte lui remettant le commandement

en chef, en même temps que la nouvelle du départ.

Dès que la nouvelle se répandit que Bonaparte avait quitté l'Egypte et retournait en France, il y eut, parmi les troupes, un mouvement de surprise très pénible. Pour les soldats, l'acte équivalait à une défection. Désormais, leur moral ne sera plus aussi brillant ; ils se laisseront abattre plus facilement par l'adversité. Les chefs seront d'ailleurs grandement responsables du découragement de leurs hommes.

Kléber, le 31 août, était de retour au Caire et s'y installait. Mais ses nouvelles fonctions ne lui plaisaient qu'à moitié. Il n'avait jamais été partisan de l'expédition. Il avait un vif désir de retourner en France, désir qu'entretenait son entourage. L'idée d'évacuer l'Egypte s'ancra dans son cerveau, si bien qu'il mit tout en œuvre pour arriver à cette fin.

Peu avant son départ, Bonaparte avait appris qu'une nouvelle armée turque se préparait à envahir l'Egypte par la Syrie. Cette armée devait avoir à sa tête le grand-vizir lui-même, Youssef-Pacha.

Dans le but de gagner du temps, il avait envoyé à Damas, au-devant de Youssef, Moustapha-Pacha, le prisonnier d'Aboukir, porteur d'offres de paix. Dans son message, Bonaparte renouvelait ses protestations d'amitié à la Sublime Porte : il n'était venu que pour combattre les Mamelouks et n'avait pas voulu offenser le Sultan. Si la Turquie renonçait à

son alliance avec l'Angleterre et la Russie, les Français lui restitueraient l'Egypte.

Ceci n'avait pour but que d'emmancher des négociations, mais il ne faut pas croire qu'il fut dans l'idée de Bonaparte de renoncer réellement à l'Egypte ; en effet, dans les instructions qu'il laissait à Kléber, il lui disait de ne négocier l'évacuation que si par suite d'un fléau, tel que la peste, l'armée se trouvait réduite et dans l'impossibilité de faire campagne. Mais même dans ce cas, il lui recommandait de faire traîner l'évacuation jusqu'à la conclusion de la paix générale : « L'Etat Turc, qui tombe en ruines
« de tous côtés, s'écroule aujourd'hui, et l'évacua-
« tion de l'Egypte par nos troupes serait un malheur
« d'autant plus grand que nous verrions de nos
« jours cette belle province passer en d'autres mains
« européennes », écrit-il.

D'ailleurs, lui, Bonaparte, n'abandonnera pas ses compagnons, et leur fera tenir tout le nécessaire en armes et munitions ; il va même jusqu'à promettre l'envoi d'une troupe de Canadiens.

Rien ne prouvait donc qu'il eût l'intention de faire évacuer l'Egypte au contraire, et cette mesure, s'il la préconisait, ne devait être envisagée qu'à la dernière extrémité.

Mais dans l'état d'esprit où se trouvait le nouveau général en chef, rien ne fut plus facile à son entourage que de lui faire croire que Bonaparte l'avait

autorisé implicitement à négocier l'évacuation. D'ailleurs n'avait-il pas lui-même engagé les pourparlers en envoyant Moustapha au grand-vizir.

Pour justifier la conduite qu'il comptait suivre et en quelque sorte s'excuser auprès du Directoire, Kléber rédigea, à la date du 26 septembre, une dépêche dans laquelle il dépeignait la situation de l'armée d'Egypte sous les couleurs les plus sombres et les moins véridiques. A l'appui, il donnait un rapport de Poussielgue, le contrôleur des finances, qui plus que tout autre désirait retourner en France. D'après ce rapport, l'armée manquait de vivres, de munitions, de vêtements, elle se trouvait réduite à 18.000 hommes. Or, Bonaparte avait laissé tous les magasins et arsenaux pleins, rien ne manquait, et par comble d'inconscience les états même qui devaient justifier les chiffres donnés indiquaient que l'armée d'Egypte n'était pas de 18.000 mais de 28.000 hommes.

Par contre, le rapport montrait la situation des Turcs comme des plus brillantes ; ils avaient une armée nombreuse bien équipée. Les Anglais et les Russes se préparaient à la renforcer encore. Les Mameloucks avaient à leur disposition des millions d'hommes. Cette partie du rapport n'était pas plus véridique que la première.

Les événements même devaient lui donner un démenti. D'une part, à la mi-octobre, Mourad essaya

de se rapprocher du Caire, et fut contraint encore une fois à remonter vers la Haute-Egypte.

D'autre part, fin octobre (le 31), une force turque importante, sous la surveillance et la protection des Anglais, Sidney Smith à leur tête, essaya de débarquer à Damiette ; la garnison de la ville avait suffi seule à repousser cette tentative de débarquement.

Smith, lui-même, était convaincu que l'Egypte ne pourrait être prise par la force, que les Français ne l'évacueraient que si on consentait à leur faire des conditions favorables et honorables. Pour cela, il fallait négocier. Aussi était-il tout prêt à saisir l'occasion pour entamer la conversation avec Kléber. Entre temps, Moustapha était revenu en Egypte le 12 octobre, rapportant une réponse de Youssef très évasive. Kléber le renvoya le 12 avec des offres plus précises, montrant de façon manifeste que les Français étaient dans d'autres dispositions et prêts à évacuer le pays.

Sidney Smith profita de l'occasion pour écrire (le 26 octobre) directement à Kléber, manifestant l'intention de prendre part aux tractations avec Youssef. La Porte ne pouvait, disait-il, traiter séparément en dehors de l'Angleterre, le traité d'alliance de 1799 n'admettait pas de conclusion de paix faite en dehors de l'une des alliées. D'ailleurs l'Angleterre était maîtresse des mers ; seul lui Sidney Smith pouvait livrer

des sauf-conduits et des passes aux navires ennemis qui voudraient traverser la Méditerranée.

Kléber accepta d'entamer les négociations à trois. Il avait rappelé Desaix de la Haute-Egypte, où Mourad n'était plus à craindre, et il lui confia la conduite des négociations.

Kléber voulait couvrir sa faiblesse de la haute autorité morale et de la franche popularité dont jouissait Desaix.

Desaix était partisan du maintien de la conquête et n'acceptait pas l'idée d'évacuer le pays ; il ne consentit à se charger de la mission que dans l'espoir de faire traîner les choses en longueur, et en tous cas d'obtenir les meilleures conditions possibles. A Desaix était adjoint comme négociateur Poussielgue. Les premières réunions entre les délégués français, anglais et turcs, se tinrent à bord du navire de Sidney Smith le *Tigre*. Les négociations commencèrent le 22 décembre 1799.

Les conditions que Kléber mettait pour évacuer l'Egypte étaient telles qu'il n'était pas possible de les faire accepter.

Il demandait d'abord, et c'était naturel, que l'armée française se retirât avec tous les honneurs de la guerre, armes et bagages. Ensuite, que cette armée serait transportée en Europe à bord de navires turcs, débarquée sur tel point du continent qu'elle le désirerait. En d'autres termes, qu'elle pourrait

choisir le point où sa présence parut être le plus nécessaire dans la lutte que livrait la France en Europe.

Les îles Ioniennes devaient être restituées à la France, ainsi que Malte. L'armée en cours de route pourrait laisser dans les îles des garnisons et les ravitailler.

Enfin, l'alliance russo-turque et l'alliance anglo-turque devraient être considérées comme n'ayant plus d'effet et abolies.

Sidney Smith, avec lequel Desaix négociait, ne pouvait, cela se comprend, souscrire à de pareilles conditions, qui exigeaient des pouvoirs spéciaux, et des pourparlers entre Gouvernements n'ayant pas de représentants aux négociations.

D'ailleurs Smith savait bien qu'il n'avait pas qualité pour négocier quoi ce que fût ; il n'était que chef des forces anglaises d'Égypte et n'avait plus caractère de ministre plénipotentiaire (1) ; il ne pouvait que conclure des conventions entrant dans les pouvoirs d'un chef militaire.

Les Français demandaient également des sauf-conduits pour permettre le rapatriement en France des blessés, des savants, qui étaient demeurés en Égypte après le départ de Bonaparte.

1. En janvier 1799, il avait signé en cette qualité le traité d'alliance anglo-turc. Mais depuis Lord Elgin avait été nommé ambassadeur à Constantinople.

Kléber exigeait aussi qu'il y eut une suspension d'armes durant les pourpalers, et que les Turcs, se tenant sur la frontière de Syrie, ne puissent avancer en Egypte. Smith aurait accordé cette trêve, mais les plépotentiaires turcs déclarèrent ne pouvoir accepter de suspension et n'avoir pas des pouvoirs si étendus.

Alors Smith, pour éviter une rupture et activiter les négociations, proposa à Desaix et Poussielgue de se rapprocher du camp de Youssef. Lui Smith se porterait garant de leur sécurité dans le camp turc.

Durant ces tractations, Youssef, encouragé par l'attitude hésitante des Français, assuré de l'appui d'Ali-el-Djazar et d'Ibrahim-bey, s'était avancé jusqu'à Gaza (15 déc.), et le 30 décembre ses avant-gardes s'emparèrent d'El-Arish, y massacrant la garnison française qui s'était rendue.

Le camp de Youssef était maintenant à El-Arish, C'est là que se rendit Desaix le 13 janvier. Desaix s'aperçut vite que ce qu'on représentait comme une puissante armée de près de 100.000 hommes n'était qu'un ramassis de bandes à peine armées, indisciplinées. Estimant qu'il était encore plus hon-teux de capituler devant une pareille armée, il écrivit à Kléber l'implorant de renoncer à abandonner l'Egypte : que l'armée turque ne ferait sûrement pas reculer les troupes qui avaient vaincu aux Pyramides, à Nazareth.

Mais Poussielgue aussi envoya à Kléber un rapport dépeignant l'armée de Youssef sous de brillantes couleurs, et insistant sur la nécessité d'évacuer la vallée du Nil.

Poussielgue, fatigué, malade, ne désirait qu'une chose, comme il l'écrivit plus tard à Sidney Smith, retourner en France, y vivre tranquille avec sa femme et ses enfants.

Kléber, c'est malheureux à dire, ne tient aucun compte de l'appel de Desaix, peut-être se méfiait-il de lui, le sachant peu partisan de l'abandon. Frappé au contraire du rapport de Poussielgue, qui n'était pourtant pas un militaire, impressionné par la prise d'El-Arish, dû au mauvais moral des troupes de la garnison, Kléber plus que jamais était résolu à abandonner l'Egypte,

Il envoya aux plénipotentiaires français de nouvelles instructions les autorisant à négocier l'évacuation purement et simplement, ne demandant que de pouvoir ramener son armée en France sur des navires turcs et avec des sauf-conduits anglais.

Sur cette base, les négociations furent rapidement menées. Le 24 janvier, les délégués français apposaient leur signature à cette convention (1) qui livrait purement et simplement l'Egypte à l'Empire Ottoman:

1. Convention d'El-Ârish. Martens, R, VII, p. 386.

Aux termes de cette convention un armistice de trois mois était stipulé. Durant cette période, Youssef devait réunir suffisamment de vaisseaux dans les ports d'Alexandrie et de Rosette pour permettre l'embarquement de l'armée française.

L'Egypte devait entre temps être évacuée par les Français petit à petit : les places sur la frontière de Syrie devaient être livrées dans les huit jours (Katieh, Salahieh, etc., etc...).

Le Caire serait occupé par les troupes ottomanes dans les 40 jours, la Haut-Egypte devait être évacuée dans le même délai. Les Français auraient à opérer leur concentration pour l'embarquement dans la Basse-Egypte et le Delta, en deçà de la branche de Damiette.

L'article onze de la Convention portait qu'il serait « délivré à l'armée française tant de la Sublime-Porte « que des Cours ses alliées, c'est-à-dire celles de la « Russie et de la Grande-Bretagne, les passeports, « sauf-conduits et convois nécessaires pour assurer son retour en France ».

Cet article, qui engageait la Grande-Bretagne, que Sidney Smith avait approuvé, mais qu'on avait ômis de lui faire signer, sera, comme nous le verrons, la cause que l'évacuation qui aurait dû se faire dans les trois mois ne s'effectua que plus d'un an après.

Desaix, refusant de prendre la responsabilité d'une pareille abdication de la part de l'armée française,

n'avait voulu signer la convention d'El-Arish que sur un ordre formel de Kléber. Celui-ci, pour se décharger en partie de sa responsabilité, réunit, le 21 janvier, un Conseil de guerre, qui unanimement se prononça pour l'évacuation. Les généraux étaient fatigués de l'Egypte, même ceux qui auraient voulu conserver à la France cette conquête ; aussi, pour appuyer leur résolution, invoquèrent-ils l'état de démoralisation des troupes, oubliant la part de responsabilité qu'ils avaient de n'avoir pas su garder le moral de l'armée intact, alors qu'aucune autre raison que leur propre découragement ne l'avait influencée.

La convention d'El-Arish fut signée le 24 janvier, et l'évacuation commença aussitôt. Un mois après, les places sur les limites du désert, la Haute-Egypte et toute la rive gauche du Nil avec Damiette, étaient entre les mains des Turcs.

Le Caire commençait à être évacué aussi, et les premiers jours de mars la ville devait être remise à Youssef quand, dans le courant du mois de février il se produisit un événement rendant l'abandon de l'Egypte impossible à l'armée française.

L'Angleterre s'était montrée favorable à l'embarquement des Français avec les honneurs de la guerre quand elle apprit que Bonaparte était retourné en France, et elle aurait sûrement approuvé la conduite de Smith et la convention d'El-Arish, mais dans le courant de novembre le Cabinet de Londres eut en

sa possession une copie de la dépêche de Kléber du 26 septembre 1799.

Faisant foi aux allégations du général en chef de l'armée d'Egypte, elle crut réellement que la position des Français était devenue intenable. Il fallait donc profiter de cette situation et n'accepter qu'une capitulation pure et simple des troupes françaises d'Egypte ; celles-ci devaient être retenues prisonnières au lieu d'être débarquées en France, ce qui enlèverait aux armées de la République un appoint de plus de 20.000 hommes des meilleurs soldats du monde.

L'Amirauté, en date du 15 décembre 1799 (1), envoya des instructions secrètes en conséquence à l'amiral commandant en chef les forces de la Méditerranée, Lord Keith, lui interdisant d'accepter pour l'armée d'Egypte autre chose qu'une reddition sans condition. A aucun prix des saufs-conduits ne devaient être accordés, même par l'ambassadeur à Constantinople.

Lord Keith reçut ces instructions le 8 janvier ; il les communiqua de suite à S. Smith, ainsi qu'une lettre pour Kléber l'informant des dispositions du Cabinet de Londres.

Smith reçut à Chypre le 22 février les dépêches de Keith ; il mit aussitôt au courant Poussielgue par une lettre que ce dernier ne reçut que le 8 mars.

1. Martens, S, II, p. 489.

Smith dans cette lettre paraît très affecté de se voir dans l'obligation de manquer à l'engagement pris par lui à El-Arish ; il veut insister auprès de son Gouvernement pour l'amener à composition, et demande aux Français de suspendre l'évacuation et la remise des places aux Ottomans, mais de ne pas reprendre les hostilités, il espère d'ici un mois pouvoir faire honneur à l'engagement qu'il a pris dans la convention du 24 janvier 1800 (art. 11).

Entre temps, le 4 mars, était arrivée en Egypte la réponse du Gouvernement français à la dépêche de Kléber du 26 septembre. Le Gouvernement n'était plus aux mains du Directoire, et la dépêche avait été reçue par le Premier Consul. Nul mieux que lui ne connaissait l'exacte position de l'Egypte ; aussi sa réponse fut qu'il fallait défendre le pays, et que si des négociations étaient en cours il fallait les arrêter. Bonaparte d'ailleurs promettait formellement l'envoi de secours.

Dès lors, Kléber n'hésita plus, son devoir était de rester en Egypte ; il saura défendre le pays confié à sa garde. La nouvelle de Smith annonçant que les Anglais refusaient d'exécuter les engagements d'El-Arish fut donc reçue avec une certaine satisfaction.

Youssef qui restait étranger aux considérations qui avaient fait suspendre du fait des Anglais l'exécution de la Convention du 24 janvier réclamait la remise du Caire. Croyant que les Français refusaient

de tenir leurs engagements, il s'avança comptant s'emparer de la ville par la force, et le 18 mars installait son camp à Matarith.

Kléber sortit du Caire le 20 et se porta au devant des Turcs. Le choc entre les armées fut terrible. Les Français eurent à se battre sept contre un ; ils restèrent néanmoins maîtres du champ de bataille.

Kléber par cette journée d'Héliopolis avait raffermi la situation des Français en Egypte. Cette situation ne tardera pas à être militairement aussi forte qu'avant la Convention d'El-Arish.

En effet, Kléber poursuivit Youssef jusqu'à ce qu'il disparût en Syrie, laissant derrière lui son armée qui s'était débandée. La conquête des places qui avaient été livrées aux Turcs se fit dès lors sans trop de difficultés.

La reprise du Caire fut moins aisée. Pendant la bataille d'Héliopolis, une partie de l'armée turque, ayant à sa tête Ibrahim-bey et un lieutenant de Youssef, s'était infiltrée dans le Caire sur les derrières de l'armée française. Là, Ibrahim et les siens avaient attaqué la garnison (3.000 hommes) que Kléber y avait laissé. Naturellement la présence des Turcs fanatisa le peuple, qui se livra à des excès.

Kléber fut de retour au Caire le 27 mars ; il parvint à opérer sa jonction avec la garnison qui se trouvait enfermée dans la ville. Aussitôt il se mit en devoir de bloquer les insurgés et les Turcs dans le

Caire même. Il eut une résistance acharnée de la part des habitants. Ce ne fut que le 25 avril qu'Ibrahim capitula sur promesse qu'il pourrait se retirer avec ses hommes en Syrie.

Kléber ne se montra pas rigoureux vis-à-vis des habitants qui s'étaient révoltés ; il se contenta de leur faire payer une contribution de 10 millions. Malgré cette mesure de clémence, la position des Français auprès des populations était ébranlée. A la confiance qui régnait du temps de Bonaparte avait succédé une assez grande méfiance.

Kléber avait gagné entre temps un allié important. Le 29 mars, alors que l'insurrection battait son plein, il avait passé un accord avec Mourad-bey.

Mourad s'était trouvé froissé de l'accueil que lui avait fait Youssef.

Ce dernier avait reproché au bey de n'avoir pas su résister aux Français, alors que, à l'approche seule de l'armée turque, ceux-ci demandaient à traiter.

Mourad refusa de se joindre à Youssef et de participer à la bataille d'Héliopolis. Il assista avec ses cavaliers en spectateur impassible à la lutte qui se livrait. Il avait compris que les Turcs ne venaient pas pour rétablir les Mamelouks, mais pour s'emparer du pays au détriment de ces derniers. Aussi après Héliopolis s'offrit-il d'aider les Français à rétablir leur autorité. En échange, il lui fut accordé le Saïd, à titre feudataire. Il devait gouverner cette

province pour le compte des Français desquels il devenait l'allié sincère.

C'était un renversement des alliances.

Maintenant que Kléber avait vu de lui-même quelle était la vraie puissance de l'armée ottomane, il ne songea plus à quitter l'Egypte. Bien au contraire, et suivant les indications laissées par Bonaparte, il fit renforcer tous les points faibles du système de défense du pays, tant sur le littoral que du côté du désert.

Mais il n'eut pas le temps de voir achevée l'œuvre de consolidation qu'il avait entreprise. Le 14 juin 1800, il tombait sous les coups d'un fanatique. Il mourait le même jour, qu'à des centaines de lieues de là, à Marengo, Desaix se faisait tuer.

Le successeur de Kléber fut Menou. Pendant les premiers mois de son administration, le calme fut presque complet en Egypte tant à l'intérieur que sur les frontières.

La confiance renaissait entre les troupes, et les habitants. Les soldats, bien payés et bien traités, se réconciliaient avec le pays.

L'Angleterre, dans le courant du mois de mars, eut connaissance de la convention d'El-Arish, en même temps que des raisons qui avaient amené Smith à la conclure. Aussi le Cabinet de Londres s'empressa de faire parvenir à Lord Keith, en date du 28 mars, de nouvelles instructions (1).

1. Martens, S. II, p. 491.

Sous couleur de tenir les engagements pris par la Sublime-Porte, et pour faire preuve de sa bonne foi, — les Français ayant traité avec S. Smith le croyant muni des pouvoirs nécessaires — l'Angleterre acceptait d'exécuter la convention du 24 janvier, tout en ne la considérant que comme avantageuse pour la France.

Mais elle ne consentait à cette exécution, précisait les instructions, que comme alliée du Sultan et non comme partie. Le résultat le plus clair était qu'elle acceptait de laisser les Français évacuer l'Egypte avec armes et bagages. Elle poussait même la sollicitude à l'égard de la France jusqu'à recommander à Keith de ne rien négliger « pour persuader » aux Turcs et aux Russes « d'adopter les mesures les plus compatibles avec la fidèle observation des engagements contractés envers l'ennemi ».

Keith communiqua ces nouvelles instructions à S. Smith, qui les adressa à Kléber, demandant la reprise de l'exécution de la Convention d'El-Arish purement et simplement.

Cette lettre arriva au Caire à la mi-juin après la mort de Kléber.

Menou y répondit aussitôt annonçant l'assassinat du général en chef, et faisant savoir à Smith qu'il ne pourrait exécuter la convention du 24 janvier que s'il y était autorisé par son propre Gouvernement. C'était un refus déguisé.

Pendant quelque temps, l'Angleterre se tient tranquille et laisse Menou organiser le pays.

Elle paraissait même avoir renoncé à aider les Turcs à reprendre cette province, perdue pour eux depuis si longtemps.

Pourtant un fait nouveau vint modifier l'attitude des Anglais.

Le 5 septembre 1800, Vaubois, après deux ans de blocus, avait capitulé à Malte.

Ceci allait permettre à l'Angleterre, devenue maîtresse de cette île, d'y concentrer des troupes qu'elle pourrait aisément envoyer en Egypte pour essayer d'en déloger les Français.

Vingt mille hommes furent bientôt réunis à Malte sous les ordres d'Abercromby. A ces 20.000 hommes devaient s'ajouter 10.000 Cipayes de l'Inde qui avaient reçu ordre de débarquer à Suez.

Abercromby, prêt vers la fin de décembre, se dirigea sur Jaffa espérant s'entendre avec Youssef, et envahir l'Egypte par le désert. Mais Youssef ne se montrait guère empressé de se mesurer de nouveau avec les Français. Le général se décida donc à agir par ses seuls moyens et de tenter un débarquement près d'Alexandrie. Il comptait sur la supériorité numérique de ses troupes pour venir à bout des Français.

Le 23 février, Abercromby mettait voile sur Aboukir.

Menou avait reçu de toutes parts des nouvelles l'avertissant du projet anglais. Il négligea pourtant de prendre les plus élémentaires mesures de précaution, il laissa les magasins vides d'approvisionnements, ne concentra même pas ses hommes, les laissant disséminés dans le pays.

Le 28 février 180 voiles étaient en vue d'Aboukir ; Menou en eut connaissance, il continua à ne pas bouger.

Dans l'ignorance du plan anglais, il pouvait hésiter à porter ses forces sur la frontière désertique ou sur le littoral ; maintenant il ne pouvait plus douter d'où viendrait l'attaque. Mais, au lieu de concentrer toutes ses troupes et de les envoyer à Alexandrie, ne laissant que de faibles garnisons au Caire et dans les avant-postes du désert, il resta au Caire avec le gros de son armée.

Abercromby, attendant un temps favorable, ne débarqua que le huit mars. Les Français furent trop peu nombreux pour opposer une résistance efficace. Le 13 l'armée anglaise, de 18.000 hommes, se mettait en marche sur Alexandrie.

Le 11 seulement Menou s'était décidé à bouger. Lanusse venu au secours de la garnison d'Alexandrie, avait pourtant réussi à arrêter l'avancée de l'ennemi qui s'était retranché au lieu dit le Camp des Romains, sur les anciennes positions françaises.

Le 21, les Français se trouvant en nombre suffisant,

grâce à la venue de Menou, donnèrent l'attaque aux retranchements anglais. La bataille fut sanglante, Abercromby y fut blessé mortellement et Lanusse tué. Mais l'armée anglaise ne fut pas délogée de ses positions ; elle se trouva seulement très affaiblie.

Menou, au lieu de rappeler à lui toutes les forces éparses dans le pays et d'attaquer de nouveau avec l'avantage numérique de son côté, continua à rester inactif et ne tenta plus rien pour chasser l'envahisseur.

Il attendait des secours de France avant de reprendre le combat. En effet, Ganteaume, avec une armée de secours, avait quitté Brest le 21 janvier 1801. Il était parvenu en Méditerranée sans encombre. Mais là il se laissa bloquer dans Toulon, d'où il ne réussira pas à sortir, malgré plusieurs tentatives qui demeureront infructueuses. Et Menou ne verra jamais arriver les secours attendus.

Hutchinson avait remplacé Abercromby à la tête de l'armée anglaise. Un instant il songea à se rembarquer, découragé par la résistance opiniâtre des Français, qui se trouvaient être plus nombreux qu'on ne l'avait cru.

Mais il changea bientôt d'idée ayant reçu le renfort de 6.000 janissaires tures amenés par le Capitán-Pacha.

En avril, Hutchinson envoya ses 6.000 hommes avec 6.000 Anglais débarqués à Rosette. Le 8 avril,

les hommes qui défendaient cette place, se virent obligés devant la supériorité numérique de l'adversaire, de se retirer à El-Aft abandonnant la rive du Nil à l'ennemi.

Menou aurait dû immédiatement concentrer toutes ses troupes à El-Aft, ne laissant qu'une garnison suffisante pour défendre Alexandrie, car si les défenseurs de Rosette ne pouvaient résister ils seraient obligés de reculer sur le Caire, et l'armée française se trouverait coupée en deux, partie à Alexandrie et partie au Caire.

Menou encore une fois ne prit pas les dispositions nécessaires pour résister à l'ennemi. Le 14 mai, les troupes de Rosette, sous le choc des troupes anglaises et turques combinées, reculaient jusqu'au Caire.

L'Egypte désormais sera perdue pour l'armée française, car coupée en deux et isolée elle ne pourra faire face aux adversaires dont le nombre augmentait sans cesse.

En effet, Youssef, encouragé par le succès des Anglais, s'est décidé à traverser le désert avec 20.000 hommes. Mourad même était mort, et son successeur Osman-bey s'était déclaré contre les Français.

Belliard qui commandait au Caire, avait sous ses ordres 13.000 hommes, mais dont 7.000 seulement étaient valides. Il ne put se décider à abandonner le

Caire et à se porter en avant dans le but de rejoindre Menou.

Il préféra marcher au-devant de Youssef, mais il ne livra pas bataille, effrayé par le nombre d'hommes qui composaient l'armée turque. De retour au Caire, il ne resta plus au général français qu'à traiter la capitulation. En effet, maintenant l'armée turque s'avavançait sur la rive droite du Nil et Hutchinson s'avavançait sur l'autre rive; il n'y avait plus moyen de sortir du Caire, les Français y étaient virtuellement bloqués.

Le 27 juin 1801, Belliard capitulait, et le 31 l'armée française qui défendait le Caire était en marche pour Rosette, d'où elle devait s'embarquer pour la France. Elle avait obtenu de sortir avec les honneurs de la guerre et d'emporter son artillerie et ses munitions (1).

A quelques semaines de là (le 25 août) Menou capitulait à Alexandrie. La convention réglant la reddition et le rapatriement de l'armée française fut signée le 30 août (2). Menou ne fut pas autorisé à enlever ses munitions.

Belliard arriva en France en octobre et Menou en décembre.

Ainsi se termina l'expédition d'Egypte.

Divers traités vinrent sanctionner par la suite l'a-

1. Martens, S. II, p. 502.

2. Martens. S. II, p. 509.

bandon de l'Égypte par les Français et remettre le pays sous la souveraineté de la Sublime-Porte.

Le premier en date est l'acte préliminaire de Londres du 1^{er} octobre 1801 (1). L'Angleterre y stipule dans l'article 5 que « l'Égypte sera restituée à la Sublime-Porte, dont les territoires et possessions seront maintenus dans leur intégrité »; on remarquera la mention spéciale qu'il y est fait de l'Égypte. C'est sans doute sa situation particulière qui lui vaut de ne pas être comprise tacitement, ainsi que le serait toute autre province, dans les termes si généraux de « territoires et possessions ».

Ceci est d'autant plus frappant que l'article suivant (VI) des préliminaires relatifs au Portugal s'exprime ainsi : « Les territoires et possessions » de Sa Majesté très fidèle seront maintenus dans leur intégrité ».

Les préliminaires de paix entre la France et la Turquie en date du 9 octobre 1801, dans leur article premier, s'expriment dans les mêmes termes que l'article 5 des préliminaires de Londres, sauf qu'on y trouve l'expression de « province de l'Égypte ».

On comprendra que la Porte ne pouvait accepter d'autre qualificatif à l'Égypte, au moment surtout où elle espérait s'emparer de l'autorité des Mamelouks et rétablir sa souveraineté intérieure comme au xvii^e siècle.

1. Martens, S. II, p. 543.

A son tour le traité d'Amiens (1) réglant définitivement les conditions de paix (27 mars 1802) stipule dans son article 8 que « les territoires, possessions et droits de la Sublime-Porte sont maintenus dans leur intégrité tels qu'ils étaient avant la guerre ».

Il n'est pas fait mention spéciale de l'Egypte comme dans l'article 5 des préliminaires de Londres, mais on y relève le terme de « droits » de la Sublime-Porte, alors que l'article suivant s'appliquant au Portugal ne parle que « des territoires et possessions » de Sa Majesté très fidèle.

On pourrait se demander si les mots « droits de la Sublime-Porte » ne s'appliquent pas aux droits du Sultan sur l'Egypte, qui par sa situation d'autonomie, telle qu'elle était avant la venue des Français, ne permettait pas de considérer ce pays comme une simple province faisant partie de l'Empire Ottoman, mais comme un pays sur lequel la Sublime-Porte exerçait des droits particuliers.

Sans attacher une grande importance aux termes employés dans les traités, nous nous cantonnons surtout dans le domaine des faits et des réalités, nous nous contentons de signaler les termes usités au sujet de l'Egypte, sans en tirer aucune conclusion péremptoire. Constatant simplement qu'ils ne viennent en rien contredire la définition³ que nous nous sommes

1. Martens, S. II, p. 563.

appliqué à rechercher sur la situation de droit international de l'Égypte à la fin du XVIII^e siècle.

Définition confirmée dans le domaine des faits, ainsi que nous l'avons vu par le plan politique qu'avait envisagé Bonaparte pour établir la domination française en Égypte.

Dans le présent chapitre, nous avons dû nous borner à esquisser rapidement les grandes lignes de l'expédition d'Égypte, sans entrer dans les détails qui sont beaucoup plus du domaine militaire que du cadre juridique de notre ouvrage.

Néanmoins, nous n'avons pas cru devoir nous contenter de faire mention seulement de l'expédition française, sans nous y arrêter quelques instants.

La période qui va de 1789 à 1801 ne constitue pas uniquement une période accidentelle dans l'histoire des rapports de l'Égypte avec la Turquie ; elle marque aussi le commencement d'une ère politique nouvelle pour l'Égypte.

Jusque-là la Porte seule s'était occupée de l'Égypte en sa qualité de puissance suzeraine ; désormais de nouveaux éléments se trouveront mêlés à la question égyptienne. Celle-ci cessera d'être une question propre à l'Empire Ottoman pour devenir une question européenne.

Deux grandes puissances rivaless chercheront en Égypte l'achèvement d'intérêts contraires.

L'Angleterre, dans le but de maintenir ouverte la

route des Indes, ne pourra tolérer qu'une puissance européenne prenne une influence prépondérante dans la vallée du Nil. Elle ne pourra accepter non plus que l'autorité souveraine en Egypte soit suffisamment forte pour jamais lui couper la route de Suez. Sa politique va être, quand elle interviendra en Egypte, d'y affaiblir la puissance souveraine. Tantôt elle prendra parti pour les beys et leur administration autonome contre la Porte, jugeant les beys moins susceptibles de lui barrer la route de l'Inde. Tantôt au contraire elle s'alliera à la Porte, et sous prétexte de maintenir l'intégrité de l'Empire Ottoman, s'opposera à l'établissement d'un pouvoir souverain fort et indépendant en Egypte, le détenteur de ce pouvoir pouvant, plus que le Sultan, être un danger pour ses communications d'Orient.

La politique anglaise cherchera l'amoindrissement du pouvoir souverain en Egypte. Et pour arriver à ses fins elle empêchera toujours la concentration de tous les droits de souveraineté sur le pays entre des mains uniques.

Pour la France aussi l'intérêt de la question égyptienne n'était pas moindre que pour l'Angleterre.

La France, puissance méditerranéenne plus que tout autre, désirait avoir la maîtrise du bassin méditerranéen. Avec la possession de l'Egypte, non seulement elle arriverait à cette fin, mais encore elle

se trouverait en possession d'un atout redoutable contre l'Angleterre.

Le plan de Bonaparte ayant échoué grâce à l'appui donné par les Anglais aux Ottomans, la France devait renoncer à s'établir en Egypte. Sa politique devra être désormais celle d'acquérir sur ce pays le plus d'influence possible ; sa politique devra être aussi d'aider de tout son pouvoir à fortifier les droits des détenteurs réels de l'Egypte afin d'avoir en eux des alliés utiles.

La France cherchera autant que possible à appuyer la constitution en Egypte d'une autorité souveraine assez puissante pour lui être une alliée à opposer utilement à l'Angleterre.

Alors que celle-ci cherchera à affaiblir le pouvoir souverain en le démembrant, la France essaiera au contraire de le rendre en fait et en droit aussi indépendant et par suite aussi fort que possible.

C'est de cette politique opposée que naîtra l'antagonisme entre la France et l'Angleterre sur la question égyptienne, et qui amènera continuellement l'immixtion de ces deux puissances dans les affaires d'Egypte.

L'occupation de l'Egypte par les Français en 1799 est la première phase de cette longue lutte que mèneront les Cabinets de Londres et de Paris, lutte qui ne se terminera que par le traité franco-anglais de 1905, et d'où la France se montra, du fait de ses

gouvernants, trop souvent, et c'est regrettable pour l'Egypte, au-dessous d'elle-même.

Cette rivalité politique qui naquit en 1799 a eu trop d'importance sur les événements futurs qui réglèrent le régime international de l'Egypte, pour qu'il nous fut permis de ne pas nous arrêter quelques instants sur les faits (allant de 1799 à 1801), montrant pour la première fois la France et l'Angleterre aux prises sur la terre d'Egypte, et de nous y arrêter autrement que comme sur une simple période de transition entre le gouvernement des beys et celui de Mohamed-Ali.

CHAPITRE III

L'ÉGYPTE CONQUÊTE D'UN HOMME

ACCÈS AU POUVOIR DE MOHAMED-ALI

Après le départ des Français, la situation de l'Égypte, au lieu de s'éclaircir, se compliquera d'une façon inextricable.

Différentes forces mues par des intérêts contraires occupaient le pays.

La Turquie d'une part aurait voulu ressaisir le gouvernement, et enlever aux Mamelouks jusqu'à l'espoir de reprendre leur ancienne souveraineté sur le pays.

Les beys, d'autre part, refusaient de se laisser dépouiller de ce qu'ils estimaient devoir leur revenir. L'Angleterre avait aussi son mot à dire ayant contribué à chasser les Français. Son jeu n'était pas très net ; elle paraissait d'accord avec la Porte, mais elle n'en soutenait pas moins les Mamelouks, semblant désireuse de les voir conserver avec leur indépendance le gouvernement de l'Égypte.

Les troupes du Grand-Vizir occupaient le Caire et la Haute-Egypte. Elles se composaient des éléments les plus hétéroclites ; certains, tels que les Albanaï, échappaient entièrement à l'autorité directe des officiers turcs, ne reconnaissant que leurs seuls chefs qui en disposaient à leur gré.

Ces troupes albanaises jouèrent un grand rôle dans la bataille de Rahmanieh, en forçant les défenseurs de Rosette de se replier sur le Caire, elles joueront un rôle plus considérable encore dans l'avenir, et pèseront grandement sur les destinées de l'Égypte, appuyant tantôt les Turcs, tantôt les Mamelouks, suivant en cela l'intérêt de leurs chefs. Elles finiront par assurer à l'un des leurs la maîtrise de ce pays, à l'encontre de tous les autres compétiteurs.

Les Anglais occupaient les ports : Alexandrie et Rosette, ainsi que la ville de Damanhour. De plus, les 6.000 Cipayes qui avaient débarqués à Cosséir pour chasser les Français étaient campés aux Pyramides, à Guizeh, aux portes du Caire.

Non loin, les beys, avec 4.000 Mamelouks, sous les ordres d'Osman-bey, successeur de Mourad, surveillaient les événements.

A Constantinople, on cherchait à tout prix à se débarrasser des Mamelouks. Le Grand-Vizir et le Capitan-Pacha auraient été grandement félicités s'ils parvenaient à anéantir les beys. Mais obligée de cacher son jeu par égard pour l'Angleterre, la Sublime-

Porte soumettait à Lord Elgin, ambassadeur à Constantinople, un projet auquel celui-ci parut souscrire. Elle offrait aux principaux beys des apanages dans les provinces turques d'Europe, ce qui l'aurait laissée seule maîtresse en Egypte.

Ce n'était là que le plan apparent de la Sublime Porte ; son plan secret consistait à faire massacrer purement et simplement les Mamelouks.

Dans ce but, le Capitan-Pacha attira dans son camp d'Aboukir bon nombre de beys, sous prétexte de négociations. Il leur tendit un guet-apens, où la plupart trouvèrent la mort ; les rares survivants furent embarqués à bord de vaisseaux turcs et retenus prisonniers.

Osman-bey périt dans cette journée. El-Bardissy, le plus influent d'entre les Mamelouks, était parmi les prisonniers.

Le Grand-Vizir de son côté faisait arrêter Ibrahim-bey, le compagnon de Mourad, et les autres beys qui se trouvaient au Caire. Il envoya dans la Haute-Egypte un de ses officiers albanais Taher-bey pour s'emparer de Mohamed-bey-el-Elfy.

Mais les généraux anglais intervinrent tant près du Capitan-Pacha que près du Grand-Vizir, ils exigèrent et obtinrent qu'on relachât tous les beys emprisonnés.

El-Bardissy fut renvoyé à Alexandrie. La Porte avait manqué son coup. Elle allait avoir à soutenir

une lutte ouverte contre les Mamelouks, lutte qui ne sera pas toujours à son avantage.

Le Capitan-Pacha n'hiverna pas à Aboukir ; il quitta l'Egypte après avoir obtenu pour son favori, Mohamed-bey-Houssouf, le pachalik du Caire.

Houssouf se rendit au Caire (1) pour assumer le gouvernement du pays. Le Grand-Vizir qui, depuis le départ des Français, en avait organisé l'administration, transféra au nouveau pacha le gouvernement ainsi que le commandement de l'armée, et à son tour il quitta les rives du Nil.

L'Egypte semblait donc redevenue ce qu'elle était au xvi^e siècle : un simple pachalik de l'Empire Ottoman, mais il fallait compter avec les beys.

Ceux-ci s'étaient réfugiés dans la Haute-Egypte et par Guizeh menaçaient le Caire. Ils n'étaient nullement disposés à se laisser déposséder du gouvernement et étaient prêts à lutter pour reprendre leur ancien pouvoir indépendant.

Houssouf, agissant pour la Sublime-Porte, engagea contre eux une lutte sans merci. Les Mamelouks au début furent chassés de Guizeh par Hassan-Pacha. Ils avaient été trompés par les Anglais ; ceux-ci leur avaient promis d'appuyer leurs revendications, et, au lieu, ils quittaient Guizeh les abandonnant aux coups des Turcs.

1. En février 1802.

Ibrahim-bey et Osman-el-Bardissy cherchèrent alors secours en se tournant vers Bonaparte. Ils lui envoyèrent par un émissaire une lettre le suppliant de les aider à rétablir leur pouvoir, qu'il avait détruit :

« Aidez-nous, disaient-ils, par votre médiation
« auprès de la Sublime-Porte. Nous nous soumet-
« trons aux conditions qu'il vous plaira de nous
« imposer, et pour vous témoigner notre reconnais-
« sance de vos bons offices, nous ferons jouir le com-
« merce de votre nation des privilèges les plus
« étendus ».

Bonaparte était trop éloigné pour pouvoir porter un secours efficace aux beys ; d'ailleurs, ses relations avec Constantinople ne lui permettaient pas de prendre leur parti ouvertement. Néanmoins, il s'établit entre la France et les beys des relations cordiales qui permirent à cette nation de gagner de l'influence dans le pays.

La lutte entre les beys et Housouf-Pacha fut acharnée. Les Mamelouks commirent de tels ravages dans le Fayoum et ensuite dans la Basse-Egypte que la Pacha d'abord intraitable consentit à négocier avec eux. Il leur offrit en apanage tout le pays allant de Esneh aux confins de l'Egypte. Les beys demandèrent en plus la province de Guizeh.

Housouf, tout en négociant, aurait voulu porter un coup définitif qui réduirait les beys. Il envoya

contre eux son Kiaya à la tête d'une puissante armée, bientôt renforcée par les troupes albanaises sous le commandement d'un de leurs chefs, Mohamed-Ali. (1)

Le choc entre Mamelouks et Turcs eut lieu en décembre 1802 devant Damanhour.

El-Bardissy à la tête des beys remporta une victoire éclatante. Le Kiaya battu se retira au Caire, accusant de sa défaite Mohamed-Ali, qui n'était pas intervenu dans la lutte.

A la suite de cette journée, le chef albanais se voyant disgracié par Houssouf, se tient avec ses hommes à l'écart de tout mouvement, attendant le moment favorable pour agir au mieux de ses intérêts.

Les Anglais, entre temps, avaient finalement évacué Alexandrie remettant la ville au gouverneur turc Kourchid ; ils emmenèrent avec eux le bey mamelouk El-Elfy. Ce bey s'était montré leur ami et ils comptaient se servir de lui pour leur politique.

Les beys, après la journée de Damanhour, se retirèrent de nouveau dans la Haute-Egypte, à Minyeh, coupant les communications entre le Caire et Guizeh.

Houssouf rappela alors au Caire Taher et ses Albanais pour les jeter à la poursuite des beys. Mais les Albanais mécontents du Pacha, qui ne leur payait

1. *Bibliographie albanaise*. Voir Mouriez, t. I.

pas leur solde, se révoltèrent. Leur chef prit la tête du mouvement, s'empara de la citadelle obligeant le Pacha à s'enfuir au Caire. Taher se fit alors nommer par l'assemblée des cheiks Kaïmakam (c'est-à-dire remplaçant) du gouverneur en attendant les ordres de Constantinople.

Pour la première fois, nous voyons apparaître distinct des Turcs ce nouvel élément : les Albanais, qui viendront aussi disputer aux beys et à la Porte la possession de l'Égypte.

Taher fut assassiné quelques jours après son coup de force par les Osmanlis qui à leur tour réclamaient leur solde.

Le principal chef des Albanais était maintenant Mohamed-Ali ; si, depuis Damanhour, il était resté inactif, nous allons le voir prendre parti et même changer de parti au gré de ses intérêts.

Les beys avaient été appelés par Taher qui, après son coup d'Etat, comptait sur leur appui. Ils étaient descendus vers le Caire et campaient à Guizeh (25 mai 1803). Mohamed-Ali s'approcha d'eux et pactisa avec Ibrahim-bey.

A la mort de Taher, le Caire avait reconnu comme Kaïmakam un certain Ahmed-Pacha, qui était de passage pour se rendre à son gouvernement en Arabie à Yambo. Mais Mohamed-Ali, refusant de lui reconnaître le droit de s'immiscer dans les affaires du pays, s'empara de sa personne.

Ibrahim-bey et Mohamed-Ali, les nouveaux alliés, restaient maîtres de la situation. Ils entrèrent au Caire et la Citadelle fut occupée par les Mamelouks. Ceux-ci, après de longues années, se trouvaient de nouveau maîtres du Caire, mais ils avaient encore beaucoup à faire pour anéantir les forces turques restant dans le pays.

Stamboul était loin de renoncer à tout espoir de redevenir maîtresse dans son ancienne province.

Il fallait commencer, pour les beys, par réduire Houssouf-Pacha, qui s'était réfugié à Damiette où il s'était fortifié. En juillet (1803), Mohamed-Ali, à la tête de ses Albanais, et Bardissy à la tête des Mamelouks, en tout 100.000 hommes, donnèrent l'assaut au camp de Damiette. Houssouf se vit obligé (1) de capituler et fut envoyé prisonnier au Caire.

Hassan-bey, qui tenait toujours Guizeh pour le compte de Houssouf, dut à son tour évacuer cette province.

Durant ces événements, la Porte ne resta pas inactive ; elle envoya à Taher des ordres nommant Ahmed-Pacha de Yambo gouverneur du Caire, aussitôt qu'elle eut appris la dépossession de Houssouf. Mais craignant de voir l'Egypte lui échapper encore une fois, elle y nomma Pacha, un homme énergique, Ali-el-Djzaïrby, qui débarqua à Alexandrie le 8 juillet 1803.

1. Vers le 23 juillet.

Ali-Pacha aurait voulu prendre possession du siège de son gouvernement au Caire.

Mais les beys lui signifièrent nettement qu'ils étaient redevenus les maîtres de la ville et qu'ils n'avaient pas l'intention d'en abandonner la possession. La Porte avait refusé de négocier avec eux, à leur tour ils ne voulaient rien entendre. D'ailleurs, disaient-ils, les cheiks les avaient appelés pour défendre les habitants contre les Turcs et leurs soldats. Ils acceptaient de causer, mais cela ne les empêchait pas d'agir. Ils préparaient une action contre Rosette, encore en possession des Ottomans.

Bardissy et Mohamed-Ali, venus de Damiette, avaient concentré leurs forces à Ramanyeh. Le 30 juillet, ils s'emparaient de Rosette (1).

Les alliés, Albanais et Mamelouks, s'apprêtèrent ensuite à entreprendre une nouvelle action en s'emparant d'Alexandrie. En septembre, les forces de Bardissy et de Mehemet-Ali s'assemblaient dans ce but à Damanhour.

La situation des beys malgré leurs succès n'en restait pas moins précaire. Les chefs n'étaient pas unis et les dissensions pouvaient être fatales à leur cause. De plus, les Albanais étaient des alliés d'une sûreté douteuse, ne cherchant que leur intérêt : ils pou-

1. Le fort Julien résista jusqu'au 12 août. Le frère d'El-Dja-zairby qui commandait la place fut fait prisonnier.

vaient passer à l'adversaire. Enfin, El-Djazaïrby tenait toujours Alexandrie où il s'était retranché.

Bientôt, en effet, malgré la réussite des opérations à Damiette et à Rosette, Mohamed-Ali pensa qu'il était préférable pour lui de retourner au Caire. Prétextant la pénurie des vivres et le manque d'argent, le 16 septembre, emmenant ses hommes, il quitta Damanhour.

Bardissy, se souciant peu de rester seul, reprit aussi le chemin du Caire, qu'il atteignit le 24 septembre, avec ses mamelouks.

Les beys lui firent une réception triomphale.

La première manche de la partie qui se disputait pour la possession de l'Egypte s'achevait donc par une victoire incomplète des beys. La puissance vassale refusait de laisser l'autorité suzeraine empiéter sur ses droits.

La lutte devait se continuer. La Porte ne renonçait pas aussi facilement à atteindre un but, longtemps hors de sa portée, et qui finalement, grâce à un concours de circonstances exceptionnelles, se trouvait être presque atteint.

Depuis longtemps, elle n'avait été en mesure de faire respecter ses droits de souveraineté par le gouvernement indépendant des beys, aujourd'hui elle voulait profiter de la présence de son armée en Egypte et de l'affaiblissement des beys après leur lutte contre les Français.

Un échec ne devait donc pas décourager Ali-Pacha ; la situation pour la Turquie était plus favorable qu'elle ne l'avait jamais été depuis longtemps, il fallait en profiter.

Le Pacha voyant que par la force il ne viendrait pas à bout des mamelouks, leur fit des offres de conciliation.

Les beys, en réponse, l'invitèrent à venir négocier au Caire. Mais cela en lui imposant un itinéraire déterminé et en limitant le nombre d'hommes qui pouvaient l'accompagner. Le 18 décembre 1803, Ali se mit en route pour le Caire. En chemin, ses menées suspectes éveillèrent l'attention de ses adversaires. En effet, Ali, sous des dehors pacifiques, complotait leur perte. Les mamelouks, convaincus du danger qu'ils courraient si Ali atteignait le Caire (car il emmenait avec lui, non pas les 1.000 hommes fixés par eux, mais toutes ses troupes) décidèrent de prendre les devants et de l'attaquer. Le 19, ils sortirent du Caire avec leurs alliés les Albanais, et se portèrent à la rencontre des Turcs. Après un combat désastreux pour lui, Ali dut se rendre à Bardissy, qui le fit assassiner peu après (le 31 janvier 1804).

Bardissy et Mohamed-Ali retournèrent au Caire. Désormais, pour quelque temps les beys, avec l'aide des Albanais et de leurs chefs, auront retrouvé leur ancien pouvoir indépendant. La puissance de la

souveraineté suzeraine n'était plus en mesure de leur imposer ses lois.

Leur gouvernement fut pourtant troublé par le débarquement de Elfy-bey, qui arrivait d'Angleterre assuré de l'appui du Cabinet de Londres, qui croyait le moment venu d'abattre cet atout. Pour l'Angleterre, mettre l'Egypte entre les mains d'un homme dévoué à sa cause eut été un grand succès politique.

Malheureusement pour elle, il y avait une grande rivalité entre Bardissy, le vrai chef des mamelouks, et Elfy. Aussi celui-ci décida-t-il, de concert avec Mohamed-Ali, et sur ses conseils, de se débarrasser du nouvel arrivant. Mohamed-Ali et Bardissy se mirent une fois de plus en campagne, et après avoir détruit les forces des partisans et des beys de la maison d'El-Elfy, obligèrent ce dernier à prendre la fuite et à chercher refuge chez les Arabes de la province de Charkieh.

De jour en jour l'influence des Albanais grandissait. Ils constituaient le principal appui des beys, aussi devenaient-ils de jour en jours plus exigeants. Sans cesse s'agitant, sans cesse présentant aux beys des doléances. Et toujours réclamant leur solde de façon menaçante.

Mohamed-Ali, depuis qu'il avait aidé les beys à renverser Houssouf et à défaire Ali et Elfy, passait pour le plus sûr soutien du gouvernement des

beys. Bardissy gouvernait de concert avec lui et l'amitié des deux chefs paraissait sincère.

En réalité, Mohamed-Ali, celait ses véritables intentions. Il suivait depuis longtemps une politique bien déterminée et toute personnelle. S'il faisait le jeu des beys, après avoir fait celui de la Sublime Porte, c'est qu'en réalité il n'avait en vue que la satisfaction de sa propre ambition.

Il avait contribué à renverser Houssouf, représentant du Sultan, parce qu'il savait qu'en s'alliant aux beys il pourrait acquérir une plus grande autorité qu'en restant attaché aux Turcs. Ceux-ci, le considérant comme un étranger, le laisseraient cantonné dans son commandement hors d'état d'atteindre au pouvoir.

Maintenant qu'il avait acquis une influence prépondérante, qu'il était bien vu par les cheiks, qu'il avait su capter la sympathie des habitants du Caire, l'heure était venue d'écarter les beys et de replacer au gouvernement du Caire un homme à lui, mais représentant le Sultan, c'est-à-dire l'autorité suzeraine, et de s'appuyer sur cette autorité afin de gouverner l'Egypte en maître.

Mohamed-Ali, pour gagner l'appui des habitants, avait su toucher en eux la seule corde sensible.

Les Egyptiens, depuis si longtemps accoutumés à avoir des étrangers pour maîtres et à voir ces étrangers se battre pour la possession d'un bien qui ne

leur appartenait pas, ne prenaient jamais part à leurs querelles. Le peuple pour éviter des représailles faisait toujours bon accueil aux vainqueurs.

Il n'y avait qu'une chose qu'elle n'acceptait pas et qui faisait se révolter cette population pacifique, c'est quand le vainqueur, après l'avoir tondue, voulait l'écorcher. Alors, les habitants du Caire surtout, semblaient secouer leur indifférence, et devenaient d'une turbulence extraordinaire.

On se souvient que la première révolte du Caire contre les Français de Bonaparte n'avait eu d'autre cause que l'établissement d'un impôt nouveau.

Alors que le peuple acceptait en silence les abus les plus criants, et qu'il supportait toutes les tyrannies et tous les maîtres, il se révoltait quand on voulait fouiller trop profondément dans sa bourse.

Mohamed-Ali le comprit et sut fort habilement manœuvrer de façon à rendre les beys odieux aux habitants ; à se faire de ces derniers des partisans.

Les finances des Mamelouks étaient très basses. Le pays continuellement pressuré, soit par les Turcs, soit par eux, ne pouvait presque rien donner. La contrée la plus prospère, quand elle est dévastée par la guerre, ne donne pas plus que la contrée la plus aride. Aussi Bardissy se trouvait-il fort en peine pour payer la solde des troupes. Celle-ci était toujours arriérée.

Les Albanais réclamaient le paiement de leur dû,

et Bardissy pour ne pas les mécontenter ayant besoin de leur appui, levait des impôts extraordinaires sur les diverses corporations, sur les cheiks, sur les ondjaklys, sur tout. Personne n'échappait à ces exactions.

Le 24 février, Mohamed-Ali, à la tête de ses Albanais, se rendit une fois de plus auprès de Bardissy réclamer la solde arriérée. Bardissy ordonna de nouveaux impôts. Le peuple se souleva et s'assembla à El-Azhar, pour protester contre cette nouvelle taxe. L'effervescence était grande, Mohamed-Ali, après avoir allumé l'incendie, se rendit en personne sur les lieux où les manifestations étaient les plus graves. Il causa avec les ulémas et finit par promettre qu'on ne lèverait pas les nouveaux impôts, ce qui lui valut une grande popularité.

Ainsi, tout en réclamant son dû, Mohamed-Ali sut rendre les beys impopulaires, et sans compromettre sa popularité et celle des Albanais au profit direct de qui était faite la levée des impôts.

Puis estimant le terrain suffisamment préparé pour tenter un coup de force, Mohamed-Ali, le 12 mars, fit brusquement attaquer par ses troupes les maisons de Bardissy et d'Ibrahim. Ceux-ci, ainsi que les autres beys, parvinrent, malgré la surprise de l'attaque, à se frayer un passage entre les bandes de leur allié de la veille et gagner la campagne.

Le 13 mars, le Caire était vide des beys. Mohamed-

Ali commença par extraire Houssouf-Pacha de sa prison et le fit proclamer par le Cadi et le Divan, gouverneur de l'Egypte. Deux jours après, se ravisant et revenant à une première idée, il éloignait Houssouf, lui faisant prendre par Rosette le chemin de Constantinople, et appelait au Caire le gouverneur d'Alexandrie, Kourchid-Pacha, pour l'élever au poste de gouverneur de l'Egypte.

Ainsi donc, pour la deuxième fois, Mohamed-Ali, à lui seul réglait le sort du pays. Une première fois, et grâce à son astuce, les beys avaient repris leur gouvernement indépendant et avaient pu engager une lutte ouverte contre la S.-P., qui leur contestait leur pouvoir souverain. Maintenant, et toujours grâce à lui, le gouvernement se trouvait arraché des mains des beys et remis au représentant de l'autorité du Sultan.

Il peut sembler que l'élévation de Kourchid au pachalik d'Egypte ne soit qu'une phase de la lutte pour la souveraineté de l'Egypte, lutte que, depuis le départ des Français, se livrent Turcs et Mamelouks.

En réalité, il y a plus : dès ce moment, la personnalité de Mohamed-Ali, se pose au premier plan. En chassant les Mamelouks, il n'a pas travaillé pour le Sultan.

Désormais, c'est lui et non la Porte, qui sera le principal adversaire des beys.

La Porte au nom de qui il agit par la suite, ne sera qu'un prétexte légitimant son action.

La souveraineté qu'il a arrachée aux beys en les chassant du Caire, il va lutter pour se la conserver personnellement, la laissant seulement en nom à la Sublime-Porte, car cette souveraineté la Porte ne pourra l'exercer que par son intermédiaire. Lui seul en sera le délégué et ne tolérera pas qu'on y touche, ou qu'un autre soit délégué à sa place.

Les combats qu'il va livrer contre les beys seront des combats dans lesquels son intérêt se trouvera engagé plus profondément que celui du Sultan. Ce dernier pouvait se contenter d'un partage des droits souverains, lui ne peut accepter aucun partage. Au nom du Sultan, il réclamera la plénitude de la souveraineté intérieure qui lui est personnellement nécessaire pour être le maître en Egypte.

La lutte en réalité n'est plus entre les beys et le Sultan, mais entre les beys et Mohamed-Ali.

L'élévation de Kourchid est donc bien le premier acte de cette nouvelle phase de la lutte qui se livre en Egypte. Ceci explique que la situation de Kourchid ne devait pas être plus inébranlable que n'avait été solide la position des Mamelouks, car il allait avoir à lutter, et contre les beys retirés dans la Haute-Egypte et, adversaires encore plus redoutables, contre la soldatesque indisciplinée. Celle-ci avait renversé Houssouf; par ses réclamations elle avait rendu

impopulaire le gouvernement des beys et elle allait causer la perte de Kourchid. Le firman d'investiture du nouveau Pacha parvint au Caire le 1^{er} mai ; le 12, il prenait possession de la Citadelle, qui jusque-là était restée au pouvoir des Albanais.

La lutte ne tarda pas à reprendre aussitôt entre Turcs et Mamelouks. Les beys auraient voulu reprendre le Caire. Pendant longtemps la ville se trouva pratiquement bloquée par eux. Ils tenaient le pays environnant, harcelant sans cesse les avant-postes et interceptant toutes communications. La situation des habitants était des plus pénibles, le manque de vivres se faisait sentir, les impôts continuaient à peser de plus en plus fortement, toujours pour satisfaire à la solde des troupes albanaises et turques.

Mohamed-Ali, pendant cette période, avait continué à faire son devoir de chef militaire. A plusieurs reprises, il attaqua les beys. Il les chassa même jusqu'aux confins de Kalioubieh. Ce qu'il avait fait pour Bardissy, il le faisait maintenant pour Kourchid.

Il espérait que par ces frottements continus les deux forces qui se disputaient l'Egypte s'useraient, s'affaibliraient. Et de leur affaiblissement naîtrait sa force à l'heure voulue.

Le 30 juillet, les Mamelouks, las de tournoyer autour du Caire, se retirèrent dans la Haute-Egypte. Bardissy et le gros des beys occupa Minyeh, tandis qu'Elfy-bey et Osman-bey Hassan se tenaient peu

éloignés, chacun agissant pour son compte. Des intérêts communs et des ennemis communs n'avaient pas réduit les rivalités existant entre les différents beys et surtout entre Elfy et Bardissy, ce qui n'était pas une des moindres causes de leur faiblesse.

Kourchid s'empressa de les faire attaquer là où ils s'étaient retirés. Il rassembla une armée à Torah à la tête de laquelle il mit son sélikdar.

Mohamed-Ali, avec ses Albanais, venait en seconde ligne, il devait écarter Elfy qui tenait le Fayoum et protéger le flanc de l'armée turque.

Le 18 juillet, alors que le Caire était encore bloqué, arriva un firman enjoignant à Kourchid d'organiser une campagne contre les Wahabytes en Arabie ; par la même occasion la Porte adressait un firman à Mohamed-Ali, lui enjoignant ainsi qu'à ses Albanais de rentrer dans leur foyer. Elle leur accordait le pardon des fautes passées, leur rappelant que c'était par leurs agissements que les beys s'étaient ressaisi du gouvernement de l'Egypte (1). Elle se rendait compte du danger que faisait courir à son gouvernement la présence de ces troupes indisciplinées. Elle voulait supprimer cette cause de faiblesse.

Mais Mohamed-Ali se souciait peu de quitter l'Egypte, aussi se garda-t-il bien d'obéir, après avoir

1. « Quelques mal intentionnés parmi vous ont fait retomber ce pays sous la puissance des Mamelouks », Mangin, t. I, p. 132.

fait mine de se soumettre. La nouvelle de son départ avait d'ailleurs fortement ému la population, qui le considérait comme le seul homme pouvant la protéger comme les excès des troupes.

Kourchid, renonçant à écarter les Albanais fut heureux de pouvoir les éloigner du Caire en les envoyant contre les beys.

Mohamed-Ali ne partit pour la Haute-Egypte qu'en novembre 1804; il alla renforcer l'armée du Sélekdar qui s'était fait battre par Bardissy.

Les Turcs, du mois de décembre 1804 au mois de mars 1805, tentèrent en vain d'enlever Minyeh, victorieusement défendue par les beys; mais ceux-ci las de combattre derrière des murs, abandonnèrent la ville et se retirèrent vers Siout (15 mars) espérant attirer l'armée turque en rase campagne.

Kourchid, entre temps, gouvernait au Caire, où la tranquillité était revenue depuis l'éloignement des Mamelouks et des Albanais.

Mais ce calme ne devait pas être de longue durée. Kourchid, pour pallier, la puissance des troupes albanaises, voulait leur opposer d'autres troupes à lui, afin de ne pas être à la merci de chefs tels que Mohamed-Ali, qui par leur action sur les ulémas et les cheiks étaient devenus très populaires. Dans ce but, le Pacha se fit envoyer de Constantinople une force de 3.000 Delhys, bandes de Kurdes encore plus indisciplinés que les forces albanaises.

Ces hommes furent cantonnés dans le vieux Caire (23 février).

Mohamed-Ali, apprenant ce qui se passait, quitta Minyeh, comme il avait quitté Damanhour, et retourna au Caire.

Kourchid tenta de s'opposer par la force à ce retour. Il fit fortifier Guizeh et Tourah, qu'il fit occuper par ses Delhys. Mais quand Mohamed-Ali se présenta le 18 avril à Tourah ces troupes se retirèrent sans opposer de résistance et il put entrer au Caire sans difficulté.

Au Caire, Kourchid fit interdire aux cheiks d'aller présenter leurs hommages au chef des Albanais; il traitait ce dernier de rebelle pour avoir quitté la Haute-Egypte. Mohamed-Ali ne s'en installa pas moins au Caire.

Ainsi, pour la première fois, le gouvernement au pouvoir rompait l'alliance avec les Albanais, et voulait les maîtriser. Cette politique ne devait pas réussir.

Bientôt en effet la population, mise à contribution, continuellement pillée par les troupes turques et maintenant encore plus par les Delhys, se rallia autour des ulémas et des cheiks et se révolta les armes à la main.

Le premier mouvement iusurrectionnel eut lieu le 30 avril, Kourchid demanda aux ulémas un délai de dix jours pour rétablir l'ordre et satisfaire aux

demandes des habitants. Les cheiks acceptèrent cette trêve. Mohamed-Ali en profita pour lier de plus étroites relations avec les cheiks et ulémas. Maître de ses troupes, il leur défendit de commettre des déprédations à l'encontre des habitants et de leurs biens.

De son côté Kourchid tenta de rappeler les Delhys et ses hommes à une meilleure conduite. Ce fut en vain, il ne put maîtriser leur indiscipline qui alla en augmentant.

Le 10 mai 1805, la situation s'aggravant, les cheiks décidèrent d'agir ouvertement. Le 14, ayant à leur tête leur chef, Sayed-Omar Makram, ils se rendirent chez Mohamed-Ali qui venait d'être nommé Pacha de Gedda, encore un moyen de l'éloigner du Caire, pour lui demander de prendre les fonctions de gouverneur, car ils avaient décidé de déposer Kourchid en raison de sa mauvaise administration.

Le choix fait par les cheiks et les ondjaklys fut confirmé par le Cadi, et Mohamed-Ali fut proclamé gouverneur d'Egypte. Mais Kourchid refusa de descendre de la Citadelle et de céder sa place, fort qu'il était de sa nomination du fait de la Sublime-Porte.

Malheureusement pour lui, comme l'écrit M. Mengin, consul de France en Egypte, « l'audace avait succédé à la crainte », et les habitants étaient décidés à imposer le gouverneur qu'ils avaient choisi.

L'âme de ce mouvement populaire était le cheikh

Sayed Omar-Macram ; d'accord avec Mohamed-Ali, il procéda à l'investissement de la Citadelle, appelant aux armes tous les habitants (19 mai).

Kourchid de son côté pouvait résister longtemps. Il tenait la Citadelle ; Guizeh lui obéissait ; son armée sous les ordres de son sélikdar descendait de la Haute-Egypte et a'lait camper au vieux Caire. Il pouvait de plus aisément s'allier aux beys. Le Caire même était incessamment troublé par des rixes entre la population et les soldats qui y demeuraient.

Mohamed-Ali durant l'investissement de la Citadelle, agissait en plein accord avec les ulémas et les cheiks sur toutes les mesures à prendre. Cette dernière alliance était celle qui l'assurait le plus sûrement du pouvoir qu'il convoitait.

La lutte traînait en longueur, l'investissement ne pouvait être complet ; Kourchid restait en contact avec son sélikdar. Finalement, le 9 juillet, arriva au Caire un capdjy-bachy et le sélikdar du grand vizir, porteurs d'ordres de Constantinople. Le Divan avait été avisé des événements d'Egypte par des envoyés des cheiks, et il confirmait, selon son habitude, la nomination de Mohamed-Ali-Pacha, ratifiant le choix du peuple.

On peut remarquer le caractère tout à fait insolite du mouvement qui porta Mohamed-Ali au gouvernement de l'Egypte.

Ce n'avait pas été, comme dans les mouvements

précédents, une lutte entre le représentant de la Porte et les beys ; la question de souveraineté, qui avait si longtemps entretenu la rivalité des beys et de la Porte, et qui avait été la cause de tant de troubles, n'était pas en jeu. Il n'était pas question de savoir si les beys continueraient à gouverner l'Egypte en souverains autonomes, ou si la Porte gouvernerait directement le pays semblablement aux autres provinces de l'Empire.

Le mouvement avait une cause beaucoup plus simple ; le peuple, mal gouverné par le représentant du Sultan, faisait choix, pour le remplacer, d'un gouverneur qu'il croyait plus apte à le protéger, sans songer à attenter aux droits de la S.-P. La lutte était engagée entre deux gouverneurs et non entre deux souverainetés. L'un des gouverneurs avait été régulièrement nommé par la Porte et destitué par la volonté populaire ; l'autre avait été choisi par le peuple et attendait sa confirmation par le Sultan. Ceci en ce qui concerne le peuple. Pour Mohamed-Ali, c'était bien une lutte pour le pouvoir souverain. Après l'avoir arraché aux beys, il l'enlevait des mains du Pacha pour le retenir à son profit. Cela tout en respectant entièrement dans la forme l'autorité de la S.-P.

Tel est à ce moment l'angle sous lequel il faut envisager les événements.

Kourchid, malgré les ordres du capdjy-bachy, ne

voulut pas évacuer la Citadelle, et continua à résister.

Les beys, entre temps, appelés par lui, étaient descendus de la Haute-Egypte et s'établissaient à Torah (15 juillet). Elfy campait devant Damanhour. Mohamed-Ali eut à se porter au-devant des Mamelouks pour éviter qu'ils ne serrent le Caire de trop près.

Le 17 juillet finalement arriva d'Alexandrie le Capitain-Pacha avec 25.000 hommes.

Il avait pour mission de faire cesser l'anarchie qui régnait en Egypte. Il apportait avec lui la confirmation de Mohamed-Ali à ses nouvelles fonctions, avec pouvoir pour ce dernier de nommer les Pachas d'Arabie.

Kourchid, abandonné de Constantinople, évacua la Citadelle le 3 août et regagna Alexandrie.

Mais Mohamed-Ali ne devait pas être au bout de ses peines ; comme tous ceux qui s'emparaient du gouvernement de l'Egypte, il voyait des difficultés surgir de tous côtés.

Les Mamelouks et le sélikdar de Kourchid tenaient toujours leurs positions dans les environs immédiats du Caire. Elfy était dans la Basse-Egypte. Enfin, les Delhys dévastaient le Delta.

De plus, comme tous les gouvernements précédents, Mohamed-Ali était en peine pour trouver de quoi financer la solde de ses troupes. A cette tâche le nouveau Pacha fut tout de même plus adroit que Kourchid.

Voulant conserver la sympathie des habitants et des cheiks, dont l'appui lui avait donné le gouvernement de l'Egypte, il prenait soin de les ménager quant aux impôts.

Il les fit peser d'abord sur les Cophtes chargés de la perception, prétextant de leur faire rendre leurs comptes de gestion. Il s'en prit ensuite aux commerçants de Janbo et de Gedda ; aux biens fonciers des beys, évitant encore avec soin de toucher trop brutalement au peuple. Il ne levait d'impôts extraordinaires qu'en obtenant préalablement le consentement des cheiks, qu'il convainquait de la réussite de la mesure.

Quant à ses adversaires il était résolu à une lutte sans merci.

A peine débarrassé de Kourchid, il fit attirer par les cheiks à l'intérieur du Caire un certain nombre de beys et de kachefs, ceux-ci croyant le surprendre, alors qu'il devait assister à la coupure du Haligue, tombèrent sous les coups de ses soldats.

Quatre-vingt-quatre d'entre eux trouvèrent la mort dans cette journée du 17 août 1805. C'était le commencement de l'extermination des Mamelouks qu'allait entreprendre le Pacha pour consolider son pouvoir et recueillir leurs droits.

Elfy et le sélikdar qui tenaient Guizeh, cherchèrent l'appui du Capitan-Pacha, ils lui envoyèrent des messagers à Alexandrie, le suppliant de les aider à

chasser Mohamed-Ali et les Albanais. Cette démarche fut énergiquement soutenue par le consul d'Angleterre, qui n'avait cessé d'appuyer Elfy, sur lequel le Cabinet de Londres continuait à fonder ses espoirs.

Alors le consul d'Angleterre soutenait Elfy et essayait de ruiner Mohamed-Ali en le dépeignant sous les plus sombres couleurs, le consul de France intervenait pour lui et le montrait comme le seul capable de rétablir la tranquillité en Egypte.

Les Anglais considéraient déjà Mohamed-Ali comme un ennemi personnel, car il entravait leur politique. Bientôt d'ailleurs entre l'Angleterre et le Pacha vont naître des motifs d'aversion d'une plus sérieuse importance.

Quant à la sympathie de Mohamed-Ali pour les Français, elle date de loin ; quand il était encore à Cavalla il avait appris à les aimer et à les connaître. Cette sympathie demeurera inébranlable, Mohamed-Ali Pacha la conservera dans les moments les plus durs pour lui. Il ne désespérera pas de l'amitié de la France, même après Navarin, où, pourtant, avait sombré une partie de sa puissance.

Mohamed-Ali, malgré les difficultés contre lesquelles il avait à lutter, ne manquait pas de confiance en lui-même. Il estimait sa position assez solidement établie pour faire venir de Cavalla ses deux fils Toussoum et Ibrahim, qui arrivèrent au Caire le 7 septembre.

Cette confiance était justifiée car peu à peu le désordre diminua ; les Delhis avaient été chassés en Syrie, remportant il est vrai un gros butin, et le sélikdar s'était rendu. Mohamed-Ali put nommer dans les provinces de nouveaux gouverneurs pour y assurer l'ordre. Le Capitan-Pacha avait été rappelé le 28 octobre 1805, la Porte estimant Mohamed-Ali suffisamment fort pour réprimer l'anarchie. Seuls les Mamelouks continuaient à ravager le pays, leurs incursions arrivant jusqu'à Guizeh.

En 1806, ils étaient maîtres de Siout et percevaient des redevances sur tout le Saïd.

Elfy, après avoir occupé le Fayoum, se tenait dans le Delta près de Damanhour.

La lutte entre les beys et Mohamed-Ali devait continuer à peser sur le pays longtemps encore.

Mohamed-Ali allait bientôt avoir à lutter, si paradoxal que cela paraisse, contre une armée turque venue au secours des bey, et cela pour les rétablir dans leur ancien gouvernement.

L'Angleterre : nous l'avons vu, n'avait pas abandonné son candidat ; son ambassadeur à Constantinople agissait si bien sur la Sublime-Porte que celle-ci consentit à accorder à Elfy-bey et aux Mamelouks le gouvernement de l'Égypte, moyennant le paiement d'un tribut annuel de 1500 bourses garanti par l'Angleterre. La Porte consentait à envoyer à cette fin le Capitan-Pacha avec des troupes pour aider

Elfy à reprendre le pouvoir, dans le cas où Mohamed-Ali refuserait de quitter l'Egypte. A celui-ci elle accordait en échange du pachalyk d'Egypte celui de Salonique.

On comprendra l'intérêt qu'avait l'Angleterre à mettre sa diplomatie en mouvement en faveur d'Elfy, contre l'engagement qu'il avait pris de laisser les Anglais occuper les ports de l'Egypte, les laissant ainsi maîtres de la route des Indes, chose qu'elle ne pouvait espérer obtenir de Mohamed-Ali.

On comprend moins comment la Sublime Porte consentait à remettre le gouvernement de l'Egypte entre les mains des beys, au moment même où elle paraissait avoir trouvé un homme suffisamment habile pour gouverner directement en son nom en lui assurant le respect de ses droits.

La seule explication plausible de ce revirement politique de la part de la Porte, c'est qu'elle estimait sans doute que l'Egypte continuerait à lui procurer plus de désagréments que d'avantages si elle s'obstinait à vouloir y gouverner directement, et qu'elle y aurait aussi peu d'autorité avec Mohamed-Ali qu'avec les beys.

Le pays, livré à l'anarchie, ne pourrait payer les impôts qu'elle espérait y recueillir. Les troupes à entretenir absorbant tous les revenus, elle ne tirerait aucun profit de ce pachalyk. Le mieux lui paraissait donc d'en céder le gouvernement à ses anciens déten-

teurs, moyennant une redevance fixe qu'elle serait toujours sûre au moins de percevoir. De plus, rappelant Mohamed-Ali et ses Albanais, elle allégeait les charges que devait supporter le pays, ce qui faciliterait aux beys le paiement du tribut qui lui était dû. Tout ceci, bien entendu, en sauvegardant ses droits de souveraineté nominale sur l'Egypte. Elle ne donnait l'Egypte qu'en fief aux beys, contre paiement d'un tribut.

Mais la Porte avait compté sans Mohamed-Ali. C'est grâce à lui seul, sans qu'elle eut rien fait pour cela, qu'elle dut d'avoir conservé pendant quelques années encore le gouvernement direct de l'Egypte, nominalement tout au moins.

Elfy aussitôt qu'il fut mis au courant des dispositions favorables de la Porte à son égard, écrivit aux habitants de Damanhour leur annonçant qu'il recevrait bientôt le firman l'instituant au gouvernement d'Egypte. Ce message fut transmis à Mohamed-Ali, qui prit les mesures nécessaires pour défendre la possession de son gouvernement. Il fortifia le Caire et envoya des troupes à Rahmanyeh.

Les beys avaient été également avertis par Elfy et avaient quitté la Haute-Egypte. Mais ils continuaient à regarder celui-ci avec méfiance et préféraient peut-être encore voir Mohamed-Ali au pouvoir. Ils députèrent donc un kachef au Caire pour, en échange de leur neutralité, négocier avec le Pacha, lui

demandant de gouverner le pays allant de Minieh à Esneh.

Mohamed-Ali devinant par là, la désunion qui devait régner entre les beys et Elfy, s'empressa de leur accorder ce qu'ils demandaient y joignant des cadeaux pour Ibrahim, Bardissy et Osman-bey-Hassan.

Le 1^{er} juillet débarqua à Alexandrie le Capitan-Pacha avec 3.000 hommes. Il avait pour mission de restituer le Caire aux beys, de faire embarquer Mohamed-Ali et ses hommes pour Salonique. Moussa-Pacha, l'ancien pacha de Salonique, accompagnait le Capitan : il devait être installé à la Citadelle du Caire et faire fonction de représentant de la Sublime Porte, sans aucun pouvoir, toute l'autorité devant être remise aux mains des beys, comme avant l'arrivée des Français.

Mohamed-Ali reçut le 5 juillet un message du Capitan-Pacha lui faisant part des décisions de la Sublime Porte et l'invitant à quitter le Caire et à venir s'embarquer pour son nouveau pachalyk.

En politique adroit, ne voulant pas indisposer le Capitan, il affecta de se montrer déférent aux ordres reçus, tout en prétextant ne pouvoir quitter le Caire, retenu par les soldats à qui il devait vingt mille bourses.

Il réussit à attacher à sa cause les chefs militaires et les amena, non seulement à lui prêter serment

indissoluble de fidélité, mais encore à lui verser 2.000 bourses.

Puis il rassembla les ulémas et les cheiks le 9 juillet, et leur fit part des décisions de la Porte. Celle-ci leur dit-il, à la demande des beys « d'être investis de leur ancienne puissance et de rentrer au Caire », avait répondu favorablement sous condition que les beys paieraient régulièrement le tribut et assurent la protection des pèlerins et la subsistance des villes Saintes.

Elfy de son côté avait écrit aux cheiks leur annonçant que « les Mamelouks rentreront au Caire et y exerceront la même autorité dont ils étaient jadis revêtus. Moussa Pacha résidera à la Citadelle en qualité de représentant du Sultan ». L'Egypte recouvrait son Gouvernement autonome.

Les cheiks fidèles à Mohamed-Ali envoyèrent directement une supplique à la Sublime Porte, lui demandant le maintien du gouvernement de Mohamed-Ali ; ils ne désiraient pas, disaient-ils, retomber sous la souveraineté des beys.

Ils promettaient aussi que Mohamed-Ali, s'il était maintenu, prendrait vis-à-vis de la Porte les mêmes engagements que les beys. Leur supplique se terminait ainsi :

« Ce royaume est à notre souverain. Nous obéissons à celui qu'il vous plaira d'y envoyer, mais nous ne pouvons être responsables ni garants pour

« les beys parce que nous n'avons pas confiance
« en eux ».

Pressé par Elfy et par le consul d'Angleterre, le Capitan-Pacha essayait en vain de mettre à exécution les ordres de la S.-P. ; il échoua dans ses négociations directes avec les beys pour le rétablissement de leur pouvoir. Mohamed-Ali refusait implicitement de quitter le Caire se sentant fort de l'appui des cheiks et de celui du consul de France, qui ne pouvait que combattre l'exécution d'un plan si pleinement favorable aux intérêts de l'Angleterre. Mohamed-Ali agissait aussi auprès de Bardissy, faisant miroiter à ses yeux l'appui de Napoléon.

Les hostilités s'engagèrent néanmoins et les troupes que Mohamed-Ali avait concentrées à Roumelieh furent battues à Neguyleh par Elfy, qui avait quitté Damanhour. Mohamed-Ali ne fut pas affecté de cet échec, et avec ses troupes quitta le Caire pour Embabeh.

Elfy, après sa première victoire, retourna assiéger Damanhour, que Mohamed-Ali avait promis de secourir.

Un revirement allait bientôt se produire au profit de Mohamed-Ali. Le Capitan-Pacha, éclairé par le consul de France, se rendit compte que Mohamed-Ali avait dans le pays une autorité incontestablement plus grande que celle des beys.

Il s'aperçut aussi que les beys n'étaient pas unis.

Que Ibrahim et Bardissy montraient une méfiance insurmontable à l'égard d'Elfy, dont ils craignaient la domination. Il eut la preuve de ces dissentiments quand, ayant à percevoir les 1.500 bourses promises par Elfy à la S.-P en échange de la souveraineté de l'Egypte, Elfy lui répondit que cette somme devait être supportée par les trois chefs (Ibrahim, Bardissy et lui-même), mais, se méfiant d'Elfy, Ibrahim et Bardissy refusèrent toute participation.

Le Capitan-Pacha, devant le refus des beys, entra en colère, estimant qu'Elfy avait dupé la Porte en faisant croire à la grande puissance et à l'union des Mamelouks, alors qu'en réalité ils étaient affaiblis et divisés.

Il se mit donc en rapport avec Mohamed-Ali, convaincu que celui-ci était le seul capable de faire régner l'ordre en Egypte et à tenir vis-à-vis de la Porte tous les engagements qu'Elfy avait pris.

Bientôt des ordres de Constantinople venaient le confirmer dans cette ligne de conduite. Le Divan s'était laissé persuader aussi, tant par la suite des événements que par l'ambassadeur de France, que Mohamed-Ali seul pouvait rétablir la tranquillité en Egypte, outre que, ayant l'appui des cheiks, il serait difficile de l'écarter.

Les négociations furent rapidement menées entre le Capitan et le Pacha. Celui-ci promit, avec la garantie des cheiks et des ulémas, de verser 4.000

bourses à la Sublime-Porte d'assurer la protection des pèlerins, de ravitailler les Villes Saintes, et de vivre en paix avec les beys. Les revenus des Echelles, d'Alexandrie, Rosette et Damiette, devraient de plus être perçus au profit de l'Arsenal de Constantinople.

Mohamed-Ali et les cheiks, après avoir promis tout ce que le Capitan demandait, envoyèrent une supplique à la Sublime-Porte pour obtenir le maintien de Mohamed-Ali, faveur qui d'avance était accordée, mais qui devait être sollicitée pour ménager les susceptibilités de la Porte.

Le 2 octobre 1806, après trois mois, le Capitan-Pacha appareilla pour Constantinople.

Ainsi, du consentement même de la S.-P., Mohamed-Ali se trouvait subrogé aux droits des beys. En acceptant de prendre à sa charge leurs obligations vis-à-vis du Sultan, il avait acquis leurs droits souverains.

Mais si son autonomie en fait était aussi grande que la leur, en droit il continuait d'agir au nom de la S.-P. en tant que son délégué.

La situation du Pacha d'Egypte était en contradiction avec elle-même. Il succédait bien à tous les pouvoirs des anciens gouvernants autonomes qu'il avait supplantés, mais son indépendance était contredite par sa qualité de gouverneur révocable, sinon en fait, du moins en droit.

Le 2 novembre arriva le firman confirmant les pouvoirs de Mohamed-Ali.

Celui-ci avait vu juste quand il disait à M. Mengin : « L'Egypte est à l'encan, celui qui donnera un « coup de sabre de plus en restera le maître ».

Il avait compris que la Porte ne pouvait user de moyens propres suffisamment énergiques, reconnaîttrait le gouvernant qui se montrerait le plus fort.

CHAPITRE IV

CONSOLIDATION DU POUVOIR DE MOHAMED-ALI

La Porte désormais renonçait à rétablir les beys, mais l'Angleterre elle ne pouvait voir s'effondrer son plan de mainmise sur l'Egypte ; elle promit à Elfy l'appui d'une armée anglaise non seulement contre Mohamed-Ali, mais même contre le Sultan.

Le consul d'Angleterre fit luire aux yeux d'Elfy le débarquement des troupes anglaises en Egypte avec tant d'adresse que celui-ci, abandonné des Turcs et des autres beys, ne renonça pas à l'idée de devenir maître de l'Egypte.

Dans ce but et pour tendre la main plus aisément aux Anglais, il ne voulait pas quitter la Basse-Egypte et il continuait le siège de Damanhour, nécessaire comme base.

Pourtant, Elfy fut amené, à son corps défendant, à lever le siège et à remonter vers la Haute-Egypte, se joindre à Ibrahim et Osman-bey ; ceux-ci lui avaient fait des avances après la mort de Bardissy, survenue le 19 novembre. Et malgré la déclaration de guerre de l'Angleterre à la Turquie, alliée de Na-

poléon, déclaration qui devait amener en Egypte les Anglais, Elfy avait dû renoncer à prendre Damanhour dont le siège durait depuis quatre mois ; ses hommes avaient, en effet, dévasté tout le pays et ne trouvaient plus de quoi subvenir à leurs besoins. Il était forcé de conduire son armée dans des provinces moins ravagées,

Le 30 janvier 1807, alors qu'il traversait la province de Guizeh, à peine harcelé par Mohamed-Ali, il fut pris d'un mal subit dont il mourut.

Après la mort de Bardissy, la mort d'Elfy était un coup droit à la puissance des Mamelouks. Mohamed-Ali désormais allait se trouver sans adversaire sérieux, ses ennemis n'ayant plus de chefs de taille à se mesurer avec lui.

Les troupes réunies sous l'autorité d'Elfy se composaient de 6.000 Mamelouks, 1.000 fantaisins et 6.000 cavaliers des tribus arabes ; elles auraient pu quelques semaines plus tard fournir aux Anglais un appoint qui aurait changé peut-être le sort de l'expédition anglaise et avec elle les destinées de l'Egypte.

Mais Elfy étant mort, son successeur Chahine-bey n'avait pas l'autorité nécessaire pour la maintenir intacte.

Il y eut de nombreuses défections, les Bédouins se tournèrent vers Mohamed-Ali, qui leur accorda sa protection et des laissez-passer, heureux d'affaiblir ainsi la force de ses ennemis.

Chahine-bey avec ce qui lui restait d'hommes alla rejoindre les beys à Siout, repoussant les avances faites par Mohamed-Ali, qui se décida à porter la guerre dans la Haute-Egypte, et à frapper un grand coup pour achever la ruine des Mamelouks.

Le 12 février, avec une puissante armée, il quitta le Caire. Les beys occupaient Minieh, il parvint à surprendre leur camp et à massacrer un grand nombre de leurs partisans.

Puis, le 2 avril, il livrait la bataille de Mangabat et entra à Siout, forçant les Mamelouks à se retirer vers le Sud.

A peine avait-il quitté le Caire que son Kiaya reçut la notification officielle de l'état de guerre entre la Turquie et l'Angleterre (1). La Porte ordonnait à Mohamed-Ali de mettre le pays en état de défense. Le Kiaya en conséquence fit fortifier Rosette et Damiette et en renforça les garnisons.

Le 17 mars 1807, la flotte anglaise, commandée par l'amiral Lewis, paraissait devant Alexandrie. Le gouverneur Amin-Agha, circonvenu par le consul britannique, avait refusé de recevoir les renforts en-

1. Le 30 décembre 1806, la Turquie déclarait la guerre à la Russie, et le 28 janvier Napoléon concluait une alliance offensive et défensive avec le Sultan par l'entremise de Sébastiani. Ceci amena le départ le 20 janvier de l'ambassadeur anglais de Constantinople, qui soutenait la Russie, et le 19 février la flotte britannique entra dans les Dardanelles, mais elle dut se retirer sans avoir réussi à intimider la Porte.

voyés du Caire peu de jours avant, et le 21, sans opposer de résistance, il ouvrait la ville à l'ennemi.

Le consul de France se vit obligé de s'enfuir à Rosette pour ne pas tomber aux mains des Anglais.

Le général Fraiser, commandant les forces anglaises, décida de s'emparer de Rosette, et le 27 mars il envoya un corps contre cette ville. Mais les troupes anglaises se laissèrent surprendre à l'intérieur de la ville par la garnison turque et furent mises en pièces. Cent-vingt prisonniers anglais prirent le chemin du Caire,

Le plan des Anglais était de s'unir aux beys et après avoir occupé les ports, de les aider à reconquérir le Caire.

Les Mamelouks devaient gouverner l'intérieur en souverains indépendants comme auparavant, tandis que les Anglais, restant maîtres du littoral et des eaux, le seraient effectivement de tout le pays. Ceux-ci donc renouvelaient, mais en sens contraire, la politique de Bonaparte. Ils distinguaient les beys vassaux du suzerain, et cherchaient à rétablir leur souveraineté au détriment de la sienne, et, par voie de conséquence, de son délégué.

Pour exécuter leur plan, ils envoyèrent des émissaires aux beys, les invitant à descendre dans la Basse-Egypte.

Mohamed-Ali, après la bataille de Mangabat, ayant eu connaissance de la prise d'Alexandrie et des

événements de Rosette, jugea sa présence au Caire indispensable.

Alors même qu'il les attaquait, il avait envoyé auprès des beys des négociateurs pour essayer de les amener à composition. Maintenant, résolu de retourner au Caire, il pressa ses envoyés de faire aboutir les propositions de paix en se montrant conciliant. Les beys n'avaient pas été encore touchés par les offres anglaises, en sorte qu'une entente put rapidement se faire entre eux et le Pacha.

Celui-ci leur céda le pays de Miniéh et Guizeh à condition que les Mamelouks donneraient leur appui aux Turcs contre les envahisseurs. C'était en somme un partage de la souveraineté autonome entre Mohamed-Ali et les beys, chacun sur une portion de l'Egypte.

Une paix solennelle devait être conclue au Caire devant les cheiks, les ulémas et les ondjaklys. Il fut décidé aussitôt que les deux partis descendraient vers le Caire, les beys sur la rive gauche du Nil et Mohamed-Ali sur la rive droite.

Le 10 avril, Mohamed-Ali devança ses troupes au Caire. Les cheiks, heureux de le voir, l'assurèrent de l'appui de la population. Le Pacha les remercia et leur demanda de pourvoir aux besoins du Trésor, pour pourvoir aux besoins de l'armée qui devait combattre l'ennemi.

Le Caire fut mis en état de défense par les habi-

tants mêmes. Des lignes de retranchements furent élevées.

Mohamed-Ali surveillait en personne les travaux, accompagné du consul de France Drovetti, qui avait fui d'Alexandrie. Les cheiks, ayant à leur tête Sayed-Omar-Makram, stimulaient les travailleurs et les encourageaient journellement.

Mohamed-Ali concentra au Caire toutes les forces disponibles, ne laissant pas de garnison dans la Haute-Egypte.

Il put réunir ainsi 4.000 hommes d'infanterie, et 5.000 cavaliers, qu'il plaça sous le commandement de son Kiaya et de Hassan-Pacha, il les envoya contre les Anglais.

Fraiser, après la journée de Rosette, envoya des troupes prendre position autour de cette ville pour s'en emparer et réparer l'échec subi. Du 8 avril au 21 les Anglais soumirent cette place à un bombardement continu.

Le 22, les hommes venus du Caire au secours de la ville, se lancèrent en masse sur les forces anglaises, qui étaient disposées en trois colonnes.

Les Egyptiens, attaquant chacune d'elles séparément, remportèrent une victoire complète; les Anglais furent contraints de regagner Alexandrie par Aboukir.

Après cette défaite, Fraiser renonça à opérer de nouvelles actions offensives. Il mit Alexandrie en

état de défense. Les Anglais ne désespéraient pas de voir la réussite de leur expédition comptant sur l'aide des Mamelouks. Ils s'attendaient à les voir paraître devant Damanhour d'un moment à l'autre.

Mais les beys n'étaient pas en état de pouvoir agir. Ils s'étaient arrêtés à quelques lieues de Benisouef au sud du Caire ; le manque d'unité continuait à affaiblir toute action de leur part ; ils ne pouvaient prendre une décision sans le lendemain décider le contraire. Ibrahim et Chahine-el-Elfy étaient en désaccord constant, et les relations entre leurs deux maisons étaient des plus tendues.

Chahine, fidèle à la politique de son patron Elfybey, aurait voulu marcher sur Damanhour et y joindre les Anglais, mais il ne put imposer ses vues aux autres beys, qui désiraient plutôt voir la tournure que prendraient les événements, avant de se décider à agir.

Cette attitude convenait parfaitement à Mohamed-Ali ; il préférait la neutralité des beys à leur appui. Il se méfiait d'une intervention qui aurait pu dépasser ses espérances et nuire à son pouvoir et à son autorité.

Les beys de leur côté se méfiaient encore trop de Mohamed-Ali pour se jeter dans ses bras. L'expectative leur paraissait la meilleure politique et la plus sûre.

Le Pacha avait envoyé en mission au camp des

beys, M. Mengin, agent de France au Caire, afin de rendre compte des intentions des Mamelouks avant de se porter lui-même vers Alexandrie.

Cette mission, confiée à un Français, est des plus significatives ; elle marque combien Mohamed-Ali estimait les Français ; elle est aussi une manifestation de l'étroite alliance tacitement conclue entre le Pacha et le Consul de France.

Les beys désunis finirent par se séparer. Ibrahim vint camper à Benisouef et Chahine alla dans le Fayoum.

Mohamed-Ali pouvait donc avoir ses apaisements de ce côté ; il se décida à attaquer l'ennemi et fit des préparatifs pour marcher sur Alexandrie, en partant de Damanhour, où il devait concentrer son armée.

Avant même de quitter le Caire, il reçut un envoyé de Fraiser pour négocier l'évacuation d'Alexandrie,

Mohamed-Ali répondit fort civilement qu'il préférerait négocier à Damanhour, où il devait se rendre. Il y serait plus près, disait-il, d'Alexandrie et cela faciliterait les tractations.

Le 12 août 1807, il quitta le Caire, et à Damanhour il se trouva en présence d'un nouvel envoyé de Fraiser.

Le général anglais montrait un grand empressement à conclure la paix ; il ne demandait contre

l'évacuation d'Alexandrie que la remise des prisonniers anglais.

Mohamed-Ali s'empessa d'accéder à cette demande, impatient de reprendre possession d'Alexandrie. Les négociations furent rapidement menées, et, le 14 septembre 1807, le gouverneur nommé par Mohamed-Ali prenait possession de la ville, quelques jours plus tard le Pacha y entra à son tour.

Le cabinet de Saint-James, au reçu des premières nouvelles de l'expédition, songea à l'arrêter. Cette campagne était mal vue par le public anglais, qui n'en saisissait pas les buts et qui la jugeait menée avec des moyens insuffisants. La nouvelle de la défaite de Rosette rendit l'expédition encore plus impopulaire.

Et puis Napoléon venait de conclure la paix de Tilsitt (1). Il se trouvait ainsi libéré du côté de l'Est et pouvait concentrer toutes ses forces contre l'Angleterre. Dans ces conditions, il était prudent à elle de concentrer aussi les siennes pour résister à l'éventualité d'un choc. Les soldats débarqués à Alexandrie étaient insuffisants pour mener à bien la campagne projetée, le Cabinet de Londres les rappelait.

Néanmoins, l'Angleterre ne devait pas oublier que Mohamed-Ali s'était mis sur son chemin, entravant directement son action. Elle allait s'employer, dès

1. 26 juin, 8 juillet 1807.

que l'occasion se présenterait, à reprendre la lutte et à combattre sa puissance par tous les moyens. Elle ne pouvait accepter que l'Egypte fut entre les mains d'un gouvernement assez puissant pour lui barrer éventuellement la route des Indes.

Puisqu'elle devait renoncer à mettre les beys en possession de l'Egypte, elle ne négligerait rien pour affaiblir Mohamed-Ali, dont elle jugeait la force trop grande et dangereuse pour elle.

La Sublime-Porte vit certes avec satisfaction que le gouvernement de son représentant nominal était assez puissant pour repousser une agression européenne ; mais naturellement jalouse de son autorité, cette puissance n'allait pas sans l'inquiéter.

Mohamed-Ali fut de retour au Caire le 14 octobre (1).

Il se trouvait dans une situation merveilleusement renforcée : son opposition victorieuse aux injonctions de la Porte, sa victoire sur les Anglais, sa trêve avec les Mamelouks, augmentaient son prestige et son autorité.

Il rétablit un peu la tranquillité dans le pays, réduisant à merci les troupes delhys qui ravageaient les campagnes. Il obligeait un de ses adversaires,

1. Il eut à réprimer une insurrection des troupes, qui réclamaient impérieusement leur solde. Le Pacha pour les calmer leur versa 2.000 bourses (le 14 novembre).

Yassin-bey, à mettre bas les armes et à quitter l'Egypte (18 février 1808).

Enfin il reprit les négociations avec les beys. Ceux-ci, ainsi que nous l'avons vu, étaient restés inactifs dans l'attente des événements. Maintenant que les Anglais s'étaient réembarqués, rien ne les empêchait plus de se rapprocher de Mohamed-Ali.

Il négocia d'abord avec Chahine, à qui il donna le gouvernement du Fayoum et l'autorisation de résider à Guizeh et à gouverner cette province.

Ibrahim-bey, de son côté, envoya son fils Marzouck négocier avec le Pacha une convention commune à tous les Mamelouks. Mais le Pacha ne croyait pas le moment assez favorable pour discuter une convention définitive aussi large. Il aimait mieux attendre pour poser ses conditions. Ne voulant pas néanmoins éveiller les méfiances du vieux bey, il nomma Marzouck, en attendant, gouverneur de Guizeh.

Ensuite, continuant son œuvre d'apaisement, il s'en prit aux Bédouins pillards, qu'il se concilia, et il parvint à éloigner d'Egypte certains chefs albanais trop turbulents.

Mohamed-Ali avait besoin de la paix. Ravagé par la guerre depuis dix ans, le pays était entièrement ruiné. Les fellahs abandonnaient la terre pour s'enfuir en Syrie. Les campagnes restaient incultes, le paysan étant las de voir sans cesse le fruit de son

travail ravi, tantôt par les uns, tantôt par les autres : Turcs, Albanais, Mamelouks, Delhys ou Bédouins, tous agissant en pays conquis.

Dans les villes, le commerce et l'industrie se mouraient. La tranquillité seule pouvait rendre à l'Egypte sa prospérité, prospérité qui pouvait assurer la rentrée des impôts.

C'était ce point surtout qui préoccupait Mohamed-Ali. Il avait besoin que son Trésor fût plein, il avait de fortes dépenses à faire sans cesse. Les Albanais, sur lesquels il s'appuyait, coûtaient cher et ne servaient que s'ils recevaient leur solde.

Il devait aussi entretenir à Constantinople des partisans de sa cause ; il devait avoir au Divan même des défenseurs. Or, partisans et défenseurs coûtaient également cher.

Aussi le Pacha se montrait-il intransigeant en ce qui concernait les impôts.

Vers la fin de 1808, il menaça les beys de venir leur faire la guerre s'ils n'acquittaient pas les sommes qu'ils devaient : montant du miry des provinces dont il leur laissait la jouissance en apanage. Ceux-ci essayèrent de tergiverser, mais Mohamed-Ali se montra si résolu à exécuter sa menace que les beys durent payer.

En outre, il essaya d'instituer un monopole des tabacs ; il éleva l'impôt foncier, taxa les copistes, etc., etc.

Aux difficultés politiques avaient succédé les embarras financiers, et il devait les résoudre sous peine de voir renaître des difficultés avec ses Albans ou avec la Sublime-Porte.

Devant la nécessité absolue de se procurer de l'argent, Mohamed-Ali n'hésita pas à recourir à un moyen dangereux : il osa porter la main sur les biens des mosquées et sur les wakfs (1). Il exigea le paiement aux mains de ses percepteurs de la moitié des revenus des legs, donations, et de toutes les propriétés foncières des mosquées.

Il ordonna aussi la revision de tous les titres de propriétés et confisqua sans merci les biens des particuliers sous le vague prétexte d'illégalité de leurs titres.

L'époque des ménagements à l'égard du peuple était passée, et les cheiks allaient devoir payer autant et plus que les autres.

Naturellement, ces mesures mirent tout le pays en émoi. Le peuple du Caire se porta à El-Azhar implorer la protection des cheiks, leurs protecteurs habituels, contre ces mesures spoliatrices.

Les cheiks assemblés firent serment de défendre

1. Les wakfs sont des biens de mainmorte inaliénables. Mohamed-Ali, pour éviter l'abus qu'on faisait de ces biens inaliénables en raison de leur exemption au paiement de l'impôt, décida qu'à l'avenir on devrait obtenir l'autorisation du gouvernement pour en créer. La mesure était judicieuse.

les droits du peuple, et les leurs en même temps et de ne reprendre leurs fonctions que quand satisfaction serait rendue.

Ils refusèrent également de répondre à l'appel du Pacha qui les avait convoqués.

Cette attitude intransigeante leur était conseillée par Saïd-Omar-Makram, qui, en cette circonstance, fit preuve de la même énergie qu'il avait déployée pour chasser Kourchid ou mettre le Caire en défense contre les Anglais.

Malheureusement les cheiks n'étaient pas unis. La jalousie avait amené de grands dissentiments entre eux.

Saïd-Omar avait été longtemps le soutien de Mohamed-Ali, qu'il avait contribué à élever au pouvoir en lui apportant l'appui de la population ; le Pacha l'en avait récompensé richement.

Les autres cheiks saisirent l'occasion pour le discrediter aux yeux de celui-ci, et, manquant à leurs engagements, envoyèrent deux des leurs auprès de Mohamed-Ali pour tenter un rapprochement.

Saïd ayant eu connaissance de cette démarche, restée d'ailleurs infructueuse, s'emporta, et se rappelant le rôle joué par lui dans la déposition de Kourchid, alla jusqu'à déclarer que si Mohamed-Ali persistait dans ses desseins : « nous en référerons à la « Porte. Nous soulèverons le peuple. Je me charge « de le faire descendre comme je l'ai fait monter ».

On comprendra que Mohamed-Ali ne pouvait tolérer un pareil esprit d'indépendance. Aussi, depuis ce jour (juillet 1809), la perte de Saïd-Omar fut décidée.

Mohamed-Ali essaya d'abord de le circonvenir par des avances en attendant le moment propice pour le destituer. Mais le cheik se refusa à tout rapprochement et s'obstina dans son opposition résolue.

Une circonstance exceptionnellement grave amena enfin Mohamed-Ali à destituer brutalement le chef des cheicks.

Un jour, ce dernier refusa de signer un mémoire par lequel Mohamed-Ali justifiait de la dépense d'une somme de 6.000 bourses dont il était redevable au Grand-Vizir et que celui-ci lui réclamait.

Devant ce refus, le Pacha fit prononcer la déchéance du cheik par ses collègues et l'exila à Damiette.

Saïd-Omar quitta le Caire emportant les regrets de tous les habitants. Il avait été leur plus sûr soutien. Par sa disparition toute insurrection populaire devenait impossible. Le peuple ne trouverait plus de chef assez énergique pour oser prendre la tête d'un mouvement, et un mouvement populaire sans chef doit fatalement échouer.

L'incident est significatif. Après les Turcs, les Anglais et les beys, Mohamed-Ali écartait le danger éventuel d'une révolte des habitants. Désormais, à l'intérieur et à l'extérieur, il n'aura plus à craindre

aucun attentat à son autorité. Il est non seulement un souverain autonome, mais absolu.

Mais Mohamed-Ali se vit de nouveau contraint de porter ses efforts dans la Haute-Egypte, car les beys, s'ils se tenaient tranquilles, mettaient beaucoup de mauvais vouloir à régler leurs redevances.

En août, il entra à Siout où les Mamelouks prirent de nouveaux engagements pour le paiement des impôts.

Il parvint également à les persuader de venir s'établir au Caire. Les avoir en son pouvoir était une garantie de plus pour sa sécurité.

En octobre 1809, Mohamed-Ali était de retour au Caire.

Quelques-uns des beys vinrent effectivement au Caire. Mais le gros des Mamelouks plein de méfiance n'avancait que très lentement (1). Le vieil Ibrahim, instruit par l'expérience du passé, montrait vis-à-vis du Pacha des sentiments d'une défiance insurmontable. Il ne s'en cachait d'ailleurs pas, et exposait à Hassan-Pacha, envoyé par Mohamed-Ali, en éclaireur auprès de lui, les raisons pour lesquelles il n'estimait pas devoir accorder au Pacha une confiance aveugle.

Bientôt d'ailleurs les beys qui étaient venus au Caire se montrèrent turbulents, et profitant d'une

1. A la mi-mai 1810, la majorité des beys était encore loin de la Capitale.

absence de Mohamed-Ali, complotèrent contre lui.

Le Pacha mis au courant survint à l'improviste, déjoua leurs calculs et envoya des troupes contre le reste des Mamelouks qui s'avançaient vers le Caire.

La rencontre fut malheureuse pour les troupes du Pacha ; les Mamelouks eurent d'importants avantages et arrivèrent jusqu'à Guizeh (11 juin). Ce succès fut éphémère, car à son tour Mohamed-Ali défit les beys et les obligea à se retirer vers la Haute-Egypte (24 août 1810).

Le 17 septembre, il était de retour de cette nouvelle campagne.

Pendant son absence étaient arrivés au Caire des ordres de Constantinople lui enjoignant de faire la guerre aux Wahabites (1) et de reprendre les Villes Saintes.

Mohamed-Ali, à plusieurs reprises, avait été sommé par la Porte de se mettre en campagne. Il avait toujours différé cette expédition, retenu en Egypte par des difficultés intérieures.

Aujourd'hui, sa position lui paraissait suffisamment solide pour pouvoir l'entreprendre sans danger.

Il ne pouvait d'ailleurs la différer plus longtemps sans mécontenter la Sublime-Porte, dont il ne voulait pas éveiller les méfiances.

1. Sectaires arabes qui s'étaient emparés des Villes Saintes de la Mecque et Médine d'où ils avaient chassé les autorités turques.

Et puis cette campagne, qu'il espérait victorieuse, entraînait dans ses plans ; outre qu'elle le ferait bien voir de Constantinople et le consoliderait dans son Pachalik, elle rehausserait son prestige aux yeux des Egyptiens et de tous les fidèles de l'Islam.

C'était une sorte de croisade qu'il entreprenait et qui aurait pour résultat de rétablir le pèlerinage de la Mecque interrompu. Le lustre qui rejaillirait sur son nom et la gratitude de la Porte n'étaient pas les seuls avantages qu'il en retirerait.

Cette guerre allait encore permettre à Mohamed-Ali d'éloigner les Albanais, dont la turbulence était une source incessante de dangers, la seule, avec l'agitation des beys, qu'il n'avait pu maîtriser encore.

En les envoyant en Arabie, il espérait bien n'en voir revenir qu'un petit nombre, qui serait trop faible pour continuer à menacer son pouvoir.

Nous ne pensons pas que Mohamed-Ali ait songé dès cette époque à se rendre indépendant de la Sublime-Porte (1). La situation n'était pas assez affermie pour qu'il osât s'engager dans une tentative aussi dangereuse. Sa prudence naturelle lui défen-

1. Néanmoins déjà le Pacha se sentait assez fort pour pouvoir, dans une certaine mesure, passer outre aux ordres de la Sublime Porte et agir vis-à-vis d'elle avec une certaine désinvolture.

C'est ainsi qu'il accueille et donne refuge à Youssef-Pacha de Damas que la Porte avait destitué :

Il ne craint pas non plus, malgré les protestations, de frapper les marchandises turques de droits de douanes, comme les autres marchandises.

daît tout mouvement brusqué dont le résultat ne pouvait être escompté d'avance.

Il savait ne pouvoir compter sur l'appui d'aucune puissance européenne, celles-ci étant occupées à se battre entre elles.

Cette expédition allait lui permettre de prendre conscience de sa force militaire, de développer en lui le goût des conquêtes et l'amener quelques années plus tard à vouloir s'agrandir au détriment des autres provinces de l'Empire Ottoman. Ceci en attendant le jour où il serait assez puissant pour mettre en danger Constantinople même.

Mohamed-Ali, de retour du Saïd, où ses lieutenants poussaient la lutte contre les Mamelouks, se mit activement à préparer la campagne d'Arabie.

Il y déploya tout son talent d'organisateur. Il fit construire dans la Mer Rouge une flotte entière pour le transport des troupes. Cette entreprise n'allait pas sans difficultés ; il fallut transporter à dos de chameaux de la Basse-Egypte toutes les pièces des vaisseaux qu'on raccordait à Suez.

Nous avons là un exemple de la volonté et l'énergie que pouvait déployer Mohamed-Ali quand il était résolu de mener une entreprise à ses fins, aucune difficulté ne l'arrêtait.

En février 1811, le Pacha, qui surveillait lui-même à Suez les préparatifs de l'expédition, retourna au Caire.

Il était parvenu à attirer de nouveau au Caire quelques-uns des beys, à qui il avait fait faire des avances, comme chaque fois qu'il sentait la nécessité de les avoir près de lui.

Chahine-bey el Elfy, se laissa gagner une fois de plus et revint au Caire. En juin de l'année précédente alors que les Mamelouks étaient parvenus à Guizeh, il s'était rallié à eux contre le Pacha. Mais si Chahine s'était laissé gagner par les offres amicales de Mohamed-Ali, le vieil Ibrahim n'avait toujours pas voulu se départir de son attitude méfiante, et continuait à se tenir dans la Haute-Egypte.

Mohamed-Ali avait cette fois-ci des intentions précises en appelant à lui les beys.

Il était nécessaire qu'il les eut à portée de main au moment où sa puissance militaire allait se trouver diminuée par le départ de nombreuses troupes en Arabie. Il ne pouvait entreprendre une campagne hors de l'Egypte si sa sécurité n'était pas assurée à l'intérieur.

Il avait appris par expérience que les Mamelouks ne se laisseraient pas anéantir dans une lutte en rase campagne. Leur tactique était toujours pareille : quand ils se sentaient pressés, ils reculaient et se mettaient hors d'atteinte, attendant le moment propice où ils pourraient revenir vers le Caire. Cette lutte pour la possession ou le partage de la souveraineté était toujours à recommencer.

Ne pouvant donc se débarrasser en combat ouvert d'un ennemi qui ne donnait pas de prise, il ne lui restait qu'à recourir à la ruse. Ne pouvant frapper ouvertement, il n'avait plus qu'à frapper sournoisement.

C'est, dans le but d'ancantir le pouvoir des beys en les frappant d'un coup terrible qu'il les avait attirés au Caire.

Chahine et les siens n'étaient pas plutôt arrivés que le Pacha les fit inviter à une grande cérémonie qui devait avoir lieu à la Citadelle en l'honneur de l'investiture de Toussoum au commandement en chef de l'expédition d'Arabie.

Le 1^{er} mars 1811, les beys en grand apparat se rendirent à la Citadelle à l'invitation du Pacha.

Ils furent reçus avec grands honneurs et en cortège s'apprêtaient à ressortir de la Citadelle, mais les portes avaient été fermées par ordre, et les Albanais, qui servaient de garde d'honneur aux beys, se tournèrent contre eux, les massacrant impitoyablement. Pas un ne sortit vivant de la place ; 470 Mamelouks trouvèrent la mort ce jour-là.

La nouvelle de cette exécution en masse se répandit aussitôt par la ville, et la soldatesque donna libre cours à ses instincts pillards, saccageant sans merci les maisons et les harems des victimes, qui venaient d'être exécutées au nom de la raison d'Etat.

Il s'organisa, sur les ordres du Pacha, une vérita-

ble « terreur » contre ceux qui de près ou de loin touchaient aux Mamelouks. On rechercha au Caire, même les beys qui n'avaient jamais quitté la capitale. Dans les villages et les campagnes, les kachefs reçurent l'ordre de traquer les Mamelouks qui s'y trouvaient.

Mohamed-Ali voulait une exécution radicale. Du sang avait coulé à flots, mais il voulait qu'il ait coulé au moins de façon profitable, et que la menace sans cesse agissante des Mamelouks fut finalement anéantie, que le pays fût débarrassé une fois pour toutes de cet élément d'anarchie et de trouble.

On a évalué à 1.000 le nombre des victimes tombées à la suite de cette journée du 1^{er} mars 1811.

Le reste des beys qui n'étaient pas revenus au Caire avec Chahine, à la nouvelle du massacre des leurs, se retirèrent encore plus loin dans la Haute-Egypte, remontèrent le Nil jusqu'à Keneh.

L'expédition d'Arabie venait de porter des fruits avant même que d'avoir commencé — le pouvoir des Mamelouks étant à tout jamais anéanti en Egypte.

En effet, les beys qui s'étaient réfugiés à Keneh étaient grandement réduits et ne disposaient plus pour ainsi dire d'aucune force militaire.

Depuis l'expédition de Bonaparte, la puissance des Mamelouks avait été en s'affaiblissant. Le coup de grâce venait de lui être donné. Les Français dans les

différentes rencontres qu'ils eurent avec les beys sortirent toujours vainqueurs, infligeant à leurs adversaires des pertes sanglantes.

Après l'évacuation des Français, la Porte poursuivant sa politique, qui était de reprendre en Égypte la souveraineté intérieure du pays et réduire l'Égypte à l'état de province, ne laissa pas aux Mamelouks, détenteurs du pouvoir souverain autonome qu'elle convoitait, la faculté de réparer les pertes que Bonaparte leur avait infligées.

Ainsi que nous l'avons exposé dans notre premier chapitre les Mamelouks recrutèrent les membres de leurs maisons en Georgie et Mingrélie, y achetant des esclaves, qu'ils élevaient en Égypte aux plus hautes fonctions.

Recruter continuellement de nouveaux éléments dans son pays d'origine était le seul moyen pour cette milice de se maintenir vigoureuse et puissante.

La Porte, désireuse de l'affaiblir pour lui reprendre la souveraineté du pays que, dans le passé, elle s'était vue obligée de leur octroyer, prit à leur égard une mesure qui, dans un temps plus ou moins long, devait en consommer l'extinction. Elle fit interdire en Égypte l'introduction d'esclaves originaires de Georgie. Les luttes des beys contre Mohamed-Ali avaient également diminué leur nombre.

Et le coup du 1^{er} mai venait achever l'anéantissement de leur pouvoir. Désormais nous n'aurons plus

à compter avec cet élément qui fut si puissant et qui était parvenu à conserver, ou pour mieux dire, à reprendre aux Turcs les droits souverains de la vallée du Nil, et que par la suite ils auront à défendre contre Mohamed-Ali.

La disparition de la puissance mamelouk présente une grande importance à ce dernier point de vue.

Jusqu'au jour où les beys furent massacrés au Caire, les droits de la Porte sur l'Egypte se trouvaient partagés entre elle et les Mamelouks.

Nous avons même vu que la Porte à certains moments, désespérant de pouvoir agir avec une énergie suffisante contre eux, s'était faite leur alliée pour chasser du Caire le représentant nominal de son autorité, Mohamed-Ali Pacha, pour leur permettre de reprendre le Gouvernement de l'Egypte.

Il y avait donc deux souverainetés, celle de la Sublime-Porte, représentée par le Pacha, et celle des beys.

Durant ces dernières années, depuis le départ des Français, à tour de rôle, beys et pachas détenaient le pouvoir. C'étaient tantôt les beys qui gouvernaient en maîtres indépendants avec la prétention de reléguer le Pacha au rôle qu'il jouait avant l'arrivée des Français. Tantôt c'était le Pacha qui, s'emparant du pouvoir au nom de la Sublime-Porte, espérait rétablir en Egypte la souveraineté pleine et entière du Sultan, telle qu'elle était au temps de

Sélim I^{er}, au lieu d'une souveraineté démembrée.

Après l'anéantissement des Mamelouks, la Porte restait en droit la seule autorité souveraine et sans partage de l'Egypte ; son représentant aurait donc dû gouverner comme dans l'une quelconque des autres provinces de l'Empire ; normalement l'Egypte aurait dû cesser d'être un Etat mi-souverain pour redevenir une simple province, et le gouverneur n'exercer les droits de souveraineté que par délégation de la Sublime-Porte, qui pouvait le révoquer à son gré et le remplacer.

Le pouvoir exécutif était détenu à nouveau en apparence par elle, l'Egypte paraissait se retrouver dans les mêmes conditions vis-à-vis de Constantinople qu'après la conquête de Sélim.

En réalité, la Sublime-Porte ne jouira plus en fait de la plénitude de sa souveraineté, car elle se trouvera encore dans la nécessité de partager ses droits souverains. En anéantissant les Mamelouks, Mohamed-Ali, en effet, n'avait pas travaillé pour le Sultan, mais pour lui-même ; il entendait exercer leurs droits. Ceux-ci n'étant plus réclamés par personne devaient lui revenir ; la S.-P. seule pouvait protester et même chercher à le destituer pour s'en emparer, mais cela ne l'effrayait pas étant donné l'affaiblissement de l'Empire Ottoman.

D'ailleurs, elle eut été mal venue de prétendre à succéder aux droits des beys, puisqu'en 1806 elle

avait elle-même consenti à laisser Mohamed-Ali au gouvernement de l’Egypte, aux lieu et place des Mamelouks lui subrogeant leurs droits. L’anéantissement des beys n’amènera donc aucune extension dans le pouvoir réel de la S.-P. sur l’Egypte, le seul bénéficiaire sera le Pacha, qui les remplacera définitivement.

La souveraineté de la Porte ne recevra qu’un accroissement théorique.

Et si Mohamed-Ali n’avait pas été le délégué du Sultan, l’Egypte aurait été encore en droit et en fait un Etat mi-souverain.

Elle ne l’était plus qu’en fait : les droits souverains constituant l’autonomie se trouvaient concertés en fait malgré tout entre les mains du pacha comme ils s’étaient trouvés réunis entre les mains des beys.

L’expédition contre les Wahabites fut prête à prendre la mer au mois d’octobre 1811. Les troupes débarquèrent à Djeddah, où Mohamed-Ali avait su gagner à sa cause l’ancien shériff de la Mecque Ghalib, que les schismatiques y avaient relégué ; Tous-soum eut à subir pour commencer un sérieux échec, il en fit supporter les conséquences aux chefs albanais, que son père lui ordonna de renvoyer en Egypte.

Les troupes albanaises avaient subi de grosses pertes ; cela n’était pas pour déplaire à Mohamed-Ali qui tenait déjà prêts de puissants renforts à envoyer en Arabie.

Les chefs, de retour au Caire, furent reçus par le Pacha, qui se montra fort courroucé de leur défaite, et leur intima l'ordre d'avoir à quitter l'Égypte dans le plus bref délai.

Cet ordre, en d'autres temps, n'aurait pas été sans amener une violente opposition et des troubles graves : les Albanais se trouvaient trop heureux en Égypte où la vie était facile, pour vouloir retourner dans leur pays de bon gré.

Pourtant, cette fois-ci, ils s'exécutèrent pour la plupart et se laissèrent embarquer sans résistance.

Mohamed-Ali était parvenu ainsi, en moins d'un an, à débarrasser l'Égypte des éléments les plus turbulents : les Mamelouks et les Albanais. Son pouvoir se trouvait affermi d'autant et devenait inébranlable.

Mais les Albanais n'étaient pas aussi radicalement exécutés que l'avaient été les Mamelouks. Il en restait au Caire ; ils pouvaient encore donner des soucis au Pacha, mais ils avaient cessé d'être un danger.

Donc, à l'intérieur, Mohamed-Ali n'avait désormais plus rien à craindre. Restait l'extérieur.

Après les premiers revers de Toussoum, Mohamed-Ali avait songé à rejoindre son fils avec une armée de renfort ; vers octobre 1812, il était prêt à s'embarquer quand il apprit que Toussoum s'était ressaisi, qu'il avait facilement mis en fuite les Wahabites, et s'était emparé, après le port de Yambo, des

Villes Saintes de la Mecque et de Médine (septembre 1812).

Mohamed-Ali remit donc son départ à l'année suivante, et s'empressa de faire connaître à la Porte les victoires de son fils et la délivrance de la Kabba.

Il comptait bien que ces succès seraient pour lui les meilleurs gages à la reconnaissance du Sultan.

Toussoum, après l'occupation des Villes Saintes, voulut poursuivre les Wahabites et les réduire. Ce fut en vain, et il eut à subir de nouveaux insuccès.

Alors (en août 1813) Mohamed-Ali partit pour l'Arabie. En octobre, il était à la Mecque. Son premier soin, politiquement, fut de destituer le chérif Galeb, après avoir conçu des doutes sur ses sentiments, et de le remplacer par Yahia, de la même famille que Galeb et qui lui était tout dévoué.

La lutte continuait acharnée entre l'armée égyptienne et les Whahabites : ces derniers s'étant retirés dans la région du Nedjd, étaient insaisissables et troublaient constamment la tranquillité des autres provinces.

Les communications entre la Mecque et Djedda furent même coupées, et on ne put les rétablir qu'à grand peine.

Malgré toutes ces difficultés, le pèlerinage put être repris dès 1814. Il eut lieu en grande pompe pour la première fois, cette année-là. Tout cela rehaussait le prestige du Pacha d'Egypte, non seulement aux

yeux de ses administrés, mais aux yeux de tous les musulmans.

Pourtant, les Wahabites n'étaient pas soumis et, si les Lieux saints étaient délivrés, il ne fallait pas moins que la présence de Mohamed-Ali et de son armée pour les conserver.

Mohamed-Ali resta, et lutta, avec succès en Arabie, jusqu'au mois de mai 1815, mais à cette époque, estimant sa présence nécessaire au Caire, il quitta brusquement Médine et s'embarqua pour l'Égypte. Il laissait derrière lui son fils Toussoum enfoncé dans le Nedjd aux prises avec les Wahabites, au milieu des plus sérieuses difficultés.

Le 19 juin 1815, Mohamed-Ali était de retour au Caire, après deux années d'absence.

Il fallait réellement que le calme fût rétabli dans le pays et l'autorité du Pacha solidement assise pour que, dans un laps de temps si long, il n'y eut aucune tentative sérieuse pour s'emparer du pouvoir. Les mesures que Mohamed-Ali avait prises contre les ferments d'anarchie : Albanais et Mamelouks, s'étaient donc révélées aussi efficaces qu'elles avaient été radicales.

L'autorité souveraine de l'Égypte n'était plus un jouet sans cesse heurté au gré des caprices et des coups de force des Mamelouks ou des Albanais.

Le Pacha était bien réellement le maître.

Mohamed-Ali, durant son séjour en Arabie, avait

laissé le gouvernement aux mains de son Kiaya, dans lequel il avait entière confiance. Il lui avait laissé également des instructions pour l'exécution de certaines mesures délicates, dont l'application aurait pu amener des troubles.

C'est ainsi que le Kiaya fut chargé de procéder à l'accaparement au profit du Pacha de toute la propriété foncière.

On promettait en échange aux propriétaires déposés que les revenus de leurs terres leur seraient payés par le Trésor.

Cette mesure amena naturellement des troubles (1^{er} février 1814) et des remontrances de la part des cheiks ; mais le corps des cheiks, depuis l'exil de Saïd-Omar, avait perdu toute énergie et toute autorité. Le Kiaja ne crut même pas devoir tenir compte de la supplique qui fut rédigée pour être transmise à Mohamed-Ali, il négligea de la lui faire parvenir.

Mais si un soulèvement populaire n'était pas à craindre, si Mamelouks et Albanais réduits à l'impuissance n'étaient plus dangereux, le Pacha avait tout lieu de soupçonner que la Porte le trouvant trop puissant ne songeât à le renverser.

A Constantinople, il avait pu paraître nécessaire de maintenir Mohamed-Ali au gouvernement de l'Egypte en 1806, car il s'était montré comme le seul homme capable de rétablir l'ordre laissant à la

Sublime-Porte l'espoir de ressaisir un pouvoir qui n'était plus le sien que nominalement.

Elle n'avait accepté Mohamed-Ali, comme son représentant, que forcée et contrainte par la ferme résolution du Pacha de ne pas quitter le pays et à n'en céder le gouvernement, ni à Elfy, ni à d'autres.

Aujourd'hui, l'Egypte paraissait redevenue facile à administrer ; la Porte ne devait donc que désirer y gouverner effectivement, c'est-à-dire par l'intermédiaire d'un Pacha qu'elle destituerait aussitôt qu'il paraîtrait avoir acquis trop d'autorité.

Le régime auquel était soumis l'Empire ottoman nécessitait une telle politique de méfiance ; la volonté du maître était l'unique loi ; les gouverneurs exerçaient par délégation un pouvoir aussi étendu que celui du Sultan.

Un gouverneur n'avait aucun contrepoids à son autorité, aucune limite à son pouvoir, il était un maître absolu. Il y avait donc péril à lui permettre d'acquérir une situation personnelle, basée sur cette puissance et cette autorité, car elle pouvait conduire à des démembrements ; la Porte se trouvait entraînée dans une politique débilitante, ne permettant pas à un gouverneur d'avoir la possibilité de se rendre maître dans sa province comme représentant du Sultan, de peur qu'il n'en devint maître personnellement ; il ne pouvait nécessairement pas tirer entier profit des ressources de son pachalik. Les craintes

de la Porte n'étaient d'ailleurs pas injustifiées : Ali Pacha de Janina n'allait pas tarder à montrer la réalité du péril.

Mais le résultat était que l'Empire Ottoman, grâce à cette politique, conservait intact, en apparence du moins, le patrimoine territorial des premiers conquérants Osmanlis, il ne tirait aucun profit de ses vastes possessions, qui se trouvaient livrées à une anarchie plus ou moins grande.

Cette politique avait sa base dans une contradiction. Le principe de gouvernement était l'autorité absolue du despotisme, seul principe constitutionnel de l'Empire. Or, ce principe pouvant être dangereux pour l'intégrité de l'Empire, la Porte le battait elle-même en brèche, et usait de tous les moyens pour réduire à rien l'autorité de ses représentants. Elle allait jusqu'à fomenter, à l'occasion, des complots contre eux dans le but unique d'affaiblir leur pouvoir absolu.

L'Egypte, plus que toute autre province, en raison même des facilités avec lesquelles ses gouverneurs pouvaient se soustraire à l'allégeance de la Porte, avait été soumise à cette politique de méfiance : « Plus un gouverneur de cette première province de l'Empire acquérait de force, plus près il était de l'indépendance, plus il était voisin de sa chute » (1).

1. Mouriez, *Histoire de Mehemet-Ali*, t. II, p. 151.

Mohamed-Ali qui avait compté sur la réussite de son expédition en Arabie pour voir son influence croître auprès du Sultan, eut le désappointement de voir que la Porte, au contraire, prenant ombrage de ses succès à l'extérieur de l'Egypte, songeait à lui susciter des troubles et à miner son pouvoir en Egypte même.

Au désir de redevenir maîtresse réelle de la province s'ajoutait la crainte de voir le Pacha rejeter la souveraineté nominale du Sultan, et après s'être emparé des droits laissés vacants par les Mamelouks, de le voir s'emparer d'une entière souveraineté qu'il détiendrait, non plus par délégation du Sultan, mais de son propre chef.

La Sublime-Porte savait d'ailleurs fort bien, surtout depuis la tentative de 1806, que si Mohamed-Ali songeait à se rendre indépendant, sur le modèle des Etats Barbaresques, elle n'aurait aucun moyen d'action pour s'y opposer efficacement et lui reprendre les droits souverains qu'il prétendait exercer pour son propre compte.

Elle pensait prévenir l'éventualité d'une tentative insurrectionnelle de la part de Mohamed-Ali en le renversant à la première occasion, avant que sa puissance n'ait cru encore.

La Sublime-Porte, ne voyant que le but à atteindre, ne sut pas mettre en œuvre les moyens sérieux que

devait lui imposer le caractère de celui qu'elle voulait détruire.

Elle se saisit du premier instrument qui lui tomba sous la main sans voir s'il était de trempe suffisante pour l'usage qu'elle voulait en faire.

A l'annonce de la prise de Médine et de la Mecque par Toussoum, Mohamed-Ali avait envoyé à Constantinople son fils Ismaïl, porteur de la nouvelle. Ismaïl était accompagné d'un mamelouk (1) de Mohamed-Ali, que ce dernier avait élevé, suivant l'usage, à de hautes fonctions. Cet homme s'offrit à la Porte pour renverser son maître alors qu'il serait absent en Arabie. La Porte accepta l'offre et remit au Mamelouk un hatti-chérif le nommant au gouvernement de l'Egypte pour le cas où il s'emparerait du pouvoir.

Celui-ci revint au Caire; il y agit avec une telle maladresse qu'il s'attira la disgrâce de Mohamed-Ali; et avant même qu'il eut tenté de comploter contre le Pacha, peu après le départ de celui-ci, le Kiaya le faisait arrêter et décapiter (le 8 novembre 1814).

Cette première tentative échoua donc piteusement. Elle n'aurait même pas été suffisante pour nous arrêter si elle ne nous permettait pas de voir qu'elle était la politique de la Porte vis-à-vis du Gouverneur de l'Egypte.

La Porte, tout en regardant l'Egypte comme une

1. Ce mot est pris au sens d'esclave.

province de son Empire, était incapable de disposer à son gré du gouvernement du pays et devait recourir aux voies indirectes d'un complot pour essayer de renverser et remplacer son propre représentant, investi par elle d'un pouvoir absolu.

Le Sultan avait trouvé en Napoléon un allié jusqu'à la paix de Tilsitt (1807), mais ce dernier l'avait abandonné, le sacrifiant à l'amitié du Tsar.

Et il aurait eu fort à faire contre les Russes si Napoléon ne s'était pas retrouvé en guerre contre eux et n'avait pas détourné leurs coups, les obligeant à se défendre sur leurs frontières de l'ouest.

Plus tard, la Russie, dans une position critique, négocia avec la Turquie le traité de Bukarest (1812), qui rétablit les relations entre les deux pays, laissant néanmoins toujours une porte ouverte à l'intervention russe.

Mahmoud avait succédé en 1808 au Sultan Sélim ; sa politique fut de mettre à profit cette trêve avec le Tzar pour consolider les assises de l'Empire Ottoman, ébranlé par des luttes continuelles ; il voulait rehausser le prestige de la puissance impériale à Constantinople et imposer aux provinces éloignées l'autorité directe de la Sublime-Porte, dans le but de les rattacher plus fortement à l'Empire et de les faire concourir à sa grandeur.

Dans un plan pareil, il n'y avait pas place pour Mohamed-Ali ; sa puissance ne pouvant s'accorder

qu'avec une quasi-indépendance ; il devait donc disparaître.

Mahmoud ne perdit jamais de vue cet objectif. La puissance même de son gouverneur l'offensait, de là naquit une haine contre Mohamed-Ali, et cette haine devint si forte que Mahmoud, pour l'assouvir, ne craindra pas de recourir à ses pires ennemis les Russes.

On n'en était pas encore là en 1815 ; seulement, Mohamed-Ali étant informé par ses amis de Constantinople, alors qu'il était en Arabie, des dispositions du Sultan, pensa que sa présence au Caire devenait plus nécessaire qu'ailleurs, et qu'une absence plus longue pourrait lui causer la perte de sa province.

On lui annonçait même que le Capitan-Pacha avait quitté les Dardanelles faisant voile sur Alexandrie. Il fut de retour au Caire le 19 juin 1815, ainsi que nous l'avons dit, et put se rendre compte que son Kiaya l'avait aussi fidèlement servi contre les ennemis du dehors que contre ceux du dedans.

Celui-ci avait, en effet, mis le littoral en état de défense, réparant les fortifications d'Alexandrie et de Rosette, et se tenant prêt à repousser l'agresseur quel qu'il fût. Mais personne ne vint l'attaquer. Il voulut mettre à profit ce calme intérieur et extérieur pour exécuter un projet qu'il mûrissait depuis longtemps, mais qu'il avait différé par crainte de causer

des troubles dont la gravité même serait un danger pour lui.

Il avait vu les armées françaises disciplinées, tenir tête à un adversaire d'une supériorité numérique très grande ; il se doutait qu'une armée instruite à l'européenne serait pour lui un appui sérieux contre les attaques de l'extérieur, alors que les troupes albanaises n'étaient qu'un ferment de trouble et de discorde à l'intérieur. Une armée disciplinée consoliderait son pouvoir autant qu'une horde indisciplinée l'affaiblirait.

Son rêve était donc de créer une armée instruite à l'européenne ; il ordonna que les soldats albanais soient désormais soumis à une instruction et à une discipline rigoureuse. Il fit proclamer la création du Nizam-Guédid de l'armée nouvelle.

Cette mesure n'eut pas l'heur de plaire aux Albanais. Le 3 août, les chefs se réunirent pour conspirer contre le Pacha et l'obliger à revenir sur sa décision. Ce dernier fut mis au courant du complot, et les chefs se sachant découverts, renoncèrent à toute action.

Mais la troupe qui avait été fort excitée par eux, se livra à ses excès coutumiers, comme chaque fois qu'elle avait sujet à mécontentement. Cette fois-ci encore, elle pillait le Caire, volant et saccageant (1).

1. Néanmoins, elle ne put toucher ni au quartier des Francs ni à celui des Maugrabins, car le Pacha en avait armé les habitants et ceux-ci surent faire respecter leurs biens.

A ce moment, le Haligue (1) fut coupé, et le Nil déborda sur la ville, inondant tout et empêchant les rassemblements. Ceci, et le manque de chefs, fit tomber la révolte ; les soldats rentrèrent peu à peu dans l'ordre, sans que Mohamed-Ali qui, depuis le premier jour des émeutes s'était retiré à la Citadelle, ait eu à intervenir.

Le Pacha fit immédiatement rembourser sur le Trésor les dommages causés aux commerçants, se souvenant à propos, de l'appui qu'il pouvait trouver dans le peuple en cas de renouvellement des troubles.

Il ne descendit de la Citadelle que sur les instances réitérées des notables et des chefs.

Il renonça pourtant à appliquer le Nizam-Guédid ; il s'était rendu compte qu'une pareille réforme ne pourrait être introduite qu'avec prudence, les Albanais étaient encore trop nombreux pour qu'il puisse les manier à son gré. Néanmoins, il exigea que les soldats hors de service renonceraient à sortir avec leurs armes. C'était déjà un résultat, si on songe que les Albanais ne sortaient jamais sans un arsenal complet à leur ceinture, et que tout prétexte leur était bon pour en faire usage.

La lutte contre les Wahabites s'était continuée après le départ de Mohamed-Ali, avec des alterna-

1. Sorte d'écluse qui, en s'ouvrant, faisait affluer l'eau du Nil dans un canal traversant le Caire ; le jour consacré à l'ouverture du Haligue était et est encore un jour de réjouissance.

tives ; Toussoum était même tout près d'essuyer un désastre quand Abdallah-ebn-Souhoud, chef des Wahabites, offrit de faire sa soumission.

Celui ci abandonnait toutes ses prétentions ; il renonçait au schisme pour lui et ses partisans et se soumettait aux volontés de la Sublime-Porte, il s'engageait même à se rendre à Constantinople si le Sultan l'y mandait.

Il promettait également d'obéir au gouverneur qui serait nommé dans les Villes Saintes, de respecter et protéger les caravanes, et enfin de restituer le trésor dont son père Souhoud avait dépouillé la Kabba.

Ce traité devait être ratifié par Mohamed-Ali et le Sultan.

Toussoum regagna alors l'Égypte ; son armée était grandement affaiblie et manquait de tout ; sa présence en Arabie ne pouvait être d'aucune utilité ; il se doutait bien que la paix avec Abdallah serait de courte durée, celui-ci ayant conservé intactes ses forces et son influence, mais il savait aussi qu'il était, lui, trop faible pour une autre campagne.

Le 7 novembre 1815, il était de retour au Caire.

La paix, en effet, ne dura pas longtemps, Mohamed-Ali prenant prétexte de ce que Abdallah refusait de restituer les bijoux pris sur le tombeau du Prophète, recommença la lutte en envoyant en Arabie son fils Ibrahim.

Le 23 septembre 1816, celui-ci s'embarquait à Cosséir.

Entre temps, les beys Mamelouks restés dans le Dongulah, demandèrent, après la mort du vieil Ibrahim-bey, l'autorisation de revenir au Caire. Le Pacha leur fit des conditions si dures qu'ils aimèrent mieux rester où ils étaient.

La campagne d'Ibrahim contre les Wahabites dura près de deux ans. Ce ne fut qu'en septembre 1818 qu'il vint à bout d'Abdallah, qui fut contraint de se rendre à discrétion, et Ibrahim ne lui assura la vie sauve que jusqu'au Caire (1).

Ibrahim continua, durant les premiers mois de 1819, à pacifier toute la contrée du Ndjed jusqu'au Golfe Persique, mais il ne put songer à conserver le pays, cette tâche demandant beaucoup trop d'hommes et d'argent.

Peu avant de quitter la Mecque, Ibrahim reçut un envoyé anglais. Les Anglais avaient vu leurs établissements du Golfe Persique ruinés du fait des Wahabites, qui ne voulaient avoir aucune relation avec les infidèles. Ils avaient compté sur les succès d'Ibrahim dans le Ndjed pour y rétablir leurs affaires et avaient envoyé à Katyf (port du Golfe Persique) quelques vaisseaux et 3.000 hommes pour coopérer avec le Pacha d'Egypte, mais leur action était tardive.

1. Détrayé, sa capitale fut complètement détruite.

Ibrahim avait déjà évacué le Ndjed et se souciait fort peu de se mettre une deuxième fois en campagne. Néanmoins, il en référa à son père ; Mohamed-Ali repoussa l'offre, obligeant les troupes britanniques à se rembarquer.

Ibrahim, craignant que son départ n'occasionnât de nouveaux troubles, dévasta entièrement toute la région du Njed, et le 10 décembre 1819 il retournait au Caire.

Son expédition avait eu plus de succès que celle de Toussoum ; les Wahabites étaient désormais anéantis. Quoi qu'il en soit, Mohamed-Ali ne devait pas encore en avoir fini avec l'Arabie, il y enverra encore des hommes et ce pays lui coûtera beaucoup plus qu'il ne lui rapportera jamais.

A quels mobiles avait obéi le Pacha en repoussant la coopération anglaise ?

Certes, la pénurie de vivres, le manque d'argent et les fatigues d'une longue campagne, sont des motifs assez sérieux, mais nous pensons que si même aucun de ces motifs n'avait existé, Mohamed-Ali aurait repoussé quand même les propositions britanniques.

Il n'oubliait pas l'appui qu'ils avaient donné à Elfy, mais sa rancune se serait tue devant son intérêt.

C'est bien plutôt, croyons-nous, la crainte de voir s'immiscer dans des affaires entre musulmans des

étrangers dont le but était de satisfaire à leurs visées égoïstes, et toujours au détriment de ceux qui devaient être les bénéficiaires de leur intervention.

Mohamed-Ali semblait craindre qu'un jour ou l'autre il se trouverait en conflit avec les Anglais, au sujet de cette côte Est de l'Arabie, si ceux-ci arrivaient à s'y établir, fut-ce à moitié.

Plus tard, nous verrons encore avec quel soin jaloux il défendra l'Egypte contre les empiétements de l'étranger, opposant sa volonté à celle même du Sultan.

Cette politique clairvoyante lui vaudra un accroissement de haine de la part de ceux qu'elle contrariait.

Quand il y faillit ce fut bien malgré lui et cela amènera sa perte ; ce fut aussi la perte de ses successeurs, qui malheureusement pour eux et pour la liberté de l'Egypte, ne surent ou ne purent pas éviter l'intervention.

Ibrahim, de retour au Caire en décembre 1819, ne devait pas y rester. Mohamed-Ali entreprenait une nouvelle campagne ; cette fois-ci, il porterait ses coups au sud même de ses Etats et agrandirait à la fois les limites de son gouvernement et les possessions du Sultan.

Il ne s'engageait pas ainsi, dans une nouvelle guerre sans de sérieuses raisons : les Albanais, de retour d'Arabie avec Toussoum, s'étaient livrés à des déprédations et troublèrent la tranquillité du Caire. Le

Pacha était parvenu pourtant à se débarrasser d'eux en les envoyant en Basse-Egypte dans des camps retranchés. Toussoum, qui les avait commandés en Arabie, avait su acquérir une grande influence sur eux, et ils avaient consenti à le suivre et à quitter le Caire.

Mais aujourd'hui Toussoum était mort, et Ibrahim était de retour avec ses troupes. La tranquillité publique pouvait être sérieusement menacée ; on devait éloigner encore une fois la soldatesque du Caire ; il fallait une nouvelle guerre et Mohamed-Ali décida d'envahir le pays au sud de Dongolah.

Il ne pouvait détruire les Albanais comme il avait détruit les Mamelouks, car ils constituaient le principal élément de sa force tant qu'il n'aurait pas une armée régulièrement instruite et disciplinée à l'européenne ; malgré les inconvénients de les avoir à sa solde, il devait les subir.

La nouvelle campagne devait avoir dans l'esprit du Pacha encore d'autres avantages que d'occuper les Albanais et étendre les territoires de son gouvernement. Il espérait y recueillir de grandes richesses, ces pays ayant la réputation d'être producteurs d'or ; il comptait aussi y recruter, non seulement de nombreux esclaves, mais encore les hommes nécessaires pour constituer les troupes du Nizam-el-Guédid, auquel il ne renonçait pas, malgré l'hostilité des Albanais.

Le commandement de l'expédition dans le Sennar fut confié à Ismaïl, le troisième fils de Mohamed-Ali. Il quitta l'Egypte en juillet 1820 ; les adversaires qu'il avait à combattre n'étaient pas de taille à lui résister sérieusement : bientôt le roi du Sennar fit sa soumission au général égyptien reconnaissant l'autorité du Pacha d'Egypte, et de la suzeraineté du Sultan.

Mais la maladie se mit dans les rangs de l'armée égyptienne qui se trouva grandement affaiblie. En septembre 1821, Ibrahim-pacha vint rejoindre son frère avec des renforts. Les deux frères combinèrent un plan d'action pour pousser plus avant leur conquête, mais le plan ne put s'exécuter entièrement. Ibrahim tombant malade, dut retourner au Caire. Ismaïl, malade aussi, et désespérant de trouver l'or qu'il était venu chercher, demanda à Mohamed-Ali l'autorisation de retourner. Le Pacha, déçu dans ses expériences, aurait voulu, qu'Ismaïl continuât ses recherches et ses conquêtes ; néanmoins, il lui donna la permission de revenir. Mais Ismaïl ne devait pas revoir le Caire, il fut massacré avec ses compagnons par la population de Chendy en octobre 1822, alors qu'il attendait les instructions de son père.

Le defterdar du Pacha, qui faisait partie de l'expédition d'Ismaïl, avait été envoyé à la conquête du Kordofan ; quand il fut de retour au Sennar, il vengea la mort d'Ismaïl, qui était son beau-frère. Le

defterdar resta en Nubie jusqu'en 1824, époque à laquelle Mohamed-Ali envoya un gouverneur dans les provinces nouvellement conquises : la Nubie, le Sennar et le Kordofan.

Cette guerre, entreprise par Mohamed-Ali, entraînait-elle dans les attributions du Pacha d'Egypte ?

La Porte lui avait ordonné l'expédition contre les Wahabites ; il avait agi dans cette première campagne dans la limite des pouvoirs qu'il tenait de la Porte ; mais, cette fois, il n'avait reçu aucun ordre, sa qualité de chef de l'armée égyptienne ne lui conférait pas le pouvoir de faire une guerre de sa propre autorité. Mohamed-Ali, usa en cette occasion, croyons-nous, non pas d'un droit entrant dans ses attributions de gouverneur, mais bien d'un droit de souveraineté, du droit de guerre.

La Porte, pour si jalouse qu'elle fût de son autorité, ne manifesta aucun signe de réprobation, l'expédition ne lui ayant rien coûté et ayant nominale-ment placé sous son autorité de nouveaux territoires, peu lui importait l'usurpation par son représentant d'un droit qui lui appartenait exclusivement, et que même les Mamelouks lui avaient laissé n'ayant pas eu à en faire usage.

Le pouvoir de Mohamed-Ali était si étendu et si absolu à l'intérieur de l'Egypte que nous-mêmes n'aurions pas signalé cette extension de ses droits, (ne présentant en l'espèce, aucune importance), si

elle ne devait créer en faveur du Pacha d'Egypte un précédent dangereux pour la Sublime-Porte.

Mohamed-Ali allait d'ailleurs, sous peu, avoir à utiliser de nouveau son armée.

Le Sultan se trouvait aux prises dans ses provinces d'Europe à de sérieuses difficultés. Les provinces peuplées de Grecs n'avaient jamais été entièrement soumises à l'autorité turque. Après avoir couvé longtemps, une forte insurrection grecque éclata en 1821 contre la Sublime-Porte. Le feu avait été mis aux poudres par la révolte du Pacha de Janina, Ali de Tebelen, qui, pour lutter contre le Sultan, avait lié alliance avec les Grecs, ses pires ennemis.

Ali fut mis à mort en 1823, mais l'insurrection de Grèce devait aboutir quelque dix ans plus tard par une reconnaissance d'indépendance.

En 1821, le Sultan fit appel à Mohamed-Ali pour fournir un contingent de troupes contre les insurgés. Le 10 juillet 1821, une flotille de 16 voiles ayant 8.000 hommes à bord, quittait l'Egypte pour les Dardanelles.

Mohamed-Ali, en fournissant ce secours à la Porte, ne faisait que remplir une obligation à laquelle les Mamelouks mêmes avaient été astreints.

D'ailleurs, les Etats Barbaresques eux-mêmes, dont les attaches à la Turquie furent de tout temps beaucoup moins étroites que les attaches de l'Egypte,

apportèrent en cette circonstance leur collaboration au Sultan.

Quelques mois après avoir quitté Alexandrie, la flottille égyptienne y retournait pour se ravitailler, et elle était accompagnée des navires fournis par Alger, Tunis et Tripoli, simples vaisseaux de la Sublime Porte.

Cette flotte prit 2.000 hommes nouveaux qu'elle devait débarquer à Candie, l'île s'était insurgée aussi et le Sultan Mahmoud en avait donné le gouvernement à Mohamed-Ali, à charge pour lui de la pacifier.

L'intervention du Pacha d'Egypte dans les affaires de Grèce allait devenir bientôt plus grande, car sous peu la seule planche de salut restant au Sultan sera d'appeler Mohamed-Ali et sa nouvelle armée en Morée.

Mohamed-Ali n'avait cessé de rêver à l'organisation d'une armée disciplinée et instruite à l'européenne.

Pour éviter les excès des Albanais, il avait dû les envoyer en Nubie, mais ce n'était là qu'une solution provisoire ; s'il voulait les domestiquer, il devrait pouvoir leur opposer une force supérieure à la leur. La nécessité du Nizam-Guédid était manifeste ; ce serait seulement quand il l'aurait créé qu'il pourrait être sûr d'avoir en mains une force suffisante pour faire face à tous les dangers intérieurs ou extérieurs qui menaceraient son pouvoir.

Mohamed-Ali, instruit par l'expérience, au lieu d'agir ouvertement, ainsi qu'il avait fait en 1816, n'édicta pas un nouveau Nizam, mais envoya à Assouan des hommes et des instructeurs français, afin de constituer d'abord les cadres de la nouvelle armée, cadres qu'il comptait remplir par des nègres qui seraient envoyés du Sennar et du Kordofan par son fils Ismaïl.

L'instruction de ces cadres n'alla pas sans difficultés. Il fallut toute l'énergie du colonel Sève (le futur Soleiman Pacha) et des autres instructeurs français, ainsi que l'exemple d'Ibrahim-Pacha, qui s'astreignait à faire l'exercice comme un simple soldat, pour mener à bien cette entreprise.

Les hommes que Mohamed-Ali avait choisis pour constituer ce premier élément de son armée furent des esclaves lui appartenant.

Quand les cadres furent instruits, Ismaïl fut chargé de fournir les nègres de Sennar pour constituer l'armée. Mais de ces nègres beaucoup mouraient en route ceux qui parvenaient à Assouan dépérissant rapidement, on dut renoncer à cet élément trop peu résistant.

Ne pouvant avoir recours aux Albanais, ne pouvant avoir recours aux Nubiens, tout autre que Mohamed-Ali aurait sans doute renoncé à son projet. Lui, résista, et poussant plus loin l'assimilation de son armée avec les armées d'Europe, il songea à remplir

les cadres qu'il avait constitués par des Egyptiens, par des fellahs.

Une telle innovation bouleversait toutes les idées reçues en Egypte. tant par les Turcs et les Albanais que par les Egyptiens eux-mêmes. Jamais le peuple en Egypte n'avait formé une armée, jamais il n'avait songé à s'organiser pour sa détense en dehors des moments d'émeutes. Passant d'un maître à l'autre, il restait indifférent à leurs querelles, étranger à leurs luttes. Ses maîtres successifs lui avaient toujours demandé de l'argent et du blé, tous l'avaient écorché, mais aucun ne lui avait jamais demandé d'être soldat.

Volney s'était bien rendu compte de ce rôle passif des Egyptiens. « Il ne faut pas dire, écrit-il, les beys ont faits des recrues, ont ameuté le peuple, le peuple a favorisé tel parti »... « dans les démêlés des Mamelouks le peuple n'est jamais qu'un agent passif ».

Les Mamelouks n'avaient jamais considéré le fellah qu'avec mépris et comme indigne de se battre et verser son sang.

Bonaparte lui-même, après la bataille d'Aboukir, quand il songea à renforcer son armée, n'eut pas recours à la population d'Egypte, il fit appel aux Nubiens pour combler les vides.

Une pareille innovation souleva de vives critiques

de la part des Turcs, et de la part des fellahs une certaine résistance.

Les uns trouvaient que le vice-roi, en enlevant les fellahs à la terre, ruinerait le pays, qui avait besoin pour produire de tous ses cultivateurs, et que cet appauvrissement ne serait pas compensé par un accroissement de force, car l'Égyptien ne pouvait, disait-on, faire un bon soldat : jamais il ne s'était battu, jamais on ne pourrait l'y décider.

Les autres émettaient des craintes plus justifiées : le fellah allait prendre conscience de lui-même, le maniement des armes allait lui donner une certaine dignité.

Il ne serait plus l'être attaché à la glèbe dont la fonction unique est de faire pousser le blé et recevoir des coups.

Il n'accepterait plus d'être malmené par les Turcs ou les Albanais : il rendrait coup pour coup. Il ne se laisserait plus voler et dépouiller comme par le passé.

On aurait à craindre des insurrections populaires, qui jusque-là étaient inconnues en Égypte, sauf au Caire, où rarement elles étaient autre chose qu'une échaffourée.

Ces craintes étaient beaucoup plus justifiées que celles qui faisaient prévoir l'appauvrissement du pays. C'est en raison même de ces craintes que tout Égyptien doit être reconnaissant à Mohamed-Ali de

la réforme qu'il allait entreprendre, car par cette réforme, par les conséquences profondes qu'elle allait amener, on pourra désormais parler de l'Egypte, non plus seulement comme d'une terre fertile affermée à des maîtres, mais comme d'un pays habité par des individus de même race, ayant des aspirations communes, ayant une nationalité, formant une armée pour défendre son pays.

Pour la première fois depuis des siècles, pour la première fois peut-être depuis les Fatimites, il y aura en Egypte entre gouvernants et gouvernés autre chose que des relations de maîtres à esclaves. Désormais, l'Egyptien et le détenteur de l'autorité souveraine devront compter l'un sur l'autre : l'armée ne pourra se passer de son chef, et le chef ne pouvant se passer de son armée devra compter sur le peuple.

On a dit que Mohamed-Ali méprisait tout ce qui était arabe et n'avait jamais parlé que le turc. Nous ne croyons pas que Mohamed-Ali ait conçu un tel mépris pour le fellah, sans ça il n'en aurait pas fait le plus sûr soutien de son pouvoir. Il aurait continué à s'appuyer sur ceux de sa race : sur les Albanais. Il n'aurait pas lié son sort au sort de ceux pour qui il aurait eu du mépris. Car désormais toute victoire de Mohamed-Ali sera une victoire pour l'Egypte, et toute défaite de l'Egypte en sera une pour Mohamed-Ali.

« En détruisant la soldatesque turque et en armant

les fellahs à l'européenne, Mohamed-Ali faisait faire un grand progrès à son peuple ; il rendait à l'Egypte sa nationalité ; il confiait la force publique aux mains d'hommes soumis et dévoués, » (1).

Il est certain pourtant qu'aucun de ces avantages ne parut évident au fellah, à qui d'ailleurs on ne demandait pas son avis.

L'incorporation fut, on s'en doute, une opération assez malaisée ; l'Egyptien répugnait naturellement à ce nouveau métier qu'on lui imposait. Néanmoins, cette résistance fut vaincue par la volonté impérieuse du Pacha. D'ailleurs, la nature douce et apathique du fellah n'était pas faite pour opposer une longue résistance.

Bientôt, en effet, le paysan du Nil parut sous les armes comme un excellent soldat : discipliné, endurant et sobre.

Le Nizam-el-Guédid devait répondre à toutes les espérances de Mohamed-Ali.

Un jour, on vit près du Caire 10 régiments de la nouvelle armée, 25.000 hommes équipés à l'européenne, disciplinés et manœuvrant avec précision. Ce fut un triomphe pour le Pacha.

Il avait finalement une armée, qui loin d'être comme celle des Albanais, une cause d'affaiblissement de son pouvoir, en serait au contraire le sou-

1. Mengin, *Histoire d'Egypte de 1828-1832*, p. 5.

tien le plus puissant et le plus fidèle, une armée bien à lui qui aurait sur les anciennes troupes, outre la discipline, l'immense avantage de ne pas dépendre de la Porte pour son recrutement.

En cas de conflit entre le Pacha et le Sultan, ce dernier aurait pu interdire le raccollement de bandes albanaises pour le compte de Mohamed-Ali, ainsi qu'il avait interdit l'exportation d'esclaves de Mingrèlie pour le compte des beys.

Avec cette armée nationale, Mohamed-Ali était maître de son recrutement, les hommes ne lui feraient jamais défaut.

Le Nizam-el-Guédid fit ses premières preuves contre une insurrection qui avait éclaté en 1824 dans le Saïd et survenue à la suite des mesures de recrutement.

Le Nizam mit en fuite les rebelles et n'hésita pas à tirer sur eux à l'occurrence.

Quant aux Albanais, devant l'allure martiale des nouveaux régiments, ils sentirent fort bien que leur heure avait sonné. Mohamed-Ali leur donna le choix, ou de s'enrôler dans le Nizam, ou de quitter l'Égypte. La majorité docilement préféra s'enrôler ; seuls quelques-uns d'entre eux demandèrent à retourner dans leur pays d'origine.

Désormais, Mohamed-Ali est maître absolu en Égypte, rien ne balance plus son autorité. Arrivé au pouvoir au milieu de l'anarchie, ayant à disputer

son autorité aux Mamelouks, aux Turcs, aux Albans, et même aux Anglais, il a su se maintenir au milieu des plus grosses difficultés et à rétablir l'ordre, détruisant un à un ses adversaires les plus résolus.

Elevé au pouvoir par le peuple du Caire, c'est en s'appuyant sur le peuple d'Egypte qu'il s'y maintiendra.

Mais si Mohamed-Ali est maître de son gouvernement, nous ne devons pas oublier qu'il n'en est pas le souverain.

Il ne représente toujours que l'autorité de la Sublime Porte en Egypte ; les droits absolus dont il jouit à l'intérieur ne sont pas des droits de souveraineté ; il les tient également par délégation du Sultan, s'il les doit en fait à la succession des beys.

Sa position diffère toujours en droit de la situation qui, avant l'occupation des Français, était faite aux cheiks-el-balad et aux beys.

Ceux-ci jouissaient sur l'Egypte de tous les droits constitutifs de la souveraineté intérieure, non par délégation du Sultan, mais de leur propre chef. Les droits propres du Sultan étaient entre les mains du Pacha, et celui-ci, qui était son représentant, ainsi que nous l'avons vu, n'avait aucun pouvoir effectif.

Maintenant, au contraire, Mohamed-Ali représentait en droit la Sublime Porte, et si, en fait, par sa politique, il avait anéanti le pouvoir des Mamelouks et recueilli les droits de souveraineté qu'ils déte-

naient, sa qualité de gouverneur ne lui permettait pas de les posséder en propre.

Le pouvoir de Mohamed-Ali sur l'Egypte était aussi étendu que celui qu'exerçaient les cheiks-el-balad, car il n'y a pas de limite au pouvoir absolu. Mais le cheik-el-balad et les beys ne tenaient ce pouvoir que d'eux-mêmes, tandis que Mohamed-Ali Pacha d'Egypte, dans toute la plénitude de son autorité, n'est que le lieutenant du Sultan.

Le Sultan ne pouvait toucher au cheik-el-balad, à qui il ne devait qu'une confirmation de pure forme ; il peut, au contraire, destituer le Pacha, ou beaucoup plus simplement ne pas le confirmer dans ses fonctions à l'expiration de la période annuelle pour laquelle il a été nommé.

Aussi, tant que Mohamed-Ali n'exercera pas d'une façon indépendante et reconnue par la Porte, le pouvoir exécutif (et par suite le pouvoir législatif qui en dérive, comme conséquence du pouvoir absolu), nous devons le considérer en droit comme un simple gouverneur, et l'Egypte comme une province de l'Empire Ottoman ; mais en fait nous pouvons toujours dire que l'Egypte est un Etat mi-souverain, car nous savons qu'en réalité Mohamed-Ali, bien que nommé et confirmé annuellement par la Porte dans ses fonctions de Pacha d'Egypte, est le vrai souverain du pays.

Que si, de droit strict, il exerce son pouvoir par

délégation du Sultan, en fait il l'exerce de sa propre autorité, de par son sabre qui l'a rendu maître de l'Egypte.

Le Sultan n'est plus à même de disposer du gouvernement de cette province à son gré, car pour en disposer il devrait l'arracher par la force à celui qui nominalement y représente son autorité. Ce qui lui est impossible.

L'expérience faite en 1806 nous paraît concluante à cet égard. Alors que Mohamed-Ali n'avait pas encore abattu la puissance mamelouk, la Porte s'était trouvée impuissante de se faire obéir quand elle a voulu l'obliger à restituer à Elfy-bey l'ancienne souveraineté des Mamelouks, et le remplacer par un Pacha qui se serait contenté de la fonction d'apparat à laquelle se serait réduit le rôle de l'envoyé de Constantinople.

Aujourd'hui que les Mamelouks et les Albanais ne troublaient plus le pays et ne minaient plus le pouvoir du Pacha, aujourd'hui que le vice-roi avait entre les mains une armée incontestablement supérieure (et la preuve évidente ne tardera pas à être faite) à l'armée turque, le Sultan était plus que jamais obligé de subir Mohamed-Ali au gouvernement de l'Egypte,

Si, en droit, la fonction du Pacha est amovible, en fait elle est inamovible, et le pouvoir exécutif que

détient Mohamed-Ali est par cela indépendant même de l'autorité de Constantinople.

Nous cantonnant seulement dans le domaine des faits, sinon du droit, nous pouvons donc dire que l'Egypte vers 1820 est un Etat mi-souverain, vassal et tributaire de la Porte ottomane, comme elle l'était en fait et en droit sous la souveraineté des Mamelouks, mais avec une mi-souveraineté plus étendue encore.

En effet, nous voyons à ce moment Mohamed-Ali exercer à l'intérieur du pays, non seulement la plénitude des droits souverains et donner à l'Egypte une organisation financière, économique (commerciale, agricole et industrielle) et administrative absolument nouvelle, portant les plus grands changements dans toutes les branches de l'activité intérieure du pays, mais nous le voyons agir avec la même indépendance vis-à-vis de la Porte à l'égard de questions dépassant les limites de son gouvernement.

Nous le voyons entreprendre la construction d'une flotte (1) et la formation d'une armée nouvelle. Ces deux mesures, étroitement liées au droit de guerre, nous paraissent comme un empiétement de sa part sur les droits de souveraineté extérieure, (y compris le droit de guerre), que le Sultan avait conservés in-

1. Flotte de la mer Rouge pour l'expédition d'Arabie, et flotte de la Méditerranée pour l'expédition de Morée.

tacts sous le gouvernement des beys. Ces empiétements de la part de Mohamed-Ali, diminuant d'autant les droits de souveraineté extérieure qui sont réservés à la Porte, s'ajoutent aux droits de souveraineté intérieure dont il jouit en toute indépendance.

La Porte ne songeait d'ailleurs pas à protester contre l'une ou l'autre des deux mesures (création d'une flotte et création d'une armée), pas plus qu'il ne lui était venu à l'idée de protester contre les guerres de Nubie. Elle espérait bien en tirer avantage ; sachant qu'elle ne pourrait se faire obéir de son vassal, elle comptait au moins s'en faire aider.

Mais, nous le répétons, en 1820, si en fait l'Egypte, sous le gouvernement de Mohamed-Ali peut être considérée comme un Etat mi-souverain, vassal et tributaire, de la Sublime-Porte, avec la plénitude de son autonomie, et en mesure d'acquérir son indépendance, en droit l'Egypte demeure une province de l'Empire Ottoman, gouvernée par un délégué de la Porte essentiellement révocable.

A comparer la situation de l'Egypte placée sous l'autorité des cheiks-el balad avec la situation actuelle, celle-ci présente, dans le domaine des faits, un accroissement des droits souverains exercés indépendamment par l'autorité gouvernementale du pays.

Mais alors que pour les beys la situation de fait répondait à la situation de droit, pour Mohamed-Ali,

il y avait entre le fait et le droit entière opposition.

Vers 1823, la position de l'Empire Ottoman en Europe devenait de plus en plus critique ; les Grecs, malgré l'anarchie qui les affaiblissait opposaient une résistance acharnée à l'armée turque. Après la mort de Ali de Janina cette armée, de plus de 100.000 hommes, n'était pas venue à bout des insurgés. Et la situation diplomatique était encore plus précaire.

Le Tzar Alexandre trouva d'abord dans l'insurrection grecque un prétexte à intervenir dans les affaires turques (ultimatum de juin 1821) ; il rompit les relations diplomatiques (8 août 1821). Il faudra la pression de Metternich et de Castelreagh, qui voulaient le maintien de l'intégrité de l'Empire Ottoman pour arrêter la guerre ; mais par la suite, les Grecs par leur déclaration d'indépendance, ayant effarouché le Tzar, leurs ministres n'obtiendront même pas de se faire recevoir au Congrès de Verone (nov. 1822) ; Alexandre obtenait d'ailleurs de la Turquie satisfaction sur la question des principautés danubiennes.

A cette époque, l'Europe abandonnait la Grèce.

Des généraux du Sultan ne surent pas en tirer profit pour maltriser l'insurrection qui prolongera sa lutte assez longtemps pour qu'un revirement se formât en sa faveur : en effet dès 1823, le Cabinet anglais crut de bonne politique de ne pas abandonner la protection éventuelle des Grecs aux Français et aux Russes.

Le Tzar de son côté offrit aux puissances de se réunir à Saint-Pétersbourg pour discuter de la situation.

En France, l'opinion était unanime en faveur des insurgés ; les libéraux y voyaient le triomphe de la liberté, et les conservateurs une victoire chrétienne. Le gouvernement, suivant le mouvement, et, désirant plaire à la Russie, se montrait partisan d'une action en Grèce.

L'Autriche seule était trop le champion de l'autorité légitime pour ne pas soutenir le Sultan ; elle lui conseillait de lutter contre les rebelles et, si elle acceptait d'aller à Saint-Pétersbourg, c'était pour éviter une guerre dont les conséquences pouvaient lui être néfastes.

Metternich savait que Mahmoud n'était pas en état d'entreprendre seul une répression énergique et radicale, aussi lui conseilla-t-il (par l'entremise de Geurtz) de faire appel à Mohamed-Ali qui disposait d'une belle armée, bien instruite et commandée par des chefs de valeur qui avaient fait leurs preuves.

Mahmoud, bien que cette demande coûtât à son amour-propre, finit par recourir à son puissant sujet.

Peut-être nourrissait-il le secret espoir de voir sombrer dans cette lutte, qui mettrait aux prises Grecs et Egyptiens, sinon l'insurrection, au moins la puissance du Pacha d'Egypte.

En conséquence, le 16 janvier 1824, Ibrahim rece-

vait, avec le pachalik de Morée, le commandement des troupes chargées d'écraser l'insurrection.

Cette fois-ci ce n'était plus un contingent égyptien qui venait se mêler au reste de l'armée turque ; c'était toute l'armée de Mohamed-Ali, toute sa puissance militaire qu'il allait mettre aux prises avec les Grecs.

On peut se demander comment il se fait que Mohamed-Ali n'ait pas profité des embarras du Sultan pour rejeter la sujétion dans laquelle il se trouvait, au lieu de venir lui apporter son aide en ces moments difficiles.

C'est croyons-nous, que Mohamed-Ali estimait que le moment n'était pas venu pour causer avec le Sultan d'égal à égal. Il pouvait craindre que les puissances, mises en mouvement par les affaires de Grèce, ne s'empressassent de se mêler de ses affaires à lui, et que sous prétexte de défendre le Sultan contre un démembrement trop étendu, elles le sacrifierait à la Grèce, favorisant leurs coreligionnaires à son détriment.

Peut-être tout simplement, ne lui en était-il pas venu l'idée, la suzeraineté du Sultan n'étant pas bien pesante. Peut-être aussi ignorait-il sa propre force.

Quoi qu'il en soit, en juillet 1824, Ibrahim, avec 16.500 hommes du Nizam, quittait Alexandrie.

Le début ne fut pas heureux, car la flotte turco-égyptienne rencontra la flotte grecque et fut mise en

fuite ; les marins turques obligèrent les Egyptiens à se réfugier à Rhodes.

Ce n'est qu'en janvier 1825 qu'Ibrahim put débarquer en Morée à Modon. Une à une, il prit les villes de Morée. L'insurrection avait trouvé son maître. Nauplie fut la seule ville épargnée, grâce à l'intervention anglaise auprès d'Ibrahim (juillet 1825). Nauplie était le siège du gouvernement ; avec elle se serait trouvé anéanti le centre même de l'insurrection.

Ibrahim se porta ensuite dans le nord des provinces révoltées, où Reschid-Pacha avait de son côté remporté des succès ; mais depuis quelque temps il assiégeait Missolonghi sans résultat. Elle ne succomba que sous les coups d'Ibrahim en avril 1826, après une résistance héroïque.

Certes, depuis que Mohamed-Ali était venu au secours de la Porte, les opérations de Grèce avaient pris une meilleure tournure. Néanmoins, le foyer de l'insurrection subsistant, les puissances européennes pouvaient continuer leur intervention en sa faveur. L'intervention donc n'était pas écartée, ainsi que l'aurait désiré Metternich.

Ailleurs, les affaires de la Porte étaient moins brillantes.

Mahmoud, jaloux de son autorité à Constantinople, se résolut, en juin 1826, d'imiter Mohamed-Ali et de discipliner à l'européenne la milice des Janissaires.

Les Janissaires, comme les Albanais, refusèrent de se soumettre. Mahmoud les fit impitoyablement massacrer. Il détruisit ainsi le noyau même de l'armée turque. Et si auparavant il avait une armée disciplinée, maintenant il n'avait pas d'armée du tout.

Dans des circonstances indentiques, nous avons vu comment Mohamed-Ali avait agi, se gardant bien de se démunir un instant de sa puissance militaire. Cet exemple est suffisant pour faire ressortir de combien les qualités du Pacha d'Egypte étaient supérieures à celles du Sultan. Cette supériorité ne se démentira pas une seconde durant le long conflit qui va s'élever entre eux.

La conférence réunie à Saint-Petersbourg pour discuter des affaires de Grèce n'aboutit pas, au grand désappointement de la Russie, qui avait compté dans la défection de l'Angleterre et le refus d'agir de l'Autriche. Le Tzar Nicolas succédant à Alexandre résolut quand même d'agir et envoya un ultimatum à la Porte (17 mars 1826), exigeant des satisfactions au sujet de la Moldo-Valachie.

Cette menace, en raison des conséquences qu'elle pouvait entraîner, effraya Canning et Metternich ; tous deux conseillèrent à la Porte de céder.

Le Sultan se soumit donc à toutes les conditions du Tzar et, en octobre 1826, signa le traité d'Ackermann, qui confirmait et modifiait en l'aggravant même celui de Bukarest (1812).

L'Angleterre lui avait fait espérer qu'après ce sacrifice il ne serait plus question d'intervention dans les affaires grecques. En réalité, dès le 4 avril 1826, un protocole secret était intervenu entre l'Angleterre et la Russie se proposant d'offrir leur médiation et fixant leur coopération pour la formation d'un Etat grec. Ce protocole ne fut communiqué aux autres Chancelleries qu'en novembre. L'Autriche refusa d'y adhérer (mars 1827). La France en accepta les termes sous réserve qu'il fût transformé en traité.

Comme bien on pense, l'offre de médiation fut mal accueillie par le Sultan ; il répondit d'abord à l'Angleterre que la Constitution de l'Empire Ottoman ne lui permettait pas de renoncer à une province, même pour en faire un Etat vassal.

Et à la Russie (février 1827), que l' « acte par lequel deux puissances disposent arbitrairement d'une troisième n'était considéré par la Sublime-Porte que comme un papier blanc dont la communication était un outrage ».

Néanmoins, le 5 juillet 1827, fut signé à Londres le traité de « médiation » entre l'Angleterre, la France et la Russie. Elles devaient proposer un armistice aux belligérants et offrir leur médiation. Si l'armistice n'était pas accepté, « elles préviendront toute collision entre les parties contendantes en y employant tous les moyens pour en accomplir l'objet

« sans prendre part aux hostilités » (1). L'intervention des puissances ne devait en aucun cas amener la guerre avec le Sultan. L'Angleterre ne voulait pas faire le jeu de la Russie.

La Porte n'attacha pas plus d'importance à ce traité qu'au protocole du 4 avril.

L'Angleterre avait chargé également un de ses agents (mission Cradock) de faire connaître à Mohamed-Ali la conclusion et la teneur du traité du 6 juillet dans l'espoir de l'amener à cesser ses envois d'hommes en Grèce. Il est fort possible qu'on ait fait miroiter à ses yeux l'éventualité de reconnaître son indépendance par la même occasion. En tout cas, dès ce moment, Mohamed-Ali était travaillé pour renoncer à persévérer dans l'expédition de Grèce. Il commençait lui-même à être peu enclin de la continuer voyant ce qu'elle lui coûtait. Seule peut-être la promesse de recevoir la Syrie en récompense de son zèle pouvait l'inciter à continuer son action en Morée.

La Porte se refusant à toute discussion, les ambassadeurs de France et d'Angleterre, le 4 septembre, donnèrent instructions aux amiraux Cochrington et de Rigny, de prendre toutes mesures pour empêcher, même par la force, le ravitaillement et le mouvement des troupes turques ou égyptiennes en Grèce.

Les amiraux communiquèrent leurs ordres à

1. Art. additionnel, § 2.

Ibrahim ; celui-ci consentit un armistice de vingt jours (1) pour attendre les instructions de son père.

Mais les Grecs n'ayant pas respecté la Convention, Ibrahim sortit de Navarin vers Corinthe pour les châtier, la tempête le contraignit à retourner dans le port (6 octobre).

Le 18 octobre, l'escadre russe vint se joindre aux escadres franco-anglaises. Le 20, les amiraux alliés pénétrèrent dans la rade de Navarin et prirent position entre les navires de la flotte égypto-turque.

Une bataille était imminente, mais la guerre n'était pourtant pas déclarée entre les puissances médiatrices et la Turquie ; les ambassadeurs de France et d'Angleterre étaient encore à Constantinople ; néanmoins, le 20 octobre, à la suite d'un coup de feu tiré accidentellement, un engagement général eut lieu, dont la conséquence fut l'anéantissement complet et irrémédiable de la flotte turque et de la flotte égyptienne.

La nouvelle de Navarin eut un grand retentissement en Europe. Le Sultan accueillit la nouvelle stoïquement ; Mohamed-Ali ne laissa paraître aucun trouble et se mit de suite à réparer la perte subie. Décidément, cette expédition de Morée lui coûtait encore plus qu'il ne l'avait cru au début, et sans qu'elle lui rapportât aucun des avantages qu'il escomptait.

1. Fin septembre 1827.

Après Navarin, la Porte se montra aussi irréductible que par le passé, et le 8 décembre 1827, les ambassadeurs quittaient Constantinople.

Finalement, le 26 avril 1828, le Tzar, malgré le traité de Londres du 6 juillet, déclara la guerre à la Turquie et envahit la Moldo-Valachie, mais il ne put porter la guerre en Méditerranée, où l'Angleterre l'obligeait au respect de leur convention.

Enfin, le 19 juillet, le Cabinet anglais, pour hâter l'évacuation de la Morée, consentit à ce que la France y intervint militairement, car, n'ayant aucun intérêt en Orient, seule, elle pouvait se charger de l'entreprise. Pourtant, cela ne souriait pas beaucoup au Cabinet de Londres, qui aurait bien voulu ne pas partager la gloire de pacifier la Grèce.

Aussi, prenant les devants, elle essaya par la diplomatie d'obtenir le même résultat.

En août, elle envoya l'amiral Cochrington négocier avec Mohamed-Ali cette évacuation. Le Pacha, fatigué d'une guerre qui ne lui était pas personnelle, se laissa assez facilement convaincre de la nécessité de rappeler Ibrahim en Egypte. Peut-être que la menace de bloquer Alexandrie fit aussi son effet : toujours est-il que le 6 août 1828, Mohamed-Ali, par acte unilatéral, s'engagea à rappeler ses troupes, à envoyer des navires pour leur retour et à délivrer les prisonniers grecs qui avaient été faits après Navarin et qu'il détenait comme esclaves. Ibrahim devait

laisser 12.000 hommes pour servir de garnison à certaines places fortes de Morée.

A vrai dire, dès le mois de juillet, Ibrahim avait été autorisé par son père à négocier avec les amiraux Codrington et de Rigny. La solution de ces négociations fut retardée parce qu'Ibrahim estimait ne pas avoir pouvoir pour promettre les restitutions des esclaves grecs.

Après le désastre de Navarin, Ibrahim s'était rendu compte de la situation critique dans laquelle il se trouvait. N'ayant plus de flotte, ses communications avec l'Egypte étaient coupées et il ne pourrait plus se ravitailler, ni recevoir des renforts.

Aussi, dès le printemps 1828, le général égyptien, pour ménager ses forces, les avait faites replier dans un vaste camp retranché, formé par Modon, Koron et Navarin. C'était déjà un commencement d'évacuation imposé par la situation d'isolement dans laquelle il se trouvait.

L'acte du 6 août 1828 par lequel Mohamed-Ali s'engageait à rappeler Ibrahim en Egypte, n'était autre chose que l'accomplissement de l'évacuation déjà commencée.

En signant cette Convention, Mohamed-Ali n'outrepassait aucunement les droits qu'il détenait de la Sublime-Porte elle-même. Investi par le Sultan de la fonction de généralissime (1) des armées turques

1. Premiers jours de 1827.

opérant dans les provinces grecques, il était juge de décider si la résistance était possible, ou s'il n'était pas de l'intérêt même de la Porte d'évacuer la Morée en rappelant ses forces presque intactes.

Certains auteurs (1) ont voulu voir dans la capitulation du 6 août une négociation menée de puissance à puissance entre l'Angleterre et le Pacha d'Egypte.

Le point de vue est certes fort séduisant pour ceux qui estiment que l'Egypte à ce moment, sous le gouvernement de Mohamed-Ali, était déjà un Etat mi-souverain.

Cette négociation serait pour eux la reconnaissance implicite de la part de l'Angleterre, de l'existence même du nouvel Etat.

Mais si séduisant que cela soit, nous croyons que l'Angleterre, en exerçant une pression sur Mohamed-Ali pour amener l'évacuation de la Morée, n'a reconnu implicitement à celui-ci aucun droit souverain et n'a vu en lui que le chef de l'armée.

D'ailleurs, l'évacuation de la Morée n'impliquait aucun renoncement de la part de la Porte sur cette province, puisque 12.000 hommes continuaient encore à en occuper les places fortes.

Mohamed-Ali avait agi en l'occurrence certes avec une grande indépendance, mais sans toutefois dépasser les limites de son pouvoir de généralissime, et

1. Mouriez, t. II.

sans empiéter sur les droits souverains de la Sublime Porte.

La Porte ne consentit à un arrangement que quand elle se sentit prise à la gorge par la Russie après la chute d'Andrinople (juin 1829). En septembre (1), elle signait avec la Russie une paix onéreuse, reconnaissant l'indépendance des Grecs (2).

Ibrahim, après la Convention d'août 1828, s'empressa d'organiser son départ et, le 10 octobre, il était de retour en Egypte.

Ainsi se termina pour Mohamed-Ali cette aventure grecque. Elle lui avait coûté fort cher en argent et en hommes ; il l'avait payée de sa flotte, mais il était à même de réparer toutes ces pertes. Tandis que le Sultan se voyait, lui, acculé à une faillite complète dans toutes ses provinces d'Europe, et affaibli au point de ne pouvoir probablement, plus, avant longtemps du moins, reconstituer ne fut-ce qu'une partie de sa puissance.

Désormais, pour le Pacha d'Egypte, être plus fort que le Sultan de Constantinople sera son principal objectif, afin de ne pas être évincé de son gouvernement.

1. Les ambassadeurs de France et d'Angleterre à Constantinople avaient rejoint leur poste le 19 novembre 1828.

2. L'indépendance grecque devint définitive le 7 mai 1832 par une Convention passée entre les puissances protectrices et le Roi Othon.

L'aventure grecque eut, de plus, pour Mohamed-Ali, toute la portée d'une leçon acquise par l'expérience. Elle lui a permis de juger de la puissance de sa nouvelle armée, elle lui a permis de la comparer à la puissance de l'armée turque, elle lui a donné pleine et parfaite notion de sa valeur.

Bientôt il ne tardera pas à mettre à profit la leçon reçue, et cela au plus grand dam de la Sublime-Porte.

Mohamed-Ali, mécontent du Sultan et s'estimant à l'étroit en Egypte, ambitionnera plus et mieux, et mettant tout en œuvre pour atteindre son but, il ira jusqu'à braver de grandes puissances, comme l'Autriche et l'Angleterre réunies.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

DE LA PREMIÈRE CAMPAGNE DE SYRIE ET DE LA PAIX DE KUTAYAH (1833)

La Sublime-Porte eut bientôt à faire de nouveau appel à son vassal. Le succès des troupes égyptiennes en Grèce lui avait fait apprécier l'appoint qu'elles pouvaient fournir pour la défense de l'Empire.

Dès 1829, le Sultan Mahmoud, se sentant serré de près par la Russie, demanda à Mohamed-Ali l'envoi d'un corps de 28.000 hommes et de sa flotte.

Mais cette fois-ci le Pacha ne montra pas beaucoup d'empressement à répondre. La campagne de Grèce ne lui avait donné aucun profit sérieux, une campagne contre la Russie serait sans doute encore moins lucrative. Il n'osa cependant pas refuser ouvertement son appui, la Porte pouvant s'irriter de ce refus et le considérer comme un acte d'insubordi-

nation. Il se contenta de gagner du temps, à la mode orientale, il en gagna même si bien que son intervention devint inutile, les Russes ayant imposé la paix après s'être emparés d'Andrinople (juillet-août 1829) (1).

Mahmoud tint rancune à Mohamed-Ali du peu d'empressement que son vassal avait mis à agir, et plus que jamais il désirait l'abaisser.

Il commença par nommer Ibrahim émir de la Mecque, ce qui lui donnait le pas sur tous les vizirs de l'Empire, y compris son propre père. Mais l'orgueil de Mohamed-Ali n'en fut pas atteint, son fils n'ayant jamais eu d'autre ambition que celle d'être son premier serviteur.

Là pourtant où Mahmoud mécontenta fortement le Pacha d'Egypte, ce fut en lui donnant comme récompense de ses services en Morée le Pachalyk de Candie.

Mohamed-Ali comptait sur la province de Syrie, qui lui avait été promise et qui complétait fort bien son gouvernement d'Egypte, alors que Candie ne répondait à rien pour lui et devait au contraire lui être à charge, ayant à y maintenir dans l'obéissance des sujets rebelles.

1. Par ce traité la Turquie cédait à la Russie Sulina et d'autres places fortifiées, payait une indemnité de guerre et consentait à un protectorat religieux relâchant encore plus son autorité sur les principautés Danubiennes.

Déjà donc, des frottements sérieux se produisent entre suzerain et vassal ; bientôt ces frottements se transformeront en une lutte dans laquelle seront engagées toutes les forces de l'Empire Ottoman. De jour en jour les rapports entre Constantinople et le Caire devenaient plus tendus. Le Sultan avait dans une de ses provinces un gouverneur dont il voulait se défaire, et Mohamed-Ali avait un gouvernement dont, loin de vouloir se laisser déposséder, il espérait au contraire étendre les limites.

Le conflit éclata finalement vers juin 1831.

A qui doit incomber la responsabilité du conflit qui allait mettre aux prises l'une contre l'autre les deux moitiés de l'Empire Ottoman ?

La question n'est pas facile à résoudre : le vassal étant mécontent de son suzerain et le suzerain de son vassal, chacun espérait le conflit, mais aucun ne voulait l'engager dans des conditions défavorables et se donner l'apparence d'avoir commencé.

Mohamed-Ali ayant intrigué avec le Pacha de Scodra contre le Sultan, celui-ci en profita pour lancer contre son vassal un firman de déchéance, firman dont l'exécution devait être appuyée par une puissante armée.

Mahmoud sentait que le moment favorable était venu pour agir dans cette partie de son Empire et y consolider son autorité.

Il avait les mains libres en Europe où les grandes

puissances étaient trop absorbées par leurs affaires intérieures et la Révolution de juillet pour songer à contrecarrer ses projets.

Mais Mohamed-Ali aima mieux prendre les devants et aller à son suzerain plutôt que de le laisser venir à lui. Ne voulant pas toutefois se poser en sujet rebelle, il usa d'un moyen qui lui permit de prendre pied en Syrie, se mettant à la fois en posture favorable pour résister à une attaque, et se donnant l'occasion de se saisir de ce pays qu'il convoitait depuis longtemps, cela sans paraître s'attaquer à la Sublime-Porte.

Le Pacha d'Egypte avait pour voisin de l'autre côté d'El-Arish le Pacha d'Acre, Abdallah. Ce dernier, en 1822, avait voulu se révolter contre la Sublime-Porte et s'emparer de Damas. Mais il échoua et ne dut son pardon qu'à l'intervention de Mohamed-Ali, qui lui prêta les 11.000 bourses que la Sublime-Porte exigeait pour l'amnistier.

Abdallah, loin d'être reconnaissant, s'empressa de desservir le Pacha d'Egypte auprès de la Sublime-Porte ; et non seulement se refusait au remboursement des 11.000 bourses, mais encore se montrait peu accommodant dans ses relations de voisinage.

En 1831, quelques milliers de fellahs, las d'être astreints à de lourds impôts, désertèrent l'Egypte pour passer en Syrie ! Le Pacha d'Egypte n'avait pas trop de tous ses sujets pour cultiver ses cam-

pagnes, payer les impôts et fournir des soldats au Nizam.

Il réclama donc ses fellahs, Abdallah refusa de les rendre ! Mohamed-Ali se promit alors d'aller les chercher et de ramener non seulement les fuyards mais un homme de plus !

C'était pour lui le prétexte parfait d'entrer en Syrie et y attendre l'armée dont le menaçait Constantinople.

En juin, il réunit une dizaine de ses meilleurs régiments avec une forte artillerie pour châtier son trop insolent voisin !

N'étant pas prête à engager la lutte, la Porte évoqua le différend devant le Divan de Constantinople.

Il n'était que juste qu'un différend entre deux gouverneurs fut tranché par le gouvernement central. Mais, fort de sa grande indépendance, fort aussi des soldats du Nizam, Mohamed-Ali, refusa d'obéir.

Le choléra s'étant abattu sur l'Egypte et ayant clairsemé les rangs de son armée, retarda l'entrée en campagne. Mais dès l'hiver (octobre-novembre 1831), il fit marcher ses hommes sur El-Arish et la Syrie.

Abdallah, devant la supériorité numérique des troupes de son adversaire, renonça à engager bataille et s'enferma dans Acre, qu'on jugeait inviolable, surtout depuis que Bonaparte était venu s'y briser.

Ibrahim-Pacha, qui commandait l'armée de son père, arriva par voie de mer à Jaffa, qu'il occupa, et dès le 26 novembre il investissait Acre avec 40.000 hommes.

Le siège fut long. Abdallah, assiégé par terre et par mer, tenait courageusement, espérant voir arriver l'armée turque !

Ibrahim commença par se débarrasser des Pachas de Syrie, ayant à leur tête Osman, Pacha de Tripoli, qui marchaient pour délivrer Abdallah. Il les battit devant Homs (mars 1832).

Puis, retournant à Saint-Jean, où il n'avait laissé que 5.000 hommes, il organisa l'assaut.

Le 26 mai, il chargea lui-même, sabre au poing, à la tête de ses hommes, et le 27 mai, après six mois de siège, il s'empara de la ville. Bien que d'Acre au Caire il y ait quelque 600 kilomètres, la nouvelle parvint au Caire en quatre jours et demi seulement.

Mohamed-Ali attachait une si grande importance aux événements de Syrie qu'il avait fait établir dans le désert des relais de dromadaires, dans le seul but d'être renseigné plus tôt sur la marche de son armée.

Mohamed-Ali, à la nouvelle de la chute d'Acre, s'empressa de faire de nouvelles commandes de matériel de guerre, prouvant suffisamment qu'Abdallah n'était qu'un prétexte pour masquer sa menace contre le Sultan.

Le Pacha d'Egypte n'avait pas, pensons-nous, dès cette époque, l'ambition de rejeter la suzeraineté de Constantinople. S'il eut jamais le rêve d'être indépendant, il ne songeait sûrement pas à le réaliser si tôt. Il se serait accommodé fort bien de demeurer encore en état d'obéissance nominale vis-à-vis du Sultan, ainsi que le prouve l'incident survenu un an auparavant.

Charles X, en 1830, songeait à châtier les Barbaresques dont il avait à se plaindre ; ne voulant pas entreprendre lui-même la campagne, il fit offrir à Mohamed-Ali la souveraineté de ces pays. La France ne demandait en échange de l'aide qu'elle donnerait que quelques avantages militaires et commerciaux.

La Porte mit son veto à ce projet, et Mohamed-Ali, malgré l'appui de la France, y renonça. Son attitude obéissante ne dénotait donc pas l'intention de secouer le joug de la Porte, et si, en 1831, il prenait les armes et envahissait la Syrie, c'est qu'il se sentait menacé dans son gouvernement. Il sentait que Mahmoud ferait l'impossible pour l'en déposer !

Il ne prenait l'offensive que pour se mettre en posture favorable, et aussi sans doute pour s'emparer de la Syrie, qu'il convoitait depuis longtemps, et que la Porte lui avait d'ailleurs promise.

Occuper la Syrie, et mettre entre l'Egypte et le Sultan le plus d'étendue possible pour se consolider

en Egypte, voilà, croyons-nous, les mobiles d'action de Mohamed-Ali en 1831. Il ne songeait pas encore à se rendre indépendant, et bien moins à menacer dans Constantinople Mahmoud et son trône !

Durant le siège de Saint-Jean-d'Acre, la Sublime-Porte montra nettement à quel degré d'affaiblissement elle était réduite, elle ne trouva rien de mieux que de vouloir négocier avec Mohamed-Ali (1). Celui-ci repoussa les offres qui lui furent faites demandant l'investiture du Pachalyk de Syrie.

En mars, durant le siège, le Tioudjihal annuel portant la nomination et la confirmation des divers gouverneurs laissait en blanc le nom du Gouverneur d'Egypte. C'était là une simple menace de destitution, puisque la Porte se réservait de nommer un autre gouverneur ou de confirmer Mohamed-Ali.

Mohamed-Ali alors fit prononcer la déchéance du Sultan par le shérif de la Mecque ! A son tour, le Sultan l'excommunia.

Entre temps, en Arabie, un chef de bande s'était révolté contre l'autorité du Pacha d'Egypte. La Porte s'empessa d'investir le rebelle des pouvoirs les plus étendus, sans même rechercher s'il en était digne ! Mohamed-Ali étouffa aisément cette révolte, dont

1. Par l'entremise de la France, qui s'était posée en médiatrice, M. de Varenne à Constantinople et M. Mimant au Caire essayèrent de négocier.

l'échec ne pouvait que diminuer le prestige du Sultan, qui l'avait secondée.

Ainsi, à une attaque directe, le Divan ne trouvait à répondre que par des coups d'épingles ! On comprendra fort bien que Mohamed-Ali, loin de se sentir intimidé, conçut au contraire plus que jamais l'espoir de rester maître de la Syrie comme il était maître de l'Egypte.

Après la chute d'Acre, on pensa à Constantinople qu'il serait prudent d'agir plus efficacement contre le Pacha d'Egypte, si on ne voulait le voir aux portes de la ville. On envoya des renforts au seraskar Hussein Pacha (1), qui a reçu pour mission de défaire l'armée d'Ibrahim et de s'emparer de l'Egypte. Il recevait aussi, par avance tous les gouvernements de Mohamed-Ali, l'Egypte, Candie et le Sennar !

C'est donc bien pour la défense de ses possessions que Mohamed-Ali allait continuer à se battre.

Ibrahim, sans attendre l'ennemi, se porta en avant. Il occupa Damas dès les premiers jours de juin, le gouverneur de la ville s'étant retiré sans combattre jusqu'à Homs.

Le 9 juillet, continuant sa marche, il rencontra à Homs un fort contingent de troupes turques placées

1. Hussein Pacha passait pour un des généraux des plus habiles. Il avait fait ses preuves en présidant au massacre des Janissaires. On comptait qu'il remporterait un succès semblable sur les troupes égyptiennes.

sous le commandement du Pacha d'Alep, qui fut mis en déroute.

Neuf Pachas que cette armée comptait dans ses rangs s'enfuirent rejoindre le seraskar Hussein, qui se décidait finalement à entrer en Syrie et à marcher vers Alep.

A la nouvelle de la bataille de Homs, Hussein résolut de défendre les passes du Taurus en avant de Beylan.

Ibrahim occupa Alep, qui ne fut même pas défendue et y fit reposer son armée. Le 29 juillet, il entra finalement en contact avec Hussein. La bataille de Beylan fut aussi désastreuse pour les Turcs que celle de Homs, et le seraskar fut contraint de se retirer jusqu'au Taurus !

Ibrahim occupa alors sans difficulté Alexandrette, Antioche et Adana. Il organisa la soumission des territoires qu'il occupait et regroupa son armée pour une nouvelle marche en avant. Ses préparatifs ne furent terminés que le 13 octobre (1832), date à laquelle il quitta Adana, après un arrêt de deux mois durant lesquels il n'avait pas été inquiété.

L'arrêt d'Adana marque la première étape de cette campagne. Alors que des deux côtés les adversaires continuaient à se préparer, les négociations furent entamées par l'entremise de la diplomatie européenne.

Négociations impossibles à mener à bonne fin,

puisqu'e, d'un côté, Mahmoud, se refusant de tenir compte de l'avance et des succès réels remportés par l'armée égyptienne, ne voulait entendre parler d'aucune concession ; et que, de l'autre côté, Mohamed-Ali, fort des avantages remportés, exigeait en plus de la Syrie le district d'Adana pour défendre l'accès du Taurus.

L'Angleterre et la France, malgré les prétentions si inconciliables des adversaires offrirent leurs bons offices, mais ne voulaient pas, pour diverses raisons, engager leurs armes au profit de l'un ou de l'autre des antagonistes.

La Russie poursuivant sa politique d'intervention comme chaque fois qu'il s'agissait de difficultés venant du Bosphore, offrit à Mahmoud plus qu'un appui platonique.

Elle mettait à sa disposition sa flotte et ses divisions. Et comme preuve de son bon vouloir, seule elle retirait son agent consulaire accrédité auprès de Mohamed-Ali.

Du premier coup, elle se posa en protectrice du Sultan, et marqua le sens de sa politique. Avoir l'occasion d'intervenir dans les affaires ottomane en Asie, aussi bien qu'en Europe, n'était-ce pas ce qu'elle désirait le plus. Avoir toujours une porte ouverte en Turquie et sur Constantinople, et se donner la possibilité d'en ouvrir d'autres, n'était-ce pas sa politique traditionnelle ?

Tout prétexte lui était bon, et ne pouvant se poser en défenseur de Mohamed-Ali, comme elle l'était des Moldo-valaques et des Grecs, elle se posa en protectrice de la Porte et du trône des Sultans (qui n'était d'ailleurs pas menacé) et de l'intégrité de l'Empire, qu'elle n'aspirait qu'à voir crouler.

La France et l'Angleterre ne pouvaient voir éclipser leur influence à Constantinople, et à la question purement égyptienne vint se greffer une question russe.

Mahmoud, par haine contre son vassal, aurait accepté aisément l'intervention des troupes étrangères dans son différend avec le Pacha d'Egypte, mais le Divan en entier s'y opposa, il sut lui montrer à quels dangers il courait s'il laissait les Russes prendre pied sur la rive asiatique du Bosphore, même pour défendre Constantinople. Force lui fut de renoncer à son projet.

Hussein, après la défaite de Beylan, fut disgracié et remplacé par Reschyd-Pacha, qui avait combattu en Grèce avec Ibrahim ; il était seraskar de Roumélie et jouissait d'une réputation de chef redoutable. Tout comme Hussein, il reçut par avance les titres de Pacha d'Egypte, de Candie et du Sennar.

Ibrahim ayant quitté Adana le 13 octobre s'avança jusqu'à Koniah, l'ennemi s'étant continuellement replié. Là il concentra son armée. Les Turcs (1) fina-

1. Reschyd ayant rejoint son armée.

lement faisant volte-face marchaient à l'attaque !

Mais l'armée du Sultan ne devait pas avoir meilleure fortune sous le commandement de Reschyd que sous celui de Hussein.

Ibrahim, opérant hardiment, sut se mettre en posture favorable ; après avoir manœuvré pendant trois jours il livra combat (le 20 décembre 1832) et remporta une victoire totale. La débandade se mit à tel point dans les rangs des Osmanlis qu'après la bataille de Koniah, il était impossible de retrouver les restes de la puissante armée, qui la veille encore, comptait 60.000 hommes (1).

Cette journée décisive mettait fin à la lutte. Ibrahim se trouvait sur la route de Constantinople, à six journées de marche, et sans un soldat ennemi pour s'opposer à son avancée !

La Syrie accueillait les Egyptiens en libérateurs. Surtout après la prise de Saint-Jean-d'Acre, les populations témoignèrent de plus en plus leur sympathie pour les vainqueurs. Une alliance fut même conclue entre Mohamed-Ali Pacha et l'émir Béchir, chef vénéré des Druses, et ennemi irréductible des turcs oppresseurs. Ni à Alep ni à Koinah les troupes turques en retraite ne s'étaient trouvées en sécurité, alors que ces villes ouvraient leurs portes à Ibrahim.

Après Koniah, Smyrne même se rendit à 4 hommes se disant envoyés par le général Egyptien.

1. Ibrahim avait combattu avec 30.000 hommes.

La partie était donc belle pour Ibrahim ; néanmoins, il n'avança pas au delà de Koniah, ayant atteint son double but : occuper la Syrie et détruire l'armée qui devait menacer les possessions de son père.

Cette position, si proche de Constantinople, allait lui donner l'avantage de faire pression sur la Sublime-Porte pour obtenir les concessions que réclamait Mohamed-Ali.

Si, ainsi que nous l'avons dit, en envahissant la Syrie, le Pacha d'Egypte n'avait probablement pas eu l'intention de se rendre indépendant, il est encore moins probable qu'il ait songé à s'attaquer au pouvoir des Sultans pour l'usurper à son profit.

Pour qui connaît tant soi peu les musulmans, une pareille idée ne pouvait germer dans l'esprit d'un homme tel que Mohamed-Ali ! Ce dernier savait trop bien qu'on ne touche pas impunément à la personne du Kalife.

Se révolter contre le Sultan, lui prendre des provinces, est une chose ; le renverser pour se mettre à sa place en est une autre. Il n'aurait trouvé personne pour le seconder dans cette entreprise, ses amis mêmes l'en auraient empêché.

Mohamed-Ali était trop avisé, trop prudent, pour tenter plus qu'il ne pouvait. Détenir la Syrie au même titre que l'Egypte, c'est-à-dire nominale-ment, en gouverneur délégué par la Porte, mais effective-ment en maître absolu, voilà, pour le moment,

croyons-nous, sa seule ambition ! Et ellen'avait rien de démesuré.

Aspirer à l'indépendance ou au Khalifat sont des idées de diplomates européens, dont ceux-ci même ne se serviront qu'avec plus ou moins de bonne foi, pour nuire à l'homme à qui ils les attribueront.

Le Khalifat eut été une charge trop lourde et trop périlleuse pour que la prudence la plus élémentaire n'interdit à Mohamed-Ali d'y songer. Metternich le savait très bien quand il écrit : « Les projets de
« Mohamed-Ali ne tendent pas encore au renverse-
« ment du trône de Constantinople. C'est à fonder
« sa propre puissance que le Vice-Roi est encore
« occupé » (1).

Ne jouissait-il pas, en fait, de la plénitude de la souveraineté ? Qu'est l'indépendance à côté de cela ? Son allégeance au Sultan n'avait rien qui pouvait le diminuer, puisque le Sultan était par-dessus tout le souverain spirituelle.

Mohamed-Ali n'était d'ailleurs pas pour s'embarasser d'avantages théoriques, surtout si ces avantages devaient avoir de fâcheuses conséquences.

Se rendre indépendant l'aurait fait mal voir même des puissances les plus favorables à sa cause, et l'aurait laissé isolé du reste de l'Empire Ottoman à l'ombre duquel malgré tout il pouvait se placer.

1. Lettre à Neumann, en date du 15 février 1833.

Le Pacha d'Egypte était trop fin politique pour ignorer tout cela, et il n'usera de la menace de se rendre indépendant que pour effaroucher plus tard la diplomatie européenne.

Pour l'instant, il demande la Syrie, et avec la Syrie l'hérédité pour sa famille du gouvernement de ses provinces; hérédité qui, avec le Nizam, assurera bien mieux que n'importe quel traité l'indépendance réelle de l'Egypte.

La campagne de 1831 n'a pas d'autres buts, et les négociations qui s'entameront n'auront pas d'autre sujet.

Ibrahim ne s'arrêta pas longtemps à Koniah. Il dut quitter cette ville le 20 janvier 1833, et arriva le 2 février à Koutayeh, qui sera le point extrême de son avancée.

Les grandes puissances n'avaient pas changé de ligne de conduite depuis Acre. La France et l'Angleterre offraient leur médiation, et la Russie ses canons.

Dès avant la bataille du 20 décembre 1832, la France, pour éviter l'intervention russe dans les affaires ottomanes, avait voulu mettre les deux parties en rapport direct, mais Mohamed-Ali s'était montré trop exigeant : nous avons vu que ce n'était plus la Syrie seule qu'il voulait, c'était Adana. Il voulait aussi l'hérédité de l'Egypte pour les siens,

et enfin une indemnité de guerre à valoir sur le tribut dû par lui à la Sublime-Porte.

Après la défaite de Koniah, Mahmoud, qui avait déjà voulu demander secours aux Russes, n'hésita plus.

Le général de Mouravieff avait été d'ailleurs spécialement envoyé auprès de la Sublime Porte avec pouvoir d'appeler dans le Bosphore la flotte de la mer Noire. « Il convenait au czar que le Sultan fut à sa merci et se déclarât pour ainsi dire son vassal » (1).

Cette situation et ces rapports diplomatiques des grandes puissances servirent le Pacha car, par défaut d'entente, elles aboutiront à se contrebalancer mutuellement et à laisser les deux antagonistes discuter librement entre eux.

La situation diplomatique était des plus complexes et, sans entrer dans le détail des forces qui s'équilibraient, nous pouvons dire que, d'un côté, se trouvaient la France et l'Angleterre, d'esprit libéral ; et de l'autre côté les trois cours du Nord, la Prusse, l'Autriche et la Russie, dont la coalition n'avait qu'un seul but : combattre la Révolution partout et sous quelque aspect qu'elle se présentât.

Louis-Philippe, par sa politique de juste milieu, ne sut ni prendre parti pour Mahmoud, ni pour Mohamed-Ali, il ne sut pas non plus rompre la lance

1. Debitour, *Histoire diplomatique de l'Europe*.

ouvertement avec la Russie, ou s'allier franchement avec l'Angleterre.

Aux Tuileries, on était très favorable au Pacha d'Egypte, qui avait su gagner et s'attacher des Français, qui avait recours à eux pour toutes ses entreprises ; mais on ne pouvait le soutenir ouvertement sous peine de voir la Russie s'ériger en protectrice absolue de l'Empire Ottoman. Il fallait en conséquence appuyer Mahmoud à Constantinople, et essayer de l'arracher aux griffes de la diplomatie moscovite.

La France ne pouvait, d'autre part, non plus appuyer les Egyptiens, de peur de s'attirer la méfiance de l'Angleterre ; elle devait, en apparence, donc défendre Mahmoud tant contre la Russie que contre Mohamed-Ali pour complaire au Cabinet de Londres.

De cette politique ambiguë, il ne pouvait sortir rien de bon ; en effet, tandis que M. de Varenne s'évertuait à modérer les prétentions d'Ibrahim-Pacha et de son père, et qu'il faisait des efforts prodigieux pour trouver un terrain de conciliation, le Consul de France en Egypte, M. Mimant, conseillait au Pacha de maintenir fort et ferme ses revendications, donnant à ce dernier l'illusion d'avoir l'appui de la France et le rendant intransigeant (1).

1. Metternich voyait juste quand il écrivait que la France n'avait peut-être pas incité le Pacha à la révolte, mais que « ce n'est » certes ni à l'insu des agents français ni sans se laisser guider

La politique anglaise fut beaucoup plus simple. Le Cabinet de Londres était fort occupé par des divergences intérieures : question irlandaise, réforme du droit électoral, etc... Il se souciait peu d'avoir à compliquer sa situation en agissant activement en Orient. Lord Palmerston qui détenait à cette époque le portefeuille des Affaires étrangères aurait bien voulu agir en faveur de Mahmoud, et tenir en échec la Russie ; mais le premier ministre, Lord Grey, n'y était pas disposé.

D'ailleurs, l'Angleterre avait reçu de Saint-Pétersbourg par Lord Durham (juin-juillet 1832) et de Vienne par Metternich les assurances les plus formelles que le Tzar ne cherchait aucun accroissement de territoire au détriment de l'Empire Ottoman ; de plus, la politique du Cabinet des Tuileries, ses sympathies secrètes pour Mohamed-Ali, l'influence des Français en Egypte, indisposaient le Cabinet de Londres et le rendaient peu favorable à une entente anglo-française pour agir contre la Russie.

Si les deux puissances à tendances libérales ne surent pas coordonner leur politique, il n'en était pas de même pour les puissances absolutistes.

Nous ne parlerons pas de la politique de la Prusse, car celle-ci n'étant pas directement intéressée dans

« par leurs conseils, qu'il s'est lancé dans l'arène » (Instruc à Prokesch, 23 février 1833).

la question orientale suivait le sillage de la politique autrichienne ; le chef en était encore le vieux prince de Metternich : et toute sa politique partout et toujours est œuvre de contre-révolution, et maintien à toute force de la paix.

L'alliée naturelle de l'Autriche devait donc être l'autocratique Russie ; alors même qu'il y aurait eu des divergences d'intérêts entre les deux puissances, Metternich faisait toujours mine de céder et d'appuyer en tout le Tzar.

Mais cette fois-ci aucune divergence n'était à craindre, la Russie en protégeant Mahmoud aidait la souveraineté légitime contre un sujet rebelle. Metternich approuva donc la politique russe, mais il interviendra chaque fois que cela sera nécessaire pour éviter les trop grands froissements qu'elle risquait d'amener avec la France et l'Angleterre, écartant ainsi la possibilité d'un conflit européen sa seconde grande préoccupation.

Il voulut d'abord persuader l'Angleterre que la Russie n'avait aucune visée annexionniste. L'Autriche, prétendait-il, est la puissance la plus intéressée à maintenir l'équilibre en Orient ; il ne comprenait donc pas la méfiance de la France à l'égard du Tzar puisqu'elle n'en avait pas.

La Russie ne cherchait qu'à maintenir l'intégrité de l'Empire Ottoman : « L'Empereur de Russie suit
« une politique trop éclairée pour se méprendre sur

« l'inopportunité de toute vue d'agrandissement aux
« dépens d'un voisin faible et dont la conservation
« intacte est bien plus conforme aux véritables inté-
« rêts de sa propre puissance, que ne le serait son
« avilissement et sa destruction⁽¹⁾.

Mais si la Russie est désintéressée, que l'Angleterre se méfie de la France (ce à quoi elle n'avait que trop de tendance), on connaît ses prétentions sur l'Egypte « qui a été considérée depuis longtemps par ses divers gouvernements comme une conquête assurée ».

Si la question de l'intégrité de l'Empire Ottoman est avant tout une question autrichienne, d'après Metternich, celle de l'Egypte est une question anglaise ; or, seule la France songe à l'Egypte, les trois autres puissances : Autriche, Angleterre et Russie, sont désintéressées, elles doivent donc s'unir et agir uniformément.

Il fait savoir à Londres qu'il va envoyer à Mohamed Ali un émissaire pour appuyer les demandes de Campbell, le consul anglais, et conseiller la modération au Pacha.

Prokesch fut en effet chargé d'aller en Egypte défendre Mahmoud et y faire le jeu de la légitimité en faisant pression sur le rebelle.

Metternich adroitement essayait d'escamoter la

1. Lettre de Metternich à Neumann du 15 février 1833.

question russe et ne faisait miroiter, aux yeux des Anglais, que la question égyptienne.

La Russie est désintéressée, il n'y a par suite pas de question russe.

L'Égypte menace l'intégrité de l'Empire Turc, et la France jouit d'une influence prépondérante en Égypte ; c'est donc là le danger et là où se produira la rupture d'équilibre.

En Égypte, la politique autrichienne suit pour ainsi dire une double directive (1) : 1^o condamnation absolue de la révolte de Mohamed-Ali ; 2^o refus de servir de médiatrice entre le Pacha et le Sultan.

Par principe, elle ne peut que condamner une révolte, quelles qu'en soient d'ailleurs les causes ; pour une raison analogue, elle ne peut comme la France se poser en médiatrice car ce serait reconnaître des droits à un insoumis ; mais Prokesch ne devra pas se tenir inactif, il devra de toutes ses forces « donner à Mohamed-Ali le conseil de se soumettre ».

Connaissant d'autre part la faiblesse réelle de la Sublime-Porte, l'Autriche donnera au Divan de bons conseils (de modération) dans l'Empire Ottoman.

A ce point de vue, les concessions que conseillera Metternich ne coûtant rien seront aussi larges que ses principes sont étroits. Si Mohamed-Ali exige non seulement Acre, mais Damas, il est d'avis de céder.

1. Instructions à Prokesch du 23 février 1833.

Pourtant, il s'opposera à toute concession en Caramanie, car cela créerait une menace directe et continue sur Stamboul.

Car de cette menace sur Constantinople peut sortir un nouveau brandon de discorde et entraîner les grandes puissances dans un conflit entre elles, conflit qu'il faut coûte que coûte écarter car le « manteau d'arlequin » que l'Autriche s'est taillé au Congrès de Vienne risquerait fort d'y recevoir de vilains accrocs.

C'est toujours pour écarter la chance d'un nouveau conflit, que Metternich, en limitant les concessions que devra faire le Divan à la Syrie, voudrait que la Porte tienne honnêtement les promesses qu'elle aurait librement consenties.

Si donc la Porte souscrit aux prétentions de Mohamed-Ali, « mais que, selon son habitude, elle « rétracte maintes paroles prononcées sous l'empire « d'un danger pressant, ou que du moins elle essaye « de limiter autant qu'elle le pourra la portée de ses « engagements, notre action à Constantinople aura « pour but de combattre une pareille tendance », écrit Metternich.

Donc, par crainte d'une nouvelle guerre, Metternich consent à donner en quelque sorte une entorse au principe de la légitimité, il sanctionnera les conquêtes d'un rebelle.

Ainsi que nous l'avons vu, la politique de la Rus-

sie fut beaucoup plus simple ; elle ne songeait qu'à une seule chose : intervenir en Orient et se réserver une porte d'entrée dans les affaires de la Turquie. La question égyptienne en elle-même l'intéressait fort peu et elle acceptait elle aussi assez aisément que le Sultan fit des concessions à son vassal, espérant que ces concessions amèneraient le vassal à en exiger d'autres et à nécessiter la présence de la flotte russe devant Constantinople.

Cette politique réussit pleinement : dès 1832 après Koniah (1), on appellera la flotte de la Mer Noire pour protéger le Bosphore.

Si l'avancée de Koniah servait l'intérêt des Russes en amenant leur intervention, elle était par contre fort gênante pour la politique de la France et de l'Angleterre, qui ne tenaient en aucune manière à voir l'influence de la Russie prédominer à Constantinople au détriment de la leur.

M. de Varenne, chargé d'affaires de France à Constantinople, usa de toute son influence auprès du Sultan pour obtenir le rappel de la flotte russe que Mouravieff s'était empressé de faire appeler à la demande de Mahmoud, et qui était en route.

M. de Varenne s'offrit non seulement d'arrêter l'avance d'Ibrahim à Koniah, mais d'aider aux négociations entre la Sublime-Porte et le Pacha d'Egypte. Le 8 janvier, un grand conseil fut tenu,

1. 20 décembre 1832.

dans lequel les vizirs décidèrent d'envoyer Halil-Pacha en Egypte avec mission d'offrir à Mohamed-Ali, en plus du gouvernement d'Egypte, celui de Syrie, sans Adana, ni d'indemnité, ni d'hérédité.

En date du 9 janvier (Ibrahim était encore à Koniah) M. de Varenne écrivit au général égyptien de s'arrêter dans sa marche, car la Porte « venait d'expédier à Alexandrie l'ex-Capitan Halil-Pacha... et qu'elle l'a muni de pleins pouvoirs nécessaires pour conclure un arrangement définitif avec S. A. Mohamed-Ali Pacha ».

Mohamed-Ali avait donné ordre à Ibrahim de ne pas s'arrêter, afin de faire pression sur Constantinople. Et le 20 janvier, celui-ci se mettait en marche pour Koutayah, d'où il écrivit à M. de Varenne en réponse à sa lettre, lui disant qu'en avançant il agissait sur les instructions de son père, mais qu'il s'arrêtait à Koutayah qui présentait des facilités de ravitaillement (1).

Le Sultan, sans attendre cette réponse, fit de nouveau appel à la Russie. Une fois de plus, M. de Varenne déployant tout son zèle parvint à arrêter l'ordre qui appelait la flotte russe, et le 29 janvier écrivait une lettre encore plus pressante à Ibrahim.

1. « Nous voilà maintenant arrivés à Koutayah ; le séjour offre plus de facilité sous le rapport tant des vivres que de l'hiver. Je m'y arrêterai conformément aux ordres de mon père jusqu'à ce que je reçoive de sa part un ordre à ce sujet ». Lettre d'Ibrahim.

Mais le 30 arriva la nouvelle que Ibrahim n'était plus depuis le 20 à Koniah (en effet trois jours après il arrivait à Koutayah, à six journées de Constantinople).

Le Sultan alors n'hésita plus et l'ordre fut envoyé appelant la flotte russe dans le Bosphore.

M. de Varenne parvint, non plus à arrêter l'ordre mais à le faire contremander, s'appuyant sur la lettre d'Ibrahim du 3 février et qui paraissait indiquer que l'armée égyptienne n'irait pas plus loin.

Le contre-ordre porté par un navire russe ne rencontra naturellement pas la flotte de Sébastopol qui, le 20 février 1833, entra dans Bosphore.

La Porte acceptait assez volontiers, malgré tout, la protection des canons russes, car non seulement elle se sentait plus tranquille au sujet d'Ibrahim mais encore elle espérait que la France et l'Angleterre, de crainte de voir les marins russes débarquer et rester trop longtemps dans le Bosphore, l'appuyeraient dans ses négociations avec Mohamed-Ali et mèneraient ces puissances à user d'une pression efficace sur Ibrahim et son père.

Nous devons dire à son éloge qu'elle se servit si bien de la menace russe qu'elle obtint de la part de l'ambassadeur de France (sinon de la France) l'engagement de faire accepter par Mohamed-Ali les offres du Sultan.

Engagement qui aurait amené comme consé-

quence naturelle l'intervention active du Gouvernement Français, changeant ensuite sa ligne de conduite antérieure qui était purement passive.

Le 17 février, avant l'arrivée de la flotte russe, Mahmoud envoya un memorandum aux puissances maritimes, leur demandant d'agir collectivement sur Ibrahim pour obtenir de lui non plus qu'il n'avance pas, mais qu'il revint sur ses pas. Les promesses orales ne lui suffirent plus, il demande des actes : « La Sublime-Porte informe les Légations de France et d'Angleterre qu'elle s'est fiée aux assurances, fondées comme elles sont, sur de simples paroles, qu'elle a reçues de leur part, que Mohamed-Ali Pacha doit sans faute s'arranger avec nous et faire sa soumission.

« Le fait est cependant que, non seulement les assurances données et qui n'ont eu aucun résultat » (allusion à la lettre du 9 janvier de M. de Varenne), « ni la réponse vague d'Ibrahim (lettre du 3 février), « qui se borne à dire qu'il s'arrêtera à Koutayah, ne sont de nature à rassurer la Sublime-Porte pleinement, mais malgré que le Pacha affecte en ce moment de vouloir rester à Koutayah, on entend dire comme une chose certaine qu'il fait même venir auprès de lui les troupes qui étaient restées en arrière. M. le Ministre, notre ami, conviendra donc sans doute que les faits, quand on considère la conduite de Ibrahim-Pacha, n'affaiblissent que trop

« les assurances en simples paroles données par les
« deux Légations » (1).

Et la Porte demande que les deux légations se mettent d'accord pour écrire à Ibrahim de quitter Koutayah et revenir sur ses pas.

Elle fit comprendre que si Ibrahim ne reculait pas elle devrait recourir à des mesures de protection autres que les assurances des ambassadeurs.

Le memorandum fut remis à M. l'amiral Roussin, qui venait, le jour même, d'arriver accrédité auprès du Sultan.

Il se montra aussi pressant que l'avait été M. de Varenne, et obtint qu'un deuxième navire se porterait à la rencontre de la flotte de Sébastopol pour la prier de revenir sur sa route.

Volontairement ou non, la flotte russe n'en pénétra pas moins dans le Bosphore le 20 février.

L'amiral Roussin refusa alors de débarquer tant que les vaisseaux russes seraient devant Constantinople.

La Porte craignant cette fois d'avoir été trop loin et de voir la France, au lieu de l'appuyer, prendre parti pour Mohamed-Ali, promit de demander le retrait des navires russes, si la France, elle, prenait l'engagement formel de faire accepter à Mohamed-Ali le gouvernement de la Syrie pur et simple.

1. Martens, *Nouveau recueil*, t. VII.

En attendant, Ibrahim devrait se retirer de Koutayah.

Le 21 au soir, une Convention en bonne et due forme passée entre le Reis-Effendi (1) et l'amiral Roussin, vint confirmer cet accord.

La France s'engageait à agir auprès de Mohamed-Ali aussitôt que la Sublime-Porte aurait « déclaré et annoncé qu'elle renonce à toute espèce d'assistance étrangère qu'elle se trouve avoir demandée en raison des circonstances » (2).

Ainsi, la Sublime-Porte obtenait ce qu'elle désirait depuis longtemps, avoir le concours formel de la France dans son différend avec Mohamed-Ali. Cette convention ne l'empêchait d'ailleurs nullement de continuer à se trouver protégée par les vaisseaux russes, qui, sous de fallacieux prétextes, ne devaient pas s'éloigner de si tôt.

Dans tout cela, croyons-nous, l'ambassadeur de France agit avec impétuosité plutôt qu'avec énergie. Il fut dupe de la menace russe et, croyant l'écarter, s'engagea dans une voie dangereuse.

Ses pouvoirs mêmes lui permettaient-ils de prendre un pareil engagement sans en référer à son gouvernement ? Car, par la Convention du 21 février, la France se trouvait avoir conclu une alliance contre

1. Ministre des Affaires étrangères.

2. Convention du 21 février 1833.

Mohamed-Ali et s'engageait à lui faire la guerre s'il ne se soumettait pas aux conditions dictées par Constantinople.

La Porte faisait ainsi supporter par la France tout le poids d'un refus de la part du Pacha d'Egypte.

L'amiral Roussin avait somme toute conclu un marché de dupe ; il entraînait son pays dans une politique active où il n'avait que faire, et lui aliénait les sympathies d'un allié éventuel. Tout cela pour écarter un danger dont on ne continuera pas moins à être menaçant.

Il n'était d'ailleurs pas tranquille sur les conséquences de son action et, dans une lettre à l'amiral Maison (24 février 1833) il ne le cache pas « à propos du coup hardi fait sous sa propre responsabilité ».

L'Autriche, en fidèle alliée de la Russie, fut doublement mécontente de cette action de la France qui, quoique hasardeuse, ne mettait pas moins cette puissance en mesure d'avoir une action prépondérante à Constantinople.

Ensuite, la Convention du 21 février risquait d'amener un conflit entre les deux puissances, la France et la Russie, dont la politique cessait d'être purement passive pour entrer dans la voie dangereuse de l'action.

Metternich estimait l'action du baron Roussin inutile, étant donné le désintéressement du tzar, et que, par le rappel de la flotte russe, la France avait

seulement contraint « le Divan à donner un soufflet » à la Russie.

Il écrivit le 18 mars (1833) à Paris à Apponyi pour lui faire part de son mécontentement ; mécontentement qui ne sera peut-être pas tout à fait étranger au désaveu que recevra Roussin de la part de son gouvernement, Louis-Philippe ayant pour Metternich une grande faiblesse, et à la sympathie de qui il tenait fortement.

Metternich se déclarait à Apponyi confiant dans la politique russe ; ayant les plus grands intérêts au maintien de l'intégrité de l'Empire Ottoman, il ne pouvait être taxé de légèreté, et il semble que d'autres cabinets n'ont pas le droit de s'abandonner à des doutes qui mettent en danger la cause commune.

L'Autriche consentirait bien à la rigueur à voir Mohamed-Ali à Damas (Instructions à Prokesch) mais elle estime que la France n'a pas à intervenir en Turquie.

Il reproche à la France d'avoir agi simplement par jalousie politique, car l'intervention russe avait sa justification dans « l'influence que doit nécessairement exercer tout grand corps politique sur les « Etats limitrophes ».

La France peut avoir un intérêt dans l'Empire Ottoman, « mais non le droit de se considérer à cet « égard comme placée en première ligne. Ce droit,

« nous ne sommes non seulement pas disposés à le
« lui reconnaître, mais nous le revendiquons expli-
« citement en notre faveur, ou si l'on veut à notre
« charge ».

La politique de Roussin aboutissait donc à un mécontentement général ; elle aurait peut-être rehaussé le prestige de la France si le Cabinet des Tuileries, ayant été consulté, y avait donné son acquiescement. Sans cet acquiescement, ce n'était qu'une politique risquée, pleine d'inconvénients et sans profit.

Combien plus prudente au contraire fut l'action de M. Mandeville, agent du Cabinet de Londres.

Celui-ci se rendit compte des réalités et jugea bien qu'Ibrahim ne se soumettrait pas à des injonctions platoniques (1) ; néanmoins, pour manifester son intérêt à la cause de la Sublime-Porte, pour ne pas perdre de son influence, il consent à écrire à Ibrahim, à la suite du memorandum du 17 février, l'engageant à quitter Koutayah, et lui faisant sentir que sa présence si près de Constantinople faisait douter de la sincérité « de sa dévotion et de sa soumission à son souverain ».

Bien plus, pour éviter toute équivoque, avant même d'envoyer cette lettre, il tient à rectifier auprès du Reis-Effendi certaines allégations contenues dans la note du 17 février. Il proteste de n'avoir

1. Lettres à Palmerston en date du 23 février et du 7 mars.

jamais donné l'assurance personnelle que Mohamed-Ali « s'arrangerait sans faute » et ferait « sa soumission », et insiste sur le fait qu'il ne s'était basé pour affirmer l'esprit de conciliation de Mohamed-Ali, que sur les assurances qu'avaient reçues Hlil-Pacha, le général de Mouravieff, et dans le fait même de l'arrêt à Koutayah (1).

Ainsi donc, non seulement après le memorandum du 17 février, il refusait de prendre un engagement quelconque, mais il remettait dignement les choses au point.

L'amiral Roussin, loin d'user de cette prudence qui sauvegardait toute dignité, s'enfonça immédiatement dans son rôle d'allié, et le 22 février il écrivait à Mohamed-Ali l'engageant d'accepter les propositions de Halil-Pacha, car, disait-il « la France tiendra l'engagement que j'ai contracté, elle en a le pouvoir et j'en garantis sa volonté ».

Il montrait aussi à Mohamed-Ali le danger que pouvait avoir une intervention russe tant pour lui que pour l'Empire Ottoman.

Cette lettre, qui affectait d'être un ultimatum de la France à Mohamed-Ali, n'eut pas, comme on le pense, l'heur de plaire à ce dernier, et elle vint à point pour brouiller les choses qui étaient en voie d'arrangement.

1. Lettre de Palmerston du 23 février 1831.

En effet, à la politique réservée de l'Angleterre et à la politique risquée de la France, la Russie avait su opposer une politique habile, prudente et agissante.

Mouravieff, après avoir rempli sa mission à Constantinople et avoir fait agréer la flotte de la mer Noire (fin janvier) était parti pour Alexandrie, où il se présenta, non pas armé d'un ultimatum, mais en médiateur ; il sut obtenir de Mohamed-Ali un armistice de quarante jours et la promesse qu'Ibrahim s'arrêterait à Koutayah.

Halil-Pacha, entre temps, était arrivé avec les offres de paix, et les négociations étaient sérieusement engagées.

La dépêche de Roussin ralluma l'incendie. Mohamed-Ali, se refusant à tout ménagement, donna ordre à Ibrahim de reprendre son avancée. Le 8 mars, il envoya un ultimatum à la Porte exigeant la Syrie et Adana, ainsi que l'hérédité de l'Egypte.

A cette même date, il répondit également à l'ambassadeur de France, lui demandant très cavalièrement de quel droit il lui faisait des injonctions. Naturellement, il refusait de se rendre aux arguments par lesquels on voulait le circonvenir, s'affirmant prêt à se dévouer à sa nation (à l'Egypte) plutôt que de renoncer pour elle aux conquêtes de son armée.

Il ne pouvait accepter les offres qui lui étaient

faites, car cela signifierait « sa mort politique » et « qu'il préfère la mort glorieuse à l'ignominie »

Telle fut la première conséquence de l'intervention française, elle ne fit qu'attiser un feu près de s'éteindre.

Après cette réponse, Mohamed-Ali communiqua une note aux Consuls. Pour justifier ses demandes antérieures, le Pacha par cette note faisait ressortir aux puissances l'intérêt qu'avait la Russie à l'affaiblissement de l'Empire Ottoman.

La Russie sait l'inertie de la Porte et sa grande faiblesse, elle connaît aussi l'activité régénérée et la force de l'Egyte, et que toute province « réunie à l'Egypte » passe du dénuement à la forte prospérité, fortifiant d'autant l'Empire et faisant perdre à la Russie « la supériorité qu'elle a acquise et ne lui permettant pas de détruire l'Empire Ottoman » quand elle croira son heure venue.

L'accroissement de richesse et de puissance que trouvera la Porte dans l'accroissement de richesse et de force des provinces qu'elle aura cédées à Mohamed-Ali sera pour elle le plus sûr moyen de résister victorieusement aux entreprises russes.

C'est pour rendre fort son pays et son suzerain que le Pacha réclamait les provinces qu'on ne voulait pas lui céder.

Ce raisonnement peut paraître paradoxal et irritant parce qu'il semble vouloir trop prouver, mais

en y regardant de près on verra qu'il n'en est rien, car, fortifiant une partie, on contribue certainement à fortifier le tout.

D'ailleurs, ce raisonnement même, que le Pacha tenait aux Puissances pour les convaincre de la bonté de sa cause, le Cabinet des Tuileries le resserrera au Cabinet de Saint-James pour défendre les intérêts de Mohamed-Ali quelques années plus tard.

Nous examinerons alors toute la justesse de ce paradoxe apparent.

La flotte russe était toujours dans le Bosphore.

Le 24 février, une note avait bien été remise à l'ambassade russe demandant qu'elle se retirât « au premier vent favorable, étant donné que l'ambassadeur de France traiterait officiellement l'affaire d'Egypte ». Bien entendu, aucun vent favorable ne s'éleva jusqu'au 28. A cette date justement, quatre hommes se disant envoyés par Ibrahim avaient occupé Smyrne en son nom. La flotte ne pouvait s'éloigner dans ces conditions puisque Ibrahim se montrait de nouveau menaçant.

Le refus, de Mohamed-Ali d'admettre les conditions que Roussin s'était engagé à lui faire accepter, arriva le 20 mars ; M. de Boutenieff avait su faire tolérer la présence de sa flotte jusqu'à cette date, elle ne quittera plus qu'à la solution du litige.

Heureusement pour l'amiral Roussin qu'il en était

ainsi, que la flotte russe était demeurée dans le Bosphore : la Convention du 21 février se trouvait annulée du fait de la Turquie, et n'avait à recevoir de la France aucune exécution. Sans cette circonstance, l'amiral se serait trouvé dans un mauvais pas ; le Cabinet des Tuileries jugeant insuffisantes les conditions accordées à Mohamed-Ali venait de désavouer l'action de son ambassadeur.

Les négociations n'en continuaient pas moins entre les deux parties à Alexandrie, et Halil-Pacha parvint à ce que Mohamed-Ali renonçât à l'indemnité de guerre et à l'hérédité, contre la Syrie et Adana.

Le 23 mars, Reschyd-bey arrivait à Constantinople porteur des conditions de paix, trois jours après la nouvelle de l'échec de la démarche de Roussin.

La Sublime-Porte ne pouvait se résoudre à céder, en plus de la Syrie, le district d'Adana ; elle voulut par une ultime démarche intéresser les deux puissances maritimes au sort de cette province.

Par une lettre de M. Mandeville à Lord Palmerston (en date du 31 mars 1833), nous la voyons, en vain, chercher un appui auprès de l'Angleterre.

Le 27 mars, avant de se résoudre à une concession quelconque, le Reis-Effendi faisait appeler M. Mandeville pour lui demander conseil, et savoir si la Porte devait ou non accepter les conditions que lui faisait le Pacha d'Egypte.

Peut-être par cette demande de conseil cherchait-elle à engager l'Angleterre dans une voie similaire à celle dans laquelle l'amiral Roussin s'était fourvoyé, et voulait-elle obtenir une médiation. Toujours prudent, M. Mandeville se refusa à tout conseil en tant qu'homme public.

Il ne se refusait pas en tant que particulier à donner son avis sur n'importe quelle question (1) ; il conseilla au Reis-Effendi de faire les concessions nécessaires si la Porte se savait hors d'état de résister. C'était une façon adroite de faire pression sans compromettre la position de l'Angleterre vis-à-vis de la Sublime-Porte.

Le ministre turc voulut bien admettre alors que la Porte se résignait à sacrifier la Syrie, puisqu'il n'était plus question d'hérédité, mais qu'elle ne pouvait renoncer ni au pachalyk d'Itcheli, ni à celui d'Adana.

Il désirerait aussi que la France et l'Angleterre fissent pression sur Ibrahim (2) pour qu'il renonçât à ces provinces. M. Mandéville consentit à faire encore cette démarche peu compromettante.

L'amiral Roussin alla plus loin comme toujours ; pressé de voir solutionner le litige et l'éloignement

1. « but if he was desirous of having my private opinion upon any particular question ».

2. Ibrahim avait reçu mission de son père d'accepter définitivement les concessions que Halil lui avait promises.

des navires russes, il offrit que M. de Varenne, au nom des ambassadeurs de France et d'Angleterre, accompagnât Reschid au camp d'Ibrahim, afin d'agir sur lui, avec mission de le menacer du mécontentement des Cabinets de Londres et de Paris s'il s'obstinait dans ses prétentions.

Ce fut peine perdue. Ibrahim se refusa à toute concession et se montra résolu à continuer la lutte si on lui refusait les provinces que son père avait obtenues de Halil.

La Porte demanda une fois de plus à l'Angleterre de s'engager dans une nouvelle démarche (1) auprès d'Ibrahim.

Mandeville s'y refusa ; la Porte chercha à sauver au moins les apparences et à ne paraître céder que sur les instances d'une grande puissance plutôt qu'à la menace de son vassal.

Le Reis-Effendi demanda donc à M. Mandeville d'écrire à Ibrahim pour se dire fort d'obtenir pour lui Adana, et d'aplanir toutes ses difficultés avec la Sublime-Porte.

Mandeville refusa encore, estimant la chose inutile et craignant peut-être de paraître diminué aux yeux de Mohamed-Ali, car l'Angleterre s'était faite le champion d'Adana, ou pour mieux dire avait soutenu la Porte pour la conservation de ce pachalik.

1. Lettre de Mandeville à Palmerston du 14 avril 1833.

L'Angleterre suivait ainsi jusqu'au bout sa politique de prudence, loin des compromissions dangereuses, tout en exerçant une pression salutaire.

Quant à Roussin, son inquiétude continuelle était due à la présence des Russes, dont il souhaitait l'éloignement le plus vite possible. Pour cela, il n'y avait qu'un moyen : solutionner le litige. Tantôt il faisait pression sur la Porte et obtenait qu'elle cédât la Syrie, tantôt il agissait sur Ibrahim et lui envoyait M. de Varenne pour défendre Adana.

Il alla même jusqu'à demander à M. Mandeville la garantie de l'Angleterre pour la possession de la Syrie par Mohamed-Ali (1). Il espérait sans doute par cette garantie faire renoncer ce dernier à Adana, qui était la clef de cette province.

Naturellement, Mandeville se refusa à toute espèce de garantie car, connaissant « les sentiments du Gouvernement de Sa Majesté, il ne pouvait en être question ».

En effet, l'Angleterre était loin de regarder l'accroissement de Mohamed-Ali d'un œil favorable ; en l'occurrence, n'ayant pas voulu agir, elle laissait les événements suivre leur cours.

La Russie se contentait momentanément de voir sa flotte (qu'elle avait renforcée de 15.000 hommes) dans le Bosphore en attendant d'obtenir mieux et plus.

1. Lettre de Mandeville à Palmerston, 1^{er} avril 1833.

Voyant que tout attermolement devenait inutile, la Porte accepta les conditions de son vassal. L'Angleterre, la France et l'Autriche, avaient fait pression, soit officiellement, soit officieusement, sur le Sultan pour qu'il cédât aux demandes de Mohamed-Ali. La France et l'Angleterre, par méfiance à l'égard de la présence des forces russes, et l'Autriche par crainte que la protection russe ne finit par envenimer les choses au point d'amener un conflit européen où elle se trouverait engagée. D'autre part, Ibrahim qui, le 8 avril, avait commencé à évacuer, après une convention, s'arrêta jusqu'au 6 Mai attendant les décisions de la Porte.

La paix entre Mahmoud et Mohamed-Ali, connue du nom de « paix de Koutayah », fut conclue le 14 mai, et elle présente ce trait tout à fait caractéristique d'être une paix sans traité de paix. Ce qui fera dire plus tard à Palmerston avec justesse : « il n'y a pas de traité de Koutayah ».

La Porte faisait bien à son vassal les concessions qu'il avait exigées, mais par acte unilatéral.

Au Tchiouadjihal de l'année courante, daté du 15 avril 1833, la S.-P. confirmait Mohamed-Ali dans ses anciens gouvernements d'Egypte, Sennar et Candie, le nommant aux pachalyks de Syrie, à savoir d'Alep, Safad, Seyda, Beyrouth, Tripoli de Syrie, Jérusalem et Naplouse.

Ibrahim, de son côté, était confirmé dans le vilayet

d'Abyssinie et au sandjak de Djeddad et de la Mecque.

Quant à Adana, la province revenait à Ibrahim qui en était nommé Mouhassil, c'est-à-dire percepteur général, par décision du Sultan, en date du 4 mai 1833.

Ainsi donc, Mohamed-Ali sortait victorieux de sa lutte avec son suzerain. Désormais, sa possession de l'Egypte est plus assise qu'elle ne le fut jamais ; il a donné la mesure de sa puissance militaire, et a anéanti le danger d'une menace turque. Il a occupé la Syrie qu'il convoitait depuis fort longtemps, mettant pour plus de sûreté toute l'étendue de ce pays entre les possessions de la Porte et son gouvernement d'Egypte.

Bien mieux, grâce à Adana, il s'était même assuré la défense de ses nouvelles acquisitions.

Il sortait du combat raffermi de tout ce qu'avait perdu son adversaire.

Seulement, il ne faut pas perdre de vue qu'aucun des gouvernements qui sont sous son autorité ne lui appartient en propre.

Mohamed-Ali continue à n'être qu'un gouverneur, gouverneur de presque la moitié de l'Empire Ottoman, mais gouverneur quand même.

Sa fonction est en droit essentiellement révocable dans l'ensemble des pachalyks et dans chaque pachalyk en particulier.

Les concessions que lui a faites la Porte n'ont d'autre garantie que son bon vouloir à elle ! Le Tchiouadjihal de l'année suivante pourra le déposséder de la totalité de ses gouvernements.

Déjà le Tchiouadjihal de 1832, alors qu'il était devant Acre, avait laissé le pachalyk d'Egypte sans gouverneur, à titre de simple menace.

Après la paix de Koutayah, en 1833, au point de vue du droit pur, la situation de Mohamed-Ali et de l'Egypte vis-à-vis de la Sublime-Porte reste inchangée.

L'Egypte demeure une province de l'Empire Ottoman, et Mohamed-Ali en demeure le gouverneur.

Dans le domaine des faits, il est incontestable que Mohamed-Ali est souverain absolu de l'Egypte, qui forme toujours, comme avec les beys, un Etat tributaire et vassal de la Sublime-Porte. Cette situation de fait est renforcée plus que jamais par l'indépendance même du Pacha d'Egypte au delà de sa province ; par le raffermissement de sa puissance et de son indépendance que lui procure l'occupation de la Syrie.

Mais en Mai 1833 la situation de droit reste ce qu'elle était au jour où Mohamed-Ali fut nommé Pacha d'Egypte pour la première fois, et en contradiction avec les faits.

CHAPITRE II

DES CONSÉQUENCES POLITIQUES DE LA CAMPAGNE DE SYRIE

Si la paix de Koutaya clôturait provisoirement la question d'Égypte et si elle fixait les rapports entre le vassal et le suzerain, elle ne solutionnait aucunement les questions de politique européenne qui étaient nées du conflit.

En effet, nous avons vu qu'alors qu'Ibrahim s'avavançait jusqu'à Koniah, et de Koniah à Koutayah la diplomatie de diverses grandes puissances était active à Constantinople.

La lutte d'influence était vive entre la France et la Russie, chacune cherchant à faire prévaloir ses conseils.

Malgré les efforts désespérés tentés d'abord par M. de Varennes, ensuite par l'amiral Roussin, il faut convenir que, grâce à l'envoi de sa flotte, la Russie avait pris position de puissance protectrice vis-à-vis du Divan.

Le Tchioudjial accordant satisfaction au Pacha

était du mois de Mai et la flotte était encore dans le Bosphore en Juillet ; il fallut la présence des escadres anglo-françaises devant Smyrne pour la décider à lever l'ancre. La Russie sut mettre ce temps si bien à profit que ses navires emportèrent un traité qui lui donnait un droit d'intervention en Turquie pour l'avenir.

En effet, à la date du 8 juillet 1833, le traité d'Unkiar-Kelessi donnait à la Russie une influence prépondérante dans les affaires de la Sublime-Porte.

Ce traité était la reconnaissance, par celle-ci, de ce qui venait de se passer en fait ; la Russie s'engageait en effet à envoyer des troupes, ainsi qu'elle venait de le faire, au secours du Sultan en cas d'attaque.

La Turquie prenait le même engagement vis-à-vis de la Russie. Seuls les frais d'approvisionnement des troupes devaient être à la charge de la nation secourue.

De par ce traité, la Turquie confirmait aussi tous les traités antérieurs (1) passés avec sa spoliatrice naturelle qui, ne sachant plus quoi lui enlever, se posait en protectrice pour avoir toujours l'occasion d'intervenir.

Par acte secret de même date que le traité, il fut convenu que, pour éviter à la Turquie l'envoi de

1. Tr. Jassy, Bukarest, Akermann, Andrinople, Constantinople.

troupes en Russie, cette dernière serait satisfaite d'être assurée de la fermeture des Dardanelles (1).

Par ce moyen, non seulement la Russie obtenait de jouer à Constantinople le premier rôle dans la politique de l'Empire Ottoman et de réduire celui-ci à l'état de simple protégé, mais encore, soi-disant à titre de compensation, elle obtenait l'inviolabilité du côté de la mer Noire, et se trouvait ainsi hors d'atteinte des flottes anglo-françaises.

Le traité d'Unkiar-Kelessi fut mal accueilli, même par l'Autriche. Le bel équilibre des grandes puissances européennes était rompu en faveur de la Russie et de ses alliés éventuels, lui donnant la suprématie dans les affaires d'Orient.

La France et l'Angleterre y voyaient, non seulement l'échec de leur politique, mais encore, pour l'avenir, la prépondérance de la Russie à Constantinople.

L'Autriche ne fut pas moins inquiète des conséquences de ce traité qui, de par sa nature même, pouvait faire éclater le conflit européen.

La France adressa une protestation au Cabinet de Saint-Petersbourg déclarant « que si les stipulations « de cet acte devaient subséquemment amener une « intervention armée de la Russie dans les affaires intérieures de la Turquie, le gouvernement français « se tiendrait pour entièrement libre d'adopter telle

1. Le texte turc parle aussi de la fermeture du Bosphore,

« ligne de conduite qui lui serait suggérée par les
« circonstances, agissant dès lors comme si le traité
« en question n'existait pas ».

C'est-à-dire qu'elle se réservait le droit d'intervenir, elle aussi, soit en faveur de Constantinople, soit contre l'intervention russe.

Nesselrode répondit à cette protestation qu'il ne voyait pas de quoi la France pouvait prendre ombrage, puisque le traité d'Unkiar-Kelessi n'avait d'autre but que d'assurer le maintien de l'intégrité de l'Empire Ottoman. D'ailleurs, « il a été conclu entre deux
« puissances indépendantes usant de la plénitude
« de leurs droits ».

La France ne pouvait songer à s'y opposer que si elle aspirait au renversement de l'Empire Turc (oct. 1833).

La France certes ne cherchait pas à toucher à l'intégrité de l'Empire ; elle était la puissance qui y avait le moins d'intérêt, et c'est pour cela qu'elle ne pouvait supporter l'idée que la Russie put intervenir et servir de dissolvant à son propre profit.

Nous sommes sûrs que la France par sa protestation n'envisageait par l'éventualité d'une grande puissance attaquant Constantinople ; mais sous l'impression des récents événements elle craignait l'intervention russe en cas de difficultés intérieures, et que la Russie, prenant pied à Constantinople et à Damas, n'en bougeât plus.

C'était aussi la crainte du Cabinet Anglais (1).

Pour l'instant, la question russe restait ouverte. Mohamed-Ali sentit très bien le profit qu'il y avait à tirer de la méfiance des puissances maritimes à l'égard du Tzar. Il essaya bientôt d'en tirer parti.

Metternich fit tout pour endormir cette méfiance générale. Il craignait que le traité d'Unkiar n'amenât d'abord un rapprochement étroit entre l'Angleterre et la France, que de ce rapprochement put naître une alliance, et un conflit avec la Russie.

Pour éviter cette guerre, terreur de ses nuits, Metternich assumait le rôle de conciliateur, et dans les diverses conférences qui eurent lieu en l'année 1833 entre les souverains autocrates (Teplitz, Septem, Munchen, Gratz), il obtint, pour tranquilliser la France et l'Angleterre, un engagement du Tzar Nicolas quant au maintien de l'intégrité de l'Empire Ottoman et au maintien sur le trône des Osmanlis de la dynastie régnante.

De plus, la Russie promettait d'avoir recours à la médiation de l'Autriche dans le cas où le traité d'Unkiar-Kelessi aurait lieu de fonctionner.

Elle s'engageait à n'user de son droit de protection effective sur Constantinople que si l'Autriche échouait dans sa médiation, par suite, si le danger ne pouvait réellement être écarté.

1. Lettre de Palmerston à Granville, 8 juin 1833.

Metternich parvint ainsi à rassurer les Cabinets de Saint-James et des Tuileries quant à la portée du traité du 8 juillet 1833, puisqu'il se portait garant de l'intégrité de l'Empire Ottoman, et assurait l'intervention qu'en cas d'absolue nécessité reconnue par l'échec d'une médiation.

Néanmoins, le traité d'Unkiar-Kelessi va demeurer le facteur principal de toute la question orientale et égyptienne jusqu'en 1840. La question russe, sous cette face, va rester étroitement liée à la question de l'Egypte et ne s'éteindra qu'avec elle.

Mohamed-Ali, après la paix de Koutayah (1833) eut fort à s'occuper ; la Syrie, qu'il avait si longtemps convoitée, ne pouvait lui être d'aucun profit dans l'état de désordre où elle se trouvait.

Il avait commencé par s'attirer les populations belliqueuses en leur faisant espérer une indépendance dont elles ne jouissaient pas sous le gouvernement des Pachas de Constantinople. Et pour ces populations, indépendance voulait dire n'avoir pas à payer d'impôts, avoir la libre disposition de leurs armes et ne devoir aucune obligation militaire.

Avec de pareilles conditions, c'était le pays voué à l'anarchie, car la Syrie était habitée de tribus de diverses confessions se haïssant profondément, et en luttes continuelles entre elles.

Il était donc de prudence élémentaire de leur reti-

rer leurs armes ; cette première mesure causa un grand mécontentement.

Mohamed-Ali ne pouvait non plus renoncer à percevoir des impôts d'un pays aussi riche, et qui, sous son influence, prenait un développement inattendu (1). Il ne pouvait non plus renoncer à renforcer son armée par de nouvelles recrues.

Il avait besoin d'argent; il avait besoin d'hommes. Sa lutte contre le Sultan lui coûtait très cher ; l'Arabie lui absorbait beaucoup d'hommes, et sans cesse il devait regrouper les rangs de son armée. Il ne pouvait, sous peine de perdre le fruit de ses victoires, affaiblir son armée d'un seul homme. Il savait que la Sublime-Porte ne se résignerait pas à la perte de la moitié de ses provinces et que, tôt ou tard, un nouveau conflit éclaterait ; il devait se trouver prêt à y faire face.

Aussi, dès 1834, réclama-t-il à ses nouveaux sujets, et de l'argent et des hommes. Il établit le monopole des soies et des capitations générales, sans distinction de religion, sur tous les habitants. Il imposa la conscription dans les districts méridionaux de la Syrie.

L'ensemble de ces mesures lui valut une violente insurrection qu'Ibrahim fut obligé de noyer dans le sang.

La Porte, de son côté, veillait attentivement à tout

1. Les importations de Beyrouth passèrent en peu d'années de 5 à 14 millions.

ce qui se passait en Syrie, prête à y causer le plus d'ennuis possible à son vassal ; poussant les mécontents à la révote, les aidant dans leurs mouvements et les armant.

Le pays passa d'insurrection en insurrection, toutes vigoureusement réprimées.

Ce qui explique qu'en si peu d'années (de 1833 à 1839), dans l'intervalle des deux crises égyptiennes, les sentiments des populations subirent une telle transformation, et qu'après avoir accueilli Mohamed-Ali à bras ouverts, elles ne songèrent qu'à le chasser à coups de fusil.

Mohamed-Ali se trouva aussi fort occupé diplomatiquement. L'appétit vient en mangeant, et il pensa qu'il pourrait consolider son pouvoir en se rendant encore plus indépendant dans les provinces dont il était maître.

Seulement, prévoyant que les grandes puissances lui feraient payer les conséquences d'un nouveau conflit qui troublerait leur quiétude et amènerait une nouvelle intervention russe, il pensa d'utiliser cette menace et l'inquiétude qu'avait fait naître le traité d'Unkiar-Kelessi pour persuader aux puissances de reconnaître son indépendance, sans qu'il eût à la revendiquer les armes à la main.

Il communiqua, le 3 septembre 1834, une note aux cours de Londres, de Paris et de Vienne, où il insistait sur le danger de la prépondérance russe à Cons-

tantinople. Il s'offrait de se mettre à la tête d'une armée de 150,000 hommes, ouvrant la route à une action des puissances contre la Russie, à condition qu'on fit droit à ses prétentions d'indépendance, qui consolideraient sa situation et le rendraient plus fort. Il demandait à secouer la suzeraineté de la Porte, dont l'attitude agressive vis-à-vis de lui ne faisait qu'affaiblir vassal et suzerain ; il promettait d'être un fidèle allié du Sultan dès que celui-ci serait délivré de l'influence russe.

Adroitement, sachant la méfiance que l'Angleterre montrait à son égard et à l'égard de la France, il communiqua cette note d'abord aux agents du Cabinet de Saint-James.

Elle était rédigée en termes précis ; les circonlocutions en étaient écartées ; elle posait nettement, d'une part, le danger de la menace russe, et de l'autre les prétentions du Pacha.

La diplomatie fut effarouchée d'une telle franchise et de voir ainsi dévoilés clairement les sentiments qu'elle nourrissait à l'égard de la Russie, et que celle-ci nourrissait à l'égard de la Sublime-Porte ; aussi eut-elle peur que cette note n'eut justement pour conséquence d'amener ce qu'elle voulait éviter, et elle fut mal accueillie par tout le monde.

A Londres, on ne se laissa pas prendre par la démarche prévenante du Pacha, et on lui fit enten-

dre sans ambages qu'on ne laisserait pas trahir la Turquie, pays ami et allié.

Metternich, soucieux de conserver l'amitié russe, se refusait de tremper dans une politique de méfiance à son égard ; de plus, les principes de la légitimité, sa crainte d'une guerre, et la rupture du *statu quo* européen, étaient autant de raisons pour lui de repousser les propositions insidieuses de Mohamed-Ali.

Il se borna à tranquilliser le Pacha d'Egypte quant aux intentions de la Russie, comme il avait tranquilisé les Cabinets de Saint-James et des Tuileries, s'appuyant ainsi à la base même toute l'argumentation sur laquelle le Pacha s'appuyait pour émettre ses prétentions.

La réponse de la France fut la plus dure et la plus sèche, si bizarre que cela paraisse. Elle se montra d'une sévérité extrême à l'égard de son ami et protégé.

Peut-être le Cabinet des Tuileries éprouva-t-il quelque ressentiment de ce que Mohamed-Ali ne l'ait pas averti de sa démarche, ou au moins ne lui en ait pas fait part avant de communiquer sa note à l'Angleterre.

D'ailleurs, à ce moment, Louis-Philippe cherchait à se concilier la cour de Vienne (1) ; il n'aurait pas

1. Louis-Philippe désirait ardemment que le duc d'Orléans épousât une archiduchesse pour écarter la méfiance des cours

voulu mécontenter les souverains autocrates dont il voulait secrètement se rapprocher ; il ne pouvait donc accepter la proposition de Mohamed-Ali, car elle impliquerait la méfiance à l'égard de Saint-Petersbourg. On ne pouvait non plus donner la moindre approbation au Pacha d'Egypte, sous peine d'éveiller la méfiance du Cabinet de Saint-James. Il fallait également ne pas compromettre plus la position de l'ambassadeur français auprès de la Sublime-Porte.

Une apparence d'approbation pouvait mécontenter tout le monde, alors que la politique « de juste milieu » avait pour but de ne mécontenter personne.

C'est pour cela sans doute, pour bien affirmer ses sentiments, que la France crut devoir être la plus sévère à l'égard de Mohamed-Ali.

Ainsi donc, chacune des puissances pour des motifs différents, fit comprendre au Pacha d'Egypte qu'il n'y avait qu'une chose possible : le maintien du *statu quo*. Et que s'il essayait d'en sortir et de se rendre indépendant, aucune puissance ne viendrait à son secours ; elles donneraient toutes leur appui à la Sublime-Porte.

du Nord à son égard. Metternich voyait favorablement un rapprochement avec la France, car il espérait ainsi l'éloigner de l'Angleterre et combattre mieux la Révolution ; mais il déclina toute alliance matrimoniale d'une archiduchesse avec l'un des membres de la famille de Louis-Philippe.

Mohamed-Ali sagement se le tint pour dit ; il comprit fort bien, dès lors, que les puissances ne lui pardonneraient pas de rouvrir la question orientale et de faire renaître la menace russe. Il sentit aussi que les puissances, y compris la France, pouvaient bien ne pas voir d'un mauvais œil le Sultan s'engager dans une lutte de revanche, et que, si le Nizam égyptien était vaincu, il n'aurait à compter sur la protection effective d'aucune d'elles.

Désormais, il suivra une ligne de conduite dictée par la prudence même. Il se pose, en quelque sorte, en champion du *statu quo*, pensant bien que le Sultan, ne pouvant accepter cette situation, le romprait et prendrait la responsabilité de la rupture, en endosserait les conséquences et le mécontentement des puissances occidentales.

Effectivement, le Sultan, en 1835, prenant prétexte des désordres de Syrie provoqués par les mesures de conscription, taxa Mohamed-Ali d'incapacité et voulut lui retirer son gouvernement ; il se prétendait aussi menacé directement par des travaux de défense entrepris par le Pacha et s'apprêtait à engager les hostilités.

Le Sultan, plus encore que Mohamed-Ali, cherchait une issue à la situation créée par la paix de Koutayah. Il lui tardait de reprendre le gouvernement direct des provinces perdues. La haine de Mahmoud à

l'égard de son vassal s'était accrue de toutes les humiliations subies.

Mohamed-Ali, de son côté, trouvait sa position instable, rien ne l'assurait pour l'avenir de la possession de ses gouvernements. Il avait pensé d'abord que l'indépendance serait une chose enviable ; pourtant nous ne croyons pas, malgré les apparences contraires, que l'indépendance fut considérée par lui comme la situation idéale : presumant qu'elle lui amènerait de lourdes obligations et le laisserait isolé de celle qui était somme toute son alliée naturelle : la Sublime-Porte, il aurait désiré obtenir par un autre moyen l'assurance que l'Egypte et la Syrie ne lui seraient pas enlevées, et que ses enfants viendraient lui succéder au gouvernement de ces provinces. La solution idéale paraît être pour lui d'en obtenir l'hérédité pour sa famille.

Sachant que la diplomatie n'était qu'un vulgaire marchandage et qu'il fallait demander beaucoup pour obtenir peu, il harcela les Cabinets européens de demandes d'indépendance, dans le but d'obtenir l'hérédité.

Après le coup de sonde donné par la note de 1834, Mohamed-Ali comprit que, pour défendre le *statu quo* à l'encontre du Sultan, il ne devait pas se démunir, ni affaiblir son armée. Néanmoins, n'obtenant rien des puissances, il pensa qu'il lui serait peut-être

plus facile d'engager les négociations directement à Constantinople.

Il envoya en 1836 sa bru Zehra Hanoum (1) à Stamboul pour y aménager un terrain favorable à ses tractations, qui avaient pour but d'obtenir l'hérédité des gouvernements qu'il détenait.

Il ne souhaitera plus un accroissement territorial, son ambition paraît satisfaite pour l'instant. Mohamed-Ali cherchera désormais à consolider ses possessions et à en assurer la transmission aux siens ; après avoir essayé d'obtenir son indépendance, il pensa que par l'hérédité pour les siens, il arriverait au même résultat.

En même temps que Zehra Hanoum cherchait à gagner les forces et les influences occultes du Sérail et du Divan, d'autres négociations officielles s'engageaient par l'entremise de la diplomatie française.

M. Maimaut au Caire, et l'amiral Roussin à Constantinople, sentaient l'orage s'amonceler de nouveau sur l'Orient. Pour éviter une nouvelle crise et de nouvelles interventions, l'ambassadeur français persuada le Sultan de négocier directement avec son vassal pour arriver à une solution qui donnerait satisfaction aux parties en modifiant Koutayah.

La direction des conférences incomba à l'ambassadeur français lui-même.

1. Celle-ci était d'une famille des plus respectées et influente à Constantinople, son père avait été grand-cadi de Syrie.

La Sublime-Porte, au lieu du Reis-Effendi, avait désigné les deux secrétaires particuliers de Sa Hautesse le Sultan Saïd-bey et Moustapha-Effendi : c'était le Sultan lui-même qui négociait.

Ce détail est suffisant pour comprendre toute l'importance que Mahmoud attachait à la question d'Egypte, et toute la haine qu'il devait nourrir à l'égard de Mohamed-Ali.

L'amiral Roussin, ajoutant foi aux protestations d'amitié des parties, crut qu'il pourrait mener à bien sa tâche et faire obtenir au Pacha d'Egypte l'hérédité qu'il demandait en échange de quelques rétrocessions territoriales.

Mais il s'aperçut bien vite de la vanité de ses espoirs. Mahmoud se refusait à la moindre concession avant que ne fut fixé au préalable le principe du retour de la Syrie à son autorité directe, consentant en échange à donner à Mohamed-Ali l'hérédité de l'Egypte et du Hedjaz.

Les négociations furent rompues sur un ultimatum de la Porte prétextant des troubles en Syrie (auxquels elle n'était sans doute pas étrangère) pour retirer à Mohamed-Ali le gouvernement de cette province. Elle lui accordait en compensation l'hérédité de l'Egypte et du Hedjaz.

Puis, prétendant ne pouvoir négocier avec un vassal par l'entremise d'une autre puissance, comme

contraire à sa dignité, le Sultan se refusa à continuer la conversation.

On sera moins étonné de la façon dont tournèrent ces tractations quand on saura que l'Angleterre avait depuis quelque temps pris le parti de contrecarrer en tout et pour tout la politique française, et à Constantinople plus qu'ailleurs, son influence s'y étant largement étendue.

Avec les Torys, Lord Palmerston accédait au pouvoir (avril 1835) ; il nourrissait la plus grande défiance vis-à-vis de la France ; dans une lettre à son frère, il écrit que la politique à l'égard du Cabinet des Tuileries doit prendre pour devise le « *fidarsi e bene, ma non fidarsi e melio* ».

On a fait de lui ce portrait ressemblant, à quelques réserves près : « Cet homme d'Etat audacieux et querelleur n'avait en politique qu'un patriotisme étroit et jaloux ; toujours en éveil et absolument indifférent sur le choix des moyens. En fait, il n'était pas moins avisé que hardi, et ses témérités étaient le résultat de calculs que le succès devait presque toujours justifier » (1).

Ses calculs étaient d'ailleurs toujours basés sur une connaissance psychologique approfondie des hommes, et sur un jugement exact des sentiments des masses que ces hommes avaient à gouverner.

1. Debidour. *Histoire diplomatique de l'Europe*.

Partout, depuis ce moment, l'entente anglo-française fut battue en brèche ; en Espagne (1836), pour ne pas mécontenter l'Autriche, c'était la France qui renonçait à sa politique d'intervention et mécontentait l'Angleterre.

En Algérie, Abdel-Kader était secrètement soutenu par Palmerston, et nul plus que Ponboudy, ambassadeur d'Angleterre à Constantinople, ne combat l'influence française auprès de la Sublime-Porte.

Il montrait la France sous le jour d'une fausse amie à la poursuite de fins uniquement égoïstes. Il amenait de la part du Sultan des protestations contre l'occupation de l'Algérie et éveilla en lui toutes les méfiances au sujet des sympathies qui existaient entre Mohamed-Ali et Paris.

A la fin de 1835, d'autre part Lord Durham avait offert ses bons offices à la Turquie pour faire accepter par la Russie une réduction des sommes qui restaient dues en vertu du traité de 1829. La Russie y consentit (mars 1836). Ce qu'elle perdait en argent, elle le gagnait en influence ailleurs. L'Angleterre, en donnant ce gage d'amitié à la Sublime-Porte, avait trouvé aussi moyen de se rapprocher de la Russie, l'ennemie la plus intransigeante de la France.

On comprendra donc pourquoi il était impossible aux négociations du baron Roussin d'aboutir ; son

influence était annihilée par l'Angleterre, qui se posait en soutien de la Sublime-Porte.

Après l'échec des tractations à Constantinople, Mohamed-Ali se prétendit fatigué de ces luttes continues, et il se montra prêt à céder aux demandes de la Porte, si on lui envoyait un négociateur habilité pour trancher nettement la question.

Il demanda qu'on désignât Ahmed-Fewzi-Pacha, grand favori du Sultan Mahmoud, qui avait déjà été chargé des négociations entre la Russie et l'Empire Ottoman, et qu'il avait conduites d'une façon néfaste.

Mohamed-Ali obéissait à un calcul astucieux en demandant un pareil négociateur ; il savait que Ahmed était vénal, présomptueux et des plus ignorants. Il comptait facilement en obtenir tout ce qu'il demanderait.

Ahmed sollicita d'aller en Egypte. Le Sultan était prêt à accéder aux demandes de son favori et de son vassal. Il ne voyait dans cette dernière qu'un hommage de la part du Pacha d'Egypte et un signe précurseur de sa soumission.

L'opposition vint du Divan. Les ministres, plus clairvoyants (1) que le Sultan, savaient ce qu'il y

1. Petrew Pacha venait d'être nommé Grand-Vizir en remplacement de Khoshrew. Le nouveau grand vizir était un homme prudent et courageux. C'est grâce à son intervention que la combinaison échoua.

avait à attendre d'Ahmed Pacha, et prenant prétexte de ce que celui-ci venait d'être nommé Capitan-Pacha, persuadèrent le Sultan que celui-ci ne pouvait, de par ses fonctions, quitter Constantinople. Le Sultan se rendit aux arguments de ses conseillers et, sur les injonctions du Grand-Vizir, on désigna Sarim Effendi, chancelier aux Affaires étrangères en qui on pouvait avoir confiance.

C'était à bon escient que Mohamed-Ali avait sollicité l'envoi de Ahmed-Pacha ; il tablait beaucoup plus sur la personnalité même du négociateur que sur la force convaincante de ses arguments ; aussi fut-il déçu.

De son côté, Ahmed, se voyant frustré d'un honneur et surtout d'un profit, écrivit au Pacha d'Egypte de se méfier de Sarim Effendi et des propositions dont il était porteur. Il semble que c'est depuis ce jour-là que Mohamed-Ali et Ahmed Fewzi aient eu partie liée, partie dont les conséquences devaient être des plus graves pour le Sultan ; peut-être même que Mohamed-Ali avait déjà Ahmed-Pacha dans sa manche (qui était fort large) quand il en demanda l'envoi au Caire.

Les conférences entre Sarim et Mohamed-Ali eurent lieu au Caire et commencèrent le 7 janvier 1837.

Sarim trouva Mohamed-Ali fort peu disposé à poursuivre des négociations qu'il savait devoir être

inutiles, et qui le compromettraient, tout au plus, aux yeux du Sultan et des puissances européennes.

Le Pacha d'Égypte se déclarait pleinement satisfait du sort qui lui était fait. Il ne désirait plus rien que le repos, et ne demandait pas à sortir du *statu quo*.

« Mais si le Sultan désirait apporter des modifications à l'état de choses présent, il se soumettrait. »

Sarim, devant de pareilles dispositions, comprit que toute discussion serait vaine ; il offrit donc, ni plus ni moins, à Mohamed-Ali de venir à Constantinople discuter lui-même son arrangement.

Le Pacha d'Égypte ne montra guère d'empressement à se livrer à celui-là qu'il savait être son ennemi le plus cruel. Il déclina l'offre, disant ne pas pouvoir quitter l'Égypte.

D'autre part, étant satisfait, et ne sachant pas quelles offres on lui ferait, il ne pouvait délivrer des pouvoirs à un envoyé. D'ailleurs, cela le mettrait en posture de solliciteur, ce qu'il ne voulait à aucun prix.

Mahmoud et Mohamed-Ali jouaient au jeu bien connu de tous les revendeurs, qui n'offrent jamais un prix de peur de payer trop cher ; ils attendent toujours l'offre timide ; eux feront la contre-offre, certains alors de ne pas se tromper sur la valeur de l'objet.

Ainsi, Mohamed-Ali, après avoir provoqué la

négociation, se dérobaît et se refusait de laisser paraître ses prétentions, pour n'avoir pas à se montrer exigeant et effrayer, tant la Sublime-Porte que les grandes puissances, qu'il sentait hostiles.

Sarim céda le premier. Il offrit au Pacha l'hérédité de l'Egypte et de l'Arabie, en échange des provinces cédées à Koutayah. C'était revenir purement et simplement aux discussions de 1836.

Naturellement, le Pacha, se disant satisfait du *statu quo*, déclina l'offre. Sarim alors acceptait d'y joindre Acre et Tripoli.

Mohamed-Ali demanda l'hérédité de toutes ses possessions moyennant un fort tribut. Il refusait à consentir à la moindre cession de territoire, de peur que le Sultan ne se rapprochant de l'Egypte ne fut tenté, dans un avenir proche, de lui enlever ce qui lui restait de la Syrie et de l'attaquer en Afrique.

Le petit jeu continuait, chacun demandant tout et ne voulant rien céder.

Sarim quitta le Caire sans avoir pu conclure un arrangement quelconque ; il laissait pourtant au Pacha l'espoir que ses demandes seraient satisfaites. Mohamed-Ali s'en remettait au Sultan du soin de fixer lui-même le montant du tribut à payer.

On ne saurait dire s'il crut à la promesse de Sarim mais il s'empressa d'en faire part aux consuls, sans doute pour rejeter sur la Porte tout le poids d'un refus.

En effet, le Sultan refit à Mohamed-Ali par lettre les premières offres de Sarim (hérédité de l'Egypte, de l'Arabie, avec Acre et Tripoli) ; c'était un refus de conclure l'arrangement que son envoyé avait fait espérer.

Mohamed-Ali répondit que, s'estimant satisfait, n'ayant rien sollicité, il s'en tenait au *statu quo*.

Le Pacha en fin politique, se rendait compte que cédant une première fois, il serait encore obligé peu après de négocier encore et de céder plus ; tandis qu'en restant sur ses positions, la rupture du *statu quo* viendrait fatalement du Sultan, sans qu'il ait à endosser les conséquences ; et, escomptant la victoire de ses armes il espérait en tirer tout le profit.

En effet, la situation devenait des plus tendues ; une crise était imminente. Le Sultan accumulait sur la frontière syrienne, à Siva, des forces de jour en jour accrues ; une attaque de sa part était certaine.

L'orage était proche, on le sentait aussi bien au Caire et à Constantinople que dans les Cours européennes.

En Europe, les différents Cabinets, et surtout ceux de Londres et de Vienne, semblaient désirer de discuter la question d'Egypte en conférence.

La Russie seule voyait une conférence d'un mauvais œil, car elle lui ravirait tout le prestige qu'elle tenait du traité d'Unkiar, transmettant pour ainsi dire à la conférence ses pouvoirs de protectorat

unique. Elle fit craindre à la Sublime-Porte qu'une conférence sur la question égyptienne n'eût les mêmes conséquences que celle qui régla le sort de la Grèce.

La Porte, comptant sur son armée, s'empessa de se rendre au conseil de la Russie, et de décliner toute conférence.

A la fin décembre 1837, les préparatifs de guerre étaient activement menés des deux côtés de la frontière syrienne.

Ces préparatifs inquiétaient les Cabinets européens, celui de Saint-James, peut-être plus que tout autre. En effet, en cas de conflit, une tension avec la Russie était à prévoir sans qu'on fût sûr d'un rapprochement avec la France.

Si cette dernière puissance protégeait le Pacha d'Egypte, l'Angleterre accumulait de jour en jour des raisons pour s'attirer sa haine et ne cherchait qu'à miner sa puissance partout où elle le pouvait et où elle le rencontrait.

Palmerston, dès le mois de février, se montra inquiet au sujet des préparatifs de Mohamed-Ali et chargea le colonel Campbell, son représentant au Caire, de demander des explications précises sur leur signification (1).

1. Lettres de Palmerston à Campbell du 6 février et du 16 mars 1838.

Campbell reçut l'assurance formelle que Moham-Ali ne cherchait aucun accroissement de territoire. A cet égard, en effet, l'Angleterre pouvait être tranquille, le Pacha ne cherchait pas à accroître ses possessions d'un pouce, et les conseils de modération à cet égard étaient superflus (1).

Le Pacha avait d'autres visées : celle d'affermir son pouvoir par la transmission de ses gouvernements aux membres de sa famille. Déjà, Sarim lui avait fait des offres d'hérédité partielle, lui voulait l'hérédité de toutes ses possessions ; c'était sur ce point que l'accord n'avait pu se faire.

Ne pouvant l'obtenir directement de la Porte, il allait encore une fois essayer de la diplomatie européenne.

En 1834, il avait compté qu'on ferait droit à sa demande par peur de l'intervention russe ; aujourd'hui il espérait en obtenir la réalisation en jouant de la crainte de voir la paix rompue, (crainte par trop visible dans la réponse des Cabinets européens à son offre de 1834), et l'Orient de nouveau embrasé, rallumant avec la question égyptienne celle de la Protection du Bosphore.

Il comptait que les puissances feraient pression sur la Porte afin de lui obtenir ce qu'il désirait ; déjà d'elle-même la Porte avait offert l'hérédité de l'Egypte

1. Lettre du 7 février de Campbell à Palmerstone.

avec Acre et Tripoli ; il suffisait d'y ajouter le reste de la Syrie pour assurer la paix, longue et durable. Les Cabinets n'obligeraient-ils pas la Porte à se sacrifier pour s'assurer leur tranquillité ? Il l'espérait. Et dans cet espoir entreprit une nouvelle manœuvre.

Le 25 mai 1838, il fit appeler le colonel Campbell et M. Cochelet, chargés d'affaires d'Angleterre et de France, et à tour de rôle, à l'un dans la matinée, à l'autre dans la soirée, il leur communiqua son intention de se rendre indépendant.

Il leur dit qu'il se trouvait dans la nécessité d'assurer l'avenir de sa famille, qu'il avait un millier d'enfants adoptifs auxquels il devait songer, qu'il lui fallait se rendre indépendant pour garantir leur avenir.

Il est entre deux épées : sa famille et son souverain, et se voit, le cœur serré, les yeux pleins de larmes, contraint de satisfaire aux intérêts de ses enfants.

Le lendemain, le Pacha tient le même langage au comte Medem, chargé d'affaires russe, et à M. Laurin, représentant le Cabinet de Vienne.

Il assurait néanmoins les puissances européennes qu'il n'entreprendrait rien avant d'avoir reçu leur réponse au sujet de ses desiderata.

Ainsi il lançait la menace, et espérait voir venir des Cabinets occidentaux des offres de transaction qui satisferaient ses aspirations secrètes. Que contre

l'indépendance qu'il demandait, on lui offrirait l'hérédité, et qu'on l'imposerait d'un gros tribut.

Malheureusement, les Cabinets se sentaient peu disposés à faire des concessions au Pacha, craignant peut-être qu'après avoir obtenu l'hérédité il n'enlève l'indépendance.

Campbell écrivit immédiatement à Palmerston lui donnant l'impression que la décision de Mohamed-Ali paraissait irrévocable.

Déjà avant de recevoir cette lettre (qui n'arriva à Londres que le 17 juin) Palmerston avait écrit, en date du 9, à Campbell pour qu'il fit entendre au Pacha que la Grande-Bretagne ne pouvait admettre la moindre atteinte à la souveraineté de la Sublime-Porte.

Metternich de son côté était préoccupé de l'attitude du vice-roi, sans en être très inquiet ; le Pacha, disait-il, justement « joue avec les puissances une partie politique à l'orientale ; son but est de jeter la confusion dans les Cabinets et de les sonder. S'ils se désunissent, il se glissera dans la brèche produite par le manque de cohésion de leur part ; s'ils opposent l'union morale, il restera tranquille » (1)... les puissances doivent tenir un langage uniforme pour déjouer ses plans.

La Russie, voyant bien que c'était sur l'inquiétude

1. Lettre à Apponyi, 20 juin 1838.

qu'elle causait que comptait Mohamed-Ali, s'empressa de rassurer la France et l'Angleterre, en faisant déclarer par le comte de Medem que si ces deux puissances faisaient renoncer Mohamed-Ali à l'indépendance dont il menaçait la Porte, la Russie n'interviendrait pas, mais que si elles le laissaient faire, elle exécuterait le traité d'Unkiar-Kelessi. L'intérêt russe se trouvait il est vrai autant dans la guerre que dans la paix. En cas de paix, le traité d'Unkiar lui donnait place prépondérante ; et en cas de guerre elle intervenait à son plus grand profit.

Mais elle ne pouvait que repousser la politique de Mohamed-Ali, étant l'amie et la protectrice de la Sublime-Porte.

Palmerston, non content de faire pression au Caire même, cherchait une solution plus effective pour écarter à la fois le danger égyptien et le danger russe. Il les estimait également menaçants pour la Sublime-Porte, car les troupes turques seront infailliblement battues par le Pacha, ce qui amènerait une intervention des Russes, et, une fois ceux-ci en possession de Constantinople et de Damas, ils « ne les quitteront plus jamais. »

Il voudrait arriver à « une convention rédigée en quelques mots entre l'Angleterre et la France d'un côté, et la Turquie de l'autre, par laquelle les premières s'engageraient pour un temps limité à fournir à cette dernière un secours maritime... pour la pro-

tection de son territoire contre une attaque, et dont l'énoncé serait libellé de façon à comprendre le cas de la Russie ou celui de Mohamed-Ali (1). »

Ou bien, pour éviter le danger égyptien, Palmerson proposait une autre combinaison : d'amener une entente entre les cinq puissances européennes : la Russie, l'Autriche, la Prusse, la France et l'Angleterre, pour empêcher Mohamed-Ali de se rendre indépendant. Cet accord serait probablement suffisant pour lui faire respecter les droits du Sultan ; dans le cas contraire, les puissances maritimes s'engageaient à défendre la Turquie sur mer, et l'Autriche interviendrait en Syrie sur terre (2).

C'était déjà en germe l'idée directrice de la politique du Cabinet anglais : une conférence qui aurait l'avantage d'écarter le danger russe, tout en permettant à l'Angleterre de se passer de la France et de desservir son protégé.

En cette circonstance, la France ne pouvait être d'une grande aide à Mohamed-Ali ; son amitié même éveillait la méfiance de l'Angleterre et de Constantinople ; elle se trouvait isolée et sans vrais amis politiques.

En effet le comte Molé qui avait remplacé Thiers au pouvoir en 1836 avait si bien su manœuvrer

1. Lettre à Lord Granville ambass. à Paris, 8 juin 1838.

2. Lettre au même 6 juillet 1838.

pour se rapprocher de Vienne à tout prix, qu'il avait entièrement rompu l'amitié avec l'Angleterre, sans pour cela être arrivé à obtenir la confiance des cours autocrates.

La France avait perdu toute influence en Espagne ; à la réouverture (en juin 1838) de la conférence de Londres sur la question belge, elle s'était trouvée seule en face des autres puissances.

A Constantinople, elle perdait de jour en jour du terrain ; Ponsonby, l'ambassadeur d'Angleterre, lui y faisant ouvertement la guerre, amenant la Porte à protester contre la prise de Constantine, et à demander à la France la reconnaissance en Algérie de la suzeraineté du Sultan.

Dans cette position affaiblie, elle ne pouvait être bien utile au Pacha, dont secrètement elle soutenait malgré tout les prétentions à l'hérédité, confiante dans l'attitude amicale, mais illusoire, de l'Autriche et de la Prusse à son égard.

La crise orientale qui va s'ouvrir trouvera la France ayant à lutter seule contre l'animosité ouverte de Saint-Pétersbourg, l'animosité cachée de Londres, et la méfiance amicale et sournoise de Vienne et Berlin.

Le Pacha s'aperçut bien vite que sa manœuvre ne réussirait pas plus en 1838 qu'en 1834, et que le seul effet de sa menace d'intimidation serait de lui valoir la méfiance et la haine des puissances ; il changea

dès lors sa tactique ainsi qu'il l'avait fait devant le peu de succès de ses négociations avec Sarim, et revint à sa première attitude.

Peu à peu, après avoir exigé l'indépendance comme minimum, il modérera ses prétentions, et se déclarera satisfait si on lui accordait l'hérédité de ses provinces (ce qui était son but réel), promettant en tout cas, pour ne pas indisposer les grandes puissances, de ne pas engager la lutte le premier.

En effet, dès le mois de juillet, le Pacha sentit nettement la grande hostilité que nourrissaient les puissances à son égard, principalement l'Angleterre.

Le 5 juillet, il recevait Campbell, porteur de la lettre de Palmerston, datée du 9 juin (dont nous avons parlé plus haut), qui l'engageait au maintien du *statu quo* et l'éclairait nettement sur l'attitude de l'Angleterre, avant même que le Cabinet de Londres n'eût eu connaissance de l'entrevue du 25 mai avec les consuls.

Mohamed-Ali devant cette attitude résolue ne recula pas, mais on sent néanmoins qu'il ne voudrait pas mécontenter les puissances.

Il promit à Campbell d'attendre la réponse de la lettre du 25 mai avant d'entreprendre quoi que ce fut contre le Sultan. Il n'en affirmait pas moins sa résolution de tenter tout plutôt que de mourir vassal et de laisser ses enfants sans succession « than leave

his family without an established succession » (1).

Le 12 juillet, il fit part aux consuls du retrait de son escadre de Candie, pour éviter ainsi les risques d'une collision avec l'escadre turque.

Sa flotte désormais devait croiser devant Alexandrie.

Il voulait, par ces mesures, écarter la responsabilité d'un conflit brusqué avec les forces du Sultan. Il n'en laissait pas moins deux vaisseaux légers en vigie à Crète et à Rhodes pour surveiller les Turcs ; se promettant bien de se mettre à leur poursuite s'ils venaient le braver sur ses côtes, mais alors ce serait eux les agresseurs (2). Le Pacha tendait déjà, tout en conservant ses prétentions, à éviter de prendre la responsabilité du conflit qu'il sentait proche et à en faire retomber toute la responsabilité sur la Sublime-Porte.

Il ne se faisait que peu d'illusions sur la réponse des puissances ; néanmoins, il espérait en une solution transactionnelle favorable ; cet état d'expectative, et l'incertain de sa situation depuis Koutayah, l'obligeait de tenir une forte armée nécessitant des dépenses disproportionnées avec ses moyens. Le pays était grevé de lourds impôts, ce qui nuisait à sa bonne administration et à sa prospérité. Il tenait les Puissances responsables de cet état de choses.

1. Lettre de Campbell à Palmerston, 9 juillet 1838.

2. Lettre de Campbell à Palmerston, 12 juillet.

Le Pacha ne restait nulle part inactif : de Constantinople, il espérait voir arriver le Capitan-Pacha d'un jour à l'autre et pouvoir négocier directement avec la Porte sans l'entremise des puissances (1). Au Caire il essayait, par de fréquentes entrevues, à gagner les consuls à sa cause.

Enfin, dans les premiers jours d'août arrivèrent les réponses des Cabinets européens à sa déclaration du 25 mai.

Lord Palmerston l'exhortait fermement au maintien du *statu quo*, tant au nom de sa gloire passée, que ternirait une agression brutale et injustifiée, qu'au nom des siens, qu'une politique hasardeuse dépouillerait de tout héritage.

Car s'il attaquait le Sultan, il trouverait les Puissances unies pour le défendre. Son entreprise devait donc fatalement le conduire à un échec dans lequel sombrerait sa puissance, et avec elle l'avenir des siens. Cette réponse (2) n'était guère une surprise pour lui, elle ne venait que confirmer et ses propres prévisions et la lettre que le Ministre anglais avait déjà décrite un mois auparavant, le 9 juin 1838.

Campbell en remit copie au Pacha dès son arrivée; il revint le 7 août chercher la réponse et sonder les intentions de Mohamed-Ali.

Celui-ci comprenant que sa manœuvre n'avait pas

1. Lettre du même au même, 17 juillet 1838.

2. Elle est datée de Londres, 7 juillet.

réussi, se tint dans la nouvelle ligne de conduite qu'il avait déjà esquissée.

Tout en maintenant ses prétentions, il ne voulait pas se porter agresseur des droits de la Sublime-Porte; il se promettait d'attendre des puissances qu'elles fissent droit à ses demandes qui étaient justifiées. Par cette attitude purement défensive, il désirait les tranquilliser et s'attirer leurs sympathies.

Il assurait à Campbell « qu'il ne veut rien précipiter ni commettre aucun acte qui pourrait être considéré comme hostile ou agressif pour la Porte, qu'il se tiendrait religieusement dans les limites des ses frontières », « que sa flotte était en vue d'Alexandrie et, par suite, dans l'impossibilité d'entrer en collision avec celle du Sultan » (1).

Il insistait sur le fait qu'au contraire la Porte lui cherchait chicane, et faisait tout pour fomenter des troubles dans ses provinces.

Il avait la certitude que la Turquie trempait dans ceux de Syrie, mais il pouvait les réprimer grâce à son alliance avec les Druses.

Quant aux insurrections du pays de Ndjed, il avait la preuve qu'elles étaient suscitées par Constantinople; il détenait une lettre du Pacha de Bagdad aux insurgés les encourageant à la révolte au

1. Lettre de Campbell à Palmerston du 11 août 1838.

nom de leur attachement à la Sublime-Portes lettre dont il communiqua copie aux consuls pour leur prouver les intentions hostiles du Sultan, intentions qui « l'obligeaient à persévérer dans son projet et à implorer la justice des grandes puissances pour l'accomplir ».

Malgré cela, il annonçait le paiement annuel du tribut, enlevant par là même à la Porte jusqu'à une excuse pour se décharger de la responsabilité de l'agression qu'elle projetait.

Bien mieux, pour rassurer complètement l'Angleterre, Mohamed-Ali annonçait, dès le mois d'août, à Campbell, son projet de quitter l'Egypte, au mois d'octobre, pour les mines d'or du Sennar.

Il espérait d'ici là s'arranger avec Constantinople, et se déclarait satisfait si le Capitan-Pacha venait lui faire des offres d'hérédité ; il renoncerait alors à l'indépendance.

Il cherchera désormais d'amener les puissances à obtenir pour lui l'hérédité de ses provinces.

Les réponses des autres puissances étaient à peu près pareilles à celle du Cabinet de Sainte-James.

Mais le Pacha ne put cacher son ressentiment de voir échouer sa manœuvre diplomatique du 25 mai et voir que les Puissances ne lui faisaient même pas la contre-offre sur laquelle il comptait, et qui avait été son but.

Il tint aux consuls un discours véhément contre les Cabinets d'Europe.

Ceux-ci, disait-il, n'avaient pas en vue l'établissement de la paix ; ils ne cherchaient qu'à favoriser les intérêts égoïstes de leur politique d'extension.

Car s'ils avaient recherché le meilleur moyen de maintenir la paix, ils lui auraient accordé l'indépendance qu'il demandait, qui aurait assis son pouvoir sans pour cela diminuer son attachement pour la Sublime-Porte et en faire un ennemi du Sultan.

« N'en serait-il pas toujours le même musulman comme par le passé », toujours prêt à défendre les droits de l'Islam et du Khalif contre toute attaque venant de l'Etranger ?

L'exemple des affaires grecques n'est-il pas significatif, et n'a-t-il pas été, lui, le seul à prendre part à la lutte aux côtés de la Turquie sans craindre d'indisposer les grandes Puissances.

N'a-t-il pas fait œuvre de civilisation depuis qu'il est au pouvoir ? Ne doit-on pas lui en savoir gré ?

Et puis de quel droit les puissances interviendraient-elles dans ses affaires avec le Sultan : sont-elles intervenues en Algérie ? Le Sultan s'est-il immiscé entre la France et le dey, son coreligionnaire pourtant.

Si elles recherchaient la paix, elles laisseraient le vassal en tête à tête avec le suzerain ; mais les puissances recherchent surtout leur propre intérêt,

qui est d'affaiblir la Porte en ne lui permettant pas d'avoir un soutien sûr et dévoué à l'Islam.

Tel était le sens du discours de Mohamed-Ali en réponse au refus de rompre le *statu quo* en sa faveur.

C'est toujours la même thèse qu'il soutient : plus une partie acquiert de force, plus le tout en est affermi.

Les puissances ne lui ayant fait aucune contre-offre au sujet de sa dépendance vis-à-vis du Sultan, il fit alors lui-même la proposition transactionnelle sur laquelle il comptait et pour laquelle il est résolu d'avoir satisfaction.

Dans un memorandum du 5 septembre 1838 qu'il leur adressa, il montra clairement que l'hérédité de ses possessions le satisferait entièrement.

Elle consoliderait sa situation de fait en donnant à sa souveraineté sur ses provinces une base juridique qui en permettrait la transmission à ses enfants dans toute son ampleur.

Le Pacha « espère que la question d'hérédité sera « favorablement résolue ; il s'en contentera si elle « est terminée à l'amiable et par la voie des négociations ; mais s'il ne peut y réussir, s'il est forcé « d'avoir recours aux armes, alors il proclamera « non seulement l'hérédité mais l'entière indépendance de l'Égypte ».

« D'ailleurs, ses vues s'accordent avec les intérêts

« et la politique de l'Europe. Pourquoi donc les
« sacrifier ? »

Il n'est pas de la religion des grandes puissances,
« mais il est homme aussi, et on doit le traiter humainement, c'est-à-dire souffrir qu'il songe à la destinée
« de ses enfants, dont il veut affermir la fortune.

Mohamed-Ali touche ici à un point délicat, il sait que toute l'attitude des puissances à son égard ne vient que d'une question religieuse.

Il sait que s'il avait été de même religion que les Grecs et que les Moldo-Valaques, la Russie l'aurait appuyé. Mais étant musulman, par suite ne donnant lieu à aucun protectorat religieux de la part des puissances, protectorat qui augmenterait leur influence au détriment de celle du Sultan et préparerait leur future mainmise sur les dépouilles de l'Homme Malade, il ne doit pas compter sur elles.

La Grèce et la Moldo-Valachie abandonnées à elles-mêmes avaient piteusement échoué dans leurs tentatives d'insurrection ; néanmoins, alors que ces pays n'avaient ni la force disciplinée, ni le degré d'organisation nécessaire pour être indépendants, les Puissances, tantôt les unes, tantôt les autres, avaient appuyé leurs revendications et exigé de la Porte leur libération.

Avec lui, les procédés étaient entièrement différents. Il avait su civiliser sa province, il la gouvernait de manière indépendante et aussi bien que

beaucoup de contrées d'Occident. Il avait engagé la lutte de libération ; il en était sorti vainqueur sans l'aide de personne, et au lieu de reconnaître ses efforts on voulait le priver des fruits qui lui revenaient.

Ces réflexions, le Pacha devait les faire avec amertume et d'autres après lui.

Il est difficile en effet de comprendre pourquoi et en vertu de quelle logique, les peuples, les nations chrétiennes, faisant partie de l'Empire Ottoman, avaient eu droit à l'indépendance, alors que les nations, les peuples musulmans de ce même Empire ne sont dignes, quel que soit leur degré d'instruction, de civilisation, à n'être que des colonies au service des puissances occidentales.

L'avenir, espoir de tous ceux que la justice n'a pas favorisés, nous dira si cette distinction ne doit pas disparaître, et si les Etats musulmans n'ont pas eux aussi droit à l'entière et pleine souveraineté des peuples libres, et si leur place ne sera pas marquée dans la grande et future Société des Nations, qui ne saurait être sans eux qu'une méritable formule perpétrant dans l'avenir les erreurs et les injustices du passé.

Le memorandum du 5 septembre 1838 fut le dernier effort du Pacha pour gagner les Cabinets d'Europe à sa cause : « il sent bien que si les puissances sont d'accord pour l'accabler, il succombera » ;

pourtant comme il est vieux « il n'a peut-être rien de mieux à faire que de succomber honorablement dans la lutte », mais il est décidé à obtenir des garanties pour la stabilité de l'état de choses existant, dont l'incertitude lui est insupportable parce qu'elle pèse surtout sur ses enfants.

Ainsi même une entente des puissances ne l'empêcherait pas d'agir et ne pourrait l'intimider ; de toute façon il mettra le feu aux poudres. Mais ce n'est encore qu'une menace, il attendra que le Sultan fasse le premier pas.

Ensuite, il partit le 15 octobre pour le Sennar, à Fazoglo, ainsi qu'il l'avait déjà annoncé à Campbell.

Ce départ avait pour Mohamed-Ali un double but.

Il faisait partie d'abord de l'ensemble des mesures que le Pacha prenait pour éviter qu'on ne puisse lui imputer la responsabilité du conflit, qu'il sentait imminent. Il avait déjà retiré sa flotte des îles afin d'éviter une collision ; aujourd'hui il quittait l'Egypte, montrant bien par là que s'il avait des griefs contre la Sublime-Porte, il n'avait du moins pas l'intention d'être l'agresseur : son absence était la meilleure garantie de ses intentions.

N'ayant pu obtenir des puissances une modification du *statu quo*, il comptait sur le Sultan pour rompre cet état de choses et pour prendre la responsabilité de cette rupture.

Il espérait peut-être, faisant preuve de modération,

s'attirer les faveurs des puissances, ou du moins leur neutralité.

Pour le reste, il comptait sur l'argument décisif que lui donnerait la victoire.

En réalité, Mohamed-Ali, ainsi que nous le verrons, poussa cette politique de prudence et de mesure jusqu'à son extrême limite. Les troupes du Sultan avaient franchi la frontière, et il se montrait prêt, pour éviter le conflit, à retirer les siennes.

L'autre but du voyage à Fazoglo était que le Pacha croyait fermement à l'existence de mines d'or, et qu'il comptait sur les richesses qu'elles lui procureraient pour trancher son différend avec le Sultan sans effusion de sang.

Si nous avons et allons insister surtout sur la marche de la politique anglaise dans la question égyptienne plus que sur celle des autres Cabinets, c'est que l'Angleterre va être le pivot de toute l'action politique née de cette question.

L'Angleterre tiendra le premier rôle dans le concert des puissances soi-disant protectrices de la Sublime-Porte.

Par son influence à Constantinople, elle dirigera les opérations diplomatiques contre le Pacha. Elle fera siens les griefs de la Turquie, ou pour mieux dire elle saura faire endosser par le Divan ses griefs personnels contre Mohamed-Ali.

La partie qui va se jouer est autant une partie

entre le Sultan et son vassal qu'une partie entre l'Angleterre et le Pacha d'Egypte.

La Russie perdra, de jour eu jour, le rang de première puissance intéressée au profit de l'Angleterre, qui avait des raisons multiples pour prendre en mains les intérêts de la Sublime-Porte, ces intérêts servant les siens propres et lui permettant d'assouvir son ressentiment contre Mohamed-Ali, qui le lui rendait bien d'ailleurs et depuis de longues années.

Celui-ci ne pouvait pas oublier que, grâce à l'intervention des armes anglaises, son pouvoir avait été sérieusement menacé, alors qu'il n'était pas encore solidement établi. Les Anglais, de leur côté, se souvenaient que l'orgueil de leur puissance avait dû s'incliner devant un ancien chef albanais, qui s'était dressé sur leur chemin pour contrecarrer leurs plans et leur interdire de mettre l'Egypte et la route des Indes entre les mains d'une de leurs créatures, le Mamelouk Elfy-bey.

A ces vieilles rancunes étaient venues se greffer de nouvelles causes de dissensions.

L'affection particulière de Mohamed-Ali pour la France et les Français portait ombrage à l'Angleterre. Elle voyait d'un mauvais œil une autre puissance maritime prendre une part d'influence prépondérante dans une contrée commandant la route des Indes.

La France se posant en protectrice et en alliée du

Pacha d'Egypte pouvait, en cas de conflit, non seulement lui couper les communications avec ses colonies, mais encore établir une base navale dans la Méditerranée orientale et détenir la maîtrise de cette mer.

Il fallait donc ruiner le pouvoir du Pacha d'Egypte et diminuer sa force militaire, et l'Angleterre n'aurait plus rien à craindre de cette alliance. Mais elle avait encore d'autres griefs plus directs et aussi sérieux.

En effet, à plusieurs reprises, des frottements s'étaient produits entre le Cabinet de St-James et le Pacha lors de la marche des armées égyptiennes vers divers points du golfe Persique.

Les troupes du Nizam avaient subi en Arabie plusieurs échecs; et leur situation à un moment était fort compromise. Elle fut entièrement rétablie en 1834, grâce à l'énergie de Kourchyd-bey qui les commandait.

Il pénétra à l'intérieur du pays de Ndjed, qu'il pacifia une fois de plus. Là les Bédouins du golfe Persique l'appelèrent pour les débarrasser de pirates qui avaient débarqué de leur côté. Kourchyd marcha sur El-Katif et s'empara de l'île de Bahreïn dans le golfe même. Il songeait ensuite à marcher sur le Chatt-el-Arab. Et Bagdad offrait sa soumission au général égyptien.

Mais de ce côté non plus le Pacha n'avait pas le droit d'étendre ses prétentions.

En Asie Mineure, il empiétait sur les droits souverains de la Sublime-Porte ; ici, il empiétait sur les droits moraux (?) de l'Angleterre, les grandes puissances ayant déjà, alors comme aujourd'hui, une tendance à rendre synonymes les mots droit et intérêt.

Cette puissance ne pouvait tolérer dans le golfe Persique, importante escale vers l'Inde, l'établissement d'une puissance disposant d'une armée disciplinée. Elle ne pouvait non plus accepter de voir Mohamed-Ali s'emparer de la vallée de l'Euphrate après celle du Nil, celle-là étant à défaut de celle-ci la voie des Indes la meilleure. Meilleure même que l'autre car, la Mésopotamie était susceptible d'avoir des voies d'eau, alors qu'en Egypte il ne fallait pas moins qu'un canal pour en améliorer le cheminement. Et Mohamed-Ali dut renoncer aux Bahreïns et à la Mésopotamie, que l'Angleterre défendra avec la dernière énergie.

L'Angleterre avait aussi eu l'occasion de constater que, plus que le Divan à Constantinople, le Pacha avait la notion de la souveraineté, et qu'il se refusait d'accepter des empiètements que celui-ci n'avait pas craint de tolérer.

En effet, à Constantinople, on avait délivré un firman autorisant la Grande-Bretagne à faire passer un chemin de fer anglais à travers l'isthme de Suez, et lui permettant de transiter par cette voie ses troupes et d'y établir des postes de défense.

Mohamed-Ali avait refusé de tenir compte de ce firman, et son attitude avait enlevé aux Anglais toute illusion à ce sujet ; ils durent renoncer à cette mainmise sur l'isthme arabe.

De par sa puissance militaire même, le Pacha arrivait donc à défendre l'intégrité de ses droits et ceux-mêmes de la Sublime-Porte et à retenir entre ses mains la précieuse clef de l'Inde.

Il se montrait plus perspicace que la Porte et plus jaloux qu'elle de ses droits et intérêts. Il agissait en bon vassal et en bon allié.

Cette politique clairvoyante, il aurait voulu pouvoir l'exercer également en Asie contre les menées russes ; c'était pour être à même de le faire, disait-il, qu'il réclamait la consolidation de son pouvoir par l'hérédité ou l'indépendance.

Une autre cause de dissentiment entre lui et l'Angleterre devait s'ajouter aux précédentes, et qui fera comprendre tout l'intérêt que l'Angleterre avait à combattre l'accroissement de la puissance du Pacha d'Egypte, et pourquoi, dans l'espoir d'arriver à ses fins, elle usa de son influence à Constantinople pour attiser le conflit, au lieu d'essayer de l'éloigner.

N'ayant pu s'assurer la voie de terre jusqu'à la mer Rouge, l'Angleterre voulut avoir sur la côte arabe de cette mer, un port qui fut une escale pour ses vaisseaux et lui en garantit la libre navigation.

Elle fit acquisition du territoire et du port d'Aden. Sa nouvelle possession ne tarda pas à être troublée par les bandes de Bédouins pillards qui la lui avaient cédée.

Et afin de se soustraire aux représailles des Anglais, ils firent offrir à Mohamed-Ali, par l'entremise de leur Imam, l'acquisition du territoire de Sana, proche de celui d'Aden.

Le Pacha, saisissant l'occasion, se tint tout prêt à négocier cette affaire.

Mais ici encore l'Angleterre devait mettre son veto. Elle ne pouvait tolérer un voisin qui serait une menace continuelle. Le Colonel Campbell reçut de Lord Palmerston l'ordre de faire comprendre à Mohamed-Ali que l'Angleterre ne pouvait accepter sa présence dans le Yemen, et qu'il devait se contenter des possessions du Hedjaz et des Villes Saintes.

Mohamed-Ali essaya bien de discuter et d'atermoyer ainsi qu'il avait coutume de faire dans toutes les discussions où ses intérêts étaient engagés et où il ne se sentait pas le plus fort ; ce fut en vain.

Force lui fut de céder, car Londres avait fait entendre que si elle pouvait tolérer cette manière d'agir alors qu'elle n'était pas intéressée directement, et qu'il y avait d'autres puissances en jeu, il n'en serait plus ainsi dès que ses intérêts à elle étaient seuls en cause. Elle saurait prendre les mesures de

rigueur nécessaires pour obtenir une prompte satisfaction.

Mohamed-Ali ne voulant pas amener une alliance directe entre l'Angleterre et la Sublime-Porte, alliance à laquelle il n'aurait pu faire face, céda et renonça à l'imamat de Sana.

Palmerston avait déjà exigé l'évacuation des Bahreïyn, et Kourchid-bey avait dû revenir du Ndjed. Ces campagnes d'Arabie coûtèrent à Mohamed-Ali beaucoup d'argent et d'hommes et n'aboutirent qu'à resserrer les liens entre Londres et Constantinople, au moment où il lui était le plus nécessaire de voir Mahmoud isolé et sans appui.

Pendant que Mohamed-Ali causait avec l'Europe, de gros nuages s'amoncelaient du côté de Constantinople, d'où l'orage devait venir cette fois.

Mahmoud ne pouvait supporter longtemps l'humiliation de Koutayah. Sa haine pour son vassal s'accrut au point de prendre une tournure malade et aiguë.

Dès les premiers jours de 1838, il accumulait des troupes à Siva sur la frontière de Syrie.

Fort de sa légitimité, il n'avait pas besoin comme Mohamed-Ali de s'assurer de l'appui des grandes puissances. Dès qu'il se serait senti prêt, il aurait attaqué.

Les ambassadeurs à Constantinople savaient pertinemment que l'explosion était imminente, sans aucun espoir qu'une pression efficace sur le Divan put

l'éviter ; leurs actions d'ailleurs n'étaient pas combinées et étaient même contraires.

Si l'amiral Roussin plaidait sincèrement pour la paix, tous ses efforts tendant à empêcher le conflit ; si l'Autriche, de son côté, ne voyait pas une nouvelle guerre sans terreur et cherchait à l'empêcher au moyen de négociations diplomatiques, l'Angleterre au contraire poussait à la guerre en sous main.

Plus que la Russie, elle désirait le conflit entre le Pacha et le Sultan.

Elle avait, en effet, plus que cette dernière puissance, intérêt à la rupture du *statu quo*.

Le *statu quo* laissait toujours à la Russie, de par le traité d'Unkiar, la place prépondérante de puissance protectrice. La rupture de ce *statu quo* pouvait peut-être l'amener à Constantinople, mais elle savait qu'elle ne s'y trouverait probablement plus seule comme en 1833, et elle ne serait ni plus ni moins que les autres puissances intervenantes. De plus, le Sultan, libéré de la menace de son vassal, pourrait entièrement se consacrer à la défense de ses frontières européennes et consolider sa position dans les provinces danubiennes.

L'Angleterre désirait le conflit pour justifier son intervention, soit aux côtés de la Russie (forte du traité d'Unkiar-Kelessi), soit même en agissant avec la France contre la Russie.

L'ambassadeur d'Angleterre à Constantinople était

à ce moment Lord Ponsonby. C'était un Anglais dans le sens le plus absolu du mot. Autoritaire, raide, cassant et impérialiste. Apparenté aux plus grandes familles, (il était le beau-fils de Lord Grey et le beau-frère de Lord Durham) qui servent de pépinières pour les ambassadeurs, il jouissait, de plus, de la confiance de Palmerston. Tout cela lui donnait une grande indépendance d'action et le faisait même agir contrairement aux instructions du Cabinet de Saint-James, s'il le jugeait nécessaire, pour le plus grand bien des intérêts britanniques.

Ponsonby, nourrissait de la haine contre Mohaméd-Ali et une grande animosité contre la France.

Il détestait le Pacha d'Egypte pour son orgueil, orgueil qui s'était souvent dressé devant les ambitions anglaises.

Il le détestait aussi pour son attachement à la France, mais surtout pour avoir été la cause directe du fameux traité d'Unkiar-Kelessi.

Arrivant à Constantinople au lendemain de ce traité, il s'était juré d'en amender les effets.

Il adopta une politique de rapprochement étroit avec le Divan. Il flatta le Sultan dans ses rancunes contre son vassal et le leurra de l'espoir d'un traité offensif et défensif entre l'Angleterre et la Sublime-Porte.

La Russie s'émut de ce rapprochement au point de faire à la Turquie des remontrances dans une

note confidentielle de mars 1836, et rappelant le traité d'Unkiar-Kelessi et l'inimitié qu'il lui vaut de la part de l'Angleterre.

Le Sultan nommait des ambassadeurs permanents en France et en Angleterre ; il « use de tous les moyens pour courtiser les puissances en question ». Et surtout la Russie vit l'Angleterre obtenir une concession de navigation sur l'Euphrate, et un firman l'autorisant à établir une voie ferrée à travers l'isthme de Suez.

Elle menaça alors le Sultan de prendre fait et cause pour Mohamed-Ali, si ce firman devait amener un conflit entre le Pacha et les Anglais.

Cette entente entre l'ambassadeur anglais et le Divan eut pour résultat de permettre à l'Angleterre de lutter efficacement contre la Russie ; elle craignait de la voir prendre trop d'influence à Constantinople et en Asie (Perse et Afghanistan), menaçant ses possessions de l'Inde.

En août 1838 intervenait un traité de commerce anglo-turc, dont le but réel était de nuire au Pacha d'Egypte.

L'amiral Roussin avait tenté depuis 1836 à plusieurs reprises d'obtenir le renouvellement des capitulations, moyennant certaines conditions, mais les négociations avaient traîné en longueur de par le mauvais vouloir du Sultan.

Ponsonby finit par obtenir néanmoins le renou-

vement demandé en y introduisant une clause de nature commerciale, qui entraîna la décision du Divan.

L'ambassadeur anglais sut montrer à la Sublime-Porte que, par un traité abolissant le privilège du monopole du commerce dans l'Empire Ottoman, on ruinait le pouvoir financier du Pacha d'Egypte, on lui enlevait la source principale de ses revenus, et naturellement on affaiblissait sa puissance combattive.

Mohamed-Ali avait institué le monopole du commerce en Egypte, il était le seul acheteur et le seul vendeur dans ce pays. Lui seul exportait les denrées en Europe et, les créances sur les pays acheteurs qu'elles lui procuraient, lui permettaient de faire ses commandes de guerre et d'accroître sa flotte.

Devant un tel résultat que la ruine des moyens financiers de son vassal, le Sultan n'hésita plus à renouveler et à conclure tout ce qu'on voulait.

Il obtenait également une augmentation des droits de douane, en échange de l'abolition des privilèges et des droits de transit qu'il cesserait de percevoir.

La France ratifia seulement le renouvellement des capitulations le 13 novembre 1838.

Le Pacha d'Egypte, que cette convention devait surtout toucher, l'accepta de la meilleure grâce du monde, dès qu'il eut trouvé le moyen d'en tourner les conséquences.

On lui défendait d'être le seul commerçant du pays, mais personne ne lui défendait d'y être l'unique propriétaire et de vendre à qui il lui plairait le produit de ses terres.

Il se posa donc en seul propriétaire de l'Egypte en confisquant sous une forme déguisée ce qui restait de propriétés privées.

Et rien ne fut changé pour lui, financièrement, malgré le traité de 1838.

Ce traité n'en resserrera pas moins les liens entre l'Angleterre et la Sublime-Porte, et Pousonby continua sa politique anti-russe, en encourageant le Sultan à faire une guerre que ce dernier ne désirait que trop.

Ponsonby espérait tirer un triple avantage du conflit avec le Pacha d'Egypte.

D'abord une intervention anglaise minant définitivement la prépondérance russe ; deuxièmement, la défaite du Pacha auquel on imposerait tous les firmans favorables aux projets anglais ; et enfin de l'affaiblissement du pacha viendrait l'affaiblissement de la position de la France en Orient.

Certes, l'appui que donnait Ponsonby aux visées belliqueuses de la Porte n'avait pas la forme officielle. Il agissait en sous main et faisait entendre tacitement que l'Angleterre ne s'opposerait pas à une action contre Mohamed-Ali et qu'elle ne le soutiendrait pas.

Quand la guerre éclatera, Metternich qui connais-

sait plus et mieux que tout autre les dessous de la politique, pourra écrire : « nous ne pouvons pas douter qu'il (Lord Ponsonby) n'ait puissamment contribué à exciter le Sultan contre le maintien du *statu quo* et la paix de Koutaya ».

« A cet effet, il avait fait entrevoir au Sérail la chance qu'il serait possible d'arriver à la conclusion d'une alliance offensive et défensive entre la Porte et la Grande-Bretagne, laquelle, selon ses calculs, servirait de contrepoids au traité défensif d'Unkiar-Kelessi entre la Porte et la Russie, et finirait par l'annuler » (1).

Il pouvait écrire aussi « l'Affaire du moment est « d'ailleurs due aux excitations antérieures de Lord Ponsonby et à la complicité de tolérance de Lord Palmerston (2) ».

En effet, si Palmerston, de par sa position même, ne pouvait s'engager dans une politique aussi hasardeuse que celle de son ambassadeur, du moins pouvait-il fermer les yeux sur ce qui se passait à Constantinople et ne pas désapprouver les moyens par lesquels il espérait bien arriver à ses fins. Fins identiques à celles de Ponsonby.

La politique que proposait officiellement le ministre anglais pour écarter le danger russe, et avec lui le

1. Lettre du 14 juillet 1839 à Apponyi.

2. Lettre du 21 mai 1839 à Apponyi.

danger égyptien, consistait à absorber le traité du 9 juillet 1833 dans une convention générale (1).

« Les menaces actuelles de Mohamed-Ali parais-
« saient offrir une excellente occasion pour une ten-
« tative de ce genre, et la Porte pouvait fort bien
« fonder sur ces menaces une demande à l'Angleterre,
« la France, l'Autriche, la Prusse et la Russie, d'entrer
« conjointement dans des arrangements avec elle en
« vue de maintenir l'indépendance de l'Empire
« Ottoman ».

Ces arrangements devaient assurer à la Porte une indépendance vis-à-vis de la Russie qu'elle n'avait plus.

Telle était donc la politique à double face de l'Angleterre : politique officielle, pacifique, à Londres, et politique officieuse, belliqueuse à Constantinople.

En sorte que Ponsonby après avoir conseillé tacitement au Sultan d'engager la lutte et rompre le *statu quo*, devait officiellement, d'ordre exprès de sa Cour, le prier de s'y maintenir.

« Avec une telle politique, il y a de quoi tuer le
« repos du monde entier », écrit le chancelier autrichien indigné (2).

1. Lettre de Palmerston à Pousonby, 13 septembre 1838.

2. Metternich. Lettre à Apponyi, 21 mai 1839.

CHAPITRE III

DE LA DEUXIÈME CAMPAGNE DE SYRIE RESPONSABILITÉ DE LA GUERRE

La paix ne pouvait guère durer, et dès les premiers jours de 1839, pas une cour d'Europe, pas un ambassadeur ne doutait de l'imminence du conflit.

Le 22 janvier et le 4 février, d'importants conseils furent tenus par le Sultan pour décider de la guerre contre Mohamed-Ali.

Hafiz Pacha, général en chef des troupes qui devaient marcher contre l'Egypte, et Ahmed Fewzi Pacha, Capitaine Grand Amiral de la Flotte ottomane, étaient partisans des hostilités. Le Sultan s'appuyait sur leur autorité pour faire pression sur le Divan.

De tous côtés, pourtant, arrivaient des conseils de modération.

De Vienne, Metternich instruisait l'internonce Sturmer de tenir à la Porte un langage sévère. Il voudrait que les puissances agissent collectivement

et menacent le Sultan de l'abandonner à son propre sort s'il rompt le *statu quo*.

Le chargé d'affaires russe, M. de Boutenieff, communiquait aussi à la Porte les ordres qu'il avait reçus de Saint-Pétersbourg. Il devait porter à la connaissance du Divan que si le Sultan engageait les hostilités et était l'agresseur, le traité d'Unkiar-Kelessi ne jouerait pas (1).

L'amiral Roussin de son côté posait nettement au Sérail la question de savoir si le Sultan était ou non décidé à la guerre.

Malgré les apparences les plus contraires, il recevait l'affirmation formelle que la paix serait maintenue (audience du 20 mars 1839).

De son côté Palmerston ne peut faire autrement que de réitérer à Ponsonby les conseils de modération qu'il l'engage à donner à la Sublime-Porte.

Ponsonby était obligé de se conformer aux ordres venus de Londres, mais il ne le fit que dans la stricte limite où il ne pouvait agir autrement.

Au lieu de menacer Mahmoud de la colère de l'Angleterre, il lui donnait le conseil seulement d'attendre et de ne pas agir avant d'être assuré du succès de son entreprise.

Son langage indique qu'il ne tient pas à la paix, mais surtout à un heureux succès. Il ne voudrait pas

1. Lettre du 8 avril 1839 de Granville à Palmerston.

qu'on put accuser la Porte d'avoir attaqué la première; il voudrait qu'elle soit à tous les points de vue en meilleure posture possible.

Le 27 janvier, il demande à la Porte d'attendre le résultat des négociations de Reschid-Pacha à Londres pour obtenir un traité offensif et défensif avec l'Angleterre.

Il conseille surtout au Sultan « à ne rien risquer » (1) et non à maintenir la paix.

Menaces, conseils, avis, n'empêcheront pas le Sultan de poursuivre ses projets, et de se préparer à l'attaque. Mais il cherche à rassurer les puissances et éviter leur immixtion dans ses affaires.

Le 8 février, il assure les ambassadeurs de ses intentions passives.

Pourtant, le 18 mars, il n'en appelle pas moins à Ponsonby pour lui demander son avis sur une question qui n'est pas du ressort ordinaire d'un ambassadeur, une question de stratégie : A savoir si Hafiz Pacha, qui campait à Malatia, devait rapprocher son camp du côté d'Adana où se trouvait Ibrahim, ainsi que le lui conseillaient les officiers prussiens à son service (2).

Ponsonby excipa de son incompétence pour ne

1. « Not to put anything to risk ». Lettres de Ponsonby à Palmerston, janvier-février 1839.

2. De Moltke, de Mulbach.

pas répondre, et il se contenta de renouveler ses conseils de prudence pour éviter l'insuccès (1).

Il est manifeste néanmoins que le Sultan n'aurait pas tenté cette démarche auprès de n'importe quel ambassadeur. Il avait voulu surtout sonder plus avant les intentions de Londres à son égard, et peut-être même, plus tard, invoquer un conseil imprudent de Ponsonby pour impliquer l'Angleterre dans le conflit.

Mahmoud ne pouvait d'ailleurs douter des sympathies de l'Angleterre, puisque Ponsonby avait voulu lui donner l'appui d'un général polonais naturalisé anglais, Schranowski (2), pour aider Hafiz de ses conseils.

Mohamed-Ali était toujours dans le Sennar, laissant au Sultan le temps de perpétrer ses plans d'attaque, se réservant d'être de retour à la veille des hostilités.

Le Pacha ne revint au Caire que le 15 mars 1839.

Le Riala-bey, haut fonctionnaire ottoman, était venu en Egypte, sous couleur d'une mission ; il en était reparti le 7 mars après avoir étudié toutes les ressources du pays et sa puissance militaire.

Le 5 avril, Taher-bey, à la tête d'une mission

1. Lettre du 18 mars de Ponsonby à Pisani, chef-drogman.

2. Ponsonby dut renoncer à mettre la main sur le commandement ottoman, par l'opposition de la Russie, qui fit signifier au Sultan par la Prusse que cette dernière retirerait les officiers prussiens qui étaient au service de la Porte.

d'inspection peu définie, quitte Constantinople pour l'armée de Hafiz ; Ponsonby croit qu'en réalité il est porteur d'ordres peu favorables au maintien de la paix et qu'il va activer le mouvement des troupes vers l'Euphrate (1).

Entre temps se négociait à Londres entre Palmerston et Rechid un traité militaire.

Ponsonby avait leurré la Porte avec la promesse de cette convention pour obtenir d'elle tout ce qu'il demandait et acquérir une influence prépondérante au Divan. Mais les négociations n'avançaient guère, les parties ayant des points de vue différents quant à la portée du traité.

La Porte espérait obtenir des modifications au *statu quo*, et Palmerston n'offrait son alliance et la coopération de sa flotte sur les côtes de Syrie que sur la base du *statu quo*, et que si la Porte était attaquée par le Pacha d'Egypte ou ses héritiers, ou menacée par eux d'indépendance.

Le Divan cherchait la ruine du Pacha, et l'Angleterre un autre traité d'Unkiar-Kelessi. La Porte déclina donc le texte anglais.

Le 21 avril, Nourri-bey, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, déclara que la Porte ne pouvait accepter un traité qui ne stipulerait pas la destruction de Mohamed-Ali (2).

1. Lettre de Ponsonby à Palmerston du 6 avril 1839.

2. Lettre de Ponsonby à Palmerston, 22 avril 1839.

C'était là également le désir le plus cher de l'Angleterre ; elle ne pouvait néanmoins pas y accéder ouvertement.

Le Sultan trompait toujours l'internonce et M. de Boutenieff ; le 21 avril, il les assurait de son inaction au moment même où son armée traversait l'Euphrate, à Bir, et venait camper à quelque cinq heures de la frontière syrienne.

Ibrahim, le 23, eut vent de la nouvelle ; il ordonna la concentration à Alep de toutes les troupes disponibles de Syrie ; il s'apprêtait à recevoir l'ennemi.

Depuis son retour de Fazoglo, Mohamed-Ali n'avait cessé d'être en butte aux exhortations pacifiques des consuls qui ne lui laissaient aucun répit et ne lui épargnaient aucun conseil.

Ils allèrent jusqu'à lui reprocher de n'avoir pas payé le tribut à la Sublime-Porte, ce à quoi il répondit justement que le moment était mal choisi pour lui d'envoyer de l'argent à la Porte, cet argent ne servirait qu'à payer les soldats qui devaient l'attaquer.

Néanmoins, bien qu'il fut au courant des dispositions prises, il promit d'attendre le choc et de ne pas être l'agresseur. Ibrahim reçut de son père des instructions conformément à ces promesses. Et nous verrons jusqu'à quel point le Pacha les tiendra.

Mohamed-Ali n'en prenait pas moins toutes les mesures utiles.

En même temps que des ordres formels de se tenir sur la défensive, il fortifiait l'armée d'Ibrahim par des envois de renforts continuels. Il décida même d'adjoindre à son fils le ministre de la Guerre, Menikli-Pacha, pour prendre le commandement d'une armée.

Le consul de France s'effraya de ce départ, croyant y voir le signal de l'attaque. Il exhorta le Pacha de se modérer et de renoncer à toutes ces mesures militaires; il essaya de le persuader en lui communiquant une lettre du baron Roussin relatant les promesses pacifiques faites par le Sultan le 20 mars.

Le Pacha, nullement convaincu, ne renonça pas à ses armements, mais il assurait les consuls qu'il rappellerait Ibrahim si les puissances lui garantis-saient que les Ottomans ne franchiraient pas le Taurus.

Ménékli arriva à Alep le jour même de la traversée de l'Euphrate par l'armée de Hafiz (21 avril).

Bien que cette avancée s'effectuât en territoire turc, elle ne pouvait être que le préliminaire d'une attaque sur la Syrie.

Les troupes ottomanes, depuis 1833, étaient cantonnées à Siva, et renforcées chaque jour. En 1837, Hafiz Pacha avait remplacé Reschid comme seraskal. Le plan d'attaque était de pénétrer par le nord-est de la Syrie, seule région vulnérable de la frontière ;

le Taurus, partout ailleurs, constituant une trop forte protection.

D'autres attaques simultanées à celle de Hafiz devaient être conduites par les pachas de Marash et de Konié. Les pachas de Bagdad et Mossoul devaient, traversant le désert, se joindre en Syrie à l'armée principale. Toutes les forces disponibles de l'Empire Ottoman devaient se ruer sur les provinces de Mohamed-Ali.

Ibrahim prit des mesures très sages ; il ne dispersa pas ses efforts. Après avoir assuré la défense des défilés du Taurus et des frontières du désert, il amassa toutes ses troupes à l'arrière d'Alep, prêt à les y concentrer à la première menace des Ottomans.

Cette concentration de toutes les forces égyptiennes sous le commandement unique d'Ibrahim devait lui assurer la victoire contre les troupes turques, plus nombreuses, mais dispersées, et commandées par une multitude de chefs.

La nouvelle du passage de l'Euphrate parvint à Ibrahim le 23 avril. Attendant l'attaque, il réunit ses forces à Alep pour les passer en revue entre cette ville et Aïntab, située plus à l'ouest.

Le 23 avril (12 Seffer 1255), Soleiman Pacha signifia aux consuls qu'il n'y aurait désormais plus de caravanes pour l'Anatolie, les Turcs de leur côté n'en laissent pas passer.

Ibrahim avait des instructions formelles de se lais-

ser attaquer. La concentration tardive de ses troupes prouvait manifestement qu'il ne songeait ni à prendre l'offensive, ni à envahir la Mésopotamie. De plus, tous ses magasins se trouvaient en arrière d'Alep, aucun entre Alep et la frontière, indiquant bien son intention de ne livrer bataille que sur son territoire.

Le consul d'Angleterre à Damas était obligé de convenir, dans un rapport qu'il adressait à son gouvernement que les mesures prises par le général égyptien indiquaient bien ses intentions défensives : « in fact they would appear to have been planned for a defence rather than for aggression » (1).

Cette question d'agression était des plus importantes, car suivant que le Sultan était ou non l'agresseur, le traité d'Unkiar-Kelessi entraînait en jeu. De plus, si le premier, il avait rompu le *statu quo*, il devait supporter logiquement les conséquences de son acte, et en cas de défaite satisfaire aux nouvelles demandes de son vassal ; tandis qu'au contraire, si ce dernier s'était porté agresseur, même vainqueur, les puissances pourraient lui refuser toute nouvelle satisfaction.

Le passage de l'Euphrate, sans être une attaque proprement dite, constituait clairement une provocation.

Les représentants des grandes puissances amies de

1. Rapport de Werry, en date du 10 mai 1839.

la Porte, ne manquèrent pas de vouloir mettre à charge de Mohamed-Ali cette provocation.

Le Pacha avait montré qu'il savait combien il devait se tenir sur la réserve la plus manifeste, et il s'y tiendra de façon à ce qu'il ne fut pas possible de ne pas imputer à la Porte la responsabilité de l'agression.

Malgré toutes ses précautions, malgré sa grande modération, bien qu'il se soit laissé attaquer sans avoir provoqué et après une victoire des plus complètes, il devra payer les frais du conflit, car ainsi en avaient décidé les grandes puissances, au nom du principe intangible de l'équilibre des forces et surtout au nom de leur propre intérêt.

La nouvelle de l'avance ottomane parvint le 29 avril au Caire.

Le 5 mai, les consuls en avaient confirmation par une déclaration du Pacha transmise par Boghos-bey, son homme de confiance (1); il en résultait que les ordres précis envoyés à Ibrahim étaient de ne faire aucun mouvement au delà d'Alep avant d'être assuré des intentions du Sultan, pour ne pas être l'agresseur.

Mohamed-Ali sentait quel instrument puissant il donnerait à ses adversaires s'ils pouvaient l'accuser d'avoir attaqué, fut-ce sous les provocations de la Porte.

1. La note est de son premier drogman, Artin-bey.

Campbell tenait Palmerston au courant de la marche des événements, et tant par ses lettres (1) que par les rapports des consuls en Syrie (2), le secrétaire d'Etat n'ignorait rien de la réalité des choses.

Elles en étaient là quand Medem présenta de la part du Tzar de nouvelles remontrances. Ces remontrances étaient datées de Saint-Pétersbourg du 29 mars ; elles devaient être communiquées par Boutenieff à M. de Medem.

Soit qu'il fut mal renseigné, soit que volontairement le secrétaire d'Etat russe faisait le jeu de la Porte ottomane, toujours est-il qu'il accusait formellement Mohamed-Ali de commencer les provocations en s'avancant le premier vers la frontière et en concentrant à Aïntab les hommes et les approvisionnements (3).

La Russie espérait ainsi sans doute rejeter la responsabilité du conflit sur le Pacha d'Egypte.

Boutenieff, mieux instruit des événements, trans-

1. Lettres de Campbell à Palmerston des 4 et 7 mai 1839.

2. La lettre du Consul d'Alep Werry à Palmerston du 6 mai est très détaillée et contient des indications précises sur les forces égyptiennes et turques en présence : 15.000 Ottomans ont franchi le fleuve, et Ibrahim est toujours à Alep, comptant se rendre sur le Seadjour pour y attendre l'ennemi.

3. Le rapport déjà cité de Werry du 10 mai, fait justice à cette allégation. Le Pacha lui-même expliqua que les troupes d'Aïntab n'y avaient été que pour la manœuvre et qu'elles n'avaient jamais tenu garnison ailleurs qu'à Alep.

mit au Caire une note dans laquelle il n'était pas question d'agression : « Les assurances du Pacha, écrivit-il à Medem, sont tellement positives, elles vous ont été réitérées si souvent qu'il n'est pas permis d'élever des doutes sur leur sincérité » (12 avril 1839).

Il n'en demandait pas moins au Pacha de retirer ses troupes sur Damas et de rappeler Ibrahim en Egypte. La Russie se faisait fort d'obtenir ensuite de la Porte de retirer ses troupes de Syrie.

La demande était plutôt inopportune ! Néanmoins, Mohamed-Ali, le 16 mai, fit savoir aux consuls par une note que si les troupes ottomanes repassaient l'Euphrate, il rappellerait Ibrahim à Damas, et si elles se retiraient à Malatia, où elles avaient cantonné l'hiver, il rappellerait son fils au Caire ; que d'ailleurs la guerre était facile à éviter, car il promettait « si les quatre grandes puissances consentaient à lui garantir la paix et à s'intéresser à lui obtenir l'hérité du pouvoir dans sa famille », qu'il retirerait « une partie de ses troupes de Syrie et serait prêt à s'entendre sur un arrangement définitif ».

Cette note avait été rédigée d'accord avec M. de Laurin et M. Medem. Ce dernier ne put que se déclarer satisfait, une pareille attitude étant tellement contraire au caractère du Pacha qu'on ne pouvait que lui en avoir une grande reconnaissance.

Nous voyons ainsi jusqu'à quel point il fut modéré ;

il renonçait presque à cette guerre qu'il désirait, plutôt que de paraître intransigeant et de vouloir la provoquer.

Il s'en remettait à l'intervention des puissances auprès de la Sublime-Porte. Et si celles-ci étaient toutes, désireuses d'éviter le conflit, le conflit aurait pu être évité.

En Syrie, les événements suivaient leur cours. Hafiz passa le Taurus avec le gros de son armée, et vint à Bir où il se prépara à traverser l'Euphrate. Le passage, sur quelques ponts de bateaux, fut très lent et difficile. Ibrahim aurait eu beau jeu d'attaquer alors, de jeter le désordre dans le camp ennemi et d'obliger celui-ci à s'arrêter. Mais les ordres du Caire étaient formels, il ne fallait pas bouger, il fallait se laisser attaquer.

Il se contenta donc de surveiller les mouvements de l'adversaire, de s'assurer ses communications, mais ne fortifia pas Alep, ayant l'intention de ne pas laisser l'ennemi s'avancer si loin.

A fin mai, grâce à Mohamed-Ali, toutes les troupes turques avaient franchi l'Euphrate. Hafiz, sur les conseils des officiers prussiens, se décida à se porter plus avant et à se rapprocher de la frontière syrienne. Le général ottoman avait eu pour instructions de ne pénétrer en territoire ennemi que comme libérateur des Syriens et pour les aider dans leur soulèvement contre le Pacha d'Egypte. Mais les

cheicks étaient peu disposés à se révolter avant d'être assurés de la présence des Turcs à leurs côtés.

Hafiz fut donc contraint, pour stimuler le zèle des populations qu'il voulait soulever, d'occuper sur la frontière Mezzar et Ourout (le 13 rebi-eb-aouel, 26 mai), pour de là étendre l'insurrection au district de Aïntab, dont il comptait également occuper les villages.

Ibrahim en informa immédiatement son père (le 14 rebi-el-aouel, soit 27 mai), demandant des instructions.

Les 15 et 16 rebi-el-aouel, il apprenait l'occupation de divers villages autour de Aïntab, et le 17 (30 mai), l'attaque par la cavalerie turque de Tell-Béehir, point du Sandjour sur lequel s'étaient retirées les avant-gardes des Bédouins égyptiens.

Ibrahim avait quitté Alep le 29 mai (16 rebi-el-aouel) en marche sur le Sandjour où il comptait arrêter l'ennemi.

Il ne lui était pas possible de rester plus longtemps dans l'inaction sous peine de voir éclater une insurrection.

Le 31 mai (18 rebi-el-aouel), il écrivit à Soleyman de quitter Alep avec toutes ses troupes et d'effectuer sa concentration à Tell-Chéir. Le Pacha était renseigné sur tous ces événements au jour le jour (Lettres des 18, 16, 17, 19 rebi-el-aouel).

Le 23 rebi-el-aouel (3 juin), Ibrahim faisait savoir

à Mohamed-Ali que, selon ses ordres, les troupes en garnison à Aïntab avaient évacué la place pour se joindre au gros de son armée afin de ne pas être coupées, et qu'aussitôt après le Pacha de Marasch avait occupé la ville et avait avancé jusqu'à Kessil-Ilissar (le 21 rebi-el-aouel, soit 3 juin).

Par Werry, nous savons que les populations chrétiennes et les nationaux des grandes puissances étaient ceux qui voyaient avec le plus de crainte l'approche des Ottomans, et qui faisaient des vœux pour le succès d'Ibrahim (1).

Il admire la tenue des 50.000 hommes de troupes égyptiens, dont la présence a passé inaperçue à Alep. Les mutins eux-mêmes se sont calmés (Rapport de Werry précédemment cité et rapport du 4 juin 1839). Les rapports des consuls britanniques sont la confirmation indiscutable de la provocation et de l'agression des Ottomans (2) et de l'attitude passive d'Ibrahim.

La nouvelle de l'occupation d'Ourout (let. du 14 rebi-el-aouel) arriva à Alexandrie le 9 juin. Le lendemain, et avant de donner les instructions que son fils réclamait, il la communiqua aux consuls assemblés et leur demanda leur avis.

1. Lettre de Moon, consul de Beyrout, Werry de Damas.

2. Hay, consul à Alexandrette, signale même qu'Ibrahim s'étant emparé de réguliers turcs les fit relâcher. Lettre à Palmerston, 7 mai 1839.

On ne peut qu'admirer la patience et l'empire de soi que dut déployer le Pacha pour palabrer et écouter de vains conseils alors qu'il n'était impatient que d'agir.

Les consuls durent bien convenir que Mohamed-Ali avait su se mettre en excellente posture.

Non seulement il avait répondu aux provocations du Sultan par une attitude des plus sages, mais encore, se laissant attaquer, il continuera à demander leurs conseils.

A la nouvelle de l'occupation d'Ourout-Marash, les consuls tentèrent un dernier effort, et le 4 juin, ils demandèrent au Pacha de continuer à se tenir sur la défensive, l'engageant à demander des explications à Hafiz, car il fallait s'assurer si c'était une opération de guerre et non une incursion de pillards.

Ils reconnurent néanmoins qu'il devait se défendre et lui conseillèrent de renforcer la garnison de Aïntab, mais de ne repousser l'attaque que quand les redoutes de cette ville seraient menacées.

Le jour même (22 rabi-awel) Mohamed-Ali envoya à son fils des instructions conformes à ces avis, le chargeant de demander des explications à Hafiz, et lui enjoignant de renforcer la garnison de Aïntab. Néanmoins, il estimait que cette garnison ne devait pas attendre le choc de l'armée turque ; si celle-ci s'avancait pour s'emparer de la place, le contingent

égyptien devait se replier sur le gros de l'armée qui, seulement alors, s'avancait pour repousser l'assailant (1).

Le Pacha allait ainsi au delà de ce que les consuls avaient demandé (2).

Les instructions se terminaient ainsi : « par cette « mesure, la bataille n'aura lieu qu'en territoire « égyptien, par là vous verrez facilement que la première agression a lieu de leur part, ce qui s'accorde « avec la conduite modérée que j'ai tenue jusqu'à « présent ».

Il ne lui suffisait pas qu'on ait franchi la frontière, il lui fallait que l'armée s'engage dans son territoire pour livrer les premières batailles.

Le 4, tard dans la soirée, parvinrent les nouvelles de l'occupation des villages du district d'Aïntab (3) et des tentatives d'insurrection (lettres des 15 et 16 rebi el-âwel) (4).

Cette fois, les consuls en furent pour leurs frais ; le 10 juin, Mohamed-Ali leur notifia son intention

1. Lettre de Campbell à Palmerston du 4 juin 1839.

2. On remarquera qu'Ibrahim avait agi au sujet d'Aïntab conformément aux désirs de son père, et cela sans avoir reçu ses instructions, ce qui donnerait à croire que le plan de défense était combiné de longue date et que la demande des consuls concordait simplement avec sa décision arrêtée, qui était de faire supporter au Sultan le poids de l'agression.

3. Lettre de Campbell à Palmerston, 6 juin 1839.

4. Un courrier de terre arriva le 9 juin confirmant les nouvelles du 4 ; il annonce l'occupation de Tell-Béehir et l'évacuation de Aïntab (let. des 18 et 23 Rabi-el-awel).

d'envoyer à Ibrahim l'ordre de marcher sur Diarbékir et Ofra ; ils insistèrent pour que l'armée égyptienne ne traversât pas la frontière, mais en vain.

Campbell écrit : « nos arguments furent très affaiblis par les agressions réelles de Hafiz Pacha et « par la modération et la déférence pour nos conseils qu'avait montrées Mohamed-Ali jusqu'à ce « moment » (1).

Donc, le 23 Rabi-el-awel (10 juin), Mohamed-Ali donna à son fils l'ordre d'attaquer l'ennemi « l'agression ayant dépassé les bornes, plus il a été patient « et circonspect pour ne pas agir contre le gré des « grandes puissances », plus l'adversaire a avancé ; il ne restait donc qu'à le repousser au delà de la frontière sans toutefois dépasser le Taurus ; il devait s'emparer de Malatia, Ourfa et Diarbékir.

Les ordres, on le voit, étaient modérés : Ibrahim doit s'arrêter à Goulek-Boughaz. Mohamed-Ali espère sans doute n'avoir pas à aller plus loin, et que devant sa menace sur Constantinople, on lui accordera satisfaction. Restant en deçà du Taurus, il évitera l'intervention russe, et par suite le mécontentement des grandes puissances.

Metternich avait prévu presque cette attitude ; le 21 mai, il écrivait qu'il ne serait pas étonné, les Turcs étant battus, « qu'Ibrahim s'arrêtât tout court

1. Lettre à Palmerston du 14 juin 1839.

sur ses frontières de l'Euphrate, et qu'il ne suivit pas les Turcs. Mohamed-Ali est bien autrement fin et avisé que le Sultan ».

Mais cette finesse et cette prudence furent déployées en pure perte. Le Pacha d'Égypte n'en tirera aucun profit.

Hafiz continua sa marche ; le 7 juin il s'avança en personne reconnaître le camp d'Ibrahim. Celui-ci sortit à sa rencontre et le mit en fuite..

Le 9 juin, Werry, consul à Damas, ne peut qu'écrire : « en toute vérité et justice, il ne me paraît « pas qu'il puisse être établi par l'attitude présente « des armées adverses, que le *statu quo* du traité « de Koutayah ait été observé par le seraskar du Sul-
« tan ».

Il reste donc incontestablement prouvé et établi par les faits et par les rapports, tant des consuls que des agents au Caire, que le Pacha d'Égypte, non seulement ne fit rien pour provoquer son suzerain, mais encore voulut éviter le conflit jusqu'au dernier moment.

La responsabilité de l'attaque et de la provocation de peuvent incomber qu'au Sultan.

Rompant le *statu quo*, il n'eût été que juste qu'il supportât toutes les conséquences fâcheuses de cette rupture, aussi bien qu'il aurait bénéficié des résultats favorables ; mais il ne devait pas en être ainsi,

Le 8 juin, Ibrahim informe son père de la prise

d'Aïntab et de l'incursion de la veille effectuée par le seraskar. Cette lettre arriva le 4 juin à Alexandrie, portée par le vapeur *Nil* (1).

Le même jour, Ibrahim, ayant reçu les instructions de son père du 4 juin écrit à Hafiz pour lui demander des explications au sujet des incursions de ses troupes en territoire égyptien.

La lettre d'Ibrahim est très nette ; elle énumère un à un les mouvements qu'ont fait les Ottomans au delà de la frontière : « en outre, vous avez distribué, « écrit-il, des armes aux habitants des villages de la « province d'Aïntab, et Soliman-Pacha (de Marash) « est entré dans cette ville et s'y trouve encore. Hier « aussi, Votre Excellence, avec le corps de cavalerie « régulière, a fait une excursion jusqu'à l'approche « de notre camp, et elle a fait jouer son artillerie « contre notre avant-garde de Hanadis » (2). Malgré cela, il ne veut pas croire que c'est la guerre ; mais si ce sont là les intentions du Sultan, il sera prêt à la faire « Votre excellence n'aura pas probablement « oublié qu'elle a affaire à des hommes sans peur ».

Son Excellence ne l'avait certainement pas oublié, mais si cela lui était arrivé, il n'allait pas tarder à avoir la mémoire rafraichie.

Ainsi qu'on l'a vu, la lettre d'Ibrahim posait clai-

1. Lettre de Campbell à Palmerston, le 16 juin.

2. Bédouins éclaireurs au service de Mohamed-Ali.

rement, avec modération et fermeté, ses griefs, qui ne peuvent être considérés que comme des agressions successives.

Hafiz répondit énumérant des motifs aussi peu consistants les uns que les autres. Il invoqua des mesures de représailles : l'éternel argument des mauvaises causes.

Les Bédouins Hanadès avaient « pillé, maltraité un meunier » ; un spahi turc en territoire égyptien avait été tué par eux. Il glisse sous silence l'occupation d'Antab et la reconnaissance qu'il avait faite en personne.

La comparaison de ces deux lettres suffit pour montrer qui d'Ibrahim ou de Hafiz avait reçu mission d'engager les hostilités.

Mais si Hafiz était hardi quand il s'agissait de provoquer l'ennemi, il devenait d'une extrême prudence pour parer de son mieux au choc qu'il avait ainsi suscité.

Ibrahim avança sur Tall-Beschir et n'y trouva plus de Turcs, qui avaient repassé le Sandjour. Hafiz avait quitté Bir ; le 28 mai il était venu camper à Nézib entre Bir et le Sandjour, il ne voulait pas engager le gros de son armée en territoire égyptien ; il voulait prendre tous les avantages de la défensive après avoir été l'agresseur.

Il restait prudemment à Nézib attendant le résul-

tat de ses provocations ; le Pacha de Marash, Soleyman, occupait toujours Aintab (1).

Ibrahim reçut enfin les instructions de son père du 10 juin. Depuis le 23 avril, il s'était contenu, tant pour répondre au désir de son père que pour satisfaire aux exigences des puissances, mais l'heure de l'action venant à sonner il ne la laisserait pas passer,

Il alla comper à Mezzar, à deux heures de Nézib, après avoir fait sa jonction avec les troupes de Soleïman-Pacha (Colonel Sève).

Le 21 juin, sur les conseils de Soleïman, Ibrahim se porta en personne à la reconnaissance des positions ennemies. On était à la veille de la bataille de Nézib, gloire incontestée des armées égyptiennes.

Durant que tous ces événements se succédaient au Caire et en Syrie, que se passait-il à Constantinople, et comment les cours européennes accueillirent-elles les nouvelles de l'imminence du nouveau conflit oriental ?

Il y avait bien unanimité pour conseiller au Pacha d'éviter le conflit ; il n'en était pas de même pour le Sultan. Certains ambassadeurs, en secret, appuyaient pour la guerre.

Et si le Pacha se déclarait satisfait de son sort, la Porte, elle, réclamait ouvertement la rétrocession

1. Lettre écrite de Touzel par Ibrahim à Mohamed-Ali, le 28 juin.

d'Adana, Damas, Seyda, Jérusalem (1), sans justification sérieuse de ses demandes.

Le 19 mai, Taher, ayant accompli sa mission secrète, était de retour de Syrie, et le bruit se répandit que la guerre était décidée.

Quelques jours auparavant, Roussin ayant demandé au secrétaire d'Etat, Nourri-bey, des explications sur l'avancée des troupes ottomanes à Bir, il lui fut répondu avec une mauvaise foi manifeste : que Bir n'existait même pas, que c'était une ruse du Pacha d'Egypte, que les troupes turques se trouvaient loin des confins. « Peut-être, dit-il, y a-t-il eu confusion entre Bir et Bildjek ? » (2)

La mauvaise foi de Nourri n'est égalée que par celle de l'ambassadeur anglais, qui, tenu au courant de tous les mouvements de troupes turcs par les rapports des consuls britanniques en Syrie (rapports de Werry d'Alep, du 4 mai, de Werry de Damas du 10 mai) ne cherche pas moins à faire retomber sur le Pacha d'Egypte la responsabilité d'un conflit qu'il a vu venir et qu'il a encouragé.

Le 20 mai, il écrit à son gouvernement pour justifier l'agression de la Porte, en remontant au delà de l'arrangement de Koutayah, arrangement qui n'a jamais existé « which never existed ». Si le Sultan

1. Réponse faite par Nourri aux demandes d'explications de l'internonce, le 18 avril 1839, et au Baron Roussin, le 17 juin 1839.

2. Lettre de Roussin à Soult, du 16 mai.

a été forcé à s'armer, c'est en raison des menaces du Pacha, et parce que celui-ci a fait fortifier le Taurus. L'excuse est plutôt faible, car on ne fortifie pas un défilé quand on a l'intention d'être l'agresseur, mais au contraire pour sa propre défense. Pour Ponsonby, la Russie dit une vérité que toutes les puissances doivent reconnaître, quand elle affirme (note du 28 mars à Mohamed-Ali) que le Pacha est l'agresseur.

L'ambassadeur anglais accueille d'ailleurs fort mal la note si modérée de Mohamed-Ali du 16 mai, note qui avait trouvé même l'approbation du comte Medem.

Un arrangement définitif entre le Sultan et le Pacha sur quelque base que ce soit, ruinerait sa politique, car cela laisserait le Pacha dans une situation renforcée, et enlèverait à l'Angleterre l'occasion d'une intervention qui devra détruire le traité d'Unkiar-Kelessi.

Ponsonby paraît donc croire que l'hérédité des possessions de Mohamed-Ali, et la paix garantie par l'évacuation de la Syrie, sont plus nuisibles au Sultan qu'une guerre désastreuse. Le partage amènerait d'après lui la perte du Khalifat des Osmanlis, tandis qu'en cas de défaite « nous pourrions aisément prévenir la destruction de l'Empire »... écrit-il « mais la lente, silencieuse et perpétuelle action du désordre inhérent au partage de l'Empire, défiera

notre perspicacité, annihilera notre pouvoir de résistance, et nous ne pourrons y remédier ».

Ponsonby sut faire admettre son point de vue à Palmerston, et par ce dernier, au Cabinet de Saint-James. La ligne de conduite de l'Angleterre est désormais tracée, rien ne l'en écartera : jamais elle ne consentira à ce que Mohamed Ali obtienne l'hérédité de toutes ses provinces, quelles que soient les garanties promises en échange.

Le parti de la guerre devenait de plus en plus fort à Constantinople. Il se composait de tous ceux qui espéraient tirer honneur et profit du conflit, et de la masse des courtisans qui savaient fort bien qu'en poussant à la guerre ils répondaient au plus cher désir du Sultan. Les plus acharnés étaient le gendre du Sultan, Saïd Fewzi, et Hafiz.

Finalement, la guerre fut décidée en assemblée par les ministres et les grands de l'Empire, le 20 mai. Le grand-vizir Hoshrow qui, plus sage et mieux instruit des capacités du Pacha d'Egypte et de celles de la Porte, s'opposait au conflit, n'y fut même pas convoqué (1).

La guerre étant décidée, il restait à la Porte à s'assurer l'appui d'une puissance européenne, qui lui en garantirait le succès. On comprendra qu'elle ne se soit tournée ni vers la France, qui soutenait

1. Lettre de Sturmer à Metternich.

le Pacha, ni vers la Russie, qui demeurait le voisin dangereux.

L'Autriche ne pouvait lui être que d'un faible secours. Restait l'Angleterre, dont les sympathies étaient manifestes, et sur qui elle espérait réellement pouvoir compter, d'après l'attitude de son ambassadeur.

Le 22 mai, Nourri expose à Ponsonby les prétendus griefs du Sultan vis-à-vis du Pacha : menace sur Bagdad, désordre de Syrie, pillages par les Bédouins, etc., etc. ; il montra que la Porte ne pouvait maintenir le *statu quo*, et demanda si l'Angleterre lui viendrait en aide pour en sortir. Ponsonby, à son grand regret, ne pouvait dire « oui », car cela eut amené un conflit certain avec la Russie et la France.

Il dut donc refuser son appui effectif. Néanmoins, le Secrétaire d'Etat ayant sondé les dispositions de Ponsonby, lui avoua que la guerre était décidée, que la flotte devait rallier à Jaffa sous les ordres de Ahmed-Pacha, qui assistait à l'entrevue.

Le 26, une nouvelle tentative fut faite par Saïd-Pacha pour obtenir l'appui de l'Angleterre, mais sans plus de succès. Cette puissance voulait bien d'un conflit, mais ne voulait y intervenir qu'indirectement.

Le 27 mai, Roussin eut à son tour une entrevue avec Nourri-bey, et se rendit compte que, malgré les assurances pacifiques, la guerre avait été déci-

dée ; il obtint toutefois la promesse que la Porte donnerait aux Légations connaissance de sa décision dès qu'elle serait prise.

Nous retrouvons tout l'appui moral que ne cessait de donner Ponsonby au Sultan dans une note semi-officielle, qui circula sous mains dans les premiers jours de juin à Constantinople, et qui énumérait les griefs du Sultan vis-à-vis de son vassal, et dénonçait les intentions belliqueuses de ce dernier.

Cette note était incontestablement sortie des bureaux de l'ambassade anglaise, car les griefs du Sultan ne sont autres que les griefs mêmes de l'Angleterre. Elle reprochait au Pacha de ne pas avoir laissé exécuter le firman qui accordait à l'Angleterre l'exploitation et l'occupation par voie ferrée et postes militaires de l'isthme de Suez ; elle l'accusait aussi de marcher sur Bagdad et de vouloir s'emparer de la vallée de l'Euphrate. Les termes mêmes en indiquent l'origine. Nous croyons intéressant d'en citer textuellement certains passages. Ils nous prouveront mieux que de longs arguments que l'Angleterre, loin d'être inquiète d'une intervention russe, n'aspire qu'à voir le Sultan châtier l'homme qu'elle avait trouvé sans cesse devant elle, l'homme qui, sorti de rien, l'empêchait, elle, la première puissance du monde, de consolider à son gré son vaste Empire d'outre-mer.

« Dans son arrangement, il (Mohamed-Ali) s'est

« permis de décider des questions intéressant la
« souveraineté territoriale de la Porte ottomane (la
« marche d'un corps anglais à travers l'Égypte pour
« aller à Suez), et sans attendre les ordres de son
« souverain légitime il a eu l'audace de refuser le
« passage aux troupes d'une puissance qui entretient
« les relations d'amitié les plus intimes avec la Porte
« ottomane ».

« Comme ennemi des amis de la Porte, Mohamed-
« Ali a intrigué dans le Yemen et le Tehamat pour
« empêcher l'Angleterre de s'emparer d'Aden et de
« s'y établir. »

« Il a parcouru d'Orient en Occident l'Arabie, où
« il a porté la guerre, et il a signalé sa marche par
« le meurtre et la dévastation. »

« Après s'être emparé des îles Bahrein, dans le
« golfe Persique, pour en faire la base de ses opé-
« rations, il s'est approché de Bassora et de Bagdad
« autant qu'il a pu et a fomenté parmi les habitants
« fidèles de cette province des mouvements séditieux
« qui ne laissent pas d'alarmer la Porte. »

La note se termine ainsi :

« La Porte ottomane trouvera les moyens d'intro-
« duire dans la Houran des forces suffisantes pour
« seconder les efforts des Turcs fidèles contre leur
« tyran. L'Angleterre soutiendra la Porte de tout
« son pouvoir. Le Sultan a sa parole, sinon dans un

« traité formel, du moins d'une manière équiva-
« lente ».

Roussin avait demandé la publication d'une note officielle annonçant les hostilités ; on lui donnait en sous mains une note officieuse contenant les griefs de la Grande-Bretagne contre le Pacha d'Egypte et d'Arabie.

La dernière partie de cette déclaration éclaire entièrement toute la politique passée et à venir du Cabinet de Londres.

Appui occulte en dehors de tout traité formel, et instigation à la révolte des populations syriennes contre Mohamed-Ali pour faciliter la tâche des troupes turques, et si besoin était, de la flotte anglaise.

Il devint incontestable, devant ce document, qu'à la politique de paix que s'évertuait de faire triompher Roussin, était opposée une politique de guerre qui devait l'emporter, grâce à Ponsonby.

Entre temps, ainsi que nous l'avons vu, les événements suivaient leur cours rapide en Syrie. Hafiz se conformant aux ordres de Taher commençait l'agression tout en essayant de conserver les apparences passives.

Le 9 juin, la flotte quittait le Bosphore pour les Dardanelles en grande pompe, et le même jour Mohamed-Ali donnait instruction à Ibrahim de repousser l'ennemi qui s'avançait sur Aïntab.

Les Cabinets des cours occidentales n'avaient pas chômé non plus durant tout ce temps.

Le 27 mai, les lettres de Campbell annonçant le passage de l'Euphrate par les Ottomans, parvinrent à Londres en même temps à peu près (le 25) que la nouvelle parvenait à Paris par des dépêches de Malte, Trieste et Marseille.

Le maréchal Soult était alors président du Conseil, il avait succédé le 12 mai au Cabinet Molé, et arrivait à point pour supporter tout le poids de la question orientale.

La France à ce moment se trouvait isolée du fait de la politique de louvoiement de Louis-Philippe.

Elle s'était aliéné l'amitié de l'Angleterre en se rapprochant de l'Autriche. Son rapprochement avec cette dernière puissance n'était que précaire, car l'animosité du Tzar pour Louis-Philippe rendait Metternich très circonspect ; il voulait bien détacher ce dernier de l'Angleterre, mais ne voulait pas mécontenter le souverain autocrate du Nord, et lui aurait sacrifié la France à tout moment.

Cette puissance se trouvait donc seule à soutenir des intérêts qui étaient en opposition avec ceux des autres puissances. Et comme elle ne saura pas en sacrifier une partie à l'Angleterre pour sauver le reste, elle subira les plus gros déboires ; elle sera exclue du concert européen, où ses vues seront entièrement sacrifiées.

Soult se rendit compte, devant l'imminence du danger, qu'il fallait agir effectivement pour essayer au moins de limiter le conflit; il envoya immédiatement au Caire et à Constantinople deux de ses aides de camp, Caillé et Flotz, avec mission d'offrir aux parties belligérantes la médiation de la France.

Pour la France, le conflit n'avait à ce moment de signification qu'en raison de l'intervention russe. Il fallait éviter le conflit par l'entente directe des parties.

Caillé et Flotz devaient, avec l'aide de Cochelet et Roussin, persuader les gouvernements ottoman et égyptien de leur remettre des ordres pour Hafiz et Ibrahim, à seule fin d'empêcher ceux-ci d'en venir aux mains, ou, s'il était trop tard, d'arrêter la lutte en attendant les négociations engagées par l'entremise de la France.

Palmerston, de son côté, devant l'approche certaine du conflit, pensa que pour détruire les conséquences du traité d'Unkiar-Kelessi, et tirer un profit de l'agression ottomane, le plus sûr moyen était d'agir de concert avec la France. Dès avant le 27, il tenta un rapprochement avec le Cabinet des Tuileries.

Seulement, pour lui, le conflit n'avait pas la même signification que pour la France. En plus du danger russe, il avait la crainte d'un danger égyptien. Pour pallier à ce dernier, il préconisait une action navale. Quant au premier, il se contentait de garanties

illusaires, et de l'effet que produirait sur les autres puissances une entente franco-anglaise réelle.

Le 25 mai, Palmerston transmettait à Bourqueney une note non officielle proposant à la France 1° « d'agir avec des escadres, et ordonner aux par-ties de suspendre les hostilités » et 2° « d'agir à Vienne et à Berlin, unis d'intention et d'effort pour la conservation de l'Empire Ottoman ». Et d'obtenir ainsi la garantie qu'au cas d'une intervention russe, les troupes devraient se retirer une fois leur mission accomplie « sans avantages quelconques ».

L'action des escadres devait être limitée aux belligérants.

Soult, dès le 30 mai, déclara à l'ambassadeur anglais, Lord Granville (1), qu'il était prêt à envoyer des ordres à l'amiral français conformes à ceux de l'amiral anglais, pour se porter sur les côtes de Syrie et arrêter les hostilités.

Sur le deuxième point néanmoins, il ne mettait pas la même modération que le ministre anglais. Il veut bien agir énergiquement sur Mohamed-Ali, à qui la cessation des hostilités nuira plus qu'à tout autre, car tout le monde était certain de sa victoire, et ainsi écarter la menace égyptienne sur Constantinople, mais il veut également écarter la menace russe et agir effectivement là aussi.

1. Lettre à Palmerston, 31 mai 1839.

Il répondit à Bourqueney le 30 mai au sujet des vues de Palmerston, que ce dernier « semble prendre un peu trop facilement son parti d'une seconde expédition russe à Constantinople, moyennant des garanties peut-être illusoires », et qu'il (Palmerston) n'apprécie que d'une manière suffisamment partielle la position respective de Mohamed-Ali et de la Porte ».

Dès ce premier échange de notes, s'esquisse toute la différence des politiques anglaise et française ; différence qui ira grandissant au point de dresser les deux puissances l'une contre l'autre, et de jeter l'Angleterre dans les bras de la Russie.

La question d'Orient, pour le Cabinet des Tuileries, se résume dans l'intervention russe, c'est par là qu'elle voit menacée l'intégrité de l'Empire Ottoman ; pour le Cabinet de Saint-James, c'est au contraire par l'action de Mohamed-Ali que l'intégrité se trouve atteinte.

A Vienne, Metternich, pour ne pas froisser la Russie en proposant des négociations contraires à sa politique, a recours à son remède usuel, la conférence, mais une conférence qui n'aurait pas les formes officielles, sans convoquer un représentant de la Porte qui ferait traîner les choses en longueur (1). il propose que les grandes puissances réunies impo-

1. Lettre de Metternich à Apponyi, 14 juin.

sent leurs volontés aux belligérants : en accordant comme base à Mohamed-Ali l'hérédité de l'Egypte.

Soult accepterait cette façon de procéder ; l'hérédité de l'Egypte pour son protégé lui semble satisfaisante, seulement il ne paraît pas la subordonner à la rétrocession de la Syrie, ainsi que l'entend l'Angleterre. Néanmoins, s'il y avait conférence, il désirerait ardemment que la France et l'Angleterre fussent d'accord pour y faire triompher leurs vues (1).

En Russie, la nouvelle de la traversée de l'Euphrate est accueillie avec scepticisme. Nesselrode ne veut pas convenir que les Turcs aient réellement passé l'Euphrate : « c'est, dit-il, une mesure de reconnaissance seulement » (2). En effet, il ne tient pas à ce que le Sultan soit l'agresseur, car alors le traité d'Unkiar ne jouerait pas.

Le 13 juin, Caillé débarquait à Alexandrie ; il fut reçu avec empressement par le Pacha, qui, malgré les nouvelles arrivées récemment et qui lui annonçaient la prise d'Aïntab, consentit, après un premier refus, à ce que Caillé partit pour le camp d'Ibrahim, porteur d'ordres (datés du 16 juin), à l'effet de l'arrêter dans sa marche en avant partout où il serait. Mais en même temps il lui prescrivait de poursuivre la lutte dans le cas où la mission française échouerait

1. Lettre de Granville à Palmerston, 14 juin 1839.

2. Lettre de Claaricade à Palmerston, 8 juin 1839.

et que Hafiz ne retirerait pas ses troupes et continuerait son avance. Le Pacha voulait mériter l'amitié de la France et prouver sa modération, ainsi que sa confiance dans la décision équitable des grandes puissances.

Mais il avait si peu de confiance dans l'issue des négociations qu'il annonçait en même temps à Ibrahim l'envoi de la flotte égyptienne sur les côtes de Syrie.

Caillé avait hâte de partir pour arriver le plus tôt possible et arrêter le conflit, mais le *Nil*, qui avait apporté la nouvelle de la prise d'Aintab, était en réparation ; il ne put s'embarquer que le 20 juin.

Peut-être le retard apporté par Mohamed-Ali au départ de Caillé était-il volontaire.

Le Pacha aurait été désireux de n'arrêter Ibrahim dans sa marche qu'après qu'il se fut avancé en territoire ottoman assez sérieusement pour constituer une menace qui pèserait lors des négociations. Et en cas d'échec, la médiation consentie antérieurement lui serait également favorable, par la modération dont il aurait fait preuve.

Toujours est-il que Caillé quitta Alexandrie le 20 juin, onze jours après que l'ordre de repousser l'ennemi fut porté au général égyptien, et arriva trop tard pour empêcher le choc des armées.

Nous avons laissé Ibrahim le 21 juin à Mezzar devant le camp de Hafiz. Une reconnaissance permit

au général égyptien de se rendre compte que le camp de Nézib était naturellement trop bien défendu pour être attaqué de face.

Ibrahim se décida alors à prendre l'armée turque à revers et à l'obliger à tourner le dos à ses retranchements, pour le combat. La manœuvre tournante était hardie, car elle exposait le flanc des colonnes à une attaque ennemie. Celles-ci devaient évoluer sur un terrain dangereux et traverser un pont exposé aux coups de l'adversaire. Le Pacha se mit lui-même à la tête de son avant-garde, ainsi qu'il avait coutume chaque fois qu'il jugeait qu'une opération dangereuse nécessitait sa présence en avant.

Hafiz laissa les Egyptiens manœuvrer sans les inquiéter. Le 22, ils purent arriver à leurs fins, contraignant l'adversaire, soit à combattre le dos tourné à ses positions, soit à reculer sur Bir.

Les officiers prussiens conseillèrent cette dernière solution, mais le seraskar ne voulut rien entendre.

Il se contenta, dans la nuit du 23, de faire une incursion contre le camp égyptien pour permettre aux troupes syriennes de passer dans ses rangs y combattre celui qu'elles considéraient comme leur oppresseur, celui qui les avait contraintes à payer les impôts et à se battre en troupes disciplinées.

Mais Ibrahim veillait, et après un premier moment de désordre, il rétablit le calme en repoussant l'as-

saillant et en obligeant les transfuges à regagner leurs cantonnements.

Le lendemain, Ibrahim, après avoir disposé son artillerie sur des hauteurs, fit manœuvrer ses troupes de manière à leur faire charger le flanc de l'adversaire.

Le premier assaut des Egyptiens fut brisé, ils furent repoussés en désordre, et la panique, si fréquente dans les troupes orientales quand un assaut ne réussit pas dès la première fois, se mit dans leurs rangs, malgré les efforts d'Ibrahim qui essayait de l'enrayer revolver au poing.

Soliman Pacha, qui commandait l'artillerie, sauva la situation faisant pointer ses canons sur les fuyards, les obligeant à faire face de nouveau à l'ennemi.

Ibrahim put alors reconduire ses hommes à l'assaut, et cette fois si impétueusement que l'armée turque à son tour affolée, se débandant dans la plus folle des paniques, abandonnait son camp à l'ennemi. La victoire resta aux Egyptiens, et ce fut une victoire complète car l'armée ottomane ne put jamais plus se reformer pour arrêter la marche de l'envahisseur.

La bataille de Nézib, aussi glorieuse pour Mohamed-Ali et ses soldats que celle de Konieh et que la prise de Saint-Jean d'Acre, fut gagnée le 24 juin 1839.

Caillé arriva au camp d'Ibrahim le 26, trop tard pour éviter le choc, mais assez tôt pour empêcher le Pacha d'avancer jusqu'au Taurus, sur une route

largement ouverte, où l'ennemin'était plus à craindre.

Après Nézib, Ibrahim avait réoccupé Aintab et occupé le camp de Bir. Caillé le rejoignit à Indjé, sur la route de Malatia et de Konieh.

Il était difficile d'obliger un général victorieux à ne pas tirer profit de sa victoire. Ibrahim aurait voulu occuper Malatia et Konieh afin d'empêcher tout retour offensif de l'adversaire et pour mieux assurer le ravitaillement de ses troupes.

Caillé sut se montrer si éloquent et si pressant en s'appuyant sur les ordres de Mohamed-Ali du 16 juin, que le général consentit à ne pas avancer jusqu'à Konieh et à s'arrêter à Malatia.

Le lendemain même de cette première entrevue, Ibrahim devait se mettre en marche sur Malatia. Avant son départ, alors que la tente du Pacha était déjà démontée, Caillé revint à la charge avec obstination pour obtenir que l'armée égyptienne renonçât à camper même à Malatia.

Il montra à Ibrahim que cette situation transactionnelle de n'avancer que jusque-là ne serait d'aucun profit.

Le sacrifice qu'il consentait ne satisferait pas l'Europe, et de plus, par son avancée partielle, il ne pouvait espérer un résultat définitif. Le mieux serait de faire un sacrifice entier des suites de Nézib, sacrifice dont la France et les autres puissances lui sauraient gré.

Ibrahim céda encore une fois, il promit de ne pas dépasser Marash et de ne traverser le Taurus en aucun point. Par cette concession, il croyait à bon droit que la France saurait, elle, grande puissance, en s'appuyant sur la force et la modération même de Mohamed-Ali, prendre en mains sa cause et la lui gagner.

Ibrahim écrivit le 28 juin à son père de Kara-Bouroum pour lui apprendre son avancée et l'issue de la mission française.

Au sujet de cette mission, une question se pose de savoir si réellement la France fut la cause de l'arrêt des troupes du Pacha, et, dans ce cas, si elle n'est pas responsable de la suite des événements qui frustrèrent le Pacha du fruit de ses efforts et de ses victoires.

Si c'était sous l'influence de la France que Mohamed-Ali avait arrêté sa marche victorieuse, la France aurait dû ouvertement soutenir les prétentions acceptables du Pacha et montrer aux autres puissances la ferme intention d'imposer sa volonté et de soutenir une cause juste. C'est ce que, grâce à Louis-Philippe et à sa politique de « juste milieu », la France ne fit pas.

Caillé, le 3 juillet, écrivait lui-même : « Sans la « prompte intervention de la France, le général « égyptien allait encore menacer le Sultan jusqu'au « sein de ses Etats ».

D'aucuns objectent que la France n'est pas responsable de l'arrêt d'Ibrahim ; qu'elle n'a, par suite, pris aucun engagement moral vis-à-vis du général victorieux, parce que, disent-ils, Mahomed-Ali, le 9 juin, en envoyant son à fils l'ordre de repousser l'ennemi, lui avait spécifié de ne pas dépasser les défilés de Kulek-Bogaz, c'est-à-dire de ne pas menacer directement Constantinople.

Ceci est parfaitement exact ; nous sommes convaincus que pas plus en 1839 qu'en 1833, Mahomed-Ali n'avait l'intention de planter ses tentes sous Constantinople, et d'attenter à la souveraineté du Sultan.

Trop d'ennemis, envieux de ses succès, auraient surgi, et cela sans aucun profit et aucune nécessité. Mahomed-Ali, musulman, connaissait trop ses coreligionnaires pour songer un instant à attenter aux droits du Khalif. Il savait que quiconque paraîtrait toucher au Khalifat serait considéré comme sacrilège par la masse du peuple ; il n'ignorait pas non plus que la jalousie des puissants ne lui permettrait pas de jouir de son triomphe.

En dehors même de toutes ces fortes considérations, nous sommes certains que l'esprit averti du Pacha avait une ambition plus réalisable.

Ce qu'il voulait, c'était l'Egypte pour lui et les siens. L'Egypte avec toutes ses frontières garanties naturellement. Son ambition ne dépassait pas la

Syrie. Ses demandes en 1833, en 1836, et sa manœuvre en 1838, en sont la preuve.

La mission Caillé n'a donc pas empêché le Pacha de marcher sur Stamboul pour s'en emparer, puisque cela ne fut jamais dans ses intentions.

Néanmoins, le Pacha aurait désiré se placer dans la meilleure posture pour négocier avec son suzerain ; il aurait désiré détenir le plus de gages possibles et menacer sérieusement Constantinople.

S'il avait interdit à son fils de dépasser Kulek-Boghaz, il lui avait ordonné d'occuper Malatia, Diarbékir et Karpout. Or, la mission Caillé réussit à arrêter Ibrahim à Marash, privant le Pacha de ses gages et le dépouillant de ses meilleurs atouts, en l'empêchant d'envahir l'Asie Mineure.

En effet, Palmerston, dans un proche avenir, aurait parlé moins haut si Ibrahim avait tenu certaines provinces du Grand Seigneur.

Il aurait agi avec moins de sûreté et de conviction, s'il avait senti Constantinople directement menacée. Il aurait été plus accommodant et aurait fait droit aux demandes de Mahomed-Ali et de la France.

C'est à la mission Caillé qu'incombe l'échec des visées du Pacha d'Egypte, et aussi la position défavorable de la France elle-même pour faire prévaloir ses vues dans la question orientale.

Il ne nous semble donc pas possible de dégager la

France de toute responsabilité vis-à-vis de Mohamed-Ali et de l'Égypte.

La France, elle, ne voulut jamais se reconnaître liée par l'effet de cette mission. Elle essaya toujours de la dépouiller de tout caractère officiel et de ne la montrer que sous le jour d'une mission amicale.

Bien plus, jamais aucun homme d'État français, pas plus ceux du cabinet du 12 mai que ceux du cabinet Thiers (que Palmerston devait jouer si adroitement) ne voulut à aucun moment se déclarer nettement favorable au Pacha.

Après Nézib, Soult écrivait à Londres que « tous les arrangements conclus entre la Porte et le Pacha devaient être considérés comme nuls et nonavenus, et qu'une déclaration à cet effet devait être remise à Mohamed-Ali » (1).

C'était pour la question égyptienne la renonciation à la politique française antérieure, celle qui avait toujours recherché la solution du conflit dans l'entente directe des parties.

Mais n'anticipons pas trop et réservons pour plus tard notre jugement sur la politique de Louis-Philippe en cette matière.

Pour l'instant, il suffit de voir que, de toute évidence, si la mission Caillé n'empêchait pas Ibrahim de marcher sur Constantinople, puisqu'il n'en avait

1. Dépêche du 29 juillet 1839.

pas l'intention, du moins elle priva le Pacha de gages sérieux et lui interdit de menacer directement Stamboul.

Il était équitable qu'en échange de pareilles concessions et d'une telle modération, la France s'engageât moralement à obtenir par d'autres moyens ce que le Pacha d'Egypte aurait obtenu par ceux-là, et ce qu'il demandait dans sa note du 16 mai 1838.

La mission Caillé réussit pleinement en ce sens qu'elle arrêta le conflit, c'était son but, mais elle eut un effet désastreux par la suite tant pour Mohamed-Ali que pour la politique française, en arrêtant les conséquences nécessaires de la victoire de Nézib.

A Constantinople, Flotz débarquait le 14 juin, avec mission aussi d'éviter que les troupes ottomanes n'engagent le conflit.

Il arriva trop tard, car le 12 juin Mohamed-Ali-bey, secrétaire du Sultan, partait pour Samsoun ; il était chargé de remettre à Hafiz l'ordre officiel d'attaquer les troupes de Mohamed-Ali. *

Flotz et Roussin avaient compté sur l'ambassadeur anglais pour appuyer leurs injonctions pacifiques, mais Ponsonby avait été le secret instigateur du conflit, il ne pouvait et ne voulait pas l'éviter.

Il espérait finalement voir liquider tous les griefs qu'il avait contre le Pacha d'Egypte, et qu'il avait su si bien énumérer dans la note officieuse des premiers jours de juin. Il y allait aussi de la solution de la

question russe et de l'annulation d'Unkiar-Kelessi.

Il déclina donc l'offre d'agir sur le Sultan, donnant comme prétexte qu'il n'avait pas reçu d'instruction à ce sujet.

Et « quand même il en aurait reçu il ne s'y conformerait pas ». Aveu indiscutable de sa duplicité et de l'assurance qu'il avait de se trouver secrètement appuyé par Palmerston à Londres.

L'amiral Roussin se décide alors à agir tout seul ; il présenta consécutivement le 17 et le 21 juin des notes à la Porte l'enjoignant à user de modération et de prudence. Lui montrant le danger d'avoir franchi la frontière de Syrie et occupé plusieurs points du territoire confié à Mohamed-Ali par la paix de Koutayah, et d'avoir « rendu par cet acte éminemment agressif les hostilités presque inévitables entre les troupes ottomanes et les troupes égyptiennes ». Il l'engageait grandement à ne pas entamer les hostilités, et à retirer les troupes en deçà de l'Euphrate.

Mais c'était agir en vain ; le conflit avait éclaté, et d'ailleurs le Reis-Effendi, prenant prétexte de la maladie de Mahmoud, ne communiqua même pas les notes au Sultan et répondit directement à l'ambassadeur français, en termes arrogants et décidés, qualifiant la démarche française d'inamicale. Cette réponse sentait son Ponsonby à plein nez.

Si-Caillé arriva à remplir sa mission, Flotz échoua donc dans la sienne. Sûrement qu'une escrade croi-

sant devant les Dardanelles et appuyant les conseils du gouvernement Français aurait eu plus succès que la mission Flotz.

La manière forte est la seule qu'aient jamais comprise les gouvernements orientaux.

Le Sultan Mahmoud, très gravement atteint depuis les premiers jours de juin, mourut du delirium tremens, avant que l'annonce de la bataille de Nézib n'arrivât à Constantinople.

Ainsi lui fut épargnée la honte de se voir une fois de plus à la merci de son vassal, et de constater la réelle supériorité de cet homme qu'il abhorrait.

Pendant qu'en Syrie on agissait, en Europe les cabinets continuaient à discuter et à chercher les moyens de résoudre ou de limiter le conflit.

La chose présentait un intérêt particulier pour la France et l'Angleterre ; cette guerre signifiait aussi pour elles intervention russe à Constantinople, avec cette différence seulement que l'Angleterre estimait que Mohamed-Ali était plus dangereux pour l'intégrité de l'Empire Ottoman que le Tzar.

Dès le 30 mai, nous avons vu Soult insister auprès de Palmerston pour que l'action que la France et l'Angleterre entreprendraient en Orient ne se limitât pas aux combattants, et qu'il fut envisagé également une action contre la Russie en cas d'intervention de sa part.

Le 17 juin, le ministre français fit une nouvelle

pression sur Palmerston, tant par l'entremise de Granville, ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris, que par de Bourqueney, chargé d'affaires de France à Londres, afin d'obtenir qu'une escadre franco-anglaise de vingt vaisseaux, auxquels se joindraient des navires autrichiens, fut envoyée sur les côtes de Syrie pour empêcher les flottes turque et égyptienne d'engager les hostilités.

C'est là le plus pressé, car on évitera ainsi l'intervention russe.

La question égyptienne sera ensuite réglée en conférence à Vienne. Il voudrait que la Russie combinât son action avec celle des autres puissances et se liât en fait à elles, ce qui « remplacerait par une convention européenne les stipulations du traité d'Unkiar-Kelessi ».

La Russie, pour cela même, fera sans doute des difficultés pour accepter des conférences permanentes, aussi évitera-t-on d'employer ces mots et la forme des conférences ordinaires.

Dans tout ceci, Soult ne voit que la Russie : « Quant à la question de Syrie, la France croit que le moment n'est pas venu de la discuter » (1). Il faut d'abord éviter le conflit, écarter la menace russe, alors seulement « la question sera renvoyée au concert qui, si nos idées viennent à prévaloir, s'établira

1. L'Angleterre penchait pour la restitution entière de la Syrie et Berlin pour partie, en échange de l'hérédité.

entre les puissances » à Vienne, car Soult, après une conférence avec Granville (14 juin) est convaincu que Palmerston s'est rallié à ses idées d'action navale et de conférences.

Le 19, Palmerston communique à Soult à son tour son plan. (Jusque-là il n'avait fait aucune communication officielle, malgré les demandes réitérées de Soult).

Il préconisait pour rétablir la paix en Orient d'envoyer aux amiraux français et anglais des instructions similaires.

Si les hostilités n'avaient pas éclaté, l'amiral Stopford, au nom du Cabinet de Londres, devait conseiller aux antagonistes de revenir sur leurs pas. Si elles avaient commencé, il devait exiger un armistice de durée illimitée, et avec un mois de préavis pour le dénoncer.

Les généraux turcs et égyptiens devaient être amenés à comprendre que, ce n'était pas en Syrie, quelle que fut l'issue de la lutte, que la question serait vidée ; elle ne le serait que par le concert des grandes puissances.

Les ambassadeurs à Constantinople devront, de leur côté, appuyer les demande des amiraux.

Tout ceci était très joli, mais où commençait à poindre l'oreille du loup, c'était quand il s'agit d'établir quelles mesures coercitives les amiraux pour-

raient prendre pour obtenir par la force ce qu'ils n'auraient pu obtenir par la persuasion.

Si c'était de Constantinople que venait le refus d'arrêter les hostilités, Palmerston déclarait tout de suite qu'on ne pourrait rien faire contre elle ; en raison de ses droits de souveraineté et de sa position géographique, il serait difficile d'envoyer une escadre à Constantinople, déclarait-il.

Or, c'était justement à la Turquie qu'il aurait fallu pouvoir en imposer ; c'était elle qui avait rompu le *statu quo*, c'était elle qui refusait d'entendre raison.

Ce n'était qu'à l'égard d'Ibrahim et de son père que Palmerston envisageait des mesures de coercition. Le Pacha avait pourtant montré la plus grande patience et la plus grande docilité envers les conseils des grandes puissances. Le ministre anglais ne l'ignorait pas, ayant reçu les plus minutieux rapports de ses agents de Syrie et d'Egypte.

Dernièrement encore (le 5 juin) on recevait l'offre qu'il faisait le 16 mai de rappeler Ibrahim au Caire, si les Ottomans reculaient jusqu'à Malatia.

C'est néanmoins contre lui que Stopford aura à prendre des mesures coercitives.

Si Ibrahim ne se soumettait pas aux injonctions anglaises, il se verrait bloqué par mer, son ravitaillement serait coupé avec l'Egypte, et les navires égyptiens seront saisis. L'amiral devra faire pression aussi sur Mohamed-Ali. A cet effet, il devra se ren-

dre à Alexandrie, en bloquer le port jusqu'à ce que le Pacha ait donné ordre à son fils de se conformer aux vœux du Cabinet de Londres.

Bien plus, si l'armée turque battait l'armée égyptienne, Palmerston ne donnait aucune instruction, mais si l'armée turque était battue, l'amiral avait pouvoir discrétionnaire pour user de tous les moyens « et mesures de coercition qu'il jugera » « en son pouvoir » pour faire reculer Ibrahim, « arrêter la marche de son armée et le faire rentrer dans les limites de la Syrie ».

Quant au danger russe, il ne vient que bien au second plan. L'adversaire, l'ennemi de la paix européenne, de l'intégrité de l'Empire Ottoman, c'est Mohamed-Ali.

Stopford ne doit s'occuper de l'intervention russe, si elle a lieu, qu'après avoir obtenu satisfaction du Pacha d'Egypte. Et alors seulement il se rendra à Constantinople et y restera autant que les Russes y seront. Là il devra prendre avis de l'ambassadeur pour négocier son entrée dans les détroits. S'il n'obtient pas la permission de passer les Dardanelles, « il jugera par lui-même s'il devra y procéder de vive force » en tenant compte de ne pas perdre trop d'hommes, car cela rendrait toute action ultérieure impossible.

Pour les autres mesures non prévues, Stopford agira pour le mieux.

Les gouvernements français et anglais étant d'accord, il devra y avoir étroite coopération, et il pourra communiquer *in extenso* ses instructions à l'amiral français.

Ces instructions ne furent connues que le 24 juin du gouvernement français ; or, dès le 25, Palmerston, sans attendre la réponse du Cabinet des Tuileries, les envoya à Stopford sous forme d'instructions aux Lords de l'Amirauté (1). Indiquant que si l'amiral se croyait assez fort, il pourrait passer les Dardanelles sans l'autorisation de la Porte, car ce refus ne serait que de forme, pour ne pas mécontenter la Russie, et qu'il ne rencontrerait sûrement pas une grande résistance.

Il est de tradition d'écrire que le Cabinet des Tuileries repoussa la proposition anglaise de forcer les Dardanelles ; que l'Angleterre ayant tendu la main à la France, Louis-Philippe refusa de la prendre de peur de mécontenter la Russie, et qu'alors Palmerston, voyant qu'avec Paris il ne pourrait arriver à une solution efficace, se retourna vers la Russie.

Palmerston lui-même fit son possible pour que la question fût envisagée sous ce jour. Il fallait que la France supportât la responsabilité de l'abandon anglais et de l'isolement dans lequel elle allait se trouver.

1. Avec cette différence que le délai pour dénoncer l'armistice serait de deux mois.

Si la France commit des fautes, et des fautes les plus graves durant toute cette période de crise politique, nous ne croyons pas néanmoins qu'il faille rendre le Cabinet Soult responsable d'avoir jeté l'Angleterre dans les bras de la Russie en refusant de coopérer à une action navale dans les Dardanelles.

Il faut rendre cette justice à Soult que, dès le 30 mai, il dénonçait le péril russe, alors que Palmerston ne semblait pas s'en soucier, il préconisait une double politique d'action, l'une contre les belligérants et l'autre contre la Russie.

Ensuite, nous remarquerons que les instructions de Palmerston à Stopford portent principalement sur les mesures à prendre pour arrêter les hostilités, cela aussi sur les suggestions mêmes de Soult. Avec cette particularité que ces mesures consistaient surtout à agir sur le Pacha d'Egypte, qui n'était même pas coupable d'agression.

La question russe n'était présentée que d'une façon sommaire, pour ainsi dire incidente. Seulement après que le Pacha eut été amené à la raison, l'escadre anglaise pouvait forcer les Dardanelles en prenant avis de l'ambassadeur. Et cela si elle se croyait assez forte et si le refus de la laisser pénétrer dans les passes n'était dû qu'à la peur de mécontenter la Russie. Aucune ligne de conduite n'était tracée. L'amiral restait juge des mesures à prendre. Le 24 juin même, au reçu des instructions à Stopford,

Soult présenta à Granville une série d'observations orales, en attendant un memorandum, concernant l'action sur les belligérants, et il indiquait qu'il était nécessaire que les escadres puissent agir sur la Porte aussi bien que sur le Pacha, qu'une action coercitive pourrait s'exercer sur la flotte turque aussi bien que sur la flotte égyptienne, ainsi que sur Constantinople.

Le 26 juin, Soult envoyait à l'amiral Lalande commandant l'escadre du Levant, des instructions analogues à celles de Stopford, rédigées dans le même esprit, sauf qu'elles spécifiaient que si la Turquie s'opposait à l'intervention des puissances et refusait l'armistice, l'amiral pouvait agir contre elle et bloquer les Dardanelles afin d'éviter ainsi une collision entre les flottes belligérantes.

C'était, somme toute, répondre immédiatement à Palmerston et agir en plein accord avec lui puisque la note du 24 juin était destinée surtout à arrêter le conflit.

Soult ne donnait aucune instruction quant à l'intervention russe puisque celle-ci ne devait être tranchée qu'après que les hostilités auraient été suspendues. D'ici là, il avait le temps de s'entendre avec le Cabinet de Londres et de tracer une ligne d'action plus sérieuse que celle indiquée dans les instructions à Stopford.

Au contraire, Lalande recevait des instructions

pour accepter une coopération russe dans la Méditerranée. Car si la France ne voulait pas voir la Russie seule devant Constantinople, il n'y avait aucun inconvénient à ce qu'elle se joigne en Syrie à la France, l'Angleterre et l'Autriche, en simple grande puissance.

Palmerston, bien qu'il ne considérât pas l'action russe sous cette forme comme possible, n'en donnait pas moins aussi, le 2 juillet, instructions à Stopford de l'accepter si elle se présentait confirmant le parfait accord avec Paris même sur ce point.

Relativement à l'action anglo-française en cas d'intervention russe dans le Bosphore, Soult envoya aussitôt des instructions (27 juin) à Bourqueney pour que celui-ci persuade Palmerston d'étudier une action moins précipitée et plus sûre pour le forcement des Dardanelles.

Soult n'en repousse pas le principe, seulement il voudrait voir substituer à l'initiative des amiraux une action des Cabinets et de leurs ambassadeurs, qui pourraient négocier l'entrée des escadres et essayer d'obtenir de la Porte l'ouverture des Dardanelles, au cas où les Russes franchiraient le Bosphore.

On éviterait ainsi une action précipitée de laquelle les forces coopérantes risquaient de sortir en état d'infériorité numérique vis-à-vis de la flotte de la mer Noire, et aussi peut-être une guerre éventuelle

avec la Russie. Si la Porte opposait un refus aux demandes des Cabinets de Paris et Londres, alors il faudra « prendre une résolution définitive que les deux Cabinets communiqueraient aux deux amiraux ».

Il n'y a donc pas désaccord entre Paris et Londres, mais à Paris on ne veut pas s'engager légèrement dans une action aussi délicate que le forcement des Dardanelles. Cette action n'étant pas immédiatement, ni catégoriquement prévus, par les instructions à Stopford, rien ne s'oppose à suivre la voie suggérée par Soult.

Voilà à quoi se réduisait le refus de la France de forcer les Dardanelles. Il y avait si peu refus que Palmerston se rendant aux raisons du Cabinet des Tuileries, envoya à Ponsonby des instructions (1) pour qu'il négociât l'accès des Dardanelles au cas où la Porte ferait appel à une autre puissance, ou bien au cas où le Sultan venant à décéder, que la Porte aurait besoin d'un appui pour assurer l'avènement de son successeur (2). « Vous direz que l'amiral « Sir R. Stopford a ordre de se diriger avec son « escadre sur Constantinople, afin de prêter au Sultan un appui matériel et moral dès qu'il recevra « de la Porte, par votre intermédiaire, une invitation « à cet effet ».

1. 5 juillet 1839.

2. Instructions du 13 juillet 1839.

Les instructions furent communiquées à Stopford le 13 juillet. Le 18 juillet, de nouvelles instructions aux Lords de l'Amirauté venaient appuyer les précédentes, invitant l'amiral anglais à demander spécialement l'ouverture des Dardanelles en cas d'apparition de la flotte russe dans le Bosphore.

Ces notes à Ponsonby et à Stopford précisent la ligne de conduite que le Cabinet de Londres se trace pour agir en cas d'intervention russe. Il veut négocier d'abord l'entrée des Dardanelles, ainsi que Soult le suggérait à Bourqueney le 22 juin. Devant l'échec de ses négociations préalables à toute menace, les Cabinets anglo-français s'entendraient alors sur les mesures à prendre pour forcer les passes.

En même temps que Ponsonby recevait ces instructions, Roussin en recevait de similaires en date du 10 juillet. Il était invité « à s'entendre avec Lord Pousonby » en cas d'intervention russe » et même sans lui s'il refuse de s'associer à vous », pour une démarche auprès de la Sublime-Porte, demandant « que dans le cas où les forces de terre et de mer d'une ou de plusieurs cours alliées seraient appelées à Constantinople, les ordres fussent donnés pour ouvrir le passage des Dardanelles à une escadre française ».

Après la nouvelle de la bataille de Nézib (7 août), Roussin reçut confirmation de ses instructions.

Dans le cas où les Russes penseraient paraître à

Constantinople, « il donnerait sur-le-champ avis à
« l'amiral Lalande de prendre position à Ténédos
« avec son escadre pour être prêt à franchir les Dar-
« danelles, si les Russes arrivaient dans le Bos-
« phore ».

En juillet donc l'accord était complet entre les Cabinets de Londres et de Paris. Les deux avaient la même ligne de conduite : arrêter d'abord des hostilités simultanément, négocier pour leurs escadres l'entrée des Dardanelles en cas de menace russe, et franchir les passes dès que les Russes seraient devant Stamboul.

C'était le plan préconisé par Soult qu'ils exécutaient, et ce plan, ainsi que nous l'avons vu, n'avait rien de contradictoire avec celui de Palmerston ; il n'était que plus précis ; et plus efficace aussi puisqu'il joignait à une pression diplomatique une action navale sûre au lieu de ne compter que sur une action navale laissée au discernement d'un amiral d'escadre.

La note à Roussin du 7 août nous montre que l'action de la France était résolue et bien déterminée ; il ne nous paraît donc pas possible de voir même une hésitation de sa part dans cette question, et son accord avec Londres nous paraît complet.

Palmerston lui-même, au 20 juin, écrivait que l'accord était tel sur les principes, buts, moyens d'exécution, qu'on dirait que les communications ont

lieu « non de gouvernement à gouvernement, mais entre les membres d'un même Cabinet ».

Si l'Angleterre s'est par suite détournée de la France pour se jeter dans les bras de la Russie, il ne faut pas en attribuer la raison à un refus de la France de forcer les Dardanelles, refus qui n'a jamais existé.

L'Angleterre céda aux sollicitations russes simplement parce que la France en Orient n'appuiera jamais sa politique, qui visait avant tout à la ruine du Pacha d'Egypte. L'alliance russe au contraire allait lui laisser les mains libres du côté de Mohamed-Ali, et, agissant à Constantinople en alliée de la Russie, l'action de cette dernière ne lui porterait plus ombrage.

Dès le mois de juillet, lors de la mission Flotz, l'amiral Roussin, devant l'attitude de Ponsonby à Constantinople, ne craignait pas d'écrire à Soult : « Monsieur le maréchal, qu'on ne me parle plus d'alliance anglaise, personne n'y croit, je n'y crois pas moi-même et l'on me rirait au nez si j'en parlais ici ».

Malheureusement, à Paris, on conservait encore des illusions à ce sujet.

L'Angleterre, en réalité, n'eut jamais l'intention d'agir en Orient sincèrement avec la France, c'est-à-dire d'y faire échec à la politique russe.

Elle ne craignait pas l'intervention moscovite puis-

qu'elle fut l'instigatrice de la rupture du *statu quo* qui devait la provoquer.

Elle cherchait la solution de son action politique à Alexandrie et non à Constantinople. Or, elle savait fort bien qu'elle n'aurait pas l'appui de la France.

Il paraît donc tout à fait extraordinaire d'accuser cette dernière puissance de pusillanimité à l'égard de la Russie et de faire dériver de cette soi-disant pusillanimité la rupture anglo-française.

Cette rupture fut amenée par divergence de politique et l'Angleterre doit en supporter la responsabilité autant que la France. Cette dernière puissance n'aurait pu conserver l'alliance anglaise qu'au prix d'une lâcheté, l'abandon et de son ami et allié naturel le Pacha d'Égypte, à qui elle était liée tacitement du moins par la réussite de la mission Caillé, et encore plus par les sympathies unanimes des Français pour Mohamed-Ali.

La France n'eut que le tort de trop compter sur le Cabinet de Londres. Tandis qu'entre les Tuileries et Saint-James, on discutait les moyens de suspendre les hostilités, Metternich à Vienne cherchait quelle solution on pourrait imposer aux belligérants une fois le danger de conflit écarté.

Metternich aurait voulu, ainsi que l'avait suggéré Soult, et pour éviter de froisser la Russie, que les grandes puissances habilitassent leurs ambassadeurs

à Vienne pour, sans le formalisme d'une conférence, y discuter sur deux points : 1° l'hérédité pour le Pacha d'Égypte ; 2° le retour de la Syrie à la Porte.

Il désirait voir cette restitution s'effectuer immédiatement, mais prévoyant que Mohamed-Ali ne s'y résignerait jamais, il conseillait sagement d'en remettre la réalisation à la mort du Pacha.

La Russie, de son côté, devant l'évidence de conflit et de l'agression, songea à se rapprocher de Londres, excitant de son désintéressement en Orient. Elle ne savait pas si elle pourrait faire jouer le traité d'Unkiar-Kelessi, mais ne voulait néanmoins pas perdre l'occasion d'agir. Le 3 juin, Nesselrode communiqua une note à Pozzo di Borgo pour le Cabinet de Saint-James, proposant à celui-ci une conduite politique qui ne différerait pas de celle de la France et qui aurait été sûrement agréée par celle-ci. Il proposait de limiter le conflit au Taurus en déclarant à Mohamed-Ali que, tant qu'il se défendrait et ne passerait pas les défilés montagneux, les puissances n'interviendraient pas. Mais qu'au cas où sa flotte sortirait pour menacer Constantinople ou qu'il passerait le Taurus, il trouverait alors devant lui l'Angleterre et la Russie aux côtés de la Sublime-Porte.

Cette proposition de la part du Cabinet de Saint-Pétersbourg est équitable et modérée. Elle avait l'avantage en supprimant la question russe d'éviter les complications d'une intervention. On doit savoir

gré à Nesselrode d'avoir essayé de concilier l'intégrité de l'Empire Ottoman avec l'équité due à l'attitude conciliante du Pacha d'Egypte. Mais Palmerston ne devait pas l'accepter. Il dévoilera ainsi ses aspirations secrètes, qui elles ne s'embarrassent d'aucune considération de justice.

Le 28 juin, Palmerston répondait à Metternich par l'entremise de Beauvale; il estimait aussi qu'un arrangement était nécessaire, car la situation actuelle créait un danger pour l'Europe. Ce danger ne pourrait être écarté que par le retour de la Syrie au Sultan et par un nouvel arrangement entre celui-ci et le Pacha.

En compensation, Mohamed-Ali pourrait recevoir l'hérédité de l'Egypte.

Palmerston accepterait aussi, par égard pour la Russie, à négocier en dehors de toute conférence, mais de faire de Vienne le centre des négociations.

Par la même occasion pourtant, il fait savoir au Chancelier qu'il ne peut accepter la proposition russe de limiter le conflit d'un côté du Taurus, car si le Sultan était battu par Mohamed-Ali, la situation ne serait pas éclaircie, on se retrouverait dans la même instabilité. Stopford a ordre d'arrêter la marche de Mohamed-Ali de toute façon et de l'empêcher d'atteindre Diarbékirk, qui est une clef stratégique trop importante pour la laisser provisoirement

aux mains du Pacha, et qu'à plus forte raison on ne pourra la lui laisser définitivement.

Palmerston néglige entièrement le danger russe, il n'est préoccupé que d'affaiblir le Pacha d'Egypte coûte que coûte, quelles que soient sa modération et ses victoires ; il faut lui enlever la Syrie et le limiter à la possession (héréditaire si l'on veut) de l'Egypte.

Il repoussait donc les offres, qu'il veut bien pourtant reconnaître comme spontanées, faites par Pozzo di Borgo (1).

L'intervention, même dans une question russe aiguë, est le seul moyen qu'il veuille envisager, car il estime que le succès des Egyptiens affaiblit le Sultan, en amenant un partage dans l'Empire Ottoman, partage qui sera un dissolvant certain de son intégrité.

Palmerston, se ralliant à la thèse de son ambassadeur à Constantinople, abritait son désir d'abaisser et d'affaiblir le Pacha d'Egypte sous le prétexte d'assurer la paix européenne.

La paix de l'Europe pour lui serait menacée tant que le Pacha détiendrait la Syrie, car un conflit serait toujours à craindre avec le Sultan, et ce conflit mettrait en danger l'Empire Ottoman nécessaire à la stabilité des relations entre les grandes puissances.

1. Lettre à Russel et Claricade, 9 juillet 1839.

Tant que Mohamed-Ali detiendrait la Syrie, la paix serait troublée, soit par lui, soit par le Sultan, qui voudrait reprendre ce qu'il a perdu.

La limitation des forces des adversaires en Syrie est également impossible, car les parties ne l'observeront pas; Mohamed-Ali pour maintenir l'ordre devra y avoir des soldats, donc il faut lui enlever cette province.

Malgré la bonne volonté russe, Palmerston se refusait à voir d'autre solution au problème que l'arrêt des hostilités et le retour immédiat de la Syrie au Sultan.

Metternich fut un peu déçu du refus de l'Angleterre à la proposition conciliante de la Russie. Il craignait d'autre part qu'il ne fût pas possible d'arrêter les hostilités; il lui paraissait beaucoup plus aisé de les imiter.

Néanmoins, pour éviter des frottements entre la Russie et l'Angleterre, il proposait une action sur mer des quatre puissances, suivant le plan anglo-français dans le cas où les hostilités, ne pouvant être arrêtées, Constantinople serait menacée par Ibrahim (1).

Le 1^{er} juillet, une escadre autrichienne se préparait à se joindre à l'escadre de Stopford, et Metternich offrait à Saint-Pétersbourg de coopérer avec

1. Lettre de Beauvale à Palmerston, 30 juin.

l'Autriche, la France et l'Angleterre sur les côtes de Syrie.

Le chancelier d'Autriche, en présence des nouvelles alarmantes au sujet de la santé du Sultan, proposait (1) aux cinq grandes puissances de signer une déclaration affirmant le maintien de l'intégrité de l'Empire Ottoman.

Le 2 juillet, Granville faisait part à Soult de la note de Pozzo di Borgo et des déclarations de Palmerston. Soult ne cacha pas à l'ambassadeur anglais qu'il ne lui serait pas possible d'accepter la proposition anglaise du retour intégral de la Syrie, en échange de l'hérédité, et qu'il étudiait une proposition transactionnelle venant de Berlin, par suite pouvons-nous dire inspirée par Vienne, qui consistait à scinder la Syrie entre Ibrahim et Mohamed-Ali, celui-ci recevant Acre et Damas, l'autre Tripoli et Alep.

Palmerston accepta immédiatement la proposition de Metternich (2) de signer ensemble avec les quatre autres puissances une déclaration de respecter l'intégrité de l'Empire Ottoman.

Quant à la coopération russe en Méditerranée, il ne paraît pas disposé à y consentir avant que ne soient décidées les mesures à prendre à l'égard de

1. Le 28 juin.

2. Lettre de Beauvale à Palmerston, 30 juin 1839.

Mohamed-Ali. Il l'acceptera pour imposer au Pacha les décisions des grandes puissances (1).

Néanmoins, dès le 12 juillet, à la suite des instructions à Lalande du 26 juin, il avait autorisé Stopford à accepter la coopération éventuelle d'une escadre russe et le 15, il faisait savoir à Soult (2) qu'il consentirait à ce que, exceptionnellement, une escadre russe traversât les détroits pour coopérer en Méditerranée.

En Russie, les dispositions étaient toujours excellentes, on y était prêt à accepter que les mesures à prendre en Orient soient concertées à Vienne (3). On cherchait à éviter le *casus foederis* du traité d'Unkiar-Kelessi, car on sentait que les cabinets occidentaux n'étaient pas disposés à le laisser jouer. Les négociations sur la question syrienne pourront donc s'engager bien que la Russie ne croie pas acceptable par les parties la solution proposée par Londres et Vienne, c'est-à-dire le retour entier de la Syrie au Sultan (4) contre l'hérédité de l'Égypte.

Quant à une action en Méditerranée avec les escadres franco-anglaises, Nesselrode estime qu'il faut d'abord maîtriser les faits et ensuite on pourra toujours (5) discuter sur un arrangement final à im-

1. Lettre de Palmerston à Beauvale, 13 juillet 1830.

2. Lettre de Granville à Soult.

3. Lettre de Russel à Palmerston, 6 juillet.

4. Lettre de Claricade à Palmerston, 8 juillet.

5. Lettre de Claricade à Palmerston du 15 juillet.

poser au Pacha, de là sa proposition de limiter le conflit au Taurus sans aucun préjudice pour la solution à intervenir.

Donc l'idée de Metternich prévalait au sujet de la coopération des escadres en Méditerranée, et de la centralisation à Vienne des négociations.

L'idée également de déclarer le maintien de l'intégrité de l'Empire Ottoman à la mort du Sultan était acceptée par Palmerston (1) et par Soult. Ce dernier proposait même, le 17 juillet, par Bourqueney et Saint-Aulaire (2) d'échanger à ce sujet des déclarations écrites entre les divers Cabinets. Le 22, Palmerston donnait son entier acquiescement à une semblable déclaration.

Saint-Aulaire en parla le 23 à Metternich, qui, le 24, y donna son acquiescement félicitant par écrit l'ambassadeur.

La Prusse également adhérait (3) aux propositions de Metternich et de Soult.

Mais l'accord n'était plus aussi parfait quant au but à atteindre et sur les moyens à employer pour imposer aux antagonistes les résolutions des puissances (4).

1. Lettre à Beauvale, 13 juillet; de Granville à Soult, 15 juillet.

2. Ministre de France à Vienne.

3. Lettre de Hamilton à Palmerston du 24 juillet arrivée à Londres le 30.

4. Lettre de Hamilton à Palmerston 31 juillet. Notification à la France, le 16 août.

Nesselrode penchait pour le projet de Palmerston d'exiger de Mohamed-Ali la restitution immédiate de la Syrie ; seulement il jugeait le blocus insuffisant comme moyen d'action et il propose de déclarer la guerre au Pacha d'Egypte comme seul moyen de lui faire accepter des conditions inacceptables.

Metternich, le 11 juillet, mûrissant son plan de conciliation, propose le retour de la Syrie et de Candie à la mort du Pacha contre l'hérédité de l'Egypte. Pour l'Arabie, le tribut et les armements, la conférence en décidera. Entre Vienne et Londres, la différence réside dans le moment auquel la Syrie devait faire retour au Sultan. La France seule ne paraissait pas disposée à exiger du Pacha un si gros sacrifice.

L'accord se fera au moyen de notes échangées entre les ambassadeurs à Vienne, et les décisions seront transmises à Constantinople, d'où les ambassadeurs les communiqueront à Mohamed-Ali. Le pacte aura la garantie des puissances.

Il espère que la simple pression morale des cinq grandes puissances suffira pour convaincre le Pacha. Si non, il faudra recourir, soit au blocus comme le propose Palmerston (mais qu'il juge peu efficace), soit à l'état de guerre, comme le propose Nesselrode.

Metternich, dès le 11 juillet, estime que l'accord est fait sur la proposition anglaise entre toutes les puissances, sauf la France. Il n'espère pas moins convaincre cette dernière et agit par d'incessantes

dépêches auprès du Cabinet des Tuileries, auquel il ne cache pas son mécontentement au sujet des instructions envoyées le 26 juin à Lalande, et qui mettaient le Sultan et Mohamed-Ali sur le même pied. Cela le blessait dans ses principes de légitimité.

Le 14 juillet, il écrit à Apponyi, se rendant compte des sympathies de la France : « Nous avons le sentiment que la pensée anglaise est plus proche de la nôtre que ne l'est celle de la France, qui a un arrière-goût égyptien prononcé, ce qui est même assez naturel. »

Il écrivait déjà le 3 juillet au même : « Entre la Russie, et nous, il existe une similitude de jugements et de volonté ; nous croyons de bonne foi que le Cabinet Français désire s'entendre et marcher avec nous, que l'Angleterre marchera avec nous et qu'elle est convaincue qu'elle ne pourra le faire avec la France. »

Insensiblement, il s'était donc produit une entente entre les diverses puissances sur les moyens d'agir en Orient. L'Angleterre avait accepté sans trop de difficultés que la Russie coopérât en Méditerranée, surtout si cette coopération devait faire triompher sa politique et affaiblir Mohamed-Ali en lui enlevant la Syrie au nom de l'intégrité de l'Empire Ottoman.

L'Autriche acceptait la solution anglaise du conflit parce que la plus favorable au Sultan et au principe de la souveraineté légitime. Elle avait intérêt aussi à

contrecarrer l'expansion française dans le Levant. La Russie, par appréhension d'une alliance anglo-française, et sous la pression de Metternich, inquiet lui-même des conséquences d'une guerre, avait consenti à négocier avec les autres puissances sur la question de Turquie. Mais la question égyptienne ne l'intéressait pas beaucoup ; plus ou moins de terrain laissé au Pacha ne la touchait pas, mais en se ralliant au projet anglais, elle se rapprochait de l'Angleterre qu'elle éloignait de la France. Elle espérait aussi sans doute que laissant l'Angleterre agir librement en Méditerranée, elle pourrait obtenir sa liberté d'action dans la mer Noire, et éventuellement dans le Bosphore.

La France seule, dont la politique même se confondait avec une cause juste, cherchait pour son ami le Pacha d'Egypte une solution équitable, et se trouvait ainsi isolée des autres puissances.

Certains lui reprochaient de n'avoir pas sacrifié le Pacha pour s'attacher à l'Angleterre et écarter celle-ci de la Russie ; d'autres au contraire lui ont fait grief de n'avoir pas su soutenir le Pacha jusqu'au bout et de l'avoir laissé sacrifier.

Ce qui est certain, c'est que la France, prise entre le désir de ne pas rompre avec Londres et d'éviter un conflit, et celui de ne pas laisser dépouiller son ami et allié, ne sachant quelle directive prendre, louvoyant entre les deux et essayant de concilier les

prétentions anglaises avec celles du Pacha et les siennes propres, devra fatalement neutraliser son action et ne saura empêcher ni la spoliation de Mohamed-Ali, ni l'alliance anglo-russe, ni son propre isolement, ainsi que la perte de son prestige.

Politique condamnable quelle que soit l'opinion qu'on ait sur l'attitude que la France aurait dû adopter dans le conflit oriental. Politique condamnable quel que fut l'intérêt, soit de resserrer ses liens avec l'Angleterre, soit de se faire un allié puissant en Egypte, car elle ne sut détenir ni l'un ni l'autre.

CHAPITRE IV

DES CONSÉQUENCES DE LA BATAILLE DE NÉZIB

Le 1^{er} juillet, à la mort de Mahmoud, accéda au pouvoir le Sultan Abdel-Médjid. Celui-ci, reconnaissant de l'appui qu'il avait reçu de Hoshrew Pacha pour s'imposer au Divan, le nomma son Grand-Vizir.

Hoshrew n'avait certainement aucune sympathie pour Mohamed-Ali ; nous ne devons pas oublier qu'il y avait eu entre eux une grande rivalité en Égypte même pour le pouvoir, et que le Pacha ayant été le plus fort, Hoshrew avait été obligé de céder la place.

Néanmoins, sa haine ne l'aveuglait pas ; il avait appris à connaître et à juger Mohamed-Ali à sa juste valeur ; il l'estimait supérieur aux autres Pachas et Vizirs de l'Empire Ottoman ; il s'était montré partisan du maintien de la paix, attitude qui lui valut d'être disgracié et exclu du Divan, quand celui-ci décida d'engager les hostilités contre le Pacha d'Égypte.

Arrivé au pouvoir, Hoshrew allait continuer sa politique pacifique et se proposait de résoudre le conflit par négociations. Pourtant sa haine contre Mohamed-Ali, l'éclairant sur les intentions de ce dernier, ne devait lui permettre de faire aucune concession complaisante.

Dès le 3 juillet, le Sultan fit une déclaration aux puissances annonçant son intention de résoudre pacifiquement le conflit avec Mohamed-Ali, en lui accordant avec son pardon l'hérédité de l'Égypte, et qu'il envoyait un négociateur, Akkif-Effendi, à Alexandrie.

Déjà, dans les derniers jours de juin (le 28), Hoshrow avait envoyé, d'accord avec le Divan, des ordres tant à Hafiz qu'à Ahmed : à l'un de suspendre les hostilités et à l'autre de ne pas quitter les Dardanelles. Cette dernière disposition avait pour but de s'assurer l'appui de forces suffisantes pour assurer le changement de règne, opération toujours délicate en Orient.

La Porte connut la nouvelle de la défaite de Nézib dès le 5, d'aucuns disent même dès le 3 juillet (1). Elle la tint cachée pendant quelques jours et ne la communiqua officiellement que le 7 et le 8 (2), en

1. Opinion de Soult, Metternich et Poussonby (lett. du 8 juillet), Palmerston et de Beauvale (17 juillet).

2. A. Ponsonby. Lettre de celui-ci à Stopford (8 juillet 1839). Le 7, les officiers prussiens annonçaient Nézib à Königsmarck. Le Divan ne pouvait cacher la chose plus longtemps.

même temps qu'elle fit connaître qu'Ahmed-Pacha avait quitté les Dardanelles. Elle présenta cette dernière nouvelle comme une conséquence de la première, faisant supposer qu'Ahmed se portait au secours de l'armée.

En vérité, Ahmed avait levé l'ancre pour se diriger sur Alexandrie et remettre la flotte à Mohamed-Ali, achevant ainsi l'œuvre de Nézib, laissant le Sultan sans armée ni marine.

Ahmed avait quitté le Bosphore depuis le 9 juin et, depuis, le 16, il était hors des passes. Le 22, il reçut l'ordre d'appareiller pour la Syrie et coopérer sur mer à l'action de Hafiz sur terre.

Mais Ahmed n'avait aucune notion de la responsabilité de ses fonctions ; pour lui, être Capitan-Pacha, c'était accumuler puissance et honneurs, dont il n'avait pas l'intention de se laisser dépouiller. Il refusa à ce moment de quitter les Dardanelles, faisant passer son intérêt avant son devoir, car il craignait que Taher, son concurrent au grade de Capitan, mettant à profit son éloignement, n'obtint sa dépossession. Il exigeait donc que ce dernier quittât Constantinople avant de s'en éloigner lui-même.

Quand il reçut la nouvelle de la gravité de la maladie de Mahmoud et l'ordre de ne plus s'éloigner, il crut flairer un complot, et écrivit au Sultan

qu'on préparait contre lui un changement de règne, et qu'on demandait l'appui de la flotte.

Cette lettre tomba entre les mains de Hoshrew, de qui émanait l'ordre du 28 juin.

Hoshrew avait été longtemps l'adversaire d'Ahmed, il y avait eu entre eux des rivalités de courtisans et de favoris. Ahmed avait été cause de la ruine du Grand-Vizir auprès de Mahmoud. Aussi quand, le 2 juillet, à la mort du Sultan, il reçut l'ordre de rentrer dans le Bosphore, il eut peur, non seulement de se voir destitué, mais encore de laisser sa tête. Il céda aux instigations de Reala-Bey, Osman, d'aller chercher refuge en Égypte auprès du Pacha, dont il connaissait la haine pour le Grand-Vizir. Le 4 juillet, il quittait les Dardanelles.

Ahmed pour agir n'avait pas la liberté de ses actes. Les Dardanelles étaient surveillées, et les amiraux anglais et français avaient ordre d'éviter le choc des flottes adverses ; il fallait donc ruser pour passer, car les amiraux ne laisseraient sûrement pas la flotte turque se livrer au Pacha d'Égypte sans s'y opposer.

Rencontrant la première la flotte de l'amiral Lalande, Ahmed lui demanda une entrevue, au cours de laquelle il lui fit savoir que le Sultan venait de mourir, que Hoshrew s'était emparé du pouvoir et que le Grand-Vizir avait l'intention d'appeler les Russes dans le Bosphore ; pour ne pas laisser la

flotte tomber aux mains des usurpateurs et des étrangers, il avait levé l'ancre avec l'intention de se rendre auprès de Mohamed-Ali pour négocier avec celui-ci et le seraskar Hafiz-Pacha une action combinée, afin de rétablir l'autorité du Sultan à Constantinople et éviter que cette ville ne tombât au pouvoir des Russes.

Lalande étonné de ces explications, qu'il n'avait pas sollicitées, demanda pourquoi on les lui donnait.

Le Reala-bey lui répondit qu'Ahmed croyait que la flotte française avait mission de l'empêcher de sortir des Dardanelles. L'amiral le rassura, ses instructions étaient d'éviter les hostilités sur mer, mais puisqu'il ne s'agissait que d'apporter à Mohamed-Ali des propositions de paix, et qu'au « lieu de sortir » pour combattre, c'est dans un but de pacification « que vous vous mettez en campagne, vous conviendrez que la situation est assez anormale pour que mes instructions ne l'aient pas prévue ».

Lalande crut pourtant devoir conseiller à Ahmed d'user de prudence et de ne pas se rendre immédiatement à Alexandrie, mais d'engager d'abord les négociations avec Mohamed-Ali en jetant l'ancre à Rhodes ou à Macri. Ahmed promit d'agir ainsi et obtint même que le brick *Bougainville* accompagnât la flotte ottomane pour éviter une méprise en cas de rencontre avec la flotte égyptienne.

Lalande agissait sans méfiance. Le navire anglais-*Vanguard* précédait déjà la flotte turque paraissant la guider. Ahmed, en réalité, demandait à se faire escorter, justement pour donner le change au *Vanguard*, qui n'aurait sûrement pas laissé la flotte ottomane négocier « la paix » avec Mohamed-Ali, bien que sa mission fût justement d'éviter la guerre.

On a, croyons-nous, beaucoup exagéré la portée de la défection du Capitan-Pacha, on l'a accusé d'avoir trahi, d'être passé à l'ennemi. Les Anglais mêmes n'ont pas craint de faire de l'amiral français le complice de cette trahison en faveur du Pacha d'Egypte.

Nous n'y voyons pas une trahison, car Ahmed n'aurait probablement pas perpétré cet acte du vivant du Sultan Mahmoud ; à la mort de ce dernier, il chercha à s'allier à un ennemi de ses ennemis, mais nullement à un ennemi de son pays.

Quant à l'amiral Lalande, son action ne peut être incriminée en aucune façon. Sa mission était d'éviter un conflit ; or, Ahmed venait avec des offres de conciliation pour le Pacha d'Egypte ; il n'avait pas à s'immiscer dans des questions de politique intérieure.

Il poussait si peu Ahmed à la défection qu'il lui donnait le prudent conseil de ne pas se mettre entre les mains de Mohamed-Ali et d'attendre, à Rhodes, d'être fixé sur les intentions du Pacha.

Bien plus, loin de laisser à une trahison éventuelle le temps de s'accomplir, il expédiait, le 6 juillet, un vaisseau à Roussin pour le mettre au courant des faits, le 7, *le Papin* mouillait à Térapia portant à Constantinople la nouvelle de la défection d'Ahmed-Fewzi.

Alors même que Lalande eut fermé un peu les yeux sur la réalité des pouvoirs d'Ahmed d'agir avec Mohamed-Ali nous ne pourrions lui en faire un grief au nom même de la politique.

Il était de l'intérêt de la France de voir le conflit se terminer en faveur du Pacha d'Egypte. Et si Lalande avait soupçonné quelque chose de louche dans l'attitude du Capitan-Pacha, il fit, en lui laissant sa liberté d'action, beaucoup moins pour Mohamed-Ali que ce que l'Angleterre avait fait et allait faire en faveur du Sultan. A la comparer à l'action de Ponsonby auprès du Divan, la négligence de Lalande n'est qu'une vétille.

D'ailleurs, aussitôt que *le Papin* ancra dans le Bosphore, Roussin fit tenir la nouvelle à Ponsonby, et l'idée de complicité est si éloignée que celui-ci écrivit à Palmerston : « Lalande lui dit (à Osman) que Candie appartenait à Mohamed-Ali, et que ce serait (en y allant) livrer la flotte ottomane, conséquemment le Capitan l'assura qu'il se rendrait à Rhodes ».

En communiquant la nouvelle au Divan, Roussin

l'assura que le Gouvernement français donnerait son appui au Sultan en cas d'une attaque combinée entre Ahmed-Fewzi et le Pacha d'Egypte.

Déjà, à la nouvelle de Nézib, Roussin offrit de faire pénétrer l'escadre française dans les Dardanelles, mais son offre fut repoussée.

De plus, aussitôt qu'ils eurent la nouvelle de la défection, Roussin et l'ambassadeur anglais envoyèrent des instructions à leurs consuls en Egypte pour agir sur le Pacha, lui conseillant la plus grande modération, et le menaçant de l'intervention des puissances réunies s'il profitait de la tournure des événements pour attaquer Constantinople.

Mais Ponsonby avouera qu'il ne croyait pas que Mohamed-Ali songeait à marcher sur Stamboul.

La Porte, à la nouvelle de la défection du Capitain-Pacha, s'empressa, pour le faire revenir dans le Bosphore, d'écarter ses inquiétudes au sujet de sa destitution, et lui expédia aussitôt un Hatti-shérif le confirmant dans sa dignité et dans toutes ses attributions.

Le Papin, porteur du Hatti-shérif, partit le 8 à 2 heures du matin ; il ne put atteindre la flotte ottomane que le 11 à la hauteur de Castel-Rosso (Taurus), non loin de Rhodes. Mais, dès le 6, Ahmed avait annoncé au Pacha d'Egypte son arrivée et celle de sa flotte ; il n'était guère disposé à revenir à Constantinople, n'y sentant pas, malgré toutes les promesses, sa tête solidement fixée à ses épaules. Il reçut le

Hatti-shérif avec déférence, mais n'en persista pas moins dans ses projets.

La position du Divan devenait de plus en plus délicate ; le sort, par contre, semblait favoriser Mohamed-Ali.

Les bonnes nouvelles pleuvaient à Alexandrie depuis le 4 juillet.

A cette date, arriva la nouvelle de la victoire de Nézib.

Mohamed-Ali sut réprimer son contentement, et, à l'exception du premier mouvement du triomphe, il se montra très modéré et déplora hautement tout le sang mulsuman qui venait d'être versé.

Les consuls, pour n'en pas perdre l'habitude, firent aussitôt pression sur le Pacha. On chargea le Consul de France, qui avait le plus d'influence sur lui, de lui faire des représentations pour qu'il n'exploitât pas sa victoire.

Le 8, le Pacha reçut la nouvelle de la mort de Mahmoud, il ne put cacher sa joie. Il était désormais certain d'obtenir directement du Divan ce que la haine du Sultan lui avait refusé.

Le 9 juillet arriva une corvette détachée par Ahmed, annonçant l'arrivée dans le port d'Alexandrie de la flotte turque.

N'était-ce pas le triomphe assuré ? A Constantinople on ne pourrait plus s'opposer à ses demandes.

La Porte n'avait ni flotte ni armée, et le Sultan était mort.

On comprendra donc aisément que, quand arriva à Alexandrie, le 10, Akkif-Effendi, envoyé du Divan pour négocier, le Pacha l'accueillit avec l'espoir d'obtenir la totalité de ses demandes.

A la suite des déclarations du Sultan aux puissances, de terminer le conflit pacifiquement, Hoshrow avait, le 5 juillet, expédié, alors que soi-disant il ignorait encore Nézib, Akkif-Effendi, porteur du pardon du nouveau Sultan à son vassal, et l'hérédité de l'Egypte en échange de la Syrie. Comme preuve de ses intentions, le Grand-Vizir assurait le Pacha, qui dut sourire dans sa barbe, que « la flotte qui était sur le point de partir des Dardanelles, a été retenue ».

Mohamed-Ali répondit aux offres de Hoshrew que Mahmoud avait consenti de plus larges concessions que celles-là, ajoutant à l'Egypte Saïda et Tripoli (1) ; il ne pouvait donc accepter les propositions d'Akkif-Effendi.

Néanmoins, assurant le Grand-Vizir de toute sa fidélité vis-à-vis du nouveau Sultan, il ne pouvait s'empêcher d'insister sur « la délicatesse de la situation de la Sublime-Porte » et « sur les moyens d'assurer le repos de la nation musulmane », pour de-

1. Mission Sarini.

mander à être traité « d'une manière conforme aux exigences du temps et du destin », c'est-à-dire à obtenir aujourd'hui héréditairement toutes les provinces confiées à son administration.

Il promettait, comme preuve de la loyauté de ses intentions, de faire revenir Ibrahim en deçà de l'Euphrate.

Cette réponse au Grand-Vizir est datée du 15 juillet 1839.

Entre temps (le 13) était arrivé *le Papin* venant de Constantinople, apportant aux consuls des instructions les engageant à demander au Pacha de renvoyer la flotte turque dans le Bosphore.

Le jour même, celle-ci paraissait devant Alexandrie, et le lendemain Mohamed-Ali recevait Ahmed en grande pompe, non pas en vaincu, mais en allié.

Et c'est sans doute à la suite d'une entrevue qu'ils eurent que le Pacha imagina une nouvelle conduite politique.

Ahmed lui ayant fait part de son entretien avec Lalande, Mohamed-Ali adopta l'idée, fort naturelle somme toute, de réduire le conflit existant entre lui et la Porte, à un antagonisme personnel entre Hoshrew et lui, au sujet de la politique que le Grand-Vizir avait l'intention de pratiquer.

Il avait déjà posé ses batteries quand il reçut les consuls ; Cochelet, Campbell et Laurin lui deman-

dèrent le 14 de renvoyer la flotte (1). Il leur répondit que tant que Hoshrew serait au pouvoir, il ne pourrait pas y avoir de franche réconciliation avec la Porte, car, connaissant la trahison du Grand-Vizir, il devra toujours se méfier.

S'il refusait de renvoyer la flotte, s'il la gardait, c'était non pas par hostilité vis-à-vis de Sa Hautesse, mais par rivalité avec ses ministres.

Il promit d'écrire au Sultan (2) (ce sera la lettre du 15 juillet) qu'il ne pouvait accepter les offres que lui faisait le Divan ; il demandait l'hérédité de toutes ses provinces, ainsi que le renvoi de Hoshrew : celui-ci renvoyé, il s'engageait à partir seul pour Constantinople rendre hommage à son souverain.

Mais si ces propositions n'étaient pas agréées, il ne ferait pas pour cela la guerre, il continuerait seulement à se tenir sur ses positions.

Le lendemain (le 15) les consuls revinrent à la charge, l'engageant à ne pas se rendre complice de la trahison d'Ahmed. Le Pacha leur répondit qu'Ahmed n'était pas un traître, qu'il avait refusé de se joindre à Hoshrew contre lui parce que Hoshrew méditait d'appeler les Russes et que si la flotte ottomane était renvoyée à Constantinople, elle se trouverait

1. Lettre de Campbell à Palmerston, le 16 juillet 1839.

2. Note circulaire du Pacha aux consuls confirmant les déclarations faites lors de leur entrevue.

sans doute prise par eux. Il insista au contraire pour obtenir le renvoi du Grand-Vizir comme moyen le plus sûr d'amener la paix. Il déclarait aussi qu'il refuserait de lui succéder dans ce poste, mais ne pouvait accepter de l'y voir. Il promettait de lui écrire à ce sujet et, en effet, avec la lettre au Divan, Mohamed-Ali joignit une lettre pour le Grand-Vizir, qui est une véritable déclaration de guerre à ce dernier.

Les consuls rédigèrent, à l'issue de leur démarche, un protocole ainsi conçu : « Le Pacha donne
« de nouvelles assurances d'obéissance et de dévoue-
« ment au Sultan, mais comme il le juge mal entouré
« il se trouve obligé de demander particulièrement
« l'éloignement de Hoshrew, qui a déjà fait tant de
« mal au pays ».

« En ce qui le concerne, il demande en faveur de
« sa famille l'hérédité de toutes les provinces qu'il
« possède en ce moment, et il rendra la flotte au
« Sultan aussitôt que ses propositions seront accep-
« tées ».

Pour convaincre les consuls du mauvais vouloir du Grand-Vizir à son intention, Mohamed-Ali leur adressa des notes le montrant comme l'auteur de sa disgrâce auprès de Mahmoud ; il le considère comme un danger pour l'Empire Ottoman, et en sollicitant son éloignement « des affaires, il a la conviction

« de travailler à une chose éminemment utile à la
« Nation ».

« Ce résultat une fois obtenu, Turcs et Egyptiens
« ne seront plus qu'un seul corps, ils uniront leurs
« efforts pour consolider le trône ottoman ».

Les officiers de la flotte viennent appuyer cette manière de voir en déclarant qu'avec Hoshrew « on verra l'Empire aller de mal en pis ». Ils se sont tournés vers Mohamed-Ali pour lui demander « de délivrer la nation musulmane du joug de ce ministre fatal à l'Empire ». Ahmed ne retournera à Constantinople que quand Hoshrew sera éloigné du pouvoir.

Désormais, la nouvelle politique de Mohamed-Ali consistera à mettre au premier plan ses dissentiments avec Hoshrew ; comme l'écrit Mouriez, il « rabaissa à la taille de ce personnage le grand débat qui s'agitait entre lui et son suzerain depuis de longues années ».

Ce n'est pas seulement vis-à-vis des puissances qu'il prend cette attitude, c'est aussi vis-à-vis des autres dignitaires de l'Empire Ottoman. Il adressera par Salonique aux Pachas de Roumélie et d'Anatolie des lettres circulaires leur demandant de l'aider à obtenir l'éloignement du Grand-Vizir. Il spécifiera bien, pour écarter toute méfiance à son égard, que si la flotte ottomane a cherché refuge à Alexandrie, c'est à cause de Hoshrew, mais que « les deux escadres réunies et confondues croisent et manœuvrent

devant les passes du port », et que « elles appartiennent toutes les deux à Sa Hautesse ».

Il déclarera aussi aux consuls qu'il est prêt à appliquer à l'Egypte le Code civil en partie, mais il voulait d'abord être assuré de la chute de Hoshrew.

Au Sérail même, il intriguera auprès de la Sultane mère et du cheick-el-Islam.

Son ambition sur l'Egypte et la Syrie aurait-elle passé au second plan et se serait-elle réduite tout à coup à la taille d'une intrigue de cour, ou n'était-ce qu'une manœuvre de la part du Pacha d'Egypte ?

Nous croirions volontiers qu'il n'y avait là qu'un moyen d'écarter d'abord les puissances du règlement de la question d'Orient, et de faciliter favorablement ensuite les négociations directes avec le Divan.

Dans la lutte entre le Sultan et son vassal, une question de principe et d'autorité était en jeu.

Les puissances pouvaient intervenir quand Mohamed-Ali prétendait entamer la souveraineté du Sultan et la partager avec lui sur la moitié des provinces de l'Empire Ottoman. Elles lui avaient d'ailleurs fait comprendre à plusieurs reprises qu'elles n'assisteraient pas indifférentes à son action.

Substituant au Sultan et à son autorité souveraine un ministre et sa politique, la question changeait d'aspect et réduisait l'immense question de principe à une simple question de personne, où les grandes puissances n'avaient pas à s'immiscer.

Ahmed avait donné l'exemple, soumis au Sultan il avait refusé de reconnaître l'autorité du Grand-Vizir et il avait passé avec sa flotte, non pas au service d'une autre nation, mais d'un autre parti politique, qui avait la même haine que lui pour Hoshrew.

En adoptant la même attitude, Mohamed-Ali réduisait le conflit, mais ne renonçait pas à la satisfaction de ses ambitions. Au contraire, il espérait parvenir à ses fins plus aisément.

L'autorité souveraine n'étant pas en jeu, les puissances se trouveraient écartées, n'ayant aucune part d'action à prendre dans une compétition pour le grand-vizirat ; Mohamed-Ali pouvait librement renverser Hoshrew du pouvoir, y faire accéder ensuite un homme dévoué à sa cause, et obtenir alors, en traitant de gré à gré avec le Divan, tous ses desiderata.

Cette politique par sa simplicité eut pu fort bien réussir, mais les puissances étaient déjà engagées trop avant dans la question égyptienne ; des intérêts personnels étaient en jeu, et malgré l'habileté de la manœuvre, certains ne se laisseraient pas mettre hors de cause. Aussi ne laisseront-elles pas dévier la question, et elles refuseront de la porter sur un terrain de politique intérieure pour la maintenir sur de terrain international.

Le seul reproche que nous puissions faire à

Mohamed-Ali c'est d'avoir trop compté sur une intrigue politique au lieu de se fier à ses armes. S'il avait à ce moment-là menacé directement Constantinople, sans toutefois s'en rapprocher par trop, il aurait pu y imposer sa volonté et obtenir la pleine satisfaction de ses ambitions. Les puissances surprises par Nézib ne seraient intervenues que trop tard, et se seraient trouvées devant le fait accompli.

Dans certains cas, trop d'intrigue nuit, et l'action reste la seule solution réellement efficace ; c'est pour ne pas l'avoir compris, pour n'avoir pas voulu effrayer les grandes puissances, par modération et par fidélité à la parole donnée à la France que Mohamed-Ali se refusera à une action pour laquelle tous les atouts étaient entre ses mains.

Après Nézib, la politique de la Porte se trouva un peu désorientée ; elle attendit d'abord le retour de Akkif et les résultats de cette première démarche.

Akkif revint à Constantinople vers le 21 juillet ; le Divan se réunit à plusieurs reprises pour discuter les nouvelles offres à faire à Mohamed-Ali. Il fallait agir vite afin d'éviter d'avoir à laisser les puissances pénétrer dans les Dardanelles. Le Divan n'était pas partisan d'une intervention européenne ; il craignait plus la Russie que le Pacha d'Egypte, aussi se hâtait-il de délibérer, car Ibrahim pouvait paraître d'un moment à l'autre. On ne pouvait croire que réellement il eut reçu de son père l'ordre de s'arrêter, et

que, comme la première fois, il passerait le Taurus. On l'attendait.

Ponsonby s'inquiétait de voir que les ministres semblaient décidés à se passer des puissances et à négocier directement avec le Pacha (1). Par crainte du Tzar, le 20 juin, il chercha à faire pression sur Hoshrew, l'assurant que les puissances ne permettraient aucun acte contraire à l'intérêt général, autrement dit à laisser les Russes se poster dans le Bosphore.

Hoshrew répondit que quand Ibrahim serait menaçant à Scutari, on aurait recours aux conseils des grandes puissances ; qu'on ne céderait pas un pouce de terrain sans les consulter. Mais que, pour l'instant, les détroits resteraient fermés. Il n'en comptait pas moins sur l'Angleterre pour obtenir la restitution de la flotte.

Ponsonby était réellement inquiet, mais il exagéra son inquiétude pour effrayer Palmerston, et l'enjoindre à agir énergiquement. Il paraît croire à la menace d'une attaque de la flotte turco-égyptienne sur les Dardanelles et craindre de voir le Gouvernement ottoman tomber aux mains de Mohamed-Ali (2).

Le 22 juillet, Pisani, premier drogman de l'am-

1. Lettre du 17 juillet, Ponsonby à Beauvale, au sujet des Dardanelles.

2. Lettre à Palmerston, le 21 juillet.

bassade britannique, fut mis au courant des offres que la Porte se proposait de faire au Pacha.

Le Divan paraissait prêt à accorder l'Egypte héréditairement et de donner la Syrie à Ibrahim ; cette province devant faire retour au Sultan quand Ibrahim succéderait en Egypte à son père.

En réalité, la Porte était disposée à faire plus, mais elle ne croyait pas nécessaire d'en faire part aux ambassadeurs. Déjà Pousonby était fort mécontent (1) des concessions qu'elle se montrait prête à faire ; il sentait lui échapper la partie qu'il avait provoquée et qu'il avait espéré gagner ; son but ne sera plus atteint : la Russie bénéficiant toujours du traité d'Unkiar-Kelessi, et l'Egypte n'étant pas diminuée en puissance.

Le 26, Saïd Effendi, ministre de la Justice, se tient prêt à porter à Alexandrie les offres du Divan. Pousonby était convaincu que Mohamed-Ali pour rentrer en faveur les accepterait et qu'une fois bien en place, il obtiendrait l'hérédité de la Syrie spontanément, et les puissances n'auront rien à y redire.

« Je considère, écrit-il, l'Empire Ottoman livré à Mohamed-Ali. »

Le 22, le Divan délibérait une dernière fois avant le départ de Saïd, et Mohamed-Ali obtenait avec l'Egypte la Syrie à perpétuité, moins le district

1. A Palmerston, lettre du 26 juillet.

d'Adana et les quatre Villes Saintes de Damas, Jérusalem, Mecque et Médine. Il devrait payer à la Porte en échange un tribut annuel de 30 millions de piastres. Pendant la délibération on vint annoncer que les cinq drogmans des grandes puissances demandaient à communiquer une note aux ministres de Sa Hautesse.

La note était rédigée dans les termes suivants :
« Les cinq ambassadeurs soussignés, conformément
« aux instructions de leurs cours respectives, se
« félicitent d'avoir à annoncer aux ministres de la
« Sublime-Porte que l'accord des cinq puissances
« touchant la question orientale est certain, et ils
« prient la Sublime-Porte, en attendant les fruits de
« leurs dispositions bienveillantes de ne décider
« absolument rien sur la susdite question d'une
« manière définitive sans leurs concours ».

Les ministres ottomans ne purent qu'accueillir cette intervention avec satisfaction. Les puissances prenaient le règlement de la question égyptienne à leur compte et ne demandaient pas pour cela l'ouverture des détroits. C'était, de plus, un prétexte tout trouvé pour donner au Pacha d'Égypte une réponse qui ne pouvait le mécontenter ne venant pas du fait du Divan. Ils allaient pouvoir recourir à nouveau à la politique dilatoire chère à l'Orient et surseoir à toute décision.

Hoshrew écrivit immédiatement (le 31) au Pacha

d’Egypte une lettre d’autant plus cruelle qu’elle montrait à ce dernier combien près il avait été d’obtenir satisfaction, et qu’il n’avait à s’en prendre qu’aux puissances du retard apporté à la solution du litige.

Il le mit au fait du départ projeté de Saïd-Effendi, qui devait être porteur des offres qui l’auraient satisfait, lui expliquait qu’Akkif n’avait pas eu à négocier avec lui sur la Syrie, qu’il n’avait été porteur que du pardon du Sultan, pardon manifesté sous forme de l’hérédité de l’Egypte, mais que, pour la Syrie, il avait été de l’intention de la Porte de s’entendre à ce sujet.

Or, au dernier moment, les puissances s’étaient offertes en médiatrices, et, bien que dans une affaire entre vassal et suzerain, cette médiation « est une chose assez peu convenable », son refus « contraire aux usages européens serait offensant pour elles et pourrait attirer des embarras et du trouble à la nation musulmane » ; le Divan n’avait donc pas jugé à propos de repousser la demande imprévue des ambassadeurs ; que d’ailleurs à la suite « de l’obtention de votre grâce et des projets d’union qui s’effectuent »... « l’intervention ou la non intervention des puissances dans l’arrangement de l’affaire n’est d’aucune importance ». Par suite, Saïd-Effendi ne quitterait plus Constantinople, et Muffiz-bey, le chargé d’affaires du Pacha, retournera seul en Egypte,

mettre son maître au courant des événements.

Que s'était-il passé le 27 qui avait pu amener une action si brusquée dans l'attitude des ambassadeurs, action qui devait combler Ponsonby de joie ? La note du 27 juillet, en effet, arrêtait brusquement la suite logique des événements et changera la situation de Mohamed-Ali, de si brillante, à la position médiocre que lui réservera la conférence de Londres.

C'est ici où on voit combien Ibrahim eut tort de ne pas paraître à quelques kilomètres de Stamboul ; eût été un argument assez convaincant pour empêcher les ministres ottomans de tenir compte de l'intervention des puissances.

La note du 27 juillet était l'œuvre du Chancelier d'Autriche. Metternich, de suite, après Nézib, sentit que le bel échafaudage qu'il était parvenu à bâtir allait s'effondrer. Il avait obtenu de la Russie et de l'Angleterre une entente sur les moyens de régler la question d'Orient. L'une avait consenti à discuter la question, et l'autre avait accepté l'intervention de la première sur les côtes de Syrie. La France elle-même acceptait volontiers ces moyens d'action, si elle divergeait d'opinion quant à la solution à donner au problème oriental.

Par ces négociations allait se trouver annulé le traité d'Unkiar-Kelessi, que Metternich même n'avait pas vu sans quelque déplaisir par la prépondérance qu'il donnait à la Russie, mais surtout en raison de

l'inquiétude que lui causait la suspicion de l'Angleterre et de la France à l'égard du Tzar. Suspicion qu'il n'était pas de sa politique de partager, et qu'il avait voulu endormir chez les autres puissances par crainte d'une guerre.

Nézib venait détruire ce bel édifice, et amenait Mohamed-Ali à Constantinople. Et alors deux solutions fâcheuses se présentaient : ou celui-ci allait se trouver en face de la Russie, seul à seul, et c'était un conflit européen imminent, amené par une intervention franco-anglaise ; ou bien la Russie le laisserait négocier directement avec la Porte, la conférence devenait inutile, et le traité d'Unkiar-Kelessi resterait intact.

Pour sauver les choses, il fallait agir rapidement et mettre le Pacha en face d'une intervention collective qui lie les puissances entre elles et arrête son action.

Il envoya donc immédiatement à l'internonce l'ordre de communiquer au Divan une note mettant le règlement de la question orientale entre les mains de cinq grandes puissances. Les termes devaient en être approuvés par les autres ambassadeurs. Ceux-ci avaient reçu le même jour des instructions à ce sujet de leurs collègues de Vienne. Que Ponsonby et Beauvale fussent d'accord avec Metternich et la Prusse pour signer cette note, la chose était naturelle ; elle répondait à leurs vues politiques. Mais

que la France et la Russie y aient acquiescé, cela paraît extraordinaire. La France avait toujours professé une politique d'entente directe entre les belligérants, entente qui écartait le danger d'une intervention étrangère par la solution même du litige. De plus, en suspendant la conclusion de l'accord, elle prenait position contre le Pacha au lieu de lui être favorable. Mais Saint-Aulaire et Roussin n'envisageaient sans doute pas la question sous cet aspect ; peut-être Saint-Aulaire espérait-il, influencé par Metternich, qu'une note collective amènerait une entente collective sur le règlement définitif de la question d'Egypte et l'abolition d'Unkiar-Kelessi. Quant à Roussin, il ne craignait pas, nous l'avons vu, de se poser en champion de la Porte sans aucun égard pour le Pacha. Il signa donc la note du 27 juillet.

On comprend moins encore pour la Russie, à qui cette note faisait perdre le bénéfice de sa position de protectrice unique. Boutenieff hésita il est vrai à donner sa signature, sans instruction de Saint-Petersbourg, il ne le fit que sur les instances personnelles de Metternich, qui se portait fort pour ainsi dire de l'acquiescement du Tzar. En réalité, celui-ci n'aurait pas vu d'un mauvais œil non plus une entente directe entre la Porte et le Pacha. Entente qui permettrait de laisser intact le prestige du traité d'Unkiar. Son intérêt dans la question syrienne était nul, et il n'aurait pas été mécontent d'un nouvel affai-

blissement du Sultan (1). Metternich ne faisait, somme toute, que le jeu de l'Angleterre, par peur d'un conflit et sans autre intérêt direct.

Les instructions de Vienne parvinrent à Constantinople le 27 au matin ; le 27 au soir les ambassadeurs communiquèrent la note à la Porte, et Ponsonby se réjouissait de cette promptitude qui écartait de nouvelles complications (2).

Le Grand-Vizir demanda seulement que les consuls d'Alexandrie eussent communication de la note par leurs ambassadeurs en même temps que Mohamed-Ali ; il craignait que celui-ci, doutant de la véracité de la démarche des puissances, ne lançât Ibrahim sur Scutari d'Asie.

Roussin, toujours zélé, aurait voulu en même temps donner aux consuls d'Alexandrie des instructions pour négocier la restitution de la flotte. Sturmer n'y voyait pas d'inconvénient, c'était une suite assez naturelle à la nouvelle politique des puissances. Ce fut Ponsonby qui évita à Roussin de mécontenter une fois de plus le Pacha contre la France ; il déclara qu'il refusait d'entrer en négociations avec Mohamed-Ali, n'étant pas accrédité auprès de lui et n'ayant pas d'instructions à ce sujet.

Le prétexte était plutôt étrange, mais ce n'était qu'un prétexte. Ponsonby craignait toujours, en

1. Lettre de Claricade à Palmerston, 27 juillet 1839.

2. Lettre à Palmerston, 29 juillet 1839.

réalité, que la flotte gagnée au Pacha par un long séjour à Alexandrie, ne procédât dès son retour à un changement de gouvernement mettant en place, des hommes favorables à Mohamed-Ali, qui satisferaient à ses demandes. La peur de Ponsonby devient presque malade. Il ne veut recevoir la flotte à Constantinople, avoue-t-il à Stopford, qu'après s'être assuré de ses sentiments.

En fait, les agents anglais n'étaient pas tranquilles sur les suites de leur politique ; Beauvale à Vienne était peu certain que les ministres ottomans renoncassent à traiter avec Mohamed-Ali. La note du 27 juillet pouvait les tranquilliser du côté de l'Egypte, mais elle ne les rassurait nullement quand au danger pouvant venir de l'intervention même des puissances et de leur entrée dans les Dardanelles. Et nous avons vu que cette crainte était justifiée.

Aussi le 30, Beauvale s'empressa-t-il de communiquer à Ponsonby la déclaration qu'il venait de faire peu de jours avant (le 27) à Metternich (1), où il s'engageait, au nom du Cabinet de Londres, à maintenir et respecter l'indépendance et l'intégrité de l'Empire Ottoman. Il y joignait la réponse du Chancelier, montrant l'accord des deux gouvernements sur ce point.

La France avait déjà communiqué le 23 au

1. Sur des instructions du 13 juillet de Londres, en réponse à la proposition du Chancelier, du 28 juin.

Cabinet de Londres les propositions de Soult de garantir par un écrit l'intégrité de l'Empire Ottoman.

Les nouvelles reçues le 1^{er} août de Constantinople ne furent pas pour tranquilliser Beauvau, elles faisaient craindre que la Porte ne ferait de communication aux puissances qu'après la conclusion de la paix avec Mohamed-Ali, et qu'elle aurait l'intention de remplacer les ambassadeurs auprès des grandes puissances par des chargés d'affaires.

Allant plus loin que Metternich, il proposa aux ambassadeurs des puissances à Vienne de compléter la note du 27 juillet, en se basant sur les déclarations de Londres et de Paris, par une nouvelle note dans laquelle les puissances reconnaîtraient collectivement l'intégrité de l'Empire Ottoman de manière absolue, et tiendraient pour non avenue toute convention en général qui ne respecterait pas ce principe et, par suite, la convention que pourraient conclure directement entre eux la Porte et le Pacha.

Il rédigea en ces termes le texte du projet : « Les
« ... puissances regardant l'intégrité de l'Empire Otto-
« man comme un élément dans l'équilibre des puis-
« sances en Europe, et comme une condition à l'état
« de paix qu'elles sont résolues à maintenir, considé-
« reront tout attentat contre cette intégrité comme
« un acte hostile contre elles ».

En conséquence, se basant sur ce principe et con-

sidérant la négociation entre la Porte et Mohamed-Ali comme ayant été imposée par la nécessité et hors de son contrôle, les... puissances sont résolues à ne prendre les résultats de cette négociation (quels qu'ils soient) en considération que conformément aux principes établis plus haut, et ne leur donneront aucune valeur au delà de ce qui ne serait pas conforme aux vues des puissances et pour l'obtention « desquelles elles emploieront tous leurs efforts ».

Palmerston (1) approuvait les termes de cette note ; Saint Aulaire était prêt à la signer comme conforme aux instructions de Soult du 17 juillet, mais Metternich déclarait ne pouvoir le faire que si la Russie y adhéraît ; le Chancelier avait déjà agi imprudemment avec le Tzar quand il s'était porté fort de son acceptation au sujet de la note du 27 juillet qui arrêtaît des négociations directes qu'il n'aurait pas déplu à la Russie de voir réussir (2) ; s'il s'associait à une déclaration d'intégrité de l'Empire Ottoman, il paraîtrait marquer de la méfiance à l'égard de la Russie et prendre le contrepied de la politique de cette dernière dans les provinces balkaniques du Sultan.

1. Lettre du 15 août à Beauvale.

2. Note du 15 juillet de Nesselrode à Kissilef destinée à Palmerston. La Russie adhéraît à une discussion commune sur la question turco-égyptienne, mais elle refusait de mettre le Sultan et le Pacha sur le même pied ; elle acceptait pourtant d'avance ce que le Sultan accepterait et ce qui résulterait des négociations avec le Pacha.

Le projet de Beauvale n'eut donc pas de suites. D'ailleurs il eût été inutile, la note du 27 juillet ayant produit plein effet ; mais il est la première manifestation de la part de l'Angleterre d'une politique qui ne déviara plus ; toutes ses forces tendront à éviter une entente directe entre le sultan et le Pacha.

La Russie n'aurait jamais accepté de faire une déclaration d'intégrité : l'ambassadeur russe à Berlin nous donne des précisions à ce sujet ; il déclare en effet que si la Russie pourrait consentir à garantir l'indépendance de la Porte, elle n'accepterait pas à se lier à une garantie d'intégrité pouvant l'obliger à intervenir à un moment qui, peut-être, ne lui conviendrait pas. Avec le traité d'Unkiar-Kelessi, elle était juge du *casus federis*.

La demande que M. de Barante, porteur des propositions du 17 juillet, tentera auprès de Nesselrode le 3 août, n'aura donc aucune chance de réussite (lettre de Claricade du 10 août), d'autant plus qu'il déclarait à Nesselrode qu'au cas où la Porte ferait appel à une grande puissance, la France et l'Angleterre avaient l'intention d'exiger l'ouverture des détroits.

On serait mal venu, après cette nouvelle déclaration de la France, d'accuser celle-ci de s'être dérobée et d'avoir refusé d'envoyer des vaisseaux à Constantinople en cas de besoin.

Bien au contraire, on peut plutôt faire grief au

cabinet de Saint-James de ne pas avoir soutenu la France comme il l'aurait dû.

Quand Saint-Aulaire communiqua à Metternich les instructions du 17 juillet et lui fit part de l'intention de Soult et de Palmerston d'agir dans les Dardanelles, l'ambassadeur de France avait compté sur l'appui de Beauvale. Cet appui lui ayant fait défaut, il se trouva, de l'aveu même de ce dernier (1), en fausse posture vis-à-vis du Chancelier, qui déclara naturellement ne pouvoir approuver une action en ce sens.

Et le Chancelier d'écrire plus tard, au sujet de la démarche de Barante (2) : « A Paris, on ne voit que soi, et l'on oublie que par là on excite à en user de même à l'égard de la France, ceux avec qui l'on entend entrer en affaires ».

Loin de trouver la politique de Soult timorée, il charge son ambassadeur à Paris à « engager le maréchal à un peu moins sabrer là où il faut marcher vers un but que personne ne peut atteindre par ses seuls efforts ».

Metternich devait s'efforcer désormais à écarter la question russe de la question égyptienne, afin que celle-ci ne mette pas le feu à la première, comme une allumette à des produits inflammables. Il blâ-

1. Lettre de Beauvale à Palmerston 30 juillet.

2. Lettre à Apponyi, le 7 août.

mera la France de voir le danger du côté de la mer Noire, se rapprochant ainsi de l'Angleterre, qui, elle, ne voyait que le Pacha. Il écrira : « Qu'a de commun l'affaire des « Dardanelles avec le différend entre la Porte et Mohamed-Ali ? Pour Dieu, qu'on la laisse à l'écart, où elle se trouve tout naturellement ».

C'est, en effet, pour n'avoir pas consenti à dissocier les deux questions, et pour avoir voulu n'estimer la position de Mohamed-Ali qu'équitablement que la France allait bientôt se trouver isolée et écartée du concert européen.

Si les conséquences de Nézib et de la mort du Sultan (1) furent l'occasion pour la Porte et le Pacha d'un changement de politique, et pour Vienne celle de négociations périlleuses, pour Paris et Londres au contraire ces événements ne devaient, en apparence, amener aucun changement de directive.

La nouvelle de Nézib, partie le 6 d'Alexandrie, parvint d'abord à Vienne le 17 juillet, ensuite à Paris et Londres les 22 et 25.

Pour Palmerston, Nézib ne changeait en rien la manière d'envisager la question égyptienne. Il avait déjà déclaré qu'elle ne se résoudrait pas en Syrie, mais par les soins du concert européen. Mohamed-Ali doit donc toujours évacuer la Syrie pour garantir la

1. Dont la nouvelle parvint avec celle de la défection de la flotte, le 25 juillet, à Paris.

Porte de tout danger futur, après Nézib il ne peut prétendre à plus qu'avant « au contraire, parce que « la bataille s'est livrée à l'encontre des remontrances « et des avertissements des cinq puissances. Son armée a été l'assaillante et le lieu de l'action situé au « delà de la frontière syrienne » (1).

Soult est également d'avis que Nézib ne pourra rien donner en plus au Pacha que ce qu'il est en droit de réclamer, tout accord conclu avec la Porte sous la pression de la peur sera considéré comme nul et non avenu. Le 26 juillet, il écrivait dans ce sens à Saint-Aulaire à Vienne pour rallier Metternich à son point de vue. Du même jour, étaient datées des instructions similaires que Bourqueney devait transmettre à Palmerston, seulement le point de vue du Cabinet de Paris n'était pas identique à celui de Londres.

Ce dernier veut tout enlever au Pacha malgré sa victoire, alors que le premier ne veut pour cette victoire lui accorder rien de plus qu'auparavant : Soult écrivait : « La rapidité avec laquelle marchent les événements peut sans doute faire craindre que la crise ne se dénoue d'un moment à l'autre par quelque

1. Lettre à Beauvau du 26 juillet 1839.

Les rapports des consuls de Syrie des 4 et 10 octobre, 28 mai, et la lettre du 4 juin (arrivée à Londres le 5 juillet) annonçant l'occupation d'Ourout auraient dû mieux éclairer la religion de Lord Palmerston.

arrangement dans lequel les puissances européennes n'auront pas le temps d'intervenir et où par conséquent les intérêts essentiels de la politique générale ne seront pas pris en considération suffisante ».

Il faut continuer à « subordonner à un concert aussi intime et aussi soutenu que possible entre les Cabinets l'action que chacun d'eux est en mesure d'exercer dans la question d'Orient. Pour l'Angleterre comme pour la France et pour l'Autriche aussi... le principal et véritable objet de ce concert, c'est de contenir la Russie et de l'habituer à traiter en commun les affaires orientales ».

Soult estime que, tout en conseillant la plus grande modération au Vice-roi, il ne faudra pas blesser son orgueil... « Il y aurait certainement de l'affectation à paraître croire qu'après les succès que vient de lui procurer la folle conduite de la Porte, il n'a rien à attendre de plus que ce qu'il était en droit de demander auparavant ». S'il voit qu'il ne peut compter sur l'équité des puissances, il se révoltera et risquera d'amener des complications désastreuses.

Il fallait laisser aux négociateurs avec le Pacha une certaine latitude, tout en fixant une limite (1).

Palmerston eut connaissance de cette note le 29 juillet, en même temps que d'une lettre où Granville lui rapportait une conversation avec Soult, dans

1. Lettre de Granville du 2 août.

laquelle celui-ci lui déclarait simplement que Nézib ne modifiait en rien les intentions de la France.

Le ministre anglais fit, le 30 juillet, une double réponse tant à la conversation qu'à la note de Bourqueney.

A propos de la première, il écrivit. « Le Gouvernement de Sa Majesté se réjouit sincèrement de l'identité complète d'opinion entre la France et l'Angleterre sur les points les plus importants, et il apprécie d'autant plus cette identité qu'elle est spontanée ». Et il promettait d'envoyer des instructions à Vienne dans le même sens. Ce qu'il avait d'ailleurs déjà fait depuis le 26 du mois.

Quant à la note de Bourqueney, il y répondait en spécifiant à Granville, dans une deuxième lettre, son point de vue absolutiste au sujet de Nézib.

Comme on le voit, la politique française était toujours aussi éloignée de la politique anglaise qu'auparavant. Plus même peut-être, car la victoire de Mohamed-Ali étant un argument en sa faveur la divergence d'opinion n'en sera qu'accrue.

Les deux lettres de Palmerston d'ailleurs pouvaient prêter à équivoque, et le Gouvernement français aurait pu croire et compter sur une identité de vues aussi énergiquement affirmée dans la première.

Palmerston n'était donc pas prêt à changer de politique. Il avait reçu ce jour même, le 30, une

lettre de Claricade du 18 juillet (1) en réponse aux instructions données à l'ambassadeur anglais à Saint-Petersbourg le 9 juillet, et où Palmerston proposait le retour immédiat de la Syrie à la Porte en échange de l'hérédité de l'Égypte pour Mohamed-Ali puisque la solution anglaise concordait avec les concessions librement consenties par le Sultan.

Le Gouvernement russe déclarait se rallier à cette solution, bien qu'il doutât de l'acquiescement de Mohamed-Ali et de la France à ce projet. Mais il l'acceptait d'avance comme étant la proposition la plus favorable au Sultan.

Devant des dispositions si semblables aux siennes, le ministre anglais ne pouvait que persévérer dans sa ligne de conduite.

Aussi le même jour (30) Palmerston écrivait à Claricade pour l'assurer que Nézib ne changeait rien à ses dispositions et à la nécessité d'enlever la Syrie au Pacha.

Palmerston à cette date est au courant des faits qui se sont passés en Syrie depuis le 24 juin. Le 27, il a reçu par Campbell la nouvelle de Nézib et de l'arrivée de Caillé; il sait aussi que Flotz n'a pu de son côté accomplir sa mission.

Le 31, il recevra de Werry des rapports fort détaillés sur les mêmes événements.

1. En confirmation de la note de Kissilef du 15 juillet.

La seule excuse que ne pourra pas invoquer le ministre anglais sera son ignorance des faits.

Campbell était favorable à Mohamed-Ali, mais son influence ne pouvait contrebalancer celle de Pousonby. Le 13 juillet, il adressait à Palmerston une lettre (1) qui, venant d'un agent britannique, ne peut être suspecte de partialité ; il y réfutait les prétentions de la Porte au sujet des griefs que celle-ci invoquait contre le Pacha d'Égypte, et qu'elle avait communiqués à Pousonby, pour justifier son agression.

Campbell montrait que le Sultan, en accumulant des hommes en Syrie, faisait le jeu de la Russie, puisqu'il dégarnissait les autres frontières. Quant à Mohamed-Ali, il n'aurait jamais attaqué, ainsi qu'il l'a prouvé, sachant bien qu'il verrait se dresser contre lui les puissances européennes.

Ses armements étaient purement défensifs ; n'ayant à compter que sur lui-même, en cas d'attaque, il devait par simple mesure de prudence ne pas se laisser prendre au dépourvu. Ces mesures absorbant d'énormes sommes d'argent, la Porte aurait dû, au contraire, s'en réjouir comme affaiblissant son adversaire.

Quant aux populations syriennes, il est faux de dire qu'elles ne peuvent supporter le joug du Pacha : les

1. Reçue le 31 juillet 1839.

chrétiens ne craignent qu'une chose, voir revenir les Turcs ; quant aux musulmans, s'ils sont hostiles au Pacha, c'est qu'il veut les réduire à l'obéissance, rétablir l'ordre et leur imposer des mesures de conscription militaire.

Le 11, Campbell avait déjà écrit annonçant l'arrivée à Alexandrie d'Ahmed-Fewzi, qui, fuyant l'autorité de Hoshrew, fut reçu en ami par Mohamed-Ali. Akkif-Effendi aussi était arrivé porteur du pardon du Pacha et prêt à négocier avec lui. Le consul anglais espérait que les négociations directes pourraient aboutir ainsi que le désirait le Pacha.

Malgré tout cela, Palmerston ne devait pas se laisser persuader ; plus que jamais il est convaincu, après comme avant Nézib et quelle que fût la modération et la politique de Mohamed-Ali, que la seule solution possible était le retour de la Syrie à l'autorité du Sultan.

Après avoir fait affirmer par ses ambassadeurs dans les diverses cours que la victoire de Mohamed-Ali n'était pas un argument devant changer la solution du conflit, Palmerston reprenait l'étude des moyens d'action contre le Pacha, le seul de qui il voulait s'occuper.

Le 1^{er} août, il écrivait à Beauvale pour sonder Metternich sur les mesures coercitives à prendre, et sur ses dispositions à l'égard du Pacha ainsi qu'il l'avait promis à Soult.

Il croit que Mohamed-Ali cédera à la seule pression morale des cinq grandes puissances unies ; mesurant ses chances de lutter contre elles, il renoncera de lui-même à la Syrie et à l'Arabie. En effet, les puissances pourront lui couper ses communications avec la Syrie, saisir tout son commerce, et bloquer Alexandrie par délégation du droit souverain du Sultan.

Une armée turque pourra débarquer en Egypte avec l'aide des flottes, et une autre attaquer Ibrahim coupé de l'Egypte.

Réfléchissant aux conséquences ruineuses de sa résistance, Mohamed-Ali y renoncera.

En même temps, il écrivait à Ponsonby d'agir d'accord avec l'Autriche, Vienne et Londres ayant même identité de vues. Comptant toujours sur des négociations à Vienne, il lui annonce des instructions de Beauvau au sujet du règlement à intervenir.

Soult, poursuivant la ligne de conduite qu'il s'était tracée, envoyait à Mohamed-Ali des conseils de modération, car, disait-il, les grandes puissances ayant intérêt au maintien de l'intégrité de l'Empire Ottoman, se devaient d'intervenir dans le règlement de la question égyptienne.

Comme preuve de cet intérêt, il lui communiquait les propositions des Cabinets de Paris, Londres et Vienne, d'affirmer l'intégrité de l'Empire. Cette note fut portée à la connaissance de Palmerston le 27 juillet. —

Le 7 août, Soult adressait des instructions à Roussin pour que celui-ci rassurât la Porte sur les intentions des puissances qui, considérant que Nézib ne modifiait en rien la situation du Pacha, n'approuvaient pas ses exigences. La Porte ferait bien de demander d'abord conseil aux puissances avant de traiter avec lui. D'ailleurs, Ibrahim s'immobilisant, elle n'avait aucune raison d'agir avec précipitation. La note des ambassadeurs du 27 juillet avait donc prévenu les désirs du ministre français.

Comme Ponsonby et Metternich, Soult voudrait éviter que le Sultan n'engageât avec son vassal des négociations qu'il craint suggérées par la Russie.

Le moins qu'on puisse dire, c'est que le Cabinet des Tuileries a suivi une politique indécise, tantôt désirant voir la question orientale discutée en concert européen, tantôt au contraire désirant voir les parties négocier directement entre elles. C'est un peu pour n'avoir pas su fixer son choix que la France se trouvera séparée de l'Angleterre et de Vienne, champions du concert européen, et de la Russie, partisan d'une entente directe.

L'Angleterre, reléguant au second plan le danger russe, ne songeait qu'à abattre la puissance du Pacha. Le concert européen perdait pour elle, peu à peu la signification d'une mesure contre la Russie pour ne viser que Mohamed-Ali. Elle sut ainsi non seulement rallier cette dernière puissance à sa poli-

tique vis-à-vis du Pacha, mais aussi l'amener, en ne heurtant pas son orgueil, à abdiquer la situation privilégiée qu'elle détenait dans le Bosphore.

Grâce à Palmerston, le vrai bénéficiaire de la crise orientale sera l'Angleterre ; il laissera à la France l'arme diplomatique, préférant user d'arguments plus positifs. Le 5 août on apprenait que la flotte turque s'était réfugiée à Alexandrie, et que Mohamed-Ali en subordonnait le renvoi au renvoi de Hoshrew.

Ce jour même Palmerston informait le gouvernement français des instructions données aux Lords de l'amirauté, pour obtenir du Pacha la restitution des vaisseaux turcs.

L'escadre anglaise devait se rendre à Alexandrie et réclamer la flotte du Sultan. Les marins qui ne voudraient pas retourner dans le Bosphore seraient libres de débarquer.

En cas de refus du Pacha, elle devait interdire l'entrée du port aux navires égyptiens, s'en saisir, et, changeant les équipages, les envoyer à Constantinople.

Stopford pourrait même s'emparer des navires de commerce ; seuls les neutres seront respectés (c'était encore le bon vieux temps).

Les amiraux avaient faculté d'user de tous moyens de pression qu'ils jugeraient utiles, et toute latitude de prendre des mesures autres que celles préconisées.

Pressé d'agir là où il y avait urgence, Palmerston, sans attendre la réponse de Paris, envoya les ordres à Stopford, par messenger, qui devait, au cas où le Gouvernement français n'aurait pas approuvé les instructions données, s'arrêter à Paris jusqu'à ce qu'un accord s'établisse.

L'amiral Dupré était d'avis que la flotte anglo-française ne quitte pas les Dardanelles, surveillant ainsi d'un côté la flotte égyptienne et prévenant une attaque de sa part contre les détroits, et de l'autre côté se tenant prête à rentrer dans le Bosphore avec les Russes, qui y paraîtraient sûrement si elle s'éloignait

Soult répondit à Palmerston qu'il ne pouvait acquiescer à ses propositions, qu'il trouvait beaucoup trop rigoureuses et parfaitement capables de remettre l'Orient à feu et à sang ; on venait d'avoir connaissance de la réussite de la mission Caillé et de l'arrêt d'Ibrahim à Marash, une menace des escadres le remettrait en marche vers Malatia et Koniah.

Le 6 août, Palmerston reçut les mêmes nouvelles, Campbell lui en faisant part continuait à se montrer favorable au Pacha. Reconnaisant ses mérites, voyant en lui la seule force vive de l'Empire Ottoman, le seul réformateur sincère, il désirait ardemment voir Palmerston se concilier sur cette question orientale. Il était convaincu que Mohamed-Ali n'aspirait à aucun agrandissement territorial ou de puis-

sance, mais seulement au maintien sous son autorité et celle des siens de ses possessions actuelles. Campbell ajoutait que la flotte turque était au pouvoir de ses officiers.

Comme réponse, Palmerston renouvela ses instructions à Stopford le 7 l'engageant à débarrasser les équipages turcs mais à éviter, autant que possible, une action navale, car il veut conserver au Sultan la flotte turco-égyptienne ; il nous paraît voir là surtout un ordre de ménager les forces britanniques ; Palmerston a peur, s'il est affaibli sur mer, de voir la France faire prévaloir sa volonté. Donc si la flotte turque est hors d'Alexandrie, Stopford l'empêchera d'y retourner ; et si elle n'est pas en possession du Pacha, il n'aura pas à engager les hostilités contre celui-ci.

Lord Palmerston insiste surtout sur ce dernier point, et là paraît la différence avec les instructions du 5 août qui préconisaient toutes mesures possibles, même les plus sévères.

Granville assurait à Palmerston que le Gouvernement français ne pouvait pas, de toutes les façons agir autrement qu'il ne le faisait, même s'il l'eût désiré. L'opinion publique était, en France, de plus en plus favorable au Pacha. La gloire des armes après Nézib, son attitude courageuse vis-à-vis des menées des puissances, lui avaient gagné de nombreux admirateurs et partisans. On n'ignorait pas

non plus la haine du Cabinet de Londres pour lui (1), et c'était une raison de plus pour le soutenir.

Le Gouvernement serait tombé à la première menace contre Mohamed-Ali.

Quant aux mesures préconisées, Bourqueney, le 6 août, était instruit de répondre au Gouvernement anglais qu'en dehors de l'inconvénient qu'il y aurait à irriter le Pacha, des mesures aussi radicales épuiserait d'un seul coup, pour une question secondaire, toute l'action coercitive des puissances. De plus, le Gouvernement anglais, dans une pareille action que la destruction de la flotte égyptienne, paraîtrait considérer le Pacha d'Egypte comme le souverain d'un Etat distinct de l'Empire Ottoman, alors qu'en réalité il n'était détenteur que d'une partie de cet Empire. Sa force était, après tout, une force qui pourrait être utilement employée, à la défense du tout ; vouloir la détruire, c'était s'attaquer à la force même de l'Empire et sacrifier à un dissentiment passager sa puissance à venir. Les instructions du 7 montrent que Palmerston, tout en gardant l'apparence de maintenir son point de vue, se rendit presque à ses arguments.

Néanmoins, Soult communiquait le 12 août à Lalande (2) des instructions similaires à celles de

1. Lettre de Granville à Palmerston, le 8 août 1839.

2. Lettre de Soult à l'amiral Dupré.

Stopford du 7 août. L'entente des Cabinets s'était faite sur ces bases.

Lalande devait aider Stopford à amener la défection des équipages turcs ; il devait surveiller la flotte ottomane tant qu'elle croiserait hors d'Alexandrie et l'empêcher d'y entrer, en évitant toujours tout contact avec la flotte égyptienne. Mais il ne doit pas renoncer à surveiller les Dardanelles et la menace russe : « c'est là la question principale et par conséquent de ce côté que l'observation doit être incessante ». Le Cabinet des Tuileries n'oublie pas une minute le traité d'Unkiar-Kelessi.

A ce moment, l'entente paraît faite entre la France et l'Angleterre sur les moyens d'action en Orient.

Pour la question égyptienne proprement dite, une conférence à Vienne la résoudra, malgré Nézib, ainsi qu'il avait été précédemment décidé.

Pour la question du traité d'Unkiar-Kelessi, les escadres devaient surveiller les Dardanelles et y entrer en même temps que les Russes entreraient dans le Bosphore. Les instructions à Roussin et Ponsonby étaient similaires.

Pour la restitution de la flotte, l'accord venait de se faire sur les mesures à prendre.

Le principe directeur de leur politique était le même : maintien de l'intégrité de l'Empire Ottoman. C'est de l'interprétation différente de ce principe que devaient naître les plus grandes divergences.

Londres espérait que les négociations de Vienne tendraient à enlever la Syrie au Pacha. Paris cherchait à annuler les effets du traité d'Unkiar-Kelessi et à conserver la Syrie à Mohamed-Ali.

Palmerston, après avoir proposé de forcer les Dardanelles, se souciait à peine maintenant d'y laisser des vaisseaux en surveillance, portant tout son intérêt sur Alexandrie. A Paris, au contraire, on refusait, pour régler une question secondaire en Egypte, de perdre de vue le Bosphore.

Le ministre anglais ne fut pas longtemps satisfait des mesures prises ; il jugeait sans doute les instructions du 7 août insuffisantes, et demanda à Soult de consentir au retrait des consuls d'Alexandrie en cas de refus de Mohamed-Ali de restituer la flotte turque. Soult déclina l'offre ; il se souciait fort peu dans un moment si grave de laisser le Pacha seul avec les agents d'Autriche et de Russie (1) ; ou bien, si tous les agents se retiraient, c'était encore une fois user d'un moyen trop radical pour une question accessoire, qui d'ailleurs cessera bientôt de l'être pour passer au premier plan des préoccupations du ministre anglais.

Palmerston reçut, le 17 août, communication de la démarche du 27 juillet faite par les ambassadeurs à la Sublime-Porte : le 20 il instruisit Bulwer (2) de

1. Lettre de Granville à Palmerston 19 août 1839.

2. Bulwer remplaçait Granville à Paris, ce dernier se trouvant en congé.

proposer au Cabinet français, comme suite à cette démarche, une intervention à cinq pour obtenir du Pacha le renvoi de la flotte ottomane, sa rétention étant une menace pour l'intégrité de l'Empire Ottoman.

Reprenant le projet d'une conférence à Vienne, il proposait que les ordres aux amiraux partiraient de Vienne. Les ambassadeurs y conduiraient les négociations, ne laissant aux consuls aucun pouvoir.

Le Pacha devrait donner une réponse satisfaisante dans les vingt-quatre ou quarante huit heures, sinon les consuls se retireraient, comme premier avertissement.

Si celui-ci n'était pas suffisant, reprenant les mesures préconisées le 3 août, il proposait d'arrêter les navires égyptiens, de les empêcher de toucher la Syrie ou Alexandrie, de saisir également les navires de commerce et de rétablir l'autorité du Sultan à Candie.

Les instructions du 7 août seraient maintenues dans le seul cas où la flotte ottomane serait toujours sous le commandement de ses officiers et hors du pouvoir du Pacha. Dans ce cas, néanmoins, par prudence, la flotte devrait mouiller à Rhodes avant de toucher Constantinople. Une quarantaine paraissant nécessaire pour s'assurer du loyalisme de ses équipages.

Le 23 août, sans plus tarder, Palmerston commu-

niqua aux Lords de l'Amirauté des instructions conformes au projet envoyé à Bulwer. Elles abrogent les instructions des 5 et 7 août, mettant Stopford et Campbell sous l'autorité directe de Beauvale, ambassadeur à Vienne. Le 24 étaient expédiées à Stopford les instructions le concernant et l'autorisant à agir seul sur des ordres de Vienne, même si Lalande n'en recevait pas de similaires.

Le 25 août, Beauvale à son tour était mis au courant de l'action projetée par le Cabinet de Saint-James.

Avant toute autre question, Palmerston voulait régler celle de la restitution des navires, car il craignait que la menace des flottes turco-égyptienne combinées n'influe sur la décision du Sultan et peut-être des puissances.

Crainte absurde, les escadres franco-anglaises défendant les Dardanelles étant une garantie autrement efficace pour la Sublime-Porte que sa défense par sa propre flotte.

Nous croyons plutôt que Palmerston agissait ainsi dans le but de désarmer sur mer le Pacha ; il l'estimait peut-être trop fort pour qu'une simple pression morale fût suffisante pour le convaincre de rendre la Syrie au Sultan.

Peut-être craignait-il aussi qu'ayant à recourir seule à des mesures coercitives, l'escadre anglaise risquait de sortir affaiblie d'un combat, affaiblisse-

ment qui laisserait la France maîtresse de régler la question orientale.

Nous verrons plus loin avec quel soin Palmerston observera toujours le mouvement de l'escadre française et combien il cherchera à maintenir la flotte anglaise au moins aussi puissante.

Le 25 août, il écrivait à Beauvale pour transporter à Vienne les négociations au sujet de la question orientale, conformément au plan antérieurement élaboré entre Paris, Vienne, Berlin et Londres, plan approuvé par Saint-Pétersbourg ; et le même jour il transmettait à ces quatre cours son projet de solution de la question égyptienne.

Il déclarait ouvertement ne pouvoir accepter le maintien du *statu quo* conformément aux stipulations de Koutayah. Suivant lui, les puissances avaient pris, le 27 juillet, des engagements qu'elles devaient tenir. De leur union devait sortir au moins la solution définitive de la question égyptienne.

Il ne peut même accepter la solution que la Porte avait communiquée à Ponsonby après Nézib, car si on laissait à Ibrahim la Syrie jusqu'à la mort de son père, et à celui-ci le gouvernement de l'Egypte, ce n'était pas résoudre la question, c'était s'en tenir au *statu quo* avec tous ses risques pour l'avenir. On ne pourrait compter sur la promesse d'Ibrahim de se retirer, et la situation du Pacha se trouverait simplement renforcée.

Si, d'autre part, on laissait Mohamed-Ali dans sa situation actuelle, il finirait par se rendre indépendant, et les puissances auraient en quelque sorte ratifié, en laissant faire, le démembrement de l'Empire Ottoman, dont elles auront proclamé l'intégrité.

Mieux aurait valu dès lors voir carrément le Sultan remplacé à Stamboul par le Pacha.

En somme, la conclusion de Palmerston reste ce qu'elle était et ce qu'elle sera : il ne faut pas laisser à Mohamed-Ali plus que l'Egypte, héréditairement si l'on veut. C'était l'offre première d'Abd-el-Medjid.

Le Pacha résistera, mais la pression des cinq puissances lui montrera sa faiblesse et son impuissance. Si la pression morale est insuffisante, les premières mesures de coercition lui feront entendre raison, dans son propre intérêt.

C'est sans doute pour que ces mesures aient leur plein effet qu'il veut d'abord obliger le Pacha à restituer la flotte ottomane. Ne pouvant s'entendre sur ce point avec la France, les deux Cabinets n'ayant pas la même conception politique, Palmerston veut profiter de la note du 27 juillet pour proposer à Vienne l'action qu'il préconise, action où la France pourra intervenir ou non, selon son gré, mais où il agira d'accord avec les autres puissances, ou en leur nom, sans plus avoir à se soucier de la politique française.

Seulement, le projet de Palmerston ne pouvait s'exécuter, car les négociations de Vienne n'étaient plus une chose possible.

Le Tzar, en effet, fut extrêmement mécontent de l'initiative de Metternich au sujet de la note du 27 juillet, qui contrecarrait sa politique, laquelle était semblable au fond à celle qu'avait et qu'aurait dû encore pratiquer la France : laisser les adversaires discuter entre eux sans intervenir, lui, gardant sa situation privilégiée. Il n'entendait pas laisser Metternich conduire les négociations du futur concert européen.

La France et la Russie auraient peut-être pu s'entendre pour éviter toute conférence au sujet du règlement de la question purement égyptienne, et rester dans le *statu quo* international, puisqu'elles étaient d'avis toutes deux de ne pas s'immiscer entre les parties. Mais la haine du Tzar pour Louis-Philippe et la méfiance de Soult pour la Russie rendaient ce rapprochement impossible. C'était ailleurs que la Russie allait chercher un appui ; c'est à l'Angleterre qu'elle fera des avances, prête, pour détacher le Cabinet de Londres de celui de Paris, à sacrifier son rôle prépondérant sur le Bosphore, rôle d'ailleurs bien compromis.

Nous croyons volontiers que le Cabinet de Saint-Petersbourg était également indisposé contre l'idée d'une discussion à Vienne par la connaissance qu'il

eut des instructions de Paris et Londres à Ponsonby et Roussin, d'appeler l'escadre anglo-française dans le Bosphore. On répondait à ses offres conciliantes par des mesures de méfiance.

Dans une note du 25 juillet, Nesselrode adressa à Medem et Kissileff (1), à Paris et Londres, une protestation contre cette attitude. Il paraît croire que les escadres entreraient dans les détroits, même si aucune action de la flotte de la mer Noire ne le justifiait. Elles constitueraient une menace sur Odessa et Sébastopol, ainsi qu'une insulte à la Russie.

Cette note fut communiquée le 19 août à Palmerston, qui essaya de dissiper les appréhensions russes, insistant sur ce point que les escadres combinées n'agiraient que si la Russie d'abord pénétrait dans le Bosphore.

En réponse, Nesselrode se déclare enchanté de savoir que Nézib ne changeait en rien la ligne de conduite à tenir vis-à-vis de Mohamed-Ali. Il regrettait seulement que l'escadre anglaise fut encore devant les Dardanelles, au lieu de croiser devant Alexandrie. Ce qui n'est pas loin d'être l'opinion même de Palmerston.

L'idée du concert européen était compromise à tel point que Metternich lui-même y renonçait pour racheter, auprès du Tzar, sa démarche inconsidérée,

1. Dépêche Kissileff 15 juillet. Lettre de Claricade du 10 août.

mais habile, du 27 juillet. Le 20 septembre, il proposera aux cours européennes : 1° qu'aucune puissance ne s'opposera à un arrangement direct entre le vassal et son suzerain (c'était la négation de la note du 27 juillet) et 2° que si Ibrahim menaçait Constantinople, les cinq puissances agiraient de concert pour l'arrêter.

Cette note resta sans réponse ; elle vint trop tard, la Russie avait déjà repris l'initiative de sa propre politique, et le 5 septembre un négociateur spécial venait s'aboucher au nom du Tzar avec Palmerston pour régler la question orientale.

La France elle-même n'était plus pressée de voir la discussion s'ouvrir à Vienne ; elle se rendait compte qu'elle y serait la seule à défendre la cause du Pacha, et que la Russie, sacrifiant ce dernier à Palmerston, la question russe ne serait même pas effleurée.

Bulwer commençait à avoir une notion exacte des sentiments politiques du Cabinet des Tuileries.

Dès le 26, répondant à la lettre de Palmerston du 20, il lui dit ses craintes de voir Soult se refuser à laisser son ambassadeur à Vienne trancher la question de la flotte.

La France, par amitié pour l'Angleterre, cherchait à cacher ses divergences pour rester malgré tout, attachée à l'alliance anglaise (1).

1. Lettre de Bulwer à Palmerston, 30 août.

En principe, elle était prête à réclamer la restitution de la flotte au Pacha, mais elle ne se résoudrait pas à user de moyens de coercition quelconques qui, pour obtenir satisfaction sur une question secondaire, pourraient pousser Mohamed-Ali à marcher sur Koniah. Le danger pour elle demeurait l'intervention russe dans le Bosphore.

Elle ne voudrait agir à Alexandrie qu'une fois la question égyptienne entièrement fixée en tous ses points et par tous afin qu'en agissant sur le Pacha d'Egypte celui-ci ne déclanchât pas l'intervention de la flotte de la mer Noire.

C'est pour cette raison que le Cabinet des Tuileries sans être opposé à une négociation à Vienne, voudrait que toutes les questions fussent arrêtées (y compris l'intervention russe) avant de donner à son ambassadeur ou à son amiral des instructions pour agir.

Peut être espère-t-il aussi que la question orientale recevra d'elle-même sa solution avec le temps.

Bulwer est convaincu néanmoins de la bonne foi politique de la France. Il est certain que si le Gouvernement français refusait de se joindre à des mesures coercitives, craignant le danger russe, il serait prêt à demander, et userait de tous les moyens de pression et de conciliation pour obtenir du Pacha le maximum de satisfaction.

La première divergence manifeste venait de se

produire entre le Cabinet de Londres et celui de Paris. Cette divergence n'avait pas eu pour cause, comme on l'a dit, une action contre les Dardanelles, mais une action contre Alexandrie.

Bientôt la séparation s'accroît. La France ménageant le Pacha pour éviter le danger russe, et l'Angleterre menaçant le Pacha de la rigueur des grandes puissances sans souci de l'action moscovite dans le Bosphore."

Pendant qu'à Paris et Londres on commençait à se rendre compte de la fragilité de l'alliance des deux Cabinets, les choses traînaient en Orient.

A Constantinople Nourri, le 30 juillet, sondait les ambassadeurs pour savoir jusqu'à quel point la note du 27 juillet engageait les puissances. Il était inquiet de savoir si elles étaient prêtes à défendre la Porte contre toute attaque de la part d'Ibrahim.

Sur la réponse affirmative de Ponsonby, le secrétaire d'Etat déclara dès lors que la Sublime-Porte, en signe de respect et de remerciements pour l'action des puissances, avait décidé d'enlever la Syrie au Pacha d'Egypte et de s'en tenir aux conditions qui lui avaient été faites lors de la mort de Mahmoud.

L'Autriche et l'Angleterre applaudirent à cette décision. La France et la Russie étant pour la conciliation, se refusaient à ces projets.

Le lendemain, le bruit se répandit qu'Ibrahim avait traversé le Taurus et s'avancait sur Koniah.

Aussitôt Ponsonby réunit chez lui Roussin et Sturmer pour s'entendre sur une demande à faire à la Sublime-Porte d'appeler les escadres des puissances dans le Bosphore, conformément aux ordres reçus de Paris et Londres.

Roussin se refusa à cette démarche qu'il jugeait inopportune, et qui n'aurait d'autre résultat qu'une entrée en contact de la flotte russe et des escadres franco-anglaises. Il déclara d'ailleurs qu'Ibrahim ayant promis au Gouvernement français de ne pas avancer, il était sûr que ce dernier n'avait pas passé le Taurus.

Boutenieff, de son côté, sondé par Sturmer, déclara ne pas s'associer à une semblable démarche, ne croyant pas à la véracité des bruits répandus.

Malgré la note du 27 juillet, la Russie manifestement voulait rester seule à Constantinople, et la France n'y voulait pas d'elle, même en compagnie.

Ponsonby avoua à Palmerston (1) n'avoir pas ajouté foi aux bruits de l'avancée d'Ibrahim, mais de s'en être servi pour montrer la nécessité qu'il y avait d'appeler les escadres dans les Dardanelles, en cas de danger.

Les ministres ottomans eux-mêmes refusèrent cet appui que voulait leur donner Ponsonby.

La nouvelle de la note du 27 juillet arriva à

1. Lettre à Palmerston, du 7 août.

Alexandrie le 5 août, portée par un émissaire français, qui devait user de l'influence de Cochelet auprès du Pacha pour que ce dernier n'accueillit pas la nouvelle en lançant Ibrahim au delà du Taurus.

Le 6, les consuls donnèrent à Mohamed-Ali la nouvelle de l'intervention des puissances dans les négociations entre lui et son suzerain. Le Pacha, malgré la désagréable surprise que lui causait cette nouvelle, ne changea pas l'attitude qu'il avait adoptée lors de la visite d'Akkif-Effendi après Nézib. Il déclarait avoir confiance en l'équité des puissances, ne demandant que l'hérédité de la Syrie et avant tout le renvoi de Hoshrew, auquel il ne renonçait pas. Le Sultan même lui avait déjà donné satisfaction sur le premier point ; il pouvait donc espérer une heureuse issue finale.

Le Pacha cacha moins son mécontentement à Hoshrew : « Il sait que le Sultan et le Divan lui ont accordé l'hérédité de l'Egypte et de ses dépenses. Il espère que son second vœu sera exaucé » (c'est-à-dire le renvoi du Grand-Vizir) et qu'on « n'aura pas à recourir aux puissances ».

Ibrahim était resté sur ses positions, ainsi qu'il l'avait promis à Caillé, et ainsi que l'avait annoncé Mohamed-Ali à Akkif, aucun engagement n'eut lieu dans la direction des défilés et de Koniah.

Dès le 23 juillet, l'ordre et la tranquillité étaient

rétablis dans les villes, et les routes de Syrie débarrassées des pillards (1).

La position qu'occupait Ibrahim aurait dû enlever à la Porte et à l'Angleterre toutes craintes d'attaque brusquée sur le Bosphore.

C'était surtout une position défensive, lui permettant de lutter contre les incursions des insurgés dans ses territoires. De Marash, il pouvait surveiller les pentes du Taurus, et par Orfa et Bir empêcher les éléments turbulents de traverser l'Euphrate ;

Marash ne présentait aucun avantage au point de vue agressif, ne commandant pas les défilés de Kulek-Bogahz ; mais par Orfa et Bir l'armée égyptienne pouvait menacer l'Anatolie et la Mésopotamie par le nord avec la vallée de l'Euphrate, et au besoin donner la main aux Russes. Tandis que par le sud, Mohamed-Ali pouvait agir de son influence sur la Perse et le Kurdistan.

Werry de Damas, en donnant à Palmerston (2) tous ces renseignements, était d'avis d'empêcher toute nouvelle extension des possessions du Pacha ; Ibrahim devait rester au delà de l'Euphrate, isolé de tout, et par suite sous le contrôle de l'Angleterre.

Il estimait que, pour le maintien de la paix, le mieux serait de désarmer des deux côtés la région de

1. Lettre de Werry d'Alep, 23 juillet, à Palmerston.

2. Lettre reçue à Londres le 29 août.

Diarbékir à Alep, ne laissant à Aïntab, Marash et Bir, que des garnisons réduites pour réprimer les insurrections, mais insuffisantes pour perpétrer une agression.

Palmerston était d'une opinion plus radicale que celle de ses consuls ; il estimait devoir enlever au Pacha la Syrie entière. En vain, Campbell renouvela des efforts méritoires pour plaider la cause du Pacha, le disculpant des accusations de la Porte (1), demandant la conservation sous sa domination de la Syrie ; montrant, sans lui, la ruine du commerce européen noyé dans le sang (de l'avis de tous les Européens), et les désordres renaissants entraînant un affaiblissement de la puissance du Sultan, autrement que celui occasionné par la présence des troupes du Pacha.

A Constantinople, les ambassadeurs et les ministres de la Sublime-Porte essayaient, les uns de bon gré, les autres de moins bonne volonté, à se conformer aux conséquences de la note du 27 juillet.

L'accord n'était pas parfait entre les représentants des puissances, notamment sur la question de l'entrée des détroits, qui donnera lieu encore à de nombreux froissements entre la France et l'Angleterre d'une part, et la Russie de l'autre.

Vers les premiers jours d'août, la Porte eut con-

1. Lettres du 18 juillet, et des 6 et 16 août, de Campbell à Palmerston.

naissance de la manœuvre de Mohamed-Ali contre le Grand-Vizir ; elle s'empressa (le 8) d'en faire part aux ambassadeurs, leur communiquant une lettre que Hoshrew avait reçue du Pacha, dans laquelle ce dernier réclamait son éloignement du pouvoir.

A ce moment, la situation n'était pas encore bien nette à Constantinople. Des troubles étaient à craindre à l'intérieur, suscités par l'approche possible d'Ibrahim ; celui-ci même pouvait arriver à Koniah quand il lui plairait.

Peu de jours avant, la Porte avait laissé répandre le bruit que le général égyptien avait passé le Taurus. Il était évident qu'il fallait au pouvoir, en ces moments critiques, un homme énergique qui, devant le danger, n'aurait pas trahi la cause du Sultan, ni celle des puissances protectrices. Un seul homme était capable de remplir cette tâche, et c'était Hoshrew.

Si Ponsonby avait mis à profit la rumeur de l'avancée d'Ibrahim pour montrer la nécessité d'appeler les escadres dans le Bosphore, la Porte voulait également en user pour montrer aux ambassadeurs la nécessité du maintien de Hoshrew au pouvoir.

Les ambassadeurs furent, en effet, unanimes pour repousser les prétentions du Pacha d'Egypte. Ponsonby fut celui qui soutint le Grand-Vizir avec le

plus d'énergie, et qui se montra le plus outré de la lettre de Mohamed-Ali au Sultan.

Depuis le 3 août, Stopford s'était ancré à Beshikavay, à l'entrée des Dardanelles, d'où, d'un moment à l'autre, il pouvait pénétrer dans le Bosphore, au grand déplaisir de Boutenieff, qui déclara demander ses passeports, si cela arrivait.

La Porte aussi chercha bien d'obtenir l'éloignement des escadres franco-anglaises; elle le demanda à Ponsonby, à Roussin, le 19 août, par une note semi-officielle. Mais les deux ambassadeurs refusèrent de lui donner satisfaction sur ce point.

Pourtant, le 12 août, le Grand-Vizir ayant eu connaissance de l'envoi, par Mohamed-Ali, d'un brick de guerre à Salonique, porteur d'émissaires pour les Pachas de Roumélie, demanda à Ponsonby de s'en emparer.

D'accord avec Roussin et Sturmer, et comme conséquence de la note du 27 juillet, il fut décidé de prendre le brick en chasse et de s'en saisir. Celui-ci avait touché Salonique depuis août.

Il est à remarquer pourtant que la Porte n'avait donné encore aucune réponse officielle à la Note du 27 juillet. Elle s'en était servie pour refuser à Mohamed-Ali, au dernier moment, les concessions qu'elle était prête à lui faire, mais elle ne s'était pas engagée vis-à-vis des puissances à accepter leur intervention protectrice.

Elle paraissait même la repousser pour ce qui était de l'entrée des escadres dans les Dardanelles.

Cette acception était pourtant nécessaire pour que les négociations de Vienne, en qui Metternich espérait encore, puissent s'engager ; or, la Porte demeurait encore libre de négocier avec le Pacha quand il lui plairait. L'internonce fut chargé de demander une réponse à la note du 27 juillet, réponse par laquelle le Divan se trouverait lié vis-à-vis des puissances.

Ponsonby non plus n'était pas très rassuré ; il craignait toujours que le Pacha, pour éviter l'intervention de l'Europe, ne renonçât à demander l'éloignement de Hoshrew, et qu'il ne s'efforçât au contraire de négocier avec lui. Il savait que Pacha et Grand-Vizir désiraient, si possible, ne pas laisser les puissances chrétiennes s'immiscer dans leurs affaires.

Il ne perdait donc pas une occasion pour éviter que la Porte ne cédât aux sollicitations directes du Pacha. Le 21, il envoyait une note au secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, lui rappelant que la Porte s'était engagée de n'agir que du consentement des puissances. Le même jour il lui transmettait la note par laquelle Beauvau lui faisait part de l'accord des Gouvernements de Vienne et de Londres au sujet de la déclaration d'intégrité de la Porte. Roussin agit de même façon quant à la déclaration du Gouvernement français.

Reçu le 2 par le Divan, Ponsonby félicitait les ministres de ne plus vouloir accorder au Pacha que l'hérédité de l'Egypte, comme si cela avait été une chose déjà décidée par eux.

Finalement la Porte, cédant à la pression de l'ambassadeur de Grande-Bretagne et à l'internonce, se décida à leur remettre le 22 août une note dans laquelle elle demandait d'elle-même l'application de la note du 27 juillet. Elle déclarait exiger de Mohamed-Ali la restitution des navires retenus à Alexandrie, la cessation des intrigues de sa part contre le Grand-Vizir, et la renonciation à ses prétentions sur la Syrie, héréditairement ; faisant sous-entendre qu'elle pourrait envisager de laisser ces Pachalyks sous l'autorité du Pacha sa vie durant.

La Porte acceptait donc l'intervention des puissances. Un mois plus tard elle allait l'exiger, sans pourtant se résigner à voir les escadres franco-anglaises croiser devant les Dardanelles.

CHAPITRE V

DE LA RUPTURE DE L'ENTENTE FRANCO-BRITANNIQUE. RAPPROCHEMENT ANGLO-RUSSE.

(Mission Burnow).

Jusqu'à la note de Palmerston du 25 août, par laquelle celui-ci donnait à Beauvale des instructions pour agir de concert avec les autres ambassadeurs à Vienne, afin de régler la restitution de la flotte turque et la question égyptienne d'une façon générale, le centre des négociations paraissait devoir s'établir à Vienne sous la direction de Metternich; ce dernier ayant pour rôle de concilier les prétentions russes avec les exigences franco-britanniques.

Bientôt, un revirement politique se produira et le concert européen ne tiendra plus ses assises à Vienne, mais à Londres et sous la haute direction du secrétaire d'Etat anglais.

Dès le mois de juillet, pour les causes que nous avons déjà examinées, le Tzar ne se montrait guère empressé d'engager une discussion à Vienne, où risqueraient d'être trahis ses intérêts confiés au Chancelier.

Au mois d'août, le Cabinet de Saint-Petersbourg s'aperçut qu'une fissure venait de se produire entre Paris et Londres au sujet de l'action à entreprendre contre le Pacha d'Egypte pour obtenir la restitution de la flotte et sur les conditions à faire au Pacha. Il pensa qu'en se glissant dans l'interstice produit, il pourrait augmenter la séparation entre la France et la Grande-Bretagne et faire craquer leur fragile amitié à son profit.

Les sympathies du Tzar allaient naturellement vers le Cabinet de Londres; il n'avait pour Louis-Philippe qu'aversion et antipathie; la France, de plus, s'était montrée à son égard plus méfiante que l'Angleterre, c'était elle qui avait réclamé le plus énergiquement l'entrée des Dardanelles pour les escadres franco-anglaises, et si elle se refusait d'agir contre Mohamed-Ali, c'était uniquement sous prétexte de voir la flotte de la mer Noire dans le Bosphore.

Dès le 27 août il fut annoncé à Claricade qu'un envoyé spécial, M. du Burnow, partirait pour Londres afin d'y discuter les moyens de coercition contre le Pacha d'Egypte et auxquels la France se refusait à

souscrire. Nesselrode avait déjà déclaré que la Russie n'abandonnerait certainement pas l'Angleterre dans une action hostile à Mohamed-Ali.

Le 31 août, Burnow, spécialiste des questions orientales au Ministère des Affaires étrangères, partait pour Londres, en route pour rejoindre un poste diplomatique à Stuttgart.

A Vienne, Beauvale s'aperçut, au reçu des instructions de Palmerston du 25 août, qu'il était seul à avoir des pouvoirs pour entreprendre une action quelconque contre le Pacha.

Saint-Aulaire devait, avant d'agir, en référer d'abord à Paris; nous savons que Soult n'était pas disposé à laisser la question se discuter à Vienne.

Quant à l'Autriche, elle faisait désormais le jeu de la Russie au sujet du Bosphore. Fiquelmont, aux Affaires étrangères, se déclarait bien prêt à prendre des mesures coercitives de concert avec l'Angleterre, et d'y faire accéder la Russie. Une seule chose entravait son action : la présence des flottes anglo-françaises dans les Dardanelles ; si celles-ci s'éloignaient, la Russie prêterait son concours de suite (1).

En attendant, il conseillait à Beauvale de faire une nouvelle tentative auprès de la France pour que Saint-Aulaire put agir librement à Vienne et être autorisé à donner les instructions à l'escadre française

1. Lettre de Beauvale à Palmerston, 8 septembre.

pour menacer Alexandrie; en cas d'échec, l'Angleterre et l'Autriche verraient alors la résolution qu'elles auraient à prendre.

Beauvale (1) se rendit vite compte qu'aucune entente n'était possible, l'union faisant complètement défaut entre les grandes puissances; les instructions du 25 août étaient donc insuffisantes et inapplicables. Il en demandait d'autres à Palmerston.

En somme, de toute évidence, rien ne pouvait être tenté à Vienne; au contraire les choses allaient pouvoir prendre à Londres la tournure d'une discussion diplomatique.

A Londres, en effet, l'ambassadeur de France, Sebastiani, cherchait une entente avec le Cabinet de Saint-James par un continuel contact avec Palmerston.

Le 4 septembre, le Ministre, lui donna connaissance des instructions envoyées à Beauvale le 25 août.

Sébastien dut avouer que la politique anglaise n'était plus la même que la politique française; mais il était aussi bien loin de croire qu'une action pourrait être menée par moins des cinq puissances à la fois; car si l'une d'elles restait hors de l'action, les mesures de coercition en tant que menaces, per-

1. Lettre du 8 septembre à Palmerston.

daient leur signification par la rupture de l'entente des puissances.

Palmerston ne voyait pas la question sous cet aspect : devant la nécessité d'agir, malgré son désir de coopérer avec la France, il ne pouvait accepter de rester immobile ; d'ailleurs, l'inaction de la part de l'une des grandes puissances ne signifiait pas une divergence de vues. En Belgique, la France était bien intervenue seule, alors que les autres puissances s'y refusaient, et cette intervention ne fut pas une cause de dissension.

Le ministre anglais pouvait, en effet, envisager les choses sous ce jour puisque, sur le fond, les Gouvernements français et anglais se prétendaient d'accord. Sébastiani reconnaissait lui même que le Gouvernement français était prêt à réclamer la flotte ottomane au Pacha ; seulement qu'il se refusait d'en faire une question préalable, par crainte que, pour cette question secondaire, on n'épuisât ses moyens d'action et on ne provoquât un conflit menaçant. Il était entendu également que le Gouvernement français désirait faire le moins de concessions possibles au Pacha ; s'il refusait d'agir par coercition, c'était qu'il jugeait les mesures insuffisantes, et provoquant la menace sur Constantinople au lieu de la prévenir.

Tandis que Palmerston, estimait que la restitution de la flotte présentait de gros avantages, elle donnerait confiance à la Porte et lui ôterait l'envie

de négocier avec le Pacha directement. L'attitude résolue des grandes puissances, dans une question secondaire, également intimiderait ce dernier.

Quant aux mesures de répression, loin d'être épuisées, elles ne seraient que plus efficaces et plus faciles à exécuter, quand l'intervention, telle qu'elle serait arrêtée par les cinq puissances, deviendra nécessaire pour régler la question égyptienne proprement dite.

D'ailleurs, si des mesures comme l'occupation de Candie et le blocus d'Alexandrie seraient plus dangereuses qu'efficaces, Palmerston se contenterait de la saisie des navires du Pacha.

Sébastiani sentit sans doute, au sortir de cette conversation, combien la résolution d'agir de suite était enracinée chez le ministre anglais ; il sentit aussi que Burnow, qui était arrivé le 15, pourrait fort bien profiter de la divergence d'opinion entre les Cabinets de Londres et de Paris pour faire tomber l'Angleterre dans ses bras.

Soult, de son côté, demeurait buté, et refusait de promettre à Palmerston aucune mesure contre le Pacha, même au cas où ce dernier repousserait l'accord que la France s'engageait à lui faire accepter (1), et qui lui laisserait la Syrie.

L'ambassadeur de France, pris ainsi entre deux

1. Lettre du 16 septembre, Bulwer à Palmerston.

opinions si nettement contraires, s'engagea dans une politique qui ne recevait pas ses directives de Paris (1). Sans recevoir d'instructions de Soult, il rechercha un terrain d'entente sur la question égyptienne proprement dite, espérant qu'une fois ce point résolu favorablement aux vues de la politique française, Soult n'hésiterait plus à se joindre à des mesures coercitives contre le Pacha.

Le 20 septembre, Sébastiani apporta au Foreign Office un plan suivant lequel Mohamed-Ali recevrait la partie sud de la Syrie, délimitée par une ligne allant de Beyrouth (sur la côte) à Damas.

Sébastieni dut voir nettement ce jour-là que Palmerston, poursuivant un plan favorable à ses intérêts, l'exécuterait sans y faire le moindre sacrifice pour conserver la France à ses côtés.

Ce dernier, répondit en effet, que la transaction qui lui était proposée n'était qu'un nouveau Koutayah, laissant la question ouverte. L'union des puissances, exigeait un arrangement solide et définitif en faveur du Sultan; et non une solution transactionnelle. Mohamed-Ali d'ailleurs n'accepterait pas de transaction, et de toutes façons il faudrait agir par coercition, et courir au-devant des mêmes dangers que pour obtenir une solution radicale.

Sébastieni fit valoir que le Gouvernement français

1. Lettre de Bulwer à Palmerston, 26 septembre.

pourrait plus facilement agir à l'aide d'une solution moyenne, et obtenir l'appui des Chambres et du pays, que s'il s'agissait de sacrifier entièrement le Pacha d'Egypte.

Mais Palmerston se refusait à faire une concession quelconque. Il refusait également de faire une contre proposition, ne sachant pas si les trois autres puissances accepteraient le point de vue qu'il avait développé dans les instructions du 25 août. Si elles étaient disposées à agir, il coopérerait avec elles ; sans cela il ignorait encore ce qu'il ferait, mais il ne voulait visiblement pas se lier les mains par une contre offre transactionnelle que l'on pourrait lui opposer en toute occurrence.

D'après lui, au contraire, si un accord arrivait à se conclure entre les quatre puissances, le Gouvernement français devrait faire face à l'opposition intérieure et agir malgré elle. S'il ne croyait pourtant pas pouvoir le faire, les quatre puissances entreraient en action pour appliquer des principes reconnus justes par la France elle-même ; celle-ci interviendrait, sans s'être mêlée à l'action, dans le seul règlement de la question territoriale.

Une pareille attitude aurait dû rendre les différents Cabinets des Tuileries plus prudents et moins intransigeants. Il était encore temps peut-être d'agir puisque l'Angleterre n'avait pas encore l'appui de la Russie. Le Cabinet des Tuileries aurait pu encore convaincre

Palmerston à faire quelques concessions sur son premier point de vue, et un accord pouvait encore s'établir, dont après tout aurait profité Mohamed-Ali. Demain, quand l'Angleterre sera assurée de l'appui de la Russie, elle se refusera à toute composition, irrémédiablement.

Mais si Sébastiani avait vu la nécessité de faire des concessions, Soult, lui, demeurerait sur son terrain aussi intransigeant que Palmerston l'était sur le sien. Ce dernier avait pour excuser une telle attitude ce que n'avait pas le premier Français, l'appui qu'il escomptait de la part de la Russie, et l'approbation de Vienne et Berlin.

En effet, Soult, d'une manière ou d'une autre, va proposer sans cesse sous différents aspects une même chose; le maintien du *statu quo* territorial, avec quelques modalités, en ce qui concernait l'hérédité de la Syrie, qui reviendrait au Pacha.

Il espérera d'abord faire accepter par les puissances disait-il à Medem, un arrangement d'après lequel les Pachalyks de Syrie seraient donnés à des fils de Mohamed-Ali, ceux-ci en obtiendraient le gouvernement héréditairement en ligne directe, et à l'extinction de la lignée chaque Pachalyk reviendrait à la Sublime-Porte; comme par le passé, Candie et Adana faisant retour immédiat à la Porte.

Et naturellement il n'envisageait même pas les

mesures qui seraient nécessaires pour faire accepter cette combinaison au Pacha.

Avant d'entreprendre une action quelconque contre ce dernier, il fallait d'après Soult (1) qu'une entente pût d'abord s'établir sur les concessions à faire, et ensuite seulement qu'un accord intervint pour régler les mesures à prendre au cas où Ibrahim menacerait Constantinople. En troisième lieu, il pourrait être question des mesures coercitives.

Or, pensait-il, sur les mesures à prendre pour défendre Constantinople aucune entente amiable n'était possible du fait de la Russie, donc le règlement des mesures coercitives devait être ajourné. C'était là, la menace russe sur Constantinople, le seul argument, quoique bien affaibli, qui pouvait encore toucher Palmerston.

Justement, la mission de Burnow était de rechercher un terrain d'entente sur la double question des mesures à prendre contre Mohamed-Ali pour l'obliger à accepter de restituer au Sultan partie de ses possessions, et de la protection du Bosphore.

Si Palmerston allait se trouver satisfait de la part qui serait faite à l'Angleterre sur ce dernier point, il n'hésiterait plus à s'engager avec la Russie contre le Pacha, se passant du concours de la France.

Burnow était arrivé à Londres le 15 septembre

1. Lettre de Bulwer à Palmerston, 27 septembre.

proposer une combinaison par laquelle l'Angleterre aurait « liberté entière d'agir comme elle l'entendrait « sur les côtes de Syrie et en Egypte même, pourvu « qu'en réciprocité une armée russe vint se poster, « non pas à Constantinople, mais à Sinope, d'où « elle couvrirait la Capitale en cas d'une marche en « avant d'Ibrahim. Ce désintéressement autorisait « la Russie, croyait-il, à maintenir l'interdiction des « Dardanelles aux vaisseaux de guerre euro-
« péens » (1).

Burnow voulut d'abord convaincre le Foreign Office, que la Russie n'ayant aucune méfiance de l'Angleterre, et la laissant agir et tirer tout le profit de son action en Syrie, l'Angleterre en retour ne devait avoir aucune méfiance vis-à-vis de la Russie.

D'ailleurs, il espérait que devant la démarche conciliante du Cabinet de Saint-Petersbourg, la France, de son côté, ne s'opposerait plus aux mesures coercitives, et la question orientale serait ainsi fortement avancée.

L'envoyé russe acceptait par avance les mesures préconisées par Londres : le blocus, la rupture des communications entre la Syrie et l'Egypte, la saisie des vaisseaux du Pacha et l'occupation de Candie. Seulement il estimait que l'accord des puissances sur les moyens de convaincre le Pacha était néces-

1. Mouriez, t. IV.

saire ; sans cet accord les mesures seraient inefficaces et le plan de Palmerston inapplicable.

Il voulait aussi, tout comme Soult, qu'on fixât les mesures à prendre en cas d'une avance de la part d'Ibrahim sur le Bosphore. Or, le rôle de protéger Stamboul devait nécessairement échoir aux Russes de par leur position géographique.

Ceux-ci débarqueraient sur la rive asiatique, en avant de la ville, et la flotte mouilleraient devant Constantinople.

L'action de la Russie se ferait, non pas en vertu du traité d'Unkiar-Kelessi, mais au nom de toutes les puissances. Et une convention réglerait d'avance le but de la coopération de celles-ci et les moyens qu'elles emploieraient.

La Russie agissant en Asie-Mineure, et les trois autres puissances en Syrie, les influences se trouveraient équilibrées, et par suite le principe de la fermeture des Dardanelles serait maintenu.

Bien mieux, pour allécher le ministre anglais, Burnow déclarait que le traité d'Unkiar-Kelessi ne serait pas renouvelé ; il ajoutait que la Russie serait même disposée à agir sans la France (1).

Burnow démontra aussi à Palmerston qu'une entière communauté de vue existait entre le Tzar et

1. Lettre de Palmerston à Claricade (25 octobre) et rapport de Burnow à Nesselrode du 26 septembre,

le Cabinet de Londres sur le sort à faire à Mohamed-Ali. Tous deux estimaient qu'il était du devoir des puissances de protéger efficacement dans l'avenir le Sultan ; pour cela, la proposition anglaise de ne laisser au Pacha que l'Égypte héréditairement paraissait la meilleure à Saint-Pétersbourg.

Pour la Russie si ces négociations réussissaient, c'était obtenir la confirmation pure et simple de son rôle de protecteur du Bosphore. Et du consentement des puissances, elle espérait créer un précédent, qui l'autoriserait à agir de même dans n'importe quelle occasion nouvelle : à pénétrer dans le Bosphore en tant que protectrice naturelle et reconnue du trône du Sultan. C'était son influence fortement assise et incontestée, c'était pour elle tous les avantages du traité d'Unkiar-Kelessi, avec en plus l'approbation et la reconnaissance des puissances.

Palmerston, au lieu de repousser une pareille offre, par laquelle on lui proposait un marché de dupe, l'aurait aisément acceptée, entraîné et aveuglé par ce qui était devenu l'unique objet de sa politique orientale : la restitution de la Syrie à la Sublime-Porte.

La proposition Burnow fut communiquée à Paris, où Soult la repoussa énergiquement, dévoilant aux yeux du Cabinet anglais les conséquences d'une pareille combinaison. Il déclara à Bulwer (1) que la

1. Lettre à Palmerston du 27 septembre.

France ne pouvait faire aucune différence entre la Russie pénétrant dans le Bosphore en son nom, ou au nom des autres puissances. Son influence serait accrue de la même manière ; bien plus, agissant au nom des autres puissances, elle s'imposerait plus fortement et avec plus d'autorité au Divan.

Sébastiani, le 28 septembre, communiquait au Foreign Office une note de son Gouvernement déclarant la proposition Burnow comme un leurre et la consécration déguisée du traité d'Unkiar-Kelessi.

« Jamais une escadre étrangère ne paraîtra dans le Bosphore sans que l'escadre française ne se montre aussi », affirmait-on aux Tuileries.

La Russie ne cherche pas à mettre fin aux embarras de la question d'Orient ; elle veut avoir un précédent, et, du consentement des puissances, un fondement à son droit d'intervention.

Il n'y aura d'exception au principe de la fermeture des détroits que si la France est admise à y pénétrer. Sa décision est irrévocable « quelles que soient les conséquences d'un déplorable dissentiment, dùt-il avoir pour effet l'accomplissement du projet favori de la Russie, celui de nous isoler de nos alliés. Ce n'est pas nous qui en aurons encouru la responsabilité ».

Cette fois-ci, le Gouvernement français avait fait preuve d'une grande clairvoyance en dévoilant le

but direct et indirect de la mission Burnow ; mais il ne sut pas en tirer profit.

Cette mission Burnow était un avertissement de l'accord futur, que Londres et Saint-Pétersbourg cherchaient pour résoudre la question orientale. Soult ne devait-il pas désormais retrancher de ses prétentions, et, par des concessions à Palmerston, empêcher la Russie de se glisser entre lui et l'Angleterre ?

La France n'avait qu'une alliée possible ; se l'attacher en lui faisant un sacrifice en Syrie était de bonne politique.

D'ailleurs, elle n'aurait pas desservi la cause de son ami et allié Mohamed-Ali ; par son action elle pouvait tempérer la décision de lui enlever la Syrie en entier, elle pouvait modérer la rigueur des mesures de coercition qu'on voudrait lui appliquer. Faire des concessions, ce n'était pas trahir les intérêts du Pacha, mais au contraire les servir au mieux.

La France et le Pacha avaient tout à perdre à une entente entre la Russie et l'Angleterre. Le Pacha se verrait enlever la Syrie entière, peut-être aussi sa flotte ; la France abandonnée de l'Angleterre ne pourrait empêcher la Russie d'entrer dans le Bosphore.

Devant une action résolue de la Russie et de l'Angleterre, la France ne pourrait que rester specta-

trice, à moins de se lancer dans une guerre désastreuse contre ces deux puissances.

Bulwer avait, dès le 27 septembre, l'impression que si une entente se produisait entre Londres et Saint-Petersbourg, la France resterait neutre, et n'agirait que pour paraître à Constantinople si les Russes s'y montraient. C'était donc dans ce cas l'abandon de Mohamed-Ali.

Mais cette entente n'était pas encore sur le point de se conclure : la réponse énergique de Soult avait donné à réfléchir au Cabinet anglais. Si Palmerston se laissait entraîner par sa passion politique, et déclarait que « le Cabinet... se décidera à marcher « de concert avec les trois puissances que la France « se joigne à nous ou non » (1), ses collègues, plus modérés, surent lui faire entendre raison. Et Palmerston dut décliner tout offre qui ne serait pas basée sur l'annulation d'Unkiar-Kelessi.

Il répondit donc à Burnow (2) qu'il était heureux de voir que la Russie approuvait le plan anglais et n'exigeait pas la participation de la France. Il était heureux aussi que la Russie consentît à reconnaître après l'Angleterre la fermeture des détroits (3). Mais il ne pouvait accepter, au cas où le Bosphore s'ouvrirait aux Russes, que les autres détroits ne s'ou-

1. Lettre de Palmerston à Bulwer, 24 septembre 1889.

2. Lettre à Claricade, 25 octobre.

3. Traité avec la Sublime-Porte, 1809.

vrissent aux autres parties intervenantes. Ce n'était pas par mesure de méfiance à l'égard de la Russie, mais seulement une preuve de l'union des puissances sur cette question délicate.

Burnow déclara n'avoir aucun pouvoir pour négocier la présence des escadres dans les Dardanelles, et qu'il demanderait des instructions sur ce point à son Gouvernement.

Néanmoins, il aurait voulu d'ores et déjà emporter un traité sur les autres points de la question orientale, en particulier la restitution de la flotte, laissant de côté la question des détroits jusqu'au moment où elle se présenterait.

Il était de la politique russe de s'attacher sur un point quelconque l'Angleterre, car tout rapprochement anglo-russe impliquait un craquement dans l'entente franco-anglaise.

Mais Palmerston avait au contraire besoin de paraître lié à la France pour amener la Russie à lui faire des concessions sur la question des Dardanelles ; une fois ces concessions obtenues, il agirait librement à l'égard de la France. Il déclina donc l'offre de Burnow prétextant que, contrairement à sa propre opinion, l'Autriche et la France refusaient de faire de la question de la flotte une question préalable. Celle-ci ne devrait être examinée qu'avec la question territoriale et de façon secondaire.

Burnow alors proposa à l'Angleterre de la laisser

agir seule. Si elle prenait quelques mesures coercitives, elle influencerait le Pacha, et c'était autant de gagné. Il alla jusqu'à présenter au Ministre un plan et des mesures d'exécution, sur la politique à suivre :

1^o Rassurer Constantinople sur le compte des puissances ;

2^o Intimider le Pacha en lui montrant l'entente anglo-russe ;

3^o Couper l'armée de Syrie de ses communications avec l'Egypte, parce que, disait Burnow, il fallait agir rapidement et secrètement : « il faut frapper le coup avant de l'annoncer », donc agir de suite (1).

En réalité, il voulait à tout prix compromettre l'Angleterre aux yeux de la France. Mais Palmerston, redevenu prudent, déclina cette proposition là aussi. Tant qu'il y avait espoir de convaincre les autres puissances, déclara-t-il, il attendrait.

Burnow quitta donc Londres vers le 12 octobre sans avoir rien emporté de précis, mais avec la conviction que si la Russie faisait des concessions minimales, le Cabinet de Londres en entier suivrait la politique de Palmerston et abandonnerait la France.

La Prusse faisait le jeu de la Russie et essayait de convaincre le secrétaire d'Etat britannique d'accepter les offres russes (2). Nesselrode agissait aussi directement à Constantinople.

1. Rapport de Burnow à Nesselrode, 26 septembre.

2. Lettre de Russell à Palmerston, du 18 septembre.

Le 9 septembre, il envoyait à Boutenieff l'autorisation de coopérer avec les autres ambassadeurs au règlement de la question orientale à condition :

- 1° Qu'il y eut accord des cinq puissances ;
- 2° Que la Porte y donnât son libre consentement ;
- 3° De n'user que des moyens de coercition efficaces afin de ne pas compromettre la dignité et par suite l'influence des puissances.

Il préconisait :

- 1° Que si le Pacha refusait de restituer la flotte, on retirerait les agents consulaires d'Egypte. C'était, dans l'esprit de Nesselrode, une mesure qui devait satisfaire la France à qui ces instructions furent communiquées ;

- 2° Dans le cas où Mohamed-Ali marcherait sur Constantinople, de prendre des mesures de défense (c'était l'intervention russe), et de bloquer la Syrie et Alexandrie.

Nesselrode avait peu de foi en l'efficacité de ces dernières mesures, qu'il proposait en second lieu, parce que, disait-il, « il y a des choses qui ont plus de poids quand elles sont en perspective que quand elles sont en action ».

C'était évidemment là une nouvelle avance faite à l'Angleterre, venant appuyer la mission Burnow.

Medem à Paris recevait des instructions pour décider le Gouvernement français à l'action ; Nesselrode restait convaincu que le seul moyen d'arriver

facilement à un succès était de donner aux démarches à Alexandrie « un caractère d'énergie qui peut seul réussir à vaincre la résistance du Pacha ».

Les instructions à Boutenieff, avouait-il, n'ont d'autre but que « celui d'imprimer à l'intervention « de l'Europe dans les affaires d'Egypte, un caractère d'énergie qui soit de nature à vaincre la résistance de Mohamed-Ali ».

Comptant plus sur la menace que sur son exécution, il fallait le concours de la France ; c'était pour cela sans doute que si d'un côté il essayait de gagner Palmerston en se ralliant à ses mesures coercitives pour le détacher de la France, de l'autre il essayait d'obtenir le concours de cette dernière pour arriver au plus vite au règlement de la question orientale, sans qu'on eut à toucher aux conditions privilégiées du traité d'Unkiar-Kelessi, la Russie n'ayant pas l'occasion d'intervenir.

Palmerston ayant décliné la proposition transactionnelle de Sébastiani devait à plus forte raison repousser la solution que Soult venait de soumettre aux Cours européennes, et qui consistait à faire au Pacha le maximum de concessions, le privant seulement de Candie et d'Adana, le reste devant passer morcelé héréditairement aux siens ; ce serait, disait-il à Sébastiani le 26 septembre, aller contre les intérêts de la Porte et courir à un démembrement de l'Empire.

Le Gouvernement français d'ailleurs continuait à déclarer qu'il adhérerait à toute proposition susceptible d'être acceptée par le Pacha, sans savoir au juste quelles offres seraient acceptées. Jamais, néanmoins il n'avait songé à une transaction comme celle suggérée par Sébastiani (1).

A ce moment Bulwer avait l'impression que le Gouvernement français ne pourrait jamais, de lui-même, se résoudre à demander de grands sacrifices à Mohamed-Ali, ou à consentir un arrangement territorial qui ne serait pas agréé par ce dernier ou qui nécessiterait une action coercitive. Soult n'était peut-être pas personnellement un partisan enthousiaste du Pacha, mais il ne pouvait, en agissant brutalement contre ce dernier, par des mesures de coercition, mécontenter la nation, qui montrait une grande prédilection pour le vainqueur des Ottomans; quant au rejet des propositions Burnow il fut d'un excellent effet en France (2).

Si la France se sentait sur le point d'être abandonnée par les autres puissances, quant au sort à faire au Pacha, elle se rallierait, pensait Bulwer, à leur plan à condition toutefois que son appui évitât l'emploi de moyens d'action auxquels elle ne consentirait jamais.

1. Lettre de Bulwer à Palmerston, 10 octobre.

2. Lettre de Granville à Palmerston, le 20 octobre.

Les puissances feraient donc bien de ne pas attendre la France pour conclure leur accord. Cet accord pouvant seul, peut-être, la déterminer à leur prêter son appui. Au dernier moment, une concession même pourrait être faite au Cabinet des Tuileries pour justifier son intervention, qui se ferait alors en faveur de Mohamed-Ali (1).

Malheureusement, l'accord se fera, et la France ne saura pas accepter les concessions qu'on lui offrit au profit de son protégé pour prix de sa coopération.

Palmerston sentit sans doute qu'il ne risquerait rien à faire dès lors une contre-proposition à Soult qui, d'avance, devait être déclinée, le Pacha n'y adhérant sûrement pas. En agissant ainsi, il ferait montre d'esprit de conciliation, ce qui lui éviterait d'avoir à subir la responsabilité d'une rupture franco-anglaise. Peut-être aussi, pensa-t-il, que si la France acceptait une transaction quelconque, et qu'elle aiderait à l'imposer au Pacha, celui-ci tiendrait surtout rigueur à la puissance qu'il considérerait comme son alliée, l'influence française en Egypte serait ruinée et Mohamed-Ali fort affaibli. Peut-être encore agissait-il dans le sincère espoir de rallier la France à sa politique et d'obtenir sa coopération.

Nous croyons plutôt qu'en faisant une offre transactionnelle, il comptait sur un refus. La manière

1. Lettre de Bulwer à Palmerston, 4 octobre.

dont il repoussa formellement la proposition de Sébastiani, ainsi que la manière dont plus tard il retira sa propre proposition, nous paraît significative à cet égard. Toujours est-il qu'aux premiers jours d'octobre, il offrit à Soult de laisser au Pacha la province d'Acre, moins la ville de Saint-Jean. Soult naturellement déclara que le Pacha ne se dessaisirait jamais de la ville sans laquelle la province n'était d'aucune importance, et tout en reconnaissant l'esprit de conciliation du ministre anglais, déclina cette solution (1).

Le Gouvernement français, disait le premier ministre, était si peu partisan de l'accroissement de la puissance de Mohamed-Ali, qu'il accepterait même une combinaison lui retirant l'Égypte.

Mais il fallait voir surtout ce qui était faisable et non ce qui était désirable.

La Russie était la seule puissance qui pût disposer de forces suffisantes par terre pour réduire Ibrahim, et dans ce cas le remède serait pire que le mal et le prestige du Sultan diminué bien plus que du fait du Pacha (2).

Soult espérait pouvoir cacher la sympathie de la France pour le Pacha, sous la crainte de l'intervention russe. Celle-ci était en grande partie ce que le

1. Lettre de Bulwer du 7 octobre.

2. Lettre du 25 octobre, de Granville à Palmerston.

Cabinet voulait éviter, mais la cause de son refus absolu d'agir venait beaucoup aussi de la grande popularité de Mohamed-Ali tant dans le pays que dans les Chambres et à la Cour.

Entre temps, à Vienne, on envisageait favorablement les propositions de Soult au sujet du Pacha. On estimait que la restitution immédiate d'Adana était importante et on désirait aussi celle de Candie. Pour la Syrie, le plan d'un morcellement du pouvoir héréditaire paraissait excellent, comme supprimant la menace égyptienne. Metternich accepterait volontiers la combinaison, si toutefois le Gouvernement français se déclarait prêt à agir. Fiquelmont avait même écrit à Paris son adhésion à la proposition française ; Metternich, par prudence, préféra la retenir, mais il fit une déclaration par laquelle l'Autriche accèderait au plan le plus favorable à la Porte qui serait négocié entre la France et l'Angleterre.

Le 12 octobre, la proposition Soult arrivait à Saint-Petersbourg ; elle ne paraît pas avoir été accueillie avec empressement car le bruit se faisait persistant que les troupes de Crimée allaient être renforcées, et qu'en tout cas Sébastopol et Odessa n'auraient pas leur garnison diminuée, ainsi qu'il était d'usage de le faire en hiver (1).

1. Lettre de Claricade, 18 octobre.

Le 29 octobre, Palmerston donnait officiellement à Granville sa réponse aux suggestions du Cabinet des Tuileries, expliquant que s'il les repoussait, c'était qu'elles laissaient le Pacha en situation de se rendre indépendant à son gré, et les puissances auraient ainsi laissé l'Empire Ottoman se démembrer contrairement au principe de l'intégrité; d'autre part, il estimait qu'avec la combinaison préconisée, Ibrahim serait assez fort pour prendre entièrement la position de son père, et qu'il refuserait de céder la Syrie à ses frères, soit en s'entendant avec eux (1), soit de son autorité d'ainé et de plus fort.

Le ministre anglais rappelait que pour obtenir la coopération du Gouvernement français, il avait, dans les premiers jours d'octobre, consenti à céder au Pacha le villayet d'Acre moins la ville (2), et qu'il avait renoncé à faire de la restitution de la flotte une question préalable. Or, le Gouvernement avait décliné la proposition anglaise, n'offrant même pas d'agir par coercition en cas de rejet par le Pacha de son propre plan.

Dans ces conditions, il priait le Gouvernement français de considérer son offre comme non avenue,

1. Lettre à Beauvale, 16 octobre.

2. Avec une frontière partant du Mont-Carmel, passant par le lac Tiberias, descendant le Jourdain et la mer Morte jusqu'au golfe d'Aakaba.

l'Angleterre s'en tenant à sa première solution : restitution intégrale de la Syrie ; il rompait toutes négociations.

Palmerston avait fait une démarche conciliante, il l'estimait suffisante pour lui enlever la responsabilité d'une rupture franco-anglaise ; devant un refus, il s'empressait de retirer sa proposition préférant ne rien sacrifier de sa politique orientale à l'amitié de la France à laquelle d'ailleurs il faisait le reproche de ne pas conformer ses actes à ses déclarations, et d'avoir refusé de réclamer la flotte malgré la note du 27 juillet 1839, en un mot, de faire la politique du Pacha et de le soutenir.

Les choses en étaient là en Europe, la diplomatie cherchait encore, fin octobre, un terrain d'entente pour exécuter les promesses faites le 27 juillet.

A Constantinople naturellement, les événements ne pouvaient non plus se précipiter.

La question dominante était encore la présence des escadres franco-anglaises devant les Dardanelles, et l'inquiétude de Boutenieff, soutenu par la Porte, à leur égard. *L'Etoile Polaire* restait ancrée dans le Bosphore pour prendre à son bord l'envoyé russe à la première nouvelle du passage des détroits.

Le 11 septembre, Stopford annonçait qu'il ne pouvait demeurer à Beshika-bay plus longtemps, et qu'il devait, pour prendre ses quartiers d'hiver, chercher à s'abriter dans les Dardanelles aux « Whites

Cliffes », sans que pour cela il y eût une menace quelconque sur les passes.

Le 28 septembre, le Divan, voyant les puissances inactives, renouvela de son plein gré sa note du 22 août réclamant l'exécution de leurs promesses. Elle déclarait n'accorder au Pacha, avec son pardon, que l'Egypte héréditairement, et ne faisait pas allusion à la Syrie.

La situation de la Turquie, depuis la note du 27 juillet, était critique de par sa situation incertaine vis-à-vis du Pacha, de par la menace des escadres et du mécontentement de la Russie.

Si les puissances ne tenaient pas leurs promesses, le Sultan désirait, au moins, pouvoir s'entendre directement avec son vassal, qui se montrait depuis quelque temps de meilleure composition, et éloigner ainsi les escadres des puissances maritimes.

Aussi à la note du 28 septembre était jointe une demande pour obtenir l'éloignement des escadres. On préférait les voir à Alexandrie ou à Smyrne plutôt que de prendre leurs quartiers d'hiver dans les Dardanelles.

Ponsonby répondit le 30 septembre oralement, et le 8 octobre par écrit ; Roussin répondit le 20 octobre ; tous deux tranquillisant la Porte au sujet des flottes, qui n'étaient là que pour donner leur appui au Gouvernement de Sa Hautesse, et aucunement pour lui causer des ennuis. D'ailleurs, pour assurer

l'unité d'action politique et éviter les froissements, les gouvernements avaient décidé que les instructions pour les amiraux viendraient de Vienne. Les ambassadeurs à Constantinople ne pouvaient rien faire à cet égard.

Le rapprochement anglo-russe devait seul amener la suspension de cette question des escadres.

Dès le 28 septembre, probablement au reçu des instructions du 9, Boutenieff faisait des ouvertures à Ponsonby pour une action simultanée, et chantait les louanges de son collègue à la Sublime-Porte.

Le 15 octobre, *l'Etoile Polaire* s'éloignait comme preuve de la confiance mutuelle de l'Angleterre et de la Russie.

D'autre part, le 29 octobre, Palmerston envoyait des instructions pour que l'escadre anglaise allât hiverner à Smyrne et non aux « White Cliffs ». Stopforp alla ancrer à Vourla. Le 4 novembre, Lalande recevait ordre de son côté d'ancrer aussi à Smyrne, pour la plus grande tranquillité du Divan, mettant ainsi fin à une situation épineuse.

En Egypte, après que les consuls eurent communiqué au Pacha le contenu de la note du 27 juillet, celui-ci redoubla d'activité, et n'attendit pas impasiblement le résultat des décisions des puissances. S'il arrivait à une entente directe avec le Sultan avant que les puissances n'aient eu le temps de s'étendre, il détruisait l'effet de leur intervention.

C'était une lutte d'influence et de vitesse qu'il avait à livrer à Constantinople. Il le comprit de suite.

Néanmoins, malgré une attitude plus conciliante qu'il était obligé de prendre vis-à-vis du Grand-Vizir, le Pacha ne renonçait pas à se montrer menaçant vis-à-vis des puissances européennes, espérant, par l'intimidation, obtenir plus aisément des conditions favorables.

Quand Cochelet lui déclarera le 14 août que les escadres franco anglaises recevraient probablement des instructions pour reprendre la flotte turque, le Pacha répondit qu'Ibrahim se lancerait en avant à la première menace ; il ajoutait que si, au contraire, Hoshrew était renvoyé, il ferait accompagner la flotte dans le Bosphore par son propre fils Saïd (1).

Campbell de son côté était chargé de montrer au Pacha qu'il était impuissant d'agir, soit militairement, soit politiquement, contre la décision que prendraient les puissances à son égard, et de lui conseiller de ne pas laisser, en aucun cas, avancer Ibrahim, car ce serait desservir sa propre cause (2).

Mais Mohamed-Ali n'était pas pour s'émouvoir de si peu ; pour l'avoir pratiquée, le Pacha connaissait la valeur d'une politique de menaces.

1. Lettre de Campbell, 15 août.

2. Note de Campbell à Mohamed-Ali du 20 septembre, conformément aux instructions de Palmerston du 13 septembre.

Il faisait même entendre aux consuls qu'il se pourrait bien qu'Ibrahim fût obligé de pénétrer en Asie-Mineure pour l'hiver.

Caillé, le 2 septembre, en effet, était de retour à Alexandrie et reconnaissait que, quoique Ibrahim fût à Marash, il serait obligé de prendre ses quartiers d'hiver à Diarbékir pour assurer son ravitaillement. Le Pacha paraissait même disposé à laisser son fils s'avancer en Asie Mineure aussi loin que cela serait nécessaire pour assurer la subsistance de son armée, si jusqu'au mois d'octobre les puissances n'avaient pas délibéré de son sort.

Mais si Mohamed-Ali menaçait d'un côté, de l'autre il se montrait fort conciliant, déclarant à Cochelet qu'il renoncerait à l'éloignement du Grand-Vizir dans l'espoir d'arriver à une entente directe avec le Divan.

Le 15 septembre, en effet, le Pacha adressait une lettre à Hoshrew et lui manifestait son changement d'attitude.

Il ne traitait plus le Grand-Vizir comme un ennemi personnel, il lui faisait seulement grief d'une conduite inamicale, d'avoir limité ses offres à l'Egypte seule et d'avoir considéré Ahmed comme un traître, alors que ce n'était qu'un « collègue qui, par suite d'une querelle avec un de ses collègues, s'est enfui chez un autre collègue ». Le Grand-Vizir n'avait pas cherché à concilier au plus grand profit de l'Empire

les intérêts des trois Pachas ; il n'avait cherché qu'à ruiner des amis, et c'était pour cela que Mohamed-Ali avait demandé sa démission.

Mais il était prêt à terminer cette querelle et demandait l'envoi à Alexandrie de deux ministres de la Sublime-Porte, qui n'auraient en vue que l'intérêt musulman pour négocier l'affaire.

Cette lettre parvenait à Constantinople le 24 septembre, et déjà Ponsonby redevenait inquiet (1), car si Mohamed-Ali faisait preuve d'esprit de conciliation, le Divan, las d'attendre leur décision, négocierait en dehors des puissances. Et, en effet, les ministres on s'en souvient étaient obligés, le 28 septembre, de rappeler aux ambassadeurs leurs promesses de juillet.

Malheureusement, les puissances par l'influence qu'elles exerceraient à Constantinople et au Caire allaient encore une fois empêcher les choses de s'arranger naturellement.

D'ailleurs, Hoshrew n'était plus le maître absolu ; au Divan son autorité était fortement contrebalancée depuis quelque temps.

Dans les premiers jours de septembre était arrivé à Constantinople Son Excellence Réchid-Effendi, ambassadeur de Turquie à Londres.

Il revenait après un long séjour en Europe tout acquis à une politique de collaboration avec les puis-

1. Lettre du 1^{er} octobre de Ponsonby à Palmerston.

sances occidentales, pour lesquelles il n'avait pas les mêmes méfiances que le vieux Hoshrew.

De plus, Palmerston avait su se rallier entièrement Réchid, et quand ce dernier exposa ses vues à Ponsonby celui-ci ne put que constater une identité de vues absolue entre eux. Désormais, Réchid sera l'homme de l'Angleterre ; celle-ci, assurée qu'il n'accepterait pas de s'entendre directement avec le Pacha, fera tous ses efforts pour le soutenir et le pousser au pouvoir.

Réchid avait déjà négocié la paix de Koutayah ; il avait en 1835 occupé le premier poste fixe d'ambassadeur ottoman auprès d'une cour européenne. En 1837, il était ministre des Affaires étrangères, et en 1838 Mahmoud l'avait envoyé à Londres de nouveau négocier le fameux traité offensif contre Mohamed-Ali.

Réchid, à son retour, commença par écarter ses concurrents éventuels ; Nourri-Effendi, sous-secrétaire d'Etat, aurait désiré prendre sa place avec l'appui de Sarim, mais le premier fut chargé d'une ambassade en France et le second en Perse ; et Réchid, maintenu à son poste, attendra que Hoshrew, à son tour, lui cède le pouvoir.

Si Mohamed-Ali avait une double politique, conciliante avec les uns, belliqueuse avec les autres, les puissances étaient aussi mécontentes de l'une que de l'autre.

A Vienne, on se montrait inquiet des vellétés qu'avait Ibrahim de prendre ses quartiers d'hiver en Asie-Mineure. Et après Cochelet et Campbell, Laurin fut chargé de faire savoir au Pacha qu'aucune avancée ne modifierait les conditions des puissances.

Fiquelmont craignait, non pas tant, de voir Mohamed-Ali occuper plus de territoire, ou même les Russes à Constantinople, mais que, devant une menace contre le Bosphore, les puissances n'agissant pas d'accord, un conflit n'éclatât entre elles, et que le Divan ne s'entendît avec le Pacha sans intermédiaires.

Le 5 octobre, l'internonce communiquait à Laurin les instructions de Vienne, précisant que le Pacha n'avait pas plus à espérer de la force que d'un arrangement direct avec la Porte.

Le même jour Ponsonby donnait à Campbell des instructions similaires à celle de Laurin, pour donner par l'appui de l'Angleterre, plus de poids à la démarche de ce dernier.

Laurin ne put voir le Pacha que le 16 octobre, celui-ci nia l'intention d'agir en dehors des puissances. Néanmoins, il ne pouvait, disait-il, répondre aux allégations que contenait la note autrichienne, car elle ne spécifiait aucun fait précis au sujet de ses intentions belliqueuses (1).

1. Rapport de Medem à Nesselrode.

Campbell, de son côté, fit sa démarche le 18 octobre, et le Pacha renouvela les déclarations qu'il avait faites à Cochelet au sujet du renvoi de la flotte, à Constantinople avec son fils, mais maintint toutes ses autres prétentions.

Pas plus à Alexandrie qu'à Constantinople, l'union existait entre les consuls, et il faut avouer que la pression exercée par eux sur le Pacha n'était pas des plus vigoureuses.

Comme tous ceux qui l'approchaient, les consuls se laissaient gagner par son charme, et sa haute intelligence savait les attacher à sa cause.

Campbell (1) fut même soupçonné à Londres de ne pas tenir un langage assez énergique, et le 26 septembre son rappel fut décidé ; on le remplaçait par le colonel Hodges, consul général en Serbie, qui, nouveau venu, ne serait pas contaminé par l'influence du Pacha et saurait montrer la fermeté exigée.

D'autre part, si Cochelet tenait au Pacha un langage sévère et conforme aux instructions de Paris, la colonie française assurait Mohamed-Ali que la France était son unique amie et qu'elle ne l'abandonnerait pas. Et s'il n'était pas question de mesures de coercition, c'était, Cochelet le disait lui-même au Pacha, parce que la France ne voulait pas en entendre parler (2).

1. M. Thurburn, consul anglais à Alexandrie, était aussi des partisans du Pacha.

2. Rapport de Medem à Nesselrode,

D'ailleurs, en dehors de cette attitude favorable à son égard des consuls, ceux-ci entre eux, ne montraient aucune cohésion. Le Pacha était fondé de croire donc que, non seulement la France lui était favorable et les puissances pas tout à fait hostiles, mais qu'elles n'étaient pas d'accord entre elles, ce qui enlevait à leurs demandes tout leur poids.

Bien mieux, le comte de Medem, consul général de Russie, cherchait à jeter la suspicion entre l'Angleterre et la France, et à détacher le Pacha de cette dernière puissance.

La Russie n'avait aucun intérêt ni en Egypte, ni en Syrie, ni dans la Méditerranée ; au Caire comme ailleurs, elle cherchait seulement à éloigner l'Angleterre de la France, afin qu'une entente de ces deux puissances ne fasse pas échec à sa politique sur le Bosphore.

L'intérêt de la Russie était donc, que Mohamed-Ali ne restitue pas la flotte ; car s'il le faisait, il supprimait une cause de discorde entre les deux puissances maritimes.

Medem conseillait au Pacha de conserver les navires ottomans, et, pour le persuader, lui dévoilait le projet français tendant à lui enlever Candie et Adana, et insinuait-il, peut-être plus (1). En conservant la flotte ottomane, le Pacha pouvait espérer de

1. Conversation du 8 octobre.

meilleures conditions. Mohamed-Ali, en effet, aurait renoncé à Candie, mais ne voulait pas se dessaisir d'Adana.

Le Pacha conservait une attitude résolue et légèrement menaçante. Il accueillait avec déférence les injonctions et les conseils des consuls; mais y répondait avec fermeté, cherchant toujours à négocier directement avec la Sublime Porte sans renoncer à aucune de ses prétentions.

La note du 28 septembre du Divan aux puissances lui fut pourtant une désagréable surprise. Il espérait que, par sa lettre du 15 septembre, Hoshrew consentirait à entrer en négociations avec lui; or, pour toute réponse, le Grand-Vizir insistait auprès des puissances afin d'obtenir leur intervention effective (1). Cette note ne devait pas décourager le Pacha; il fallait persévérer dans sa politique; le 19 novembre, sa bru Zehra Hanoum arrivait à Constantinople pour essayer de gagner à sa cause la Sultane mère, et par elle le Sultan (2).

La Porte aurait désiré réellement obtenir l'appui des puissances, mais les ministres ne voyaient jamais

1. Lettre de Campbell du 18 octobre. Le Pacha prétendait que Hoshrew, par une lettre du 3 septembre, avait fait des offres directes, et que sa lettre du 15 n'était que la réponse à ses offres. En réalité, la lettre du 3 septembre ne contenait aucune proposition de ce genre. Le Pacha voulait mettre sur le compte du Grand-Vizir l'intention d'agir en dehors des puissances.

2. Elle fit distribuer 50.000 ardebs de blé aux pauvres.

venir que des promesses. De jour en jour, le Pacha gagnait de l'influence au Sérail, et si les ambassadeurs ne présentaient pas un projet positif, une entente directe entre le Sultan et le Pacha ne pourrait être évitée.

Après la note du 28, la Porte en communiqua une le 12 octobre, se plaignant d'une reprise d'activité de la part des Égyptiens dans la région d'Orfa. Le 21, par une troisième note, elle demandait aux puissances de lui dire quelles mesures elle devrait prendre pour arrêter l'avancée du Pacha, qui, sous le prétexte de se saisir des déserteurs ou d'installer ses quartiers d'hiver, occupait bourgs et villages.

Sturmer répondit (le 24) conseillant au Divan d'éviter tout mouvement en avant, car un nouveau succès égyptien serait un nouvel atout dans la main de Mohamed-Ali ; en se retirant devant les soldats d'Ibrahim, la Porte témoignait de sa confiance dans les puissances. Mohamed-Ali ne réussira au contraire qu'à les irriter.

Il conseillait le calme et la temporisation. Ponsonby, de son côté, le 26, rassurait la Sublime-Porte, montrant la position du Pacha comme extrêmement critique en Syrie. Sa politique était de risquer de frapper un grand coup pour se mettre en une position plus favorable. La Porte n'avait rien à perdre en restant passive ; au contraire, le temps avait entraîné l'échec des prétentions et des intri-

gues du Pacha tant à Constantinople qu'en Roumélie et en Anatolie.

Ponsonby insistait surtout pour que la Porte ne cédât rien à Mohamed-Ali, même s'il avançait, et de ne pas le repousser ; toute concession aurait pour conséquence le démembrement certain de l'Empire. Si les généraux ottomans étaient victorieux, les puissances n'auraient pas à reprocher au Divan de ne pas les avoir attendues. Mais si la Porte avait le dessous, elle aurait gaspillé ses forces en pure perte, au lieu qu'avec un peu de patience elles auraient servi à restaurer l'Empire.

Les conseils étaient donc bien nets ; la Porte devait attendre, et ne céder ni aux menaces belliqueuses, ni aux offres pacifiques du Pacha. Les puissances avaient résolu d'intervenir, et le Sultan avait tout à gagner de cette intervention, même si elle devait tarder.

En Europe, les négociations continuaient ; la Russie, persévérant dans la voie d'une alliance russo-anglaise, se montrait toute prête à reprendre la conversation à Londres.

En attendant, Soult apercevait peut-être la manœuvre de Palmerston de jeter sur la France la responsabilité d'une rupture entre elle et l'Angleterre ; le 25 novembre, pour éviter toute équivoque, il répondait longuement à la lettre du 29 octobre du ministre anglais, qui reprochait au Cabinet des Tui-

leries de soutenir le Pacha contrairement au principe de l'intégrité de l'Empire Ottoman.

Soult ne pouvait accepter cette accusation ; n'était-ce pas la France, rappelait il, qui avait agi la première en Orient ? n'était-ce pas grâce à elle, à la mission Caillé (1) qu'Ibrahim n'avait pas dépassé Marash malgré l'agression du Sultan ? La déclaration d'intégrité de l'Empire Ottoman par acte public n'émanait elle pas du Cabinet de Paris ? Les ambassadeurs français n'avaient-ils pas agi de concert avec les autres puissances le 27 juillet ?

Si la France n'acceptait pas le plan anglais d'intervention, c'était que ce plan, qui voulait défendre le principe d'intégrité, risquait au contraire de le faire sombrer dangereusement devant une intervention russe.

Le plan français, pour Soult, avait le double avantage de ne pas attenter au principe, tout en ne faisant pas courir le risque de voir la Russie rompre, en sa faveur, l'équilibre européen en Orient.

En accordant la Syrie au Pacha, le plan français ne violait pas plus l'intégrité de l'Empire Ottoman que si, seulement, l'Égypte lui était accordée.

Quant à refuser d'agir par coercition, Soult protestait de ne l'avoir fait que parce qu'il ignorait quelles conditions ces mesures imposeraient au Pacha.

1. Lettre de Granville à Palmerston, le 18 novembre.

Les causes réelles du dissentiment franco-anglais sont que « la France a principalement en vue le côté « européen de la question, tandis que l'Angleterre « s'est trop préoccupée des considérations relatives « à la position respective de la Porte et du Vice-« Roi ».

C'était en effet là le point par lequel, partant du même principe, la France et l'Angleterre aboutissaient à des politiques si différentes et opposées.

Jusqu'à la fin de la discussion, les deux Cabinets, dans leurs notes, lettres et réponses, se tiendront sur leurs positions respectives, sans se rapprocher d'un seul pas, chacune se butant contre les mêmes arguments.

On peut dire qu'ils étaient comme deux individus parlant deux langues différentes, et chacun se refusant de faire le moindre effort pour comprendre l'autre. On peut dire que la France parlait russe et l'Angleterre égyptien, toutes les deux ayant l'intention de parler en turc.

Pourtant, il faut rendre cette justice à Soult que s'il eût reçu ses apaisements du côté de la Russie, il aurait fait un effort sincère pour se rallier au point de vue anglais sur l'Égypte, au risque même de mécontenter le pays. Il était de toute évidence qu'il ne pouvait à la fois mécontenter les Chambres et renoncer à sa politique de méfiance vis-à-vis de la Russie, pour satisfaire l'Angleterre. Le dissentiment

entre Londres et Paris venait donc bien moins de la sympathie de Soult pour le Pacha que de la méfiance de la France envers la Russie et de la haine personnelle de Palmerston pour Mohamed-Ali ; haine personnelle, car les Anglais, les commerçants de la Métropole, de l'Égypte ou de l'Inde, n'avaient aucune animosité contre lui ; ils reconnaissaient au contraire combien la tranquillité qu'il assurait à l'Égypte était favorable à leurs affaires.

Le Cabinet de Londres reçut bientôt la nouvelle que la Russie consentirait à renoncer au bénéfice d'Unkiar-Kelessi et à coopérer à la protection de Constantinople avec les autres puissances. Palmerston s'empressa d'en faire part à Soult (1), espérant que la France n'aurait plus d'objection pour agir contre le Pacha ; Soult répliqua aussitôt que si les termes de la convention étaient tels « qu'ils com-
« portent de la part de la Russie une renonciation
« effective à la position exceptionnelle qu'elle s'at-
« tribuait à Constantinople, quel qu'en puisse avoir
« été le motif, nous causerons avec une très vive
« satisfaction ». Mais cette renonciation ne doit être accompagnée d'aucune condition ou réserve tendant à contrecarrer son effet ostensible (2).

Elle nous donnera gain de cause sur « le point
« qui nous a constamment paru le plus important

1. Par Granville, le 9 décembre.

2. Lettre de Soult à Sébastiani.

« de la question d'Orient ; elle nous amènera au
« résultat que nous avions d'abord en vue et que
« depuis quelque temps nous désespérions d'obte-
« nir ».

« Vous savez, en effet, que dès le principe de la
« négociation, nous nous sommes attachés à en faire
« sortir l'annulation du protectorat exclusif exercé
« par la Russie sur le Sultan.

« Nous avons dit et répété sans cesse que c'était
« surtout à Constantinople qu'il fallait garantir l'in-
« dépendance de la Porte, que le nœud de la diffi-
« culté était là. Ce n'est pas de notre faute si en
« s'opiniâtrant trop longtemps à le voir là où il
« n'était pas dans la question, relativement secon-
« daire pour l'Europe, des rapports du Sultan avec
« le Vice-Roi, on a multiplié les complications au
« point de les rendre insolubles.

« Bien plus, « une convention conclue sur de
« telles bases changerait l'état des choses ; le gou-
« vernement du roi y trouverait un motif suffisant
« pour se livrer à un nouvel examen de l'ensemble
« de la question »... « même dans les parties où les
« puissances semblaient avoir absolument arrêté
« leur opinion »... « et sans excepter les points sur
« lesquels les divers Gouvernements avaient des vues
« si différentes au point de rendre toutes négocia-
« tions inutiles » (1).

1. Lettre de Soult à Sébastiani.

Les sentiments de Soult nous paraissent sincères ; contre le sacrifice d'Unkiar-Kelessi, il renoncerait à défendre le Pacha et accepterait de lui imposer la solution délibérée par les puissances.

Seulement, la proposition russe ne devait pas être une « renonciation effective » à la « place prépondérante » qu'elle prétendait occuper à Constantinople.

Nesselrode écrivait dans ces termes à Kissilef le 10 novembre : « L'Empereur appréciant toute la « gravité des considérations que Lord Palmerston a « fait valoir dans le but de nous démontrer la nécessité où était l'Angleterre d'insister sur la coopération d'une partie de ses forces navales dans le cas « où un péril imminent forcerait la Porte ottomane « à avoir recours à l'intervention militaire de la « Russie.

« S. M. l'Empereur est disposé à adhérer sous ce « rapport au vœu que le Cabinet de Londres lui a « manifesté, et à admettre, si l'hypothèse dont nous « avons fait mention venait à se réaliser, que le « pavillon de chacune des puissances qui voudraient « participer à l'action commune soit représenté par « l'envoi de quelques bâtiments afin de constater « par là qu'elles ont toutes concouru à la défense « et à la protection de la capitale de l'Empire Ottoman.

« Un arrangement spécial devra fixer le *nombre*

« de ces vaisseaux, et indiquer les *parages* où ils
« devraient croiser dans la mer de Marmara près du
« détroit des Dardanelles, de manière à prévenir tout
« contact avec les forces russes destinées à mettre
« Constantinople à l'abri de toute attaque du côté du
« Bosphore. »

Burnow partait de nouveau pour Londres avec des instructions conformes à cette note qui, il faut en convenir, répondait très exactement aux objections que Palmerston avait soulevées contre les premières propositions russes, mais qui, ainsi que nous l'allons voir, ne pouvaient satisfaire le Cabinet des Tuileries.

Pour Palmerston, son siège était fait avant même de connaître la teneur exacte des propositions russes ; il faisait entière confiance à la Russie, il était prêt à accepter même la première proposition Burnow (1), quelle que soit la deuxième proposition, il est résolu de l'accepter (2), et il l'annonce d'avance à Granville en lui faisant part de l'arrivée de Burnow.

Palmerston était bien résolu à se passer de la coopération de la France aussitôt qu'il serait assuré d'une entente avec la Russie. Il savait que l'Autriche et la Prusse marcheraient avec lui dans le sillage du

1. Lettre du 24 septembre 1839 à Bulwer.

2. Lettre du 6 décembre à Granville.

Tzar ; leur politique dans une semblable question n'étant pas directement intéressée, ils se mettraient au service de leur allié autocrate. En gagnant la Russie, Palmerston ralliait à son plan trois puissances, et à quatre une action devenait possible en dehors de la France.

Le 16 novembre en effet, Metternich, en déclarant se rallier à la proposition la plus favorable à la Sublime-Porte, disait espérer... « que l'Angleterre, « l'Autriche et la Russie pourront agir de concert ».

La Prusse ne se montrait pas la moins pressée à la conclusion d'un accord anglo-russe (1).

La grosse erreur de la France fut d'avoir cru qu'on ne pourrait se passer d'elle pour le règlement de la question orientale, et que, pour obtenir son concours, les autres puissances accéderaient à son plan à elle.

Louis-Philippe était convaincu aussi que l'Angleterre ne pourrait s'entendre avec la Russie ; il croyait surtout pouvoir compter sur l'Autriche, et avec son appui faire prévaloir sa politique (2).

Le roi subissait l'influence du prince chancelier d'Autriche avec lequel il entretenait une correspondance en dehors de ses ministres, et aux suggestions duquel il était enclin d'obéir à l'encontre des avis

1. Lettre du 13 novembre de Hamilton à Palmerston.

2. Discours de Thiers à la Chambre, janvier 1840.

de son Cabinet. Louis-Philippe, devant les protestations d'amitié de Metternich, croyait avoir en lui un allié; en réalité, Metternich n'aurait à aucun moment hésité à abandonner Louis-Philippe pour le Tzar.

C'est un peu pour avoir eu trop confiance en lui et avoir voulu suivre une politique personnelle, en cherchant à se rapprocher de l'Autriche, que le roi ne sut pas faire des concessions à l'Angleterre, conseillant même à ses ministres d'être intransigeants. Le roi aurait dû se méfier de l'Autriche, les ministres auraient dû faire moins confiance à l'Angleterre et se montrer aussi prudents que Palmerston l'était sous son apparence de témérité.

Résolu qu'il était d'agir sans la France, il ne voulait pas que la flotte française fût en Méditerranée numériquement supérieure à la flotte anglaise, et que cette supériorité encourageât le Gouvernement français à s'opposer par la force à l'action de l'Angleterre. Il voulait être assuré de pouvoir agir avec violence et sans risques; il prenait ombrage du moindre accroissement numérique de l'escadre française.

Le 10 décembre, ayant appris qu'en plus des huit vaisseaux en mer, il s'en équipait 8 autres à Toulon, il faisait demander des explications à Soult. Il voyait là, disait-il, une menace contre la Grande-Bretagne, car certainement ce n'était ni contre la Turquie, ni

contre l'Egypte, ni contre la Russie, enfermée dans la mer Noire, que ces mesures étaient prises.

L'Angleterre, malgré l'amitié des deux Gouvernements, serait obligée de prendre ses précautions en renforçant son escadre.

Le ministre anglais ne cachait pas à Sébastiani que la politique de la France paraissait viser à la constitution d'un royaume d'Egypte, Syrie et Arabie, placé sous l'influence française. L'Angleterre se trouverait obligée d'accroître sa flotte pour prévenir l'exécution de ce plan ambitieux (1).

Et ainsi, pour une question incidente, Palmerston dévoilait le fond de sa pensée ; sa politique dirigée contre le Pacha l'était dans le fond aussi contre la France.

La France ne devait pas avoir en l'Egypte un allié, la France ne devait pas pouvoir fermer la route de l'Inde à l'Angleterre ; c'était pour cela qu'il fallait en Egypte un pouvoir faible et à la merci d'un coup de main anglais, c'était pour cela que le Pacha devait être dépouillé de ce qu'il avait su acquérir.

Il nous paraît évident qu'une partie au moins de la haine du ministre anglais contre Mohamed-Ali venait de l'amitié de ce dernier pour la France ; le Pacha fut, par suite, en partie victime de cette amitié dont il donna une preuve de plus en acceptant la

1. Lettre du 10 décembre à Granville.

mission Caillé, et nous devons constater, avec regret, que l'appui que cette amitié aurait dû lui valoir allait lui faire défaut.

Au lieu de persévérer dans ses armements, Soult, pour satisfaire Palmerston et apaiser ses inquiétudes, s'empessa de le rassurer, lui affirmant que la flotte française ne devait pas être de plus de 13 vaisseaux, dont deux affectés au transport des troupes en Algérie (1).

Bien mieux, le 23 décembre, *l'Eclaireur de la Méditerranée* annonçait que l'escadre du Levant serait réduite à six vaisseaux, et l'escadre de Toulon de réserve en aurait huit. L'Angleterre renforçait la sienne de trois vaisseaux, et Palmerston pouvait être tranquille, ses forces étaient plus imposantes que celles de la France.

C'est dans une situation aussi défavorable que la France allait avoir à engager des négociations délicates. Son unique alliée, devenant son principal adversaire, l'abandonnerait pour suivre une politique qui était le contrepied de la sienne, et fera en sorte d'y rallier les autres puissances.

Mais en France on n'en jugeait pas ainsi ; le roi comptait sur l'Autriche, les ministres ne désespéraient pas de l'Angleterre, alors que déjà, et l'Autriche, et l'Angleterre, les abandonnaient ; et on espérait pou-

1. Lettre de Granville à Palmerston, 13 décembre.

voir, sans mécontenter personne, imposer une politique favorable à Mohamed-Ali.

Une pareille tâche était impossible ; c'est pour ne pas l'avoir vu que la France, se refusant à toute solution transactionnelle plus favorable à son protégé qu'une condamnation absolue, allait avec elle l'entraîner dans un désastre politique.

Il n'est pas téméraire de dire, en effet, que si le Pacha ne s'était pas senti soutenu par la France et n'avait pas compté sur son appui, il aurait, au moment voulu, rabaisé ses exigences et accepté des conditions transactionnelles.

Peut-être aussi la France présumait-elle trop des forces du Pacha et comptait sur lui pour se refuser à toute transaction.

Toujours est-il que de cette mutuelle confiance allait sortir un échec complet et des ambitions françaises et des ambitions égyptiennes.

CHAPITRE VI

DEUXIÈME MISSION BURNOW. — SUITE DE LA POLITIQUE CONCILIANTE ET EXPECTANTE DU PACHA D'EGYPTE

Burnow arriva à Londres vers la mi-décembre, il engagea aussitôt les négociations avec Palmerston et lui soumit un plan complet d'action.

Une entente devait s'établir entre les puissances sur les divers points du problème oriental : délimitations territoriales, mesures de coercition et protection de Constantinople. Une convention serait conclue entre elles pour assurer l'exécution des mesures délibérées, et qui devraient être soumises à la Porte pour adhésion.

Les puissances devaient d'abord s'entendre sur le principe de l'intégrité de l'Empire Ottoman. Mohamed-Ali recouvrerait l'Egypte héréditairement, mais sous la souveraineté du Sultan et à charge de payer un tribut. La Syrie, Adana, Alep, Damas et Candie

feraient retour à la Turquie et la flotte serait renvoyée à Constantinople.

Ces conditions, approuvées par la Porte, seraient notifiées au Pacha. Et en cas de refus de s'y soumettre, on emploierait à son égard des mesures coercitives graduellement plus sévères : rupture des communications avec la Syrie, blocus, etc. etc.

Si le Pacha marchait sur Stamboul, les Russes se posteraient en Asie pour défendre la ville, leur flotte entrerait dans le Bosphore, tandis qu'un certain nombre (à fixer) de vaisseaux des autres puissances croiseraient à l'entrée des passes des Dardanelles, entre Gallipoli et le golfe de Mondiana, mais sans pousser jusqu'au Bosphore.

Seuls les Russes seraient donc réellement à Stamboul.

Aussitôt la menace d'Ibrahim écartée, les escadres se retireraient, et les puissances s'engageaient à reconnaître le principe de la fermeture des Dardanelles.

Le 4 janvier, Palmerston (1) informait Sébastiani de ce projet de convention, avant même que de le soumettre au Cabinet de Saint-James, qui ne devait le connaître que le 5 janvier ; mais, pour ne pas éveiller la méfiance de la France, il ne fit pas mention des restrictions apportées à l'intervention des escadres franco-anglaises dans le détroit.

1. Lettre de Palmerston à Sébastiani, 5 janvier.

Le 13 janvier, Soult connut dans toute leur teneur les offres russes ; il fit entendre à Granville que la France ne saurait consentir à voir limiter le nombre de ses vaisseaux dans les Dardanelles, pas plus que leur zone d'action, tandis que la Russie aurait, à Constantinople même, toute latitude pour déployer autant de forces qu'il lui plairait. Il ne convenait pas au Cabinet des Tuileries de faire figure à Constantinople de parent pauvre, pour rehausser le prestige russe.

C'est sur un pied d'égalité que Soult exigeait d'être admis dans les détroits.

Néanmoins, le 24 janvier, Granville était appelé par le premier ministre français pour l'entretenir de la convention « ébauchée » par Palmerston dans les premiers jours du mois.

Soult marqua d'abord sa satisfaction de ce que cette communication à Sébastiani ait été faite à la France avant d'avoir été portée à la connaissance des autres cours. Il y voyait l'intention ferme de la part de l'Angleterre de n'agir en Orient qu'avec le concours de la France.

Nous verrons qu'en réalité cette ébauche était le premier acte d'une action politique qui devait amener la France à renoncer à toute coopération en Orient.

Granville obtint de Soult la promesse qu'une réponse confidentielle serait faite à l'Angleterre avant

que les propositions ne soient officiellement communiquées. Sébastiani recevait, le 26 janvier, des instructions pour répondre au Cabinet de Londres.

Soult approuvait l'idée de conclure une Convention d'accord avec la Porte, qui serait représentée à la Conférence, bien qu'il doutât (à tort comme on voit) du consentement de la Russie sur ce point, mais il refusait de se rallier au plan anglais sur la question territoriale.

Il doutait également d'obtenir la soumission de Mohame-Ali par les moyens de coercition préconisés. Pour lui, la seule action réellement efficace serait une intervention de la Russie en Asie Mineure et en Syrie, et cela ne pouvait convenir au Gouvernement français, ni, croyait-il, au Gouvernement anglais.

Soult trouvait avec raison qu'il y avait une disproportion entre les sacrifices exigés du Pacha et les mesures qu'on se disposait à prendre contre lui. Il acceptait néanmoins l'idée d'une convention réglant la question orientale sous tous ses aspects.

Le 31 janvier, répondant à Paris, Palmerston (1) reconnaît que le plan soumis à Sébastiani n'était en effet qu'une ébauche ; il n'avait pas eu le temps, prétendait-il, de mûrir et soumettre aux puissances un projet définitif.

En réalité, il y avait déjà, pour ainsi dire, accord

1. Lettre à Granville.

entre Burnow et lui sur la Convention à conclure.

Le ministre anglais avait déjà, depuis le 14 janvier, invité le Gouvernement de Berlin à discuter la question d'Orient, et à munir son chargé d'affaires de pouvoirs, pour négocier avec les puissances entre elles, et entre les puissances et la Porte, au sujet d'un règlement définitif.

Et alors que Palmerston faisait croire à la France qu'il n'y avait qu'une ébauche de projet et qu'elle était la seule renseignée, il écrivait le 25 janvier à Ponsonby lui faisant savoir que les négociations avec l'Autriche et la Russie étaient fort évançées, que les envoyés avaient pleins pouvoirs pour signer une convention ; en conséquence, il pressait la Porte d'expédier à Nourri, son ambassadeur à Paris, des pouvoirs « pour signer à Londres toute convention qui peut « lui être proposée par les plénipotentiaires des 5 puissances, ou par ceux de 4 sur 5, pourvu que ce soit une convention assurant des avantages au Sultan, sous la forme d'appui et assistance de la part des puissances d'Europe ».

Boutenieff à Constantinople, recevait en janvier également, des instructions pour « s'associer à toutes « les démarches que Lord Ponsonby croirait nécessaires de faire pour inspirer au Divan une juste « confiance dans les intentions des Cabinets ».

Dès la fin janvier 1839, le complot contre la France était donc déjà en pleine voie d'exécution, cette puis-

sance allait se trouver devant le fait accompli et elle allait devoir, ou se soumettre aux décisions des 4 puissances, ou renoncer à coopérer avec elles en Orient. L'abandon de la France par l'Angleterre est un fait accompli, sans que cette dernière puissance ait fait un sincère effort de conciliation.

Entre temps, la Russie essayait d'endormir les méfiances de la France ; ayant eu connaissance des déclarations du 25 novembre du Soult à Palmerston, Nesselrode se montrait froissé d'y voir « l'accusation portée contre la Russie de faire peser sur la Porte ottomane un protectorat exclusif et dominant ». La Russie aurait pu clore les négociations avec la France, écrivait-il à Burnow, mais elle était au-dessus de ces susceptibilités d'amour-propre, le but à atteindre était haut, et l'Empereur n'y renoncera pas au moment où « il vient de donner au monde la preuve la plus éclatante de son abnégation » (1).

Le 20 janvier, Medem communiquait à Soult une lettre de Nesselrode dans laquelle celui-ci renouvelait ses protestations contre la méfiance de la France (2). La Russie ne prétendait aucunement au protectorat exclusif sur la Sublime-Porte, elle renoncerait à sa situation privilégiée si les puissances s'en-

1. Cette lettre n'est qu'une déclaration emphatique ne donnant aucune précision sur les offres russes.

2. Lettre en date du 26 décembre.

gageaient à reconnaître le principe de la fermeture des détroits.

La Russie n'avait pas non plus cherché, ainsi que l'affirmait le Cabinet de Paris, à séparer Saint-James des Tuileries, car au lieu d'envenimer les choses en appuyant le plan anglais, le plus conforme aux intérêts de la Porte et à la dignité des 5 puissances, elle avait simplement déclaré adhérer au projet le plus favorable au Sultan, à condition qu'il fût agréé par ce dernier.

D'ailleurs, depuis les dernières concessions faites par l'Empereur, aucun doute ne pouvait plus subsister sur la pureté des intentions du Cabinet de Saint-Pétersbourg.

Le but de cette démarche russe était sans doute de préparer la voie aux offres de Burnow, de les appuyer et d'en faciliter l'acceptation par le Cabinet français au moyen d'une déclaration préalable de désintéressement.

Soult répondit à Medem (1) que la France n'avait jamais songé à enlever à la Russie la part d'influence sur le Bosphore qu'elle tenait de la nature des choses ; elle voulait seulement « que les autres puissances ne soient pas déshéritées de la part qui leur appartient également ».

La modération personnelle du Tzar était une

— 1. 24 janvier 1840.

garantie appréciable au maintien de l'intégrité de l'Empire Ottoman, mais la France voudrait pouvoir compter aussi « sur un ensemble de mesures politiques combinées pour la protection efficace de tous les droits et de tous les intérêts ».

Soult repoussait l'idée de s'ériger en protecteur du Pacha, « et c'est avec une satisfaction réelle qu'il y trouve (dans la note russe) l'assurance que M. de Bismarck a la mission de travailler à faire cesser, sur le « point délicat du règlement territorial de la question d'Orient, les dissentiments partiels de la France et de l'Angleterre, dissentiments qui ne « sauraient être que temporaires entre deux Cabinets unis par des liens si étroits ».

Soult ne se doutait guère que la Russie, à l'heure à laquelle elle écrivait, était plus unie à l'Angleterre que la France, et que Palmerston avait déjà dans son esprit décidé de sacrifier « aux dissentiments temporaires », « les liens si étroits » qui unissaient les deux pays.

Pendant que Londres réunissait les éléments d'une convention internationale pour régler la question orientale, que se passait-il en Orient, tant au Caire qu'en Syrie et à Constantinople.

En Egypte, l'Angleterre allait faire seconder son action de Londres par le consul général Hodges. Celui-ci devait surtout donner au Pacha l'impression que, s'il ne se soumettait pas aux injonctions des

puissances, celles-ci étaient prêtes à agir avec énergie et à imposer leurs volontés. Campbell avait été jugé trop faible et partisan de Mohamed-Ali pour remplir cette fonction.

Passant par Vienne le 9 octobre 1839, Hodges recevait de Metternich l'assurance d'une identité de vues entre l'Angleterre et l'Autriche. Le consul anglais était chargé d'insister auprès du Pacha pour lui faire comprendre toute la portée d'une pareille entente.

D'autre part, l'Angleterre, par égard sans doute pour la France, pour faire montre de son désintéressement sur l'Egypte et pour atténuer son attitude à l'égard du Pacha, se défendait d'avoir contre lui une animosité quelconque. Beauvau, le 16 novembre, donnait à Hodges des instructions pour que celui-ci « si l'occasion se présente » montrât à Mohamed-Ali l'Angleterre satisfaite de l'administration du Pacha en Egypte, administration qui assurait la sécurité à la route des Indes. Et si cette puissance pourtant s'opposait à l'installation du Pacha en Syrie, c'était non parce qu'elle avait des griefs personnels contre lui, mais parce qu'elle estimait que sa présence en Asie serait un dissolvant à l'intégrité de l'Empire Ottoman.

D'ailleurs, en Afrique seulement, le Pacha pouvait assurer solidement l'avenir des siens, en Asie aucune paix ne serait possible, il n'y aurait que des trêves.

Hodges devait montrer aussi au Vice-Roi que la moindre défaite en Syrie l'obligerait à abandonner ces provinces, tandis que la plus éclatante victoire ne lui donnerait aucun profit, cela de par l'opposition des puissances, qui, pour leur propre intérêt, lui refuseraient tout accroissement. Hodges devait tenir ce langage au Pacha ; car « par l'ascendant que Mohamed-Ali semble exercer sur tous ceux qui « l'approchent, il est possible que ces vérités n'aient « pas encore été entendues en Egypte ». La mission de Hodges était de les dire.

La France avait, en octobre, remplacé à Constantinople, comme ambassadeur, M. Roussin par M. de Pontois ; celui-ci, plus souple et plus diplomate que l'amiral, y était mieux à sa place.

Pour rassurer le Reis-Effendi sur les sentiments de la France, Pontois chercha d'abord (le 30 octobre) à lui démontrer que le plan du Gouvernement français pour régler la question d'Orient (morcellement de la Syrie) n'était pas un plan définitif, mais un projet susceptible de modification. L'Angleterre et la France, assurait-il, étaient d'accord sur le fond de la question, elles ne différaient que sur les moyens à employer pour la résoudre.

Pontois aurait bien voulu aussi convaincre la Porte de négocier directement avec le Pacha. Un arrangement direct s'imposerait à l'Angleterre et écarterait la menace russe. C'était déjà le retour à la politique

première de la France, et que Thiers allait essayer de faire prévaloir sous peu.

L'ambassadeur français insistait sur l'impossibilité d'amener la Russie à un arrangement immédiat. Une fois l'accord fait entre le Sultan et le Vice-Roi, les puissances pourraient au contraire facilement se concilier.

Naturellement, Ponsonby ne l'entendait pas de cette oreille ; une intervention pour lui, était nécessaire, et il contrebalançait l'influence française et ses suggestions (1) de toutes ses forces.

Palmerston écrivait le 2 décembre à son agent pour qu'il insiste auprès du Gouvernement ottoman de ne faire aucune concession au Pacha et d'avoir confiance dans l'appui des puissances.

Ponsonby voulait, non seulement empêcher un accord direct, mais encore toute concession de la part du Divan, concession qui servirait d'argument au Gouvernement français pour appuyer son plan.

Pour cela, quand la Porte avait lieu (2) de craindre une attaque de la part du Pacha, Ponsonby s'empressait de la rassurer, lui montrant le Pacha perdant, par une attaque, tous ses avantages (3), et la

1. Lettre du 13 novembre 1839 à Palmerston.

2. Rapport de Laurin à Sturmer du 16 décembre montrant Mohamed-Ali hésitant entre les partisans de l'offensive et ceux de la défensive, et faisant des préparatifs de guerre, déclarant lui-même se préparer à faire face à toute éventualité.

3. Lettre à Palmerston, du 29 décembre 1839.

tranquillisant par l'exposé des mesures qu'on prendrait contre lui.

Les efforts de Pontois, pour arriver à une entente directe, étaient d'autant plus vains que le Reis-Effendi était tout dévoué à Palmerston, et entièrement gagné aux idées anglaises. Son opposition à une entente directe avec Mohamed-Ali aurait prévalu même contre l'avis du Grand-Vizir, dont l'autorité, minée de jour en jour par Réchid, allait en s'affaiblissant.

Réchid, tant pour gagner les sympathies des puissances que pour se poser comme civilisateur, en rival de Mohamed-Ali, avait des prétentions de réformateur.

Il conçut un Hatti-shérif, connu sous le nom de Hatti-shérif de Gulhane, qu'il fit solennellement proclamer le 3 novembre 1839. Ce Hatti-shérif était en quelque sorte une déclaration, une charte des libertés des sujets ottomans de toutes les confessions, mais il n'avait aucune portée pratique et ne peut être considéré comme une loi.

Le 18 décembre, Kiamil-Pacha arriva à Alexandrie porteur du dit Hatti-shérif pour que le Pacha le promulguât sur ses territoires. Une lettre du Grand-Vizir assurait Mohamed-Ali que « tout le monde a la conviction » que le Pacha « agira conformément aux ordres souverains ». Un firman ordonnant la pro-

mulgation était joint au Hatti-shérif, affirmant la souveraineté du Sultan sur l'Egypte.

Mohamed-Ali se garda bien de se refuser à cette promulgation, qui ne le gênait en aucune façon, bien au contraire, il fit croire à ses sujets que l'acte venait le confirmer dans ses pouvoirs.

D'ailleurs, le Pacha ne cherchait pas à mécontenter la Sublime-Porte ; il savait que ne pouvant compter sur les puissances, il n'avait à espérer que dans des négociations directes, et que s'il échouait il ne lui resterait qu'à se défendre les armes à la main.

Aussi, dès la fin octobre, tout en continuant à vouloir gagner les bonnes grâces du Divan, il prendra diverses mesures de sécurité que comportaient les nouvelles peu brillantes de Syrie.

Jusqu'à la fin d'août, la situation y avait été satisfaisante ; Ibrahim avait réprimé aisément les insurrections des montagnards et maintenu l'ordre dans le pays malgré le mécontentement des populations soumises au paiement de l'impôt et à la conscription (1).

Dans le courant de septembre, une insurrection plus violente que les autres avait éclaté dans le Harouan, et les troupes égyptiennes furent battues ; des tribus avaient abandonné le Pacha pour se

1. Voir divers rapports des agents britanniques en Syrie de la fin d'août,

joindre aux insurgés, et le mouvement s'était étendu.

L'armée de Syrie se trouvait épuisée par les pertes continuelles et les continuels efforts qu'elle soutenait ; vivres, vêtements, munitions, commençaient à manquer. Les caisses du Pacha se vidaient aussi, et les Pachas d'Anatolie commençaient à désertre la cause du vainqueur de Nézib (1).

L'attente, dans une situation incertaine, et la guerrilla que Mohamed-Ali avait à soutenir, diminuaient journellement sa puissance de combat et de résistance.

Vers la mi-octobre, Ibrahim réprima énergiquement la révolte afin d'avoir les mains libres ailleurs en cas de besoin.

Il prenait ses positions d'hiver à Marash, où il avait fait construire des hôpitaux, des casernes, des redoutes (2). Saint-Jean-d'Acre aussi était activement mise en état de défense. Le Pacha commençait à concentrer ses forces, disséminées dans ses vastes territoires, pour faire face, par une résistance désespérée, aux puissances qui voudraient le chasser de Syrie.

Si le Gouvernement de Mohamed-Ali était impopulaire en Syrie et ne se maintenait que par la force, en Egypte la lassitude avait gagné la flotte ottomane.

1. Rapport de Laurin à Sturmer 26 septembre 1839.

2. Rapport anglais de la fin et la mi-octobre, parvenus à Londres vers le 10 décembre.

Officiers et matelots commençaient à trouver trop long un exil duquel ils n'avaient rien à gagner ; et, assurés de leur pardon, ils n'aspiraient qu'à retourner en Turquie.

Leur mécontentement augmentait journellement, si bien que les consuls espéraient que le Pacha, trouvant dans la flotte une charge trop lourde, proposerait de la restituer (1).

La situation de la Porte s'améliorait donc, avec le temps, de tout ce que perdait la position du Pacha.

Les insurrections en Syrie se suivaient sans solution de continuité, toutes réprimées dans le sang. Après celle du Harouan, une autre révolte éclatait en novembre-décembre à Jérusalem, à propos de la collecte des impôts.

Quant à la flotte turque, le Pacha ne se résignait pas à la restituer ainsi qu'on l'avait espéré. Pour empêcher des défections de la part des Ottomans, le Vice-Roi fit procéder à une fusion des équipages des deux flottes (2), et leur donnait un même uniforme remplaçant l'uniforme franc des Ottomans par l'uniforme égyptien, qui était l'ancien vêtement traditionnel des Turcs ; il espérait par ce retour au passé gagner ces derniers.

1. Lettre du consul de Prusse Wagner à Kanigsmarck, 26 novembre, et rapport de Ponsonby à Palmerston du 27 novembre, reçu à Londres le 22 décembre.

2. Lettre du 28 décembre de Laurin.

Le Pacha donnait comme prétexte de cet amalgame que les marins égyptiens étant plus adroits que les turcs leur serviraient d'instructeurs, mais il assurait que la flotte n'en demeurerait pas moins au Sultan ; il faisait entendre néanmoins que s'il était attaqué il l'utiliserait pour sa propre défense.

D'autre part, le Pacha cherchait à concentrer le plus possible ses forces, il sentait que si ses négociations avec la Porte allaient échouer, il aurait à subir un choc contre lequel tous ses moyens ne seraient pas de trop.

L'Arabie était pour lui un poids mort, qui lui coûtait un nombre incalculable d'hommes et beaucoup d'argent sans aucun profit. Les troupes lui seraient plus utiles pour la défense éventuelle de l'Egypte et de la Syrie. Il se décida à les rappeler et à offrir à la Porte de remettre sous son autorité directe les Villes Saintes. Ce faisant, il agissait en vassal dévoué, et de lui-même faisait aux puissances européennes une concession qui ne lui coûtait rien.

Le 16 décembre, il notifiait à Cochelet (1) son

1. Il déclarait après avoir fait valoir l'effort qu'il avait déployé pour conquérir le pays, que « si par suite de mon dévouement à ma nation et à mon souverain, l'Arabie m'est accordée temporairement, je continuerai à faire mes efforts pour la défendre, mais j'aime trop mon pays et mon gouvernement pour abandonner de moi-même cette province. Seulement si l'on désire qu'elle soit gouvernée par la Porte, que l'ordre me vienne de me retirer et je rappellerai aussitôt mes troupes sans faire la moindre difficulté pour l'évacuer ».

intention de restituer les villes de la Mecque et de Médine.

Le 6 janvier, Soult annonçait la nouvelle à Granville avant de la tenir de Cochelet. Le maréchal voyait là un succès de la méthode française de persuasion (1).

Le Pacha rappelait d'Arabie Kourshid, qui s'était avancé jusqu'aux îles Bahreins, et Ibrahim, gouverneur de l'imanat de Sana, ne se maintenant que dans le Hedjaz.

Ce faisant, il donnait satisfaction également à Palmerston, qui avait protesté contre l'avancée du Pacha jusqu'au golfe Persique (2), et aussi de le voir s'établir si près d'Adana.

Le 4 janvier aussi, comme signe de déférence vis-à-vis de la Porte, Mohamed-Ali renvoyait le shérif de la Mecque, que depuis quatre ans il gardait prisonnier au Caire. Le Divan avait protesté contre cette détention, et le Pacha l'avait justifiée en montrant que le shérif et d'autres notables retenus au Caire avaient tenté de soulever les habitants contre son autorité.

Aujourd'hui qu'il se désintéressait de l'Arabic, peu lui importait de rendre la liberté au shérif, et

1. Lettre du 6 janvier de Granville à Palmerston.

2. Lettre du 16 août de Campbell à Palmerston : le Pacha assurait que ses troupes ne visent pas Bagdad.

c'était en apparence un acte de soumission de plus à l'égard du Sultan.

Le rappel des troupes d'Arabie n'était pas la seule mesure que prenait Mohamed-Ali pour augmenter ses troupes disponibles. Il essaya d'organiser une milice nationale, composée de tous les artisans et ouvriers du pays ; celle-ci devait être instruite et concentrée dans un camp à égale distance des points de la côte où un débarquement était susceptible de se produire. Le Pacha comptait sur cette milice pour repousser l'envahisseur, laissant à Ibrahim la défense de la Syrie. La descente anglaise de 1807 était présente à l'esprit du Pacha. Ce qu'il avait fait une fois, il ne voyait pas pourquoi il ne le recommencerait pas.

Hodges était arrivé le 14 décembre à Alexandrie, le 18 il était reçu par le Pacha. Ce dernier avait su gagner Campbell à ses vues, il allait essayer aussi de gagner le nouvel arrivant.

Le 2 janvier, Hodges, rendant visite au ministre des Finances, il rencontra Mohamed-Ali qui, comme par hasard, se trouvait là. Le Pacha entreprit aussitôt le consul anglais, dans l'espoir de le convaincre qu'« il était le pilier de la Porte, et que si la Russie « l'attaquait, il mettrait de son côté son dissentiment « pour la défendre ». Le Pacha faisait mine de croire que si l'Angleterre se méfiait de lui, c'était parce qu'elle lui croyait l'intention de s'allier au Tzar

contre son souverain. Il prenait à témoin de la pureté de ses intentions Campbell et les autres négociants anglais.

Mais Hodges était loin de se laisser persuader. Il avait pour mission de tenir au Pacha un langage ferme, même brutal si nécessaire. Il n'allait pas se perdre dans des considérations diplomatiques.

Le 3 janvier, remettant son exequatur au Pacha, il le fit du ton élevé qu'on lui avait recommandé de prendre.

Se conformant aux instructions de Beauvale (du 16 novembre), après avoir déclaré que l'Angleterre n'avait aucune hostilité contre le Pacha, il l'assurait que cette puissance était résolue à maintenir fermement sa politique basée sur l'intégrité de l'Empire Ottoman. Ce n'était que pour soutenir fermement cette politique que Hodges avait remplacé Campbell.

Le consul anglais s'empessa d'affirmer nettement que l'Angleterre userait de telles mesures pour arriver à ses fins qu'aucun doute ne pourrait subsister quant à ses intentions, même si elle devait agir seule.

C'était une déclaration de guerre nette et brutale de la part du Consul général.

Mohamed-Ali reçut le choc sans s'émouvoir, et bien qu'il fût en colère de s'entendre tenir un langage qui ne lui laissait d'autre recours que celui des armes, il n'en répliqua pas moins froidement qu'il ne céderait pas, lui vivant, « une palme » des provinces

qu'il occupait. Et qu'il s'apprêterait à prendre toutes mesures de défense nécessaires. « Les enfants sortiraient du ventre de leur mère pour se battre. »

Néanmoins, ajoutait-il, il continuait à faire confiance à l'esprit de justice et d'humanité de l'Angleterre. Celle-ci hésiterait avant d'amener par sa politique une effusion de sang.

Le lendemain pourtant, impressionné par cette conversation, Mohamed-Ali donnait ordre de ramener du Hedjaz les troupes qu'il destinait à la défense d'Alexandrie. D'autres hommes moins aguerris les remplaceraient dans cette province à laquelle le Pacha avait en réalité renoncé depuis longtemps.

Le 6 janvier, Cochelet allait rendre visite à son tour au Pacha, et le mettre au courant des nouvelles reçues de France. La mission Burnow donnait lieu de supposer que la Russie se joindrait à l'Autriche et à l'Angleterre pour agir dans la question égyptienne. Il se pourrait que la France se joignît aux autres puissances, et qu'alors il serait trop tard pour compter sur le plan français comme base d'un arrangement. Cochelet voulait montrer au Vice-Roi qu'en persévérant dans son intransigeance il courait aux plus grands dangers.

Le Gouvernement Français espérait, par cette menace de coalition, obtenir le consentement du Pacha à sa combinaison. Celle-ci, agréée par Mohamed-Ali et ne nécessitant aucune mesure de coerci-

tion pourrait prévaloir à Vienne et à Saint-Pétersbourg à l'encontre du plan anglais, qui risquait d'amener de grosses complications.

Mais le Pacha, escomptant l'effet de sa menace sur le Bosphore, espérait obtenir l'appui de la France sur tous ses desiderata. Il répondit donc seulement à Cochelet qu'il comptait que, appréciant sa modération après Nézib, les puissances prendront ses demandes en considération, et que « même les opprimés ont droit à la justice ».

A l'agent russe pourtant, le Pacha déclarait que son intention n'était pas de marcher sur Constantinople, qu'il savait ne pouvoir lutter contre une seule des puissances, et à plus forte raison contre plusieurs d'entre elles.

Tout le mois de janvier fut employé à des préparatifs de défense. Rappel des troupes du Hedjaz, concentration au Caire de toutes les forces disponibles, même venant de Syrie, formation d'une milice nationale, harangue à la flotte pour la stimuler et la mettre en garde contre l'Angleterre. Auprès d'elle, le Pacha jouissait d'un fort regain de popularité.

Aux demandes d'explications sur ces mesures, Mohamed-Ali répondait à Medem que l'Angleterre ayant menacé de réduire ses possessions, il s'apprêtait à les défendre pouce par pouce, sauf Candie. Que d'ailleurs l'évacuation de cette île amènerait l'insurrection des Grecs, comme l'évacuation par lui

de l'Arabie ferait tomber cette province sous le joug des Wahabites.

L'Angleterre redevenait pour le Pacha le principal ennemi. C'était elle qui avait fait échouer ses négociations directes avec le Sultan par l'appui qu'elle lui donnait. C'était elle qui, maintenant par l'intermédiaire des consuls, venait le menacer jusque chez lui. Il l'accusait de vouloir prendre l'Égypte et de n'agir que dans un but égoïste.

Depuis son entrevue avec Hodges, le Pacha évitait le contact avec les consuls, et se refusait à toute communication verbale, se consacrant à ses mesures de défense.

Par contre, avec la Sublime-Porte le Pacha aurait voulu rester en relations étroites, et il ne désespérait pas de négocier directement.

Il écrivit à Hoshrew pour lui annoncer la réception du Hatti-shérif de Gulhane et sa promulgation, ne pouvant s'empêcher toutefois de faire apparaître sa supériorité comme législateur sur celle des membres du Divan. Il faisait remarquer que le Hatti-shérif ne contenait aucun règlement précis, et que par suite aucun bien ne pouvait en résulter. Lui, par contre, à l'autre extrémité de l'Empire, de sa propre initiative, avait établi depuis longtemps des lois garantissant la vie, l'honneur et les biens de ses sujets. Il possédait des codes militaires et maritimes. La conscription était réglée, et la perception des

impôts se faisait conformément à des règlements nouveaux.

Il voudrait aussi convaincre Kamil-Pacha, l'envoyé turc, des mobiles égoïstes de l'intervention des puissances dans ses affaires avec le Sultan.

Cette intervention, qu'il déplorait, disait-il avait empêché un arrangement direct beaucoup plus profitable aux parties. Le Pacha d'ailleurs renonçait au Hedjaz et ne demandait plus que l'Egypte et la Syrie.

Si les puissances, disait-il avec justesse, s'imposaient tant d'embarras et de frais, ce n'était sûrement pas dans l'intérêt de la Porte ; l'une aspirait à posséder Constantinople, et l'autre à détenir l'Egypte.

Le Pacha promettait aussi à Kamil d'aller lui-même à Stamboul montrer au Sultan les progrès accomplis par la flotte dès la réconciliation.

Les préparatifs du Pacha n'allaient pas naturellement sans inquiéter l'Angleterre, Hodges surveillait tout ce qui se passait en Egypte, et les consuls de Syrie tenaient Palmerston au courant de toutes les mesures prises par Ibrahim.

Ainsi Hodges signalait le 3 janvier au Foreign Office que les marins égyptiens étudiaient le Code télégraphique français ; il se demande si le Pacha n'était pas assuré d'avoir l'appui de la France en cas d'attaque par les autres puissances.

De son côté, Ponsonby effrayait Palmerston par l'éventualité de l'arrivée de Mohamed-Ali avec sa flotte dans le Bosphore. Et le ministre anglais de redoubler la surveillance qu'il exerçait sur l'escadre française du Levant et sur Toulon qui pouvait appuyer le Pacha. Granville devait le rassurer à chaque mouvement qui s'effectuait dans ce port.

De Syrie, Palmerston recevait de Werry, consul à Damas, l'état des forces d'Ibrahim. En janvier, elles se composaient de 6 régiments d'artillerie, 7 de cavalerie et 19 d'infanterie, plus 2 bataillons de sapeurs. Kourshid n'était pas encore rappelé d'Arabie et il tenait fortement une ligne de la Mer Rouge au Golfe Persique.

Mais, le 6 février, Hodges était incapable de dire quels ordres Ibrahim a reçus de son père, et s'il devait avancer ou seulement changer ses positions. On ignorait tout des intentions de Mohamed-Ali. Le 12, le Pacha ne consentira même pas à une explication orale sur une incursion d'Ibrahim contre des tribus du Sultan. Si Hodges essayait d'avoir des éclaircissements, il s'y refusera, conservant son attitude menaçante.

Vers le 20 février, les nouvelles d'Europe arrivaient en Egypte de plus en plus mauvaises ; déjà Laurin (1) avait fait entrevoir la possibilité d'un

1. Communication du 7 février.

traité pour le règlement de la question d'Orient entre l'Angleterre, l'Autriche, la Prusse et la Russie.

Mohamed-Ali n'en prenait que plus de précautions.

Kourshid et Ibrahim avaient évacué le Hedjaz et le Yemen.

Le Pacha projetait d'utiliser les équipages de la flotte pour créer 6 régiments d'infanterie, qui défendraient la côte de Rosette à Alexandrie.

A Damanhour, un corps de 36.000 hommes serait concentré pour se porter en tout point du territoire ; la Garde Nationale devait être instruite pour parer à toute éventualité.

Ibrahim réclamait des canons. Les soldes arriérées étaient payées. Les fortifications d'Acre poussées activement. De fortes impositions étaient levées (perçues il est vrai avec quelques difficultés).

Hodges lui-même qui, lors de sa première entrevue avec le Pacha, déclarait que « Mohamed-Ali se soumettra dès qu'il verra à portée de main une force qui pourra l'y obliger, mais pas avant » (1), Hodges demeure impressionné et, revenant sur sa première opinion, croit que Mohamed-Ali serait bien capable de tenter une résistance : « Je perçois, écrit-il, une certaine méthode et un certain arrange-

1. Lettre à Palmerston, 3 janvier 1839.

ment dans la préparation de ses moyens de résistance, auxquels je ne m'attendais pas » (1).

Il commençait à s'apercevoir que le Pacha d'Egypte n'était pas le chef d'une peuplade nègre, mais le souverain d'un pays riche en hommes et en argent. C'était presque une révélation pour lui.

A Londres, aux nouvelles des préparatifs actifs du Pacha, Palmerston crut devoir redoubler la rigueur de son langage. Le 25 février, il recommandait à Hodges de prévenir Mohamed-Ali ouvertement que les puissances ne lui reconnaissaient aucun droit qui ne lui fût pas délégué par le Sultan. Et que s'il opposait une résistance aux mesures de coercition que prendraient les puissances, si elles étaient obligées de recourir à la force, le Sultan et ses alliés pourraient bien lui retirer toutes ses possessions. C'était une menace non déguisée de lui enlever aussi l'Egypte, après la Syrie, s'il ne cédait pas aux injonctions des puissances.

Metternich, de son côté, se montrait inquiet au sujet des mesures de Mohamed-Ali. Les rapports de Laurin l' alarmaient ; aussi proposait-il qu'avant même que ne fût élaborée la convention réglant la question égyptienne, et sans rien préjudicier sur l'arrangement final, les puissances, au besoin sans le concours de la France, adressassent au Pacha une

1. Lettre à Palmerston du 22 février.

note pour lui signifier leur opposition à toute agression de sa part (1).

Le 23 février, le Pacha se décida, voyant que sa bru Zehra n'arrivait à aucun résultat favorable, à écrire au Grand-Vizir directement, pour presser et pour renouveler, une fois de plus, la tentative d'un arrangement direct.

Reprenant ses déclarations au sujet du renvoi de la flotte, il réitérait ses demandes, faisant ressortir les conséquences dangereuses qu'une intervention européenne aurait pour la Porte.

L'action des puissances, dit-il, était un danger pour l'Empire Ottoman. Leur politique « exige que la Sublime-Porte soit toujours en proie à des malheurs » afin d'arriver au partage de l'Empire qu'elles convoitent. Elles se disent « l'Egypte fait la principale force de la Sublime-Porte, diminuons donc la puissance de l'Egypte ».

Les dissentiments entre vassal et suzerain ne font qu'amener leur affaiblissement mutuel, grâce auquel les puissances arriveront à leurs fins.

Un accord sans l'intermédiaire des ambassadeurs déjouerait ces calculs.

Le Pacha ne cachait pas à la Porte que, malgré ces propositions conciliantes, les préparatifs de guerre se poursuivaient jour et nuit.

1. Lettre de Beauvale à Palmerston, 12 janvier 1839.

Il voulait bien discuter directement, mais ne voulait pas que le Divan put croire qu'il faisait ces offres par peur. Mais il continuait à se montrer déférent aux désirs du Divan.

Ainsi, quand Rechid, ayant désigné un autre Capitan-Pacha, demandera à Mohamed-Ali de réclamer à Ahmed la décoration afférente à cette dignité, il s'empressera de déférer à ses désirs.

En France, à l'ouverture des Chambres (session de janvier 1840), la question principale demeurait la question égyptienne. Le ministère Soult, pour ne pas s'être laissé guider par la politique personnelle du Roi, avait perdu l'appui de ce dernier ; d'autre part, il paraissait suivre à l'égard de Mohamed-Ali une politique timorée qui n'était pas populaire ; sa chute était donc à prévoir. Les Chambres ne cachaient pas leurs sentiments favorables à Mohamed-Ali, quand, dans l'adresse en réponse au discours du Trône, les Pairs demandaient qu'on substituât aux mots « intégrité de l'Empire Ottoman » ceux « d'indépendance de l'Empire Ottoman » plus favorables au Pacha d'Egypte (1).

La Chambre voulait que la France ne souffrit pas qu'aucune puissance européenne menace l'indépendance ou l'autorité de l'Empire Ottoman, mais qu'en « appuyant des droits consacrés par le temps, elle

1. Lettre de Granville à Palmerston, 6 janvier 1840.

« tient compte des événements et n'abandonne point
« des droits nouveaux ».

Le 13 janvier, Thiers prenait la parole à la Chambre au sujet de la politique de Soult sur la question d'Orient, et sur l'alliance anglaise, et en un long discours il critiquait l'exécution de la politique du duc de Dalmatie bien plus que les principes directeurs de cette politique, auxquels il se ralliait.

Sous le coup de ces attaques, le Cabinet des Tuileries prit une attitude résolue. Soult commença par rappeler Sébastiani, trop dévoué à Louis-Philippe, et qui ne craignait pas de mener une politique à côté de celle du ministère des Affaires étrangères (1) ainsi que nous l'avons vu.

Le 9 février, Guizot été nommé ambassadeur à Londres. Ses instructions étaient formelles. Il devait obtenir pour le Pacha la Syrie et l'Egypte héréditairement, sous peine de voir ce dernier faire « une résistance désespérée dont le contre-coup ébranlerait et peut-être renverserait l'Empire Ottoman », bien qu'à Londres « on escompte une prompte soumission du Pacha aux injonctions de l'Europe ».

La France aurait contre elle « dans la négociation, l'Angleterre qui refusait absolument au Pacha l'hérédité de la Syrie, la Russie qui voulait
« conserver à Constantinople son protectorat exclu-

1. Granville depuis le 29 janvier annonçait le changement.

« sif ou ne le sacrifier » qu'en brouillant la France avec l'Angleterre. « Enfin, l'Autriche et la Prusse, « elles-mêmes assez indifférentes sur la question de « territoire entre le Sultan et le Pacha, mais déci- « dées à suivre selon l'occasion tantôt l'Angleterre, « tantôt la Russie », plutôt que de s'entendre avec la France.

Dans ces conditions, Guizot devait éviter une conférence, de peur de s'y trouver isolé.

Néanmoins, malgré la position délicate dans laquelle allait se trouver la France à Londres, si le Cabinet des Tuileries préconisait une attitude énergique et intransigeante, c'était qu'il comptait, pour faire prévaloir ses vues, tout d'abord sur la persévérance et l'énergie du Pacha pour défendre ses prétentions, fût-ce les armes à la main. Il estimait ensuite que les mesures de coercition proposées seraient vaines et inefficaces, et même dangereuses en leurs conséquences pour l'Empire Ottoman. Et enfin il espérait bien que la Russie, malgré tout, ne renoncerait pas au traité d'Unkiar-Kelessi, ainsi que le lui demandait le Cabinet de Saint-James.

Mais le Cabinet Soult n'était plus au pouvoir pour longtemps, abandonné du Roi, attaqué à la Chambre par Thiers, le 20 février, il tombait sur la question des apanages du duc de Nemours, et Thiers était appelé, le 2 mars, à prendre le pouvoir.

La politique de Thiers sur la question orientale

allait être, dans son but, semblable à celle de Soult, les moyens seuls seraient changés. Les instructions à Guizot n'étaient pas modifiées, Thiers allait seulement les compléter.

Dans les premiers jours de mars, Guizot prenait contact avec Palmerston par une longue conversation. Il chercha aussitôt à porter la discussion de la question orientale sur un terrain où l'accord entre la France et l'Angleterre existait censément.

Les deux puissances désiraient le maintien de l'Empire Ottoman et de l'équilibre européen. Pour les deux puissances donc, déclarait Guizot, « c'est à Constantinople qu'est la grande question ; c'est la sûreté et l'indépendance de Constantinople que vous et nous avons à cœur de garantir. Les événements ont élevé en Egypte et en Syrie une autre question sur laquelle on peut croire que nous ne sommes pas aussi unanimes ; mais cette question nouvelle n'empêche pas que celle de Constantinople ne demeure pas la question première et essentielle ».

La question de la Syrie n'est intéressante qu'à cause de Constantinople. L'arrangement qui interviendrait entre le Pacha et le Sultan pour délimiter les territoires est certainement une question grave, mais elle n'en demeure pas moins secondaire. Et s'il faut chercher à résoudre pacifiquement la question égyptienne, c'est qu'en Orient on doit éviter toute

secousse qui « compromet la sûreté et l'indépendance de Constantinople en y favorisant les progrès de l'influence que vous et nous souhaitons « d'y restreindre ».

Or, tout emploi de la force profitera surtout à la Russie, qui est en position d'en user mieux que les autres puissances.

Guizot veut bien admettre que l'arrangement de Koutayah était peut-être mauvais, mais incontestablement le *statu quo* était encore ce qu'il y avait de plus sûr.

Naturellement, Palmerston n'admettait pas que le *statu quo* fut la meilleure solution, car si on laissait au Pacha sa situation actuelle, son ambition susciterait bientôt un nouveau conflit, où la Russie pourrait bien intervenir, seule cette fois.

L'ambassadeur français ne manqua pas de rappeler que le Pacha, en dépit de son ambition, ne fut pas l'agresseur à Nézib ; le ministre anglais osa contester ce point, pourtant définitivement établi ; et usa aussi d'autres piètres arguments qu'un Nourri-Effendi, il prétendit que la position de Aïntab était mal indiquée sur les cartes, et que la ville se trouvait en réalité sur le territoire du Sultan. Tant de mauvaise foi est presque incroyable.

Voulant à tout prix avoir raison, il n'en concluait pourtant pas moins : « peu importe qui a été l'agres-

«
«

La question de justice ne troublait donc pas Lord Palmerston, l'intérêt primait tout.

Il ne faut donc pas, dans l'avenir, qu'il y ait un agresseur, et par suite il est nécessaire déviter le contact entre le Pacha et le Sultan, contact dangereux en raison de « l'ambition démesurée de l'un et de la vengeance de l'autre ».

D'ailleurs, en rendant la Syrie au Sultan, il en résultera un accroissement de force pour l'Empire Ottoman. Guizot de répliquer, que le Sultan ne serait pas capable de maintenir l'ordre en Syrie, et par suite d'en tirer aucune des ressources escomptées ; bien au contraire, le Pacha ne renonçant pas à ces provinces, y susciterait des troubles au lieu de les maintenir dans l'obéissance.

Ainsi qu'on le voit par cette conversation, Guizot et Palmerston soutiennent leurs points de vûes, et aucun ne ralliera l'autre au sien.

Pour le danger russe, il en fut de même que pour la Syrie. Ici c'est l'Anglais qui veut convaincre le Français. Pour Palmerston, la Russie désire sincèrement s'entendre avec les autres puissances ; peut-être en effet cherche-t-elle à séparer la France de l'Angleterre, mais il est certain que le traité d'Unkiar-Kelessi lui est un poids ; car si elle doit l'exécuter, elle ne doute pas de l'intervention anglo-française.

D'ailleurs, les Russes allant en Syrie au nom des puissances et se retirant après besogne faite, ce n'est plus comme s'ils y allaient en leur nom.

Or, c'est justement la présence des Russes en Asie Mineure et en Syrie que la France voulait éviter de toute façon ; Palmerston, admettant qu'il n'avait pas l'intention d'envoyer un corps de débarquement, les Russes s'y trouveraient seuls, n'ayant pour coopérer avec eux ni troupes autrichiennes, ni troupes anglaises ; étant seuls en territoire ottoman, la France craignait qu'ils n'y restassent aussi longtemps qu'il leur plairait.

Palmerston proposa alors un autre plan d'action (1). Mohamed-Ali serait attaqué à Alexandrie même par des forces turques encadrées de détachements européens. Devant cette agression, Ibrahim serait rappelé en Egypte pour participer à sa défense et les Ottomans n'auraient qu'à réoccuper la Syrie.

Mais ce plan paraît à Guizot bien aléatoire. Il ne sera pas possible d'avoir de plus grand capitaine pour conduire l'opération qu'en 1797, et on sait quel fut le résultat de l'expédition.

Finalement, Palmerston trouva qu'il était peut-être nécessaire de faire comprendre à la France la véritable raison pour laquelle l'Angleterre estimait que la Syrie devait faire retour au Sultan, même au

1. Lettre à Beauvau, 12 mars.

prix d'une intervention russe. L'Egypte serait pour la France une alliée; et par elle et l'Algérie la France commanderait toute la Méditerranée, d'Alexandrette au Maroc, et par suite la route des Indes aussi bien par terre que par mer. C'était une chose inacceptable pour l'Angleterre.

Quant à l'intention qu'aurait cette dernière d'occuper l'Egypte, Palmerston le nia formellement; il refuserait le pays même s'il lui était offert, cela serait un fardeau et rien de plus. D'ailleurs la politique anglaise n'était-elle pas justement de vouloir conserver l'Egypte à l'Empire Ottoman (1).

Guizot était maintenant suffisamment instruit des dispositions de l'Angleterre. Il lui restait à savoir s'il y avait encore espoir d'arriver à une entente par des concessions mutuelles, ou si l'Angleterre, déjà d'accord avec les autres puissances, n'accepterait aucune demi-mesure.

Il demanda nettement s'il y avait « dans cette affaire quelque chose de plus avancé que nous ne savons ». On prétend, insista-t-il, que les moyens de coercition étaient déjà fixés. Palmerston lui affirma qu'il n'y avait « rien, absolument rien de plus que ce que vous savez », et sortant deux projets de son tiroir les montra à l'ambassadeur français; ils avaient tous deux de commun :

1. Lettre de Beauvale, 12 mars 1839.

1° Une garantie de l'Empire Ottoman ;

2° Le même mode d'occupation de Constantinople, et la présence des flottes dans la mer Marmara, en cas de menace d'Ibrahim sur le Taurus ;

3° Moyens de coercition : interception des communications de la Syrie avec l'Égypte. Débarquement des troupes turques, etc., etc... L'un était le plan anglais, l'autre le projet russe.

Certes, rien en réalité n'était encore conclu entre l'Angleterre et les autres puissances, mais dès la fin janvier l'accord tacite était fait entre elles, et la France l'ignorait.

Thiers, de son côté, affirma à Granville son intention de continuer la politique de son prédécesseur, et de ne rien faire pour enlever au Pacha la Syrie. Toujours sous le prétexte naturellement que les mesures d'action seraient inefficaces, et que peut-être les Russes eux-mêmes pourraient se trouver arrêtés au Taurus (1).

Néanmoins, Thiers était prêt à peser de toute son influence sur Mohamed-Ali pour obtenir Adana (2).

Le ministre français désirait au fond gagner du temps à Londres dans l'espoir qu'en Orient une entente directe intervint entre la Porte et le Pacha, entente qui n'aurait qu'à être ratifiée à Londres.

Le Gouvernement français, déclarait-il, n'avait

1. Lettre de Granville à Palmerston, 13 mars.

2. Lettre de Granville à Palmerston, 20 mars.

pas en Orient desystème irrévocable : « Nous n'avons pas de parti pris » ; d'ailleurs, rien « ne nous presse d'entrer en explication « formelle », recommande-t-il à Guizot » (1).

Mais l'ambassadeur français se rendait bien compte que la France n'avait plus grand espoir de faire triompher ses vues, et que la partie était déjà presque perdue.

Si Metternich pouvait écrire le 5 mars que Palmerston « va de l'avant sans même s'être assuré « l'appui qui avant tout lui serait nécessaire, celui « de ses propres collègues, pour agir sans la France », Guizot, à Londres même, vit bien que les autres ministres, malgré leurs sympathies pour la France, tenant surtout « au succès de leur politique et de leur ministère », se rallieraient aux vues du Foreign Office.

Quant aux représentants des puissances étrangères, il vit qu'ils étaient déjà gagnés à la politique anglaise. « Tout le monde est aux pieds de l'Angle-
« terre, tout le monde offre de faire ce qui lui plaît :
« nous seuls nous disons non, nous qui nous disons
« ses amis particuliers » (2).

Néanmoins, l'envoyé turc n'était pas encore à Londres, on pouvait encore mettre à profit le temps qui restait pour agir. Guizot voyait bien qu'il fallait

1. Lettre du 12 mars.

2. Mémoires de Guizot.

entrer dans des explications formelles et faire des offres précises, quoi qu'en pensât Thiers.

Le Gouvernement anglais, à cette époque, voulait bien encore régler la question, et pour cela ferait peut-être des concessions, « cependant, si, de notre « côté, nous n'arrivons à rien de positif, si nous « paraissions ne vouloir qu'ajourner toujours, un « moment viendra, je pense, où, par quelque résolution soudaine, le Cabinet britannique agirait « sans nous, et avec d'autres plutôt que de ne rien « faire » (1).

Puis la nouvelle parvint à Londres que l'envoyé turc, agréé par la Russie, allait bientôt arriver.

En effet, le 27 février, Ponsonby recevait de Réchid de pleins pouvoirs pour les transmettre à Nourri-Effendi, qui, ambassadeur à Paris, venait d'être chargé des négociations à Londres. Un mois après, le 27 mars, Nourri quittait Paris.

Et Guizot, sentant les choses encore plus avancées qu'on ne le lui faisait voir, écrivait encore à Thiers, avant l'arrivée de l'envoyé ottoman : « Il pourrait « arriver qu'au lieu de négociations prolongées, nous « nous vissions bientôt en face de la solution et de « ses difficultés » (2) :

« Il se peut aussi que les événements se précipitent, et que nous nous trouvions bientôt obligés

1. Lettre à Thiers du 12 mars 1839.

2. Lettre à Thiers du 16 mars 1840.

« de prendre un parti », écrivait-il encore » (1). « Le
« Gouvernement britannique croit avoir en Orient
« deux intérêts, inégaux sans doute, mais tous deux
« réels et qui lui tiennent fortement au cœur. Il
« redoute la Russie à Constantinople, et la France
« l'offusque en Egypte. Il désire affaiblir le Pacha
« d'Egypte de peur qu'il ne soit pour la France en
« Méditerranée un trop puissant allié ».

Guizot voyait très juste et il n'exagérait rien en écrivant ainsi à Thiers.

En effet, Palmerston était résolu d'agir, même sans la France, car il avait la conviction que, si elle ne collaborait pas avec les quatre autres puissances, elle resterait neutre.

Il ne craignait pas, en tout cas, de la voir prendre les armes pour défendre le Pacha. « Qu'ils disent ce
« qu'ils voudront, les Français ne peuvent entre-
« prendre une guerre contre quatre puissances pour
« soutenir Mohamed-Ali » (2). Il sait bien qu'une guerre avec la France aurait des conséquences graves, « il serait peu sage de ne pas apprécier les dangers d'une guerre avec elle (la France) dans le cas où elle aurait un intérêt national et une juste cause à défendre ».

Mais comme l'Egypte n'est qu'une question secon-

1. Lettre à Thiers du 17 mars.

2. Lettre à Granville, 11 mars.

daire, il ne craint pas de guerre, et par suite peut se passer de son consentement pour agir en Orient.

Si Guizot voyait juste, en France on se refusait à ouvrir les yeux. Le Roi demeurait convaincu que les « Anglais ne feront jamais sur un tel sujet aucune convention avec les autres puissances sans que la France soit une des parties contractantes ».

Thiers, de son côté, jugeait que la possibilité de traiter la question d'Orient en dehors de la France était une aberration de la part de Guizot. Ne tenant pas compte des avertissements de son ambassadeur, il persévérait dans sa politique de longueur, et pour gagner du temps, et éviter d'avoir à discuter la question à fond, il recommandait à Guizot de n'engager de conversation qu'avec le Foreign Office, mais de se dérober aux ambassadeurs des puissances.

Thiers comptait aussi, s'il n'arrivait pas à une entente directe entre vassal et suzerain, et si les puissances agissaient en dehors de la France, sur la résistance qu'opposerait le Pacha à leurs injonctions et sur l'inefficacité des mesures coercitives pour faire finalement triompher son point de vue.

Guizot également était convaincu que Mohamed-Ali n'accepterait pas les offres des puissances, mais il craignait que cette politique qui mettait la France dans l'alternative de voir les puissances agir à 4 sans elle, ou de n'avoir à négocier qu'avec Palmerston, était plutôt dangereuse et risquée.

Vers les derniers jours de mars néanmoins, l'opinion anglaise, dans le public le Parlement et même au sein du Cabinet, se dessinait en faveur d'un rapprochement avec la France, fut-ce au prix de quelques sacrifices en Orient. Le bruit courait même que l'Autriche aussi se refuserait à prendre part active aux mesures proposées pour aider le Sultan. Et Palmerston, pour soutenir sa politique, se voyait obligé de demander l'appui formel de Metternich, sans lequel les négociations en cours risquaient d'échouer (1).

D'autre part, il rassurait ceux qui craignaient une rupture avec la France, en les persuadant que, plutôt que de rester isolée au dernier moment, celle-ci se joindrait aux autres puissances.

Guizot voulut profiter de l'instant favorable à sa cause pour faire pression à son tour sur le ministre anglais et dissiper ses méfiances à l'égard du Gouvernement français (2), méfiances qui le rendaient intransigeant sur la question égyptienne.

Le 1^{er} avril, il eut une longue entrevue au Foreign Office.

1. Lettre de Palmerston à Beauvale, 28 mars 1840.

2. « Il faudra à ce moment alors s'entendre avec l'Angleterre
« sur Constantinople, obtenir d'elle des concessions pour Moha-
« med-Ali ; ou bien s'abstenir et laisser l'affaire se conclure
« entre les quatre Puissances. Si nous ne faisons pas la tentative
« d'amener entre nous et l'Angleterre sur la question de la Syrie
« une transaction dont le Pacha doive se contenter, il faut s'at-
« tendre à l'autre issue et s'y tenir préparé » (Lettre de mars
1840).

Il demanda pour le Pacha l'Egypte et la Syrie, toute autre combinaison ne pouvant « avoir que deux effets : le premier, d'allumer en Orient la guerre civile ; le deuxième, d'y accroître l'influence russe ». Mohamed-Ali aurait à rendre Adana, Candie et les Villes Saintes. Et, insistant sur l'importance des Villes Saintes, il montrait que le Sultan se trouverait de nouveau en possession du symbole religieux qui faisait l'autorité du Khalif ; et que l'unité de la nation musulmane serait rétablie si on n'obligeait pas le puissant vassal à une scission. Il insista aussi sur le fait que le Pacha était un ferme soutien de l'Empire Ottoman ; ainsi, alors que l'Europe faisait perdre la Grèce au Sultan, Mohamed-Ali avait fait tous ses efforts pour la lui conserver. Demain, il agirait de même et soutiendrait son suzerain si la Russie se montrait turbulente.

Guizot se montra assez persuasif pour croire qu'il avait jeté le trouble dans l'esprit du ministre anglais, mais sans pourtant entrevoir de concession de sa part, car il écrivit à Thiers : « nous avons plutôt « réussi à ébranler nos adversaires sur leur terrain « qu'à les attirer sur le nôtre », mais « le péril est toujours imminent ».

Le 7 avril, en effet, Nourri-Effendi, envoyé extraordinaire de la Sublime-Porte à Londres, déposait chez les ambassadeurs des grandes puissances une note, confirmant celles de Constantinople, pour demander

l'exécution de leur promesse du 27 juillet 1839, de faire cesser le trouble causé dans l'Empire Ottoman par sa situation précaire, trouble qui arrêta tout progrès de réforme.

« Le mieux pour atteindre ce but » serait d'aider le Sultan à faire exécuter l'arrangement proposé à Mohamed-Ali lors de l'avènement d'Abd-el-Meguid : l'Egypte héréditaire.

Nourri se déclarait muni des pouvoirs nécessaires pour conclure une convention dans cet esprit ; et il espérait que les 5 puissances voudraient « bien se joindre à lui pour conclure une convention dans le but ci-dessus énoncé, et pour y convenir en même temps des moyens nécessaires pour y donner effet ».

Ainsi le moment était venu, croirait-on, où la France n'allait plus pouvoir se dérober. Ce n'était plus l'Angleterre qui voulait intervenir en Orient, c'était la Porte qui réclamait l'exécution de promesses qui lui avaient été faites, et proposait les bases d'un arrangement qui pouvait la satisfaire.

Le 11 avril, Palmerston répondait à la note en se déclarant prêt à concerter avec les 4 autres puissances « les meilleurs moyens de réaliser les intentions amicales que les plénipotentiaires des 5 puissances ont manifesté » à l'égard de la Porte dans la note de juillet.

Les autres ambassadeurs firent une réponse iden-

tique, qui fut portée à la connaissance de Thiers.

Thiers ne voulut d'abord répondre que par un simple accusé de réception. Il aurait désiré, et il ne l'avait pas caché, traiter directement la question d'Égypte avec Palmerston, afin d'amener plus aisément la réconciliation entre la Porte et le Pacha. Il doutait de l'issue d'une conférence, à laquelle iraient 4 puissances prêtes à user de mesures coercitives ; car si la France devait se séparer d'elles, la séparation serait d'autant plus marquée qu'elle aurait lieu à la suite d'une conférence (1). Mais Guizot avait tous pouvoirs pour discuter avec les représentants des puissances en dehors d'une conférence ; et Thiers assurait que la France s'emploierait de tout son pouvoir pour obtenir l'acquiescement du Pacha à toute convention qui aurait la moindre chance d'être acceptée par lui (2).

Néanmoins, de crainte de se trouver isolé avant même que d'avoir fait une tentative, de peur aussi d'amener une rupture entre la France et la Turquie, Guizot, le 28 avril, fut chargé de répondre à Nourri « qu'il était prêt à chercher les meilleurs moyens « pour mettre un terme » à l'état de choses en Orient, évitant tout rappel à la note de juillet 1839.

Entre temps les ambassadeurs d'Autriche et de

1. Lettre de Granville à Palmerston, 17 août 1841.

2. Lettre de Granville à Palmerston, 20 août.

Prusse cherchaient à se conformer à des ordres sans doute venus de Vienne. Vienne, la grande consolatrice, celle qui craint la guerre et les dissentiments entre grandes puissances, était une fois de plus dans son rôle, en essayant de trouver un terrain de conciliation, et d'amener la France à coopérer en Orient.

Bulow, ambassadeur de Prusse, dans une entrevue avec Guizot (13 avril), offrit de traiter la question sur la base de « l'Egypte héréditaire et de la Syrie en viager ».

Peut-être même laissa-t-il entrevoir que les puissances pourraient aller jusqu'à accorder l'hérédité de la Syrie si la France s'engageait à agir, et qu'après lui avoir cédé, les autres puissances ne se trouvent pas désunies comme elles l'étaient.

C'était cette crainte qui empêchait Palmerston de faire des concessions sur lesquelles, d'après Bulow, la Russie et l'Autriche étaient d'accord.

« Ne vous y trompez pas, affirma-t-il à Guizot, « si nous étions sûrs que l'arrangement une fois « convenu, les cinq puissances seront bien unies « pour peser sur le Pacha de manière à le lui faire « accepter, il est probable que sur l'arrangement « même nous soyons plus faciles. »

Le 15 avril Neumann, chargé d'affaires d'Autriche, répétait les mêmes choses à Guizot, manifestant le désir de lui voir des instructions précises pour savoir

qu'elles étaient les intentions du Roi sur la question orientale.

L'occasion était donc très favorable, à cette date pour que la France consentit à assurer les autres puissances de sa coopération en échange de larges concessions en faveur du Pacha.

Mais les ordres étaient formels, il fallait gagner du temps, il fallait éviter une conférence : les nouvelles de Constantinople étaient bonnes pour la politique française. D'après Thiers, on y était las d'attendre les décisions des puissances; un arrangement direct avait de jour en jour plus de chances d'aboutir. Peut-être aussi n'eut-on pas foi à Paris dans les ouvertures de la Prusse et de l'Autriche, et craignait-on d'y voir seulement un appât pour décider la France à engager la conversation. Guizot avait été aussi prévenu de se méfier des belles promesses du Chancelier, qui, au moment voulu, les oublierait. Toujours est-il que Guizot répondit fallacieusement aux offres faites, que la France n'avait cure de tel partage de territoire, plutôt que de tel autre, ce qu'elle désirait c'était d'assurer la paix et cela au moyen d'une transaction qu'accepterait le Pacha.

Si la France, l'Autriche et la Prusse, élaboraient cette transaction avec, pour base, la Syrie héréditaire, et qu'elles l'appuyassent diplomatiquement auprès du Pacha, celui-ci l'accepterait.

Le 5 mai, Neumann revint trouver Guizot ; il lui apportait cette fois des offres précises de la part de Metternich, offres qu'il devait appuyer de toutes ses forces auprès de Lord Palmerston. Le Cabinet de Vienne proposait de laisser au Pacha, en plus de l'Egypte, le partage de la Syrie par une ligne partant de Beyrouth jusqu'au lac Tibériade, laissant à Mohamed-Ali Acre et une partie de ce pachalyk. Cette partie de la Syrie pourrait être concédée héréditairement.

Jusqu'à quel point cette nouvelle proposition, qui était calquée sur celle que Palmerston avait faite à Sébastiani en octobre 1839, était-elle sincère ?

Tout donne lieu de croire que l'Autriche jouait double jeu ; d'un côté, elle cherchait à amener la France à causer, et de l'autre elle laissait l'Angleterre agir sans la France, car n'ayant aucun intérêt précis elle ne voulait perdre l'amitié de personne.

En effet par un Mémoire daté du 25 avril 1840, destiné à Londres, nous voyons Metternich déclarer que le partage de l'Empire Ottoman, en laissant une partie de la Syrie héréditairement au Pacha, ne pouvait donner aucun résultat satisfaisant. En même temps, le Chancelier envisageait le cas de la non-coopération de la France, qui lui paraissait être un point acquis, si bien acquis que le rôle de veiller sur l'escadre française devait incomber à l'escadre anglaise.

En même temps que Neumann soumettait à Guizot son offre nouvelle, il lui laissait entendre que Palmerston l'accepterait, mais qu'il était fermement décidé à agir, même, si cela était nécessaire à agir seul.

En effet, le 7 mai, Palmerston adhérait positivement à l'offre autrichienne ; le sacrifice de Saint-Jean-d'Acre était une nouvelle concession qu'il faisait à la France et, de plus, déclarait-il, cela lui assurait l'appui de l'Autriche. A la suite de cette négociation, le ministre anglais se trouvait dans une position renforcée vis-à-vis de ses collègues et du pays. Il pouvait dire qu'une fois de plus il avait fait des avances à la France, et rassurer ceux qui doutaient de la collaboration de l'Autriche.

Le Gouvernement français ne répondit pas de suite à cette offre ; il voyait devant lui quelques jours de répit, qui venaient encourager son désir de faire traîner les choses en longueur.

Nourri-Effendi, en effet, retournait à Paris reprendre son poste d'ambassadeur, et on attendait à Londres le nouvel envoyé Chékib-Effendi.

Si, durant toutes ces négociations, Palmerston était décidé à marcher de l'avant, il ne voulait le faire qu'avec le moins de risques, et il ne perdait pas de vue les mouvements de la flotte française.

Il renouvela en mars ses demandes d'explications au sujet d'un prétendu accroissement de l'escadre

du Levant. En mai, le 5, il revenait à la charge.

La France avait 18 vaisseaux en Méditerranée alors que l'Angleterre n'en possédait que 16. Si la France ne réduisait pas ses armements, il se verrait obligé de demander aux Chambres de voter un accroissement des effectifs, et cela ferait un mauvais effet à l'encontre de la France. Il proposait que la France et l'Angleterre réduisissent leurs armements à 12 vaisseaux chacune.

Thiers répondit qu'il n'enverrait que 10 vaisseaux à l'est de Malte, et 6 seraient à l'ouest de Toulon ; et, quand la question d'Orient sera réglée, que la France serait assurée de ne pas se trouver isolée, il enverrait en Argentine les équipages de 6 de ces navires.

Palmerston ne pouvait accepter cette combinaison ; il écrivit de nouveau à Granville pour agir sur le cabinet des Tuileries.

La période marquée par le changement d'envoyé turc (mi-mai) peut être considérée comme formant la première partie des négociations de Londres.

La situation est telle que la France seule se refuse d'agir par la force en Orient ; elle repousse toute solution transactionnelle, espérant que son point de vue s'imposera de lui-même avec le temps à Constantinople en dehors d'un accord entre les puissances.

Les autres puissances sont d'accord quant à leur

action et au but qu'elles se proposent d'atteindre par cette action ; néanmoins, pour leur sécurité et éviter, si possible, le malaise d'une rupture, elles font des offres conciliantes à la France, mais sans beaucoup compter sur son acceptation.

Les négociations continuent.

CHAPITRE VII

TRIOMPHE DE LA POLITIQUE ANGLAISE

En Egypte, l'activité ne se ralentissait pas; les mois de février et de mars furent employés à mettre le pays en état de défense. Alexandrie et aussi Saint-Jean-d'Acre étaient sur tous les points fortifiés. Des corps d'irréguliers syriens étaient dirigés sur l'Egypte (1). L'émir Béchir essayait de retirer aux populations chrétiennes du Liban des armes qu'elles avaient reçues pour lutter contre les Druses.

L'activité déployée dans l'arsenal était très grande. Le pays entier paraissait prendre les armes.

Hodges, le 20 mars, se rendait compte de cette grande effervescence et du déploiement de force qui se faisait en Egypte (2).

1. Lettre du 20 février de Werry de Damas à Palmerston, 1840.

2. Voir correspondance, t. I, p. 622, n° 540.

Ses impressions nous paraissent presque une excuse à la foi démesurée que Thiers avait dans la force de résistance du Pacha. Elle est en quelque sorte une justification à sa politique de conciliation. Il fallait tout le préjugé de Palmerston contre les armées orientales pour qu'il persévérât dans une politique qui avait toutes les apparences de devoir être désastreuse. Politique qui, d'ailleurs, ne réussit pleinement qu'en raison de circonstances exceptionnelles et imprévues.

Palmerston non plus ne restait pas inactif et se préparait à l'action ; le 7 avril, il renouvelait à Stopford ses ordres de se rendre dans le Bosphore, si appelé par Ponsonby, pour défendre Constantinople contre les Egyptiens.

D'autre part, ayant reçu des nouvelles d'Alep, que la région du Taurus était calme, ainsi que la plus grande partie du pays, et ayant appris que les Druses, qui s'étaient secrètement rassemblés dans le Liban, avaient décidé de résister à la conscription (1), il écrivait à Ponsonby le 21 avril : « J'ai à « instruire Votre Excellence de faire son possible, au « moment opportun, de persuader la Porte d'ac- « corder aux Druses tels privilèges et exemptions « qui peuvent satisfaire leurs désirs raisonnables ». Il voulait ainsi se faire des alliés des Druses, enne-

1. Lettre de Damas arrivée à Londres le 20 avril.

mis irréductibles des chrétiens de Syrie, les gagner à la cause du Sultan et se servir d'eux « au moment opportun » contre Mohamed-Ali, en lui suscitant des troubles intérieurs.

Les relations, au Caire, entre le consul britannique et le Pacha devenaient de plus en plus tendues.

Le 30 mars, Hodges eut une entrevue orageuse avec le Vice-Roi ; il venait lui annoncer qu'un brick égyptien, revenant de Roumélie chargé d'Albanais recrutés pour son compte, avait été saisi par les vaisseaux anglais. Il venait aussi lui reprocher d'intriguer contre le Sultan.

Le Pacha, fort en colère de l'immixtion de l'Angleterre, répliqua que de tout temps il avait pris des hommes pour son armée en Albanie, et que la Porte n'avait jamais rien objecté ; quant à avoir des relations avec divers Pachas, il se vantait de pouvoir soulever toute la nation contre le Sultan.

Ayant irrité le Vice-Roi, Hodges choisit bien mal son moment pour lui redemander la restitution de la flotte ottomane. Il ne lui cacha pas qu'en cas de refus, il avait reçu des instructions pour faciliter le retour en Turquie à tous ceux, officiers ou marins des équipages, qui le lui demanderaient. Le consul agissait conformément aux instructions de Palmerston du 25 février, instructions qui déniaient au Pacha tous droits même sur l'Egypte. A si peu de mesure et à tant d'insolence, le Pacha répondit que, non

seulement, il garderait la flotte et les équipages, mais que, si Hodges essayait de faire désertier officiers ou marins, il les ferait fusiller, malgré l'appui de l'Angleterre.

Le ton élevé et fier du Pacha ne laissa pas d'impressionner le consul britannique, accoutumé à voir les souverains des petits Etats se montrer toujours pleins de déférence et d'obéissance aux désirs d'une nation telle que la Grande-Bretagne, même quand elle allait à l'encontre de leurs droits.

De cette attitude, Hodges ne voulut conclure qu'une chose : qu'il n'est pas possible de croire que « Mohamed-Ali, confiant dans ses faibles ressources, « puisse tenir une telle attitude et employer pareil « langage à l'agent d'une puissance comme la Grande- « Bretagne (1). Il devait être assuré de l'appui d'une « puissance européenne ».

Le jour même pourtant de l'arrivée de ces nouvelles à Londres, Thiers communiquait à Granville des instructions invitant Cochelet à faire clairement entendre au Pacha que la France ne sacrifierait pas son alliance avec l'Angleterre à ses intérêts à lui.

Le 1^{er} avril, à la suite de la conversation de Hodges, le Pacha, par représaille, réintégraït Ahmed au commandement des flottes turco-égyptiennes. Hodges y vit un signe de plus de l'intention de

1. Lettre à Palmerston, 31 mars 1840, arrivée à Londres le 1^{er} mai.

Mohamed-Ali de faire une grande résistance, et peut-être même de brusquer les choses (1).

A dater de ce jour Hodges s'abstint de s'entretenir avec le Pacha. N'étant pas le plus fort, son orgueil était blessé. Il attendrait pour reprendre la conversation que les moyens de coercition soient à portée de sa main.

A Constantinople, Hoshrew avait d'abord refusé une entrevue à la bru du Vice-Roi, et le 15 avril celui-ci recevait la réponse à sa lettre du 23 février par laquelle il avait offert au Divan un accord direct. Le Grand-Vizir, après avoir communiqué aux ambassadeurs la lettre de Mohamed-Ali, repoussait ces offres, les trouvant contraires aux intérêts du Sultan; d'ailleurs même, affirmait-il, s'il les acceptait, les puissances intéressées au maintien de la force de l'Empire Ottoman, par la conservation de son intégrité, s'opposeraient au partage. Le Porte ne ferait donc que « ce qu'exige ses relations avec les grandes puissances ».

Elle pose au contraire un ultimatum au Pacha :
« En un mot... vous voudrez bien me faire savoir si
« vous avez ou non l'intention d'accepter les conces-
« sions et les faveurs que le Sultan notre auguste
« Maître a daigné vous offrir ».

On était donc bien mal renseigné en France sur

1. Lettre de Hodges, 6 avril 1840.

les intentions de la Sublime-Porte, et alors qu'on y comptait sur un arrangement direct, le Grand-Vizir opposait une fin de non-recevoir si catégorique et si contraire même aux usages de la diplomatie orientale, qu'on ne peut s'empêcher d'y voir la main d'un agent anglais.

En effet, Réchid, le fidèle ami de Ponsonby et Palmerston, de jour en jour acquérait plus d'influence, et Hoshrew perdait de son pouvoir au point de devoir destituer son ami Halil et de le remplacer comme seraskar par un adversaire ami du Reis-Effendi.

La chute du Grand-Vizir était proche ; il démissionnera, se verra même refuser une audience par le Sultan (le 1^{er} juin), et le 8 juillet on le tiendra prisonnier dans une forteresse.

Réchid disposait entièrement du pouvoir ; il faisait nommer Grand-Vizir Réouf-Pacha le vaincu de Koniah.

Le Pacha d'Egypte, après la lettre de Hoshrew, activa ses préparatifs. Et plus que jamais Hodges demeurait convaincu, devant l'attitude résolue du Vice-Roi, qu'il avait l'appui d'une grande puissance.

Cette conviction, erronée, est le plus bel éloge qu'on puisse faire de la fierté, du courage et de l'énergie de Mohamed-Ali.

Il préparait 80.000 hommes pour défendre Alexandrie.

Pour encourager leur recrutement, se souvenant

sans doute de l'appui que le peuple lui avait fourni jadis dans la défense du Caire, le Pacha offrit aux oulémas et aux grands marchands des titres de Pachas à deux queues, et le commandement des régiments qu'ils lèveraient ; quant à l'argent, s'il venait à manquer, il paierait en blé.

Mais en Syrie, où l'insurrection éclatera dans les derniers jours de mai, la situation n'était pas rassurante ; le désarmement de la population y donnait lieu à des soulèvements. On assurait que l'émir Béchir lui-même avait refusé 20.000 hommes à son allié ; il pourrait bien, attendant les événements, rester neutre ou même tourner casaque en cas d'échec du Pacha, dont les forces étaient concentrées à Marash et à Acre ; la cavalerie était à Kiless (1). Néanmoins les dispositions prises n'indiquaient pas une marche en avant partant de Orfa ou Marash, mais paraissaient plutôt des mesures de défense et de résistance (2).

Et Palmerston prévoyant bien qu'une simple convention entre puissances ne suffirait plus à déloger le Pacha, prenait des dispositions plus belliqueuses, de là les intructions à Stopford du 8 mai et l'encouragement aux insurgés de Syrie, qui appuyés par la Porte et les puissances pourraient causer la ruine

1. Lettres de Hodges à Palmerston des 18 et 20 avril, reçues à Londres le 18 mai 1840.

2. Lettre du 13 avril de Werry d'Alep à Palmerston,

entière de la résistance des Egyptiens dans le pays et obliger ceux-ci à l'évacuer plus sûrement même que devant une armée russe.

Ponsonby lui écrivait (1) qu'il suffirait d'une escadre anglaise et d'une frégate battant pavillon ottoman pour soulever contre Mohamed-Ali les Syriens et même l'émir Béchir. Et que si Ibrahim tentait de marcher sur Constantinople, un soulèvement éclaterait derrière lui (2).

Palmerston estimait aussi qu'il était nécessaire que le Gouvernement ottoman donnât preuve de sa vitalité, et que les puissances n'aient pas l'impression de travailler pour un Empire incapable même d'aider à son propre relèvement.

Il poussait donc le Gouvernement turc à prendre toutes les mesures nécessaires de défense. Tout signe de réorganisation encouragerait les puissances à intervenir, et cela d'autant plus qu'elles pourraient compter sur une aide de la Porte dans leur action contre le Pacha (3).

Aussi après avoir annoncé la constitution d'un camp turc en avant de Scutari pour résister à une avance d'Ibrahim, Ponsonby pouvait informer Londres que 18.000 hommes de troupe, bien équipés et entraînés, étaient prêts à camper sur la route des

1. Lettre du 25 avril, reçue à Londres le 7 mai.

2. Lettre du 7 mai, reçue à Londres le 5 juin.

3. Lettre de Palmerston à Ponsonby, 20 mai.

Egyptiens, qui n'attaqueraient sûrement pas devant l'impossibilité pour eux de surmonter l'obstacle opposé par de telles forces sur la défensive (1).

L'ambassadeur anglais attendait merveilles de ces dispositions, car :

1° Il faudrait à Ibrahim au moins 20.000 hommes de troupes pour attaquer, car une défaite serait le tombeau de son prestige et de sa puissance ;

2° Ce déploiement de forces imposerait du respect aux mécontents et donnerait confiance aux populations ;

3° Le corps turc serait un noyau formé pour réorganiser tout le reste de l'armée, enfin ;

4° Grâce à ces mesures, il ne serait plus nécessaire d'avoir recours à l'intervention russe à Constantinople et, par suite, la France n'aurait pas à vouloir pénétrer dans les détroits.

Si Thiers désirait réellement intervenir, il trouverait là des arguments à opposer à ceux qui n'espéraient plus dans la force de l'Empire Ottoman, et qui ne voyaient que la puissance de Mohamed-Ali.

Ainsi donc, des deux côtés, les préparatifs étaient activement poussés. Les forces du Pacha (au commencement de juin) s'élevaient à près de 200.000 hommes : 87.000 en Syrie, 46.000 à Alexandrie, où l'on attendait encore les 57.000 hommes d'Arabie.

1. Lettres à Palmerston, 26 avril, 13 mai, 15 mai (celle-ci reçue le 14 juin à Londres).

Palmerston était tenu au courant, pour ainsi dire journallement, par Hodges et ses consuls, de tout ce qui se passait en Syrie : insurrections, mesures de défense d'Ibrahim, forces dont il disposait, ainsi que des moyens financiers du Pacha. Celui-ci avait soi-disant déclaré à Cochelet qu'en vendant ses récoltes il aurait suffisamment de quoi payer toutes ses dettes et six mois d'arrérages de solde à ses hommes. Il pourrait de plus vivre un an durant sur son crédit (1).

A Londres, les négociations continuaient. Le 18 mai, Nourri envoyait une nouvelle note, pressant les puissances à régler la question orientale, car, disait-il, des troubles avaient éclaté en Roumémie, à l'instigation du Pacha d'Egypte. Le 31 mai, Chékib-Effendi, le nouvel envoyé ottoman, se montrait encore plus pressant. Il paraissait même décidé, si cela pouvait mener à un prompt arrangement, à faire de plus grandes concessions à Mohamed-Ali. Il déclarait que si les lenteurs des négociations «
« viennent de difficultés qu'il serait dans les facultés
« du soussigné d'aplanir, il a l'honneur de (les) pré-
« venir que, de son côté, il apportera toutes les
« facilités qui dépendront de lui pour aider à lever
« des obstacles, et qu'à cet effet il est muni des
« pouvoirs les plus amples ». Ainsi, même le délégué ottoman était prêt à transiger.

1. Lettre de Hodges du 6 juin.

Guizot, en communiquant à Thiers cette nouvelle note, insistait une fois de plus sur l'urgence qu'il y avait à agir. Par les nouvelles venues d'Egypte, tous comprendraient que le moindre retard était dangereux à l'Empire Ottoman, et qu'il était urgent d'aboutir. L'arrivée de Chékib allait donner une plus grande impulsion aux négociations ; il fallait donc que l'ambassadeur français eut les instructions nécessaires.

Actuellement, expliquait Guizot, une transaction était encore possible ; nombre de membres du Cabinet étaient en opposition avec Palmerston et désiraient une action à cinq ; Lord Melbourne disait même que « tout ce que nous ferions en nous divisant serait mauvais et dangereux ».

En dehors du Cabinet, les amis mêmes de Lord Palmerston n'approuvaient pas son projet d'enlever la Syrie au Pacha.

Une transaction sincère et ferme offerte par la France, avec l'appui de sa coopération, avait encore beaucoup de chance de réussir.

L'Angleterre voulait la paix et la demande de crédit pour les mesures coercitives faisant apparaître le danger de guerre, mettrait Lord Palmerston en délicate posture.

Mais son influence demeurait grande, et il ne céderait de lui-même rien de plus qu'Acre, son amour-propre était en jeu ; si la France n'acceptait pas de

compromis, Guizot n'était pas du tout certain « que
« parmi ses collègues, ceux qui ne partagent pas ses
« idées, soient décidés à lui résister assez fortement
« pour changer ou arrêter sa politique au moment
« de l'exécution ».

Mais Thiers, quoi qu'il en eut dit, ne se rendait pas compte de la situation à Londres, les avertissements de Guizot n'étaient pas pris en considération. Il continuait à ergoter et refusait de se rendre à l'évidence, et de se convaincre qu'il fallait agir à tout prix, et que les meilleurs arguments étaient moins utiles que la plus petite proposition sérieuse de sa part.

Sa réponse à Guizot au sujet de la note de Chékib le prouve amplement (11 juin).

Pressé d'agir en vertu de la note du 27 juillet 1839, il voulait d'abord en fixer la portée et en déterminer les conséquences, comme justification de sa politique.

Avant Nézib, les puissances, déclarait-il, voulant la paix en Orient, cherchaient par tous les moyens à éviter la collision entre le Pacha et le Sultan « et les concilier par une intervention tout à fait pacifique ».

Il ne pouvait pas admettre que la Porte s'étant, en 1839 par ses propres imprudences, gravement compromise, « les puissances, changeant tout à

« coup de politique (1) aient pris envers elle l'engagement de lui faire obtenir, même par la force, ce qu'elle avait en vue en attaquant Mohamed-Ali « malgré leurs représentations ».

La note du 27 juillet ne pouvait avoir cette signification, elle n'avait eu pour but que de donner à la Porte un appui moral lui permettant de résister honorablement à son vassal. « Ce but a été atteint ». La France ne pouvait faire plus.

Dans cette réponse, Thiers paraissait avoir beaucoup plus le souci de tenir ses engagements que celui de régler la question orientale.

Il ne voulait pas être accusé d'avoir forfait à une promesse contenue dans la note du 27 juillet, et se justifiait par avance du reproche qu'on pourrait lui en faire. Pour lui, la position délicate de la France provenait de cette note ; Guizot, beaucoup plus sainement, estimait qu'elle ne présentait qu'un intérêt relatif, et que si la France ne l'avait pas signée, cela n'aurait pas empêché au contraire, les négociations en cours.

Quant au règlement de la question territoriale, sur lequel portait toute la discussion de Londres, Thiers y touchait à peine. Il voyait dans l'abandon d'Acre un pas vers la conciliation, sans plus. Il comptait toujours sur les lenteurs des négociations pour affai-

1. Par la note du 27 juillet.

blir la résistance de la Porte, augmenter celle du Pacha, et arriver ainsi par la lassitude du Sultan à la négociation directe et au triomphe de sa politique.

Le 19 juin, en effet, il répondait que la proposition du 5 mai de Neumann était inadmissible, « non pas « du point de vue de notre intérêt individuel dans « cette question, mais du point de vue le plus impor-
« tant de tous : la possibilité ». Le Pacha n'accepterait jamais le partage de la Syrie, et il faudrait user de la force ; « or, la force, nous ne la voulons pas », nous n'y croyons pas ».

Et Guizot demeurait sans plus d'instructions ; il ne pouvait que repousser les offres qui lui étaient faites, sans offrir aucune contre-proposition.

Quels qu'aient été les espoirs de Thiers sur la résistance du Pacha et sur son action à Constantinople, sa politique à Londres était dangereuse et maladroite. Se refusant à toute discussion, les autres puissances allaient n'avoir aucun scrupule à se décider en dehors de la France. Et celle-ci allait non seulement se trouver exclue d'une coopération en Orient, mais elle s'en trouvera exclue sans qu'elle ait été consultée ou avertie.

Vers la mi-juin, les nouvelles d'Orient arrivaient de plus en plus inquiétantes ; on craignait à Londres un coup de théâtre de la part du Pacha. Aussi Burnow, après Neumann et Bulow, faisait pression sur Guizot (11 juin). « Que la France et l'Angleterre

« s'entendent donc, tout dépend de leur accord, « nous n'avons rien d'arrêté, rien d'exclusif qui « puisse les empêcher de s'accorder ». Il suppliait l'ambassadeur français de faire quelques concessions, de proposer un arrangement qu'on pourrait adopter.

Le lendemain, Neumann revenait à la charge, inquiet et pressé, déclarant que « s'il faut laisser la Syrie à Mohamed-Ali, qu'on lui laisse la Syrie », pas héréditairement pourtant. C'était le renouvellement des offres de Bulow du 13 avril dernier.

L'envoyé autrichien semblait sincère quand il maudissait Ponsonby de vouloir des mesures coercitives, sous menace de démission, et qu'il accusait Palmerston de pousser au conflit pour faire triompher ses vues.

Donc, au 15 juin, l'Autriche, secondée par la Prusse, et sans rencontrer d'opposition de la part de la Russie, offrait à la France, pour prix de son concours, de laisser au Pacha en plus de l'Egypte héréditairement la Syrie en viager. C'était une large modification à la proposition du 5 mai, qui ne pouvait, pense-t-on, que lui donner entière satisfaction. A tel point que quand le 19 Thiers écrivait à Guizot pour décliner la proposition de laisser Acre au Pacha, il estimait de lui-même que s'il était possible de lui laisser en viager la Syrie entière ce « serait « une grande conquête pour nous, et nous change-

« rions sur-le-champ d'attitude » car « on mettrait la
« raison du côté des cinq puissances, et nous ferions
« de grands efforts pour réussir ».

Guizot pouvait donc à ce moment espérer sortir de la position délicate où l'obstination du premier ministre l'avait mis. Ce dernier paraissait pouvoir accepter la solution soumise par Neumann (12 juin). Pour l'y encourager, Guizot insistait sur ce que « ce pas de plus » de laisser la Syrie en viager à Mohamed-Ali « ce pas se fait si je ne me trompe en ce moment ».

Palmerston subissait la pression de ses collègues et celle des ambassadeurs. Il pourrait céder. Il faudra alors que la France ne soit pas indécise, et qu'elle soit prête à accepter l'offre faite. Si Guizot manquait à faire une réponse nette et immédiate, il perdrait tous les avantages de sa situation, les autres ambassadeurs, froissés du peu d'empressement de la France, lieraient partie définitivement avec le ministre anglais.

« On fera beaucoup, beaucoup, dans le Cabinet et parmi les plénipotentiaires, insistait Guizot, pour n'agir qu'à 5 de concert avec nous, et sans coercion, mais « je ne vous réponds pas qu'on fasse tout et qu'une conclusion soudaine à quatre ne soit pas possible ».

Car si les ambassadeurs, après avoir réussi à amener Palmerston à céder sur la Syrie, ne recueillaient

pas le fruit de leurs efforts « par un arrangement définitif et unanime, je ne réponds pas, je le répète, de ce qu'ils feront. Donnez-moi, je vous en prie, pour cette hypothèse, votre pensée précise et des instructions ».

C'était une belle victoire pour la France d'avoir obtenu, en échange de son concours, toute la Syrie viagèrement pour son protégé, en plus de l'hérédité de l'Egypte. Thiers, croirait-on, n'avait plus qu'à se réjouir de ce brillant résultat.

Le 30 juin pourtant, il répondait encore à Guizot qu'il ne renonçait pas à obtenir l'hérédité de la Syrie. Il pouvait écrire, après les pressants appels de son ambassadeur : « Différez de vous expliquer, il « faut un peu voir venir, rien n'est décidé ». Dans sa lettre du 19 juin, une seule partie était donc sincère, celle par laquelle il repoussait l'offre du 5 mai. Quant « à la grande conquête pour nous » de donner la Syrie en viager à Mohamed-Ali, il n'en parlait que parce qu'il croyait qu'on la repousserait. Plus tard, pour se justifier, Thiers prétendit avoir repoussé l'offre parce qu'il n'était pas assuré du consentement de Palmerston, et qu'il aurait seulement perdu du terrain dans la discussion ; qu'à ce moment d'ailleurs, Hodges ayant froissé le Pacha, celui-ci pourrait refuser toute transaction. La France se devait donc d'être prudente.

Nous croyons surtout que le ministre français

comptait sur un miracle : l'entente directe du suzerain et du vassal.

Thiers croyait avoir de bonnes raisons pour espérer qu'on arriverait bientôt à ce résultat.

En effet, alors qu'on parlait de la chute prochaine de Hoshrew, Mohamed-Ali avait confidentiellement informé le consul de France, que si cet événement se produisait, il renverrait dans le Bosphore la flotte ottomane sous les ordres d'un amiral égyptien. Il comptait également envoyer un ambassadeur à Constantinople afin de conclure un accord ; mais même s'il n'obtenait pas l'Egypte et la Syrie héréditairement et Adana à vie, il n'en renverrait pas moins la flotte.

Le 15 juin, il annonçait aux consuls (1) le départ de Sami bey pour Constantinople, chargé d'offrir au Sultan un cadeau de 250.000 francs à l'occasion de la naissance de sa fille, et de lui annoncer le renvoi de la flotte.

Mohamed-Ali avait lieu d'espérer encore à ce moment une heureuse issue des difficultés dans lesquelles il se débattait depuis la note du 27 juillet 1839.

Il avait reçu de la Sultane Oualideh des nouvelles que ses affaires, ainsi que celles d'Ahmed, pourraient bientôt s'arranger du fait de la chute de Hoshrew.

1. Lettre de Hodges du 16 juin, reçue à Londres le 7 juillet.

Il affectait une grande quiétude au sujet de l'insurrection syrienne : Béchir, disait-il, qui s'était déclaré pour lui, lui garantissait le calme, il laissait leurs armes aux paysans ; la situation était si rassurante, disait-il, qu'il ne comptait plus quitter l'Egypte sa présence n'étant plus nécessaire en Syrie. Ce qui ne l'empêchait d'ailleurs pas d'envoyer des renforts.

Cassim et Hallil, les deux neveux de l'Emir, n'avaient pas fait leur soumission et comptaient lutter même contre leur oncle. Néanmoins, Mohamed-Ali affectait une grande tranquillité, car dans la plaine les insurgés seraient fatalement battus, les Egyptiens étant les plus forts, et s'ils cherchaient refuge dans les montagnes les moyens d'existence leur feraient vite défaut.

Nous verrons que cette confiance était plus apparente que réelle ; l'attitude du Pacha n'était dictée que par la nécessité de faire croire à la solidité de sa position en Syrie, et à l'échec des menées britanniques.

Mohamed-Ali savait bien à l'instigation de qui obéissaient les insurgés. « Des intrigants ont agi en Syrie, affirmait-il à Hodges ; vous et moi aurons à en causer bientôt. »

Soleiman-Pacha avait, le 1^{er} juin, décrété le blocus des côtes libanaises contre les insurgés (les ports de Gebel et Batroum (1).

1. Lettre de Hodges du 16 juin, reçue à Londres le 7 juillet.

Dès le 12 juin, Thiers informait Granville que le Pacha comptait, aussitôt le départ de Hoshrew, renvoyer la flotte, et qu'il ne demandait plus que l'hérédité de l'Egypte et la Syrie et Adana pour un de ses fils.

Le 30 juin, Thiers recevait confirmation, par la dépêche de Cochelet du 16 juin, du départ de Sami.

C'était pour cela qu'il voulait « voir venir », bien qu'il fût « loin de croire, affirmait-il à Guizot, « l'arrangement direct conclu ou même facile », mais qu'en tout cas cela lui semblait « un argument contre toute décision immédiate à Londres ». Voulant mettre à profit cette suspension qu'il escomptait de la conférence de Londres, il envoyait au Pacha M. Eugène Perrier avec mission, disait-il à Guizot, de lui faire accepter la « Syrie viagèrement », et de s'assurer de la sincérité de son intention de rendre la flotte ; toute promesse fallacieuse mécontenterait les puissances et serait dangereuse. Mohamed-Ali pourrait se contenter de la Syrie en viager, soit en s'entendant directement avec le Sultan, soit, faute de cette entente, de l'accepter des puissances quand elles la lui offriraient, suivant les propositions de Neumann.

Thiers croyait, grâce à la démarche du Pacha près de la Porte, gagner encore du temps pour discuter, mais l'effet de l'ambassade de Sami et l'offre de la restitution de la flotte fut tout autre que celui qu'il attendait.

Dès le 7 juillet, Chékib remettait une note demandant à Palmerston et aux ambassadeurs de ne ralentir en rien les négociations en cours par suite de la promesse du Pacha de restituer la flotte. Celui-ci se trouvait dans une situation difficile, cherchait seulement à gagner du temps afin d'arriver à un accord direct avec le Sultan. Et si les puissances s'entendaient rapidement, Mohamed-Ali, les voyant résolues d'agir, céderait sans difficulté et sans qu'aucune secousse ne se produise.

Cet appel pressant convenait bien à Palmerston, qui en profita pour donner aux négociations un regain d'activité. Le 8 et le 11, des conseils de Cabinet furent tenus pour arriver à une solution définitive.

Palmerston accreditait le bruit que la mission de Sami était le résultat d'un plan combiné par la France pour amener :

- 1° La ruine de la note du 27 juillet 1839 ;
- 2° Le triomphe de la politique et de l'influence françaises à Alexandrie et à Constantinople (1).

Or, puisque la France avait voulu agir en dehors d'elles, les Puissances n'étaient plus tenues à se montrer conciliantes à son égard ; l'abandon venait de sa part et non plus de la leur. Les ambassadeurs qui s'étaient efforcés d'arriver à une action à 5 en

1. Lettre du 11 juillet 1840 de Guizot à Thiers.

laissant au Pacha la Syrie viagèrement, non seulement renonçaient à poursuivre leurs démarches, mais allaient encore accepter à ne pas appeler la France à la signature de la convention réglant entre elles la question d'Égypte.

La partie était plus belle que jamais pour Palmerston ; non seulement il faisait peser sur la France le soupçon d'une action isolée, d'une trahison vis-à-vis des quatre autres Puissances, mais il faisait ressortir que la situation du Pacha en Syrie devait être désespérée, pour qu'il fit des concessions en restituant la flotte. Par suite, en agissant promptement, on arriverait aisément à lui faire entendre raison.

Palmerston exagérait l'étendue des insurrections (1), et, qu'il y ajoutât foi ou non, il taisait les rapports de Hodges du mois de juin (2) qui affirmaient la confiance du Pacha dans la situation de la Syrie.

Il paraissait, par contre, très inquiet au sujet des biens anglais et envoyait, le 7 juillet, des instructions à Stopford pour y protéger les nationaux britanniques contre les insurgés, sans appuyer toutefois le Pacha.

1. Le 5 juillet parvenaient à Londres les nouvelles de Moore du 29 mai annonçant le début de l'insurrection. Le 10 juillet, on y recevait celles du 6 juin de Hodges (et autres de même date) rendant compte des mouvements insurrectionnels.

2. Reçus à Londres le 7 juillet.

Le 12 juillet, il recevait une lettre de Moore du 10 juin, qui lui annonçait que Beyrouth était en danger, les insurgés attaquaient le Lazzaret. Aux propositions de paix de Mohamed-Ali, ils avaient répondu en demandant la garantie de la France et de l'Angleterre. Il ne leur manquait que des armes. L'influence égyptienne avait entièrement sombré.

Palmerston ne tient sans doute pas cette lettre cachée : après la soi-disant trahison de la France rien ne pouvait décider les ambassadeurs à l'action comme la conviction d'aller au-devant d'une tâche sans difficulté et sans péril. Thiers, pour justifier sa conduite, prétendra que c'est surtout cela qui amena les puissances à agir.

Guizot fit bien tous ses efforts pour persuader les puissances que la France était étrangère à l'ambassade de Sami, qui n'était qu'une démarche spontanée du Pacha, et que d'ailleurs une entente directe n'avait plus les mêmes inconvénients qu'en 1839, la situation de la Porte étant autre, et le Pacha se montrant plus modéré.

C'était en vain, les 4 puissances, d'après Guizot, ne voulaient pas d'un arrangement direct ; elles avaient décidé, croyait-il, de répondre à la dernière note de Chékid identiquement, dans le sens de la note du 27 juillet 1839.

Guizot sentait bien que si le Pacha échouait, les puissances agiraient sans la France : « L'arrange-

« ment entre elles, sans nous, aura bien des chances
« de succès » (1).

Le 14 juillet, il écrivit à Thiers : « On prépare, soit
« sur le fond de l'affaire, soit sur le mode d'action,
« des propositions qu'on nous communiquera quand
« on aura tout arrangé pour avoir notre adhésion ou
« notre refus », mais il croyait que les puissances
attendraient d'abord les nouvelles de Constantinople
et de Sami.

Guizot se trompait : s'il savait qu'il y avait du
danger et que la France allait se trouver en délicate
posture, il en ignorait l'immense gravité.

En effet, si les puissances n'allaient pas, comme en
1839, s'opposer par une simple note aux négocia-
tions directes, elles n'allaient pas non plus attendre
les nouvelles de Constantinople pour présenter à
Mohamed-Ali les décisions qu'elles avaient élaborées.
Dès le 15 juillet, l'Angleterre, l'Autriche, la Prusse,
la Russie et la Turquie, signaient une convention
réglant définitivement le différend entre le vassal et
le suzerain.

Palmerston avait convaincu ses collègues et les
ambassadeurs de la nécessité de cette convention ;
elle avait été signée sans même qu'on la portât à la
connaissance de l'ambassadeur français.

C'était pour la France un échec grave, et une

1. Lettre à M. de Broglie.

revanche terrible que Palmerston prenait sur l'obstination des ministres français, et sur les auteurs responsables des négociations. C'était aussi une revanche sur la prétendue tentative de la France de conduire à elle seule la politique en Orient.

Guizot exposait lui-même ainsi la suite des événements : « Vous avez mille fois raison, écrivait-il à M. de Rémusat, de ne croire à aucune longue intrigue, à aucune préméditation européenne. On nous a fait entrevoir l'Égypte héréditaire et la Syrie via-gère, nous n'avons pas accueilli l'offre. Au milieu de toutes ces propositions avortées, la nouvelle de la démarche du Pacha auprès du Sultan ! M. d'Arpigny l'avait annoncée ici trois semaines auparavant. C'était le triomphe de la France et la mystification des 4 autres puissances. C'est ce mot dont on s'est servi entre soi en exhalant son humeur. Au milieu de cette humeur, l'insurrection de Syrie est venue jeter l'espérance. Une forte espérance. Lord Palmerston l'a saisie. Il a promis en Orient un succès facile et menacé à Londres de la dissolution du Cabinet. Il avait une convention toute prête et des moyens de coercition tout inventés bons ou mauvais. On s'est réuni en toute hâte. On a envoyé en toute hâte des courriers. On s'est promis le secret pour se venger de la mystification d'Alexandrie et ordonner sans bruit les premières mesures. Et on a signé ».

« C'était pour l'Angleterre de la puissance en
« Orient, et pour Lord Palmerston même, en Angle-
« terre, de la gloire ».

Certes, Thiers avait été maladroit en se refusant à toute conciliation, ne se laissant aucune porte de sortie en cas d'échec d'une entente directe ; de plus, il avait donné si bien lieu de croire qu'en effet il menait une politique personnelle en Orient que quand parvint la nouvelle d'une négociation directe, il fut aisé de l'accuser d'en être l'instigateur.

Ce sera, en effet, en se basant sur deux motifs : celui de l'insurrection et celui de politique (1) personnelle que les 4 puissances justifieront l'abandon de la France.

Néanmoins, quels que furent les torts réels ou apparents de la France, nous ne croyons pas qu'il ait été loyal de la part des autres puissances, et surtout de l'Angleterre, non pas de conclure un accord, mais de le signer, sans au moins en avoir averti le Cabinet des Tuileries et l'avoir mis en demeure d'y adhérer dans le plus bref délai.

1. Metternich, le 4 août 1840 (lettre à Apponyi), prétendait avoir en sa possession un document prouvant que Thiers avait insinué au Divan que les puissances cherchaient la perte de l'Empire Ottoman ; que seule la France avait des intérêts contraires ; par suite la Turquie devait s'appuyer sur cette dernière puissance ; elle n'aurait pour cela « qu'à faire toutes les concessions « réclamées par Mohamed-Ali ; que le jour du décès de ce dernier, la France aiderait la Porte à annuler tous les engagements qu'elle aurait contractés ».

Il y avait là une sorte de trahison que Palmerston sentait la nécessité de justifier ; et qui, quels que fussent les torts antérieurs du Gouvernement français, si torts il y avait, allait mettre ce dernier en posture d'offensé, lui permettre de parler haut, et même d'intervenir librement en Orient les armes à la main, ayant le bon droit pour lui.

Si le ministre anglais avait agi sans tenir compte d'une action éventuelle de la France, c'est qu'il savait qu'il pourrait compter sur Louis-Philippe pour maintenir la paix à tout prix. Les événements à venir allaient lui donner raison.

La convention du 15 juillet 1840 fut un véritable triomphe pour la politique de Lord Palmerston ; par elle, il ruinait le traité d'Unkiar-Kelessi et réduisait la puissance du Pacha à l'Egypte ; il se posait en ami de la Porte, lui restituant la Syrie, et affaiblissait l'influence de la France tant à Constantinople qu'à Alexandrie.

Le 15 juillet furent signés, avec la convention proprement dite, deux protocoles dont l'un devait être tenu secret.

La convention elle-même était composée de l'ensemble des engagements que prenaient entre elles les puissances contractantes, et d'un acte séparé par lequel étaient fixées les conditions que le Sultan devait, d'accord avec ses alliés, soumettre à Mohamed-Ali.

Les puissances contractantes déclaraient agir à la suite d'un appel de la Sublime-Porte pour le maintien de l'intégrité de l'Empire Ottoman menacé, et pour tenir leurs promesses du 27 juillet 1839. Une cause [d'humanité naturellement était invoquée aussi : faire cesser l'effusion de sang « entre les autorités]du Pacha et les sujets de Sa Hautesse » en Syrie.

Les puissances s'engageaient à unir les efforts et à agir en parfait accord pour déterminer Mohamed-Ali « à se conformer » à l'arrangement qu'elles avaient élaboré (Art. I^{er}). Déclarant que si le Pacha refusait les offres de la Sublime-Porte, elles prendraient, sur réquisition du Sultan, telles mesures concertées entre elles pour arriver à leurs fins (Art. II). C'était le principe des mesures coercitives établi.

« Dans l'intervalle » (aussitôt le refus du Pacha, croirait-on, et avant d'autres mesures de coercition plus efficaces), elles (l'Angleterre et l'Autriche) couperaient les communications entre la Syrie et l'Égypte, et donneraient aide à « ceux des sujets du Sultan » qui manifesteront leur fidélité, c'est-à-dire aux insurgés de Syrie.

Dans le cas où Mohamed-Ali menacerait Constantinople, les Dardanelles et le Bosphore s'ouvriraient aux forces navales des alliés, appelés par le Sultan pour la défense de la Capitale. Celles-ci se retireraient aussitôt que leur présence aurait cessé d'être nécessaire (art. III).

Mais il était bien spécifié que l'ouverture des détroits n'était qu'une exception, limitée au cas expressément prévu de la menace du Pacha, et rien que pour la menace actuelle (art. IV). Le Sultan s'engageait formellement à maintenir toujours la fermeture des Dardanelles et du Bosphore ; les autres puissances prenaient l'engagement de maintenir ce principe.

C'était comme on le voit l'annulation du traité d'Unkiar-Kelessi.

Le délai d'échange des ratifications de la convention était de deux mois.

L'acte séparé ne devait pas donner moins de satisfaction à Palmerston.

Le Sultan, par cet acte, offrait au Pacha l'hérédité en ligne directe de l'administration de l'Egypte. En plus, sa vie durant, Mohamed-Ali recevait le pachalyk d'Acre et la ville de Saint-Jean (Art. 1^{er}) ; c'était là la proposition de Neumann du 5 mai, mais le Pacha était tenu d'accepter cette offre dans un délai de dix jours ; passé ce délai, il ne lui serait plus laissé que l'Egypte héréditairement. C'était là ce que désirait Palmerston, et il comptait bien sur les hésitations du Pacha pour n'avoir pas à lui laisser Saint-Jean-d'Acre.

On accordait dix autres jours à Mohamed-Ali pour accepter la deuxième proposition. Après ces dix jours, le Sultan pouvait retirer son offre, et suivre

telle marche que ses intérêts et les conseils de ses alliés lui suggéreront (art. 7). C'était une menace de la possibilité de lui enlever l'Egypte ; et Palmerston avait déjà chargé Hodges de la faire pressentir au Pacha.

Il était spécifié que la flotte, ainsi que les territoires occupés, devaient être remis aux autorités du Sultan après les dix ou vingt jours (art. 4).

Mohamed-Ali restait redevable à la Porte d'un tribut proportionnel à ses possessions (art. 3). Il était spécifié de plus, pour éviter que l'hérédité ne put être interprétée d'indépendance, que tous les traités et toutes les lois de l'Empire Ottoman s'appliqueraient à l'Egypte comme à toute autre partie de l'Empire. La perception des impôts était laissée au Pacha, mais « au nom et comme délégué de Sa Hautesse ».

Les forces militaires du Pacha faisant partie de celles de l'Empire, seraient considérées comme entretenues au service de l'Etat (art. 5 et 6).

Ainsi donc le Pacha avait à choisir entre deux solutions, et à les accepter l'une dans les dix jours, l'autre dans les vingt jours.

Le Sultan (et surtout l'Angleterre) avait tenu à bien indiquer que l'hérédité de l'Egypte ne laissait pas moins ce pachalyk à l'Empire. Le Pacha y agissait en délégué du Sultan, ses forces étaient celles

du Sultan, les lois de l'Empire devaient être appliquées en Egypte.

Nous étudierons plus loin quelle est la véritable portée de ces restrictions et jusqu'à quel point la souveraineté du Sultan demeurait réelle en Egypte après la concession de l'hérédité, alors qu'en fait cette souveraineté était déjà, antérieurement, réduite à si peu de chose.

Pour nous, ainsi que nous essayerons de le montrer, l'hérédité de l'Egypte, malgré toutes les réserves de forme, sera grosse de conséquences dans les rapports de cette province avec le reste de l'Empire, et apportera au point de vue international une importante modification de droit (si non de fond) venant confirmer des faits patents.

A la convention était joint un premier protocole spécifiant que, malgré l'admission du principe de la fermeture des détroits, l'exception était maintenue pour les navires de guerre légers des puissances amies qui, selon l'usage, assuraient le courrier des ambassades.

Un deuxième protocole, beaucoup plus important, et destiné à demeurer secret entre les parties, fut aussi signé le même jour.

Dans ce protocole réservé, les puissances, prenant en considération d'une part le temps nécessaire pour la ratification des signatures et la transmission des ordres ; d'autre part la nécessité d'agir le

plus rapidement possible en Syrie au nom « des intérêts de l'humanité », aussi bien d'ailleurs que des considérations de politique européenne, décidaient, par l'entremise de leurs ambassadeurs, que les mesures prévues dans l'art. II de la convention (ruptures des communications avec la Syrie, aide aux insurgés) auraient lieu « tout de suite », non seulement sans attendre les ratifications, mais sans même attendre que le Sultan ait communiqué au Pacha les termes de l'article séparé et lui ait laissé les dix jours pour répondre.

Les offres à Mohamed-Ali contenues dans l'acte séparé devaient être faites avant les ratifications, et les consuls recevraient, de suite, ordre d'appuyer de tous leurs moyens l'envoyé du Sultan auprès du Pacha.

Le but de ce protocole était de ne laisser ni à la France le temps de s'opposer à la convention, ni à Mohamed-Ali le temps de se mettre en état de défense.

Palmerston espérait surprendre la flotte égyptienne hors d'Alexandrie et, en l'empêchant de rejoindre ce port, diminuer la force de résistance du Pacha.

De plus, cette exécution immédiate devait avoir une influence salubre sur le Pacha, par la résolution qu'elle dénotait chez les puissances, et en lui enlevant tout espoir d'être secouru par la France.

Ce protocole réservé venait compléter la ma-

nœuvre laissant la France dans l'ignorance de la conclusion de la convention, car, comme il allait être tenu secret, elle allait également ignorer tout de son exécution précipitée.

Palmerston remportait donc une victoire politique sur toute la ligne.

Il avait rallié les autres puissances à ces mesures de coercition, et à son plan de ne laisser au Pacha que l'Egypte (si celui-ci hésitait, ainsi que le ministre anglais l'espérait). De plus, il avait convaincu les ambassadeurs d'agir sans la France, et d'agir par surprise de manière à la rendre inoffensive.

Mais ce n'était pas seulement un succès sur la question égyptienne, c'était aussi un succès sur la question de Constantinople. Palmerston avait amené la Russie à renoncer aux privilèges d'Unkiar-Kelessi. L'art. 3 spécifiait que, pour l'avenir, la règle admise par les puissances serait le maintien sans exception du principe de la fermeture des Détroits. Quant au cas présent d'intervention, il était dit, sans plus, que le Bosphore et les Dardanelles s'ouvriraient aux forces alliées. L'Angleterre n'était donc limitée par la convention, ni dans la zone d'action, ni dans le nombre de vaisseaux à y faire entrer. La Russie et la Grande-Bretagne étaient considérées sur un pied de parfaite égalité.

Pourtant la Russie obtenait une satisfaction, celle de paraître seule en grande force devant Constanti-

nople et d'y maintenir ainsi partie de son prestige ; il est vrai que cela ne ressortait pas de la convention, mais d'une simple lettre échangée entre Burnow et Palmerston.

Le 15 juillet même l'ambassadeur russe demandait au ministre anglais quelle force l'Angleterre comptait mettre à la disposition des puissances en exécution de l'art. III.

Palmerston, le même jour, donnait sa réponse. Il estimait qu'il n'y avait que peu de chances pour qu'une pareille éventualité se présentât, car les Egyptiens avaient trop à faire en Syrie pour passer le Taurus. D'ailleurs, les forces russes seules étaient amplement suffisantes pour protéger Constantinople, la présence de navires anglais n'avait d'autre but que de donner une preuve de l'union des alliés. Dans ces conditions, et étant donnée la tâche de l'escadre anglaise en Syrie, l'Angleterre n'enverrait dans les détroits que 3 ou 4 navires.

Ceci avait pour Burnow l'effet d'une contre lettre, l'assurant d'une force prépondérante devant Constantinople. Au moyen de cette légère concession, Palmerston avait donc obtenu un entier succès tant pour l'Egypte que pour les détroits.

Chékib-Effendi partit le 16 pour Constantinople afin d'obtenir les ratifications, et l'envoi au plus vite en Egypte des offres contenues dans l'acte séparé. Ponsonby devait faire parvenir en même temps à

Hodges toutes les instructions nécessaires pour appuyer les démarches de l'envoyé ottoman.

C'est le 17 juillet seulement que Palmerston fit part à Guizot des négociations si importantes qui venaient de se conclure. Il avait préparé pour cela un long memorandum explicatif et justificatif.

L'Angleterre, y disait-il, ne renonçait aucunement à son amitié vis-à-vis de la France ; elle n'avait été entraînée à agir ainsi qu'elle venait de le faire que par le désir d'éviter de nouveaux conflits imminents en Orient.

Palmerston essayait de se justifier vis-à-vis de la France en insistant sur ce que les quatre puissances, avant de conclure entre elles, lui avaient proposé un arrangement basé sur des idées qui avaient été émises « à la fin de l'année dernière par l'ambassadeur de France à Londres » et la France avait repoussé ces propositions.

Il s'agissait des offres que Sébastiani avait faites le 20 septembre 1839 de prendre comme base de transaction : l'Egypte héréditaire et la Syrie partagée entre le Pacha et le Sultan par une ligne allant de Beyrouth à Damas.

Sébastieni avait agi sans instructions de Paris, et Palmerston ne l'ignorait pas. Aussi Guizot soutint qu'il n'avait jamais été question là que d'une hypothèse pour entamer des négociations. En outre, la France ayant déclaré qu'il lui était impossible de

participer à des mesures de coercition, les puissances avaient dû, par suite, se passer de son concours.

Guizot objecta que jamais la France n'avait déclaré sa coopération impossible, elle avait toujours été prête à agir là où elle croyait le danger, c'est-à-dire à Constantinople. Palmerston lui fit remarquer que la défense de Constantinople était une chose, et que user de mesures coercitives en était une autre. La France, en déclarant à plusieurs reprises, qu'elle ne pouvait accepter qu'une proposition agréée par le Pacha avait par là manifesté son intention de rester passive (1).

D'ailleurs, déclarait le ministre anglais, les puissances ne différaient pas de politique avec la France : le Gouvernement Français avait réitéré à maintes reprises que ce qui l'empêchait d'agir c'était, non pas une divergence de principe, mais seulement le fait qu'il croyait à l'inefficacité des mesures de coercition projetées.

Le Gouvernement Français donc « n'a rien à objecter aux arrangements que les quatre puissances « désirent faire accepter par Mohamed-Ali », si « Mohamed-Ali y consent ; que dans aucun cas la « France ne s'opposera aux mesures que les quatre « Cours, de concert avec le Sultan, pourront juger « nécessaires pour obtenir l'assentissement du Pacha « d'Egypte ».

1. Lettre du 22 juillet 1840 à Bulwer.

Guizot, malgré la surprise causée par la force du coup porté, n'oublia pas une seconde qu'il était le représentant d'une grande puissance pour laquelle la question de dignité et d'honneur était aussi importante que celle d'intérêt.

Se refusant d'entrer en discussion sur aucune des allégations contenues dans le memorandum, il se contenta de déclarer qu'il ne pouvait accepter, au nom de la France, le passage déclarant « qu'en aucun cas » cette puissance ne s'opposerait aux mesures élaborées pour amener l'assentiment de Mohamed Ali.

La France n'était pas le champion du Pacha, mais si les mesures à prendre contre lui avaient « ce caractère et cette conséquence que l'équilibre actuel des Etats européens en fut altéré, le Gouvernement du Roi ne saurait y consentir ». Palmerston comprit fort bien que cette réserve de la part de Guizot était assez large pour englober, non seulement le cas d'une action russe en Asie Mineure, mais toutes autres mesures telles que le blocus des côtes d'Egypte, etc. etc... que pourraient prendre les quatre puissances (1).

Les puissances, ajoutait Palmerston, dans le but d'atténuer sans doute la blessure faite à la France, lui demandaient son appui moral, qui était grand à Alexandrie, pour mener aux mieux les négociations.

1. Lettre de Palmerston à Bulwer, 22 juillet 1840.

Guizot ne put que renouveler ses réserves sur ce point encore.

Le ministre anglais fit ensuite brièvement connaître les conditions faites au Pacha d'Égypte, déclarant attendre la réponse de ce dernier dans les deux mois. Il ne cacha pas pourtant à l'ambassadeur français, surpris par ce procédé, qu'avant même de recevoir cette réponse, des mesures étaient ordonnées « pour arrêter promptement en Syrie l'effusion de sang ». Faisant comprendre que la flotte avait reçu des instructions en ce sens, et que vivres, munitions et argent, étaient déjà envoyés aux insurgés. C'est ainsi que la France connut qu'elle venait d'être exclue du concert européen.

Palmerston avait grande hâte d'agir, pour mieux surprendre le Pacha.

Le 16 juillet, il avait déjà écrit à Vienne pour que Metternich envoyât à l'escadre autrichienne l'ordre de se joindre à celle de Stopford, qui recevait des instructions de se porter de suite sur les côtes de Syrie et d'Égypte pour y surprendre la flotte du Pacha avant même que celui-ci ne fut averti des décisions des Puissances.

Le même jour, il envoyait à Hodges les termes de la convention conclue la veille avec d'amples instructions. Le consul britannique était tenu d'en garder ses termes cachés jusqu'à l'arrivée de l'envoyé de Constantinople.

Il pourrait néanmoins, avec ses trois collègues, s'il le croyait utile à la bonne fin des négociations, avertir le Pacha de l'existence de la convention et des mesures de coercition qui y étaient projetées.

Hodges devait faire passer l'agent français pour le représentant d'une puissance qui acquiescait à la convention, mais son Gouvernement n'avait pu se joindre aux autres pour des raisons de politique intérieure.

Palmerston ne croyait pas que la France donnerait son appui au Pacha. Certes, si les quatre puissances « menaçaient d'envahir la France, d'attenter à son honneur, ou d'attaquer ses possessions », celle-ci se battrait, mais elle ne le ferait pas pour secourir le Pacha, elle n'en avait pas les moyens (1).

Au cas où Mohamed-Ali se plaindrait de voir exécuter des mesures de coercition avant même d'avoir été averti et d'avoir pu répondre, Hodges devait lui rappeler que les quatre puissances agissant en alliées du Sultan, venaient naturellement aider ses sujets fidèles contre ceux qui ne l'étaient pas, sans avoir aucun préavis à donner, le Pacha n'étant pas un souverain indépendant avec lequel elles entretenaient des rapports diplomatiques.

Juridiquement, l'argument est irréfutable, mais dans le domaine des faits on ne peut s'empêcher de

1. Lettre à Hodges du 18 juillet.

le trouver un peu spécieux. Le voleur de grand chemin lui-même ne détrousse pas le passant, de force, avant de l'avoir mis en demeure de se délester de sa bourse de plein gré. La formule usitée n'est-elle pas : « La bourse ou la vie ? »

Mais si le Pacha n'est pas digne d'être averti des mesures qu'on comptait prendre pour lui faire entendre raison, il était toujours bon à ménager, au nom de la sauvegarde des intérêts britanniques qu'il pourrait être tenté de compromettre dans un moment de méchante humeur.

Palmerston croyait nécessaire de lui faire recommander par Hodges de ne pas s'attaquer aux intérêts anglais : ni aux sujets, ni aux biens, ni à la malle des Indes.

Le Pacha devait se garder de transformer, par une imprudence, une question européenne en des griefs directs d'une grande puissance, afin que les puissances n'aient pas à se venger personnellement en même temps qu'elles auraient à défendre les droits du Sultan. Car enfin l'action britannique n'avait d'autre mobile que de politique européenne, mais nulle inimitié pour le Pacha.

En même temps que Hodges recevait ces instructions, Werry à Beyrouth recevait l'ordre de se tenir à l'entière disposition de l'amiral Stopford, qui avait 10.000 pièces à feu et des munitions en proportion, à distribuer aux Syriens.

Palmerston ne doutait pas d'être remboursé par le Gouvernement turc une fois les difficultés passées (1).

Ponsonby devait insister auprès du Divan pour qu'il envoyât aussi armes et munitions aux insurgés, et qu'il expédiât sur les côtes de Syrie de 5 à 6.000 hommes afin de coopérer à l'action de Stopford ; à la demande expresse de Palmerston, ces forces devaient être mises sous les ordres de Sir Charles Smith, commandant l'artillerie et le génie de l'escadre anglaise.

Le ministre anglais comptait beaucoup plus sur l'insurrection que sur aucun autre moyen d'action, non seulement pour retenir Ibrahim en deçà du Taurus, mais encore pour l'obliger à évacuer la Syrie ; aussi l'encourageait-il de tous les moyens.

En effet, le 29 mai, une première insurrection avait éclaté lui donnant un exemple des embarras dans lesquels se trouverait le Pacha. Druses et Maronites avaient pactisé contre les Egyptiens. Les maronites chrétiens, parce qu'Ibrahim avait voulu reprendre les armes qu'il leur avait distribuées lors de la révolte du Harouan, les Druses parce qu'ils se refusaient à payer l'impôt, de jour en jour plus lourd, en raison des charges de guerre du Pacha.

Sans crainte, les rebelles s'attaquèrent aux villes.

1. Lettres à Ponsomby, 17 juillet 1840, 24 juillet et 27 juillet.

Le 10 juin, ils étaient aux portes de Beyrouth, harcelant les cordons sanitaires (1), ne laissant rien passer pour son ravitaillement, répondant ainsi au blocus des côtes libanaises décrété par Soleyman-Pacha le 1^{er} juin (2). Sayda et Tripoli étaient également attaquées (3). Et les insurgés se montraient peu conciliants.

Quant à Mohamed-Ali il comprit qu'il lui fallait rétablir d'abord le calme en Syrie ; c'était une condition essentielle pour résister efficacement aux attaques éventuelles des puissances.

Il savait aussi que la révolte avait été encouragée par des mains étrangères. Que ceux qui en avaient été les instigateurs cherchaient, dans les troubles qu'ils suscitaient, un prétexte de plus pour intervenir dans ses affaires avec le Sultan.

Le plus rapide et le plus sûr moyen d'arriver à la tranquillité était sans doute de faire des concessions. L'émir Béchir, en se déclarant pour lui, conseillait d'accorder leur pardon aux insurgés et de leur rendre leurs armes.

Mohamed-Ali envoya donc des ordres de négocier et de faire aux rebelles de grandes concessions, et de n'étouffer la révolte dans le sang qu'en toute dernière extrémité (4).

1. Lettre de Moore du 10 juin, parvenue à Londres le 12 juillet.

2. Lettre de Hodges du 16 juin, reçue à Londres le 7 juillet.

3. Lettre de Syrie du 11 juin, reçue à Londres le 23 juillet.

4. Rapports d'Alexandrie des 16 et 19 juin, reçus à Londres les 7 et 22 juillet.

Dès le 6 juin, Ibrahim avait promis aux rebelles de renoncer à la conscription et de leur rendre leurs armes s'ils retournaient chez eux, sans plus prêter attention aux bruits que faisaient courir les instigateurs du mouvement.

L'émir Emin, fils de Béchir, avait mené les négociations, et celles-ci allaient aboutir, quand les insurgés, repoussant les offres qui leur étaient faites, rédigèrent une liste de revendications, demandant que les concessions que ferait le Pacha seraient garanties par la France et l'Angleterre (1). Ici encore on trouve la main des agents de Palmerston qui, après avoir provoqué l'insurrection (2), l'alimentaient. La garantie de l'Angleterre était pour celle-ci une porte ouverte en Syrie sous le moindre prétexte, et même sans aucun prétexte.

Mais le Pacha ne s'était pas contenté d'envoyer des propositions conciliantes aux insurgés : il envoyait continuellement des renforts en Syrie. Le 24 juin, 14 frégates y débarquèrent 7.000 hommes (3).

Le 16 juin, il annonçait aux consuls l'envoi d'une force de 12.000 hommes et de 2 divisions navales.

1. Lettres de Moore des 10 et 24 juin, reçues à Londres les 11 et 29 juillet.

2. Ponsonby écrivait nettement à Palmerston : « Je saisis cette occasion de rappeler à S. E. que les Syriens ont été déterminés « par les autorités anglaises à prendre les armes pour le Sultan « et à se déclarer en sa faveur. »

3. Lettre de Moore du 24 juin, reçue à Londres le 29 juillet.

Il ne voulut à aucun moment laisser paraître ses inquiétudes. On se souvient que, lors de son entrevue avec les consuls pour leur faire part de l'ambassade de Sami (15 juin), il s'était montré très confiant dans le résultat des négociations avec les insurgés ; et à chaque rencontre occasionnelle avec un consul il prétendait que les nouvelles étaient excellentes (1).

Cette confiance était sincère, mais en partie seulement.

Elle ne trompa néanmoins pas les consuls. Laurin (2), jugea de suite que les troubles devaient être graves pour que le Pacha offrit de restituer la flotte et consentit aux insurgés de si larges concessions ; d'ailleurs il était renseigné par son collègue de Beyrouth. Et puis les envois de renforts continuels démentaient aussi l'optimisme apparent de Mohamed-Ali ; cette confiance n'empêcha pas non plus Palmerston d'exagérer les troubles, auxquels il n'était pas étranger, pour faire pression sur les ambassadeurs et les amener à signer rapidement la convention du 15 juillet.

Il n'avait voulu retenir de l'entrevue du 15 juin que l'annonce de l'ambassade de Sami.

Les nouvelles confirmant les dépêches reçues avant le 15 juillet ne parvinrent à Londres qu'entre le 22 et

1. Lettres de Hodges des 16 et 19 juin, reçues à Londres les 7 et 5 juillet.

2. Lettres du 18 juin 1840.

le 29 juillet, donnant raison en une certaine mesure, à l'action précipitée de Palmerston.

Les nouvelles portaient que les Syriens et les Egyptiens n'en étaient pas encore venus aux mains, mais que la situation demeurait très trouble ; de Damas on informait Palmerston (1) (en date du 22 juin) que, quoiqu'il n'y eut pas encore d'insurrection, le pays, très agité, était prêt à se soulever, que c'était le moment pour traiter avec Mohamed-Ali qui se trouvait, pour ainsi dire, entre deux feux, les puissances et les insurgés.

Le même courrier du 29 juillet apportait des nouvelles d'Alexandrie (2), montrant cette fois-ci le Pacha fort inquiet des événements en Syrie ; il reparlait d'aller en personne soumettre les rebelles. Là aussi on indiquait que le moment d'agir coercitivement était venu.

Palmerston ne pouvait que se féliciter de la conclusion de la convention, dont l'exécution, de jour en jour, lui paraissait plus aisée.

Le 31 juillet, il recevait par l'intermédiaire de Ponsonby un rapport de Laurin du 26 juin, confirmant les dires de ses consuls.

Les troupes d'Arabie sont à Djedda prêtes à s'embarquer pour Suez. En Syrie, les forces du Pacha

1. Reçu le 29 juillet.

2. Hodges, du 5 juillet.

sont de 16 frégates, 2 vaisseaux, 3 corvettes, 3 bricks et 7 transports. Mais la révolte, encouragée par des étrangers, n'est pas encore réprimée. Le Pacha compte sur les Naplousiens et les Druses pour réduire les Maronites, contre lesquels une répression sévère était à prévoir.

Laurin estimait aussi que le moment d'intervenir en Egypte était venu. Le pays se trouvait dégarni d'hommes. Le Pacha n'avait pas suffisamment de forces pour se défendre contre une attaque hardie, et cette attaque, déclanchant la révolte en Syrie, il ne pourrait pas s'y maintenir ne pouvant fournir de renforts à Ibrahim.

Après avoir obtenu, tant en Orient qu'à Londres, de si brillants résultats par une simple menace d'insurrection, on comprendra quels espoirs fondait Palmerston sur une vraie révolte encouragée et appuyée par la Porte et les puissances.

Il n'avait rien négligé pour cela; le 3 juillet, Wood, drogman de Constantinople, débarquait à Beyrouth; il avait déjà conduit les négociations pour le compte de la Porte avec les Druses, de qui il était très connu; il venait poursuivre sa propagande en faveur du Sultan.

De même, le commodore Napier avait reçu, le 24 juin, l'ordre de se rendre avec une escadre sur les côtes de Syrie, et à Beyrouth, pour encourager les insurgés, et, si possible, embouteiller ou provo-

quer la défection de la flotte égyptienne qui portait les renforts en Syrie (1).

Mais l'insurrection allait se trouver réprimée. La flotte du Pacha (2), après avoir débarqué les renforts, levait promptement l'ancre le 4 juillet, avertie par le navire français *Lavoisier* de l'approche de l'escadre de Napier (3). A ce moment, les forces égyptiennes au Liban étaient d'au moins 30.000 hommes.

Soleyman-Pacha, le 13 juillet, trouvant qu'il avait assez longtemps menacé les insurgés, sortit de Beyrouth et entreprit une répression si énergique qu'en peu de jours les rebelles firent leur soumission et remettaient leurs armes à l'émir Béchir.

Napier arriva seulement le 6 à Beyrouth ; il crut devoir, devant la rigueur de la répression, adresser une protestation à Soleyman-Pacha et à Abbas-Pacha.

Soleyman répliqua à la note du commodore que les incendies allumés dans les campagnes l'avaient été par les insoumis, et que ses troupes avaient toujours respecté les lois de la guerre (4).

Dans la dernière quinzaine de juillet, les événements prenaient donc une tournure favorable pour le Pacha : l'insurrection en Syrie était réprimée et sa

1. Lettre de Wood, reçue à Londres le 3 août.

2. Elle quitta Alexandrie du 18 au 20 juin.

3. Lettre de Bulwer à Palmerston, 27 juillet 1840.

4. Lettres de Beyrouth du 21 juillet, reçues à Londres le 6 août.

flotte était de retour intacte ; on sut tout cela à Londres entre le 3 et le 6 août.

Les événements sur lesquels il comptait n'ayant pas tourné en sa faveur, Palmerston aurait dû éprouver une désillusion ; en réalité, le ministre anglais en restait le seul bénéficiaire, car ils lui ont permis de faire pression sur les ambassadeurs pour la conclusion de la convention. Grâce à eux également, il allait trouver une aide efficace pour réduire Mohamed-Ali à composition.

Sur le Liban, les chefs n'attendaient que le moment propice pour se soulever de nouveau ; des trois causes qui avaient amené la victoire des Egyptiens, toutes trois pouvaient disparaître avec l'aide des Anglais :

- 1° Le manque d'unité dans le commandement ;
- 2° L'influence de Béchir ;
- 3° L'achat par Mohamed-Ali des chefs.

De l'avis de tous, l'insurrection était prête à éclater à la première apparition d'une flotte turque (1) ; et toutes les mesures prises après l'étouffement de la révolte serviraient à rallumer l'incendie.

Soleyman-Pacha lui-même, voyant que de Syrie venait tout le mal, ne pouvait s'empêcher de désirer voir « cette belle conquête au fond de la mer » (2).

En résumé, tant à Londres qu'en Orient la poli-

1. Lettre de Syrie du 21 juillet, reçue à Londres le 6 août.

2. Lettre du 3 juillet, reçue à Londres le 2 août.

tique de Palmerston était couronnée de succès ; il avait réussi à convaincre les puissances de la nécessité d'agir sans la France, et il avait suscité au Pacha des difficultés dont celui-ci sortira très affaibli.

La politique anglaise devait encore triompher à Constantinople. On y ignorait en effet quelles décisions allait prendre la conférence de Londres, et Sami aurait pu fort bien faire agréer par le Sultan un arrangement direct avec son vassal.

Mais l'Angleterre veillait ; un homme à elle était au ministère des Affaires étrangères, le Reis-Effendi Réchid-Pacha, qui ne tolérerait jamais que la Porte s'entendît directement avec le Pacha.

Sami obtint, seulement le 24 juin, une audience du Reis-Effendi, qui lui fit un accueil très réservé. A l'offre de restituer la flotte, le ministre répliqua que c'était effectivement un gage de bon vouloir du Pacha, mais que cette question n'était que secondaire. Sami le pressa alors d'envoyer des négociateurs à Alexandrie, que le Pacha renoncerait à ses prétentions sur Adana et Candie. L'envoyé égyptien n'avait pas pouvoir de traiter ni de soumettre un plan précis ; il venait seulement solliciter des négociations directes (1). Mais Réchid ne voulut rien entendre et repoussa toute idée de négociation en

1. Thiers prétendit dans son discours du 25 novembre que c'était là la cause de l'échec de la démarche du Pacha ; que des offres précises auraient fait aboutir les négociations.

dehors des puissances. Cela lui valut les chaleureuses félicitations de Ponsonby. Le 28 juin, l'ambassadeur anglais envoyait à la Porte une note approuvant et son refus et sa fidélité au pacte avec les puissances.

Le 12 juillet, Sami voulut revenir à la charge, sans plus de succès d'ailleurs. Réchid n'acceptait qu'un arrangement approuvé par les 5 puissances, lesquelles, désirant le maintien de l'intégrité de l'Empire Ottoman, avaient par cela même un intérêt identique à celui de la Porte.

Le 23 juillet, Sami était de retour de Constantinople.

CHAPITRE VIII

TENSION ANGLO-FRANÇAISE

Le 19 juillet, alors que Palmerston lisait à Guizot son memorandum, Thiers à Paris voulait convaincre Bulwer que la France n'avait jamais recherché une entente directe entre les parties, qui annihilerait l'action des puissances. La France avait toujours voulu être conciliante et si elle défendait Mohamed-Ali à Londres, à Alexandrie elle se montrait sévère. Elle avait obtenu qu'il renonçât à Candie, Adana et l'Arabie ; elle lui conseillait la modération et surtout de ne pas revenir sur les concessions faites (1).

Thiers était sincère ; il avait toujours cherché à concilier les deux antagonistes, et aurait vu avec plaisir (il n'aurait pas été le seul) un accord intervenir entre suzerain et vassal, mais il se défendait d'agir en sous-main et en dehors de l'action des puissances.

Ayant à se justifier de sa prétendue politique

1. Lettre à Cochelet, 17 avril 1840.

personnelle, politique maladroite, il soumit à la Chambre (1) les instructions données par lui prouvant amplement avec quel souci il avait tenu à ne pas se séparer de la politique conduite par le concert européen.

Le 17 mars 1840, il envoyait à Pontois et à Cochelet la dépêche suivante : « Vous n'avez à mettre en
« avant, jusqu'à nouvel ordre, aucune proposition
« formelle, aucun plan d'accommodement. Vous ne
« devez même pas conseiller trop formellement au
« vice-roi un arrangement direct avec la Porte,
« parce qu'un pareil conseil nous placera à l'égard
« de l'Angleterre dans un état d'antagonisme qu'il
« est bon d'éviter ».

Ces instructions étaient renouvelées le 17 avril, et Cochelet assurait le président du Conseil qu'il s'y conformerait scrupuleusement. Palmerston d'ailleurs savait que la France agissait loyalement puisque, au mois de mai, il félicitait Guizot de l'attitude de Cochelet et des conseils qu'il donnait au Pacha.

A Constantinople, la France n'avait en vue que la défense de ses idées. Au Divan, on savait qu'elle opinait pour la conservation de la Syrie au Pacha ; et on craignait de ne pas voir se réaliser l'accord entre les cinq puissances ; aussi Ponsonby, pour tranquilliser les ministres, et les confirmer dans leurs réso-

1. Discours Thiers, 25 novembre 1840.

lutions, affirmait que la France, au dernier moment, se voyant isolée, se joindrait aux autres puissances. Pontois avait dû démentir cela et assurer au Divan « que la France ne se laisserait pas violenter », et qu'il était de l'intérêt même de l'Empire qu'un accord intervint, plus facile et plus rapide à conclure qu'une entente entre les puissances, et qui serait aussi plus profitable. Quant à la mission Sami, le président du Conseil, loin d'en être l'instigateur, sut montrer que le Pacha avait agi de son propre chef, que d'ailleurs Sami n'était porteur d'aucune proposition ferme d'aucun plan d'entente direct (1).

Une fois de plus, nous croyons que la convention de Londres fut beaucoup moins le résultat de l'adresse de Palmerston que celui de la maladresse de Thiers.

Le 17 juillet, Thiers n'ignorait pas que les puissances préparaient une convention à 4 ; il avertissait (mais un peu trop tard) Bulwer que la France se séparerait alors avec éclat de l'Angleterre, et que si cette séparation n'était pas une cause immédiate d'hostilités, la France n'en serait pas moins dans la nécessité d'accroître ses armements (2).

Ainsi donc le même jour, à Londres et à Paris, les représentants de la France tenaient un langage très digne et se montraient prêts à recevoir avec calme

1. Discours de Thiers à la Chambre, le 25 novembre 1840.

2. Lettre à Palmerston, 17 juillet 1840.

« le grand coup porté contre la France » ainsi que Palmerston qualifiait lui-même la convention de juillet (1).

Thiers, recevant le memorandum anglais du 17 juillet, écrivit à Guizot : « Se plaindre est peu digne
« d'un Gouvernement aussi haut placé que celui de
« la France, mais il faut prendre acte d'une telle conduite et laisser voir qu'elle nous éclaire sur les vues
« de l'Angleterre et sur la marche que la France aura
« à suivre à l'avenir. »

Lui même aussitôt donnait l'exemple. A Bulwer, qui venait encore une fois lui demander des explications sur les mouvements de la flotte française, il répondait que l'heure n'en était plus aux explications ; l'alliance entre la France et l'Angleterre était à une fin, il ne pouvait comprendre une entente sur les petits points et rien sur les grands. La France, obligée de s'isoler, agirait selon les circonstances.

En réponse au memorandum, il envoyait une note pour Palmerston qui fut remise le 24 juillet.

Thiers reprenait tous les arguments, maintes fois développés, pour défendre la politique française, faisant surtout grief à Palmerston de ce que « on ne
« lui a adressé dans ces dernières circonstances (à la
« France) aucune proposition positive sur laquelle
« elle eût à s'expliquer. Il ne faut donc pas imputer

1. Lettre à Bulwer du 21 juillet.

« à des refus qu'elle n'a pas été à même de faire la
« détermination des 4 puissances. »

Il estimait que l'insurrection du Liban n'était pas un moyen bien avouable pour agir contre le Vice-Roi. D'ailleurs, la Porte serait-elle en mesure de maintenir la paix en Syrie ?

Et si le Pacha y restait maître, quels moyens avait-on prévus pour agir contre lui ?

La France voulait connaître ces mesures puisqu'on réclamait encore aujourd'hui son appui moral à Alexandrie. Elle ne pourrait le donner que tant qu'il serait compatible « avec ce qu'elle doit à la paix et ce qu'elle se doit à elle-même ».

Son intervention cessait d'être même une obligation morale.

Palmerston chercha naturellement à se disculper de n'avoir fait aucune proposition positive à la France. Il voulut protester contre cette allégation, mais Guizot lui montra combien il avait agi incorrectement en ne portant pas à la connaissance de la France, son amie, l'arrangement définitif, l'invitant d'y adhérer, se réservant d'agir à quatre en cas seulement de refus de sa part. C'était le seul grief que la politique maladroite laissait le droit d'invoquer ; il n'en était pas moins sérieux.

Palmerston savait d'ailleurs si bien ce qu'il avait encouru qu'avant même de recevoir le memorandum de Thiers, et pour justifier sa conduite, il écrivait à

Bulwer que la rupture de l'alliance ne venait pas du fait de l'Angleterre, mais de celui de la France. Cette puissance n'avait pas appliqué la politique prévue dans la note de juillet 1839. La France ne devait donc pas voir dans la convention un acte hostile, les 4 puissances avaient agi sous la pression des événements, et en conformité à leur engagement vis-à-vis de la Porte ; il n'y avait aucune invitation à faire, la France ayant refusé le plan qui lui était soumis, on avait agi sans le lui faire savoir, estimant qu'un refus formel de sa part aurait été gros de conséquences et inutile (1).

Le 24 juillet, il protestait également auprès de Guizot que son intention n'avait pas été d'offenser la France ; cette puissance s'était montrée résolue à n'accepter aucun partage de la Syrie, il avait donc renoncé à la discussion et avait cherché à exécuter son plan sans plus causer avec elle.

Il invoquait le précédent de la question belge ; peu d'années auparavant, la France et l'Angleterre s'étaient entendues à elles deux, sans les trois Cours du Nord, sur la convention des 24 articles, et les autres n'en avaient eu connaissance qu'après la signature.

L'analogie n'était pas exacte, et l'ambassadeur français le fit remarquer à l'ambassadeur anglais ;

1. Lettre de Bulwer, 22 juillet 1840.

lors de la question belge, il y avait eu une conférence, et les autres puissances n'ignoraient pas les dispositions de la France et de l'Angleterre, tandis que, pour la convention du 15 juillet, on avait agi secrètement et on s'était félicité d'avoir gardé si soigneusement le secret.

Palmerston affirmait ne pas vouloir que d'une question politique toute spéciale naisse la brouille, et moins encore la dissolution de l'alliance anglo-française. Il mit Guizot au fait des mesures projetées dans la convention, et l'assura que rien de plus n'était prévu.

Metternich et Palmerston cherchèrent d'autres justifications à leur conduite. Ne pouvant longtemps accuser la France d'avoir encouragé les négociations directes, ils lui reprochèrent d'avoir communiqué au Pacha toutes les propositions des puissances, se réservant de n'accepter que celle qui conviendrait à son protégé.

Palmerston prétendait que quand, en réponse à l'offre Neumann du 5 mai, Thiers envoya un agent à Alexandrie, les puissances jugèrent toute discussion désormais impossible, ne pouvant consentir à négocier avec le Pacha, sujet du Sultan ; néanmoins il leur persuada que tout serait pour le mieux si la France arrivait à convaincre Mohamed-Ali. Mais quand cette dernière puissance fit voir qu'elle n'accepterait que ce qu'accepterait Mohamed-Ali et ne cher-

chait pas uniquement à le rallier à son point de vue, la question changeait d'aspect. Allait-elle, en refusant sa coopération, peser sur les 4 autres puissances et leur imposer sa volonté ? Cela était inadmissible, il fut donc décidé d'agir à 4 (1).

Metternich aussi voulut paraître indigné « du pro-
« cédé inconcevable de Thiers qui, lors de la commu-
« nication des points de vues des Cours, a fait annon-
« cer qu'il devait, avant de s'expliquer, consulter le
« bon plaisir de Mohamed-Ali. Il a dès lors été natu-
« rel qu'on garde le silence ».

Certes, la mission Perrier et autres semblables envoyées continuellement, étaient peut-être maladroites, car elles froissaient l'orgueil des puissances, mais encore une fois, qu'elle qu'ait été la maladresse de la politique française, il n'y avait aucune raison suffisante pour excuser l'ignorance dans laquelle l'ambassadeur français avait été tenu de ce qui se tramait.

La nouvelle convention fut publiée le 23 juillet.

Partout, l'offense fut vivement ressentie, dans les Chambres comme dans le public ; on voyait une nouvelle coalition ; les traités de 1814 et 1815 n'étaient pas oubliés ; la cause du Pacha devenait pour ainsi dire une cause nationale. *Le Constitutionnel* écrivait : « L'assistance de la France dans aucun

1. Lettre à Bulwer, 21 juillet.

cas ne peut manquer au Vice-Roi » ; en le défendant, elle défendait son honneur attaqué.

Thiers également estimait que la France était atteinte dans sa dignité. Il savait depuis longtemps que « ce qui s'était passé depuis quelques années, « avait persuadé à Lord Palmerston qu'on n'avait « pas à s'inquiéter de cette menace de s'isoler qu'avait « faite la France », « il n'y avait qu'à insister, la « France se rendrait, et si elle s'isolait elle ne ferait « rien » (1).

Thiers, dès le 29, donnait une première satisfaction au sentiment national en procédant, par voie d'ordonnances, à l'appel des classes 1836 et 1840, et en augmentant la marine de 16.000 hommes, armant 5 vaisseaux de ligne, 13 frégates et 8 vapeurs. Il devait y avoir sous les armes 936.000 hommes, dont 300.000 de gardes nationaux pour compléter le programme.

Ces mesures, ainsi que Thiers l'exposa lui-même devant les Chambres, n'avaient pas pour but de faire une vaine démonstration, mais uniquement pour armer la France et lui permettre d'appuyer, au moment voulu, de tout son poids, sa médiation entre le Pacha et les puissances.

A Londres, on n'était pas tout à fait tranquille ;

1. Discours de Thiers du 25 novembre 1840.

on se demandait ce que ferait la France en Syrie, à Alexandrie, à Constantinople. On se méfiait et on ne voulait agir qu'avec prudence. Lord Melbourne disait à Guizot : « Lord Palmerston affirme que le succès sera prompt et facile ; on tente l'entreprise dans cet espoir. S'il est trompé, on ne poussera pas l'entreprise jusqu'au bout ». La France sera là et pourra renouveler la proposition de l'Egypte et la Syrie héréditaire. Thiers savait qu'à ce moment personne ne voulait s'engager très avant si le succès n'était pas aisé. Il lui suffisait donc que le Pacha résistât victorieusement pendant quelques mois aux entreprises des puissances ; la France ayant eu alors le temps de se préparer offrirait sa médiation sur les bases qui lui conviendraient seulement ; si sa médiation n'était pas acceptée, elle aiderait le Pacha les armes à la main.

Dans le but de rallier Mohamed-Ali à cette politique, Thiers envoya à Alexandrie le comte Walewski pour qu'il persuadât au Pacha de ne pas passer le Taurus afin d'éviter les complications russes, et une action de la France dans les Dardanelles. Mohamed-Ali devait se défendre jusqu'au printemps en Syrie et en Egypte. La France alors, prête et armée, lui promettait, par une médiation efficace, la conservation de ses possessions. Le Cabinet des Tuileries serait contraint de le suivre ou de tomber, et au cas où on ne le laisserait pas agir, il démissionnerait.

C'était déjà l'opinion de Bulwer quelques jours après la signature de la convention (1).

Seul Lord Palmerston ne se montrait pas inquiet, non seulement parce qu'il avait confiance en un succès en Syrie, mais aussi parce qu'il ne croyait pas du tout que la France s'engagerait dans une guerre pour le Pacha.

Il disait : « Thiers commencera probablement par « parler haut, mais nous ne sommes pas de ceux « que les menaces effrayent, et au fond il est trop « sage pour faire ce qui pourrait amener une coali- « tion ». Il savait bien aussi, parlant de la guerre, « que Louis-Philippe ne se fourrera pas dans ce « guêpier » (2).

Il qualifiait couramment le président du Conseil de matamore et de fanfaron (3). D'ailleurs, il était convaincu que les partisans de la guerre finiraient par se taire, car les intérêts du pays étaient dans la paix. La France n'était plus la France de l'Empire : « La guerre était le seul moyen de faire de l'argent, « maintenant la guerre mettrait fin à toute chance « d'en gagner ».

Thiers n'ignorait pas que le ministre anglais tablait en effet sur ce que les partisans de la guerre finiraient par se taire, ou qu'on les ferait taire ; il savait que

1. Lettre à Palmerston du 20 juillet.

2. Lettres à Bulwer des 21 et 22 juillet 1840.

3. Lettres des 23 août et 22 septembre 1840.

sa faiblesse venait de l'opinion qu'on avait du Roi, et on était convaincu, quels que fussent les armements qui se feraient, que Thiers ne serait plus au pouvoir quand il s'agirait d'en faire usage (1). Vainement, ce dernier s'efforcera de faire croire à l'Angleterre que Louis-Philippe était aussi belliqueux que lui-même. Bulwer ne s'y trompait pas : « Il n'y a pas lieu de craindre, disait-il, que le roi accepte le programme de M. Thiers », plutôt il acceptera sa démission. Palmerston avait raison de ne pas s'inquiéter.

Cela n'empêchait cependant pas Bulwer et Granville de faire tous leurs efforts pour atténuer l'impression d'offense résultant du traité du 15 juillet.

Et les arguments employés dans le memorandum de Palmerston revenaient toujours : similitude de principe, appel de la Turquie, refus de coopération française. On cherchait à convaincre Thiers qu'une divergence sur des points particuliers ne pouvait amener la rupture d'une alliance générale (2).

Granville, pour justifier Palmerston d'avoir tenu la convention secrète, montrait que la France n'aurait pas voulu y adhérer ; que d'ailleurs, si son adhésion avait été demandée, elle aurait été également offensée, car l'accord ayant été conclu entre les quatre puissances, c'eût été comme si l'on avait

1. Discours à la Chambre, 25 novembre 1840.

2. Lettre de Bulwer du 27 juillet.

espéré agir sur la France par pression et l'amener ainsi à changer sa politique. Il assurait Thiers que l'Angleterre n'avait aucune alliance avec une autre puissance contre la France (1).

Palmerston comprit que, devant l'effervescence des esprits en France, il devait, lui, faire preuve du plus grand sang-froid, et éviter, par une attitude imprudente, de l'amener à la guerre ; il se devait de lui laisser reprendre son calme.

Il ne répondit donc aux ordonnances du 29 juillet que par une attitude détachée mais prudente ; si à des armements il répliquait par des armements, la guerre n'avait plus que peu de chance d'être évitée.

Le 4 août, il instruisit Granville de ne demander aucune explication au Gouvernement français. Il considérait bien que l'attitude de celui-ci pouvait être jugée comme un affront envers les quatre puissances ; néanmoins il ne croyait pas nécessaire de demander au Parlement ni crédits, ni accroissement des forces, car elle donnerait une importance, qu'ils ne méritaient pas, aux agissements de la France.

La flotte anglaise en Méditerranée était suffisante pour exécuter la convention et prévenir toute attaque de la part de la France. A Saint-Petersbourg, on se rallia à cette conduite et on approuva Palmerston (2) ; de même à Vienne et à Berlin.

1. Lettre à Palmerston du 3 août 1840.

2. Lettre du 15 août de Bloomfield à Palmerston.

Le Gouvernement anglais espérait que le Gouvernement français maintiendrait la paix, et que les mesures qu'il prenait n'étaient dues qu'à la méchante humeur.

L'esprit anglais d'ailleurs était loin d'être belliqueux, la question d'Egypte ne passionnait pas l'opinion, aussi Palmerston craignait-il sans doute de perdre sa position si brillante en inquiétant les négociants par une menace de guerre avec la France.

Dans les premiers jours d'août, Guizot quittait Londres pour avoir une entrevue à Eu avec le roi au sujet des événements qui venaient de se dérouler. Thiers de son côté allait y chercher un appui à sa politique, car, pour qu'elle fût efficace, il fallait qu'on fût convaincu en Europe de l'agrément du roi. L'accord entre le roi et son ministre paraissait complet à ce moment, aucun des deux ne croyait à la guerre, mais tous deux, écrit Guizot, étaient « inquiets pour-
« tant au fond de l'âme, l'un d'avoir un jour à résis-
« ter » à la susceptibilité belliqueuse du pays, « l'au-
« tre d'être un jour appelé à s'y associer ».

Ils croyaient tous deux qu'une résistance victorieuse du Pacha susciterait des difficultés aux quatre puissances et mettrait la France en mesure de reprendre brillamment sa place dans les affaires d'Orient.

Le roi des Belges, intéressé à l'union de la France

et de l'Angleterre, cherchait aussi à faire rentrer de nouveau la France dans le concert européen, au moyen d'une convention entre les puissances, convention qui garantirait le maintien du *statu quo* à l'Empire Ottoman.

Thiers déclara ne pouvoir accepter cette convention que si le *statu quo* devait s'appliquer également au Pacha, et venir remplacer les mesures de la convention du 15 juillet.

Guizot rejoignit son poste le 15 août porteur d'instructions confidentielles, résumées en deux projets. Le premier consistait à laisser au Pacha ses possessions sans hérédité ; c'était le projet du roi Léopold (*statu quo* de Koutaya), et le second de faire accepter la médiation de la France auprès du Pacha sur la base de l'Egypte héréditaire et la Syrie viagère ; c'était le projet conforme à la politique de Thiers. Cette médiation naturellement ne devait pas être offerte par la France, mais devait être amenée et sollicitée par les puissances.

Thiers de son côté devait appuyer cette politique. Il avait quitté Granville à la veille de l'entrevue d'Eu, laissant celui-ci sous l'impression que la France pourrait agir ! Lui déclarant que, certes, elle ne bougerait pas si le Pacha acceptait les conditions qui lui étaient faites ; mais en cas de refus, si les puissances croyaient devoir agir par la force, la France ne pourrait pas ne pas intervenir. En attendant, elle ferait

tout son possible pour empêcher une marche sur Constantinople.

Le 10 août, au retour d'Eu, le ministre français changeait légèrement de ton ; il laissait espérer le maintien de la paix, faisant entrevoir qu'il y aurait moyen d'éviter la guerre et les malentendus.

C'était l'amorce !

Malgré les instances de Granville, Thiers se refusa à en dire plus ; la France, dans sa position, n'avait rien à suggérer ; il n'était pas même sûr qu'il ne fût pas préférable pour elle de se tenir à l'écart de toute négociation au sujet du Pacha (1).

Provoquant ainsi une demande d'explication, il y avait une tentative déguisée de reprendre une conversation interrompue.

Les événements en Egypte suivaient leur cours sans rien de saillant.

M. Perrier était arrivé le 15 juillet à Alexandrie, ayant pour mission d'amener le Pacha à accepter la Syrie héréditairement (2).

Mais le Pacha demeurait intraitable sur la question de l'hérédité de la Syrie. Hodges lui-même restait rêveur devant cette confiance en soi, de la part d'un homme qui avait élevé sa fortune sur un demi-siècle de prudence. Peut-être ce dernier fondait-il moins d'espoir sur ses armées que sur les intrigues tou-

1. Lettre de Granville à Palmerston.

2. Proposition de Neumann à Guizot du mois de juin.

toujours renouvelées, suscitant de continuels conflits d'intérêts, dont il espérait tirer parti (1).

Il faut dire, d'ailleurs, que Sami n'était pas encore de retour de Constantinople. Il n'arriva à Alexandrie que le 23 juillet.

En Syrie, l'insurrection était étouffée : 4.000 fusils ont été rendus, 6 émirs et 55 cheiks sont prisonniers. Béchir, après avoir attendu en vain l'aide d'une puissance européenne avait, devant l'imminence de la répression, donné son entière adhésion au Pacha (2).

Néanmoins, la révolte était prête à se rallumer dès que des Européens viendront avec des armes et des munitions.

Les insurgés adressaient au Sultan et aux ambassadeurs de France et d'Angleterre des appels de secours. A la France (et ici l'on ne peut que voir la main de Wood), ils demandent de renoncer à sa politique et de restituer la Syrie à son souverain légitime. Ils reprochent à la Sublime-Porte de ne pas leur avoir fourni des armes.

Wood se chargeait de leur expliquer « les vœux « et la politique de la Grande-Bretagne, et les succès « qui nécessairement en seront les conséquences

1. Lettre de Hodges du 23 juillet, reçue à Londres 13 août.

2. Lettres de Wood des 22 et 25 juillet, reçues à Londres vers le 19 août.

« s'ils aident l'Angleterre en restant fermes et unis
« entre eux ».

Néanmoins, ni Marash, ni Alep, ni Damas, n'étaient troublés (1).

C'est à la fin du mois que Mohamed-Ali apprit, à l'arrivée de la *Gorgone*, qu'une convention était signée entre les quatre puissances, et que Stopford venait de recevoir des dépêches pressées.

Aussitôt, flairant un coup de surprise, il donna l'ordre de ne laisser sortir aucun vaisseau. Les troupes d'Arabie seraient acheminées en Syrie par El-Arish, et, l'on n'enverrait plus les approvisionnements par la voie de mer.

Comme le dira Thiers plus tard, le Pacha fut sauvé par le télégraphe, qui l'avertit à temps de ce qui se préparait et fit échouer la surprise sur laquelle Palmerston avait compté pour se saisir de la flotte égyptienne.

Aux consuls, Mohamed-Ali assurait avoir 150.000 hommes en Syrie, et être en mesure de soulever l'Asie Mineure. Aux musulmans il disait, pour les tranquilliser, qu'il n'est pas question de guerre, mais d'un simple différend avec les Européens que la France se chargera d'aplanir.

Personne n'osait conseiller au Pacha de céder aux puissances, bien que dans son entourage, las d'être

1. Lettre de Werry du 20 juillet 1840.

tout le temps inquiet, on désirait le voir céder. Ses favoris craignaient d'être entraînés dans sa ruine ; ses officiers étaient jaloux de la prépondérance et de l'autorité exclusive d'Ibrahim et de Soleyman.

Seuls quelques Européens encourageaient Mohamed-Ali à la résistance, l'assurant que les puissances n'aideraient pas le Sultan et qu'un fait accompli était toujours sanctionné.

Lui-même savait que pour soulever l'Anatolie il devait être victorieux ! S'il était vaincu, ce serait la défection générale. Pour détourner de Syrie une attaque dangereuse en ses conséquences, il devait envahir l'Anatolie, mais l'armée du Taurus était mal approvisionnée, et il hésitait.

Le 1^{er} août, il écrivit au Grand-Vizir Raouff-Pacha, qu'il savait que la convention de Londres avait été conclue, mais qu'elle était « contraire aux intérêts » de la nation mahométane ». Il prenait donc toutes ses mesures pour mettre l'Egypte et la Syrie à l'abri d'un coup de main des ennemis de la foi. Cela avait nécessité le rappel de ses troupes du Hedjaz, et il déplorait d'avance les troubles qui allaient en être la conséquence.

Il voulait, en écrivant cette lettre, non plus menacer la Porte, mais lui notifier qu'il était de son intention de résister de toutes ses forces à une agression.

Le 6 août, toutes les troupes d'Arabie étaient de

retour, et le Pacha déclarait ouvertement qu'à toute mesure de coercition il répondrait par une marche sur Constantinople.

Jusqu'à quel point était-il sincère dans ses menaces ? N'avait-il que l'intention d'intimider les puissances et la Porte ?

Pour nous, nous croyons que le Pacha se rendait compte de la position délicate dans laquelle il allait se trouver ; sachant qu'il aurait à se défendre en Egypte et en Syrie, à maintenir ses communications entre les deux pays, et à réprimer des insurrections qui ne manqueraient pas d'éclater, il ne comptait pas traverser le Taurus. Son attitude plus tard nous prouvera bien qu'il ne chercha en effet qu'à intimider la Porte.

Le 6 août arrivait à Alexandrie le *Cyclope*, porteur des nouvelles d'Europe ; le Pacha en ayant pris connaissance déclara partir pour dix ou vingt jours dans la province de Charkieh (Damiette) en tournée d'inspection.

Sans doute voulait-il gagner quelques jours et éviter d'avoir à se trouver en contact avec les consuls dont les remontrances l'exaspéraient de plus en plus ; sans doute aussi voulait-il donner un dernier coup d'œil aux défenses côtières.

Ce départ provoqua l'inquiétude des consuls. Mohamed-Ali pouvait fort bien partir pour rejoindre Ibrahim en Syrie et le lancer par delà le Taurus, et,

par sa présence, maintenir le pays dans sa soumission. Laurin alla demander au Pacha les raisons de son départ. Celui-ci assura au consul d'Autriche que son absence ne devait durer qu'une dizaine de jours. Néanmoins, il confirmait les ordres qu'il avait donnés de concentrer à Marash et Orfa 50.000 hommes ; il était décidé, déclara-t-il, à porter la guerre en Anatolie, dût-il en résulter la ruine pour lui.

Après la signature de l'acte du 15 juillet, toutes les puissances contractantes sentirent la nécessité d'une prompte action.

Dès le 17, Metternich, en recevant les nouvelles de Londres du 9 juillet, et prévoyant le dénouement, donnait ordre à l'escadre autrichienne de rejoindre l'escadre anglaise. Il lui paraissait déjà évident que les quatre puissances agiraient seules, pour répondre à la soi-disant politique personnelle de la France. Et dès le 18, le Chancelier et Beauvale expédiaient à leurs ambassadeurs à Constantinople des instructions d'agir désormais non plus en leur nom propre, mais au nom des quatre puissances réunies.

Le 4 août, Palmerston félicitait les gouvernements de Saint-Petersbourg, Vienne et Berlin (1) de leur intention de ratifier la convention du 15 juillet, sans se laisser impressionner, ni par les armements de la France, ni par les menaces de la presse française.

1. Lettres du 4 août à Bloomfield, Beauvale, Russel.

Le 8 août, le Cabinet russe ratifiait la convention, tenant 20.000 hommes en Crimée prêts à intervenir en cas de besoin.

A Constantinople, l'activité était grande aussi.

Avant le départ de Sami, le 18 juillet, Pontois voulut faire une dernière tentative de rapprochement ; il chercha à persuader à Réchid que la reddition de la flotte constituait un acte de soumission, que le Pacha pourrait d'ailleurs encore réduire ses prétentions, la France lui ayant envoyé Perrier pour l'amener à faire de plus amples concessions (1).

Le Reis-Effendi se contenta de répondre que toutes les offres que ferait Mohamed-Ali seraient soumises aux puissances si la Porte les croyait raisonnables.

Ponsonby naturellement de féliciter Réchid ; il cherchait même à l'éloigner de l'idée de voir la flotte retourner dans le Bosphore. L'ambassadeur anglais craignait un coup d'Etat combiné par le Pacha et la flotte ottomane.

Ponsonby assurait aussi à Réchid que le Pacha ne rêvait que conquêtes et qu'au lendemain même d'un arrangement éventuel il voudra étendre ses possessions jusqu'à Bagdad, à ce moment-là, devant une force aussi solidement établie, les puissances pourraient hésiter, tandis qu'actuellement la Porte

1. Lettre de Ponsonby à Palmerston, le 22 juillet, reçue à Londres le 14 août.

était assurée de leur concours. Voilà les conséquences des conseils des « Français et des soutiens de Mohamed-Ali ».

Le 3 août, la convention du 15 juillet fut communiquée à Réchid par les quatre ambassadeurs ; il fut décidé que la Porte donnerait, par une note formelle, son adhésion immédiate et prendrait les mesures suivantes :

Le 7 août, Rifaat-bey devait partir pour Alexandrie notifier la convention au Pacha.

Le même jour, 8.000 fusils et des munitions seraient prêts à être expédiés. Trois vaisseaux devaient transporter à Chypre 5.000 hommes à la disposition de Stopford.

Le Grand-Vizir devait écrire à l'Emir Béchir, lui faire part de la convention. Quant à l'acte séparé, il serait traduit en arabe et répandu en Syrie à profusion.

Ponsonby, de son côté, se chargeait des instructions pour que Hodges appuyât Rifat-bey et que Wood et Moore continuent leur propagande. Ils devaient annoncer aux Syriens l'aide prochaine des puissances et de la Porte. Des armes et des munitions leur seraient envoyées ; et tous ceux, insurgés et soldats, ou marins, qui se rallieront aux troupes turques obtiendront leur pardon. Ces nouvelles devaient avoir pour but de préparer les populations à recevoir la proclamation de la Porte (1).

1. Lettre du 4 août à Moore.

J.-E. Cattani

On ne doutait pas que, non seulement Béchir déserterait la cause du Pacha, mais que même d'autres défections se produiraient parmi les proches de Mohamed-Ali.

Le 5 août, la Porte, avant même de ratifier la convention, y adhéraît par la note préparée dès le 3.

Le même jour, Ponsonby, d'accord avec ses collègues, fit part à Pontois de la convention, lui renouvelant l'espoir que la séparation de la France du reste du concert européen serait de courte durée, et que cette puissance userait de son influence sur le Pacha d'Egypte pour aider à la tâche.

Le 8 août, armes et munitions étaient parties pour la Syrie, et les troupes n'attendaient que les transports.

Les ambassadeurs continuaient à rassurer incessamment la Porte. Le chargé d'affaires russe Titow avait pour instructions d'assurer le Divan de l'appui de la Russie en cas de menace sur Constantinople, bien qu'il n'y eût pas à craindre que cette menace se réalisât. L'apparition des escadres alliées en Syrie, la révolte des populations, les difficultés de ravitaillement de l'armée égyptienne et la certitude de l'aide des Russes, empêcheront amplement le Pacha de tenter une nouvelle agression.

Le 11 août, les ambassadeurs venaient une fois de plus tranquilliser le Divan, qui aurait pu s'inquiéter

des termes de la lettre du 1^{er} août de Mohamed-Ali au Grand-Vizir.

La seule note discordante était celle donnée par l'ambassade de France.

Le 16 août, M. de Pontois envoyait à Réchid-Pacha son premier drogman, M. Cor, pour lui signifier les impressions du Gouvernement français au sujet de la convention de juillet.

Cette communication fit un tel effet sur le Reis-Effendi que, dès le lendemain, il envoyait M. Francheschi en rapporter les termes aux ambassadeurs alliés.

D'après Francheschi, M. Cor aurait déclaré que le Gouvernement français s'estimait offensé par la convention de Londres, et qu'il s'opposerait à son accomplissement.

Que la France comptait prendre toutes les dispositions nécessaires à cette fin, si les négociations engagées à Vienne et Berlin pour annuler l'acte de juillet ne réussissaient pas.

Qu'elle assisterait le Pacha d'Egypte dans sa résistance, et « le Gouvernement français unirait ses efforts à ceux de Mohamed-Ali pour soulever les populations d'Asie. »

Qu'elle ferait savoir bien haut qu'elle était contraire à l'administration actuelle du pays, et qu'elle condamnait une politique néfaste aux intérêts musulmans ; elle en appellerait à la nation musulmane.

Réchid aurait répondu qu'il n'était pas de son pouvoir d'empêcher l'accomplissement d'un accord conclu avec ses alliés, accord qui réalisait un engagement pris par la France elle-même en juillet 1839.

Les ambassadeurs, très émus, s'empressèrent de se rendre le lendemain auprès du Divan pour l'assurer de l'entier appui des puissances, même si la France exécutait ses menaces.

Pontois ayant eu connaissance de cette démarche des ambassadeurs, envoya le 20, M. de Butenval chez ses collègues pour protester sur le sens donné à ses déclarations par le ministre turc. Il n'avait jamais affirmé la résolution de la France à soutenir le Pacha, ni son intention de soulever les populations.

Réchid reçut également une lettre de protestation de la part de l'ambassadeur français.

Le 21, Ponsonby demanda au Reis-Effendi de vouloir préciser les termes de la communication française.

Celui-ci, le 17, avait vu le baron Testa, drogman d'Autriche, et lui avait fait le récit de la visite de M. Cor. Le baron Testa rédigea de suite un rapport sur ce que Réchid lui avait raconté, rapport qui fut contresigné par le ministre turc. Or, il existait une différence assez importante entre la version Francheschi et celle de Testa, celle-ci ne faisait mention, ni d'un appui à Mohamed-Ali, ni d'un appui pour

soulever les populations d'Asie Mineure. La France se serait déclarée seulement libre de suivre la politique qui lui conviendrait et de défendre le Pacha « si ses intérêts et sa dignité l'exigent. »

Mais Pontois n'était pas encore satisfait de cette rectification, d'où nouvelle lettre du 24 à Réchid, déclarant avoir dit seulement que « la France se « croira désormais en droit de ne prendre conseil « que de ses intérêts et de son honneur. »

Réchid maintient sa version et l'incident assez vif fut clos, laissant les adversaires sur leurs positions.

Que s'était-il passé au juste le 16 août ? Il n'est pas facile de le savoir.

Pontois n'avait sans doute pas envoyé Cor, à Réchid de sa propre initiative ; il s'était conformé à des instructions venues de Paris, on lui avait recommandé de tenir un langage énergique pour appuyer l'effet produit par les ordonnances.

Mais le langage énergique avait produit des effets contraires à ceux que Thiers en attendait ; au lieu de rendre la Sublime-Porte hésitante, elle s'était précipitée dans les bras de ses alliés.

Inquiet par la communication de Pontois, Réchid crut bon sans doute d'alarmer les ambassadeurs pour provoquer de leur part une nouvelle déclaration rassurante. De là Francheschi avait donc exagéré les termes de la note française.

Ponsonby et Sturmer étaient convaincus pour

leur part (1) que cette note ne visait qu'à effrayer la Sublime-Porte et à l'empêcher de ratifier la convention de Londres. Pontois voyant sa démarche prendre une mauvaise tournure, qu'il l'ait faite de sa propre initiative ou d'ordre de son Gouvernement, crut prudent de la démentir.

La rectification de Réchid nous prouve que Pontois ne doit pas, seul, être tenu responsable de l'interprétation donnée à sa communication ; s'il a été dur, Réchid a accentué encore sa dureté.

D'ailleurs, jamais le Gouvernement français ne voulut reconnaître la version turque ; celui-ci avait pu déclarer qu'il ferait appel à la nation musulmane, mais jamais que la France aiderait à un soulèvement (2).

Il avait pu dire également que la France se réservait sa liberté d'agir au cas où certains actes s'accompliraient, mais il n'avait pas été plus loin sous peine de dépasser ses instructions.

Si la démarche française avait eu en effet le sens que voulut lui donner Réchid, elle aurait été maladroite. L'attitude provocatrice de la France ne pouvait qu'accentuer la résolution des puissances. Et cela à un moment où la menace ne pouvait plus

1. Lettre à Metternich du 22 août et à Palmerston lettre du 18 au 24.

2. Conversation entre Thiers et Apponyi le 6 septembre.

avoir assez d'effet pour détacher la Turquie de la politique de ses alliés. C'est ce qui arriva.

On ne peut, au contraire, critiquer une démarche de la France, énergique mais correcte, qui pouvait donner à réfléchir aux ministres ottomans et relever son prestige de grande puissance atteint par l'acte du 15 juillet, prouvant, suivant la politique de Thiers, que, même isolée, elle ne craignait pas de défendre ses idées, et que malgré tout elle demeurerait une puissance avec laquelle il fallait compter.

Entre temps, les préparatifs se poursuivaient. 34.000 hommes s'apprêtaient à défendre Constantinople ; Réchid écrivait à Béchir lui rappelant la souveraineté suzeraine du Sultan et l'invitant à agir en bon vassal.

Si Thiers, vis-à-vis de l'Angleterre (1) affectait tant de réserve et après l'entrevue d'Eu refusait d'avoir l'air d'entamer une nouvelle conversation, il ne paraît pas avoir usé d'autant de circonspection avec Metternich.

Il semble à peu près certain, en dépit des démentis de la presse, que le Gouvernement Français, dans le but de retarder (2) la ratification du traité de Juillet (3), fit faire par Saint-Aulaire une démarche

1 Palmerston déclarait d'ailleurs à Ponsonby « qu'il serait impossible pour les quatre puissances d'accepter l'interposition de la France entre elles et Mohamed-Ali. Lettre du 14 août.

2. La note de Pontois à Richid le donnerait à présumer.

3. Lettre du 21 août 1840 de Bulwer à Palmerston.

offrant la médiation de la France en faveur de Mohamed-Ali.

Mais comme Thiers exigeait, quel que fût l'arrangement à intervenir, que les quatre puissances rétractassent les actes signés par elles, Metternich déclinait tous les projets de proposition.

Thiers désirait ardemment pourtant prendre une revanche diplomatique sur Palmerston, en attendant que la France fût prête à se faire écouter les armes à la main.

Ce qu'il voulait d'abord c'était transporter à Vienne les négociations à intervenir sur la question d'Egypte. Il espérait par là humilier le ministre anglais. Metternich était favorable au retour de la France dans le concert européen, et aurait voulu proposer un plan transactionnel : la France déclarerait d'abord adhérer au principe de la note du 27 juillet 1839 ; elle se séparerait des autres puissances au sujet des mesures coercitives, et les laisserait débattre avec Mohamed-Ali la question de Syrie. Notification serait donnée au Sultan et au Pacha de cette nouvelle attitude du Cabinet des Tuileries.

Mais le chancelier ne voulait pas du transfert de la conférence de Londres à Vienne. Il n'en résulterait que confusion. L'Autriche se souciait fort peu de prendre la responsabilité d'une rupture pouvant amener la guerre.

Ne voulant mécontenter personne, Metternich

préférerait laisser à Palmerston la gloire et le péril de la situation.

La raideur anglaise était plus nécessaire en la circonstance que la souplesse autrichienne (1).

Guizot lui, manœuvrait pour convaincre les ambassadeurs de Prusse et d'Autriche que si les mesures prévues contre le Pacha échouaient, il faudrait appeler la France en médiatrice. Dans ce cas, la conférence devait avoir lieu à Vienne. Metternich, moins engagé que Palmerston, serait amené plus aisément à une solution transactionnelle et pacifique.

L'ambassadeur français, de retour d'Eu, fut chaleureusement acclamé à Ramsgate ; la reine l'invita à Windsor. Tout le monde voulait montrer à la France qu'on n'avait pas cherché à l'offenser en traitant en dehors d'elle.

Et, en effet, tous, ministres et diplomates, se sentaient gênés. Sans Lord Palmerston, qui les avait entraînés en un moment de précipitation, ils n'auraient sûrement pas consenti à manquer si gravement aux devoirs dus à une puissance telle que la France.

Thiers, avec juste raison, attribuait toutes les difficultés du moment à Palmerston, et, le séparant du reste de l'Angleterre, en faisait l'auteur conscient de l'isolement de la France.

1. Lettre de Beauvale à Palmerston, 31 août.

C'est pendant le séjour de Guizot à Windsor que le roi Léopold fit de louables efforts pour ébaucher un traité à cinq garantissant le *statu quo* dans l'Empire Ottoman.

Il sonda Lord Melbourne et Wellington et même Palmerston. Il ne s'illusionnait pas sur la difficulté de faire accepter le *statu quo* de la Convention de Kûtayeh, malgré tous les avantages que Guizot se plaisait à énumérer : Que cela ne donnait rien à Mohamed-Ali, même pas l'hérédité ; qu'on enlevait au Pacha l'appui de la France s'il aspirait à de nouveaux accroissements territoriaux. Qu'enfin il y avait encore un gros avantage sur le projet qui prévoyait seulement la médiation de la France, celui de la sécurité, car, durant cette médiation, Mohamed-Ali pouvait passer le Taurus.

Le 19 août, Guizot eut une conversation directement avec Palmerston au sujet d'une Convention à cinq garantissant le maintien du *statu quo* de l'Empire Ottoman.

Pour l'ambassadeur français, un pareil traité devait entraîner l'annulation et ne laisser subsister aucun traité de protectorat partiel ; tous seraient nécessairement absorbés par le traité de protectorat général.

Le ministre anglais n'en disconvenait pas, mais il refusait de renoncer à l'exécution de la Convention à quatre. Celle-ci n'avait d'ailleurs d'effet que pour un temps déterminé, quand elle viendrait à expira-

tion, du fait de son accomplissement, on y suppléerait par une convention à cinq.

Mais Palmerston ne voulait pas indisposer la France plus qu'elle ne l'était ; satisfait de son triomphe, il paraissait se rapprocher du Cabinet des Tuileries, sans renoncer toutefois à poursuivre sa politique. Celle-ci semblait moins populaire : la répression de l'insurrection en Syrie, l'attitude énergique du Pacha, le silence et la réserve de la France donnaient à réfléchir.

Aussi le ministre anglais attendait-il avant tout de voir la tournure que prendraient les événements. Il assurait pourtant que, pas plus que la France, l'Angleterre ne désirait voir les Russes en Asie, et qu'avant d'en arriver là on essaierait autre chose. Sans doute la médiation de la France. .

Le 20 août, Guizot quittait Windsor avec l'impression très nette de n'avoir pas avancé d'un pas.

Néanmoins, quelques jours après, il annonçait à Thiers que Palmerston préparait un memorandum pour lui, où il serait question du traité à cinq. « I'll move first », avait dit le ministre anglais au roi Léopold, et il allait tenir sa promesse.

Le grand traité devait se négocier pendant que l'autre s'exécuterait. En cas de réussite, le grand subira le petit ; il le remplacerait en cas d'échec. .

Guizot faisait prévoir qu'une avance courtoise serait faite à la France sans qu'il y fut fait allusion à

ses armements. Le 31 août, une note fut envoyée à Bulwer. Elle devait être une désillusion. Palmerston, malgré toutes ses promesses, ne pouvait consentir à faire une avance réelle au Cabinet des Tuileries.

Elle n'était, en effet, que le complément de la note du 17 juillet. Elle ne contenait aucune allusion à un traité à 5 qui pourrait se négocier de suite. Pressé de faire une avance, le ministre anglais n'avait pu se soustruire à l'envoi d'une note, mais il en avait fait un simple plaidoyer pour justifier l'attitude de l'Angleterre vis à-vis de la France. Il expliquait que l'Angleterre ne pouvait consentir à laisser la Syrie au Pacha, parce que cette province était la clef de l'Empire Ottoman ; par elle on avait accès au sud sur Bagdad et le Golfe Persique ; sur Diarbékir et Erzeroum par l'Est ; sur Konia, Brousse et Constantinople par le Nord ; livrer la Syrie, c'eût été livrer le Sultan au Pacha, et comme conséquence directe le démembrement de l'Empire, par une déclaration éventuelle et probable d'indépendance.

Puis le ministre anglais faisait un long exposé de la marche des négociations, de la similitude de principe et de la divergence de moyens entre les Gouvernements de Paris et Londres.

Lord Palmerston, après avoir insisté sur le refus de la France d'accepter aucune des propositions qui lui furent faites, s'efforçait de montrer que la proposition de Neumann du 5 mai, et à laquelle il s'était

rallié, avait été un ultimatum de la part des puissances à la France.

La France, loin d'avoir été abandonnée, avait abandonné les autres puissances ; en agissant séparément à Alexandrie, elle communiquait au Pacha les propositions qu'on lui soumettait.

Elle avait montré qu'elle subordonnait son consentement à celui du Pacha, ce que les autres Cabinets ne pouvaient admettre.

De même, à Constantinople, elle avait suivi une conduite différente de celle des puissances en préconisant une action directe.

Tout cela était connu, archi connu, on l'avait dit et redit. Palmerston n'avait pas besoin de ce long memorandum de plusieurs dizaines de pages, pour faire la démonstration des maladresses de la France.

Quant à l'offre de faire rentrer la France dans le concert européen, elle tient en deux petits paragraphes de la fin et ne contenait rien de ce que Guizot avait fait espérer.

Ce « premier pas » que faisait Palmerston consistait à conclure son memorandum en disant que puisque, entre la France et l'Angleterre, il n'existait en réalité aucune divergence de principe, rien n'empêcherait la France d'être partie d'une Convention à 5 tendant à « préserver l'Empire Ottoman de tout retour de danger », une fois exécutées les mesures auxquelles elle n'avait pas cru devoir s'associer.

Thiers fut irrité par ce nouveau memorandum, qui ne lui apportait rien de ce qu'il attendait. Palmerston n'ignorait pas que le ministre français avait été déçu (1), mais il savait aussi que, malgré tout, la France ne ferait pas la guerre.

Bulwer en vain lui fera entrevoir l'éventualité pour Thiers, soit de recourir à des mesures de guerre, soit, en démissionnant, de surexciter à nouveau l'opinion publique, sa conviction était si ferme qu'il écrivit le 22 septembre que : la France ne ferait plus une guerre dont la moindre conséquence serait la perte de ses colonies, et une lutte continentale contre l'Autriche, la Prusse et la Russie.

Grâce à cette conviction, grâce à cette assurance que la France menacerait, mais ne mettrait pas sa menace à exécution, Palmerston développait tranquillement le plan qu'il avait conçu pour régler les affaires d'Orient selon ses conceptions.

La note de M. de Pontois à Reschid-Effendi eut naturellement à cette époque sa répercussion à Londres.

Palmerston, le 5 septembre, demandait à Guizot des explications à ce sujet. Celui-ci déclara ignorer de quoi il s'agissait, mais que, dès le premier jour, il avait lui-même protesté contre les termes de la note portant à sa connaissance la convention du 15 juillet

1. Lettre de Bulwer à Palmerston, 4 septembre 1840.

affirmant « qu'en aucun cas » la France n'agirait en Orient, et ne s'opposerait au plan des quatre puissances. Sans doute M. de Pontois avait voulu affirmer la même chose.

Thiers donna pleine approbation à cette réponse ; la note de Pontois n'était pourtant pas faite pour lui déplaire ; elle pouvait peut-être, appuyée par les armements, ébranler la conviction du ministre anglais, aussi écrivait-il à Guizot : « Il faut nier sans affaiblir l'effet produit par M. de Pontois ». « Mais, déclarait-il (le 18 septembre) la France n'avait jamais songé à s'unir avec le Pacha ni à insurger l'Asie-Mineure ; elle avait trop blâmé cette politique en Syrie pour la pratiquer elle-même ailleurs ».

CHAPITRE IX .

EXÉCUTION DE LA CONVENTION DE LONDRES

Ainsi que convenu, au reçu de la nouvelle de la conclusion du traité du 15 juillet, Riffat-Effendi, partait de Constantinople avec mission de notifier au Pacha les conditions qui lui étaient faites.

Il arriva à Alexandrie le 11 août, mais fut empêché par le service quarantenaire de débarquer avant le 16.

Le 12 août Walewski arrivait à son tour chargé d'amener Mohamed-Ali à se rallier à la politique de la France. Il assurait à Hodges qu'il ne venait donner aucun encouragement du Pacha ; il venait lui faire part de l'attitude que comptait prendre la France en regard de la convention de Londres : une attitude de neutralité armée.

En réalité, de l'aveu même de Thiers, nous savons que si Walewski avait pour mission de persuader au Pacha de rester sur la défensive, il devait aussi lui conseiller de résister en Syrie et en Egypte ; au

printemps la France serait prête à le secourir et à imposer sa médiation en sa faveur.

Qu'elles qu'auraient été, à ce moment, les appréhensions de Mohamed-Ali, un pareil encouragement ne pouvait que lui faire repousser les conditions que Riffat lui apportait.

Le Pacha, de retour de Damiette le 14 août, eut le 16 au soir sa première entrevue avec Riffat, et lui déclara avoir décliné l'appui militaire de la France pour éviter l'intervention de troupes chrétiennes en territoires musulmans; mais puisque la Porte méconnaissait toutes ses intentions, il ne lui restait qu'à se défendre.

L'entrevue fut si décourageante que l'envoyé ottoman se serait réembarqué de suite, sans les instances des consuls, lui demandant d'attendre au moins l'expiration de deux délais de dix jours; il ne fallait pas que le Pacha pût se prévaloir de son départ pour ne pas répondre aux offres de la Sublime-Porte (1).

Le Pacha espérait gagner du temps en négociations; il essaya de convaincre l'envoyé turc de retourner à Constantinople, l'affaire restant en suspens. Mais ses instructions étaient formelles, Riffat ne pouvait que notifier la convention et rapporter, à l'expiration des délais, la réponse du Pacha; la

1. Lettre de Allison à Palmerston et Ponsonby du 26 août.

puissances alliées, négocier et différer la solution de la question.

Le 17, les consuls, se conformant aux instructions de leurs ambassadeurs à Constantinople, cherchèrent à persuader au Pacha d'accepter la convention. Pour éviter toute discussion désagréable, il leur demanda de lui communiquer par écrit leurs observations, résolu qu'il était à refuser « de se laisser enterrer vivant », et « de se soumettre à des conditions déshonorantes pour lui », et « déclarant qu'il ne rendrait que par le sabre ce qu'il avait acquis par le sabre ».

Si Walewski cherchait à obtenir de Mohamed-Ali une attitude passive pour permettre à la France de gagner du temps, il cherchait aussi à éviter, de la part des puissances, une action irréparable. Le 18, il demanda à Hodges de persuader à l'amiral Stopford de ne pas agir contre les navires égyptiens avant l'arrivée du courrier d'Europe, qui apporterait peut-être des nouvelles importantes.

Afin de persuader au consul anglais d'agir avec modération, l'envoyé français alla même jusqu'à lui révéler, sous le sceau du secret, qu'il avait obtenu de Mohamed-Ali des ordres pour qu'Ibrahim ne se portât pas au-delà du Taurus.

Ainsi, dès le 18, la mission Walewski avait porté ses fruits, Mohamed-Ali entraît entièrement dans les vues politiques de Thiers.

Mais révéler à Palmerston (1) que le Pacha n'attaquerait pas l'Asie Mineure, n'était-ce pas le trahir et libérer le ministre anglais des craintes d'une menace qui, seule, pouvait l'engager à agir avec modération ? Hodges ne croyait pourtant pas à l'effet de la mission de Walewski ; il demeurait persuadé que si le Pacha ne se risquait pas en Asie Mineure, c'est qu'il savait qu'une armée de 6.000 hommes se trouvait concentrée à Chypre, prête à débarquer sur le littoral syrien.

Le 18 août également, Mohamed-Ali faisait remettre aux consuls une note leur apprenant la soumission du Liban, et, ajoutait-il, afin d'éviter une nouvelle agitation, il comptait faire exercer une surveillance des côtes en établissant des postes de quarantaine à Jaffa et Beyrouth. Il leur faisait savoir aussi que tout individu pris cherchant à troubler l'ordre serait déféré à son consul.

Les consuls, le lendemain, durent répondre qu'ils ne pouvaient tenir compte de la note de la veille, car, d'après la convention de Londres, la Syrie faisait partie de la Turquie ; et ils avaient mission d'encourager et soutenir les sujets de Sa Hautesse qui manifesteraient leur loyalisme à la Sublime-Porte.

Palmerston comptait sur l'effet de surprise pour

1. Lettre de Hodges à Palmerston, 19 août 1840.

réussir à peu de frais et éviter l'aide russe. Aussi, on s'en souvient, le protocole secret avait-il prescrit l'exécution immédiate des mesures prévues à l'art. II de la convention avant que le Pacha n'ait eu le temps de se prononcer sur les propositions faites.

Dès la conclusion de la convention, les signataires s'engageaient à interrompre les communications entre l'Egypte et la Syrie par mer; ils s'engageaient « à donner immédiatement, à cet effet, les ordres « nécessaires aux commandants de leurs forces « navales dans la Méditerranée ».

En conséquence, le commodore Napier, qui croissait depuis près d'un mois devant Beyrouth, reçut ses instructions, et avant même que Riffat ne débarquât en Egypte, il s'emparait, le 14 août, des navires égyptiens ancrés dans le port, il lançait des proclamations aux Syriens, leur fournissant des armes; et pour les détacher de Mohamed-Ali il offrait à Soliman-Pacha le Gouvernement de Chypre, à Mohamed-Pacha Tripoli, et à Chériff le reste de la Syrie.

Aucun de ces officiers ne tint compte de ces propositions offensantes.

Mohamed-Ali en eut connaissance le 19 août. Abbas-Pacha, que Napier avait sommé de livrer les forts et d'évacuer le pays, avait demandé dix jours pour répondre, le temps de recevoir des instructions d'Egypte.

Le Pacha lui envoya immédiatement ordre de

répondre à la force par la force, et de faire quitter les consuls dès le début des hostilités.

Le même jour, les consuls à Alexandrie présentèrent par écrit à Mohamed-Ali, suivant son désir, leurs observations au sujet de la convention.

Naturellement, cette note ne manquait pas de donner au vieux Pacha les meilleurs conseils de modération. On lui signifiait l'irrévocabilité du pacte de Londres, et on insistait sur les avantages qu'il aurait à s'y soumettre de bon gré.

On voulait lui persuader qu'il n'y avait jamais eu un acte plus favorable pour lui, car ses possessions se trouveraient garanties par un traité.

On essaya même, le prenant par la vanité, de lui faire perdre de vue ses intérêts.

Naturellement, aucun de ces bons conseils ne pouvait toucher Mohamed-Ali. Le lendemain, il eut une nouvelle rencontre avec Riffat, mais sans plus de résultats que la première.

Le 22, le Pacha réunit un grand Conseil, auquel assistèrent Boghos, Sami et tous ses officiers supérieurs. Tous é mirent l'avis que le Pacha devrait accepter.

Pourtant, le Pacha ne se rendit pas à leurs conseils; il appréciait qu'il était plus de son intérêt de se défendre. Walewski lui avait donné officiellement ce conseil, de la part du Gouvernement des Tuileries, et Cochelet lui avait assuré que l'opinion

publique en France était si montée que la guerre ne pourrait probablement pas être évitée.

Il faut dire aussi que les négociants européens, et particulièrement les Anglais, voyaient d'un tort mauvais œil les puissances s'attaquer au Pacha.

Celui-ci était leur protecteur naturel ; non seulement il leur réservait toujours un bon accueil, mais encore, par l'ordre qu'il avait maintenu dans le pays, ils avaient pu trafiquer et s'enrichir.

Les négociants anglais, tant ceux d'Alexandrie que ceux de Manchester, lui savaient gré surtout d'avoir établi les communications sûres entre la Méditerranée et la mer Rouge : la malle des Indes n'était jamais inquiétée, elle traversait l'Égypte en toute sécurité. Or, en cas de conflit, il userait de représailles en confisquant leurs biens, ou tout au moins en refusant le passage de la malle, d'autant plus que l'escadre britannique bloquerait ses ports.

Les « British merchants » adressèrent des doléances véhémentes à Hodges, qui se chargea de les faire parvenir à Londres (1).

Entre temps, Mohamed-Ali prenait toutes les mesures de sécurité qu'il croyait nécessaires.

Les troupes d'Arabie étaient de retour depuis le 16 août. Pour ne pas risquer un seul navire, il faisait vider le Vieux Port de tous les navires marchands

1. Lettre du 23 août à Palmerston.

et y embossa sa flotte (19 vaisseaux) sous la protection des canons de terre et de 4 vaisseaux de premier ordre.

Les mesures de défense étaient activement poussées, et toute velléité de mutinerie sévèrement réprimée.

Le Pacha savait fort bien qu'il ne pouvait compter sur sa flotte, et qu'un débarquement en Syrie y immobiliserait toutes ses forces, grâce à l'insurrection qui éclaterait.

Il se contentait donc de se préparer à résister à toute mesure de coercition, tout en exposant le moins d'hommes et de navires.

Néanmoins, il ne renonçait pas à menacer le Taurus, et se disposait à concentrer à Marash une forte armée dont il n'userait qu'en dernière extrémité, si on engageait plus avant les hostilités contre lui, après l'échec des mesures de coercition (1).

Comptant sur l'influence de la France et sur les sympathies manifestées par cette puissance dont les intérêts concordaient avec les siens, le Pacha lui demanda ouvertement sa médiation le 21 août (2).

Le 24, Stopford arrivait devant Alexandrie, prêt à appuyer la pression des consuls.

Mais il était clair que le Pacha n'accepterait pas les conditions imposées.

1. Lettre de Walewski à Thiers du 18 août.

2. Lettre de Hodges du 24 août.

Les consuls faisaient une continuelle pression pour le décider à céder, si bien qu'il dut leur défendre de lui causer de la convention : il déclarait savoir ce qui l'attendait, mais que néanmoins il ne céderait pas.

Craignant aussi que leur présence n'encourageât la défection de certains de ses officiers et qu'ils ne tentent de lui créer des troubles intérieurs, Mohamed-Ali leur demanda s'ils quitteraient l'Egypte aussitôt que l'action contre lui commencerait.

Les agents répliquèrent qu'ils étaient en Egypte en vertu d'un Bérat du Sultan, que seul le Sultan pouvait le leur retirer, et qu'ils avaient l'intention de demeurer tant qu'ils le jugeraient nécessaire.

Néanmoins, Hodges estimait déjà qu'il ne lui serait pas possible de se maintenir en Egypte après le 5 septembre, date d'expiration du délai fixé au Pacha pour donner sa réponse.

A ce moment, le Pacha ne comptait pas sur la France pour l'aider, mais sur le fait que les puissances n'auraient pas un corps expéditionnaire assez imposant pour procéder, avant le printemps, à un débarquement efficace (1), l'Autriche refusant des hommes et l'Angleterre ne pouvant en envoyer (2), s'il réussissait à attendre quelques mois, la France lui avait promis son appui.

1. Lettre d'Allison du 26 août.

2. Conversation du 25 août avec M. de Medem.

Durant toutes ces entrevues, les consuls cherchèrent à faire peser sur le Pacha la responsabilité des événements à venir. Ils voulurent le convaincre que, par son refus, il déclancherait seul les hostilités. L'argument est aussi spécieux que celui que tiendrait un voleur qui, pour voler, aurait d'abord tué sa victime celle-ci, ayant refusé de se laisser dépouiller, et lui ayant résisté serait seule responsable.

Finalement, le 26 août, dix jours écoulés depuis la première sommation, Riffat et les consuls se rendirent solennellement recevoir le refus de Mohamed-Ali à se soumettre aux conditions qui lui avaient été faites par l'Angleterre.

Dix autres jours restaient au Pacha pour accepter l'Egypte héréditairement, avant que la Porte et les puissances ne prissent contre lui les mesures que nécessiterait son obstination.

Mais le Pacha ne pouvait laisser écouler un temps si long sans négocier. Il fit appeler Riffat vers le 29 août et lui proposa de régler son différend avec la Porte sur la base de l'Egypte héréditaire et de la Syrie en viager. Il restituerait de suite Adana, Candie et les Villes Saintes.

Riffat se serait peut-être laissé amadouer par cette proposition, et aussi sans doute le Divan, mais aujourd'hui il fallait compter avec les puissances qui ne consentiraient pas à revenir sur la convention du 15 juillet.

L'envoyé ottoman acceptait pourtant de se charger d'une lettre par laquelle le Pacha déclarait, dans le délai des vingt jours qui lui était imparti, ne conserver héréditairement que l'Egypte.

Mais la lettre ne s'arrêtait pas là. Mohamed-Ali, laissant de côté les termes de la convention auxquels il paraissait s'être soumis, demandait au Sultan de lui accorder la Syrie viagèrement, en raison de son grand âge et des services rendus et à rendre à la grandeur de la Sublime-Porte.

Le Pacha, en madré politique, essayait une dernière manœuvre. Il dissociait aujourd'hui ses prétentions.

Il commençait par accepter les conditions de la convention de Londres et donnait entière satisfaction aux puissances signataires, qui désormais n'auraient de ce fait plus à s'immiscer dans ses affaires avec le Sultan.

Il comptait ensuite obtenir directement, et à titre de récompense, la Syrie viagèrement.

La manœuvre ne pouvait pas réussir ; il est douteux d'ailleurs que le Pacha se fit sérieusement illusion. Mais la tâche de Mohamed-Ali n'était pas aisée ; non seulement il devait ruser avec les puissances, mais encore il avait besoin de l'appui de toutes les forces de l'Egypte ; en cas de conflit, il devait pouvoir compter sur la fidélité de ses officiers

aussi bien que sur celle de ses cheicks et ne devait pas les mécontenter.

Et justement, quand on sut que le Pacha repoussait les conditions des puissances, une grande émotion s'empara du peuple, tant à Alexandrie qu'au Caire.

On voyait d'avance les conséquences du refus ; on craignait une révolte en Syrie, les nouvelles d'Ibrahim n'étaient pas brillantes.

L'usage avait conservé aux cheicks le droit d'adresser au gouverneur leurs observations ; ils se rendirent en corps pour demander au Pacha d'accepter les conditions de la Sublime-Porte.

Le Pacha leur promit de faire (1) son possible pour leur donner pleine satisfaction, et il convoqua immédiatement Riffat et les consuls.

Il devait donner à ses sujets l'illusion que la rupture allait venir de la part des puissances, malgré son désir à lui de se soumettre.

La nouvelle se répandit aussitôt que la Pacha se soumettait, et la ville était dans la joie.

L'entrevue avec les consuls n'était pas achevée que déjà le bruit courait que les efforts du Pacha étaient annihilés par une question de formalité ; il n'était donc plus responsable des conséquences.

Le Pacha proposait à Riffat d'accepter à ne conser-

1. Lettre de Allison du 30 août 1840.

ver que l'Egypte héréditairement en se réservant de demander au Sultan la Syrie viagèrement.

Mohamed-Ali refusait naturellement le renvoi immédiat de la flotte et l'évacuation de la Syrie. Il attendrait la réponse à sa demande avant de s'exécuter, ne cachant pas qu'il recourrait aux armes si la grâce qu'il sollicitait lui était refusée.

Les consuls répondirent qu'ils ne pourraient admettre aucune réponse conditionnelle ; le 5 septembre, le Pacha aurait à accepter les conditions qui lui étaient faites et à s'y conformer de suite en livrant la flotte et la Syrie ; pour le surplus, il devait se fier au bon vouloir du Sultan. Son acceptation conditionnelle ne pouvait être réglée qu'à Londres, les puissances et la Porte se trouvant liées, et les mesures coercitives ne seraient pas suspendues pour cela.

Cette version de l'entrevue fut rétablie par les consuls, mais l'impression première demeura que le Pacha avait cédé et qu'on avait repoussé ses concessions.

Dès ce moment, jusqu'au 5 septembre, Mohamed-Ali se refusa à tout nouvel entretien collectif ; fort en colère, il recevait mal les consuls, disant à Hodges : « Je ne puis tolérer tout ce wow-wow-wow ; venez « me voir séparément, posez-moi une question et j'y « répondrai catégoriquement ».

Il refusa même une entrevue à Stopford afin d'éviter toute discussion pénible.

Le 5 septembre, le Pacha malade fit renouveler par Sami bey son refus, ainsi que les propositions faites le 29 août, propositions qu'il considérait comme une acceptation, mais, où les consuls ne pouvaient voir qu'un refus.

Ceux-ci toutefois, lui promettaient d'appuyer sa demande auprès du Sultan s'il consentait à restituer la flotte, et à donner des ordres d'évacuer la Syrie de suite ; sans cela ils ne pourraient que constater le rejet des propositions dont la conséquence serait la liberté entière d'action pour le Sultan.

Néanmoins, malgré son refus, et revenant sur ses premières intentions, le Vice-Roi ne tenait plus à ce que les consuls quittent l'Egypte.

Tant qu'ils seraient là, il y avait pour lui espoir de négocier.

Il leur déclara donc qu'ayant dès le 29 août accepté les propositions des puissances, il ne se trouvait pas en état d'hostilité vis-à-vis d'elles ; par suite, il ne voyait pas d'inconvénients à ce que les consuls demeurent, et il leur garantissait leur inviolabilité.

Comme en 1839, Mohamed-Ali se montrait prudent et ne voulait pas prendre la responsabilité du premier acte de rupture dont les conséquences pourraient être graves.

Le 6, Stopford partait pour Beyrouth rejoindre Napier. Hodges devait s'embarquer le lendemain, mais les consuls ayant appris qu'on s'apprêtait à destituer le Pacha, demeurèrent à leur poste.

Mohamed-Ali à ce moment-là, déclinait déjà ; sa santé autrefois robuste chancelait ; faible et malade, il se trouvait mal disposé pour entreprendre une lutte qui devait nécessiter tout le déploiement de ses si brillantes qualités de politique et de chef ; son ascendant sur ses officiers n'allait plus être le même, et de là va venir en grande partie, la faible défense qu'il opposera.

Pendant qu'on communiquait au Vice-Roi la convention de Londres, l'Angleterre en Syrie préparait soigneusement l'insurrection qui devait, avec l'appui de sa flotte, en chasser les Egyptiens.

Wood (1) déployait son activité dans tous les sens ; il essaya d'abord de gagner le vieil émir Béchir, sans lequel toute insurrection serait incomplète. Pour cela, il lui faisait les plus belles promesses, l'assurant du pardon du Sultan qui, avec la liberté du Liban, lui conférerait le titre de prince des Druses.

Mais Béchir était trop prudent pour s'engager à fond sur de simples promesses, il esquiva toute

1. Drogmann de l'ambassade d'Angleterre à Constantinople, âme damnée de Ponsonby, qui l'envoya en Syrie à cause de la grande influence qu'il avait su prendre sur les chefs lors de la première insurrection dont il fut l'instigateur.

réponse catégorique, se réservant, avant d'abandonner Mohamed-Ali, de voir venir les événements.

Son neveu, El-Kassim, était déjà acquis à la cause du Sultan ; il promettait 15.000 hommes. Wood obtint des Maronites l'assurance d'un soulèvement, au premier engagement contre les Egyptiens. Les populations du Haroun et de Latakia recevaient des encouragements pour résister et ralentir le plus possible la remise de leurs armes.

Pour couronner son œuvre, Wood demandait le 23 août à Constantinople, un firman de nomination du prince des Druses. Ce firman devait laisser le nom du bénéficiaire en blanc, Wood y mettrait celui du Béchir ou d'El-Kassim, suivant que l'un ou l'autre se rallierait à la cause anglaise. Ce firman devait assurer au mouvement toute la force de la légitimité. Mais l'opinion générale, même anglaise, jugeait qu'aucun soulèvement ne se produirait avant un débarquement de troupes ottomanes. Mohamed-Ali, de son côté, annonçait à Béchir l'envoi de 100.000 hommes, 24 vaisseaux et 700.000 bourses de la part de la France.

Dans les premiers jours de septembre, on recevait à Constantinople l'acceptation conditionnelle du Vice-Roi ; on l'interpréta comme un refus, et aussitôt Ponsonby et Sturmer s'empressèrent d'agir auprès de la Porte pour qu'elle prit les mesures que comportait ce refus.

Elle devait d'abord nommer des Pachas pour tous les vilayets détenus par le Vice-Roi, excepté le gouvernement d'Egypte, auquel il ne serait pourvu que le 6 septembre (1).

Wood recevait son firman pour le prince des Dru-ses.

Les consuls d'Alexandrie devaient être rappelés, et les troupes de Chypre recevraient confirmation des ordres les plaçant sous le commandement des officiers anglais.

Le 2 septembre, Ponsonby faisait part à tous les agents des puissances des mesures prises : dès le 3 septembre, il songe à faire remplacer Mohamed-Ali en Egypte, afin de lui ôter tout pouvoir légal et agir plus aisément sur ses propres sujets, qui, en le trahissant, ne feraient que servir leur souverain le Sultan (2).

A cette même date arrivait à Constantinople le colonel russe Liéven ; il venait étudier et disposer tout pour le débarquement des troupes russes (3).

Le Gouvernement turc mettait encore dix mille hommes à la disposition des Anglais pour reprendre la Syrie. Malgré toutes ces dispositions, Ponsonby

1. Dès le 8 septembre, les six Pachas de Syrie seront désignés.

2. Lettre du 10 septembre à Palmerston.

3. Dès le 21 août, à la suite d'une conversation avec le Pacha, Medem avait averti son Gouvernement que Mohamed-Ali parlait de passer le Taurus en cas d'hostilités.

n'était pas entièrement rassuré ; seule une action vigoureuse et rapide pouvait assurer le succès ; tout retard amènerait un échec (1).

Enfin, le 11 septembre, la Porte proclamait la déchéance de Mohamed-Ali comme Pacha d'Egypte. Elle voulait affirmer ainsi sa souveraineté sur un pays où elle avait depuis de longues années perdu l'habitude de se faire obéir.

Un point semble faire hésiter un moment Ponsonby à conseiller cette mesure.

« L'acte séparé » de la convention du 15 juillet 1840 disait qu'en cas de refus de la part de Mohamed-Ali « le Sultan se considérera comme libre d'agir de « telle façon » et de « suivre en conséquence telle « marche ultérieure que ses propres intérêts et les « conseils de ses alliés pourront lui suggérer ».

Cela voulait-il dire que le Sultan devrait, en cas de refus, s'adresser à la conférence de Londres et demander avis à ses alliés pour prendre les mesures nécessitées par le refus du Pacha ?

Ponsonby ne le croyait pas, le Sultan ne devait pas nécessairement prendre conseil de ses alliés, il n'était lié par les termes de la convention de juillet que comme un minimum sur lequel il ne pouvait « transiger avec le Pacha, mais qu'il lui était loisible de dépasser (2). Dans ces conditions, rien

1. Lettre à Palmerston du 8 septembre.

2. Nous apprécierons plus loin cette interprétation.

n'empêchait le Sultan de destituer Mohamed-Ali, ce qui fut fait sur les instances de l'ambassadeur d'Angleterre ; du premier coup, toutes les mesures prévues par la convention de Londres étaient grandement dépassées, on allait aux moyens extrêmes ne laissant à Mohamed-Ali que l'alternative de lutter jusqu'à la mort.

Le 14 septembre, la Porte publiait une note annonçant la destitution du Vice-Roi, et demandant aux puissances le rappel des consuls.

Ponsonby aurait désiré les maintenir pour assurer la protection de leurs nationaux, mais la Porte avait insisté, il fallait s'incliner.

Enfin, le 17 septembre, on devait signifier à Mohamed-Ali sa destitution, ainsi que le blocus de l'Egypte et de la Syrie. L'ambassadeur anglais se réjouissait de ces mesures rapides et énergiques, qui coupaient court à toute négociation possible entre vassal et suzerain, et aux manœuvres de la France.

La Porte pourtant ne choisit pas de suite un remplaçant à Mohamed-Ali ; le seraskar de Syrie, Izzet Pacha, fut nommé administrateur provisoire de l'Egypte. On se doutait néanmoins que tant par sa défense que par l'opposition de la France, Mohamed-Ali ne pourrait être dépossédé de son Gouvernement.

Palmerston lui-même ne considérait cette destitution que comme un acte de coercition pas incompa-

tible avec la réintégration du Pacha en cas de soumission (1).

Secrètement, le ministre anglais aurait sans doute désiré « se débarrasser entièrement de Mohamed-Ali », mais il ne croyait pas cela possible non plus (2).

Entre temps, Soleyman-Pacha mettait la Syrie en état de défense ; après le premier refus de Mohamed-Ali, l'état de siège fut déclaré ; on notifia aux consuls que désormais toute incitation à la révolte, tout espionnage et ravitaillement aux insurgés : armes, munitions et provisions de bouche, serait déféré au Conseil de guerre et le coupable passible de la peine de mort.

Le consul d'Autriche, au nom des Capitulations, crut devoir protester contre ces mesures qui visaient les étrangers aussi bien que les indigènes.

Dès le 7 septembre, les communications par mer avec l'Egypte se trouvaient coupées et Mohamed-Ali ne recevait plus de nouvelles.

Le 16 septembre, Ponsonby notifiait aux agents britanniques le blocus des côtes de Syrie et d'Egypte. Stopford était avisé que le blocus serait fait par les escadres austro-anglaises, en tant qu'alliées du Sultan, en son nom et de par son autorité.

En réalité, il n'y avait pas blocus au sens propre du mot, puisque le blocus étant un acte de guerre

1. Lettre à Ponsonby, 2 octobre 1840.

2. Lettre à Ponsonby du 30 octobre 1840.

il aurait fallu y avoir belligérance, et que Mohamed-Ali, en droit, n'étant pas souverain ne pouvait être belligérant. Le Sultan seul pouvait déclarer un de ses sujets rebelle et faire la police, pour l'empêcher d'être ravitaillé ou d'entrer en communication avec les sujets d'une autre puissance. Aussi quand, le 16 septembre, officieusement Ponsonby vint notifier à Pontois le blocus, celui-ci répondit qu'il n'avait que faire de cet avertissement.

Le lendemain, Pontois répondit pourtant qu'il communiquerait la notification du Gouvernement ottoman à son propre Gouvernement ; ajoutant, à tort selon nous, que le blocus ne pouvait devenir légal qu'après l'accomplissement des formalités d'avis, et l'expiration d'un délai fixé, selon le droit des gens. La Porte, pour se conformer au désir de Pontois, fixa l'expiration du délai à partir du moment où commencerait le blocus au 14 octobre (1).

Ponsonby, pour une fois, est mieux inspiré, quand il soutint que, contre un insurgé, aucun délai et aucune formalité ne sont nécessaires.

Pendant qu'ainsi Ponsonby s'acharnait à ruiner au plus vite celui qui avait eu le courage de refuser sa complaisance à la Grande-Bretagne, Mohamed-Ali faisait preuve en Egypte d'une largesse de vues et d'une tolérance réellement généreuses.

1. Lettre de Ponsonby à Palmerston du 23 septembre.

Attaqué par l'Angleterre, il se refusait à se venger sur les nationaux anglais.

Le 20 septembre, Hodges recevait la nouvelle que la malle des Indes était à Suez et que le courrier de Malte pour l'Extrême-Orient venait d'arriver à Alexandrie.

Alors que Ponsonby bloquait l'Egypte, le consul d'Angleterre avait le front de se présenter au Vice-Roi pour lui demander la garantie du passage des courriers de Suez à Alexandrie et vice versa.

Mohamed-Ali reçut le consul très froidement et lui répondit qu'il ne garantissait rien... « Les puissances dites civilisées ont pris des mesures que je serai obligé d'imiter », déclarait-il. Pourtant, comme le courrier d'Europe apportait des nouvelles de France, le Pacha consentait à le laisser débarquer « pour cette fois seulement », et Hodges s'en alla convaincu que, dans l'avenir, des mesures devraient être envisagées pour le transit de la malle des Indes. /

En réalité, le Pacha ne tenait ce langage, qu'on ne peut réprover, qu'à l'agent officiel de son ennemie, l'Angleterre. N'ayant aucun égard pour lui, il n'avait à avoir aucun égard pour elle. Avec les négociants, Mohamed-Ali, au contraire, continuait à se montrer accueillant.

Dès le 19 septembre, il assurait à l'agent de la Compagnie des Indes que la malle aurait toujours

libre passage ; et quand Hodges faisait sa demande, celle-ci était déjà sur le Nil, en cours de transit.

Si on peut adresser en cette circonstance un reproche au Pacha, c'est d'avoir été trop généreux en n'employant pas, comme indigne de lui, l'arme des représailles.

Et, comme réponse à ces mesquineries, le souverain-vassal d'Orient donnait par sa tolérance une leçon de générosité à la plus grande puissance mondiale.

Le 22 septembre arrivait à Alexandrie le firman de destitution du Pacha, et l'ordre aux consuls de quitter l'Egypte. L'Angleterre remettait ses intérêts au consul de Hollande.

A ce moment, d'après Hodges, il y avait, au bas mot à Alexandrie, 42.000 hommes de troupe.

Les événements en Syrie prenaient une tournure sérieuse ; le 10 septembre avait lieu à Djounie, point de la côte entre Tripoli et Beyrouth, un débarquement de troupes alliées, sous la protection de la flotte austro-anglaise. Trois mille Turcs (1), 5.000 Albanais et 15.000 Anglais composaient ce premier contingent.

Le lendemain, Soleyman-Pacha recevait sommation d'avoir à rendre la ville de Beyrouth dans une demi-heure de temps ; sur son refus, les navires anglais ouvrirent un feu intense sur les forts de la

1. 5.300 Turcs et Albanais, d'après Wood.

ville, intense mais inutile, car ceux-ci étaient dégar-
nis, seuls des femmes et des enfants furent atteints.

Le général égyptien s'était retranché derrière la
ville, se sachant incapable de répondre à un bom-
bardement maritime.

Le premier corps de débarquement devait distri-
buer des armes aux montagnards et grouper leurs
forces autour de lui. Aussi, malgré l'évacuation de
Beyrouth, les Anglais ne crurent pas devoir occuper
la ville, étant trop peu nombreux.

Les montagnards arrivaient peu à peu ; déjà au
nombre de 5.000 ; Wood espérait en rallier de suite
10.000. El-Kassim venait aussi donner son appui
avec 900 hommes.

Stopford, de son côté, continuait sa propagande
pour le Sultan à coups de canon ; tout le long de la
côte, son escadre bombardait Tyr, Sidon, Tripoli et
Caïffa, pour encourager les populations à l'insurrec-
tion.

Les Maronites envoyèrent des négociateurs aux
Anglais, et Abdallah, autre neveu de Béchir, faisait
sa soumission au Sultan.

Les paysans étaient sollicités par les deux adver-
saires.

Mohamed-Ali leur promettait de ne pas lever l'im-
pôt personnel pendant trois ans ; les Turcs eux s'en-
gageaient à ne jamais le lever.

Tous les habitants entre Jaffa et Acre recevaient

des armes. Béchir était hésitant et pour cause. Ibrahim avait sous ses ordres plus de 7.500 hommes ; il y en avait 4.000 sous les ordres de Soleyman, tous aguerris. Il n'y eut aucun engagement sérieux. Les Anglais n'étant toujours pas en nombre, ne voulaient pas s'avancer, et Ibrahim ne voulait pas se mettre à portée des canons de marine.

Le seraskar Izzet Pacha avait pour chef d'état-major le général anglais Jochmus, véritable chef de l'expédition. Celui-ci, à ce moment (mi-septembre) estimait les forces égyptiennes à 35.000 hommes sur la côte et 25.000 en garnison à l'intérieur du pays.

Ibrahim ne pouvait donc songer à traverser le Taurus avec si peu de forces, les neiges d'ailleurs allaient être un obstacle à toute menace sur Constantinople. Jochmus demandait instamment qu'on envoyât en Syrie, où elles seraient plus utiles, les troupes turques destinées à la défense du Bosphore.

Pour atteindre au but assigné, en effet, il fallait remporter un prompt et brillant succès ; les Anglais n'y pouvaient prétendre qu'en ayant des hommes, des munitions et l'argent nécessaires ; aussi en attendant, pour harceler Ibrahim, ils organisèrent une lutte de guerillas.

Réchid adoptait aveuglément toutes les mesures suggérées par Ponsonby (27 septembre).

Le 29, l'ambassadeur d'Angleterre pouvait écrire à Palmerston que 10.000 hommes s'apprêtaient à

partir pour la Syrie, et qu'on y avait déjà envoyé 15.000 livres sterling.

Jochmus était promu au grade de Férik dans l'armée ottomane ; on donnait des instructions pour que tous les officiers ou soldats qui déserteraient le camp de Mohamed-Ali reçoivent tout l'arriéré de leur solde et conservent leurs grades dans l'armée turque.

L'action insurrectionnelle ne se ralentissait pas. 12.500 fusils étaient déjà distribués (le 26 septembre).

La flotte continuant sa croisière, s'emparant de Caïffa où *le Castor* mit en déroute les 5.000 hommes de garnison. Le 25, Napier s'empare de Sidon, faisant 2.000 prisonniers.

Seule Tripoli, grâce à sa garnison de 6.300 hommes et à son artillerie, résista aux attaques du « Benbow ».

Le 29 septembre, Wood, en récompense des services rendus, reçoit le berat le nommant vice-consul à Beyrouth ; le même jour Smith se mettait à la tête de toutes les forces alliées de Syrie.

Pendant que la Convention de Londres entrait (dès le 14 août 1840) en exécution, tant en Syrie qu'en Egypte, en Europe Thiers faisait de louables efforts pour que la dite Convention ne reçut pas sa pleine application ; il voulait, grâce à son intervention, obtenir quelques avantages pour le Pacha et réparer l'échec du 15 juillet.

Si la Note du 1^{er} septembre de Palmerston l'avait déçu, elle ne l'avait pas découragé. Il avait conseillé à Mohamed-Ali de résister jusqu'au printemps, mais en réalité il était plus pressé d'arriver à une solution, fut-elle moins avantageuse pour le Pacha, pourvu qu'elle put passer, en France, pour une réparation du traité du 15 juillet.

Le 5 septembre parvint à Paris la nouvelle de la saisie des navires égyptiens à Beyrouth. Thiers manifesta son étonnement de voir la Convention s'exécuter avant même sa notification au Pacha.

L'émotion fut grande quand on apprit que les alliés avaient tenu secret le protocole prescrivant l'interruption immédiate des communications entre la Syrie et l'Egypte. Bulwer essaya d'expliquer la chose en disant que les adversaires ne devaient pas améliorer leurs positions durant les délais d'acceptation.

Les bruits de guerre étaient de plus en plus courants (1). Le projet des fortifications de Paris fut voté rapidement. Le Gouvernement passait contrat pour 20.000 chevaux. La Bourse marquait une baisse sensible.

Palmerston malgré tout demeurait pleinement confiant : la France ne ferait pas la guerre.

La Convention fut ratifiée le 16 septembre, et le 18

1. Lettre de Bulwer à Palmerston, 11 septembre.

un nouveau protocole s'ajoutait aux deux autres, par lequel les puissances éprouvaient le besoin d'assurer la Turquie qu'elles ne cherchaient « aucune augmentation de territoire » ni « aucune influence exclusive ».

Et le 22 septembre Palmerston expliquait à Guizot que, dans son memorandum de juillet, l'expression contre laquelle la France avait protesté, tant à Londres qu'à Berlin : « qu'en aucun cas » cette puissance ne s'opposerait à des mesures coercitives, ne s'appliquait qu'aux mesures prises par les puissances alliées tendant uniquement à sauvegarder l'intégrité de l'Empire Ottoman et aucunes autres.

Le 17 septembre, Thiers recevait d'Egypte la demande de médiation du Pacha, et il était informé de l'offre que le Vice-Roi avait faite le 29 août à Riffat d'accepter l'hérédité de l'Egypte, et de demander au Sultan la Syrie viagèrement.

Etant sollicité par le Pacha, il crut pouvoir faire encore une démarche, alors que, dès le 14 septembre, Palmerston écrivait à Hodges d'avoir à convaincre Mohamed-Ali de l'inutilité de la médiation de la France, les alliés étant décidés à exécuter leur arrangement.

Thiers convoqua Bulwer et lui fit part des prétentions du Pacha.

Ce dernier, assurait-il, avait d'abord voulu demander Adana et Candie, les agents du Gouverne-

ment Français l'en avaient dissuadé. Le Pacha avait consenti, pour gagner l'appui du Gouvernement Français, à ne demander que la Syrie.

La question paraissait donc pour Thiers être arrivée à un tournant décisif où elle pourrait être résolue pacifiquement par l'acceptation des conditions raisonnables du Pacha, ou, au contraire, elle risquait de prendre un aspect dangereux, car il devenait évident que la France ne pourrait assister, impassible, à l'exécution intégrale de la Convention de Londres ! Toutefois, assurait Thiers, le Gouvernement Français n'avait contracté aucun engagement avec le Pacha.

Le 17 septembre, Thiers envoyait une dépêche à Guizot le mettant au courant des nouvelles du Levant. Le Pacha ne ferait pas d'autres concessions ; pour avoir plus, il faudrait user de la force ; or, il y avait certains moyens « auxquels la France s'opposerait certainement ».

Thiers ajoutait confidentiellement : Le Pacha « a fait cette concession pour obtenir notre appui et nous engager tout à fait à sa cause. C'était son intention évidente. Maintenant, après l'avoir poussé jusque-là, il y a pour nous une sorte d'engagement moral de lui prêter notre appui, lorsqu'il se renferme, à notre demande, dans les limites de la raison et de la modération ».

Thiers oubliait d'ajouter qu'il y avait pour la

France peut-être plus qu'un engagement moral, puisque Walewski avait obtenu ces concessions et la renonciation d'attaquer le Taurus contre la promesse qu'au printemps la France appuierait les revendications égyptiennes de tout le poids d'une médiation armée.

Le Gouvernement de Thiers, après le Gouvernement de Soult, en retenant le Pacha, s'engageait vis-à-vis de lui. La France n'allait pourtant pas tenir ses engagements, le roi Louis-Philippe estimait sans doute que Mohamed-Ali n'était pas un assez grand seigneur pour valoir un dérangement.

Thiers désirant ne pas attendre le printemps pour reprendre sa place dans le concert européen, proposait à Guizot de faire concéder au Pacha les territoires délimités le 15 juillet et d'attribuer à Ibrahim les trois autres villayets de Syrie.

De même, il suggérait à Bulwer (1), tout en se défendant de faire aucune offre officielle, que la France se vit appelée aux négociations sur la question égyptienne par une légère concession qui satisferait son amour-propre. Il se contenterait de voir accorder au Pacha, en plus de Saint-Jean d'Acre, le pachalyk de Tripoli. La France, en échange, consentirait à participer aux mesures coercitives. Elle rentrerait dans le concert européen au moyen d'une

1. Lettre à Palmerston, 18 septembre.

Note que la Sublime-Porte adresserait aux puissances, dans laquelle elle déclarerait consentir à quelques concessions afin d'obtenir l'union des grandes puissances en sa faveur.

Ceci prouve suffisamment que Thiers n'était pas un partisan du Pacha rien que pour la gloire de Mohamed-Ali; comme on le lui a reproché. Il avait surtout en vue la grandeur de la politique française ; si, avant la Convention de Londres, il avait soutenu la politique du Pacha, c'était dans l'espoir de relever le prestige de la politique de la monarchie de juillet, si ternie sur les échecs successifs d'Espagne de Belgique et d'Italie.

Aujourd'hui encore, il poursuivra le même but, et Mohamed-Ali n'était qu'un prétexte, un instrument qu'il abandonnerait, dès qu'il pourrait arriver au même résultat par d'autres moyens.

Seule la similitude d'intérêts entre la France et l'Egypte avait pu faire croire que la première se dressait en champion désintéressé de la seconde.

Mohamed-Ali lui-même s'était laissé convaincre de cette sympathie, et pour elle il avait consenti à des sacrifices dont la conséquence se trouvait être la situation à laquelle il était actuellement réduit. Il ne le verra que quand il sera trop tard.

Evidemment le Gouvernement Français ne cherchera qu'à empêcher l'entier accomplissement de la Convention de juillet. C'était dans ce but qu'il avait

tenté de s'opposer aux ratifications de la convention, tant à Berlin, Vienne, qu'à Constantinople. C'était dans ce but que Walewski avait obtenu des concessions de la part de Mohamed-Ali, et c'était pour continuer les tractations que la France voulait retarder toute action décisive, soit en empêchant le Pacha de traverser le Taurus, soit en faisant retarder les mesures de coercition jusqu'à l'hiver.

Thiers lui-même repoussait l'idée de masser la flotte française en vue de Candie, et d'y débarquer, si les alliés exécutaient leur action en Syrie. Une nouvelle « anconade », ainsi que l'appelait Palmerston, n'aurait pu que provoquer une action précipitée de la part de l'Angleterre (1).

Mais s'il désirait reprendre sa place dans le concert européen moyennant une concession, Palmerston se refusait obstinément à ne pas exécuter intégralement la Convention du 15 juillet.

Quand, le 19 septembre, Guizot voulut le convaincre de consentir à ce que la Porte accordât volontairement la Syrie au Pacha, il ne voulut rien savoir, donnant l'impression à l'ambassadeur Français que l'on ne pourrait négocier qu'en cas d'échec pour les alliés ; la démarche du Pacha leur ouvrait cette porte ; mais si les événements tournaient favorablement la Porte n'aurait rien à céder. Lord Pal-

1. Lettre de Bulwer à Palmerston, 18 septembre.

merston, toutefois, déclarait formellement : « Nous « ne voulons point faire et nous ne ferons pas la « guerre à la France », bien que Guizot lui eut fait remarquer qu'il était des cas « où la guerre peut « naître d'elle-même sans la volonté et contre la « volonté de tout le monde ».

Par une conséquence indirecte, la démarche du Pacha du 29 août n'eut comme résultat que d'éloigner de la France, les hésitants, de donner au Cabinet anglais une cohésion, qui lui fera prendre la résolution de suivre la politique du Foreign Office jusqu'au bout, et de n'accepter à consentir aucune concession ; et cela parce qu'on propagera l'idée que, sans les conseils de la France, Mohamed-Ali aurait cédé sur tous les points, et que les conditions qu'il posait lui avaient été inspirées par les agents français. Comme en juillet, on avait tablé sur la prétendue politique séparée de la France.

C'est le journal de Palmerston, le *Morning Chronicle* qui porta cette nouvelle accusation contre le Gouvernement français. Thiers, dans le *Moniteur Universel* fit répondre immédiatement. Il rétablissait la vérité, et, s'appuyant sur des lettres, il démontrait que c'était grâce à Cochelet et Walewski que le Pacha avait réduit sa demande à la Syrie ; faisant entendre d'ailleurs que cela « n'avait pas été obtenu gratis ».

Voyant que, malgré tous ses efforts, l'obstination

de Palmerston est irréductible, Thiers, revenant à la manière forte, déclarait : « Il n'y a pas d'extrémité « que je ne braverai plutôt que la France ne soit « humiliée ».

La France devait à tout prix intervenir dans la question d'Orient, sa dignité et son rôle dans le concert européen l'exigent. Cela était évidemment beaucoup plus la préoccupation de Thiers que de faire accorder au Pacha un territoire plus ou moins grand.

La diversité et le nombre infini des offres faites par le Cabinet des Tuileries en sont la preuve.

Guizot remit à Palmerston les lettres de Cochelet et Walewski ; il avait d'ailleurs reçu de Hodges directement la relation des événements du 29 août.

Le ministre anglais devant ces preuves se trouvait « assez embarrassé » de l'attitude qu'il avait prise à l'égard du Gouvernement français ; il était d'autant plus ennuyé qu'il perdait là une arme pour agir sur l'esprit de ceux de ses collègues favorables à l'intervention de la France (1).

Metternich, lui, voyait un danger à exclure la France de la politique orientale, même en ne comptant pas le risque d'une guerre ; si l'entreprise en Syrie échouait, la France trouverait là une revanche éclatante et son influence s'imposerait d'une façon

1. Lettre de Palmerston à Granville du 5 octobre.

indubitable ; il lui proposa donc d'adhérer à la convention de Londres lui reconnaissant la faculté de refuser de souscrire et de participer aux mesures de coercition. Les autres puissances s'engageant, en cas d'échec de leur action, d'envisager d'accord avec elle les mesures à prendre ; ce plan fut communiqué en septembre à Paris et le 8 octobre à Londres.

En Prusse, on était d'avis de satisfaire tout le monde et d'accepter la combinaison du Pacha.

Le Cabinet de Saint-James tint, le 29 septembre, les 1^{er} et 2 octobre, des conseils pour délibérer sur les avances à faire à la France et les concessions à faire au Pacha. Palmerston s'opposait énergiquement tant aux unes qu'aux autres, assurant à ses collègues que « le traité s'exécute et s'exécute facilement » ; d'ailleurs « comment le rétracter sans humilier l'Angleterre et l'Europe ? »

Nesselrode était du même avis ; il mettait une grande hâte à préparer, dans la Baltique, une escadre pour coopérer avec l'escadre anglaise en Syrie (1), se refusait de faire au Pacha la moindre concession (2), et repoussait la médiation de la France (3).

La Russie n'avait aucune raison pour être agréable à cette dernière puissance, bien au contraire, et sa

1. Lettre de Bloomfield du 12 septembre. Elle vaut à Nesselrode de chaleureux remerciements de Palmerston le 28 septembre.

2. Nouvelles de Saint-Petersbourg du 19 septembre.

3. Démarche de Barante auprès de Nesselrode, 25 septembre.

politique était aussi naturelle que l'obstination orgueilleuse de Palmerston peut paraître exagérée.

Les nouvelles reçues à Paris le 2 octobre étaient alarmantes. On apprenait le bombardement de Beyrout du 11 septembre, ainsi que le débarquement du 14, et la déchéance prononcée contre Mohamed-Ali à Constantinople.

Palmerston triomphait, et Thiers, de plus en plus inquiet, voyait le moment où il devrait sortir de l'inaction.

Aussi, le 4, Guizot était chargé d'aller demander au Foreign Office des explications au sujet des nouvelles qui venaient d'arriver, et dont la portée dépassait la convention du 15 juillet, où il n'était question, en effet, ni de débarquement ni de déchéance.

Le ministre anglais comprit fort bien qu'il ne fallait pas brusquer la France sous peine de graves complications, et surtout, pour l'achèvement de son triomphe, il devait se montrer rassurant.

Il tranquillisa l'ambassadeur au sujet de la déposition du Pacha. Celui-ci, repoussant les offres qui lui étaient faites, le Sultan reprenant sa liberté d'action lui avait retiré le gouvernement de l'Egypte ; pourtant cette mesure était prise surtout en vue de l'état de guerre, afin que les sujets du Sultan ne lui dussent plus obéissance ; c'était également une mesure d'intimidation, mais la Porte, pour cela, ne

« s'était point interdit tout arrangement avec Moha-
« med-Ali quant à l'Égypte ».

Palmerston reconnaissait bien qu'aucun débarquement n'avait été prévu, mais la convention avait pour but de rétablir en Syrie l'ordre et l'autorité du Sultan, et non de discuter ainsi que le proposait encore le Pacha.

Le ministre anglais ne cachait plus que la chute de Beyrouth devait faciliter l'insurrection suscitée par Wood, en lui servant de point d'appui ; et que grâce à cette insurrection la Turquie arriverait rapidement à ses fins et d'une manière plus sûre et plus efficace ; le procédé était également moins dangereux pour l'Angleterre que tout autre moyen.

D'ailleurs, le débarquement ne devait pas offenser la France, puisqu'il avait été effectué par des soldats turcs, encadré seulement de quelques marins anglais et autrichiens. Le Gouvernement Français ne devait donc pas prendre des mesures hâtives ni précipiter les événements.

Guizot ne peut s'empêcher de manifester son amertume que les choses aient été poussées si loin, et que l'Angleterre ait suscité seule « cette insurrection qu'on soutient sans qu'elle existe et que l'on « ne parvient pas à créer ».

Guizot eut pourtant la conviction que si Palmerston était résolu à exécuter la convention du 15 juil-

let intégralement et au plus vite, du moins il n'en dépasserait pas les limites.

Poursuivant son action, le 6 octobre, lendemain de cette entrevue, le ministre anglais notifiait aux Lords de l'Amirauté le blocus de l'Egypte. Ce blocus présentait ce caractère singulier de ne devoir s'appliquer qu'aux navires turcs et égyptiens.

L'Angleterre, en effet, avait à concilier sa politique brutale vis-à-vis du Pacha avec les intérêts de la Compagnie des Indes et ceux de ses nationaux en Egypte.

Les négociants anglais en Egypte étaient les principaux fournisseurs du Pacha, ils étaient payés en nature, des armes et munitions qu'ils lui procuraient ; or, s'ils ne parvenaient pas à exporter les denrées accumulées dans leurs magasins, c'était pour eux la ruine ; de plus, le blocus de l'Egypte équivalait à celui de l'Inde.

Hodges comprit la chose, et Palmerston aussi. En conséquence, Stopford reçut instructions de n'arrêter aucun navire marchand en dehors des navires turcs ou égyptiens.

Palmerston, dans une lettre du 13 octobre, expliquait à Ponsonby qu'il ne pouvait en être autrement, car le blocus commercial était un droit de belligérance, que n'avait pas l'Angleterre. L'escadre anglaise ne pouvait avoir qu'une action de police à exercer à l'égard de Mohamed-Ali, elle ne pouvait

s'opposer au passage des navires des autres nations. L'argument est fallacieux, car l'Angleterre pouvait fort bien interdire à ses nationaux le commerce avec l'Egypte, et exercer au nom du Sultan la police d'un blocus, même contre les puissances qui n'étaient pas parties à la convention de Londres.

En réalité, le blocus ne fut jamais appliqué.

Par les nouvelles du 2 octobre, Thiers voyait que l'exécution de la convention de Londres s'accomplissait plus rapidement qu'il ne l'avait supposé ; attendre au printemps pour paraître en armes serait arriver trop tard. En Europe, de par l'opposition de Palmerston, la France ne pouvait dignement reprendre sa place dans le concert européen ; il ne lui restait qu'une alternative, celle de peser ouvertement en faveur de Mohamed-Ali, et par son énergie obtenir les concessions dues à sa dignité de puissance, concessions que les négociations n'avaient pu lui donner (1).

1. Dans une lettre d'octobre 1840, Granville rendait bien la tournure que prenaient les événements ; il écrivait à Palmerston de ne pas se fier sur ce que la France ne serait en droit ni en état de faire la guerre. Depuis juillet, la presse déclarait maintenant que la convention de juillet était un affront à la France. Les affaires de Syrie avaient rallumé les colères. Les esprits étaient excités au point que si on n'arrivait pas rapidement à bout de Mohamed-Ali, le Gouvernement Français ne pourrait résister à la pression de l'opinion publique. Celle-ci exigeait que la France reprit sa place dans le concert européen pour le règlement entre le Pacha et le Sultan. Thiers alors devrait agir pour justifier les dépenses, et si on lui refuse l'action il démissionnera et sera

A cet effet, dès le 20 octobre, Thiers présentait au roi un projet tendant à activer les armements, à convoquer les Chambres pour qu'elles prennent part aux responsabilités du gouvernement si les événements se précipitaient, et à l'envoi d'une note à Londres par laquelle le Pacha dépossédé serait mis sous la protection de la France, et qui appuyait ses revendications sur la Syrie.

Louis-Philippe refusa d'abord de collaborer à ce plan, il craignait trop de se trouver contraint à la guerre ; et, justifiant toutes les assurances et les prédictions de Palmerston, il ne voulait entendre parler d'aucune mesure énergique.

Thiers, expliquant sa politique au Parlement, avait déclaré à la tribune qu'il voulait la paix avec dignité, mais « que le jour où il faudra la paix sans dignité, je me retirerai » (1).

Il estima que ce jour était venu, il présenta sa démission.

La position du roi devenait des plus délicates. Thiers avait pour lui l'opinion publique fortement excitée par les nouvelles. S'il se retirait, cela signifierait que Louis-Philippe acceptait, sans sourciller, les procédés de l'Angleterre, et consentait à voir

alors populaire au point que, seul son gouvernement, sera possible.

1. « La guerre peut éclater un jour, mais la paix sans dignité, jamais ». Discours du 15 août.

disparaître le nom de la France des affaires d'Orient
C'était une abdication.

Le duc de Broglie s'entremît, et parvint à faire accepter au roi et à son ministre une politique transactionnelle. Thiers consentait à demeurer au pouvoir, en appelant sous les armes une force de 639.000 hommes (1), en convoquant les Chambres pour le 28 octobre, et en rédigeant pour Londres un memorandum où la France poserait un *casus belli*, mais un seul : celui où Mohamed-Ali serait dépossédé de l'Égypte.

Elle abandonnait le Pacha quant à ses prétentions sur la Syrie.

Il fut convenu d'autre part que l'escadre française d'Orient serait rappelée à Hyères.

Thiers aurait désiré au contraire la faire croiser devant Alexandrie, mais le roi, prétextant que les hostilités pourraient se trouver engagées avant que les Chambres ne fussent réunies, sut lui faire accepter le rappel de l'escadre dans les eaux occidentales.

Cette mesure passa aux yeux de tous pour un acte de faiblesse. Et quand Thiers eut à justifier sa politique, il reconnut lui-même avoir agi de façon à donner une impression contraire à celle qu'il cherchait (2).

1. En juillet, 2 classes avaient été appelées sous les drapeaux. En septembre, 100 millions avaient été votés pour l'accroissement du matériel, ainsi que l'augmentation des effectifs.

2. Discours du 25 novembre 1840. Pourtant, le 12 octobre le

Le 8 octobre, sous forme de réponse au memorandum du 31 août de Palmerston, Thiers envoyait à Londres un long mémoire daté du 3. Celui-ci transposait au point de vue du Gouvernement Français l'interprétation des événements politiques qui se déroulaient depuis 1839. A la suite, venait la note contenant le *casus belli*, daté du jour.

Nous croyons devoir une fois encore résumer brièvement les faits exposés dans cette note, bien que nous les connaissions depuis longtemps, ainsi que les arguments des deux adversaires ; cela nous permettra d'envisager d'une manière succincte la politique constante dans ses grandes lignes suivie par les différents gouvernements des Tuileries, constante même dans la maladresse :

Palmerston, en 1839, avait proposé à la France d'envoyer en Orient une escadre franco-anglaise pour arrêter les hostilités, cette escadre devait ensuite forcer les Dardanelles dans le cas où la guerre amènerait les Russes dans le Bosphore.

L'Angleterre et la France étaient d'accord à ce moment sur ce qu'elles entendaient par conservation de l'Empire Ottoman : c'était « le préserver de la protection exclusive des armées russes ». Pour prévenir cette protection, elles devaient empêcher

bruit se répandit à Paris que le rappel de la flotte à Toulon avait pour but d'occuper les Baléares que l'Espagne ne pouvait défendre. Ces îles seraient restituées à la fin des événements en cours.

le vice-roi de menacer directement Constantinople.

La France accepta, mais, pour forcer les détroits, elle exigea un plan plus explicite et moins risqué que celui proposé par l'Angleterre.

Elle demandait qu'on ne risquât pas de provoquer un conflit avec la Russie en laissant les amiraux juges d'une opération aussi délicate. Elle estimait plus sûr de demander, d'avance, à la Porte l'ouverture des Dardanelles, au cas où l'éventualité d'ouvrir le Bosphore se présenterait pour elle. Si le Divan refuse, la France et l'Angleterre aviseraient pour que l'opération s'exécutât en toute sécurité (1).

A ce moment (27 juillet 1839), il n'était pas question d'enlever à Mohamed-Ali telle ou telle partie des territoires qu'il occupait, mais seulement de l'empêcher d'attirer les Russes dans le Bosphore.

La Russie, en août 1839, ne s'occupait guère non plus de Mohamed-Ali, elle se refusait à une conférence pour régler la question d'Egypte, seulement parce qu'une conférence lui ôterait le bénéfice du traité d'Unkiar-Kelessi. Elle voulait que le Sultan se décidât, hors de toute pression, mais peu lui importait la portion territoriale qui devait revenir au Pacha d'Egypte.

L'Angleterre avait fait une première proposition pour trancher le conflit et écarter le danger russe.

1. Discours de Thiers au Parlement, 27 novembre 1840.

elle offrait de laisser à Mohamed-Ali le pachalyk d'Acre héréditairement, moins la ville de ce nom. En 1840, elle renouvelait cette offre en la diminuant de l'hérédité.

Cela ne pouvait s'appeler une concession, ni pour la France, ni pour le Pacha.

Puis intervinrent les missions Burnow et le rapprochement anglo-russe, à la suite duquel l'Angleterre, oubliant que la Russie faisait l'objet de ses premières préoccupations, ne voulait plus voir que le Vice-Roi.

Le Gouvernement français n'ignorait pas qu'un arrangement entre les 4 Cours sans la France était possible, « mais il ne devait pas croire que cet arrangement aurait lieu sans qu'on l'en ait préalablement « averti ».

La dernière offre de Saint-Jean-d'Acre avait été si peu un ultimatum, qu'après qu'elle eut été faite Bulow et Neumann avaient laissé espérer à Guizot l'obtention de la Syrie viagèrement.

L'Angleterre avait cherché à justifier sa politique contre le Pacha au nom du principe de l'intégrité de l'Empire Ottoman. C'était une curieuse conception du maintien de l'intégrité que celle qui consistait à enlever à la domination de la Porte, successivement : la Moldo-Valachie, la Grèce, l'Egypte et Acre.

Aucune de ces amputations ne touchait à l'intégrité de l'Empire Ottoman il suffisait d'y ajouter la

dépossession des trois pachalyks de Damas, Tripoli et Alep, pour qu'aussitôt d'un seul coup le principe se trouvât outrageusement violé.

Toujours l'Europe avait aidé à l'indépendance des portions de l'Empire qui s'en détachaient naturellement et d'elles-mêmes. Pourquoi cette fois-ci n'avait-on pas agi de même ?

« L'Egypte a-t-elle jamais véritablement été sous l'Empire Ottoman ? » Personne ne le pense, et personne n'espère voir dans l'avenir Constantinople gouverner à Alexandrie. Les 4 Cours alliées le savent si bien, qu'elles ont concédé sans hésiter l'hérédité de l'Egypte à Mohamed-Ali.

Leur politique dans le passé avait été de conserver à l'Empire Ottoman tout ce qu'il pouvait gouverner, et à maintenir le reste attaché par des liens de vasselage. C'était ce que la France avait voulu cette fois-ci encore.

Mohamed-Ali avait « fondé un Etat vassal avec génie et avec suite » ; s'il demeurait puissant, il serait pour la Porte un ferme soutien.

On pouvait lui enlever sans inconvénient les clefs du Taurus et l'Archipel : Adana et Candie, mais si on voulait lui reprendre les trois pachalyks de Syrie, c'était non seulement les livrer à l'anarchie sans profit même pour la Porte, mais encore, ce faisant, on appelait sur l'Empire Ottoman le seul danger réel :

l'intervention russe contre laquelle l'Angleterre avait proposé le forçement des détroits.

Appeler la Russie en Turquie pour conserver à la Porte trois provinces turbulentes, et cela au nom d'une intégrité déjà tant écornée, c'était « une manière singulière de pourvoir à ces grands intérêts ».

Voilà le résumé du memorandum.

Quelle que soit l'opinion qu'on puisse avoir de la politique française, cette partie du memorandum est, par sa justesse, la véritable condamnation de la politique intéressée de l'Angleterre vis-à-vis de l'Egypte.

Thiers poursuivant, affirmait qu'on n'avait pas le droit de compter sur l'adhésion passive de la France « à l'exécution de ce traité » : « Elle a déclaré qu'elle « s'isolerait des 4 puissances si certaines résolutions « étaient adoptées. »

L'Angleterre, créant une coalition à Londres, n'avait fait que rompre l'alliance anglo-française qui, plus que le traité de juillet, était une garantie du maintien de l'intégrité de l'Empire Ottoman.

La Note contenant le *casus belli* venait à la suite de ce memorandum, et en était en quelque sorte le complément.

La note était du 8 octobre, alors que le memorandum était daté du 3.

Cette note, à l'origine, devait poser brutalement

le *casus belli* de la France : c'était le maintien de la déposssession du Pacha. Le Cabinet français entier avait été de cet avis.

Elle fut modifiée à la suite d'une entrevue dans laquelle Granville fit part au Premier Français des explications données par Palmerston à Guizot le 4 octobre, et qui atténuaient l'impression produite par la nouvelle de la déchéance du Pacha ; Thiers consentit à poser son *casus belli*, non plus sous la forme crue d'un ultimatum, mais par une note spécifiant nettement les intentions de la France.

Elle affirmait que l'indépendance et l'existence de Mohamed-Ali étaient une des forces constituant l'équilibre européen. Il faisait partie de l'Empire Ottoman, et il avait assuré dans ses provinces une force inconnue ailleurs ; sa puissance non seulement empêchait le démembrement de l'Empire (démembrement dont profiteraient ses voisins immédiats, d'où rupture de l'équilibre), mais encore son action en Méditerranée et dans la mer Rouge était nécessaire pour le maintien des forces égales en Europe.

La déchéance de Mohamed-Ali constituait donc pour la France une rupture du fameux équilibre des puissances : « une atteinte à l'équilibre général de l'Europe ».

Car, à la place du Pacha, la Porte en nommerait un et plusieurs autres, qu'elle saurait peut-être tenir sous sa dépendance, mais qui, par leur mauvaise

gestion, affaibliraient l'ensemble de l'Empire et ainsi rompraient l'équilibre.

La France déclarait donc, qu'elle ne pourrait « consentir à la mise à exécution de l'acte de déchéance prononcé à Constantinople ». Pour elle, l'action en cours ne pouvait avoir d'effets que dans les limites des frontières de Syrie ; elle estimait par contre qu'il était nécessaire de « garantir l'indépendance de l'Egypte ».

« La France espère qu'on appréciera en Europe le motif qui l'a fait sortir du silence. On peut compter sur son amour pour la paix... mais (par-dessus tout) elle aspire à maintenir l'équilibre européen ».

La déchéance du Pacha constituait un des cas pour lesquels la France avait réservé sa liberté d'action ; sa mise à exécution amènerait l'intervention, et avec elle toutes les conséquences qui pourraient en dériver.

Palmerston sentit à ce moment que le terrain était fort glissant et que, malgré toutes ses affirmations, la France, entraînée par l'opinion publique, pourrait même, diplomatiquement, prendre une attitude hostile qui envenimerait les rapports entre Paris et Londres.

Le 8 octobre, quoique convaincu que la guerre n'éclaterait pas, il estimait nécessaire de prendre quelques précautions, et il écrivait à Granville de se rendre auprès du roi afin de lui faire entendre

des conseils de prudence. Il ne fallait pas laisser Louis-Philippe sous l'influence exclusive de Thiers ; on devait la contrebalancer, sans cela il se laisserait peut-être entraîner par le courant belliqueux.

Le ministre anglais craignait aussi de voir l'Autriche et la Prusse, devant une attitude résolue de la France, hésiter à déclancher un conflit pour une question secondaire à leur point de vue ; l'Angleterre serait alors obligée, soit de faire des concessions, ce que Palmerston ne pouvait accepter, soit de se trouver isolée dans un conflit avec la France, et cela, non plus, ne pouvait convenir au Foreign Office.

La veille, Palmerston avait en effet reçu une lettre de Vienne du 30 septembre, dans laquelle Beauvale lui faisait savoir que Metternich avait instruit l'inter-nonce à ne participer à aucune mesure dépassant les limites de la convention de Londres, telle que la déchéance du Pacha. Le Chancelier d'Autriche prudemment voulait limiter son intervention en Orient, et se refusait à se laisser entraîner par elle dans une guerre européenne.

Granville devait d'abord montrer au roi que la dépossession de Mohamed-Ali relevait du droit souverain du Sultan ; par suite, aucune intervention ne serait possible sur ce point, qui ne serait en contradiction avec les déclarations de la France au sujet

de l'indépendance et l'intégrité de l'Empire Ottoman.

Palmerston avait un trop gros intérêt à se tenir dans les limites du droit, *stricto sensus*, pour accepter de concéder à Mohamed-Ali, en droit une parcelle de la souveraineté sur l'Egypte, qu'il détenait en fait, comme les beys mamelouks l'avaient détenu avant lui.

Seule la souveraineté de droit, si caduque et inopérante qu'elle fût, pouvait convenir au ministre anglais.

La France pouvait à ce moment, pour défendre le Pacha, préparer deux choses également mauvaises, selon Palmerston, et il fallait en convaincre le Roi pour qu'il les prévint : soit une « anconade » (en l'espèce un débarquement à Candie, ou même en Syrie), et celle-ci serait injustifiée car les puissances avaient agi suivant des principes admis par la France, qui avait refusé de les appliquer de concert avec les autres Cours ; elle ne pouvait donc intervenir seule aujourd'hui, et encore moins se saisir d'une position appartenant à un souverain dont elle déclarait garantir l'indépendance.

Ou bien encore la France pouvait se poser devant les quatre puissances, et leur déclarer ce qu'elle permettrait et ce qu'elle ne permettrait pas qu'on fit.

Si cette déclaration était faite sur un ton civil, il y serait répondu de même ; mais si, au contraire, elle

faisait des injonctions hautaines, la guerre, d'après Palmerston, s'en suivrait infailliblement.

Car, ou bien les puissances passeront outre à ses défenses, et ce sera la guerre ; ou bien, n'ayant pas l'intention de faire ce que la France ne permettait pas, elles ne le feraient pas, mais répondraient à la France sur le même ton qu'elle aurait pris pour leur parler ; d'où un choc de mots blessants, et des mots aux coups la distance n'est pas bien grande « a war of words, is not far from a war of blows ».

Evidemment, Palmerston ne voulait pas avoir à se trouver en face d'un acte nettement hostile, fut-ce même un acte diplomatique, car celui-ci risquerait d'amener la dislocation de la coalition de Londres, et par suite sa capitulation.

Mais Louis-Philippe n'avait pas perdu son sang-froid, et les conseils étaient superflus. Le roi avait exigé de Thiers le maximum de concessions, et ce qui restait ne pouvait offenser personne, car même Palmerston ne croyait pas à la déchéance définitive du Pacha. Le *casus belli* de Thiers n'en était pas un en réalité ; mais si modérés que fussent les termes de la note, Thiers y attachait la plus grande importance, comme il l'expliquera au Parlement les 20 et 27 novembre ; par elle, il entendait sauvegarder l'indépendance du Pacha dans la plénitude de la souveraineté que celui-ci détenait de fait et qui fai-

sait de lui un souverain réellement indépendant et susceptible d'être l'allié de la France.

Le 10 octobre, Palmerston reçoit la note (datée du 8), et le 15 il écrit à Ponsonby pour le mettre au courant de l'attitude à prendre au sujet de la déchéance du Pacha.

Le ministre admettait naturellement la nécessité et l'utilité d'avoir déposé Mohamed-Ali ; néanmoins, tout le monde était d'accord pour demander à la Porte, en vertu de l'article 7 de l'acte séparé du 15 juillet (1) de réintégrer le Pacha dans son pachalyk d'Egypte, et d'en accorder l'hérédité à ses enfants.

Le Sultan devait faire connaître au plus tôt ses intentions au Pacha.

Cette lettre fut communiquée au Gouvernement français, mais ce n'était pas la réponse officielle à la note du 8 octobre. Palmerston se bornait à y joindre ses regrets de voir la France se tenir à l'écart de l'action entreprise par les alliés.

Thiers, après l'envoi de la note du 8 octobre, cherchait encore un moyen pour entrer en négociations avec l'Angleterre au sujet du Pacha. Peut-être craignait-il qu'au dernier moment le roi ne le suivit pas dans sa politique d'intimidation, ou simplement

1. Par lequel il était prévu (art. 7) que les puissances pouvaient donner des conseils à la Sublime-Porte, au cas où Mohamed-Ali se soumettrait aux conditions du traité de Londres.

voulait-il aussi éviter l'éventualité d'une rupture avec l'Angleterre.

Le 15 octobre, il entretenait Granville de la situation, lui faisant entendre que les Chambres étaient convoquées pour prendre leurs responsabilités en cas d'événements graves, mais que si le 28 des négociations étaient en cours pour amener une entente entre la France et les signataires de Londres sur la base des concessions faites par le Pacha et obtenues par la France, il ajournerait la session à deux mois après, après avoir obtenu approbation des dépenses faites pour mettre le pays en état de défense.

Si aucune négociation n'était entamée, Thiers serait obligé de demander l'ouverture de nouveaux crédits et le rappel de l'armée d'Afrique.

Le ministre français espérait toujours qu'une longue résistance du Pacha lui donnerait le temps de prendre ses dispositions.

Palmerston se contenta de répondre très amicalement le 20 octobre, que la situation depuis juillet n'avait subi aucune modification (cela voulait dire qu'aucune négociation entre la France et l'Angleterre n'était nécessaire), que par suite l'Angleterre espérait, malgré le dissentiment qu'il y avait entre elle et la France, que la paix serait maintenue, puisqu'il n'existait aucune cause de rupture.

Mais si Palmerston se refusait obstinément à engager des pourparlers avec la France, ces pourparlers

devant amener de sa part une concession quelconque sur les conditions délibérées le 15 juillet, du moins il ne tenait pas du tout à écarter cette puissance du concert européen.

Le 8 octobre, il soumit aux membres de la Conférence de Londres le plan que Metternich, le 31 août, avait proposé à Thiers (1) pour faire reprendre à la France sa place dans la conférence. Il proposait de rédiger une note par laquelle les puissances elles-mêmes suggéreraient à la France de reprendre sa place parmi elles en acceptant la convention du 15 juillet, tout en repoussant les mesures de coercition.

Les représentants de la Prusse et de l'Autriche répondirent qu'ils devaient demander à leurs Gouvernements des instructions.

Burnow fit une réponse toute différente, établissant bien toute la différence entre la politique anglaise et la politique russe. La première ne cherchait qu'à avoir le pas et à lutter d'influence avec la France, la deuxième cherchait plus la rupture définitive de l'entente anglo-française. L'envoyé russe déclarait qu'il ne lui serait sans doute pas possible de se rallier à la démarche que feraient les trois puissances auprès de Louis-Philippe, la France ayant toujours

1. Thiers avait demandé à ce sujet de plus amples explications.
Lettre de Granville à Palmerston 9 octobre.

fait la plus grande opposition à la convention à laquelle on voulait la rallier. D'ailleurs, il n'avait pas pouvoir d'agir auprès d'un gouvernement auprès duquel il n'était pas accrédité, et qui n'était pas partie à la convention.

Il estimait ensuite ne pouvoir envisager les mesures à prendre en cas d'inefficacité des mesures coercitives, alors que celles-ci s'exécutaient avec succès.

Il pouvait encore moins affirmer que ces mesures pouvaient être un danger pour l'Empire Ottoman, si elles étaient longues à accomplir, le danger dont il était question visant l'action russe dans l'Empire Ottoman, dont l'accord était parfait avec Saint-Pétersbourg.

Simultanément, Nesselrode envoyait à toutes les Légations une copie de la convention de Londres avec une note expliquant combien elle était conforme à l'intérêt du Sultan et combien elle respectait sa souveraineté. Par là, il voulait combattre la politique française qui cherchait à créer un mouvement de méfiance contre les quatre puissances signataires.

En France, l'entente entre le roi et son ministre ne fut pas de longue durée. Thiers voulait que le discours du trône fût en conformité aux mesures de guerre prises par lui, et faire allusion à l'appel de la classe 1840, et de déclarer que l'indépendance du Pacha d'Égypte devrait être regardée comme un élément de l'équilibre européen. Le roi se refusait. Il

voulait éviter tout ce qui pourrait envenimer les rapports de la France avec les autres puissances ; plus que Palmerston, il craignait de passer d'une guerre de mots à une guerre de coups. Thiers donna sa démission, elle fut acceptée, le danger pour le roi était moins grand. Les esprits s'étaient calmés et les Chambres étant convoquées, il pouvait éloigner Thiers sans danger.

Guizot fut rappelé de Londres et chargé avec Soult de constituer le ministère qui devait éviter la guerre. Si Thiers passait pour vouloir la guerre à tout prix, quoique, ce ne fut aucunement son idée, Guizot sera au contraire pour la paix à tout prix ; avec lui, la France abandonnait entièrement Mohamed-Ali, renonçant à faire de la question d'Orient l'occasion qui devait redonner du lustre à la politique de la Monarchie de Juillet ; on se contenterait du moindre prétexte pour reparaitre au concert européen, oubliant les procédés dédaigneux (pour ne pas dire plus) de Palmerston, et le traité de Londres.

CHAPITRE X

DE LA REDDITION DU PACHA

En Orient, les événements se précipitaient maintenant. Les Turcs, poussés par Ponsonby, faisaient montre d'une énergie peu coutumière. Les envois d'argent pour la Syrie se succédaient : le 8 octobre 15.000 livres sterling pour Beyrouth, le 9 le Sultan, sur sa liste civile, envoyait 9 millions de piastres (plus de deux millions de francs) 8.000 hommes allaient rejoindre les autres troupes, et 5.000 fusils étaient expédiés pour être distribués aux insurgés.

Sur les conseils de l'ambassadeur d'Angleterre, le blocus était étendu aux navires de guerre ; il fallait, par cette mesure, empêcher l'escadre française d'aller à Alexandrie donner son appui au Pacha.

En Syrie même le succès avait déserté le camp d'Ibrahim ; la maladie et les privations furent d'un grand secours aux Alliés, venant compléter les effets des canons de la flotte qui interdisaient aux Egyptiens tout le littoral, alors que l'insurrection leur rendait la situation intenable à l'intérieur.

De plus, il faut l'avouer, Ibrahim ne déploya pas la maîtrise qu'on était en droit d'attendre de lui. Oubliant la tactique qui lui avait valu la victoire de Nézib, le général égyptien méconnut la puissance de la concentration des forces.

Au lieu de réunir une puissante armée à opposer aux envahisseurs, il avait dispersé ses effectifs dans toute la Syrie. De nombreuses troupes garnissaient le passage éventuel du Taurus, alors qu'une attaque de ce côté-là était peu probable ; des garnisons étaient laissées dans les villes de l'intérieur pour tenir les populations en respect, ce qui n'empêchait pas le contingent de Osman de se faire battre par les montagnards et Béchir de passer aux Anglais, qui, pour le récompenser, l'exilèrent à Malte.

Ibrahim avait aussi disséminé ses forces sur tout le littoral.

Derrière Beyrouth même, au lieu d'opposer à l'agresseur une masse de 15.000 hommes, il avait divisé son armée en trois corps de 5.000 chaque.

Les choses restaient en l'état jusqu'aux premiers jours d'octobre. Mais les Anglais étaient pressés d'agir, une solution prompte devenait nécessaire pour éviter une action de la Russie et une immixtion de la France.

Ils se décidèrent à attaquer Ibrahim à Calas-Méidat ; le 9 et le 10 octobre, les Druses tournèrent

les Egyptiens pendant que les Anglais les attaquaient de front.

Pris entre deux feux, ils résistèrent quatre heures durant, puis ce fut la panique et l'irréversible débandade. Comme la force turque avait sombré à Nézib, la force égyptienne semblait en quelques heures. Cette défaite eut un effet moral encore plus désastreux.

Dès ce moment, les villes allaient tomber une à une sans présenter de résistance.

Soleyman, à la nouvelle de la bataille, était parti à la recherche d'Ibrahim, confiant le camp de Beyrout à Sadik-bey, qui, attaqué, n'opposa aucune résistance ; le 10, l'ennemi s'empara de la ville.

Si Sadik fut un lâche, il convient de rappeler le nom de Hassan-bey, chargé de la défense de Saïda ; malgré l'occupation de la ville, livrée par trahison, il se défendit avec acharnement, luttant de maison en maison. Il y eut aussi d'autres résistances honorables à Batroum, Tortose et à Tripoli.

A la fin octobre, les Egyptiens ne tenaient plus sur la côte qu'Acre et Tripoli.

La montagne était en insurrection, et de la montagne à la mer il n'y avait plus un seul Egyptien.

Ibrahim essaya à Balbek de réorganiser la résistance, il était trop tard, sa première défaite avait mis la trahison dans ses rangs.

Les Anglais faisaient chaque jour de nouveaux

progrès. Le 1^{er} et 2 novembre, ils décidèrent l'attaque de Saint-Jean-d'Acre par mer.

Ils ouvrirent un bombardement sur la ville. Le soir, les troupes ennemies l'évacuèrent, après l'explosion du principal magasin de munitions. Cela fut encore dû à la lâcheté des officiers, car la place était en état de résister au moins six mois. Seul le colonel Schultz avait voulu la défendre. Les Anglais y firent 3.000 prisonniers.

Après le départ des consuls (23 septembre), Mohamed-Ali continua à se montrer confiant ; il parlait de l'échec de l'expédition anglaise ; en réalité en Egypte tout le monde était las, même le Pacha. Celui-ci envoya à Constantinople une offre de médiation faite par la France. Il espérait que la Porte accepterait et ferait accepter cet arrangement par les puissances alliées.

Malgré les efforts de Walewski, Réchid répliqua qu'il ne dévierait pas de la Convention de Londres.

Mohamed-Ali comptait fermement sur Ibrahim et sur Béchir. La prise de Beyrouth et la défection de Béchir furent un coup rude pour lui ; Cochelet, pour l'encourager, lui promettait sans cesse l'appui de la France.

Mais, d'autre part, chaque fois qu'il voulait faire sortir sa flotte, les agents français l'en dissuadaient de peur que ce pas amenât une intervention de l'escadre française avec toutes ses conséquences.

Pendant tout le mois d'octobre, on continuait fiévreusement à mettre Alexandrie en état de défense. Des fortifications étaient érigées et la concentration des troupes d'Arabie s'y effectuait.

Mais c'en était fait de l'énergie si brillante du Pacha, les mauvaises nouvelles l'abattaient. La France lui paraissait de jour en jour moins décidée à l'appuyer effectivement, et c'était sur elle surtout qu'il avait compté et qu'il était en droit de compter. La note du 5 octobre lui faisait prévoir de nouvelles renonciations. Le 7 novembre, il s'adressait une dernière fois à la France écrivant directement au Roi. Peu de jours après (22 novembre) le marquis de Beaufort apportait aux agents français les instructions du Cabinet Guizot.

Le Pacha comprit à ce moment que, malgré tout ce qu'il avait fait, soit après Nézib, soit depuis le 16 août 1840, pour servir la politique de la France, et malgré même les promesses qu'elle lui avait faites, la France ne ferait rien pour lui. Il jugea inutile de s'opposer plus avant aux désirs des 5 puissances coalisées contre lui ; pour arrêter et l'effusion de sang et les frais énormes, il se décida à entrer en négociations.

Justement ce même jour (22 novembre), les Anglais se trouvaient à portée.

Napier était devant Alexandrie et en communication avec Boghos-bey, secrétaire d'Etat aux Affaires

étrangères, au sujet d'un échange de prisonniers.

Walewski a été prié de rédiger la réponse à la demande des Anglais. En la portant au Pacha, il l'informa de son départ, sa mission, n'étant pas compatible avec les vues politiques du nouveau ministère.

C'était l'abandon ; Mohamed-Ali n'hésita plus à entrer en pourparlers immédiats avec le commodore anglais ; il lui envoya une réponse différente de celle que venait de lui proposer l'agent français, à qui il dit fort justement : « Si M. Thiers était aux Affaires, « je ferais tout ce que vous voudriez, mais il est évident que le nouveau ministère m'abandonne, il « faut que je pense à moi. »

Le Pacha n'en dit pas plus long et ne fit pas le moindre reproche à « son ami » le Roi Louis-Philippe, « du Juste Milieu » qui, en trahissant la cause égyptienne, trahissait sa propre gloire, et, chose beaucoup plus grave, acceptait de voir rabaisser le prestige de la France.

Dans sa note à Napier, le Vice-Roi ne cacha pas son désir de causer. Il chercha d'abord à se décharger de la responsabilité des hostilités en cours. Boghos écrivait que Son Altesse « s'était déjà soumise « aux dispositions du traité qui lui concédait héréditairement le Gouvernement de l'Egypte. S. A. s'était seulement réservé de solliciter de la Sublime-Porte la faculté de joindre à cette première concession le Gouvernement viager de la Syrie ».

« Au lieu de répondre à cette demande, on en est venu à des hostilités ». Son Altesse demeurait convaincue que les torts n'étaient pas de son côté. A tel point que quand les mesures de guerre furent prises contre lui, la flotte ottomane se trouvait sous voile pour regagner le Bosphore. »

Quant à la Syrie, le Vice-Roi s'était cru en droit d'attendre la réponse que lui ferait la Sublime-Porte. Son esprit demeurait conciliant à tel point que même après qu'on l'eut attaqué il avait consenti à la médiation de la France.

Cette note surprit un peu Napier, mais, ambitieux et impatient d'arriver aux plus hautes fonctions par un coup d'éclat il songea que s'il rapportait la soumission du Pacha, s'il réussissait là où les représentants des 4 puissances avaient échoué, on ne pourrait que le récompenser brillamment.

Il n'était venu que pour négocier un échange de prisonniers et ne disposait que de trop faibles forces (6 vaisseaux) pour s'attaquer à Alexandrie, si le Pacha était résolu à se défendre. Mais comme il voyait que Mohamed-Ali faiblissait, il pensa avec raison que par pression et menaces il pourrait obtenir sa soumission.

A toute vapeur, il força les passes du port, et vint ancrer devant le palais du Vice-Roi ; les canonnières des forts furent tellement surpris qu'ils ne tirèrent

pas un seul coup de canon ; certains même, achetés dit-on, enclouèrent leurs pièces.

Napier, une fois en présence du Vice-Roi, l'enjoignit à se soumettre à l'ultimatum des puissances sous peine de voir la ville brûlée !

Le Pacha n'était pas pour avoir peur, il savait que Napier n'avait pas de forces suffisantes pour occuper efficacement le port et bombarder une ville défendue. La menace ne porta pas ; Napier dut sortir du port d'Alexandrie qu'il parlait de bombarder ; puis connaissant son infériorité, il revint à d'autres sentiments et consentit à reprendre les négociations engagées par la note du Pacha.

Enfin, le 27 novembre, fut signée une convention dans laquelle ce dernier s'engageait à restituer la flotte et à évacuer la Syrie, aussitôt qu'il serait officiellement investi de l'Egypte à titre héréditaire.

Mohamed-Ali agissait sagement, il manquait de nouvelles d'Ibrahim depuis près d'un mois. Il avait appris la retraite des troupes et la lutte de harcèlement que leur livraient les montagnards. Il se doutait bien, puisque toute résistance s'effondrait en Syrie, que c'en était fait de ses prétentions sur ces provinces.

La Sublime-Porte se serait peut-être rendue à ses arguments s'il en était demeuré maître ; aujourd'hui que ses armées étaient battues, l'argument de

fait, si puissant dans la politique, disparaissait ; il était lui-même convaincu qu'il n'avait plus le droit d'émettre des prétentions sur des provinces qu'il n'était pas à même de défendre.

Autant valait finir le conflit de suite et accepter les conditions qu'on lui avait faites en août, et qui au moins assuraient aux siens, légalement, une possession qu'après sa mort ses enfants auraient peut-être eu à défendre les armes à la main. Plus tôt il se soumettrait, plus il épargnerait son armée et plus solidement serait assise sa souveraineté sur l'Egypte.

D'ailleurs, il gardait la flotte en gage du bon vouloir du Sultan. Il ne perdait, par cette convention, que ce qu'il avait perdu par les armes et ce qu'il ne pouvait plus récupérer, puisque la France au printemps ne serait pas là pour l'appuyer, ainsi que Thiers le lui avait permis.

Napier quitta Alexandrie, heureux de son facile succès. Il croyait avoir mérité la reconnaissance de son Gouvernement ayant fait aboutir en quelques jours une négociation qui traînait depuis des mois. Mais l'amiral Stopford fit bientôt comprendre à son subordonné qu'il avait dépassé ses pouvoirs et que l'Angleterre n'entendait plus laisser au Pacha même l'Egypte. Puisque Beyrouth avait été prise, pourquoi Alexandrie ne le serait-elle pas ? et pourquoi ne maintiendrait-on pas la déchéance d'un homme

aussi dangereux pour la Porte que pour le repos de l'Europe ?

Le 2 décembre, Stopford écrivait donc à Mohamed-Ali une lettre par laquelle il désapprouvait la démarche de Napier, qui « n'était nullement autorisé « à passer une pareille convention, que celle-ci « d'ailleurs devait, pour être valable, être approuvée « et certifiée par lui Stopford ».

Cette attitude correspondait assez à la nouvelle politique du Foreign Office.

Depuis que Thiers n'était plus au pouvoir, Palmerston n'avait aucune raison pour ne pas agir à sa guise.

La guerre n'était plus à craindre, peu importait donc que la France boudât plus ou moins longtemps. Elle ne pouvait compter qu'autant qu'elle aurait été prête pour l'action ; mais puisqu'elle était résolue à une attitude platonique, mieux valait bien faire les choses pendant qu'on y était. L'intransigeance, si chère à Ponsonby, devenait le mot d'ordre.

Guizot, quoi qu'il ait consenti, comme ambassadeur, à collaborer avec le ministère au pouvoir, était, en quelque sorte, le chef de l'opposition ; aussi, après la démission de Thiers, il fut rappelé en France en vue d'une nouvelle combinaison ministérielle. En prenant congé de Palmerston, il l'assura qu'il chercherait un terrain d'entente pour la question d'Orient. Palmerston qui pensait que le meilleur

leur gage de paix, était la démission de Thiers, parla du maintien de Mohamed-Ali en Egypte, à condition que la Syrie fit retour au Sultan. Guizot objecta que puisque les puissances, qui d'abord avaient été pour le maintien du *statu quo*, avaient changé leur politique elles devaient, pour faciliter le retour de la France dans le concert européen, modifier le traité de Londres; mais d'après Palmerston, les puissances n'avaient modifié leur point de vue que parce qu'elles étaient convaincues que le *statu quo* contenait en germes de trop grosses causes de discorde et les plus grands dangers pour la paix européenne. La France, au contraire, n'avait maintenu son point de vue que par amour-propre.

Les puissances ne pouvaient faire plier des considérations politiques aussi importantes à des considérations d'un intérêt secondaire. Pour son compte, Palmerston n'était donc disposé à faire aucune avance de réelle valeur pour appeler la France au règlement définitif de la question d'Orient.

Bien mieux, le 2 novembre, il répondait officiellement à la note française du 8 octobre, sur un ton assez différent de celui qu'il avait employé pour rédiger ses instructions à Ponsonby. Il déclarait le Gouvernement de la Grande-Bretagne entièrement d'accord avec le Gouvernement français, pour estimer que l'Empire Ottoman en tant que facteur de l'équilibre européen devait étendre ses possessions de la

mer Noire à la mer Rouge, et que l'indépendance de l'Egypte était aussi importante que celle du Bosphore.

Mais là où l'accord cessait, c'était sur le point de considérer le Pacha d'Egypte comme un élément de cet équilibre.

Le Cabinet français estimait que Mohamed-Ali était un élément de force pour l'Empire Ottoman. Le Foreign Office considérait au contraire le Pacha comme un sujet rebelle, se servant, contre son suzerain, de l'autorité que celui-ci lui avait déléguée, et des ressources d'une partie de l'Empire pour lutter contre lui. Il était donc manifestement une cause d'affaiblissement tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.

Et si l'équilibre européen se trouvait rompu c'était plutôt du fait du Pacha.

L'attitude hostile de Mohamed-Ali avait en effet troublé la paix de l'Europe, et mis en danger l'indépendance de la Sublime-Porte (1).

La limitation des territoires dans lesquels devait être enfermée l'autorité de Mohamed-Ali était justement la question à discuter pour que le Pacha devint

1. Dans sa correspondance particulière, Palmerston ne cachait pas qu'il estimait que le conflit actuel en évitait un autrement grave; car si on avait laissé au Pacha la latitude de devenir une puissance maritime (même secondaire) il se serait allié à la France, et l'Angleterre n'aurait pu éviter une guerre maritime pour reprendre la maîtrise de la Méditerranée (lett. des 3, 15 et 28 novembre).

réellement un élément de puissance et cessât d'être un élément de trouble pour l'Empire.

Mais toutes ces considérations, soit du point de vue français, soit du point de vue anglais, ne pouvaient que régler les conseils que les puissances avaient à donner à la Sublime-Porte, et limiter l'assistance qu'elles lui accordaient. Il n'en demeurerait pas moins incontestable que le Sultan avait le droit de nommer celui de ses sujets qu'il lui plairait pour gouverner une portion de son territoire, sans que les puissances aient un droit d'intervention ou de contrôle dans « l'exercice discrétionnaire d'un droit « inhérent et essentiel aux attributs de la souveraineté indépendante ».

Le premier ministre ajoutait d'ailleurs, tant la chose était évidente, que cette question de principe pouvait n'avoir en pratique aucune conséquence dans les événements en cours, mais la Grande-Bretagne ne voulait pas moins éviter toute équivoque sur cette question.

En effet, à ce moment, Palmerston pouvait craindre que la France, en exigeant le maintien du Pacha, ne créât, en quelque sorte, un précédent de protection sur la souveraineté de ce dernier en Egypte.

Il était bon de rappeler à ce moment-là que le seul souverain en droit de l'Egypte demeurait le Sultan, et que Mohamed-Ali n'était qu'un gouverneur ayant des pouvoirs délégués.

Mais l'Angleterre se rendait bien compte que la question de principe pouvait n'avoir aucune importance pratique pour l'instant, en face de la souveraineté de fait du Pacha; celui-ci demeurerait maître d'un pays que la Porte, à elle seule, ne pouvait manifestement pas lui reprendre.

Les puissances et la Porte elle-même, étaient bien obligées de le reconnaître, puisque, le 15 juillet, elles avaient consenti à ce que, pour l'Egypte, le Sultan renonçât (ce qu'il avait fait déjà depuis plus de deux siècles) à « l'exercice discrétionnaire d'un droit « inhérent et imprescriptible aux attributs de la souveraineté indépendante », en s'interdisant justement de nommer « lequel de ses sujets qu'il lui « plaira pour gouverner une portion de son territoire. L'hérédité du Gouvernement de l'Egypte « enlevait, à ce point de vue, tout droit au Sultan, « qui devrait désormais confirmer seulement au « Gouvernement de cette province les descendants « du Pacha.

Nous n'insisterons pas plus, et ne développerons ce point de vue que dans les commentaires des firmans qui concéderont l'Egypte héréditaire au Vice-Roi.

Stopford recevait, le 14 novembre, des instructions conformes à la note du 2 novembre, où l'Angleterre se défendait de s'immiscer dans le maintien ou non du Pacha, en vertu des droits souverains de

la Porte. On comprendra donc que, le 27 novembre, l'amiral crut devoir refuser la convention de Napier.

Le 18 novembre, Bourqueney, à Londres, demanda des explications au sujet de la note du 2 novembre. Lord Palmerston le rassura en lui affirmant que sa note n'avait pour but que de répondre, au sujet de l'équilibre européen, à certains arguments du memorandum français du 8 octobre qu'il ne pouvait accepter, mais pour le surplus : « mes précédentes déclarations subsistent, je n'en rétracte aucune, Mohamed-Ali est encore libre de conserver l'hérédité. « Si on a tiré de ma dépêche du 2 novembre une « conclusion contraire je la désavoue ».

Palmerston pouvait d'autant plus aisément donner cette affirmation que, le 14 novembre, après accord avec les membres de la conférence, pressés de terminer l'affaire, il donnait ordre aux Lords de l'Amirauté d'envoyer des instructions à Stopford pour qu'il fit une nouvelle pression sur le Pacha, lui promettant l'appui des puissances pour être réintégré dans le Gouvernement de l'Égypte si, dans les trois jours, il consentait à rendre la flotte et à faire évacuer la Syrie. Le Pacha devrait remettre sa réponse à l'officier anglais qui lui ferait la proposition, par lettre sous cachet volant contenant sa soumission à la Sublime-Porte, afin qu'il pût être constaté qu'il s'agissait bien d'une soumission absolue, et non pas d'une contre-proposition.

Stopford qui, le 2 décembre, avait refusé la convention Napier, se vit obligé le six d'envoyer un de ses officiers avec une copie de ces instructions (du 14 novembre) pour informer le Pacha que, contre une soumission immédiate, les quatre puissances promettaient « de recommander à la Porte que nonobstant le décret par lequel le Sultan a déclaré Mohamed-Ali déchu du Gouvernement de l'Egypte, elles le rétabliraient dans ce pachalyk.

Le Pacha, las de lutter, ne fit aucune difficulté pour se rendre aux conditions que lui faisaient les puissances. Le 11 décembre, il remettait au capitaine Fanshaw une lettre informant le Grand-Vizir qu'il était prêt à renvoyer la flotte aux ordres de la Sublime-Porte et qu'il expédiait un messenger à Ibrahim avec ordre d'évacuer Damas et faire route sur l'Egypte.

La différence avec la convention Napier n'était pas bien grande, et Mohamed-Ali voulait surtout en finir avec l'immixtion des puissances. Il devait ici se soumettre immédiatement et ne pas attendre comme dans les clauses du 27 novembre sa réintégration. De plus, les puissances ne lui parlaient pas de l'hérédité, mais il était tranquille, sachant bien qu'on ne pourrait pas plus lui enlever l'Egypte qu'on ne pourrait l'enlever à Ibrahim.

Le 11 décembre, Mohamed-Ali, confiant en la promesse des puissances, remettait donc son sort à la bonne volonté de la Porte.

Les événements de Syrie et la prise d'Acre (3 novembre) causèrent de grandes désillusions en France où on avait compté sur une longue résistance du Pacha, qui n'était donc pas aussi fort qu'on l'avait cru.

Depuis les défaites d'Ibrahim, il s'était produit un revirement dans l'opinion publique, qui permit à Guizot d'éviter la guerre ; désormais il sera satisfait pourvu que l'Angleterre et les autres puissances recherchent, moyennant un léger sacrifice, l'amitié de la France lui permettant ainsi d'être partie à l'acte final ; il spécifiera d'ailleurs que « ce n'est pas « l'étendue, c'est le fait même du sacrifice qui « importe ».

Si minime soit-il, il sera bon à prendre ; Mohamed-Ali n'existe désormais plus dans l'esprit des politiciens français, et le seul qui soutiendra encore sa cause sera Thiers, et cela pour la justification de sa propre politique, et pour la critique de la politique de ses successeurs.

Mais le Foreign Office ne cédera pas plus aux invites de Guizot qu'il n'avait cédé à l'attitude énergique de Thiers.

Il ne voulait pas que la France pût dire que c'était grâce à elle que Mohamed-Ali conservait l'Egypte. Celui-ci devait d'abord se soumettre, et d'elles-mêmes les puissances alors demanderaient à la Porte la réintégration du Pacha. Il ne voulait ni que la

France intervint, ni lui faire à ce sujet aucune promesse, parce qu'il ne voulait pas qu'elle pût se considérer comme la protectrice du Pacha. Cela ne pouvait pas convenir à l'Angleterre, et n'était pas compatible avec la qualité de sujet de la Porte que le Vice-Roi devait conserver (1).

Les armements de Thiers avaient rendu l'Autriche et la Prusse plus conciliantes, une menace de guerre pouvant amener des troubles dans leurs Etats fera qu'elles seront moins intransigeantes ; Metternich était d'avis d'accorder à Mohamed-Ali, légalement, ce qu'il détenait illégalement, et même l'hérédité, à titre de grâce. Les puissances devaient conseiller à la Porte tout « ce qui sera de nature à empêcher « le renouvellement de scènes qui, depuis, si long-temps, déjà, menacent de troubler la paix de « l'Europe (2).

Et « tout ce qui sera rendu sur le terrain légal (au « Vice-Roi) le Gouvernement français pourra se « l'attribuer ».

Metternich n'a pas les mêmes craintes que Palmerston, au contraire, il serait heureux de rendre au régime monarchique en France un peu de l'éclat qui lui fait défaut depuis quelques années. Louis-Philippe n'était peut-être pas un monarque légitime, mais c'était un monarque quand même, et cela suffi-

1. Lettre de Palmerston des 26 et 30 novembre 1840.

2. Lettre de Metternich à Saint-Aulaire du 23 octobre 1840.

rait pour que le Chancelier fut porté à le favoriser.

Déjà après la convention de Londres, il écrivait :
« Comment le Roi n'a-t-il pas saisi l'occasion si favorable que le conflit du Levant lui a offerte, de rétablir en sa faveur, ou ce qui est la même chose, en faveur du parti conservateur, une attitude de politique à 5 ». Pour Metternich, les intérêts dynastiques du Roi devaient passer avant les intérêts politiques de la France.

Et puis, toute concession faite aujourd'hui profiterait à Guizot, et au parti modéré que Metternich désirait également favoriser au détriment de Thiers et du parti libéral ; tout ce que Mohamed-Ali obtiendrait paraîtrait dû à l'action du Gouvernement conservateur.

Le 8 novembre, il écrit à Apponyi : « Je reconnais la nécessité que le Gouvernement puisse dire au pays : C'est moi qui ai sauvé le Pacha d'Egypte. Tout le monde se joindra à cette prétention et moi le premier ».

En s'offrant d'appuyer cette politique, il conseillait à Guizot de continuer à parler haut ; il faut que les concessions qu'on fera au Cabinet conservateur aient l'air d'avoir été emportées de haute lutte et non pas gracieusement, ce qui affaiblirait leur portée ; le Cabinet des Tuileries devra se montrer énergique et « il acquerra la force que prête aux hommes le succès, tout en laissant à l'autre (ministère) la

« responsabilité des limites dans lesquels il doit se
« renfermer, et que cet autre n'a même pas pu
« atteindre ».

« Que l'on restreigne la politique à l'Egypte, voilà
« le seul conseil pratique qu'il soit possible de don-
« ner, écrit-il encore (21 nov., à Apponyi).

Conformément à ces dispositions, Bourqueney recevait des ouvertures de la part des agents de Prusse et d'Autriche.

Après la perte de la Syrie, Metternich écrivait :
« Il n'y a plus un moment à perdre pour décider
« Mohamed-Ali à la soumission ».

C'était par ce joint que le Chancelier voulait ramener la France au milieu des puissances. Et pour la rassurer sur ses intentions, il déclarait à Saint-Aulaire que par égard pour elle, l'Autriche n'entreprendrait rien contre l'Egypte. Guizot était même autorisé à l'affirmer à la Chambre.

Esterhazy de son côté devait chercher à amener de Londres une déclaration par laquelle les puissances déclareraient qu'aucune tentative ne serait faite sur l'Egypte, sans que la nécessité et la convenance de la chose soient établies par les quatre puissances.

A Constantinople la convention Napier fut fort mal accueillie. La Porte, grisée par ses succès en Syrie, ne voyait pas pourquoi on s'arrêterait en si bon chemin, et pourquoi, après Beyrouth et Saint-Jean-d'Acre, on ne lui restituerait pas Alexandrie.

Elle déclara immédiatement à Ponsonby (1) et à ses collègues que la convention du 27 novembre était « nulle et de nul effet », et cela d'autant plus qu'à ce moment on annonçait qu'Ibrahim avait infligé une défaite aux montagnards, se montrant ainsi peu conciliant.

Le Sultan chargea son ambassadeur à Londres de déclarer que la convention Napier était pour lui comme non avenue, et que si, seulement par déférence pour les puissances, la Sublime-Porte consentait à faire des concessions à Mohamed-Ali, ce ne seraient que des avantages temporaires et que jamais elle ne pourra lui accorder l'hérédité de l'Egypte.

L'ambassadeur d'Angleterre qui avait provoqué la déchéance du Pacha appuyait la Porte dans ses résolutions et se montrait très sévère vis-à-vis de Napier. La Russie demeurait hésitante ; pour elle, si les difficultés entre la Porte et le Pacha se trouvaient terminées, son intervention n'était plus nécessaire, et l'Angleterre seule aurait profité de la convention de Londres ; quant à la Prusse et à l'Autriche, par lassitude, elles opinaient pour la réintégration de Mohamed-Ali.

Fanshaw arriva le 19 décembre à Constantinople, avec la soumission du Pacha du 11.

La Sublime-Porte désigna immédiatement des

1. Lettre de Ponsonby à Palmerston du 8 décembre.

officiers chargés de ramener sa flotte dans le Bosphore, mais elle n'était guère décidée à réintégrer le Pacha dans le Gouvernement héréditaire de l'Egypte.

Réchid espérait en un dissentiment entre les puissances pour éviter d'avoir à reconnaître Mohamed-Ali. Il savait avoir l'appui de Ponsonby ; celui-ci, sans aucun égard pour les conditions de politique européenne, ne cherchait également qu'à maintenir la déchéance du Vice-Roi.

Le 20 décembre, le Reïs-Effendi réunissait chez lui les représentants des quatre puissances alliées, et leur demanda si celles-ci considéraient la soumission du 11 décembre comme conforme en l'esprit à celle qu'exigeait le mémorandum du 14 novembre, par lequel les puissances avaient conseillé à la Porte de réintégrer le Vice-Roi.

Ponsonby refusa de répondre, prétextant n'avoir pas d'ordres de son Cabinet.

L'internonce, par contre, répliqua longuement, il savait que Metternich désirait voir se résoudre cette question, et que l'Autriche était résolue à n'entreprendre aucune action en Egypte.

Il déclara que la soumission du Pacha lui paraissait absolue ; la Porte devrait suivre les conseils des puissances puisqu'elle n'était pas en état, à elle seule, d'enlever l'Egypte au Pacha ; elle ne devait pas compter sur les puissances qui ne risqueraient pas une guerre avec la France, surtout depuis que Guizot,

auquel on devait des ménagements, venait de remplacer Thiers au ministère.

La Prusse et la Russie appuyèrent l'Autriche. En effet, la Russie appréhendait que l'Angleterre, ayant trop bien réussi cette fois, ne fit remplacer Mohamed-Ali par un Pacha incapable et que l'Egypte ne devint pour elle une proie facile.

L'ambassadeur d'Angleterre persévérant dans son refus de se prononcer, Réchid ne put donc, ce jour-là, obtenir le conseil unanime qu'il demandait aux puissances signataires de la convention de Londres.

Le 7 janvier 1841, Sturmer reçut des instructions formelles de Vienne ; il écrivit à Ponsonby pour lui faire savoir que les quatre cours « se sont prononcées pour que l'hérédité de la fonction du Gouvernement d'Egypte soit accordée à la famille de Mohamed-Ali ». L'internonce devait écrire à Réchid, et appuyer verbalement sa démarche. Titow, ministre de Russie annonçait qu'il comptait se joindre à l'ambassadeur d'Autriche.

Ponsonby déclina l'offre d'agir avec ses collègues sans instructions formelles, leur déclarant qu'il ne pouvait engager sa responsabilité, car « ce qui est erreur maintenant, peut avoir été vérité jadis et le redevenir ».

Le moins qu'on puisse dire c'est que l'ambassadeur d'Angleterre se refusait à tenir compte des instructions de Londres du 15 octobre et du 14 novem-

bre pour s'en tenir à la note du 2 novembre. Ponsonby d'ailleurs, en se refusant de concilier la réintégration héréditaire du Pacha, ne faisait peut-être que le jeu secret de Palmerston qui, à Londres, devait tenir compte des facteurs de la politique européenne, et ne pouvait se montrer ouvertement intransigeant.

Quoi qu'il en soit, la nouvelle de l'action Napier parvint à Londres le 8 décembre où elle causa un grand étonnement ; le Pacha acceptant les termes de la convention de Londres, les mesures coercitives n'avaient plus raison d'être et, suivant déclarations de Palmerston, Mohamed-Ali pourrait effectivement être réintégré dans son Gouvernement. La seule chose que se refusait de faire le ministre anglais était (pour la sauvegarde des principes) de ne pas garantir l'obtention de l'hérédité de l'Égypte, mais simplement d'intercéder auprès de la Porte pour qu'elle la concédât au Vice-Roi.

Heureux de cette prompte soumission qui faisait se réaliser ses prévisions et lui évitaient toute complication européenne, Palmerston se montra moins intransigeant que Ponsonby ; satisfait d'avoir affaibli le détenteur de l'Égypte, il n'ira pas jusqu'à l'en déposséder, la chose eut été trop risquée d'ailleurs ; il écrivait : « ce qui reste d'important à faire maintenant, c'est d'arranger les choses de façon que
« Mohamed-Ali soit réellement bonafide le sujet du

« Sultan et non pas l'instrument protégé et dépendant de la France » (1).

Il envoya à Stopford l'ordre d'accéder à la convention.

Deux jours après, le Pacha se soumettait entièrement aux conditions plus rigoureuses apportées par Fanshaw.

Aussi malgré la colère de la Porte et sa protestation au sujet de la convention Napier, Palmerston écrivit à Ponsonby : « il faudra bien que la Porte nous écoute, nous avons assez fait pour elle » (2).

Saint-Pétersbourg le 23 et Vienne le 29 décembre, avaient fait signifier au Divan que, si il ne cédait pas, ces puissances lui retireraient tout concours moral et matériel (3).

Les envoyés d'Autriche, de Prusse et de Russie, à Londres, pressés d'arriver à une conclusion, rédigèrent le 30 janvier une note collective, à envoyer par l'entremise de Palmerston, pour décider la Porte à concéder l'hérédité au Pacha d'Egypte.

Le 28 Palmerston avait déjà écrit à Ponsonby d'accentuer sa pression sur la Sublime-Porte avouant « qu'il vaudrait mieux dans l'intérêt du Sultan qu'il « pût garder, pour le choix du Gouvernement futur « de l'Egypte, la même liberté qu'il possède quant au

1. Lettre du 8 décembre à Bulwer.

2. Lettre du 15 décembre.

3. Lettres de Beauvale à Palmerston des 3 et 17 janvier.

« choix des gouverneurs des autres provinces » mais, si la Porte refusait de céder, Mohamed-Ali lui opposerait, pour le moins, une résistance passive qu'elle n'était pas en mesure de réduire à elle seule ; et les puissances ne lui viendraient en aide que dans les limites fixées par la convention de Londres.

Le Sultan se verrait obligé d'accorder de mauvaise grâce ce qu'il pouvait concéder gracieusement. Ou s'il s'obstinait, il résulterait une séparation de fait entre l'Egypte et le reste de l'Empire.

La note du 30 janvier insistait surtout sur ce que la souveraineté du Sultan ne serait pas diminuée par la concession héréditaire.

Car, d'après les art. 3, 5, et 6, de l'acte séparé de la convention du 15 juillet, le Pacha ne gouvernerait qu'au nom du Sultan ; toutes les lois de l'Empire seraient applicables à l'Egypte et les forces de terre et de mer du Pacha feraient partie des forces de l'Empire Ottoman.

Cette note arriva à Constantinople le 10 février ; mais déjà la Porte était en voie de concessions.

Le 10 janvier, Ponsonby avait reçu les instructions (du 18 nov) de Londres ; il fut contraint de communiquer au Divan, ainsi qu'à ses collègues, les désirs du Foreign Office, ce qu'il fit par une note très brève.

On se souvient que, dès le 17 décembre, la Porte avait envoyé des officiers à Alexandrie prendre livraison

de la flotte ; ils n'arrivèrent là que le 10 janvier, et furent de retour le 4 février. Mohamed-Ali avait remis la flotte, il avait facilité la sortie des passes et fait aider au déchargement et chargement de l'artillerie.

Le retour, sensationnel, de la flotte dans le Bosphore fit plus pour la cause du Pacha que les conseils des ambassadeurs. Le lendemain, le Sultan lançait un firman déclarant qu'il concédait au Pacha d'Egypte le Gouvernement héréditaire de cette province, sous l'observation de certaines conditions qui seraient ultérieurement fixées par un nouveau firman.

Entre temps, Ibrahim et Soleyman faisaient face de leur mieux à la périlleuse situation dans laquelle ils se trouvaient en Syrie.

Ils essayaient de regrouper leurs forces, en concentrant toutes les troupes laissées en garnison dans la partie nord du pays. Ils espéraient pouvoir s'appuyer sur Saint-Jean-d'Acre pour reprendre les opérations ; ils ignoraient encore que cette ville était tombée aussi aux mains des Anglais.

Le 21 novembre, Ibrahim leva le camp de Zali, se dirigeant vers l'intérieur, sur Damas, où il avait donné ordre aux troupes du Nord de s'assembler.

Les montagnards tentèrent d'empêcher Ibrahim d'arriver à Damas ; ils craignaient que, de là, avec de nombreuses troupes, après avoir reculé vers l'Egypte,

il pût mieux reprendre une marche en avant ; ils le dépassèrent dans l'espoir de le couper de son but, mais le général égyptien, prévoyant la manœuvre, lança à l'improviste contre eux, avant qu'ils ne fussent en position, toute sa cavalerie ; celle-ci, dans la nuit du 26 au 27 novembre, nettoya entièrement la route, après avoir complètement défait les irréguliers syriens (1).

Ibrahim demeura quelque temps à Damas pour regrouper ses forces avant de reprendre sa campagne vers le sud. Il avait à ce moment 25.000 hommes, plus 30.000 irréguliers et 6.000 cavaliers ; à ces forces étaient jointes près de 140.000 âmes, femmes, enfants, fonctionnaires égyptiens, fuyant les pays livrés aux habitants.

Le pays était dénudé, et le camp égyptien manquait de tout ; rien n'arrivant plus d'Egypte les approvisionnements faisaient défaut, même les vêtements, et le froid était des plus rigoureux.

La population se montrait hostile à l'occupant, Une colonne tenta de se frayer une route vers Saint-Jean-d'Acre, la neige la força à revenir sur Damas. Ibrahim dut alors se résigner à abandonner la Syrie

1. Les Turcs reprochèrent à Mohamed-Ali de n'avoir pas prévenu Ibrahim de la convention Napier, et qu'après sa conclusion les Egyptiens eussent continué les hostilités. Il était difficile le même jour de signer une convention et d'en avertir Ibrahim ; d'ailleurs Stopford refusa de laisser passer l'émissaire égyptien porteur des ordres du Pacha.

sans espoir de revanche ; d'ailleurs, après le 11 décembre, son père lui avait donné ordre de se replier sur l'Egypte. Les troupes égyptiennes marchèrent vers le sud ; elles se divisèrent en cinq colonnes qui, n'ayant pas de cartes, allaient à l'aveuglette, chacune suivant une voie différente : elles étaient commandées par Ibrahim, Soleyman, Sélim, Menekli, et Ahmed Daramali.

La retraite fut longue et pénible : Bédouins et habitants harcelaient sans cesse les troupes en marche, si bien que, sur les 200.000 âmes qui composaient le camp de Damas, 60.000 seulement purent traverser le désert du Sinaï et regagner l'Egypte.

Ibrahim, à la tête de sa colonne, parvint à Gaza le 21 janvier et débarqua à Damiette un mois plus tard.

Quant à la France, il faut constater qu'avec Guizot elle n'eut plus aucun rôle à jouer dans la question égyptienne. Le ministère, au lieu de pousser aux armements et d'avoir près d'un million d'hommes sous les armes pour imposer la France en médiatrice, selon le programme de Thiers, aima mieux ne pas augmenter le chiffre de 450.000 et se tenir loin des négociations en cours.

La convention Napier du 27 novembre et le départ de Walewski d'Alexandrie marquaient la chute de l'influence française en Egypte ; la note de Palmerson du 2 novembre et sa résolution de ne pas laisser

à la France la satisfaction de se poser en protectrice de Mohamed-Ali signifiaient bien que, depuis le départ de Thiers, elle n'était plus à craindre.

Et ce dernier, défendant sa politique et les armements qu'il avait projetés, pouvait dire que le Cabinet du 1^{er} mars n'aurait jamais admis que la convention de juillet s'accomplisse intégralement, et s'adressant au ministère Guizot : « Vous avez perdu toute influence que vous pouviez avoir en Méditerranée » (1).

Prévoyant les événements proches, il annonçait que les puissances accorderaient peut-être l'Égypte héréditaire, mais que la France ne serait pour rien dans cette concession.

En effet, la France devait peser bien peu dans la résolution des puissances.

La lassitude des cours allemandes fit beaucoup plus que le désir de plaire à la France.

Dès le 18 décembre, Guizot lui-même avait renoncé à rentrer dans le concert européen par la question d'Égypte ; il comptait se tenir à l'écart jusqu'à ce qu'elle fut entièrement vidée et clôturée à Londres. Il se consolait peut-être à l'aide d'un sophisme dans le goût de celui que Metternich servait à Apponyi après la reddition du Pacha : « M. Cochelet a conseillé à Mohamed-Ali de se soumettre au

1. Discours au Parlement du 25 novembre 1840.

moment même où l'amiral le lui avait demandé au nom des quatre Cours. Les cinq Cours ont donc marché dans une même direction, où est l'isolement ? » La France ne devait intervenir que dans le règlement des rapports de la Sublime-Porte avec les puissances européennes, par exemple au sujet de la protection des populations chrétiennes du Liban.

Guizot ne cachait pas à Saint-Aulaire (1) qu'il espérait reprendre sa place au concert européen sur une vaste question, une question européenne qui, par son ampleur, ferait oublier l'affaire d'Egypte, et donnerait l'impression que la France ne s'était isolée du concert européen que sur une question secondaire.

Il désirerait que les questions à discuter soient :

1^o La clôture des détroits ;

2^o Le *statu quo* dans l'Empire Ottoman, avec son indépendance et son intégrité formellement garanties ;

3^o La protection des Maronites ;

4^o Des stipulations au sujet de Jérusalem pour redonner au christianisme « de la dignité » ;

5^o Enfin, l'indépendance des deux routes de l'Inde, celle de l'isthme de Suez, et celle par la Syrie et l'Euphrate, pour lesquelles il serait convenu « des « stipulations de liberté générale et peut-être de neutralité positive ».

1. Lettre du 13 janvier 1841.

C'était certes un vaste programme, duquel l'Egypte était exclue, mais même cette satisfaction-là n'allait pas être accordée au Gouvernement de Louis-Philippe.

La Porte reçut le 10 février la note des puissances (du 30 janvier) et le 13 elle se décida, comme suite à sa proclamation du 4 février, à publier le firman établissant les conditions dans lesquelles le Pacha d'Egypte aurait à gouverner.

Elle essayait de reprendre d'une main ce qu'elle était forcée de lâcher de l'autre.

Le Pacha recevait bien le Gouvernement héréditaire, mais la Porte se réservait de choisir celui de ses fils qu'il lui plairait, pour lui succéder ; l'hérédité d'ailleurs ne donnait pas au Vizir d'Egypte un rang supérieur aux autres Vizirs.

De plus, non seulement les lois administratives de l'Empire devaient être appliquées à la vallée du Nil, mais encore le quart des revenus du pays devait être remis à la Porte ; et la perception des impôts ne serait faite que sous la surveillance d'une commission de contrôle nommée par le Sultan.

Enfin les officiers de l'armée égyptienne ne pouvaient être nommés par le Pacha que jusqu'au grade de lieutenant, le Sultan se réservant la nomination des officiers supérieurs ; ceci pour ne parler que des conditions restreignant dans le fond l'autorité du Pacha. D'autres mesures de forme étaient exigées

concernant la frappe des monnaies, les insignes et uniformes des troupes, et la nomination des successeurs du Pacha.

Ainsi donc, non seulement la Porte n'accordait à Mohamed-Ali aucune faveur, mais, par ce firman du 13 février, elle lui faisait une situation inférieure, et l'autorité du Pacha se trouvait annulée. Sa succession n'était pas certainement établie, puisque la Porte se réservait de désigner l'un quelconque de ses fils qu'il lui plairait. Administrativement, il perdait tout pouvoir ; au point de vue financier, la Porte revendiquait le contrôle ; enfin, même l'armée cessait d'être sous sa dépendance.

Nous n'insisterons pas pour l'instant sur l'amoin-drissement que ce firman faisait subir à Mohamed-Ali. Nous n'examinerons que dans le prochain chapitre quelle situation aurait été faite au Pacha et à l'Egypte si Mohamed-Ali l'avait accepté.

Ce firman fut envoyé à Alexandrie et, le 20 février, Saïd-Muhib effendi le remit. L'envoyé ottoman fut reçu avec grands honneurs, mais aussitôt que le Pacha eut eu connaissance de sa teneur il refusa nettement de le faire proclamer.

Pour atténuer les effets du firman, Réchid écrivait bien au Pacha pour l'assurer que seul Ibrahim serait choisi pour lui succéder ; Muhib effendi essaya aussi, mais en vain, de le convaincre, force lui fut de repartir, porteur pour la Sublime-Porte d'une lettre par

laquelle le Vice-Roi se refusait d'accéder aux conditions qui lui étaient faites. Le refus était catégorique :
« Mon fils Ibrahim a des droits fondés sur la nature,
« sur son mérite, sur la victoire, et voulut-on l'en
« priver qu'il commande encore à une armée consi-
« dérable et qu'il est homme à les revendiquer les
« armes à la main ».

« D'ailleurs..... mes fils ne consentiront jamais à
« obéir à un autre que l'ainé. Saïd-bey... a des talents
« distingués, mais aucun de ses frères ne se soumet-
« trait à lui au préjudice d'Ibrahim. Non, il faut que
« la succession soit réglée d'une manière certaine,
« dans l'ordre de primogéniture, sans cela point
« d'hérédité possible ».

« Quant au droit de choisir les officiers de mon
« armée, que la Porte veut m'enlever, elle n'agit
« ainsi que dans le but de m'humilier...

« 20.000 hommes forment assurément une armée
« assez considérable pour garder l'Egypte, mais en
« cas de guerre elle serait à peine suffisante, et l'on
« n'en pourrait rien distraire pour la défense de
« l'Empire. Enfin, prélever le quart des revenus de
« l'Egypte, c'est lui ôter les moyens essentiels de
« pourvoir à son entretien, à son administration
« civile et militaire, c'est lui ravir son existence
« même ».

Le Pacha faisait également ses réserves quant à l'administration de son pachalyk et à l'application

qui y serait faite des lois administratives promulguées pour le reste de l'Empire.

Tandis que Réchid et Ponsonby se leurraient de l'espoir de faire accepter à Mohamed-Ali une illusion de pouvoir, les ambassadeurs à Londres d'Autriche et de Prusse avaient hâte de clôturer la conférence et de rappeler parmi eux la France, dont la tension et l'isolement avaient assez duré ; les 450.000 hommes qui demeuraient sous les armes n'étaient peut-être pas tant à craindre pour une guerre, mais le déploiement de cette force pouvait servir à la propagation de l'idée révolutionnaire, soit dans les Etats de l'Empereur, soit en Prusse. Metternich pensait qu'il était grandement temps de faire reprendre à la France la place qui lui revenait.

Palmerston était également favorable à un rapprochement qu'on amènerait par une invitation des puissances à la France de signer une convention d'après laquelle serait consacré le principe de la fermeture des détroits : le préambule renouvellerait la question de l'intégrité et de l'indépendance de de l'Empire Ottoman.

Quant à la protection des populations chrétiennes, le ministre anglais préférerait écarter la question, comme préparant un démembrement à venir. Pour les routes de l'Inde, personne n'en soufflait mot. Burnow seul se montrait hostile à toute démarche auprès de la France.

Telles étaient, en janvier, les dispositions des puissances ; on avait hâte de conclure avec la France une convention, et par cela même on désirait en écarter les grandes questions « on n'était pressé que de se « délivrer des récents embarras, sans se compromettre dans aucun nouveau dessein », dira Guizot en prenant connaissance du rapport de Rohan-Chabot, envoyé à Londres en mission spéciale d'observation.

Bourqueney craignait même que les puissances ne se contentent de signer un protocole de clôture dans lequel serait simplement mentionné que la question d'Egypte étant vidée la France n'avait plus raison de se tenir à l'écart (12 février).

Mais Guizot insista pour qu'en la forme on fit une démarche courtoise auprès de la France ; et quant au fond que l'accord à intervenir « eut autant de « consistance et soit aussi plein qu'il se pourra, afin « qu'il fut une compensation et une raison suffisante « à la présence de la France au concert européen ».

Néanmoins, il consentait déjà à ne pas traiter dans un article spécial de l'intégrité de l'Empire Ottoman, ni à parler de la protection des Syriens, Metternich lui ayant promis d'engager l'affaire de Constantinople à deux.

Palmerston (1) acquiesçait quant à la forme à don-

1. Conversation du 21 février avec Bourqueney.

ner à la démarche à faire auprès de la France ; mais au fond il faisait d'amples réserves :

Au sujet de l'indépendance et de l'intégrité, il était d'avis, pour ne pas froisser la Russie, de ne traiter la question que dans le préambule, d'autant plus que, n'oubliant pas la note du 8 octobre et son memorandum du 2 novembre, il avouait que les puissances n'étaient pas d'accord sur ce qu'elles entendaient par l'intégrité de l'Empire Ottoman.

Et puis il était contraire aux principes politiques de l'Angleterre de se lier sur des questions et des principes aussi généraux pour un avenir indéterminé. De pareilles déclarations ne pouvaient être qu'une source d'ennuis pour l'avenir.

Nul ne contestera l'esprit prudent et pratique d'une telle politique.

Lord Palmerston se refusait également à traiter de la question des routes des Indes, car cette question pouvait paraître comme suggérée par la puissance qui, seule, avait intérêt à ce que les voies d'Orient fussent librement ouvertes ; or l'Angleterre seule avait un Empire des Indes.

Lord Palmerston ici aussi faisait preuve de grande sagesse en refusant de neutraliser les voies des Indes. La Grande-Bretagne, ne sachant pas ce que lui réserverait l'avenir, aimait mieux ne pas se lier les mains par une neutralité que peut-être un jour elle serait obligée de dénoncer.

Si cette question avait été réglée en 1841, nul ne peut prétendre que ce règlement n'aurait pas eu d'influence sur la suite des événements à venir, tels ceux de 1880, les traités de 1905 et les conventions de 1916 livrant à l'Angleterre, avec le plein accord de la France, justement les deux voies des Indes : l'Égypte et la Mésopotamie.

Le ministre anglais estimait également que la question des Maronites ne devait pas comporter plus qu'une note de conseil à l'adresse de la Porte.

Pour le surplus, il était entièrement d'accord avec Guizot que la convention remplacerait le traité d'Unkiar-Kelessi, de même que le traité du 15 juillet 1840 était annulé par le protocole de clôture.

Guizot se rendit aux arguments de Palmerston, et se résigna à ce maigre traité où il ne serait question que des détroits ; il estimait l'honneur sauf du fait que la conférence de Londres se trouvait close, et que nulle question ne serait posée quant aux armements de la France. Thiers (1) ne manqua pas d'interpeller violemment le ministre des Affaires étrangères. La France, pour lui, n'aurait dû rentrer dans le concert européen que sur une vaste question européenne ; or, aucune n'était envisagée ; la fermeture des détroits était un fait admis de temps immémorial, et sanctionné d'ailleurs par la convention du 15 juillet. L'ancien ministre préconisait au con-

1. Discours du 15 avril 1841.

traire un traité comportant non pas la fermeture mais l'ouverture des détroits, suivant que le Bosphore ou les Dardanelles seraient forcés ; car, de par sa position géographique, la Russie maintenait en fait son privilège d'Unkiar-Kelessi, et pouvait en quelques heures être dans le Bosphore, alors que les autres puissances trouveraient les Dardanelles fermées.

Il faut convenir qu'après tant d'éclat, la France se réservait une rentrée bien discrète.

Néanmoins, l'accord était fait ; dès lors, pressés d'agir, le 28 février, les agents de Vienne et de Berlin demandèrent à signer le protocole de clôture. Chékib-Effendi déclara que le Pacha n'ayant pas encore accepté le firman du 13 février la question n'était pas close.

Neumann et Burnow auraient voulu se passer de sa signature, mais Palmerston également déclara ne pas pouvoir signer. Burnow hésitait. Quant à Bourqueney, il annonça que si le protocole n'était pas signé, il ne pourrait soumettre aucun traité à Guizot.

Ce refus de Chékib et l'appui de Palmerston donnerait à supposer qu'ils avaient connaissance des conditions faites à Mohamed-Ali par le firman du 13 février. Guizot prétendit même qu'un diplomate allemand avait eu entre les mains la preuve écrite de la collaboration de Ponsonby au dit firman.

Cela n'aurait rien de surprenant quand on connaît

l'obstination et la haine de Ponsonby. Il avait sûrement tenté là une dernière manœuvre pour essayer d'achever la ruine du Pacha d'Egypte.

Mais elle allait être déjouée, et par la conférence de Londres elle-même.

Voulant en finir, les agents autrichiens et prussiens firent accepter à Chékib de signer un protocole dans lequel serait mentionné le retour des consuls à Alexandrie, ce qui impliquerait l'exécution de la convention de Londres ; à cette première partie serait jointe une deuxième par laquelle la France était invitée à reprendre sa place au concert européen.

Ce projet fut communiqué à Guizot, qui déclara ne pas pouvoir en accepter la forme, car la deuxième partie du protocole impliquait de la part de la France la reconnaissance de la première partie, c'est-à-dire de la convention du 15 juillet. Ce refus impliquait également celui de signer le traité concernant les détroits ; d'ailleurs, Guizot venait de recevoir des nouvelles d'Orient, le Pacha avait refusé le firman du 13 février, la convention de Londres n'était donc pas éteinte.

Il écrivit aussitôt à Bourqueney « de mettre en panne au sujet de la conférence » ; et quelle que soit l'attitude des puissances, soit qu'elles détruisent l'œuvre de Ponsonby, soit qu'elles déclarent renoncer à régler la question, la France ne devait pas se départir de son attitude expectante.

Le firman du 13 février fut mal accueilli à Vienne et même à Londres. Au moment où la question allait se clôturer, voilà quelle se rouvrait et éloignait de nouveau la France.

Metternich se décida à travailler directement à Constantinople ; il approuvait les réclamations du Pacha quant à l'hérédité, aux impôts et à l'armée.

Le firman était l'œuvre de Réchid inspiré par Ponsonby ; il était tout d'abord nécessaire de se débarrasser d'un homme aussi complètement inféodé à l'Angleterre ; l'internonce eut mission d'appuyer la candidature au poste de ministre des Affaires étrangères de Riffat-Pacha, ancien ambassadeur à Vienne, et de l'opposer à Réchid, dont l'obstination à ne pas modifier le firman, ainsi que l'animosité qu'avaient soulevé ses réformes, amenèrent la chute.

Palmerston ne se sentait plus aussi fort ; outre qu'il avait perdu l'appui de l'Autriche et de la Prusse, en Angleterre même la position du Cabinet Tory commençait à être précaire. Il se refusa d'abord à faire pression sur la Sublime Porte parce que, en plus de ses demandes, Mohamed Ali réclamait une plus ample liberté administrative.

Néanmoins, le 10 avril, Palmerston se décida à écrire à Ponsonby de laisser la Porte négocier le firman directement avec le Pacha, que la chose n'était pas contraire à la convention de Londres ; il conseillait au Sultan de céder sur certains points, mais de ne pas transiger sur d'autres.

Entre temps la Conférence, modifiant son premier projet, faisait parapher le protocole de clôture par l'Angleterre, l'Autriche, la Russie et la Prusse, et présentait à Guizot la Convention des Détroits, que celui-ci refusa de signer avant l'extinction complète de la question égyptienne, se contentant, sur les instances de Vienne, de la parapher.

A Constantinople, le mauvais vouloir de Ponsonby persévéra jusqu'à la fin, c'est-à-dire jusqu'à la chute de Réchid.

Les démarches que, après le refus de Mohamed-Ali, l'internonce faisait auprès de la Porte, démarches basées sur la note de la Conférence du 30 janvier, furent contrecarrées par l'ambassadeur anglais, sous prétexte que les instructions de Vienne avaient été influencées par la convention Napier et qu'avant de modifier le firman il fallait attendre les décisions de la conférence de Londres.

Finalement, après les instructions à Sturmer du 2 avril, la Porte se décida à revenir sur le firman du 13 février. Elle envoya à Londres, en date du 19 avril, une note par laquelle elle consentait à accorder au Pacha l'hérédité suivant l'ordre de primogéniture, à fixer le tribut à payer par le Pacha à une somme déterminée, et enfin à lui laisser la nomination de ses officiers jusqu'au grade de colonel.

« Quant à ce qui a rapport au système d'administration intérieure qui doit être en vigueur en

« Egypte de même que dans les autres parties de
« l'Empire Ottoman, comme Mohamed-Ali dans sa
« requête sus mentionnée ne paraît pas l'aborder
« franchement, et comme d'ailleurs ce point a déjà
« été arrêté dans l'acte séparé qui fait suite au traité
« d'alliance, pour ne laisser aucun grief de la part
« des puissance alliées contre la Sublime Porte, dans
« le cas que Mohamed-Ali pût se porter par la suite
« à des actes contraires à un point essentiel fondé
« sur le traité sus indiqué, les ministres de la Sublime
« Porte ont jugé très important dans cet état de
« choses de réclamer avant tout des explications à
« ce sujet ».

La question pouvait être importante et, ainsi que nous le verrons, elle présente de grands intérêts, mais les puissances n'avaient qu'un désir : en finir au plus tôt.

Le 10 mai, elles répondaient à la Porte, développant une fois de plus leurs explications sur l'hérédité, la tribu et l'armée ; mais, pour le surplus, se souciant peu de s'engager dans de nouvelles discussions, elles estiment que : « Les soussignés... ne peuvent
« considérer la soumission qu'a faite formellement
« Mohamed-Ali que comme absolue, et en conséquence la question égyptienne comme terminée ».

Guizot aurait signé la convention des Détroits à ce moment-là (1), mais Palmerston désirait attendre

1. Le 25 mai.

l'acceptation de Mohamed-Ali au nouveau firman que la Porte allait lui remettre. Ceci faisait le jeu de Guizot, qui n'aurait voulu signer la Convention à cinq qu'avec le successeur de Palmerston, dont la chute était imminente.

Grâce à Riffat Pacha, nouveau Reïs Effendi, les négociations avec Mohamed-Ali furent achevées dès le mois de mai, et le 1^{er} juin un nouveau firman, remplaçant celui du 13 février, était envoyé et parvint à Alexandrie le 7 juin.

Mohamed-Ali cette fois-ci accepta le Hatti-sherif, demandant seulement une réduction sur le montant du tribut qu'il trouvait trop élevé. Le Sennar et le Kordofan lui furent également concédés, mais à vie. Quoiqu'on voit mal un Pacha du Sennar qui ne serait pas maître de l'Egypte.

Il obtenait satisfaction sur tous les points essentiels, prouvant une fois de plus que, quand il lui était donné de négocier directement avec la Porte, il finissait toujours par avoir gain de cause.

Le 10 juin fut promulgué publiquement le Hatti-shérif qui donnait à l'Egypte un semblant de statut. L'activité politique de Mohamed-Ali s'arrête à cette date.

Il avait ambitionné pour lui et pour l'Egypte de grandes choses ; il avait rêvé peut-être à l'indépendance et sûrement à la constitution d'un puissant Etat musulman allant du Taurus à la Lybie ; puissant

Etat qui aurait soutenu la gloire du monde musulman en s'alliant à la Sublime Porte et en reconnaissant sa suprématie religieuse. Il n'avait pu, du fait des puissances d'Europe, accomplir ce vaste dessein, ayant éveillé les méfiances de l'une d'elles. Il avait alors été contraint de réduire son ambition à l'Egypte et au maintien de cette province sous son autorité absolue et celle de sa descendance.

Il était parvenu à cela ; le firman du 1^{er} juin lui donnant toute satisfaction, ainsi que nous l'allons examiner de manière détaillée.

La phase européenne de cette intrigue politique s'achevait à Londres à peu près en même temps.

Le 5 juin, le cabinet Tory était mis en minorité ; le 23, la Chambre des Communes était dissoute ; si Guizot avait persisté dans son désir de ne passer la convention des Détroits qu'avec le nouveau ministère, il aurait fallu attendre encore plusieurs semaines, mais pour satisfaire Metternich il donna l'ordre de la signer même avec Palmerston.

Le 10 juillet parvint à Londres, par l'entremise de Ponsonby, la nouvelle de l'acceptation du Pacha. Plus aucun obstacle ne s'opposait à l'acte par lequel la France réintégrait sa place dans le concert européen ; et le 15 juillet les représentants de la France, de l'Angleterre, de l'Autriche, de la Prusse, de la Russie et de la Turquie, signaient la convention des Détroits.

Nous n'en parlerons pas plus, car il n'y avait là, que l'accomplissement d'une formalité, l'acte ne sanctionnant qu'une règle fort ancienne et n'étant en définitive que la reproduction de l'article 4 de la convention du 15 juillet 1840, et de l'un des protocoles du même jour.

Ainsi cette aventure politique se termina de la façon la plus terne.

Grâce à Palmerston, l'Angleterre avait jusqu'au bout réalisé son programme : elle avait ravi à la Russie sa suprématie sur la Sublime Porte, et sur les deux routes de l'Inde elle avait empêché l'établissement d'une puissance qui un jour aurait pu lui en interdire l'usage.

La France, grâce à l'esprit timoré de la monarchie de juillet, y avait laissé de son prestige ; elle avait en même temps perdu un allié qui, s'il était demeuré puissant, aurait pu lui donner la maîtrise de la Méditerranée, et cela, tout en brisant avec son unique amie l'Angleterre.

La Russie avait perdu le bénéfice d'un traité, impossible à exécuter, mais elle était parvenue à l'un de ses buts politiques ardemment désiré : la rupture de l'alliance anglo-française.

L'Autriche et la Prusse n'avaient joué que le rôle de tampons et de comparses.

Le Pacha avait perdu une grande partie de sa puissance, mais ce qu'il perdait dans le domaine des

faits il le gagnait en asseyant sa possession sur le droit et en faisant donner à l'Egypte, pour la première fois par écrit, une charte posant nettement et les droits de ce pays, et la nature de ses rapports avec la Sublime Porté.

CHAPITRE XI

DU FIRMAN DU 1^{er} JUIN 1841. — DES RAPPORTS ÉTABLIS PAR CET ACTE ENTRE LA PORTE ET L'ÉGYPTE. — DE LA SITUATION DE DROIT INTERNATIONAL QUI EN RÉSULTE POUR L'ÉGYPTE.

Ainsi, nous avons étudié dans les précédents chapitres comment fut amené le firman de 1841. Grâce aux faits, nous pourrons maintenant mettre cette Charte en pleine lumière, et émettre sainement les appréciations qu'elle comporte.

Le firman de 1841 est le premier document écrit qui fixe les rapports entre le détenteur du pouvoir en Egypte et la Sublime-Porte. Ce fait ne sera pas pour faciliter l'examen de ces rapports, faute d'autres points de comparaison.

Quand il s'est agi d'examiner quel qualificatif pouvait convenir à l'Egypte sous l'autorité des beys Mamelouks, nous avons conclu (en appliquant des principes usuellement admis) à un Etat vassal et tributaire, mais autonome et mi-souverain : cela résultait du seul examen des pouvoirs détenus par le

cheik-el-balad et les beys ; la suzeraineté du Sultan était purement nominale.

Quand nous avons recherché ce que devenait la situation de l'Egypte sous l'autorité de Mohamed-Ali, nous n'avons, à aucun moment, perdu de vue qu'il n'était nominalelement que le représentant du Sultan, et que c'était au nom du Sultan qu'il s'était saisi du pouvoir détenu par les beys.

Il semblerait qu'à ce moment l'Etat vassal dût se transformer en simple province pareille au reste de l'Empire Ottoman. Il n'en fut cependant rien, car si Mohamed-Ali avait pris le pouvoir au nom de la Sublime-Porte et y fut confirmé par elle, il ne le conserva qu'en usurpant pour son compte les droits absolus que détenaient les Mamelouks, et qui n'appartenaient plus à la Porte. Etayant ces droits sur sa popularité et sur sa force, il les opposera d'abord à ceux mêmes qu'il avait dépouillés, et ensuite à la Sublime-Porte, quand celle-ci émettra la prétention de nommer un autre Pacha en ses lieu et place. L'indépendance de Mohamed-Ali à l'intérieur de l'Egypte devenait donc aussi grande que celle des beys, puisque, comme eux, il pouvait passer outre aux injonctions de Constantinople. Donc, sous Mohamed-Ali comme sous les beys Mamelouks, l'Egypte était en fait un Etat mi-souverain.

Mais alors qu'avec les beys le droit et les faits s'accordaient (la confirmation du cheik-el-balad par

le Sultan constituant la reconnaissance légale de son pouvoir et celui de corps des beys) avec le Pacha le droit et les faits se contredisaient.

Mohamed-Ali n'ayant renoncé à aucune parcelle du pouvoir absolu et indépendant des Mamelouks, l'Egypte restera en fait un Etat mi-souverain.

Mais, en droit, le Pacha détenant son autorité de Constantinople et non d'un organe indépendant comme l'assemblée des Mamelouks, il ne pourra être regardé que comme gouverneur, et l'Egypte comme une province, province dans laquelle, il est vrai, le gouverneur avait une situation d'indépendance absolue ne modifiant en rien les rapports antérieurs du Gouvernement de l'Egypte avec Constantinople.

Cette anomalie subsista jusqu'en 1841.

Aucun des actes de Mohamed-Ali, quelle que fut leur nature, ne modifiera cet antagonisme entre les faits et le droit.

Ni la constitution d'une armée indépendante, ni une guerre engagée de sa propre autorité (dans le Soudan), ni celle entreprise contre la Turquie elle-même, ni l'extension donnée à sa puissance territoriale après Koutaya en 1833, ne modifieront cet état de choses.

Tout cela, il est vrai, donnera au Pacha une force de jour en jour accrue, et lui assurera une indépendance de plus en plus grande ; une indépendance allant jusqu'à faire tacitement reconnaître son fils

comme son propre héritier et continuateur, la Porte ayant accordé à Ibrahim des territoires que, par amour-propre, elle refusait de céder à Mohamed-Ali.

Mais malgré tout, en droit, cela ne modifiait en rien la qualité de simple gouverneur pour le Pacha, pour l'Egypte celle de province, favorisée il est vrai d'un gouvernement d'exception.

Mohamed-Ali, après avoir conquis la Syrie, chercha, dit-on, à se rendre indépendant ; il est certain qu'étendant ses possessions du désert de Lybie au Taurus, de la Méditerranée à l'océan Indien, sans que la Porte put faire le moindre effort pour s'en ressaisir, il y avait de quoi l'inciter à une indépendance, à laquelle il s'en fallait de bien peu pour qu'elle fut complète.

Mais pour Mohamed-Ali l'indépendance avait un aspect particulier ; ayant le pouvoir absolu, il ne pouvait désirer beaucoup plus. Ce plus d'ailleurs, ne se manifesterait qu'en mots, et ces mots effrayant l'Europe, pourraient compromettre son pouvoir. Le Pacha n'était pas pour risquer tout contre si peu de profit. Si jamais il songea à l'émancipation complète à l'européenne, il n'y songea pas longtemps.

Ce qu'il désirait par-dessus tout, c'était d'assurer à ses enfants la transmission de son pouvoir.

Si la Porte reconnaissait ses enfants comme héritiers de ses Gouvernements, il estimait, avec juste

raison, avoir assuré pleinement son indépendance, dont le nom seul ne pouvait lui donner de plus amples satisfactions.

De 1833 à 1841, la lutte que livrera le Pacha aura pour but d'obtenir cette reconnaissance héréditaire, et non pour se rendre indépendant ni pour faire de plus amples conquêtes ; il cherchera pour les siens l'hérédité de toutes ses possessions, de l'Egypte comme de la Syrie.

Seulement cette concession héréditaire, rendant son autorité incontestée et irrévocable, en lui donnant une base légale, accroîtrait son pouvoir dans la Méditerranée comme sur les routes des Indes, en Egypte comme en Syrie, sans même qu'il fut nécessaire que ce pouvoir absolu fut qualifié d'indépendant.

L'Angleterre le comprit si bien que Palmerston s'acharna à enlever la Syrie à Mohamed-Ali ; car le Pacha, réduit à la possession de l'Egypte, même héréditairement, ne présentait plus le même danger. Il ne devenait pas une puissance maritime secondaire, qui, alliée de la France, donnerait à celle-ci la maîtrise de la Méditerranée ; il ne tiendrait plus la route de l'Euphrate, et la route de Suez serait moins solidement tenue.

Cette considération explique toute la politique britannique.

Par la suite des revers de Syrie et de l'effondre-

ment de l'appui de la France, le Pacha dut renoncer à obtenir la Syrie, même viagèrement (car cette concession lui aurait toujours laissé le dangereux espoir d'en acquérir l'hérédité). Il fut contraint de se contenter de l'Egypte héréditairement. Les puissances ne faisaient, par cette offre, que reconnaître à Mohamed Ali une situation de fait, que personne, sérieusement, ne lui contesta jamais, chacun sachant qu'Ibrahim saurait défendre ce qu'il estimait être son bien, et sachant également que la Porte, isolée, demeurerait incapable de faire valoir utilement ses droits sur l'Egypte.

Aussi le firman du 13 février 1841 concédait-il l'hérédité aux enfants de Mohamed-Ali.

Si ce firman avait accordé au Pacha simplement l'hérédité de l'Egypte, nous n'hésiterions pas à dire qu'il aurait consacré en droit ce qui était du domaine des faits, et que l'Egypte en droit et en fait redevenait mi-souverain. En effet, le Pacha détenait, nous l'avons vu, le pouvoir absolu, il ne lui manquait, selon nous, pour exercer un pouvoir mi-souverain, semblable à celui des beys Mamelouks (où le droit appuyait les faits) que l'irrévocabilité, et surtout que le choix de ses successeurs fut indépendant de la Porte, celle-ci n'ayant plus qu'un droit de confirmation, c'est-à-dire qu'une formalité, peu agréable peut-être, mais n'influant en rien sur la souveraineté ; le

seul firman aurait suffi pour donner aux faits une base de droit.

Mais il n'en devait pas être ainsi. La Porte faisait, en effet, d'une main, des concessions qu'elle annulait de l'autre.

Pour que nous puissions considérer l'Egypte comme un Etat mi-souverain, il faut que le Gouvernement détienne une partie au moins des droits constitutifs de la souveraineté.

L'Egypte n'avait jamais exercé les droits de souveraineté extérieure ; mais pour les droits de souveraineté intérieure tant sous les Mamelouks que sous Mohamed-Ali, l'autorité gouvernementale avait détenu un pouvoir absolu, c'est-à-dire qu'elle groupait entre ses mains, par la concentration des pouvoirs législatif et exécutif, tous les droits de souveraineté intérieure constituant l'autonomie de l'Egypte. C'est cette autonomie sous les beys qui nous a fait qualifier ce pays d'Etat mi-souverain, les privilèges réservés au Sultan n'étant que de pure forme, et n'influant en rien sur les droits de souveraineté intérieure.

Or, le firman du 13 février, concédant l'hérédité, aurait replacé l'Egypte dans la même situation que sous le Gouvernement des beys : pouvoir absolu et, dans son origine, indépendant de Constantinople ; mais en réalité le même firman enlevait des mains

du Pacha justement le pouvoir absolu qui faisait de son Gouvernement un Gouvernement autonome.

Ce firman réduisait à tel point le pouvoir du Pacha que, malgré l'hérédité, celui-ci devenait un simple gouverneur, et plus sévèrement contrôlé que les Pachas des autres provinces ; aussi, en dépit de la concession d'hérédité, si le Pacha avait accepté ce firman, la qualification de province serait donnée à l'Egypte sans discussion.

Nous allons en examiner les divers articles.

Certaines des conditions qu'il apportait à l'exercice du Gouvernement héréditaire du Pacha ne modifient en rien l'étendue du pouvoir souverain détenu, en fait, par Mohamed-Ali. Ces conditions étaient surtout des satisfactions d'amour-propre que le Sultan s'accordait.

Elles avaient pour but manifeste de montrer que le Pacha, malgré l'hérédité, n'en demeurerait pas moins un simple gouverneur n'ayant « aucun rang ou titre supérieur » à celui des autres Vizirs, ni aucun « droit de préséance, et il sera traité parfaitement sur « le même pied que ses collègues », ainsi qu'il est formellement spécifié au cours du firman en question.

C'était dans ce but qu'il était mentionné aussi que les successeurs de Mohamed-Ali devront « se rendre « à Constantinople y recevoir l'investiture ».

Cette formalité n'était rien à un pouvoir indépendant. Ce n'était qu'un signe de la vassalité des

Pachas d’Egypte vis-à-vis du Sultan. Pour le monde musulman même, cette investiture pouvait présenter un caractère tout à fait particulier. Il ne faut pas oublier que le Sultan est aussi le Kalife, chef du pouvoir spirituel, et que les Kalifes, alors même qu’ils étaient dénués de tout pouvoir temporel, n’en conféraient pas moins aux souverains musulmans la souveraineté de leurs territoires.

Le firman stipulait également que les monnaies seraient frappées en Egypte au non du Sultan et, qu’elles auraient même titre, même forme, et même module, que la monnaie impériale de Constantinople.

Là non plus, il n’y avait aucune atteinte vitale à l’autonomie du pouvoir gouvernemental du Pacha. Egalement la « tourga » du Kalife avait toujours figuré sur les pièces de monnaie des souverains musulmans à côté du nom du Sultan, souverain temporel, tout comme la prière du vendredi est faite partout au non du Kalife régnant.

Mais le firman du 13 février stipulait d’autres conditions dont les conséquences, si elles avaient été acceptées par le Pacha, eussent ruiné son pouvoir autonome.

Le pouvoir absolu aurait été annihilé par les nombreuses interventions de la Porte. Mohamed-Ali aurait cessé d’exercer les droits souverains, dont la caractéristique était de faire d’un Etat un Etat mi-souverain.

Le Sultan, non seulement limitait l'exercice de ces droits souverains, ce qui n'aurait pas encore été incompatible avec la mi-souveraineté, si cette limitation laissait une autorité suffisante à son détenteur, mais il en limitait l'exercice au point que, l'autorité des gouverneurs d'Egypte aurait cessé d'être réelle. Bien plus, une immixtion directe des agents de la Sublime-Porte dans les affaires d'Egypte était prévue ; ce pays serait donc devenu une province plus étroitement liée à l'Empire Ottoman que les autres, sous l'autorité quasi directe du Divan.

Il était d'abord stipulé par la Porte que « les dispositions de mon Hatti-shérif de Gulhané, ainsi
« que les lois administratives en vigueur ou à créer
« dans mon Empire, et tous les traités conclus ou
« qui pourront se conclure avec des puissances amies
« seront également exécutés en Egypte ».

En ce qui concerne le Hatti-shérif de Gulhané, cette clause ne présentait aucun intérêt, car l'acte n'était qu'une déclaration très générale et toute platonique, sans aucune sanction et aucune portée légale, le Pacha ne s'en serait trouvé guère gêné dans l'exercice de ses droits.

De même, la partie traitant des conventions que la Porte passerait avec les puissances amies, et qui seraient applicables à l'Egypte, n'était pas une nouveauté.

L'Egypte avait toujours eu un Gouvernement auto-

nome depuis la fin du xvii^e siècle, mais à aucun moment ce Gouvernement n'avait exercé les droits de souveraineté extérieure, d'indépendance. Quand la Porte concluait des conventions, celles-ci recevaient (théoriquement du moins) leur application en Egypte, telles par exemple les Capitulations.

Mohamed-Ali lui-même, dans ses rapports avec les puissances, n'avait jamais agi que comme représentant du Sultan. Il avait même accepté le traité passé par l'Angleterre et la Porte, abolissant le monopole, traité ayant pour but de le ruiner. Il est vrai qu'en l'acceptant le Pacha savait le moyen de le tourner.

Mais là, où la clause que nous avons citée plus haut, portait une atteinte au pouvoir souverain autonome du Pacha, c'est quand il était spécifié « que les lois administratives en vigueur ou à créer » en Turquie seraient applicables à l'Egypte.

Si les lois administratives faites à Constantinople étaient applicables à l'Egypte, le Pacha se trouvait dénué de tout pouvoir souverain sur son propre Gouvernement.

Mohamed-Ali le comprit si bien que cette partie du firman fut spécialement contestée par lui quand il refusa de s'y soumettre. Il voulait bien de l'hérédité, et appuyer son autorité souveraine sur le droit, mais à condition que ce droit ne portât pas atteinte

à son pouvoir de fait et ne le modifiât pas (1).

Financièrement, l'action du Pacha se trouvait également jugulée ; non seulement les impôts devaient être perçus au nom du Sultan, ce qui n'est qu'une formalité, mais ils devaient être réglés suivant le système applicable au reste de l'Empire.

Un quart des revenus globaux de l'Egypte, « sans aucune déduction » devrait être prélevé et versé au Trésor de la Sublime-Porte.

Les trois autres quarts couvriraient les frais de perception de l'administration civile et militaire et le blé pour les Villes Saintes.

Bien plus, « comme il est du devoir de la Sublime-Porte de connaître le montant annuel des revenus » et la manière de les percevoir, « comme cet objet exige une commission de surveillance et de contrôle dans cette province, on y avisera ultérieurement d'après ma volonté impériale ».

Si le paiement d'un tribut laisse les droits de souveraineté intacts, de pareilles exigences, non seulement enlevaient tout pouvoir financier, et par le système à appliquer, et par le contrôle exercé, mais

1. L'on peut s'étonner que le firman n'ait mentionné que les lois administratives et non les lois civiles de l'Empire Ottoman. Cela tient uniquement à ce que le droit civil appliqué dans les pays musulmans demeure essentiellement le même (ne variant que suivant les rites), étant un droit religieux. Le Coran, source de ce droit, est applicable autant au Sultan qu'au Pacha, et pas plus l'un que l'autre ne peut le modifier.

encore elles ruinaient le pays en s'appropriant une trop grande partie de ses ressources.

C'était l'annulation financière du pouvoir du Pacha et la ruine de l'Egypte.

Le firmán prévoyait également la limitation des forces militaires de terre et de mer du Pacha, mais cette limitation n'enlève pas à un Etat l'exercice de sa souveraineté intérieure. Une armée, ayant surtout pour but de faire la guerre, et le droit de guerre étant compris parmi les droits souverains extérieurs : or ces droits nous avons cru devoir dénier à l'Egypte, malgré les campagnes de Nubie et du Sennar faites de l'initiative du Pacha.

L'obligation d'un appoint militaire fourni par l'Egypte au Sultan non plus n'affectera pas l'autonomie du pays, ni l'exercice de la souveraineté intérieure. Pas plus que l'obligation de vêtir les soldats d'une certaine façon plutôt que d'un autre, et leur donner certains insignes plutôt que d'autres.

Nous ne croyons qu'aucune des conditions relatives à l'armée énumérées dans le firman du 13 février n'aurait porté atteinte à la situation de droit sur laquelle le Pacha comptait.

Certes, il y avait là autant de restrictions au pouvoir absolu qu'il exerçait antérieurement, mais celui-ci demeurerait largement suffisant pour que l'autonomie qui en résultait fût maintenue.

Ce que le Pacha, par ces conditions, perdait en

fait, il le gagnait ailleurs sur le domaine du droit.

Mais là où la Porte portait atteinte, au point de vue militaire, à l'autonomie dont jouissait l'Egypte sous le Gouvernement de Mohamed-Ali, c'est quand le firman stipulait que les officiers, jusqu'au grade de lieutenant seulement, seraient nommés par le Pacha ; tous autres officiers supérieurs relevant de la Porte quant à leur nomination.

L'armée ainsi échappait à Mohamed-Ali ; et comme conséquence il ne manquerait pas de s'établir en Egypte un pouvoir occulte constitué par les officiers indépendants de l'autorité du Gouvernement central.

N'était-ce pas là une menace directe contre le Pacha, et cette menace n'achevait-elle pas de ruiner son pouvoir ? et de l'empêcher d'exercer ses droits souverains ?

Pour nous résumer, grâce au firman du 13 février, tous les pouvoirs que le Pacha détenait en fait, et dont l'ensemble constituait une souveraineté autonome, et donnait à l'Egypte qualité d'Etat mi-souverain, se trouvaient rognés, et si bien que, soit administrativement, soit militairement, soit financièrement, le Pacha était dépouillé de tout pouvoir au profit de la Sublime-Porte qui, par ce moyen, redevenait maîtresse en Egypte.

Et cela en échange d'un droit héréditaire accordé au Pacha.

Cette hérédité elle-même n'était pas franche et

nette ; l'ordre de succession n'était pas établi, le Sultan se réservant de choisir le descendant du Pacha qu'il lui plairait, pour le faire succéder à Mohamed-Ali.

Ce n'était plus là qu'une hérédité illusoire, la Porte pouvant nommer un enfant et exercer entièrement le pouvoir en fait.

La Sublime-Porte voulait prendre trop et donner trop peu.

Mohamed-Ali n'était pas assez innocent pour consentir à ce marché de dupe ; aussi refusa-t-il nettement le firman, ainsi que nous l'avons vu. Il réclama une hérédité mieux déterminée, le simple paiement d'un tribut, le droit de nommer les officiers de son armée, et une liberté administrative plus grande, en un mot la conservation de ses droits souverains.

La conférence de Londres elle-même se décida à faire pression sur le Divan pour obtenir en faveur du Pacha ce que, honnêtement, elle avait promis de demander à la Porte.

Les puissances de la conférence tenaient à ne pas s'écarter des concessions que l'acte séparé de la convention du 15 juillet faisait à Mohamed-Ali. Elles avaient exigé sa soumission à leurs conditions, mais ne tenaient pas à aller plus loin, et à suivre la Porte dans une voie qui pouvait avoir pour elles les plus graves conséquences.

L'acte séparé du 15 juillet spécifiait (art. 1^{er}) que

le Sultan « accorde à Mohamed-Ali et à ses descendants en ligne directe l'administration du pachalyk « d'Egypte ».

Il n'était, nullement question de laisser le Sultan choisir le successeur du Pacha.

Les puissances, en accordant l'hérédité au Pacha, y voyaient un moyen de troc contre la Syrie, qu'elles lui réclamaient. Elles ne cherchaient aucunement à réduire l'étendue de son pouvoir en Egypte, sachant fort bien qu'à moins de le déposséder, elles n'avaient aucun moyen pour parvenir à cette fin.

D'ailleurs, même Palmerston estimait qu'en enlevant la Syrie au Pacha, on l'affaiblissait suffisamment pour qu'il cessât d'être dangereux pour l'Empire Ottoman, et par suite pour la paix de l'Europe. Il devenait également peu à craindre comme détenteur de la route des Indes, sans qu'il fut nécessaire de limiter son autorité en Egypte.

La politique du Foreign Office n'avait pas cherché autre chose.

Manifestement, à aucun moment, les puissances ne songèrent à limiter le pouvoir de Mohamed-Ali en Egypte, toutes estimant, en leur for intérieur, que la province était perdue depuis trop longtemps pour la Sublime-Porte pour qu'elle pût songer à la remettre sous sa propre autorité.

Thiers l'entendait bien ainsi dans sa note du 8 octobre 1840, et Palmerston, dans ses instructions du

14 octobre, ne mettait à la concession de l'hérédité au Pacha que des conditions de pure forme, telles que le sont les rapports de vasselage, sans aucune autre limitation (1).

En effet, à la suite de l'article premier posant l'hérédité dans la famille de Mohamed-Ali, aucune limitation n'était prévue par l'acte du 15 juillet 1840.

L'article 3, parlant du tribut à payer par le Pacha, dit seulement qu'il sera proportionné au territoire que ce dernier administrera, suivant qu'il acceptera Acre viagèrement ou pas.

Quant aux impôts « le Sultan consent que Mohamed-Ali et ses descendants les perçoivent comme « délégués de Sa Hautesse, dans les provinces dont « l'administration lui sera confiée », sans qu'aucune surveillance, aucun contrôle, ne viennent limiter les pouvoirs du Pacha, ils restaient entiers.

L'article 6 prévoit de son côté « que les forces de « terre et de mer que pourra obtenir le Pacha seront « toujours considérées comme entretenues pour le « service de l'Etat ».

Il n'y avait pas de limitation dans la force dont disposerait l'Egypte, et le Pacha conservait son entière autorité sur son armée, rien ne venant restreindre son pouvoir pour désigner ses officiers.

Bien mieux, l'article 6 reconnaissant au Pacha le

1. Discours de Thiers du 20 janvier 1842.

droit d'avoir une armée distincte de l'armée ottomane, lui donnait un appui de droit, sur un point qui n'appartenait jusque-là qu'au domaine des faits.

Que les forces égyptiennes soient entretenues pour le service de l'Empire Ottoman, ainsi qu'il était spécifié, cela ne prouvait rien, au point de vue de l'autonomie, car l'Egypte, malgré sa situation d'Etat vassal, tributaire et autonome, n'avait jamais cessé de faire partie de l'Empire Ottoman, et ne voulait même pas cesser d'en faire partie, le lien religieux était, en outre, une attache qu'il ne songeait pas à délier.

Aucun des articles de la convention du 15 juillet ne limitait donc le pouvoir du Pacha, ainsi qu'avait la prétention de le faire le firman du 13 février 1841.

Bien mieux, en examinant l'acte séparé, nous remarquons que Mohamed-Ali à aucun moment n'est qualifié de sujet rebelle ; il est toujours le Pacha d'Egypte, comme si ce titre lui appartenait en propre et qu'on ne pouvait le lui ôter, ce qui était vrai en fait.

De même, le Sultan, dans le préambule de la convention, demande assistance « au milieu des difficultés dans lesquelles il se trouve placé par suite de la conduite hostile de Mohamed-Ali, Pacha d'Egypte ».

Et les puissances interviennent « pour prévenir une effusion de sang entre les autorités du Pacha et les sujets de Sa Hautesse ».

Jamais les armées égyptiennes ne sont traitées autrement que comme les forces de terre et de mer du Pacha, et non des armées insurgées contre le Sultan (art. 1^{er} et art. 3). Mohamed-Ali avait, pour ainsi dire, implicitement une autorité légitime et indépendante sur les troupes d’Egypte, comme sur ses représentants en Syrie.

Il est vrai que l’acte séparé spécifie que « tous les « traités et toutes les lois de l’Empire Ottoman s’appliquent à l’Egypte » (art. 5), et l’article 2 de la convention dit que les communications seront coupées « entre les deux provinces », l’Egypte et la Syrie.

Mais, pas plus que pour établir l’indépendance laissée par la convention au Pacha, nous ne nous sommes basés sur les dénominations qui lui y sont données, nous en tenant uniquement aux faits posés par les articles de l’acte séparé, comme conditions à la concession d’hérédité; pas plus il ne faut tenir compte du mot « province », même écrit en toutes lettres, pour définir l’Egypte comme une province (1) de l’Empire Ottoman.

Nous croyons qu’en droit international surtout, le plus sage c’est de s’en tenir aux conseils que donne Lawrence. Contestant à certains Etats la qualification de souverains, il écrit : qu’ils aient été dénommés ainsi par des traités « cela ne prouve rien. Les

1. Ce mot, dans le firman du 13 février, au contraire, avait la signification répondant aux faits.

« diplomates ont l'habitude de déguiser les faits
« pleins d'amertume sous un langage calculé pour
« panser les susceptibilités blessées ».

« Une des premières choses que doit apprendre
« un diplomate est que les mots sont employés sou-
« vent, pas, parce qu'ils représentent la chose à
« laquelle on se réfère, mais parce que justement ils
« ne la représentent pas ».

Pour faire une classification scientifique en droit international, il faut se baser sur les réalités (1).

C'est ce que nous avons essayé de faire, ne nous arrêtant pas sur les mots, mais approfondissant les faits.

Dans la convention du 15 juillet, l'Egypte ne pouvait figurer que sous le nom de province.

La Porte n'avait jamais renoncé à ses droits, et cette fois-ci elle cherchait au contraire à les affirmer, mais d'une manière toute platonique, puisqu'elle accroissait en quelque sorte le pouvoir du Pacha sur l'Egypte, en lui concédant l'hérédité, sans restreindre son pouvoir absolu, autrement qu'en paroles.

Palmerston non plus, ne pouvait y voir officiellement qu'une province, en dépit de faits par trop patents, sa théorie de l'intégrité de l'Empire Ottoman n'aurait pu exister sans cela. De plus, Mohamed-Ali,

1. Lawrence, *The principles of International Law*, p. 111.

gouverneur, devrait toujours se soumettre, sous peine de désobéissance, aux ordres du Sultan. Or, la Porte était à ce moment inféodée à l'Angleterre, et cette dernière puissance, sous prétexte de faire respecter l'autorité du Sultan en Egypte, pourrait y intervenir au nom de ce dernier pour faire exécuter un ordre donné en sa faveur par Constantinople et auquel le Pacha pourrait opposer une résistance.

Metternich lui-même n'aurait jamais consenti à voir dans Mohamed-Ali autre chose qu'un gouverneur ; au nom de la légitimité, il ne pouvait reconnaître que cette qualité au Pacha. Le mot province s'imposait. Mais, malgré cela, nous ne pouvons conclure qu'il eut été dans les intentions des signataires de la convention du 15 juillet de diminuer le pouvoir que le Pacha exerçait dans le pays.

Aucun article n'envisageait une semblable restriction. Au contraire, par l'hérédité qui était concédée au Pacha, on rendait son pouvoir entièrement indépendant de la Porte ; nous pouvons dire que l'acte séparé rendait à l'Egypte sa qualité d'Etat mi-souverain vassal et tributaire qu'elle avait sous le Gouvernement des beys Mamelouks.

La conférence de Londres n'accepta pas, on se le rappelle, les termes du firman du 13 février. Les divers Cabinets firent savoir à la Porte qu'elle devait se conformer à la convention de juillet, sous peine de perdre leur appui.

Aussi la Porte, le 19 avril, leur adressa à Londres un memorandum dans lequel elle donnait, en principe, satisfaction au Pacha, ainsi que nous l'avons examiné au précédent chapitre, sur la question de l'armée, du tribut et de l'hérédité. Mais, s'appuyant sur l'article 6 de l'acte séparé de la convention de Londres, concernant l'application à l'Egypte des lois administratives de l'Empire, elle réclamait leur intervention auprès du Pacha, qui demandait une certaine autonomie de ce côté également.

Les puissances étaient peu disposées à rouvrir des discussions qu'elles avaient hâte de clôturer ; elles répondirent à la Porte, le 10 mai, qu'elles estimaient absolue la soumission du Pacha, et que le règlement de questions administratives étant une question d'ordre intérieur, ne les regardait pas.

La Porte ayant changé de ministre des Affaires étrangères, modifia le firman du 13 février sans attendre la réponse de Londres.

Le 1^{er} juin, un nouveau firman, et non pas un firman modificatif, venait donner satisfaction au Pacha sur tous les points.

L'hérédité était fixée par ordre de primogéniture, et ainsi l'autorité gouvernementale de l'Egypte, détentatrice du pouvoir exécutif et législatif, devenait entièrement indépendante de Constantinople ; et cette autorité jouissait d'un pouvoir souverain absolu à l'intérieur du pays, et n'avait à subir aucune

mutilation la rendant fictive, mais de simples limitations.

Le Gouvernement égyptien, en la personne de Mohamed-Ali et de ses descendants, retrouvait son entière autonomie.

Le firman du 1^{er} juin ne modifia aucune des stipulations que nous qualifierons d'amour-propre : les Pachas devront recevoir l'investiture de Constantinople, battre monnaie au nom du Sultan, vêtir leurs troupes à la turque. Par contre, toutes les restrictions apportées par le firman du 13 février, et qui annihilaient le pouvoir du Pacha, sont modifiées.

Pour les Finances, il n'est plus question d'une surveillance quelconque, ni d'avoir à payer à la Porte le quart des revenus. Le Pacha reprend sa liberté financière moyennant un tribut fixe à payer annuellement à la Sublime-Porte. Aucune restriction à l'autonomie financière du pays n'est prévue.

Pour l'armée, si elle est réduite à 18.000 hommes, du moins le Pacha l'a entièrement sous son autorité ; il nomme seul les officiers jusqu'au grade de colonel, devant demander pour les généraux de brigade et les lieutenants généraux, l'agrément du Sultan.

Au point de vue de l'autonomie, celle-ci reste entière car, si l'armée est limitée quant au nombre d'hommes qu'elle doit comprendre, du moins reste-t-elle sous l'autorité unique et directe du Pacha.

Il y a limitation dans l'exercice d'un droit, mais non annihilation de ce droit.

Enfin, quant aux lois administratives, le Pacha obtient également satisfaction.

La question était la plus importante au point de vue de l'autonomie, et en même temps la plus délicate à résoudre, car Mohamed-Ali avait contre lui la décision formelle des puissances, déclarant par l'article 5 de l'acte séparé, que les lois administratives de l'Empire Ottoman seraient appliquées à l'Egypte.

Il obtient, sous l'apparence de respecter cet article, une exception le rendant entièrement inefficace et inopérant.

Le firman du 1^{er} juin, comme celui du 13 février, stipulait que « Tous les règlements faits ou à faire « par la Sublime-Porte seront également exécutés en « Egypte », mais il était ajouté, dans l'acte du 1^{er} juin, « en tenant compte des circonstances locales « de la justice et de l'équité ».

Les lois administratives turques seront en conséquence appliquées, mais suivant qu'on estimera cette application à l'Egypte, juste ou non. De plus, suivant les circonstances locales, c'est-à-dire particulières à l'Egypte, elles pourront être modifiées dans leur application.

Ainsi le Pacha, même à ce point de vue, n'était pas strictement tenu ; il avait non seulement un pouvoir d'appréciation sur l'application des lois.

turques à l'Egypte, mais encore le pouvoir de les modifier suivant les besoins du pays, c'est-à-dire de faire pour le pays des lois particulières.

Il faut ajouter de plus, que les lois administratives turques étaient des plus rudimentaires.

L'autonomie du Gouvernement de Mohamed-Ali se trouvait donc être complète, jouissant de tous les droits dérivant du pouvoir absolu que le firman du 1^{er} juin ne limitait pas ou ne lui enlevait pas. Or, les termes de ce firman ne touchaient que très légèrement aux droits de souveraineté intérieure, et aucune des limitations prévues ne supprimait l'exercice d'aucun droit dont le faisceau constituait cette souveraineté intérieure.

Ayant donc un pouvoir d'autonomie qui concentre en leurs mains de par un pouvoir absolu, le pouvoir exécutif et législatif, et ce pouvoir exécutif étant, de plus, entièrement indépendant par le fait de l'hérédité, la situation du Pacha et des siens est semblable à celle des beys Mamelouks et cheik-el-balad.

Rien n'empêche plus de considérer l'Egypte, en fait et en droit, comme un Etat mi-souverain autonome, bien que tributaire et vassal de la Sublime-Porte.

L'Egypte, en effet, échappe désormais, en droit comme en fait, au Sultan ; le pays n'a plus le même pouvoir exécutif que le reste de l'Empire Ottoman, et partant le même pouvoir législatif ; il ne nous

paraît donc pas possible de le considérer comme une province, c'est donc un Etat avec des droits souverains restreints, ainsi que nous venons de le définir plus haut.

Une objection d'apparence sérieuse peut nous être faite : le firman du 1^{er} juin, dira-t-on, concède peut-être le Gouvernement autonome de l'Egypte à Mohamed-Ali et aux siens, mais il ne fait aucune concession à l'Egypte même, puisque le firman du 1^{er} juin spécifie qu'en cas d'extinction de la lignée mâle de Mohamed-Ali la Porte désignerait un nouveau gouverneur.

Nous pourrions répondre que le Sultan étant Kalife, quand un Etat musulman change de dynastie, les nouveaux souverains doivent être investis par le Kalife, et que pour l'Egypte il n'en serait pas autrement.

Nous pourrions répondre également que la lignée de Mohamed-Ali ne risquerait pas de s'éteindre, prétendant lui-même avoir une millier d'enfants.

Cependant, ces réponses nous paraissent, non seulement insuffisantes, mais spécieuses.

Le meilleur moyen d'expliquer que l'autonomie du Gouvernement du Pacha est une autonomie propre au pays, c'est de nous rappeler que l'autonomie de l'Egypte sous les Mamelouks était réelle, et ne dépendait pas d'une lignée.

Or, Mohamed-Ali ne fut que le successeur des

droits souverains des Mamelouks en Egypte ; cette succession lui fut reconnue par la Porte, en droit, par le firman du 1^{er} juin, elle ne faisait que lui reconnaître des droits et non pas lui en conférer. Il les détenait depuis son arrivée au pouvoir comme des droits inhérents au Gouvernement de l'Egypte, c'est-à-dire à l'Egypte elle-même. Son indépendance, il la tenait des Mamelouks et la Porte la lui avait seulement reconnue, sans la lui concéder ; il la détenait du fait du Gouvernement de l'Egypte, parce que l'Egypte était gouvernée par un pouvoir autonome.

L'indépendance du Pacha n'entraîne pas l'autonomie de l'Egypte, mais c'est au contraire l'autonomie de l'Egypte qui a amené le Pacha à l'indépendance de fait d'abord, de droit ensuite, le 1^{er} juin 1841.

D'ailleurs les relations entre deux Etats liés par des liens de vassalité et de suzeraineté sont sans cesse modifiés ; et nous n'avons pas cherché à déterminer la nature de l'Egypte en tant qu'une entité ; nous n'avons voulu que déterminer la nature de l'Egypte sous le régime du firman du 1^{er} juin 1841.

L'Egypte en elle-même contient tous les éléments constitutifs d'une nation, d'un Etat, pouvant jouir, non seulement de son autonomie, mais de son indépendance. Il en était ainsi d'ailleurs avant la conquête de Sélim.

Mais le firman du 1^{er} juin a fait, nous semble-t-il,

sans objection possible, de la vallée du Nil un Etat mi-souverain.

D'ailleurs, en observant une des lois de l'évolution des Etats, nous pouvons affirmer qu'un Etat vassal marche toujours vers une indépendance absolue ; et que l'Egypte, après l'acte de juin 1841, tendra à rompre une à une ses attaches avec la Sublime-Porte, et acquerra l'exercice de nouveaux droits souverains, au lieu de retomber sous sa férule.

Il en fut en effet ainsi de 1863 à 1873; annuellement pour ainsi dire, le Vice-Roi obtenait de la Porte une nouvelle concession.

Il reçut successivement un titre l'élevant en dignité au-dessus des autres Vizirs, puis le pouvoir d'augmenter son armée, et même, celui d'engager seul des négociations avec les puissances étrangères sur certains sujets commerciaux et financiers, empiétant sur les droits de souveraineté extérieure.

En dehors même des droits accordés par les firmans, les Gouvernements d'Egypte usèrent de beaucoup d'indépendance, procédant à de grands changements, et ne demandant qu'après coup l'autorisation à la Porte, ceci simplement pour la forme.

Des concessions de voie ferrée, des concessions du canal de Suez, la réforme judiciaire, furent faites sans autre intervention de Constantinople.

Il est donc un peu oiseux de chercher à dénier à l'Egypte sa qualité d'Etat mi-souverain, et essayer de

dissocier le gouvernant du gouverné, dont les droits d'ailleurs, avec le temps, ne pourront que s'identifier de plus en plus.

Nous croyons bien, pour achever l'examen complet de la situation de l'Egypte au 1^{er} juin 1841, qu'il ne nous reste qu'un mot à dire sur la nature même du firman de cette date.

On a prétendu que le firman de juin 1841 était un acte de nature contractuelle, ne pouvant être modifié que du consentement des parties, lesquelles seraient les membres de la Conférence de Londres ; que, de plus, les puissances intervenantes se trouveraient être garantes des concessions faites au Pacha.

Aucune de ces allégations ne résiste à l'examen ; les puissances ne sont garantes d'aucune concession. D'abord le firman en question, en dehors de l'hérédité, ne contient que des restrictions de pouvoir et non des mesures de faveur, ensuite, il n'était de l'intention d'aucune des puissances européennes de rien garantir au Pacha.

Elles étaient intervenues contre lui et en faveur de la Porte ; elles avaient demandé et obtenu de lui, ce qu'elles estimaient être un maximum de concessions, mais elles laissaient la Porte libre d'obtenir d'autres avantages sans leur aide, si elle le pouvait.

Il n'était pas dans les principes de l'Angleterre,

nous le savons, de s'engager dans la voie des garanties en général, et surtout dans des garanties vis-à-vis d'un adversaire.

L'Autriche n'aurait donné aucune assurance à un quasi-rebelle contre son suzerain légitime. La Prusse et la Russie n'avaient aucun intérêt en jeu.

La France est la seule puissance qui aurait garanti au Pacha le respect du minimum de la convention de Londres, et justement, la France n'était pas partie à la convention.

N'étant pas garantes, les puissances ne sont pas parties, et le firman, fixant les libertés du gouvernement égyptien ne dépend que de la Sublime-Porte. Elle remplacera aussitôt le firman du 13 février par celui du 1^{er} juin.

Les libertés égyptiennes résidaient d'ailleurs bien plus dans l'indépendance de fait de l'Egypte que dans une vague reconnaissance de droit, et ces libertés n'ont pas besoin, pour subsister, d'être garanties par les puissances, la faiblesse de la Porte étant suffisante pour les rendre intangibles.

Depuis le 1^{er} juin 1841, tant en droit qu'en fait, l'Egypte est vis-à-vis de l'Empire Ottoman dans la situation d'un Etat mi-souverain, jouissant de son autonomie intérieure, rendant à la Porte des devoirs de vassal et lui payant tribut.

Cette situation lui était acquise en fait depuis près de deux siècles ; elle venait de recevoir sa consécra-

tion légale grâce aux efforts incessants de Mohamed-Ali seul, et à l'encontre des puissances d'Europe amies de la Sublime-Porte.

Vu : le Doyen
F. LARNAUDE

Vu : le président de la thèse,
G. DE LAPRADELLE

Vu et permis d'imprimer
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris
L. POINCARÉ

BIBLIOGRAPHIE

- Bréhier (Louis)*. — L'Egypte de 1789 à 1900.
— L'Egypte et les firmans (Revue de Dr. Int. pub., année 1895).
Martens (De). — Recueil des traités internationaux.
Vattel. — Edition de Pradier Fodéré. Paris, 1863.
Bonfils et Fauchille. — Traité de Dr. Inter. pub., 5 et 6^e éd. Paris.
Pradier-Fodéré. — Traité de Dr. Inter. ; Histoire de Dr. Inter.
Wheaton. — Eléments de Dr. Inter. Leipzig, 1874.
— Histoire du progrès du dr. des gens en Europe et aux E.-U. Leipzig, 1864 (4^e éd.).
Volney. — Voyages en Syrie et en Egypte en 1783 et 1785. Paris, 1787.
Sigmarieff. — De la situation des Etats mi-souverains. Thèse Paris, 1889.
Marcel (J.-J.). — Histoire d'Egypte jusqu'à l'époque des Français. Paris, 1848.
Ryme (A.). — L'Egypte Française.
Anonyme. — L'Egypte sous Méhémet-Ali, 1848.
Mengin. — Histoire d'Egypte depuis l'occupation française jusqu'à 1823, Paris, 1823.
— Histoire sommaire d'Egypte de 1823 à 1838, Paris, 1839.
Isambert. — L'indépendance de la Grèce et l'Europe, Paris, 1900.

- Mouriez.* — Histoire de Méhémet-Ali, Paris, 1855.
- Debidour.* — Histoire diplomatique de l'Europe (t. I et II).
- Craven.* — Lord Palmerston et sa correspondance intime.
- Bulwer Lytton Henry.* — The life of Henry John Temple
viscount Palmerston.
- Biography of Henry Jhon Temple, out of the National
Biography.
- Metternich.* — Mémoires (T. V, VI et VII).
- Guizot.* — Mémoires.
- Cadavène.* — 1839-1840. Histoire d'Egypte.
- Sakakini.* — De l'Egypte et l'intervention européenne en
Orient, 1832.
- Clot bey.* — Mohamed-Ali.
- Correspondance relative to the aff. of. the Levant
presented to both Houses in 1841 (Tomes I et II).
- Cocheris.* — Situation intern. de l'Egypte et du Soudan.
- De Goeje (M.-J.).* The Kaliphate, Enc. Brit.
- Twiss (Trav.).* — Le droit des gens et des nations.
- A History of the revolt of Ali-bey. Londres, 1782.
- Nolte.* — Histoire militaire et diplomatique de l'Europe au
xix^e siècle.
- Joly.* — L'Egypte sous Mohamed-Ali.
- Dareste.* — Histoire de France, t. IX.
- Hammer.* — (Trad. Hellert). Histoire de l'Empire Ottoman,
t. IV et V.
- Thiers.* — Discours parlementaires de Thiers, t. IV et V.
- Lawrence.* — Principles of International Law.

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

	Pages
CHAPITRE PREMIER. — L'Égypte conquête turque. Province ou Etat. L'Égypte sous les Beys mame-louks.....	5
CHAPITRE II. — L'Égypte conquête française. La politique de Bonaparte.....	61
CHAPITRE III. — L'Égypte conquête d'un homme. Accès au pouvoir de Mohamed-Ali.....	108
CHAPITRE IV. — Consolidation du pouvoir de Mohamed-Ali.....	144

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER. — De la première campagne de Syrie et de la Paix de Koutaya.....	215
CHAPITRE II. — Des conséquences politiques de la campagne de Syrie.....	258
CHAPITRE III. — De la deuxième campagne de Syrie. Responsabilité de la Porte.....	311
CHAPITRE IV. — Des conséquences de la bataille de Nézib.....	380
CHAPITRE V. — De la rupture de l'entente franco-britannique. Rapprochement anglo-russe (Mission Burnow).....	442

CHAPITRE VI. — Deuxième mission Burnow. Suite de la politique conciliante et expectante du Pacha d’Egypte.....	491
CHAPITRE VII. — Triomphe de la politique anglaise...	541
CHAPITRE VIII. — Tension anglo-française.....	591
CHAPITRE IX. — Exécution de la Convention de Londres.	628
CHAPITRE X. — De la reddition du Pacha	684
CHAPITRE XI. — Du firman du 1 ^{er} juin 1841. Des rap- ports établis par cet acte entre la Porte et l’Egypte. De la situation de droit international qui en résulte pour l’Egypte.....	731

